



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115487076>



**STATUTES
OF
ONTARIO
1991**

First Session,
Thirty-Fifth Legislature

39-40 Elizabeth II

His Honour
Lincoln M. Alexander
Lieutenant Governor
and

His Honour
Henry N. R. Jackman
Lieutenant Governor

**LOIS
DE
L'ONTARIO
1991**

Première session,
trente-cinquième législature

39-40 Elizabeth II

Son Honneur
Lincoln M. Alexander
Lieutenant-gouverneur
et

Son Honneur
Henry N. R. Jackman
Lieutenant-gouverneur



VOLUME 1

PRINTED BY THE
©QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO

IMPRIMÉ PAR
©L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR
L'ONTARIO

These are the Statutes of Ontario that received Royal Assent during the part of the First Session of the Thirty-Fifth Legislature which was held in 1991.

The Statutes in this volume appear in the form in which they were enacted by the Legislature.

These Statutes, as revised by the Commissioners appointed under the *Statutes Revision Act, 1989*, can be found in Volume 2 of the Statutes of Ontario, 1991.

Les lois de l'Ontario contenues dans le présent volume ont reçu la sanction royale au cours de la partie de la première session de la trente-cinquième législature qui s'est tenue en 1991.

Les lois sont reproduites telles qu'elles ont été adoptées par la Législature.

Les présentes lois, telles qu'elles ont été refondues par les commissaires nommés en vertu de la *Loi de 1989 sur la refonte des lois*, figurent dans le volume 2 des Lois de l'Ontario de 1991.



USER'S GUIDE TO THE STATUTES OF ONTARIO, 1991

I. The Statutes of Ontario, 1991

This year the Statutes of Ontario are published in two volumes. The first volume contains the statutes in the form in which they were enacted by the Legislature. The second volume contains the same statutes but they have been revised to reflect the changes that resulted from the coming into force on December 31, 1991 of the Revised Statutes of Ontario, 1990.

II. English and French Versions of Statutes

All public bills introduced in the Legislative Assembly must be in English and French. However, before the coming into force of the Revised Statutes of Ontario, 1990 on December 31, 1991, most Ontario statutes were in English only. As a result, most of the amending statutes contained in Volume 1 of the Statutes of Ontario, 1991 amend only the English versions of existing laws. The Revised Statutes of Ontario, 1990 are fully bilingual. Accordingly, the statutes contained in Volume 2 have been revised to include the necessary amendments to the French versions of the statutes. The English and French versions are equally authoritative.

Private Acts may be enacted in English or French or in both English and French. All private Acts enacted in 1991 were enacted in English only.

III. Using the Statutes of Ontario, 1991

This volume contains:

1. A User's Guide.
2. A Table of Contents.
3. The Statutes of Ontario, 1991.
4. A Table of Public Statutes.
5. A Table of Proclamations.
6. A Table of Private Acts Cumulative Supplement.
7. A Table of Regulations. (Volume 1 only)

1. *The User's Guide*

This guide is intended to help readers of the Ontario statutes. We invite your comments for improvements. Please write to:

GUIDE D'UTILISATION DES LOIS DE L'ONTARIO DE 1991

I. Les Loïs de l'Ontario de 1991

Les lois de l'Ontario sont publiées en deux volumes cette année. Le premier volume reproduit les lois sous la forme dans laquelle elles ont été adoptées par la Législature. Le second volume contient les mêmes lois telles qu'elles ont été refondues de manière à refléter les modifications résultant de l'entrée en vigueur, le 31 décembre 1991, des Lois refondues de l'Ontario de 1990.

II. Versions française et anglaise des lois

Tous les projets de loi d'intérêt public déposés devant l'Assemblée législative doivent l'être en français et en anglais. Toutefois, avant l'entrée en vigueur, le 31 décembre 1991, des Lois refondues de l'Ontario de 1990, la plupart des lois ontariennes n'existaient qu'en anglais. Par conséquent, la plupart des lois modificatives contenues dans le volume 1 des Lois de l'Ontario de 1991 ne modifient que la version anglaise de lois existantes. Les Lois refondues de l'Ontario de 1990 sont toutefois entièrement bilingues. Les lois contenues dans le volume 2 ont donc été refondues de manière à inclure les modifications nécessaires à la version française des lois. Les versions française et anglaise ont également force de loi.

Les lois d'intérêt privé peuvent être adoptées en anglais ou en français ou encore dans ces deux langues. Toutes les lois d'intérêt privé adoptées en 1991 l'ont été en anglais seulement.

III. Utilisation des Lois de l'Ontario de 1991

Le présent volume comporte les éléments suivants :

1. Un Guide d'utilisation.
2. Une Table des matières.
3. Les Lois de l'Ontario de 1991.
4. Une Table des lois d'intérêt public.
5. Une Table des proclamations.
6. Une Table des lois d'intérêt privé (Supplément cumulatif).
7. Une Table des règlements (uniquement dans le volume 1).

1. *Le Guide d'utilisation*

Ce guide a pour but de faciliter aux usagers l'accès aux lois de l'Ontario. Nous vous invitons à nous adresser toute remarque qui nous permettrait de l'améliorer en nous écrivant à l'adresse suivante :

The Office of Legislative Counsel
Room 3600, Whitney Block
Queen's Park
Toronto, Ontario, M7A 1A2

Bureau des conseillers législatifs
Édifice Whitney, Bureau 3600
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1A2

2. *The Table of Contents*

The Table of Contents is set out in English and in French. The statutes are listed in two parts:

Part I — Public Acts

Part II — Private Acts

The statutes are arranged alphabetically according to their short titles. Each statute, when it was first introduced in the Legislative Assembly, was assigned a bill number. The bill number for each statute is given in the Table of Contents. A bill when enacted is assigned a chapter number. Chapter numbers are also given in the Table of Contents.

3. *The Statutes of Ontario, 1991*

As noted previously, the Statutes of Ontario, 1991 are set out in two volumes. The first volume contains the statutes in the form in which they were enacted. The second volume contains the statutes as revised to conform to the Revised Statutes of Ontario, 1990. The statutes are arranged according to their chapter numbers.

4. *The Table of Public Statutes (Blue pages)*

The Table of Public Statutes in Volume 1 sets out the statutes contained in the Revised Statutes of Ontario, 1980 and all new Acts passed between the beginning of 1981 and the end of 1991 and it shows the amendments to those Acts.

The Table of Public Statutes in Volume 2 sets out the statutes contained in the Revised Statutes of Ontario, 1990 and the new Acts passed in 1991 and it sets out the amendments to them.

5. *The Table of Proclamations (Blue pages)*

The Table of Proclamations shows the dates on which Acts were proclaimed in force.

6. *The Table of Private Acts — Cumulative Supplement*

2. *La Table des matières*

La Table des matières existe en français et en anglais. Les lois sont divisées entre deux parties :

Partie I — Lois d'intérêt public

Partie II — Lois d'intérêt privé

Les lois sont disposées par ordre alphabétique selon leurs titres abrégés. Chaque loi a reçu, lors de son premier dépôt devant l'Assemblée législative, un numéro de projet de loi. Ce numéro figure également dans la Table des matières. Lorsqu'un projet de loi est adopté, il reçoit un numéro de chapitre. Ces numéros de chapitre sont aussi indiqués dans la Table des matières.

3. *Les Lois de l'Ontario de 1991*

Comme il a été mentionné ci-dessus, les Lois de l'Ontario de 1991 sont publiées en deux volumes. Le premier volume contient les lois sous la forme dans laquelle elles ont été adoptées. Le second volume contient les lois telles qu'elles ont été modifiées de manière à refléter les Lois refondues de l'Ontario de 1990. Les lois sont disposées selon leurs numéros de chapitre.

4. *La Table des lois d'intérêt public (Pages bleues)*

La Table des lois d'intérêt public figurant dans le volume 1 énumère les lois contenues dans les Lois refondues de l'Ontario de 1980 et toutes les nouvelles lois adoptées entre le début de 1981 et la fin de 1991. Elle indique également les modifications qui ont été apportées à ces lois.

La Table des lois d'intérêt public du volume 2 énumère les lois contenues dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990 ainsi que les nouvelles lois adoptées en 1991. Elle indique également les modifications qui leur ont été apportées.

5. *La Table des proclamations (Pages bleues)*

La Table des proclamations indique la date à laquelle les lois ont fait l'objet d'une proclamation d'entrée en vigueur.

6. *La Table des lois d'intérêt privé (Supplément cumulatif)*

This table updates the Table of Private Acts contained in Volume 12 of the Revised Statutes of Ontario, 1990.

Cette table met à jour la Table des lois d'intérêt privé figurant dans le volume 12 des Lois refondues de l'Ontario de 1990.

7. The Table of Regulations

The Table of Regulations lists all of the regulations contained in the Revised Regulations of Ontario, 1980 or made after December 31, 1980 and before January 1, 1992 and shows the amendments to those regulations. The Table of Regulations is set out only in Volume 1 to the Statutes of Ontario, 1991.

7. La Table des règlements

La Table des règlements énumère tous les règlements contenus dans les Règlements refondus de l'Ontario de 1980 ou pris après le 31 décembre 1980 mais avant le 1^{er} janvier 1992. La table indique également les modifications apportées à ces règlements. La Table des règlements ne figure que dans le volume 1 des Lois de l'Ontario de 1991.

IV. Citation of Statutes

The short title of a statute enacted in 1991 ends with "1991". For example, the *Health Cards and Numbers Control Act, 1991*, is chapter 1 of the Statutes of Ontario, 1991, and may be cited as the *Health Cards and Numbers Control Act, 1991*, S.O. 1991, c.1.

IV. Citation des lois

Le titre abrégé d'une loi adoptée en 1991 mentionne l'année d'adoption. Par exemple, la *Loi de 1991 sur le contrôle des cartes Santé et des numéros de cartes Santé* constitue le chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1991 et peut être citée comme suit : *Loi de 1991 sur le contrôle des cartes Santé et des numéros de cartes Santé*, L.O. 1991, chap. 1.

V. Organization of a Statute

1. Sections, subsections, etc.

Every statute is composed of numbered sections, cited as sections 1, 2, 3, etc. Many sections are further divided into two or more subsections, cited as subsections (1), (2), (3), etc. Some sections and subsections also contain clauses (cited as clauses (a), (b), (c), etc.), subclauses (cited as subclauses (i), (ii), (iii), etc.), paragraphs (cited as paragraphs 1, 2, 3, etc.) and subparagraphs (cited as subparagraphs i, ii, iii, etc.). Further levels of divisions are possible, although they are rare.

Some statutes are divided into numbered Parts, cited as Parts I, II, III, etc.

Most statutes contain a definition section that lists, in alphabetical order, definitions of terms used in the statute. The definition section is usually at the beginning of the statute, although definitions sometimes appear elsewhere. In a statute that is divided into parts, the first section of a part often contains definitions of terms used in that part.

The definition of an English term contains a reference to the corresponding French term and a definition of a

V. Divisions d'une loi

1. Articles, paragraphes, etc.

Chaque loi se compose d'articles numérotés que l'on cite ainsi : article 1, 2, 3, etc. Ces articles se divisent souvent en paragraphes cités ainsi : paragraphe (1), (2), (3), etc. Certains articles et certains paragraphes contiennent également des alinéas (cités ainsi : alinéa a), b), c), etc.), des sous-alinéas (cités ainsi : sous-alinéa (i), (ii), (iii), etc.), des dispositions (citées ainsi : disposition 1, 2, 3, etc.) et des sous-dispositions (citées ainsi : sous-disposition i, ii, iii, etc.) Des divisions plus poussées sont rares dans les textes législatifs.

Certaines lois sont également divisées en parties numérotées, citées ainsi : partie I, II, III, etc.

Les lois comportent généralement une disposition qui énonce, par ordre alphabétique, la définition de certains termes utilisés dans le texte. Cette disposition se présente habituellement sous la forme d'un article placé au début de la loi, bien que certaines définitions puissent être placées ailleurs dans le texte. Dans une loi qui est divisée en parties, le premier article d'une partie contient souvent la définition de termes utilisés dans celle-ci.

La définition d'un terme français se termine par le renvoi au terme anglais correspondant et, de la même façon,

French term contains a reference to the corresponding English term. In a few cases, a term that is given a statutory definition in one language is not given a statutory definition in the other language. This occurs if the ordinary meaning of the term in the other language requires no statutory variation.

Some statutes contain a table of contents at the beginning of the statute.

2. *Preambles*

Some statutes begin with a preamble. The preamble is part of the statute and may be used for the purpose of interpreting the statute.

3. *Marginal Notes and Headings*

Marginal notes and headings in the body of a statute do not form part of the statute and should not be relied on as a means of interpreting the statute. They are included only for convenience of reference.

VI. Parent and Amending Acts

Some statutes may be considered to be "parent" Acts. These statutes are free-standing and refer to other statutes only incidentally.

Other statutes amend parent Acts. These usually have "*Amendment*" in their titles. The provisions of an amending statute itself, printed in bold-face type, show which amendments are to be made to the parent Act.

Where a provision of the parent Act is replaced with a new provision, that new provision, with its provision numbering in the parent Act, is printed in light-face type.

VII. Recent Amendments

To determine if a public Act has been amended since the end of 1990, it is necessary first to check the Table of Public Acts for possible amendments made in 1991 and then check the records of the Legislative Assembly for possible amendments in 1992. Once a week while the Legislative Assembly is sitting, the *Votes and Proceedings* of the Legislative Assembly contain a "Status of Legislation" section. The most recent "Status of Legislation" may be of assistance.

VIII. Interpretation Act

Readers of the Revised Statutes of Ontario, 1990 should be aware of the *Interpretation Act*, R.S.O. 1990, c. I.11. The Act contains a

la définition d'un terme anglais renvoie au terme français correspondant. Il peut arriver qu'un terme ne soit défini que dans une langue, lorsque le sens courant d'un mot dans l'autre langue correspond au sens que lui donne la loi et qu'une définition législative particulière est donc inutile dans cette langue.

Certaines lois contiennent un sommaire, placé au début du texte.

2. *Préambules*

Il arrive qu'une loi commence par un préambule. Le préambule fait partie de la loi et peut servir à son interprétation.

3. *Notes marginales et intertitres*

Les notes marginales et les intertitres d'une loi ne font pas partie de celle-ci et ne doivent pas servir à l'interpréter. Ces éléments ne servent qu'à faciliter l'utilisation du texte.

VI. Lois principales et lois modificatives

Certaines lois peuvent être considérées comme des lois «principales». Ces lois sont autonomes et ne renvoient que rarement à d'autres lois.

D'autres lois modifient les lois principales. Le titre de ces lois modificatives comporte le mot «*modifiant*». Les dispositions de la loi modificative, imprimées en caractères gras, indiquent les modifications qui doivent être apportées à la loi principale.

Lorsqu'une disposition de la loi principale est remplacée par une nouvelle disposition, cette nouvelle disposition, qui comporte la numérotation appropriée de la loi principale, est imprimée en caractères ordinaires dans la loi modificative.

VII. Modifications récentes

Pour déterminer si une loi d'intérêt public a été modifiée depuis la fin de 1990, il faut tout d'abord se reporter à la Table des lois d'intérêt public pour vérifier s'il y a eu des modifications en 1991; il faut ensuite vérifier les documents publiés par l'Assemblée législative pour déterminer si des modifications ont été apportées en 1992. Une fois par semaine, lorsque l'Assemblée siège, les *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative contiennent un «État de l'avancement des projets de loi». L'«état» le plus récent peut fournir les renseignements désirés.

VIII. Loi d'interprétation

Les usagers des Lois refondues de l'Ontario de 1990 sont priés de tenir compte de la *Loi d'interprétation*, L.R.O. 1990, chap. I.11.

number of provisions that apply to the interpretation of all statutes. For example, the Act contains definitions that apply to words and phrases used in all statutes, unless the context requires otherwise. It also contains provisions that apply when a statute is repealed and replaced by another statute.

IX. Ministerial Responsibility for Statutes

With the exception of a few statutes that are administered directly by the Legislative Assembly, every Act of the Legislature is administered through a ministry of the Ontario Government. The Ministry of Government Services publishes a brochure entitled "Ministerial Responsibility for Acts" which details this information.

X. Consolidations of Statutes

The Government of Ontario publishes individual consolidations of many statutes, showing all amendments made before the date of publication. A consolidation of a statute is very convenient to use, especially if the statute has been amended several times. However, consolidations are prepared for the purpose of convenience only. For accurate reference, the official statute volumes should be used.

XI. Other Laws

Readers are reminded that, in addition to Ontario statutes, particular legal issues may be affected by other kinds of laws, including the Constitution of Canada, statutes of the Parliament of Canada, regulations, municipal by-laws and the common law.

XII. Publications Ontario

Copies of the Revised Statutes of Ontario, 1990, the annual statute volumes and other Government of Ontario Publications may be obtained from Publications Ontario. Personal shopping is available at 880 Bay Street, Toronto. Customers may write to Publications Ontario, 5th Floor, 880 Bay Street, Toronto, M7A 1N8. Orders may be placed by telephone at (416) 326-5300 or, toll-free in Ontario, 1-800-668-9938. Telephone service for the hearing impaired is available at (416) 325-3408 or toll-free in Ontario, 1-800-268-7095. Mastercard and Visa are accepted. Cheques and money orders should be made payable to the Treasurer of Ontario. Prepayment is required.

Cette loi contient certaines dispositions qui s'appliquent à l'interprétation de toutes les lois. Elle comporte, par exemple, des définitions qui s'appliquent aux termes et expressions utilisées dans les lois, sauf lorsque le contexte exige un sens différent. Elle contient également des dispositions qui s'appliquent lorsqu'une loi est abrogée et remplacée par une autre.

IX. Responsabilité ministérielle pour les lois

À l'exception de quelques lois dont l'application relève directement de l'Assemblée législative, l'application de chaque loi de la Législature se fait par l'entremise d'un ministère du gouvernement de l'Ontario. Le ministère des Services gouvernementaux publie une brochure intitulée «La responsabilité ministérielle pour les lois», qui fournit tous les renseignements utiles à cet égard.

X. Codifications administratives des lois

Le gouvernement de l'Ontario publie des codifications administratives individuelles d'un grand nombre de lois. Ces codifications tiennent compte de toutes les modifications apportées aux lois jusqu'à la date de publication. La codification administrative est un instrument de travail très utile surtout lorsque la Loi a subi de nombreuses modifications. Toutefois, elle ne sert qu'à faciliter la consultation du texte. Pour tout renvoi précis, il convient de se reporter aux volumes officiels des lois.

XI. Autres lois

Certaines questions d'ordre juridique peuvent nécessiter, outre la consultation des Lois de l'Ontario, celle d'autres textes, y compris la Constitution du Canada, les lois du Parlement du Canada, les règlements, les règlements municipaux, ainsi que le recours à la common law.

XII. Publications Ontario

On peut se procurer des exemplaires des Lois refondues de l'Ontario de 1990, des volumes annuels des lois, ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. On peut également écrire à Publications Ontario, 880, rue Bay, 5^e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8. Pour les commandes téléphoniques, composer le (416) 326-5300 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-668-9938. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Faire le chèque ou le mandat à l'ordre du trésorier de l'Ontario. Le paiement est exigé d'avance.

TABLE OF CONTENTS

	Page
User's Guide	iii
Table of Contents	ix
—List of Public Acts	
—English Version	ix
—French Version	x
—List of Private Acts	xii
Statutes of Ontario, 1991	
—Part I, Public Statutes	1
—Part II, Private Statutes	381
Tables	
—Table of Public Statutes and Amendments: R.S.O. 1980; Statutes of Ontario, 1981-91	477
—Table of Proclamations: R.S.O. 1980; Stat- utes of Ontario, 1981-91	505
—Table of Private Acts: Cumulative Supple- ment 1985-91	513
—Table of Regulations filed under the <i>Regulations Act</i> to December 31st, 1991 ...	517

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'utilisation	iii
Table des matières	ix
—Liste des lois d'intérêt public	
—Version anglaise	ix
—Version française	x
—Liste des lois d'intérêt privé	xii
Lois de l'Ontario de 1991	
—Partie I : Lois d'intérêt public	1
—Partie II : Lois d'intérêt privé	381
Tables	
—Table des lois d'intérêt public et des modifications : L.R.O. 1980; Lois de l'On- tario, 1981-1991	477
—Table des proclamations : L.R.O. 1980; Lois de l'Ontario, 1981-1991	505
—Table des lois d'intérêt privé : Supplément cumulatif 1985-1991	513
—Table des règlements déposés au 31 décembre 1991 en vertu de la <i>Loi sur les</i> <i>règlements</i>	517

PART I PUBLIC ACTS

Chapter		Page
17	Arbitration Act, 1991	(Bill 42) 91
11	Assessment Statute Law Amendment Act, 1991	(Bill 36) 47
19	Audiology and Speech-Language Pathology Act, 1991	(Bill 44) 167
20	Chiropractic Act, 1991	(Bill 45) 173
21	Chiropractic Act, 1991	(Bill 46) 179
46	Courts of Justice Amendment Act (Payments to Supernumerary Judges), 1991	(Bill 146) 307
22	Dental Hygiene Act, 1991	(Bill 47) 185
23	Dental Technology Act, 1991	(Bill 48) 191
24	Dentistry Act, 1991	(Bill 49) 195
25	Denturism Act, 1991	(Bill 50) 201
26	Dietetics Act, 1991	(Bill 51) 207
10	Education Amendment Act (Miscellaneous), 1991	(Bill 30) 45
44	Electronic Registration Act (Ministry of Consumer and Commercial Relations Statutes), 1991	(Bill 126) 297
16	Employment Standards Amendment Act (Employee Wage Protection Program), 1991	(Bill 70) 77
5	Family Support Plan Amendment Act, 1991	(Bill 17) 13
55	Financial Administration Amendment Act, 1991	(Bill 156) 361
45	Fire Marshals Amendment Act, 1991	(Bill 131) 301
42	Fraudulent Debtors Arrest Repeal Act, 1991	(Bill 76) 289
49	Fuel Tax Amendment Act, 1991	(Bill 85) 315
13	Gasoline Tax Amendment Act (Aviation Fuel), 1991	(Bill 79) 51
1	Health Cards and Numbers Control Act, 1991	(Bill 24) 1

Chapter	Page
47 Income Tax Amendment Act, 1991 (Bill 83)	309
40 John Graves Simcoe Memorial Foundation Repeal Act, 1991 (Bill 73)	285
56 Labour Relations Amendment Act, 1991 (Bill 158)	371
41 Law Society Amendment Act (Temporary Members), 1991 (Bill 75)	287
57 Legislative Assembly Amendment Act, 1991 (Bill 163)	373
27 Massage Therapy Act, 1991 (Bill 52)	211
28 Medical Laboratory Technology Act, 1991 (Bill 53)	215
29 Medical Radiation Technology Act, 1991 (Bill 54)	221
30 Medicine Act, 1991 (Bill 55)	227
31 Midwifery Act, 1991 (Bill 56)	233
53 Ministry of Agriculture and Food Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 144)	355
6 Mortgages Amendment Act, 1991 (Bill 40)	33
54 Municipal Employees Retirement Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 151)	357
15 Municipal Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 122)	61
32 Nursing Act, 1991 (Bill 57)	239
33 Occupational Therapy Act, 1991 (Bill 58)	245
8 Ontario Loan Act, 1991 (Bill 81)	41
51 Ontario Medical Association Dues Act, 1991 (Bill 135)	347
34 Opticianry Act, 1991 (Bill 59)	249
35 Optometry Act, 1991 (Bill 60)	255
36 Pharmacy Act, 1991 (Bill 61)	261
37 Physiotherapy Act, 1991 (Bill 62)	267
9 Planning Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 25)	43
12 Police Services Amendment Act, 1991 (Bill 66)	49
38 Psychology Act, 1991 (Bill 63)	273
3 Regional Municipality of Ottawa-Carleton Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 32)	5
18 Regulated Health Professions Act, 1991 (Bill 43)	113
2 Representation Amendment Act, 1991 (Bill 31)	3
4 Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991 (Bill 4)	7
39 Respiratory Therapy Act, 1991 (Bill 64)	279
43 Retail Business Establishments Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 115)	291
7 Supply Act, 1991 (No. 1) (Bill 119)	37
58 Supply Act, 1991 (No. 2) (Bill 170)	377
52 Teachers' Pension Statute Law Amendment Act, 1991 (Bill 140)	351
48 Tobacco Tax Amendment Act, 1991 (Bill 84)	311
14 Treasury Board Act, 1991 (Bill 82)	55
50 Truck Transportation Amendment Act, 1991 (Bill 129)	341

PARTIE I LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC

Chapitre	Page
55 Administration financière, Loi de 1991 modifiant la Loi sur l' (Projet de loi 156)	361
9 Aménagement du territoire, Loi de 1991 modifiant des lois concernant l' (Projet de loi 25)	43
17 Arbitrage, Loi de 1991 sur l' (Projet de loi 42)	91
42 Arrestation des débiteurs en fuite, Loi de 1991 abrogeant la Loi sur l' (Projet de loi 76)	289
57 Assemblée législative, Loi de 1991 modifiant la Loi sur l' (Projet de loi 163)	373
19 Audiologistes et les orthophonistes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 44)	167
50 Camionnage, Loi de 1991 modifiant la Loi sur le (Projet de loi 129)	341
21 Chiropraticiens, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 46)	179
45 Commissaires des incendies, Loi de 1991 modifiant la Loi sur les (Projet de loi 131)	301

Chapitre		Page
14	Conseil du Trésor, Loi de 1991 sur le (Projet de loi 82)	55
1	Contrôle des cartes Santé et des numéros de cartes Santé, Loi de 1991 sur le (Projet de loi 24)	1
51	Cotisations de l'Ontario Medical Association, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 135)	347
7	Crédits de 1991, Loi de (n° 1) (Projet de loi 119)	37
58	Crédits de 1991, Loi de (n° 2) (Projet de loi 170)	377
24	Dentistes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 49)	195
25	Denturologistes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 50)	201
26	Diététistes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 51)	207
10	Éducation (dispositions diverses), Loi de 1991 modifiant la Loi sur l' (Projet de loi 30)	45
8	Emprunts de l'Ontario, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 81)	41
44	Enregistrement électronique dans le cadre de lois relevant du ministère de la Consommation et du Commerce, Loi de 1991 sur l' (Projet de loi 126)	297
33	Ergothérapeutes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 58)	245
13	Essence (carburant aviation), Loi de 1991 modifiant la Loi de la taxe sur l' (Projet de loi 79)	51
43	Établissements de commerce de détail, Loi de 1991 modifiant des lois en ce qui concerne les (Projet de loi 115)	291
11	Évaluation foncière, Loi de 1991 modifiant des lois concernant l' (Projet de loi 36)	47
22	Hygiénistes dentaires, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 47)	185
6	Hypothèques, Loi de 1991 modifiant la Loi sur les (Projet de loi 40)	33
47	Impôt sur le revenu, Loi de 1991 modifiant la Loi de l' (Projet de loi 83)	309
32	Infirmières et infirmiers, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 57)	239
39	Inhalothérapeutes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 64)	279
40	John Graves Simcoe Memorial Foundation Act (The), Loi de 1991 abrogeant la loi intitulée (Projet de loi 73)	285
27	Massothérapeutes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 52)	211
30	Médecins, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 55)	227
53	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Loi de 1991 modifiant des lois relevant du (Projet de loi 144)	355
3	Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, Loi de 1991 modifiant des lois concernant la (Projet de loi 32)	5
15	Municipalités, Loi de 1991 modifiant des lois concernant des (Projet de loi 122)	61
16	Normes d'emploi (Programme de protection des salaires des employés), Loi de 1991 modifiant la Loi sur les (Projet de loi 70)	77
34	Opticiens, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 59)	249
35	Optométristes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 60)	255
36	Pharmaciens, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 61)	261
37	Physiothérapeutes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 62)	267
20	Podologues, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 45)	173
18	Professions de la santé réglementées, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 43)	113
38	Psychologues, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 63)	273
52	Régime de retraite des enseignants, Loi de 1991 modifiant des lois en ce qui concerne le (Projet de loi 140)	351
5	Régime des obligations alimentaires envers la famille, Loi de 1991 modifiant la Loi sur le (Projet de loi 17)	13
4	Réglementation des loyers d'habitation, Loi de 1991 modifiant la Loi sur la (Projet de loi 4)	7
56	Relations de travail, Loi de 1991 modifiant la Loi sur les (Projet de loi 158)	371
2	Représentation électorale, Loi de 1991 modifiant la Loi sur la (Projet de loi 31)	3
54	Retraite des employés municipaux, Loi de 1991 modifiant des lois en ce qui concerne la (Projet de loi 151)	357
31	Sages-femmes, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 56)	233
12	Services policiers, Loi de 1991 modifiant la Loi sur les (Projet de loi 66)	49
41	Société du barreau (membres provisoires), Loi de 1991 modifiant la Loi sur la (Projet de loi 75)	287
49	Taxe sur les carburants, Loi de 1991 modifiant la Loi de la (Projet de loi 85)	318
48	Taxe sur le tabac, Loi de 1991 modifiant la Loi de la (Projet de loi 84)	311
28	Technologues de laboratoire médical, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 53)	215
23	Technologues dentaires, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 48)	191
29	Technologues en radiation médicale, Loi de 1991 sur les (Projet de loi 54)	221
46	Tribunaux judiciaires (rémunération des juges surnuméraires), Loi de 1991 modifiant la Loi sur les (Projet de loi 146)	307

PART II PRIVATE ACTS

The Acts in this list were adopted in English only.
Accordingly their titles appear only in English.

PARTIE II LOIS D'INTÉRÊT PRIVÉ

Les lois figurant dans la présente liste n'ayant été adop-
tées qu'en anglais, leur titre n'existe que dans cette lan-
gue.

Chapter/Chapitre	Bill/Projet de loi	Page
Pr23 Armenian Community Centre of Cambridge Act, 1991	(Pr68)	443
Pr7 Big Sisters of Sudbury Act, 1991	(Pr11)	395
Pr20 Chandos (Township of) Act, 1991	(Pr77)	435
Pr19 Chatham (City of) Act, 1991	(Pr75)	433
Pr29 Church of the Torontonians Act, 1991	(Pr104)	455
Pr5 Eastern Pentecostal Bible College Act, 1991	(Pr37)	391
Pr30 Federated Women's Institutes of Ontario, Bay of Quinte Branch Act, 1991	(Pr109)	457
Pr25 Hamilton (City of) Act, 1991 (No. 1)	(Pr53)	447
Pr37 Hamilton (City of) Act, 1991 (No. 2)	(Pr118)	471
Pr32 Hotstone Minerals Limited Act, 1991	(Pr113)	461
Pr3 Lauramar Holdings Limited Act, 1991	(Pr3)	387
Pr2 London (City of) Act, 1991	(Pr29)	385
Pr18 London Foundation Act, 1991	(Pr71)	431
Pr12 Magnum International Productions Inc. Act, 1991	(Pr42)	405
Pr1 Markham (Town of) Act, 1991	(Pr38)	381
Pr16 May Court Club of Oakville Act, 1991	(Pr69)	413
Pr15 Multimobile Corporation Limited Act, 1991	(Pr65)	411
Pr31 Nepean (City of) Act, 1991	(Pr110)	459
Pr6 North York (City of) Act, 1991 (No. 1)	(Pr54)	393
Pr22 North York (City of) Act, 1991 (No. 2)	(Pr62)	441
Pr4 Oakville (Town of) Act, 1991 (No. 1)	(Pr24)	389
Pr21 Oakville (Town of) Act, 1991 (No. 2)	(Pr82)	437
Pr9 Ottawa (City of) Act, 1991 (No. 1)	(Pr31)	399
Pr14 Ottawa (City of) Act, 1991 (No. 2)	(Pr63)	409
Pr36 Petetlerc Mines Limited Act, 1991	(Pr117)	469
Pr34 Pittsonto Mining Company Limited Act, 1991	(Pr115)	465
Pr17 Royal Conservatory of Music Act, 1991	(Pr70)	415
Pr8 South Ottawa Services Foundation, Inc. Act, 1991	(Pr13)	397
Pr35 Sunbeam Exploration Company Limited Act, 1991	(Pr116)	467
Pr33 Tasmaque Gold Mines Limited Act, 1991	(Pr114)	463
Pr10 Toronto (City of) Act, 1991 (No. 1)	(Pr33)	401
Pr11 Toronto (City of) Act, 1991 (No. 2)	(Pr34)	403
Pr13 Toronto (City of) Act, 1991 (No. 3)	(Pr50)	407
Pr24 Toronto (City of) Act, 1991 (No. 4)	(Pr25)	445
Pr27 Toronto (City of) Act, 1991 (No. 5)	(Pr85)	451
Pr38 West Nipissing Economic Development Corporation Act, 1991	(Pr119)	473
Pr26 Whitchurch-Stouffville (Town of) Act, 1991	(Pr81)	449
Pr28 Windsor (City of) Act, 1991	(Pr99)	453



PART I
PUBLIC
ACTS

PARTIE I
LOIS D'INTÉRÊT
PUBLIC

CHAPTER 1

An Act to control the private use of Cards issued and Numbers assigned to Insured Persons under the Health Insurance Act

Assented to April 4th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“health card” means a card provided to an insured person within the meaning of the *Health Insurance Act* by the General Manager of the Ontario Health Insurance Plan; (“carte Santé”)

“health number” means a number assigned to an insured person within the meaning of the *Health Insurance Act* by the General Manager of the Ontario Health Insurance Plan; (“numéro de la carte Santé”)

“provincially funded health resource” means a service, thing, subsidy or other benefit funded, in whole or in part, directly or indirectly by the Province that is health related or that is prescribed by the regulations. (“ressource en matière de santé subventionnée par la province”)

Privacy re:
health cards,
numbers

2.—(1) No person shall require the production of another person’s health card or collect or use another person’s health number.

Exceptions

(2) Despite subsection (1), a person may collect or use another person’s health number for purposes related to the provision of provincially funded health resources to that other person. In addition, a person who provides a provincially funded health resource to a person who has a health card or health number,

- (a) may require the production of the health card; or
- (b) may collect or use the health number for purposes related to health administration or planning or health research or epidemiological studies.

CHAPITRE 1

Loi contrôlant l’usage dans le secteur privé des cartes et des numéros attribués aux assurés en vertu de la Loi sur l’assurance-santé

Sanctionnée le 4 avril 1991

SA MAJESTÉ, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, décrète ce qui suit :

Définitions

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«carte Santé» Carte fournie, par le directeur général du Régime d’assurance-santé de l’Ontario, à un assuré au sens de la *Loi sur l’assurance-santé*. («health card»)

«numéro de la carte Santé» Numéro attribué, par le directeur général du Régime d’assurance-santé de l’Ontario, à un assuré au sens de la *Loi sur l’assurance-santé*. («health number»)

«ressource en matière de santé subventionnée par la province» Service, chose, subside ou autre avantage qui est subventionné, en tout ou en partie, directement ou indirectement par la province et qui est relatif à la santé ou prescrit par les règlements. («provincially funded health resource»)

2 (1) Nul ne doit demander la production de la carte Santé d’une autre personne ni obtenir ou utiliser le numéro de la carte Santé d’une autre personne.

Secret concer-
nant les car-
tes Santé et
les numéros

Exceptions

(2) Malgré le paragraphe (1), une personne peut obtenir ou utiliser le numéro de la carte Santé d’une autre personne à des fins liées à la prestation à cette autre personne d’une ressource en matière de santé subventionnée par la province. En outre, la personne qui fournit une ressource en matière de santé subventionnée par la province à une personne qui a une carte Santé ou un numéro de carte Santé peut, selon le cas :

- a) demander la production de la carte Santé;
- b) obtenir ou utiliser le numéro de la carte Santé à des fins liées à l’administration ou la planification en matière de santé, à la recherche dans le domaine de la santé ou à des études épidémiologiques.

Exception, prescribed persons	(3) Despite subsection (1), a person prescribed by the regulations may collect or use health numbers for purposes related to health administration or planning or health research or epidemiological studies.	(3) Malgré le paragraphe (1), les personnes prescrites par les règlements peuvent obtenir ou utiliser des numéros de cartes Santé à des fins liées à l'administration ou la planification en matière de santé, à la recherche dans le domaine de la santé ou à des études épidémiologiques.	Exception concernant les personnes prescrites
Exception, professional governing bodies	(4) Despite subsection (1), the governing body of a health profession whose members provide provincially funded health resources may collect or use health numbers for purposes related to its duties or powers.	(4) Malgré le paragraphe (1), le corps professionnel dirigeant d'une profession de la santé dont les membres fournissent des ressources en matière de santé subventionnées par la province peut obtenir ou utiliser des numéros de cartes Santé à des fins liées à ses fonctions ou pouvoirs.	Exception concernant les corps pro- fessionnels dirigeants
Offence	3.— (1) Every person who contravenes subsection 2 (1) is guilty of an offence.	3 (1) Quiconque enfreint le paragraphe 2 (1) est coupable d'une infraction.	Infraction
Penalty, individuals	(2) An individual who is convicted of an offence is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	(2) Le particulier qui est reconnu coupable d'une infraction est passible d'une amende d'au plus 5 000 \$ et d'une peine d'emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.	Peine, particuliers
Penalty, corporations	(3) A corporation that is convicted of an offence is liable to a fine of not more than \$25,000.	(3) La personne morale qui est reconnue coupable d'une infraction est passible d'une amende d'au plus 25 000 \$.	Peine, per- sonnes mora- les
Regulations	4. The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) prescribing services, things, subsidies or other benefits funded, in whole or in part, directly or indirectly by the Province as provincially funded health resources; (b) prescribing persons or classes of persons for the purposes of subsection 2 (3).	4 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) prescrire les services, choses, subsides ou autres avantages subventionnés, en tout ou en partie, directement ou indirectement par la province à titre de ressources en matière de santé subventionnées par la province; b) prescrire les personnes ou catégories de personnes pour l'application du paragraphe 2 (3).	Règlements
Commence- ment	5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	5 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	6. The short title of this Act is the <i>Health Cards and Numbers Control Act, 1991</i> .	6 Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1991 sur le contrôle des cartes Santé et des numéros de cartes Santé</i> .	Titre abrégé

CHAPTER 2

An Act to amend the Representation Act, 1986

Assented to April 4th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Schedule to the *Representation Act, 1986* is amended by renaming “THE ELECTORAL DISTRICT OF STORMONT, DUNDAS AND GLENGARRY” as “THE ELECTORAL DISTRICT OF S-D-G & EAST GRENVILLE”.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Representation Amendment Act, 1991*. Short title

CHAPTER 3

An Act to amend the Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act and the Municipal Elections Act

Assented to April 8th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsections 4 (2), (3) and (4) of the *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act* are repealed.

2. The Act is amended by adding the following section:

4a.—(1) The chair shall be elected by general vote of the electors of the area municipalities to be held concurrently with the regular election in the area municipalities.

(2) A person is qualified to hold office as chair if he or she is entitled to be an elector under section 12 or 13 of the *Municipal Elections Act* for the election of members of the council of an area municipality and is not disqualified to hold the office by this or any other Act.

(3) The clerk of The Corporation of the City of Ottawa is the returning officer for the election.

(4) Nominations for the office of chair shall be filed with the clerk of The Corporation of the City of Ottawa, who shall send the names of the candidates to the clerk of each other area municipality by registered mail within forty-eight hours after the closing of nominations.

(5) The clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of The Corporation of the City of Ottawa, who shall prepare the final summary and announce the vote.

3. Section 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 46, section 6, is further amended by adding the following subsections:

(3a) The clerk of The Corporation of the City of Ottawa shall, immediately after the election, certify under the seal of the area municipality to the Regional Corporation the

name of the person who has been elected chair.

(3b) The person shall not take the office of chair until the clerk of the Regional Corporation has received the certificate under subsection (3a). Idem

4.—(1) Subsection 13 (2) of the Act is amended by striking out “Subject to subsection (3)” at the beginning.

(2) Subsection 13 (3) of the Act is repealed.

5. Subsections 14 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) If a vacancy occurs in the office of the chair, sections 45, 46 and 47 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the filling of the vacancy as though the office were the office of mayor. Vacancy in office of chair

(2) A member of the council of an area municipality who fills a vacancy referred to in subsection (1) shall be deemed to have resigned as a member of the council and the member's seat thereby becomes vacant. Vacancy filled by member of council of area municipality

6.—(1) Clause 2 (a) of the *Municipal Elections Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1987, chapter 12, section 11 and 1990, chapter 28, section 3, is further amended by adding the following subclause:

(vi) chair of the council of The Regional Municipality of Ottawa-Carleton.

(2) Clause 44 (7) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1987, chapter 12, section 11 and 1990, chapter 28, section 29, is further amended by adding “or” at the end of subclause (vi) and by adding the following subclause:

(vii) chair of the council of The Regional Municipality of Ottawa-Carleton.

(3) Subsection 49 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 29, section 12, 1987, chapter 12, section 11 and 1988, chapter 47, section 82, is

Election of chair

Qualifications of chair

Returning officer

Nominations

Results of vote

Certificate under seal

further amended by adding the following paragraph:

- 2b. In The Regional Municipality of Ottawa-Carleton, the elector is entitled to vote once only for one candidate for chair of the Regional Council.

7.—(1) The *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act* is amended by striking out “chairman” wherever it appears and substituting “chair”.

(2) The *Municipal Elections Act* is amended by striking out “chairman” wherever it appears and substituting “chair”.

8.—(1) This Act comes into force on the 1st day of December, 1991. Commence-
ment

(2) Despite subsection (1), the regular elections to be held in 1991 under the *Municipal Elections Act* shall be conducted as if this Act were in force. Idem

9. The short title of this Act is the *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Statute Law Amendment Act, 1991*. Short title

CHAPTER 4

An Act to amend the Residential Rent Regulation Act, 1986

Assented to April 22nd, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) The definition of “rental unit” in section 1 of the *Residential Rent Regulation Act, 1986* is amended by inserting after “structure” in the third line “where the living accommodation or site is”.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Rented sites
are rental
units

(2) A rented site for a mobile home or a single family dwelling is a rental unit for the purpose of subsection (1) even if the mobile home or the single family dwelling on the site is owned by the tenant of the site.

2. Subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice of
rent increase

(1) The rent charged for a rental unit shall not be increased unless the landlord gives the tenant notice in the prescribed form setting out the landlord's intention to increase the rent and the amount of the increase intended to be made not less than ninety days before the end of,

- (a) a period of the tenancy; or
- (b) the term of a tenancy for a fixed period.

3.—(1) Clause 7 (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) the limit imposed by section 71 or 100c, whichever is applicable,

(2) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsection:

Clause (1) (b)
amended

(2) On the 1st day of January, 1993, clause (1) (b) is amended by striking out “or 100c, whichever is applicable” at the end.

4.—(1) Subsection 20 (3) of the Act is amended by inserting after “subsection 71 (4)” in the fourth line “or clause 100c (1) (b), whichever is applicable”.

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) On the 1st day of January, 1993, subsection (3) is amended by striking out “or clause 100c (1) (b), whichever is applicable” where it occurs.

Subs. (3)
amended

5.—(1) Subsection 26 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Subsection (2) applies where a landlord or a tenant makes an application under this Act, other than under section 74, 86 or 100d.

Application
of subs. (2)

(1a) Except as otherwise provided under section 63, the party making the application shall, not later than fifteen days from the date of making the application, file with the Minister the documents and material the party relies upon in support of the application and such other material as may be prescribed.

Filing of
documents

(2) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) On the 1st day of January, 1993, subsection (1) is amended by striking out “86 or 100d” at the end and substituting “or 86”.

Subs. (1)
amended

6.—(1) Subsection 30 (4) of the Act is amended by striking out “(whole building review)” in the second line and substituting “or 100d (whole building review), whichever is applicable”.

(2) Section 30 of the Act is amended by adding the following subsection:

(6) On the 1st day of January, 1993, subsection (4) is amended by striking out “or 100d (whole building review), whichever is applicable” where it occurs and substituting “(whole building review)”.

Subs. (4)
amended

7. Section 39 of the Act is repealed and the following substituted:

39. Members of the Board shall hold office during pleasure.

Term of
office

8.—(1) Section 83 of the Act is amended by adding the following subsections:

(3a) If the effective date of the first rent increase in the residential complex applied for is on or after the 1st day of October, 1990,

Order capped
at 15 per
cent

(a) the Minister shall not order a rent increase for any rental unit, including a rent increase attributable to equalization, that is greater than 15 per cent of the maximum rent for that rental unit; and

(b) despite section 90, the Minister shall not order a maximum rent for a rental unit greater than that proposed on the application.

Subs. (3a) repealed

(3b) On the 1st day of January, 1993 subsection (3a) is repealed.

(2) Section 83 is further amended by adding the following subsections:

Payment of order by instalments

(6) The Minister may provide in an order made three months or more after the effective date of the first rent increase set out in the order that tenants who owe any sum of money to the landlord as a result of the order may pay the landlord the amount owing in twelve equal monthly instalments or in a lump sum.

Idem

(7) Where the order permits the tenant to pay the amount owing by instalments, the tenant may do so even if the tenancy is terminated.

9. The Act is amended by adding the following Part:

**PART VI-A
RENT REGULATION ON AND AFTER
THE 1ST DAY OF OCTOBER, 1990**

Definition

100a. In this Part, "gross potential rent" means the total, multiplied by twelve, of the monthly maximum rent for all rental units in the residential complex whether collected or not, for the month immediately preceding the effective date of the first rent increase applied for.

Application

100b.—(1) Subject to subsections (2) and (3), this Part applies to every rent increase that takes effect on or after the 1st day of October, 1990.

Exception

(2) This Part does not apply to a rent increase proposed in an application or set out in a notice issued under section 92 or an order of the Minister, the Board or a court if the effective date of the first rent increase in the residential complex applied for in the application or set out in the order or notice is before the 1st day of October, 1990.

Idem

(3) This Part does not apply to a rent increase proposed in an application made under section 74 before the 31st day of January, 1991 if the application seeks relief in respect of a conditional order made under subsection 89 (2) that was made before the 29th day of November, 1990.

(4) Part VI does not apply where this Part applies, unless this Part provides otherwise.

Part VI does not apply

100c.—(1) No landlord shall increase the rent charged for a rental unit by more than the percentage permitted under subsection 71 (1) unless,

Maximum increase without application

(a) an order has been made in accordance with this Part; or

(b) the amount of the rent after the increase is applied is not higher than the maximum rent as of the date that the rent increase takes effect.

(2) No landlord shall increase the rent charged for a rental unit unless twelve months have passed since the date that the last increase took effect.

Twelve months between increases

100d.—(1) A landlord may apply in the prescribed form to the Minister for an order increasing the maximum rent by more than the amount permitted under section 100c.

Application to the Minister

(2) When the landlord applies to the Minister, the landlord shall, as part of the same application, apply for a determination of the maximum rents for all of the rental units situated in the residential complex during the twelve-month period following the effective date of the first intended rent increase in the application.

Whole building review

(3) Subsection (2) applies whether or not those rental units are the subject of tenancy agreements at the time the application is made under this section.

Idem

(4) Subsections 74 (3) to (6) apply with necessary modifications to the application.

Procedure on application

(5) A landlord may apply under this section before a notice of rent increase under section 5 has been given.

Landlord may apply without notice under s. 5

100e.—(1) In this section, "extraordinary operating cost" means a change in the cost of municipal taxes, heating, hydro, water, insurance, cablevision or any other prescribed cost respecting the residential complex,

Definition

(a) that creates a variance of at least 50 per cent from the same component set out in the Building Operating Cost Index; or

(b) that would justify a variance in gross potential rent of at least 1 per cent from the amount resulting from application of the Building Operating Cost Index component.

(2) On an application under section 100d, the Minister shall determine, in the prescribed manner and for the prescribed periods,

Criteria for rent increase

- (a) an operating cost allowance equal to $A \times B$ where,

A = the percentage set out in the Residential Complex Cost Index for the year, as published by the Minister and calculated in accordance with the formula set out in Schedule A which is applicable as of the effective date of the first intended rent increase on the application, and

B = the gross potential rent;

- (b) any extraordinary operating costs;
- (c) any increase or decrease of costs arising from changes in interest rate that occur when the landlord renews or refinances a mortgage or loan if,
- (i) that landlord entered into or assumed the mortgage or loan,
 - (ii) the mortgage or loan related to the acquisition or construction of the residential complex, and
 - (iii) the renewal or refinancing relates to the acquisition or construction of the residential complex;
- (d) subject to subsection (8), any financing costs no longer borne in an amount up to the amount that was allowed in a previous order determining rent increases under this Act or the *Residential Tenancies Act*; and
- (e) any discontinuance or reduction in the services and facilities provided or a deterioration in the standard of maintenance or repair in respect of the residential complex or any rental unit in the complex.

Justified rent increase

- (3) The Minister shall calculate the justified rent increase for the complex on the basis of the determinations under subsection (2).

Extraordinary operating costs considered together

- (4) The landlord shall provide information for all of the cost categories of extraordinary operating costs where the application seeks to justify an increase in rent under clause (2) (b).

Idem

- (5) If the landlord does not comply with subsection (4), the Minister shall determine that there is no rent increase justified under clause (2) (b).

When municipal taxes not to be considered

- (6) In determining whether a rent increase is justified under clause (2) (b), the Minister shall not consider any portion of an increase in municipal taxes that results from non-compliance with a municipal or other property standards order.

- (7) The Minister shall determine costs under clause (2) (c) according to the prescribed criteria and in doing so,

Calculation of interest rate changes

- (a) the Minister shall not consider a total principal amount in excess of 75 per cent of the acquisition or construction cost of the residential complex; and
- (b) the Minister shall not apply an amortization period that is less than twenty-five years.

- (8) Clause (2) (d) applies only where the rate increase in financing costs that justified the rent increase awarded in the previous order took effect on or after the 1st day of August, 1985.

Application of clause (2) (d)

- (9) In determining the total rent increase that is justified on the application, the Minister shall determine as a matter of fact the real substance of all transactions and activities and the good faith of the participants and in so doing,

Substance of transactions may be examined

- (a) may disregard the outward form of the transaction or the separate corporate existence of the participants; and
- (b) may have regard to the pattern of activities relating to the residential complex.

- 100f.**—(1) In the order, the Minister shall apportion the amount of the total rent increase found under section 100e among all the units that were the subject of the application in the manner set out in this section.

Apportionment of total rent increase

- (2) The total rent increase for the residential complex shall be apportioned to the rental units as follows:

Steps on apportionment

1. Determine the justified rent increase for the residential complex.
2. Determine the gross potential rent for the residential complex.
3. Determine what proportion the justified rent increase is to the gross potential rent.
4. Apply that proportion to each rental unit's previous maximum rent to get the rent increase for each rental unit.

- (3) The Minister may allow a rent increase for a rental unit that is less than the amount permitted under section 100c.

Rent increase less than guideline allowed

- (4) Subject to subsection (5), a rent increase that is justified shall be applied to the previous maximum rent.

Increase made to maximum rent

- (5) The Minister shall not order a maximum rent for a rental unit greater than that proposed on an application.

No rent increase ordered above application

Idem	(6) An order may provide that no rent increase is justified.	Idem
Tenant may dispute increase permitted under s. 100c	100g. —(1) A tenant may apply to the Minister in the prescribed form to dispute an intended rent increase that does not exceed the amount permitted under section 100c.	Tenant not liable to pay illegal rent increase
Rules on application	(2) Subsections 94 (2), (3) and (4) apply with necessary modifications to the tenant's application.	Remedy
Minister's considerations on tenant's application	(3) The Minister shall consider the following factors on the application: 1. A deterioration in the standard of maintenance and repair that affects the rental unit. 2. A discontinuance or reduction in the services or facilities that are provided to the rental unit. 3. The degree to which the rental unit complies with the maintenance standards for the municipality in which the rental unit is located if maintenance standards have been established by by-law. 4. The degree to which the rental unit complies with the maintenance standards established by the Residential Rental Standards Board, if no by-law has been passed by the municipality.	Separate charges
Order of the Minister on the application	100h. —(1) The Minister's order under this Part shall provide, (a) the maximum rent that may be charged for each rental unit; and (b) the date on which the maximum rent for each unit takes effect.	Idem
Idem	(2) The Minister's order under this Part may also, (a) provide that the landlord or the tenant shall pay to the other a sum of money that is owed as a result of the order; and (b) set terms and conditions of the order.	Sections 98 and 99 apply to rents to which this Part applies.
Maximum rent effective for twelve months	(3) The maximum rent for a rental unit, once ordered, stays in effect for twelve months from the effective date set out in the order for that rental unit.	Additional charges prohibited
Payment of order by instalments	100i. —(1) If an order on an application under section 100d or a new order under section 100o is made three months or more after the effective date of the first rent increase set out in the order, the Minister may provide that tenants who owe any sum of money to the landlord as a result of the order may pay the landlord the amount owing in twelve equal monthly instalments or in a lump sum.	Application of section
	(2) Where the order permits the tenant to pay the amount owing by instalments, the tenant may do so even if the tenancy is terminated.	Provisions in orders ineffective
	100j. —(1) No tenant is liable to pay any rent increase in excess of that permitted to be charged under this Part.	s. 84 order void
	(2) Nothing in this Part limits the relief available to a tenant or the power of the Minister under subsections 95 (2) and (3).	s. 85 order void
	100k. —(1) Subsections 97 (1) to (5) apply with necessary modifications to separate charges under this Part.	Court order void
	(2) An increase in rent charged in accordance with subsections 97 (1) to (5) is not an increase in rent for the purpose of subsection 100c (2).	ss. 88, 89 order not to be considered
	100L. Sections 98 and 99 apply to rents to which this Part applies.	
	100m. Section 100 applies to a landlord, a person acting on behalf of the landlord, a tenant and a person acting on behalf of a tenant under this Part.	
	100n. —(1) This section applies to an order made by the Minister, the Board or a court under Part VI, other than an order to which subsection 83 (3a) applies, even if made before the 1st day of October, 1990.	
	(2) Any order, except an order under section 94 or 95, in which the first date that a rent increase takes effect in the residential complex is on or after the 1st day of October, 1990 shall be deemed to be void.	
	(3) An order made under section 84 shall be deemed to be void if the first effective date varying the maximum rent is on or after the 1st day of October, 1990.	
	(4) An order made under section 85 shall be deemed to be void if the effective date of the earliest maximum rent is on or after the 1st day of October, 1990.	
	(5) Any order made by the Divisional Court on an appeal from an order referred to in subsection (2), (3) or (4) shall be deemed to be void.	
	(6) The Minister shall not consider any order made under section 88 or 89 in an application for a rent increase to which this Part applies.	
	(7) A notice issued under section 92 shall be deemed to be void if the first effective date of rent increase is on or after the 1st day of October, 1990.	
	(8) An application made to the Minister under section 85, 88 or 89 on or after the 1st day of October, 1990 shall be deemed to be discontinued.	

Idem (9) An application made to the Minister under section 86 shall be deemed to be discontinued if the effective date of the first rent increase applied for is on or after the 1st day of October, 1990.

Idem (10) An application made to the Minister under section 84 shall be deemed to be discontinued if the first intended variation in rent in the application is on or after the 1st day of October, 1990.

Transition **100o.**—(1) If an order rendered void under section 100n contains as a component of the justified rent increase set out in the reasons to that order relief under section 75 respecting an operating cost allowance and one or more of the matters enumerated in subsection (2), the findings in respect of the relief other than the operating cost allowance shall be adopted by the Minister and shall form part of a new order.

Enumerated matters (2) Subsection (1) applies in respect of relief respecting,

- (a) the findings under clause 75 (b) concerning extraordinary operating costs, but only with respect to municipal taxes, heating, hydro, water, insurance, cablevision or other costs prescribed for the purposes of subsection 100e (1);
- (b) the findings under clause 75 (b) concerning financing costs;
- (c) the findings under clause 75 (f) concerning changes in services and facilities or standard of maintenance and repair;
- (d) the findings under clause 75 (h) concerning financing costs no longer borne by the landlord.

Operating cost allowance (3) The operating cost allowance referred to in subsection (1) shall form part of the new order and shall be equal to $A \times B$ where,

A = the percentage set out in the Residential Complex Cost Index for the year, as published by the Minister and calculated in accordance with the formula set out in Schedule A which is applicable as of the effective date of the first rent increase set out in the void order, and

B = the gross potential rent.

Minister's new order (4) The Minister shall make an order based on the operating cost allowance calculated under subsection (3) and the adopted findings from the void order in respect of the matters set out in subsection (2).

Determination of total rent increase (5) For the purposes of subsection (1), the Minister shall determine the total rent

increase that is justified and apportion the total rent increase under subsections 100f (2) to (6).

(6) Despite subsection (1), if in an order rendered void under section 100n the Minister has allowed an amount in respect of a capital expenditure that was the subject of an order under subsection 89 (2) made before the 29th day of November, 1990, the Minister shall make a new order that,

Certain conditional orders

(a) subject to clause (c), adopts the findings made in the void order;

(b) apportions the total rent increase amongst the rental units in the residential complex in accordance with section 82 and subsections 83 (1) to (3);

(c) subject to clause (d), provides that the rent increase for each rental unit, including the rent increase attributable to equalization, shall be the lesser of the rent increase allowed in the void order for that rental unit and 15 per cent of the maximum rent for that rental unit; and

(d) does not order a maximum rent for a rental unit greater than that proposed on the application.

(7) Despite sections 7 and 100n, a landlord may continue to collect the rent approved under the void order until the Minister makes a new order under this section.

Collection of rent

(8) The landlord shall pay to each tenant the difference between the tenant's payment of rent to that landlord under the void order and the rent found to be properly payable under this section and shall do so not more than sixty days after the new order is made.

Repayment of rent

100p. If an order is rendered void under section 100n and no new order may be made under section 100o, the landlord who collected rent under the void order shall pay to the tenant the difference between the tenant's payment of rent under the void order and the rent properly payable under section 100c and shall do so not more than sixty days after the day the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991* receives Royal Assent.

Repayment of rent

100q. Where a landlord has collected rent under a notice issued under section 92 that is rendered void by subsection 100n (7), that landlord shall pay to the tenant the difference between the tenant's payment of rent under the void notice and the rent properly payable under section 100c and shall do so not more than sixty days after the day the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991* receives Royal Assent.

Repayment of amount paid under s. 92

100r. If a landlord does not comply with subsection 100o (8) or section 100p or 100q,

Tenant may deduct excess

the affected tenant may deduct the amount owed by that landlord from subsequent rent payments to that landlord until the full amount is satisfied or may apply for repayment of the excess under section 95.

Transition,
procedure
where no
order

100s.—(1) Where the Minister has received an application from a landlord under section 74 that is an application for rent increase to which this Part applies, and where no order has been made by the Minister on or before the day the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991* receives Royal Assent, the application shall be deemed to be an application under section 100d.

Submissions
by landlord

(2) The landlord may make submissions to the Minister on the application not more than thirty days after the day the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991* receives Royal Assent.

Submissions
by tenant

(3) Any tenant affected by the application may make submissions to the Minister on the application not more than thirty days after the last day the landlord is permitted to make submissions.

Transition,
tenant's
application
under Part
VI

100t.—(1) Where the Minister has received an application from a tenant under section 94 that is an application to which this Part applies, and where no order has been made by the Minister on or before the day the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991* receives Royal Assent, the application shall be deemed to be an application under section 100g.

Tenant's
submissions

(2) The tenant who brought the application may make submissions to the Minister not more than thirty days after the day that the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991* receives Royal Assent.

Landlord's
submissions

(3) The landlord may make submissions to the Minister not more than thirty days after the last day that the tenant is permitted to make submissions.

Repeal of
Part VI-A

100u. Part VI-A is repealed on the 1st day of January, 1993.

10.—(1) Section 118 of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 35a. prescribing, for the purposes of Part VI-A, the form of a cost revenue statement;
- 35b. prescribing the manner in which the Minister shall determine the justified rent increase for the residential complex for the purpose of subsection 100e (2);
- 35c. prescribing the period of time for which the Minister shall consider each of the matters set out in clauses 100e (2) (a) to (e);

35d. prescribing criteria for determining costs under clause 100e (2) (c);

35e. prescribing, for the purposes of Part VI-A, the method of determining maximum rent;

35f. prescribing, for the purposes of section 100g, the manner in which the Minister shall determine the reduction of the rent increase;

35g. prescribing criteria that the Minister may consider in determining the real substance of transactions and activities and the good faith of participants under subsection 100e (9).

(2) Section 118 is further amended by adding the following subsections:

(2) A regulation made under paragraph 35d of subsection (1) may prescribe different criteria for, Idem

- (a) different types of mortgage or loan;
- (b) different sources of mortgage or loan; and
- (c) different classes of residential complex in respect of which there is a mortgage or loan.

(3) Paragraphs 35a to 35g of subsection (1) and subsection (2) are repealed on the 1st day of January, 1993. Repeal of
pars. 35a to
35g and subs.
(2)

11.—(1) Clause 122 (1) (d) of the Act is amended by inserting after "71" in the second line "or 100c, whichever is applicable".

(2) Section 122 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 72, section 41, is further amended by adding the following subsection:

(4) On the 1st day of January, 1993, clause (1) (d) is amended by striking out "or 100c, whichever is applicable" where it occurs. Clause (1) (d)
amended

12. Section 1 does not affect the rights acquired by any person from a judgment or order of any court before the 29th day of November, 1990. Saving

13.—(1) This Act, except section 1 and subsection 8 (2), comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on the 1st day of January, 1987. Idem

(3) Subsection 8 (2) shall be deemed to have come into force on the 29th day of November, 1990. Idem

14. The short title of this Act is the *Residential Rent Regulation Amendment Act, 1991.* Short title

CHAPTER 5

An Act to amend the Law related to the Enforcement of Support and Custody Orders

Assented to June 13th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I SUPPORT AND CUSTODY ORDERS ENFORCEMENT ACT, 1985

1. The *Support and Custody Orders Enforcement Act, 1985* is amended by striking out “debtor” and “debtor’s” wherever those words appear and replacing them in each case with “payor” or “payor’s” as is appropriate.

2.—(1) The definitions of “custody order” and “Director” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“custody order” means a provision in an order of a court, in or out of Ontario, that is enforceable in Ontario for custody of a child, but not for access to a child, and includes such a provision in a separation agreement that is enforceable under the *Children’s Law Reform Act*; (“ordonnance de garde d’enfants”)

“Director” means the Director of the Family Support Plan. (“directeur”)

(2) The definition of “support order” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out the last three lines of the definition and substituting “and includes such a provision in a domestic contract or paternity agreement that is enforceable under section 35 of the *Family Law Act, 1986*”.

(3) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“income source” means an individual, a corporation or other entity that owes periodic payment at regular intervals to a payor of,

CHAPITRE 5

Loi portant modification des lois relatives à l’exécution d’ordonnances alimentaires et de garde d’enfants

Sanctionnée le 13 juin 1991

SA MAJESTÉ, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, décrète ce qui suit :

PARTIE I LOI DE 1985 SUR L’EXÉCUTION D’ORDONNANCES ALIMENTAIRES ET DE GARDE D’ENFANTS

1 La *Loi de 1985 sur l’exécution d’ordonnances alimentaires et de garde d’enfants* est modifiée par substitution du terme «payeur» au terme «débiteur», partout où apparaît celui-ci.

2 (1) La définition du terme «directeur» et de l’expression «ordonnance de garde d’enfants» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«directeur» Le directeur du Régime des obligations alimentaires envers la famille. («Director»)

«ordonnance de garde d’enfants» Disposition contenue dans une ordonnance émanant d’un tribunal de l’Ontario ou situé hors de cette compétence, qui est exécutoire en Ontario et qui a trait à la garde d’un enfant, mais non au droit de visite relatif à l’enfant. S’entend en outre de la disposition semblable contenue dans un accord de séparation qui est exécutoire aux termes de la *Loi portant réforme du droit de l’enfance*. («custody order»)

(2) La définition de l’expression «ordonnance alimentaire» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par substitution aux quatre dernières lignes de la définition de ce qui suit : «S’entend en outre d’une disposition semblable contenue dans un contrat familial ou un accord de paternité qui est exécutoire aux termes de l’article 35 de la *Loi de 1986 sur le droit de la famille*».

(3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«ordonnance conditionnelle» Ordonnance qui n’a aucun effet tant qu’elle n’est pas homologuée par un autre tribunal. S’entend en

- (a) wages or salary,
- (b) a commission, bonus, piece-work allowance or other amount if the payment is not recoverable by the income source from the payor should the payor fail to earn the commission or bonus or fail to meet any production target,
- (c) a benefit under an accident, disability or sickness plan,
- (d) a disability, retirement or other pension,
- (e) an annuity,
- (f) income of a type described in the regulations; ("source de revenu")

"payor" means a person who is required to pay support under a support order; ("payeur")

"provisional order" means an order that has no effect until it is confirmed by another court and includes orders made under subsection 18 (2) of the *Divorce Act, 1985* (Canada), sections 3 and 7 of the *Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, 1982* and section 44 of the *Family Law Act, 1986*; ("ordonnance conditionnelle")

"regulations" means the regulations made under this Act; ("règlements")

"support deduction order" means an order requiring any income source that receives notice of the order to make payments to the Director in respect of the payor named in the order out of money owed by the income source to the payor. ("ordonnance de retenue des aliments")

(4) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) An individual, a corporation or other entity continues to be an income source despite temporary interruptions in the periodic payments owed to a payor.

3. Subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) There shall be a Director of the Family Support Plan who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council.

4. Section 3 of the Act is repealed and the following substituted:

3.—(1) A support or custody order may be filed with the Director's office.

autre des ordonnances rendues en vertu du paragraphe 18 (2) de la *Loi de 1985 sur le divorce* (Canada), des articles 3 et 7 de la *Loi de 1982 sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires* et de l'article 44 de la *Loi de 1986 sur le droit de la famille*. («provisional order»)

«ordonnance de retenue des aliments» Ordonnance enjoignant à une source de revenu qui reçoit un avis de l'ordonnance de faire des versements au directeur, prélevés sur l'argent qu'elle doit au payeur, à l'égard du payeur nommé dans l'ordonnance. («support deduction order»)

«payeur» Personne qui est tenue de verser des aliments aux termes d'une ordonnance alimentaire. («payor»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«source de revenu» Personne, physique ou morale, ou une autre entité qui doit faire des versements périodiques, à intervalles réguliers à un payeur :

- a) à titre de rémunération ou de salaire,
- b) à titre de commission, de prime, d'allocation à la pièce ou à un autre titre si la source de revenu ne peut recouvrer le versement du payeur si celui-ci devait ne pas se qualifier pour la commission ou la prime ou qu'il n'arrivait pas à atteindre un objectif de production,
- c) à titre de prestation versée aux termes d'un régime en raison d'un accident, d'une invalidité ou d'une maladie,
- d) à titre de pension d'invalidité ou de retraite ou d'une autre pension,
- e) à titre de rente,
- f) à titre de revenu d'un type visé par les règlements. («income source»)

(4) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Une personne, physique ou morale, ou une autre entité continue d'être une source de revenu même s'il y a interruption temporaire des versements périodiques dus à un payeur.

3 Le paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un directeur du Régime des obligations alimentaires envers la famille.

4 L'article 3 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3 (1) L'ordonnance alimentaire ou de garde d'enfants peut être déposée au bureau du directeur.

Status as
income
source

Director of
the Family
Support Plan

Filing of
orders

Qualité de
source de
revenu

Directeur du
Régime des
obligations
alimentaires
envers la
famille

Dépôt des
ordonnances

Idem	(2) An order may be filed even if it has been previously withdrawn.	(2) Une ordonnance peut être déposée même si elle a été retirée auparavant.	Idem
Who may file	(3) Subject to subsections (6) and (8), a support order may be filed only by a person entitled to support under it or by a parent of a child entitled to support under it other than the payor.	(3) Sous réserve des paragraphes (6) et (8), l'ordonnance alimentaire ne peut être déposée que par une personne qui a droit aux aliments aux termes de l'ordonnance ou le parent, autre que le payeur, d'un enfant qui a droit aux aliments aux termes de l'ordonnance.	Personnes pouvant déposer une ordonnance
Idem	(4) A custody order may only be filed by a person entitled to custody under it.	(4) L'ordonnance de garde d'enfants ne peut être déposée que par la personne qui a droit à la garde aux termes de l'ordonnance.	Idem
Director to enforce support orders	(5) Every support order made by an Ontario court, other than a provisional order, shall state in its operative part that unless the order is withdrawn from the Director's office, it shall be enforced by the Director and that amounts owing under the order shall be paid to the Director, who shall pay them to the person to whom they are owed.	(5) L'ordonnance alimentaire rendue par un tribunal de l'Ontario, autre que l'ordonnance conditionnelle, doit contenir dans son dispositif la mention que l'ordonnance, à moins d'être retirée du bureau du directeur, est exécutée par le directeur et que les sommes dues aux termes de l'ordonnance sont versées au directeur, qui les verse à la personne à qui elles sont dues.	Exécution des ordonnances alimentaires par le directeur
Prompt filing	(6) The clerk or registrar of the court that makes an order described in subsection (5) shall file it with the Director's office promptly after it is signed unless the person entitled to receive support files with the court and the Director's office a written notice signed by the person stating that he or she does not want the order enforced by the Director.	(6) Le greffier du tribunal qui rend l'ordonnance visée au paragraphe (5) dépose rapidement l'ordonnance au bureau du directeur après qu'elle est signée, sauf si la personne qui a droit de recevoir les aliments dépose auprès du tribunal et au bureau du directeur un avis écrit et signé de sa main, selon lequel elle ne veut pas que l'ordonnance soit exécutée par le directeur.	Dépôt rapide
Filing orders of other jurisdictions	(7) A support order made by a court outside Ontario that is received by the Ministry of the Attorney General or an Ontario court for enforcement in Ontario shall be filed with the Director's office promptly after it is received, unless it is accompanied by a notice signed by the person seeking enforcement stating that he or she does not want the order enforced by the Director.	(7) L'ordonnance alimentaire rendue par un tribunal situé hors de l'Ontario et reçue par le ministère du Procureur général ou un tribunal de l'Ontario en vue de l'exécution de l'ordonnance en Ontario est rapidement déposée au bureau du directeur après sa réception, sauf si l'ordonnance est accompagnée d'un avis signé par la personne qui en requiert l'exécution et selon lequel la personne ne veut pas que l'ordonnance soit exécutée par le directeur.	Dépôt des ordonnances rendues dans d'autres compétences
Filing by Minister	(8) If a person who is entitled to support under a support order has applied and is eligible for, or has received, a benefit under the <i>Family Benefits Act</i> or assistance under the <i>General Welfare Assistance Act</i> , the Minister of Community and Social Services may file the order in the Director's office, whether or not the notice referred to in subsection (6) or (7) has been given.	(8) Si une personne qui a droit aux aliments aux termes d'une ordonnance alimentaire a fait une demande en vue d'obtenir une prestation en vertu de la <i>Loi sur les prestations familiales</i> ou une aide en vertu de la <i>Loi sur l'aide sociale générale</i> , y est admissible ou l'a effectivement reçue, le ministre des Services sociaux et communautaires peut déposer l'ordonnance au bureau du directeur, que l'avis visé au paragraphe (6) ou (7) ait été donné ou non.	Dépôt par le ministre
Filing of past orders	(9) Promptly after a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, support orders filed for enforcement under section 27 of the <i>Family Law Reform Act</i> , being chapter 152 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be filed in the Director's office by the clerks or registrars of the courts in which they are filed.	(9) Les ordonnances alimentaires déposées aux fins d'exécution aux termes de l'article 27 de la loi intitulée <i>Family Law Reform Act</i> , qui constitue le chapitre 152 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, sont rapidement déposées, après le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, au bureau du directeur par les greffiers des tribunaux où elles sont déposées.	Dépôts d'ordonnances antérieures

Support deduction orders	3.1 —(1) An Ontario court that makes a support order, which provides for payment of support on a periodic basis at regular intervals, shall also make a support deduction order for the payment of the periodic support ordered.	3.1 (1) Le tribunal de l'Ontario qui rend une ordonnance alimentaire, laquelle prévoit le versement périodique d'aliments, à intervalles réguliers, rend également une ordonnance de retenue des aliments pour le versement périodique des aliments qui a été ordonné.	Ordonnances de retenue des aliments
Exception	(2) A support deduction order shall not be made in respect of a provisional order.	(2) Une ordonnance de retenue des aliments ne doit pas être rendue à l'égard d'une ordonnance conditionnelle.	Exception
Required information	(3) Before making a support deduction order, the court shall make such inquiries as it considers necessary to determine the names and addresses of each income source of the payor and the amounts paid to the payor by each income source.	(3) Avant de rendre une ordonnance de retenue des aliments, le tribunal fait les recherches qu'il estime nécessaires afin de déterminer les nom et adresse de chaque source de revenu du payeur et les sommes versées à celui-ci par chaque source de revenu.	Renseignements exigés
Consent proceedings, etc.	(4) If the support order is sought on consent or by way of motion for judgment or if the making of the support order is uncontested, the persons prescribed by the regulations shall give the court the particulars described in subsection (3) and such other information as may be prescribed.	(4) Si l'ordonnance alimentaire est demandée par consentement ou par voie de motion en vue d'obtenir un jugement, ou si l'ordonnance alimentaire est rendue sans faire l'objet d'une contestation, les personnes prescrites par les règlements donnent au tribunal les renseignements visés au paragraphe (3) et tout autre renseignement qui peut être prescrit.	Procédure relative au consentement
Order mandatory	(5) A support deduction order shall be made even though the court cannot identify an income source in respect of the payor at the time the support order is made.	(5) Une ordonnance de retenue des aliments est rendue même si le tribunal ne peut identifier une source de revenu du payeur au moment où est rendue l'ordonnance alimentaire.	Ordonnance obligatoire
Form of support deduction order	3.2 —(1) A support deduction order shall be in the form prescribed by the regulations.	3.2 (1) L'ordonnance de retenue des aliments est rédigée selon la formule prescrite par les règlements.	Formule de l'ordonnance de retenue des aliments
Completion of form, etc.	(2) The support deduction order shall be completed and signed by the court at the time the support order is made and shall be entered in the court records immediately after it is signed, even though the support order may not have been settled or signed at that time.	(2) L'ordonnance de retenue des aliments est remplie et signée par le tribunal au moment où est rendue l'ordonnance alimentaire et elle est consignée dans les dossiers du tribunal immédiatement après avoir été signée, même si l'ordonnance alimentaire peut ne pas avoir été réglée ou signée à ce moment-là.	Rédaction de la formule
Prompt filing	(3) The clerk or registrar of the court that makes a support deduction order shall file it with the Director's office promptly after it is signed.	(3) Le greffier du tribunal qui rend l'ordonnance de retenue des aliments dépose rapidement l'ordonnance au bureau du directeur après qu'elle est signée.	Dépôt rapide
Persons bound	3.3 —(1) A support deduction order binds every income source who is served by the Director's office with a notice of the order whether or not the income source is named in the order.	3.3 (1) L'ordonnance de retenue des aliments lie les sources de revenu auxquelles le bureau du directeur signifie un avis de l'ordonnance, qu'elles soient nommées ou non dans l'ordonnance.	Personnes liées
Enforcement by Director	(2) The Director shall enforce a support deduction order in the manner, if any, that appears practical to the Director and shall pay the amounts collected under the order to the person to whom they are owed.	(2) Le directeur exécute une ordonnance de retenue des aliments de la façon, s'il en est, qui lui semble pratique et il verse les sommes perçues en vertu de l'ordonnance à la personne à qui elles sont dues.	Exécution par le directeur
Idem	(3) No person other than the Director shall enforce a support deduction order.	(3) Seul le directeur exécute une ordonnance de retenue des aliments.	Idem

When
enforcement
ends

(4) The Director shall enforce a support deduction order, subject to any suspension order or variation, until the support order to which it relates is terminated and there are no arrears owing and despite the fact that the support order to which it relates has not been filed in or has been withdrawn from the Director's office.

(4) Le directeur exécute une ordonnance de retenue des aliments, sous réserve d'une ordonnance de suspension ou d'une modification, jusqu'à ce qu'ait été révoquée l'ordonnance alimentaire à laquelle elle se rapporte, qu'il n'y ait plus d'arriéré à payer et en dépit du fait que l'ordonnance alimentaire à laquelle elle se rapporte n'a pas été déposée au bureau du directeur ou en a été retirée.

Fin de
l'exécution

Idem

(5) The Director's office may serve a notice of a support deduction order by sending the notice by prepaid ordinary mail addressed to each income source from whom it is seeking payment, and new notices may be served when the amount to be paid under a support order changes or arrears are owing.

(5) Le bureau du directeur peut signifier un avis de l'ordonnance de retenue des aliments en envoyant l'avis par courrier ordinaire, franc de port, à chaque source de revenu de qui il cherche à obtenir des versements. De nouveaux avis peuvent être signifiés lorsque la somme à payer aux termes d'une ordonnance alimentaire est modifiée ou que des arriérés sont exigibles.

Idem

Idem

(6) The notice shall be deemed to have been served on the individual, corporation or other entity to whom it was mailed on the fifth day following mailing, excluding Saturdays, Sundays and holidays, unless the contrary is shown.

(6) Sauf s'il est démontré le contraire, l'avis est réputé avoir été signifié à la personne, physique ou morale, ou une autre entité à qui il a été envoyé le cinquième jour qui suit la mise à la poste, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés.

Idem

Notice to
payor

(7) The Director shall send a copy of the notice to the payor by prepaid ordinary mail at his or her last address as shown on the records of the Director's office.

(7) Le directeur envoie au payeur une copie de l'avis par courrier ordinaire, franc de port, à la dernière adresse du payeur indiquée dans les dossiers du bureau du directeur.

Avis au
payeur

First
payment

(8) An income source shall begin making payments to the Director's office not later than the day the first payment is to be paid to the payor that falls at least fourteen days after the day on which the income source is served with the notice.

(8) Une source de revenu commence à faire des versements au bureau du directeur au plus tard le jour où le premier versement doit être fait au payeur et qui tombe au moins quatorze jours après le jour où la source de revenu a reçu signification de l'avis.

Premier
versement

Payor's duty
to pay

(9) Until an income source begins deducting support payments in respect of a support deduction order or if payments by an income source are interrupted or terminated, the payor shall pay the amounts owing under the support order to the Director or, if the support order has been withdrawn, to the person entitled to receive support.

(9) Tant qu'une source de revenu n'a pas commencé à retenir les versements d'aliments aux termes d'une ordonnance de retenue des aliments ou si les versements d'une source de revenu sont interrompus ou prennent fin, le payeur verse les sommes dues aux termes de l'ordonnance alimentaire au directeur ou, si l'ordonnance alimentaire a été retirée, à la personne qui a droit aux aliments.

Obligation de
payer du
payeur

Arrears

(10) The Director may include in the amount required to be deducted and paid to the Director's office any amount in arrears under a support order.

(10) Le directeur peut inclure dans la somme qui doit être retenue et versée au bureau du directeur toute somme représentant un arriéré aux termes d'une ordonnance alimentaire.

Arrière

Maximum
deductions

(11) Subject to subsection (13), the total amount deducted in respect of a support order shall not exceed 50 per cent of the net amount owed by the income source to the payor.

(11) Sous réserve du paragraphe (13), la somme totale retenue aux termes d'une ordonnance alimentaire ne doit pas dépasser 50 pour cent de la somme nette que doit la source de revenu au payeur.

Retenue
maximale

Definition

(12) For the purposes of this section, "net amount" means the total amount owed by the income source to the payor at the time payment is to be made to the Director's

(12) Pour l'application du présent article, l'expression «somme nette» s'entend de la somme totale que doit la source de revenu au payeur au moment où le versement doit être

Définition

18	Chap. 5	FAMILY SUPPORT PLAN	1991
	office, less the total of the following deductions:	fait au bureau du directeur, moins le total des retenues suivantes :	
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Income Tax. 2. Canada Pension Plan. 3. Unemployment Insurance. 4. Union dues. 5. Such other deductions as may be prescribed by the regulations. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Celle de l'impôt sur le revenu. 2. Celle du Régime de pensions du Canada. 3. Celle de l'assurance-chômage. 4. Celle des cotisations syndicales. 5. Les autres retenues pouvant être prescrites par les règlements. 	
Higher maximum payment	(13) Subject to subsection (15), a court when it makes a support deduction order or on the motion of the Director may order that one or more income sources pay an amount that is higher than the amount described in subsection (11) and such an income source shall pay to the Director's office the amount set out in the order.	(13) Sous réserve du paragraphe (15), le tribunal peut, lorsqu'il rend une ordonnance de retenue des aliments ou sur présentation d'une motion du directeur, ordonner qu'une ou plusieurs sources de revenu paient une somme plus élevée que la somme prévue au paragraphe (11) et que la ou les sources de revenu versent au bureau du directeur la somme fixée dans l'ordonnance.	Versement maximal plus élevé
Idem	(14) An order shall not be made under subsection (13) unless the payor receives income from at least two sources (whether or not the sources are "income sources" as defined in section 1).	(14) Une ordonnance ne doit pas être rendue aux termes du paragraphe (13) à moins que le payeur ne reçoive un revenu d'au moins deux sources (peu importe que ces sources soient ou non des «sources de revenu» telles qu'elles sont définies à l'article 1).	Idem
Idem	(15) An income source is not required to pay to the Director's office more than the net amount that the income source owes to the payor at the time of the payment.	(15) Une source de revenu n'est pas tenue de verser au bureau du directeur une somme plus élevée que la somme nette qu'elle doit au payeur au moment du versement.	Idem
Medical insurance, etc.	(16) Despite any other provision of this Act, no deduction shall be made under a support deduction order in respect of amounts owing to a payor as reimbursement for expenses covered by a medical, health, dental or hospital insurance contract or plan.	(16) Malgré toute autre disposition de la présente loi, aucune retenue ne doit être faite aux termes d'une ordonnance de retenue des aliments relativement aux sommes dues au payeur à titre de remboursement de dépenses couvertes par un régime ou un contrat d'assurance médicale, santé, dentaire ou pour services hospitaliers.	Assurances médicales
Person not income source	(17) If an individual, corporation or other entity served with notice is not an income source of the payor named in the notice, the individual, corporation or other entity shall give written notice in the prescribed form of that fact to the Director's office within ten days following the service of the notice.	(17) Si une personne, physique ou morale, ou une autre entité à qui un avis est signifié n'est pas une source de revenu du payeur nommé dans l'avis, elle donne au bureau du directeur, dans les dix jours qui suivent la signification de l'avis, un avis écrit à cet effet, rédigé selon la formule prescrite.	Personne qui n'est pas une source de revenu
Dispute	(18) The Director or the income source, individual, corporation or other entity, as the case may be, may, on notice to the other, bring a motion to the court that made a support deduction order or to the appropriate court under subsection 3.8 (9) to determine,	(18) Le directeur ou la source de revenu, la personne, physique ou morale, ou une autre entité selon le cas, peut, sur avis à l'autre, présenter une motion devant le tribunal qui a rendu l'ordonnance de retenue des aliments ou devant le tribunal approprié aux termes du paragraphe 3.8 (9) pour déterminer, selon le cas :	Conflit
	<ol style="list-style-type: none"> (a) whether the income source has failed to comply with the order; (b) whether the amount the income source is deducting and paying to the Director's office under the order is correct; or 	<ol style="list-style-type: none"> a) si la source de revenu n'a pas observé l'ordonnance; b) si la somme que la source de revenu retient et verse au bureau du directeur aux termes de l'ordonnance est correcte; 	

	(c) whether the individual, corporation or other entity is an income source.	c) si la personne, physique ou morale, ou une autre entité est une source de revenu.	
Idem	(19) In a motion under subsection (18), the court shall determine the issue in a summary manner and make such order as it considers appropriate in the circumstances.	(19) Dans le cadre d'une motion prévue au paragraphe (18), le tribunal procède de façon sommaire afin de régler la question et rend l'ordonnance qu'il estime opportune dans les circonstances.	Idem
Idem	(20) A motion shall not be brought by an income source under clause (18) (a) or (b) unless the income source has given written particulars of the proposed motion to the Director at least fourteen days before serving the Director with notice of the motion.	(20) La source de revenu ne peut présenter de motion aux termes de l'alinéa (18) a) ou b) sans avoir donné par écrit au directeur des détails sur la motion en question au moins quatorze jours avant la signification de l'avis de motion au directeur.	Idem
Idem	(21) A motion shall not be brought under clause (18) (c) by an individual, corporation or other entity, until at least fourteen days after the date that notice was given under subsection (17).	(21) Une personne, physique ou morale, ou une autre entité ne peut présenter de motion aux termes de l'alinéa (18) c) avant l'expiration d'un délai d'au moins quatorze jours après la date à laquelle l'avis a été donné aux termes du paragraphe (17).	Idem
Idem	(22) Subsection (21) does not apply to the Director.	(22) Le paragraphe (21) ne s'applique pas au directeur.	Idem
Liability	(23) An income source is liable to pay to the Director's office any amount that it failed without proper reason to deduct and pay to the office after receiving notice to deduct and pay and, in a motion under subsection (18), the court may order the income source to pay the amount that it ought to have deducted and paid to the Director's office.	(23) La source de revenu est responsable du versement au bureau du directeur de toute somme qu'elle n'a pas, sans motif valable, retenue et n'a pas versée au bureau après avoir reçu un avis lui enjoignant de retenir et de verser cette somme et, sur une motion prévue au paragraphe (18), le tribunal peut ordonner à la source de revenu de verser la somme qu'elle aurait dû retenir et verser au bureau du directeur.	Responsabilité
Other enforcement	(24) In addition to any other method available to enforce an order in a civil proceeding, any order made under subsection (19) or (23) may be enforced under this Act in the same manner and with the same remedies as a support order.	(24) Outre les autres moyens disponibles pour exécuter une ordonnance dans une instance civile, les ordonnances rendues aux termes du paragraphe (19) ou (23) peuvent être exécutées en vertu de la présente loi de la même façon et avec les mêmes recours que pour une ordonnance alimentaire.	Autres moyens d'exécution
Duty to inform	(25) Within ten days following the termination or beginning of an interruption of payments by an income source to a payor, both the income source and the payor shall give written notice to the Director's office of the termination or interruption together with such other information as may be required by the regulations.	(25) Dans les dix jours qui suivent la fin ou le début d'une interruption des versements que la source de revenu fait au payeur, la source de revenu et le payeur donnent au bureau du directeur un avis écrit de la fin ou de l'interruption des versements, accompagné des autres renseignements que peuvent exiger les règlements.	Obligation d'informer
Idem	(26) If notice has been or should have been given under subsection (25), (a) the payor and the income source, within ten days following the resumption of payments that have been interrupted, shall give written notice to the Director's office of the resumption; (b) the payor, within ten days of beginning employment with another income source or of becoming entitled to payments from another income source, shall give written notice to the Director's office of the new employment or	(26) Si un avis a été donné ou aurait dû l'être aux termes du paragraphe (25) : a) le payeur et la source de revenu, dans les dix jours suivant la reprise des versements qui ont été interrompus, donnent au bureau du directeur un avis écrit de la reprise des versements; b) le payeur, dans les dix jours après qu'il a commencé un emploi auprès d'une autre source de revenu ou après qu'il a droit à des versements d'une autre source de revenu, donne au bureau du directeur un avis écrit de	Idem

the entitlement and of the name and address of the income source.

son nouvel emploi ou du droit ainsi que du nom et de l'adresse de la source de revenu.

Information
confidential

(27) Information about a payor obtained by an income source or an individual, corporation or other entity believed to be an income source as a result of the application of this section shall not be disclosed by the income source or any director, officer, employee or agent of the income source or anyone believed to be an income source or any director, officer, employee or agent thereof, except for the purposes of complying with a support deduction order or this Act.

(27) Les renseignements sur le payeur obtenus par une source de revenu ou une personne, physique ou morale, ou une autre entité que l'on croit être une source de revenu en conséquence de l'application du présent article ne doivent pas être divulgués par la source de revenu ou par qui que ce soit que l'on croit être une source de revenu ni par leur administrateur, dirigeant, employé ou mandataire, sauf dans le but de se conformer à une ordonnance de retenue des aliments ou à la présente loi.

Renseignements
confidentiels

Priority

(28) Despite any other Act, a support deduction order has the same priority over other judgment debts as a support order has under the *Creditors' Relief Act* and all support orders and support deduction orders rank equally with each other.

(28) Malgré toute autre loi, l'ordonnance de retenue des aliments a la même priorité sur d'autres créances constatées par jugement qu'à l'ordonnance alimentaire aux termes de la *Loi sur le désintéressement des créanciers* et les ordonnances alimentaires ainsi que celles de retenue des aliments ont le même rang.

Priorité

Idem

(29) If an income source is required to make payments to the Director's office under a support deduction order and the income source receives a garnishment notice related to the same support obligation, the income source shall make full payment under the support deduction order and the garnishment shall be of no effect until the income source has received notice from the Director that the support deduction order is suspended or terminated.

(29) Si une source de revenu est tenue de faire des versements au bureau du directeur aux termes d'une ordonnance de retenue des aliments et qu'elle reçoit un avis de saisie-arrêt relatif à la même obligation alimentaire, la source de revenu doit verser l'intégralité de la somme due aux termes de l'ordonnance de retenue des aliments et la saisie-arrêt n'a aucun effet tant que la source de revenu n'a pas été avisée par le directeur de la suspension ou de la révocation de l'ordonnance de retenue des aliments.

Idem

Conflict with
other Acts

(30) A support deduction order may be enforced despite any provision in any other Act protecting from attachment or other process for the enforcement of a judgment debt any periodic payment owed by an income source to a payor.

(30) L'ordonnance de retenue des aliments peut être exécutée malgré toute disposition d'une autre loi qui protège d'une saisie ou d'un autre acte de procédure visant l'exécution d'une créance constatée par jugement tout versement périodique que doit la source de revenu au payeur.

Incompatibilité
avec
d'autres lois

Limitation

(31) A support deduction order is effective against the Crown only in respect of amounts payable on behalf of the administrative unit served with notice of the support deduction order to the payor named in the notice.

(31) L'ordonnance de retenue des aliments n'a d'effet contre la Couronne qu'à l'égard des sommes payables pour le compte du service administratif qui a reçu signification de l'avis de l'ordonnance de retenue des aliments au payeur désigné dans l'avis.

Restriction

Definition

(32) In subsection (31), "administrative unit" means a Ministry of the Government of Ontario, a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act* or the Office of the Assembly under the *Legislative Assembly Act*.

(32) Au paragraphe (31), «service administratif» s'entend d'un ministère du gouvernement de l'Ontario, d'un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne* ou du Bureau de l'Assemblée législative.

Définition

Welfare
benefits

(33) A support deduction order shall not be used to make deductions from any amount payable to a payor as a benefit under the *Family Benefits Act* or as assistance under the *General Welfare Assistance Act*.

(33) L'ordonnance de retenue des aliments ne doit pas être utilisée à des fins de retenue sur toute somme payable à un payeur à titre de prestation prévue par la *Loi sur les prestations familiales* ou à titre d'aide prévue par la *Loi sur l'aide sociale générale*.

Prestations
d'aide sociale

Suspension
of support
deduction
order

3.4—(1) A court that makes a support deduction order may immediately make an order to suspend its operation or the court may, on motion, subsequently suspend its operation.

Conditions

(2) The court may suspend a support deduction order under subsection (1) or subsection 3.8 (6) only if,

- (a) it finds that it would be unconscionable, having regard to all of the circumstances, to require the payor to make support payments through a support deduction order; or
- (b) the parties to the support order agree that they do not want support payments collected through a support deduction order and the court requires the payor to post such security as it considers adequate and in accordance with the regulations.

Agency's
consent
required

(3) If the support order has been assigned to an agency described in subsection 33 (3) of the *Family Law Act, 1986* or if there are arrears owing to the agency from a past assignment, the court shall not suspend the support deduction order in the circumstances described in clause (2) (b) without the agency's consent.

Unconscion-
able, deter-
mination

(4) The following shall not be considered by a court in determining whether it would be unconscionable to require a payor to make support payments through a support deduction order:

1. The fact that the payor has demonstrated a good payment history in respect of his or her debts, including support obligations.
2. The fact that the payor has had no opportunity to demonstrate voluntary compliance in respect of support obligations.
3. The fact that the parties have agreed to the suspension of the support deduction order.
4. The fact that there are grounds upon which a court might find that the amount payable under the support order should be varied.

Security

(5) For the purposes of clause (2) (b), security shall be in a minimum amount equal to the support payable for four months and the security shall be in money or in such other form as may be provided for in the regulations.

3.4 (1) Le tribunal qui rend une ordonnance de retenue des aliments peut immédiatement rendre une ordonnance qui suspend l'application de l'ordonnance de retenue des aliments ou il peut en suspendre l'application par la suite, sur présentation d'une motion.

Suspension de
l'ordonnance
de retenue
des aliments

(2) Le tribunal ne peut suspendre une ordonnance de retenue des aliments en vertu du paragraphe (1) ou 3.8 (6) que si l'une des conditions suivantes est remplie :

Conditions

- a) il conclut qu'il serait déraisonnable, en tenant compte de toutes les circonstances, d'obliger le payeur à verser des aliments au moyen d'une ordonnance de retenue des aliments;
- b) les parties à l'ordonnance alimentaire ont convenu qu'elles ne voulaient pas que les aliments soient perçus au moyen d'une ordonnance de retenue des aliments et le tribunal exige que le payeur fournisse la sûreté qu'il estime appropriée, conformément aux règlements.

(3) Si l'ordonnance alimentaire a été cédée à un organisme prévu au paragraphe 33 (3) de la *Loi de 1986 sur le droit de la famille* ou si un arriéré provenant d'une cession antérieure est dû à l'organisme, le tribunal ne doit pas suspendre l'ordonnance de retenue des aliments dans les circonstances prévues à l'alinéa (2) b) sans le consentement de l'organisme.

Consentement
de l'orga-
nisme exigé

(4) Le tribunal ne doit pas tenir compte des éléments suivants lorsqu'il décide s'il serait déraisonnable d'obliger un payeur à verser des aliments au moyen d'une ordonnance de retenue des aliments :

Détermina-
tion de ce qui
est déraison-
nable

1. Le fait que les antécédents du payeur quant au paiement de ses dettes, y compris ses obligations alimentaires, sont bons.
2. Le fait que le payeur n'a pas eu l'occasion de démontrer son respect volontaire à l'égard des obligations alimentaires.
3. Le fait que les parties ont convenu de la suspension de l'ordonnance de retenue des aliments.
4. Le fait qu'il existe des motifs qui pourraient permettre à un tribunal de conclure que la somme à payer aux termes de l'ordonnance alimentaire devrait être modifiée.

(5) Pour l'application de l'alinéa (2) b), le montant minimal de la sûreté est égal à la somme des aliments payables pour quatre mois. La sûreté est versée en argent ou sous toute autre forme qui peut être prévue par les règlements.

Sûretés

22	Chap. 5	FAMILY SUPPORT PLAN	1991
When Director a party	(6) The Director is not a party to a motion brought to suspend the operation of a support deduction order; however, if the payor brings a motion under subsection 3.8 (6), the Director must also be served with notice of the motion and may be added as a party.	(6) Le directeur n'est pas partie à une motion présentée en vue de faire suspendre l'application d'une ordonnance de retenue des aliments. Toutefois, si le payeur présente une motion en vertu du paragraphe 3.8 (6), le directeur doit également recevoir signification de l'avis de motion et il peut être ajouté comme partie.	Le directeur est partie à une motion
Completion of form, etc.	(7) A suspension order shall be completed and signed by the court at the time it is made and shall be entered in the court records immediately after it is signed.	(7) L'ordonnance de suspension est remplie et signée par le tribunal au moment où elle est rendue et elle est consignée dans les dossiers du tribunal immédiatement après avoir été signée.	Rédaction de la formule
Prompt filing	(8) The clerk or registrar of the court that makes a suspension order shall file it with the Director's office promptly after it is made.	(8) Le greffier du tribunal qui rend l'ordonnance de suspension dépose rapidement l'ordonnance au bureau du directeur après qu'elle est rendue.	Dépôt rapide
Form and effective date	(9) A suspension order shall be in the form prescribed by the regulations and takes effect only when it is filed in the Director's office and every income source affected by the order has received notice of the suspension.	(9) L'ordonnance de suspension est rédigée selon la formule prescrite par les règlements et n'entre en vigueur que lorsqu'elle est déposée au bureau du directeur et que toutes les sources de revenu visées par l'ordonnance ont reçu avis de la suspension.	Formule et entrée en vigueur
Termination of suspension order	(10) A suspension order is automatically terminated if the payor fails to post security of the type or within the time period set out in the suspension order or if the payor fails to comply with the support order.	(10) L'ordonnance de suspension est automatiquement révoquée si le payeur ne fournit pas de sûreté selon le type exigé ou dans le délai fixé par l'ordonnance de suspension, ou si le payeur ne se conforme pas à l'ordonnance alimentaire.	Révocation de l'ordonnance de suspension
Effect of termination	(11) When a suspension order is terminated under subsection (10), the support deduction order is reinstated and the Director may immediately realize on any security that was posted.	(11) Lorsque l'ordonnance de suspension est révoquée aux termes du paragraphe (10), l'ordonnance de retenue des aliments est remise en vigueur et le directeur peut immédiatement réaliser toute sûreté fournie.	Effet de la révocation
Support order not affected	(12) An order suspending the operation of a support deduction order does not affect the payor's obligations under the support order nor does it affect any other means of enforcing the support order.	(12) L'ordonnance qui suspend l'application d'une ordonnance de retenue des aliments n'a pas d'effet sur les obligations qu'a le payeur aux termes de l'ordonnance alimentaire ni sur les autres moyens d'exécution de l'ordonnance alimentaire.	Absence d'effet sur l'ordonnance alimentaire
Disputes, etc., by payor	3.5— (1) A payor, on motion in the court that made the support deduction order, or in the appropriate court on a motion under subsection 3.8 (6), <ul style="list-style-type: none"> (a) may dispute the amount being deducted by an income source under a support deduction order if he or she is of the opinion that because of a mistake of fact more is being deducted than is required under this Act; (b) may dispute whether he or she has defaulted in paying support after a suspension order has been made under section 3.4; (c) may seek relief regarding the amount which is being deducted under a sup- 	3.5 (1) Le payeur, qui présente une motion devant le tribunal qui a rendu l'ordonnance de retenue des aliments ou devant le tribunal approprié dans le cadre d'une motion introduite en vertu du paragraphe 3.8 (6), peut : <ul style="list-style-type: none"> a) contester la somme retenue par une source de revenu aux termes de l'ordonnance de retenue des aliments s'il estime que, en raison d'une erreur de fait, une somme supérieure à celle qui doit être retenue aux termes de la présente loi est retenue; b) contester son défaut de verser des aliments après qu'une ordonnance de suspension a été rendue en vertu de l'article 3.4; c) demander un redressement concernant la somme qui est retenue aux termes d'une ordonnance de retenue des ali- 	Contestations du payeur

	port deduction order for arrears under a support order.	ments, en vue du paiement d'un arriéré exigible aux termes d'une ordonnance alimentaire.	
Dispute over entitlement	(2) On a motion referred to in subsection (1), the payor shall not dispute the entitlement of a person to support under a support order.	(2) Sur une motion mentionnée au paragraphe (1), le payeur ne peut contester le droit d'une personne aux aliments aux termes d'une ordonnance alimentaire.	Contestation du droit aux aliments
Necessary party	(3) The Director is a necessary party to a motion referred to in subsection (1).	(3) Le directeur est une partie essentielle à une motion mentionnée au paragraphe (1).	Partie essentielle
Power of court	(4) The court shall determine the issue in a summary manner and make such order as it considers appropriate in the circumstances.	(4) Le tribunal règle la question de façon sommaire et rend l'ordonnance qu'il estime opportune dans les circonstances.	Pouvoir du tribunal
Idem	(5) On a motion under clause (1) (c), the payor shall be presumed to have the ability to pay the amount being deducted for arrears and the court may vary the amount being deducted only if it is satisfied that the payor is unable for valid reasons to pay that amount but this does not affect the accruing of arrears.	(5) À la présentation d'une motion en vertu de l'alinéa (1) c), le payeur est considéré comme étant en mesure de verser la somme retenue pour le paiement d'un arriéré. Le tribunal ne peut modifier cette somme que s'il est convaincu que le payeur n'est pas en mesure, pour des motifs valables, de verser cette somme. Toutefois, ce qui précède n'a pas d'incidence sur l'accumulation de l'arriéré.	Idem
Variation of support deduction order	3.6 —(1) Subject to section 3.5, a court shall not vary the amount to be paid under a support deduction order unless the support order to which it relates is varied.	3.6 (1) Sous réserve de l'article 3.5, le tribunal ne doit pas modifier la somme à verser aux termes de l'ordonnance de retenue des aliments, sauf si l'ordonnance alimentaire à laquelle elle se rapporte est modifiée.	Modification de l'ordonnance de retenue des aliments
New order	(2) When a support order is varied to provide for or to vary periodic payments at regular intervals, a support deduction order shall be made to reflect the variation.	(2) Lorsqu'une ordonnance alimentaire est modifiée en vue de prévoir ou de modifier des versements périodiques à intervalles réguliers, une ordonnance de retenue des aliments est rendue pour faire état de la modification.	Nouvelle ordonnance
Exception	(3) A support deduction order shall not be made in respect of a provisional order that varies a support order.	(3) Une ordonnance de retenue des aliments ne doit pas être rendue à l'égard d'une ordonnance conditionnelle qui modifie une ordonnance alimentaire.	Exception
No opting out	3.7 An agreement by the parties to a support order to vary a support deduction order and any agreement or arrangement to avoid or prevent enforcement of a support deduction order are of no effect.	3.7 L'accord conclu entre les parties à l'ordonnance alimentaire et visant à modifier l'ordonnance de retenue des aliments, ainsi qu'un accord ou une entente visant à éviter ou à empêcher l'exécution de l'ordonnance de retenue des aliments ne sont pas valides.	Obligation de se conformer à l'ordonnance de retenue des aliments
Old orders, domestic contracts, paternity agreements	3.8 —(1) This section applies only to support orders filed with the Director's office that are, (a) support orders made by an Ontario court before this section comes into force; (b) domestic contracts and paternity agreements that are enforceable under section 35 of the <i>Family Law Act</i> , 1986.	3.8 (1) Le présent article ne s'applique qu'aux ordonnances alimentaires déposées auprès du bureau du directeur qui sont : a) des ordonnances alimentaires rendues par un tribunal de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du présent article; b) des contrats familiaux et des accords de paternité qui sont exécutoires en vertu de l'article 35 de la <i>Loi de 1986 sur le droit de la famille</i> .	Anciennes ordonnances, anciens contrats familiaux et accords de paternité
Enforcement	(2) The Director may enforce payment under a support order to which this section applies as if a support deduction order had been made if the Director considers it advisable to do so and the Director shall enforce payment if the person entitled to receive sup-	(2) Le directeur peut exécuter les versements prévus aux termes d'une ordonnance alimentaire à laquelle s'applique le présent article comme si une ordonnance de retenue des aliments avait été rendue, s'il estime qu'il est opportun de le faire. Le directeur exécute	Exécution

port under the order requests enforcement under this section and the Director considers it practical to do so.

les versements si la personne qui a droit aux aliments en vertu de l'ordonnance en fait la demande en vertu du présent article et que le directeur estime qu'il est pratique de le faire.

Notice

(3) Before enforcing payments as provided in subsection (2), the Director shall give notice to the payor and the notice may be given by prepaid ordinary mail at his or her last address as shown on the records of the Director's office.

(3) Avant d'exécuter les versements tel que le prévoit le paragraphe (2), le directeur avise le payeur. L'avis peut être envoyé par courrier ordinaire, franc de port, à la dernière adresse du payeur indiquée dans les dossiers du bureau du directeur.

Avis

Idem

(4) A notice given by mail shall be deemed to have been served on the payor on the fifth day following mailing, excluding Saturdays, Sundays and holidays, unless the contrary is shown.

(4) Sauf s'il est démontré le contraire, l'avis envoyé par courrier est réputé avoir été signifié au payeur le cinquième jour qui suit la mise à la poste, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés.

Idem

Deemed support deduction order

(5) A support deduction order shall be deemed to have been made by the appropriate court thirty days after the notice is served on the payor.

(5) L'ordonnance de retenue des aliments est réputée avoir été rendue par le tribunal approprié trente jours après que l'avis est signifié au payeur.

Ordonnance de retenue des aliments réputée rendue

Suspension

(6) The payor may, within thirty days of being served with the notice, commence a motion under section 3.4 in the appropriate court for a suspension of a support deduction order described in subsection (5).

(6) Le payeur peut, dans les trente jours après que l'avis lui est signifié, présenter une motion aux termes de l'article 3.4 devant le tribunal approprié pour obtenir la suspension de l'ordonnance de retenue des aliments visée au paragraphe (5).

Suspension

Delay of enforcement

(7) If a motion has been brought under subsection (6), a support deduction order described in subsection (5) does not come into force until the motion has been determined.

(7) Si une motion est introduite en vertu du paragraphe (6), l'ordonnance de retenue des aliments visée au paragraphe (5) n'entre pas en vigueur tant qu'une décision concernant la motion n'a pas été prise.

Retard de l'exécution

No form required

(8) Section 3.2 does not apply to an order described in subsection (5).

(8) L'article 3.2 ne s'applique pas à l'ordonnance visée au paragraphe (5).

Aucune formule exigée

Appropriate court

(9) For the purposes of support orders to which this section applies, the appropriate court is the court that made the support order or, if the order was not made by a court, the Ontario Court (Provincial Division) or the Unified Family Court.

(9) Aux fins des ordonnances alimentaires auxquelles s'applique le présent article, le tribunal approprié est celui qui a rendu l'ordonnance alimentaire ou, si l'ordonnance n'a pas été rendue par un tribunal, la Cour de l'Ontario (Division provinciale) ou la Cour unifiée de la famille.

Tribunal approprié

Termination of support obligation

3.9—(1) Each of the parties to a support order shall give to the Director notice of the termination of a support obligation under the order, in the manner and at such time as may be provided in the regulations, if the support order is filed in the Director's office or if a support deduction order has been made in respect of the support obligation.

3.9 (1) Si l'ordonnance alimentaire est déposée au bureau du directeur ou si une ordonnance de retenue des aliments a été rendue relativement à l'obligation alimentaire, chaque partie à une ordonnance alimentaire avise le directeur de la fin d'une obligation alimentaire découlant de l'ordonnance alimentaire, de la façon et au moment que peuvent prévoir les règlements.

Fin de l'obligation alimentaire

Idem

(2) If the parties to a support order agree in the manner prescribed by the regulations or if the support obligation is stated in a support order to terminate on a set calendar date, the Director shall cease enforcement of a support obligation that has terminated; however, if the support order has been assigned to an agency described in subsection 33 (3) of the *Family Law Act, 1986*, the Director shall not cease enforcement of the support obligation without the agency's consent.

(2) Si les parties à une ordonnance alimentaire s'entendent de la manière prescrite par les règlements ou si le moment auquel l'obligation alimentaire prend fin correspond à une date fixée dans une ordonnance alimentaire, le directeur cesse d'exécuter l'obligation alimentaire qui a pris fin. Toutefois, si l'ordonnance alimentaire a été cédée à un organisme prévu au paragraphe 33 (3) de la *Loi de 1986 sur le droit de la famille*, le directeur ne doit pas cesser d'exécuter l'obligation

Idem

Disputes	(3) If the parties to the support order do not agree or if the agency does not consent, the court that made the support order shall, on the motion of a party to the order or of the agency, decide if the support obligation has terminated.	alimentaire sans le consentement de l'organisme.	Conflits
Order to repay	(4) A court that finds that a support obligation has terminated may order repayment in whole or in part from a person who received support after the obligation was terminated if the court is of the opinion that the person ought to have notified the Director that the support obligation had terminated.	(4) Le tribunal qui conclut qu'une obligation alimentaire a pris fin peut ordonner à une personne qui a reçu des aliments après que l'obligation a pris fin de faire un remboursement complet ou partiel s'il estime que cette personne aurait dû aviser le directeur du fait que l'obligation alimentaire avait pris fin.	Ordonnance de remboursement
Idem	(5) In determining whether to make an order under subsection (4), the court shall consider the circumstances of each of the parties to the support order.	(5) Lorsqu'il décide de rendre ou non une ordonnance en vertu du paragraphe (4), le tribunal tient compte de la situation de chacune des parties à l'ordonnance alimentaire.	Idem
Continued enforcement	(6) The Director shall continue to enforce the support obligation in the manner, if any, that appears practical to the Director until he or she receives a copy of the court's decision terminating the support obligation.	(6) Le directeur continue d'exécuter l'obligation alimentaire de la façon, s'il en est, qui lui semble pratique et ce, jusqu'à ce qu'il reçoive une copie de la décision du tribunal mettant fin à l'obligation alimentaire.	L'exécution continue
Idem	(7) Despite the termination of a support obligation, the Director shall continue to enforce the support obligation in respect of any arrears which have accrued, in the manner, if any, that appears practical to the Director.	(7) Malgré la fin d'une obligation alimentaire, le directeur continue d'exécuter l'obligation alimentaire à l'égard des arriérés accumulés, de la manière, s'il en est, qui lui semble pratique.	Idem
Notice to income sources	(8) When the Director's duty to enforce a support obligation which is subject to a support deduction order ceases, the Director shall give written notice to each income source affected by the support deduction order of any change in the amount to be paid.	(8) Lorsque son obligation d'exécuter une obligation alimentaire qui est liée à une ordonnance de retenue des aliments se termine, le directeur donne à chaque source de revenu concernée par l'ordonnance de retenue des aliments un avis écrit de toute modification de la somme à verser.	Avis aux sources de revenu
Idem	(9) A notice under subsection (8) may be given by prepaid ordinary mail to the last address of the income source as shown on the records of the Director's office.	(9) L'avis visé au paragraphe (8) peut être donné par courrier ordinaire, franc de port, à la dernière adresse de la source de revenu indiquée dans les dossiers du bureau du directeur.	Idem
Director not party	(10) The Director is not a party to any proceeding to determine the entitlement of any person to support under a support order or to a motion to decide whether a support obligation has terminated.	(10) Le directeur n'est pas partie à une instance visant à déterminer si une personne a droit aux aliments aux termes d'une ordonnance alimentaire ni à une motion visant à établir si une obligation alimentaire a pris fin.	Le directeur n'est pas partie à une instance
Financial statements	3.10 —(1) The Director may require a payor who is in default under a support order or in respect of whom a support deduction order is being enforced to complete and deliver to the Director's office a financial statement in the form prescribed by the regulations together with such proof of income as may be required by the regulations.	3.10 (1) Le directeur peut exiger que le payeur, qui est en défaut aux termes d'une ordonnance alimentaire ou à l'égard de qui une ordonnance de retenue des aliments est exécutée, remplisse un état financier selon la formule prescrite par les règlements et qu'il remette celui-ci au bureau du directeur, accompagné de preuves relatives à son revenu que les règlements peuvent exiger.	États financiers

Idem	(2) The Director may request completion of the financial statement by sending a request by prepaid ordinary mail to the payor at his or her last address as shown on the records of the Director's office together with a blank financial statement form and a statement of the arrears.	(2) Le directeur peut demander que soit rempli l'état financier en envoyant au payeur une demande à cet effet, par courrier ordinaire, franc de port, à la dernière adresse du payeur indiquée dans les dossiers du bureau du directeur. La demande est accompagnée d'une formule d'état financier en blanc et d'un relevé d'arriéré.	Idem
Idem	(3) The request shall be deemed to have been served on the payor on the fifth day following mailing, excluding Saturdays, Sundays and holidays, unless the contrary is shown.	(3) Sauf s'il est démontré le contraire, la demande est réputée avoir été signifiée au payeur le cinquième jour qui suit la mise à la poste, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés.	Idem
Idem	(4) The payor shall deliver the completed financial statement to the Director's office within fifteen days of the day that he or she was served with the request to complete the form.	(4) Le payeur remet l'état financier rempli au bureau du directeur dans les quinze jours qui suivent le jour où il a reçu signification de la demande pour remplir la formule.	Idem
Changes in information	(5) If a payor discovers that any information was incomplete or wrong at the time he or she completed the financial statement, he or she, within ten days of the discovery, shall deliver to the Director's office the corrected information.	(5) S'il découvre qu'un renseignement était incomplet ou erroné au moment où il a rempli l'état financier, le payeur remet, au bureau du directeur, dans les dix jours de la découverte, la rectification du renseignement.	Changements relatifs aux renseignements
Failure to comply	(6) The Ontario Court (Provincial Division) or the Unified Family Court, on the motion of the Director, may order a payor to comply with a request under subsection (2) and subsections 11 (3) and (4) apply with necessary modifications.	(6) La Cour de l'Ontario (Division provinciale) ou la Cour unifiée de la famille, sur présentation d'une motion du directeur, peut ordonner au payeur de se conformer à la demande prévue au paragraphe (2) et les paragraphes 11 (3) et (4) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.	Défaut de se conformer
Limitation	(7) The Director may require a financial statement under this section once in any six-month period but this does not restrict the Director's right to obtain a financial statement under section 11.	(7) Le directeur peut exiger, en vertu du présent article, une fois par période de six mois, un état financier. Toutefois, ce qui précède ne restreint pas le droit du directeur d'obtenir un état financier en vertu de l'article 11.	Restriction
Payments pending court decisions	3.11 —(1) Despite the commencement of a motion under subsection 3.3 (18) or section 3.4, 3.5, 3.6 or 3.9, the Director shall pay any money he or she receives in respect of a support order or a support deduction order to the person entitled to receive support under the order.	3.11 (1) Malgré l'introduction d'une motion en vertu du paragraphe 3.3 (18) ou de l'article 3.4, 3.5, 3.6 ou 3.9, le directeur verse les sommes qu'il reçoit aux termes d'une ordonnance alimentaire ou d'une ordonnance de retenue des aliments à la personne qui a droit aux aliments aux termes de l'ordonnance.	Versements en attendant une décision du tribunal
Exception	(2) If a court orders the Director to hold any of the money received in respect of a support order or a support deduction order pending the disposition of the motion, the Director shall, to the extent the court order requires it, hold any money received after the Director receives a copy of the court's decision.	(2) Si un tribunal ordonne au directeur de retenir les sommes reçues aux termes d'une ordonnance alimentaire ou d'une ordonnance de retenue des aliments jusqu'à ce qu'une décision concernant la motion soit prise, le directeur doit retenir, dans la mesure où l'ordonnance du tribunal l'exige, les sommes reçues après qu'il a reçu une copie de la décision du tribunal.	Exception
Duty to advise on address change	3.12 If a payor changes address, he or she shall advise the Director's office of the new address within ten days of the change.	3.12 Si le payeur change d'adresse, il informe le bureau du directeur de sa nouvelle adresse dans les dix jours du changement.	Changement d'adresse

Duty re:
unfiled or
withdrawn
support
orders

3.13 Where a support deduction order has been made in respect of a support order that has not been filed in or that has been withdrawn from the Director's office, the person entitled to receive support shall inform the Director in writing of,

- (a) the amount of money received on account of the support order other than through the support deduction order; and
- (b) any changes in the amount to be paid under the support order.

5. Subsections 4 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Consent
required

(2) A support order that has been assigned to the Minister of Community and Social Services may not be withdrawn except by the Minister or with the Minister's consent so long as the order is under assignment or if there are arrears owing to the Ministry of Community and Social Services from a past assignment.

6. The Act is amended by renumbering subsection 4 (4) as section 4.1.

7.—(1) Subsection 6 (1) of the Act, except the clauses, is repealed and the following substituted:

Access to
information

(1) The Director may, for the purposes of enforcing a support or custody order in Ontario or for the purposes of assisting an office or person performing similar functions in another jurisdiction,

(2) Subsection 6 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) as permitted by the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987*.

(3) Subsection 6 (5) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) as permitted by the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987*.

8. Subsection 7 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Information
obtained
from federal
government

(2) The Director shall not disclose information obtained under the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* (Canada) for the enforcement of a support or custody order, except,

- (a) to the extent necessary for the enforcement of the order; or

3.13 Si une ordonnance de retenue des aliments a été rendue relativement à une ordonnance alimentaire qui n'a pas été déposée au bureau du directeur ou qui en a été retirée, la personne ayant droit aux aliments avise par écrit le directeur :

Obligations
concernant
les ordonnances
alimentaires non
déposées ou
retirées

- a) des sommes d'argent reçues en raison de l'ordonnance alimentaire autrement qu'au moyen de l'ordonnance de retenue des aliments;
- b) de tout changement apporté à la somme devant être versée aux termes de l'ordonnance alimentaire.

5 Les paragraphes 4 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) L'ordonnance alimentaire qui a été cédée au ministre des Services sociaux et communautaires ne peut être retirée que par le ministre ou avec son consentement tant que l'ordonnance est cédée ou si un arriéré provenant d'une cession antérieure est dû au ministère des Services sociaux et communautaires.

Consentement
exigé

6 La Loi est modifiée par le remplacement du numéro du paragraphe 4 (4) par le numéro d'article 4.1.

7 (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi, à l'exception des alinéas, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Aux fins de l'exécution d'une ordonnance alimentaire ou de garde d'enfants en Ontario ou afin d'aider un bureau ou une personne qui exerce des fonctions analogues dans une autre compétence, le directeur peut :

Accès aux
renseigne-
ments

(2) Le paragraphe 6 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) si la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* le permet.

(3) Le paragraphe 6 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) si la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* le permet.

8 Le paragraphe 7 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le directeur ne doit pas divulguer les renseignements obtenus aux termes de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (Canada) en vue de l'exécution d'une ordonnance alimentaire ou de garde d'enfants, sauf dans l'un des cas suivants :

Renseigne-
ments obtenus
du gouverne-
ment
fédéral

- a) dans la mesure nécessaire à l'exécution de l'ordonnance;

- (b) as permitted by the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, 1987.

9. The Act is further amended by adding the following section:

10.1—(1) If a writ of seizure and sale is filed with a sheriff in respect of a support order, the person who filed the writ may at any time file with the sheriff a statutory declaration specifying the amount currently owing under the order.

(2) When a statutory declaration is filed under subsection (1), the writ of seizure and sale shall be deemed to be amended to specify the amount owing in accordance with the statutory declaration.

(3) A sheriff who comes into possession of money to be paid out under a writ of seizure and sale in respect of a support order shall, not later than seven days after making the entry required by subsection 5 (1) of the *Creditors' Relief Act*, give notice to the person who filed the writ of the opportunity to file a statutory declaration under subsection (1).

(4) A sheriff who receives a request for information about the amount owing under a writ of seizure and sale in respect of a support order from a person seeking to have the writ removed from the sheriff's file shall promptly give notice to the person who filed the writ of the opportunity to file a statutory declaration under subsection (1).

(5) Notice under subsection (3) or (4) may be given by attempting to contact the person who filed the writ by telephone and, if the person who filed the writ is not the Director, sending the notice by prepaid ordinary mail addressed to the person at the person's last known address.

(6) A sheriff shall not remove a writ of seizure and sale in respect of a support order from his or her file unless,

- (a) the writ has expired and has not been renewed;
- (b) the sheriff receives written notice from the person who filed the writ to the effect that the writ should be withdrawn;
- (c) notice is given under subsection (3) or (4), a statutory declaration is subsequently filed under subsection (1) and the writ, as deemed to be amended under subsection (2), has been fully satisfied; or

- b) si la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* le permet.

9 La Loi est modifiée de nouveau par adjonction de l'article suivant :

10.1 (1) Si un bref de saisie-exécution est déposé auprès du shérif à l'égard d'une ordonnance alimentaire, la personne qui a fait le dépôt peut, en tout temps, déposer auprès du shérif une déclaration solennelle précisant la somme qui est due à ce moment-là aux termes de l'ordonnance.

(2) Lorsqu'une déclaration solennelle est déposée aux termes du paragraphe (1), le bref de saisie-exécution est réputé modifié afin de préciser la somme due conformément à la déclaration solennelle.

(3) Le shérif, qui entre en possession d'une somme à payer aux termes d'un bref de saisie-exécution à l'égard d'une ordonnance alimentaire, avise, au plus tard sept jours après avoir fait l'inscription exigée au paragraphe 5 (1) de la *Loi sur le désintéressement des créanciers*, la personne qui a déposé le bref de la possibilité de déposer une déclaration solennelle en vertu du paragraphe (1).

(4) Le shérif qui reçoit une demande de renseignements concernant la somme due aux termes d'un bref de saisie-exécution à l'égard d'une ordonnance alimentaire de la part d'une personne qui cherche à faire enlever le bref du dossier du shérif, avise promptement la personne qui a déposé le bref de la possibilité de déposer une déclaration solennelle en vertu du paragraphe (1).

(5) L'avis visé au paragraphe (3) ou (4) peut être donné en tentant de communiquer par téléphone avec la personne qui a déposé le bref et, si celle-ci n'est pas le directeur, en envoyant l'avis par courrier ordinaire, franc de port, adressé à la personne, à sa dernière adresse connue.

(6) Le shérif ne doit pas enlever de son dossier un bref de saisie-exécution à l'égard d'une ordonnance alimentaire, à moins que l'une des conditions suivantes ne soit remplie :

- a) le bref a pris fin et n'a pas été renouvelé;
- b) le shérif reçoit, de la personne qui a déposé le bref, un avis écrit selon lequel le bref devrait être retiré;
- c) un avis est donné aux termes du paragraphe (3) ou (4), une déclaration solennelle est déposée par la suite en vertu du paragraphe (1) et il a été complètement satisfait au bref, tel qu'il est réputé modifié aux termes du paragraphe (2);

Notice to sheriff of amount owing

Effect of statutory declaration

Notice from sheriff of opportunity to give statutory declaration

Idem

Manner of giving notice

Removal of writ from sheriff's file

Avis au shérif concernant la somme due

Effet de la déclaration solennelle

Avis du shérif concernant la déclaration solennelle

Idem

Façon de donner l'avis

Enlèvement d'un bref du dossier du shérif

- (d) notice is given under subsection (3) or (4), ten days have elapsed since the notice was given, no statutory declaration has been filed under subsection (1) since the giving of the notice and the writ has been fully satisfied.

Filing by fax

(7) A statutory declaration may be filed under subsection (1) by telephone transmission of a facsimile of the statutory declaration to the sheriff along with a cover page that contains the following information:

1. The sender's name and address.
2. The date and time of the transmission.
3. The total number of pages transmitted, including the cover page.
4. The telephone number from which the statutory declaration is transmitted.
5. The telephone number of a person to contact in the event of transmission problems.

Delivery of statutory declaration to land registrar

(8) If a copy of a writ of seizure and sale has been delivered by the sheriff to a land registrar under section 137 of the *Land Titles Act* and a statutory declaration is filed under subsection (1) in respect of the writ, the sheriff shall promptly deliver a copy of the statutory declaration to the land registrar and the amendment deemed to be made to the writ under subsection (2) does not bind land registered under the *Land Titles Act* until a copy of the statutory declaration has been received and recorded by the land registrar.

10.—(1) Subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) When a support order that is filed in the Director's office is in default, the Director may prepare a statement of the arrears and the Director may, by notice served on the payor together with the statement of arrears, require the payor to file in the Director's office a financial statement in the form prescribed by the rules of the court and appear before the court to explain the default.

(2) Subsection 11 (6) of the Act is amended by striking out "that there are no arrears or" in the first and second lines.

(3) Clause 11 (6) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) pay all or part of the arrears by such periodic payments as the court considers just, but an order for partial payment does not discharge any unpaid arrears.

- d) un avis est donné aux termes du paragraphe (3) ou (4), dix jours se sont écoulés depuis que l'avis a été donné, aucune déclaration solennelle n'a été déposée en vertu du paragraphe (1) depuis que l'avis a été donné et il a été complètement satisfait au bref.

(7) Une déclaration solennelle peut être déposée en vertu du paragraphe (1) en transmettant un fac-similé par téléphone au shérif avec une page de couverture qui comprend les renseignements suivants :

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur.
2. La date et l'heure de la transmission.
3. Le nombre total de pages transmises, y compris la page de couverture.
4. Le numéro de téléphone de l'appareil duquel a lieu la transmission de la déclaration solennelle.
5. Le numéro de téléphone d'une personne à qui le destinataire pourra s'adresser en cas de difficultés de transmission.

(8) Si une copie d'un bref de saisie-exécution a été remise par le shérif à un registraire aux termes de l'article 137 de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* et qu'une déclaration solennelle est déposée en vertu du paragraphe (1) à l'égard du bref, le shérif remet rapidement une copie de la déclaration solennelle au registraire et la modification réputée apportée au bref aux termes du paragraphe (2) ne grève un bien-fonds enregistré aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* qu'une fois qu'une copie de la déclaration solennelle a été reçue et consignée par le registraire.

10 (1) Le paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Lorsqu'une ordonnance alimentaire qui est déposée auprès du bureau du directeur est en défaut, le directeur peut préparer un état de l'arriéré et il peut, au moyen d'un avis signifié au payeur avec l'état de l'arriéré, enjoindre au payeur de déposer auprès du bureau du directeur un état financier rédigé selon la formule prescrite par les règles de pratique et de comparaître devant le tribunal pour expliquer le défaut.

(2) Le paragraphe 11 (6) de la Loi est modifié par suppression, à la première ligne, des mots «s'il ne reconnaît pas d'arriéré ou».

(3) L'alinéa 11 (6) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) enjoindre au payeur d'acquitter la totalité ou une partie de l'arriéré au moyen de versements périodiques que le tribunal estime équitables, mais une

Dépôt par télécopie

Remise d'une déclaration solennelle à un registraire

Dépôt d'un état financier auprès du directeur

Filing of financial statement with Director

(4) Section 11 of the Act is amended by adding the following subsection:

Interim orders

(6.1) The court may make an interim order against the payor that includes any order that may be made under subsection (6).

11. Section 12 of the Act is repealed and the following substituted:

Restraining order

12. A court, including the Ontario Court (Provincial Division), may make an order restraining the disposition or wasting of assets that may hinder or defeat the enforcement of a support order or support deduction order.

Contempt

12.1—(1) In addition to its powers in respect of contempt, a court, including the Ontario Court (Provincial Division), may punish by fine or imprisonment, or by both, any wilful contempt of, or resistance to, its process, rules or orders under this Act, but the fine shall not exceed \$10,000 nor shall the imprisonment exceed ninety days.

Conditions of imprisonment

(2) An order for imprisonment under subsection (1) may be conditional upon default in the performance of a condition set out in the order and may provide for the imprisonment to be served intermittently.

Offences

12.2 A person who knowingly contravenes subsection 3.3 (8), (17), (25), (26) or (27), subsection 3.10 (4) or (5) or section 3.12 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

12. The Act is further amended by adding the following sections:

Enforcement alternatives

13.1 Enforcement of a support order, custody order or support deduction order by one means does not prevent enforcement by other means at the same time or at different times.

Regulations

13.2 The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing forms and providing for their use;
- (b) prescribing practices and procedures related to the enforcement, suspension and termination of support orders and support deduction orders filed in the Director's office;

ordonnance pour un versement partiel n'acquitte pas un arriéré non payé.

(4) L'article 11 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6.1) Le tribunal peut rendre une ordonnance provisoire contre le payeur. L'ordonnance provisoire peut inclure les ordonnances qui peuvent être rendues en vertu du paragraphe (6).

Ordonnances provisoires

11 L'article 12 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

12 Un tribunal, y compris la Cour de l'Ontario (Division provinciale), peut rendre une ordonnance afin d'interdire l'aliénation ou la dilapidation des biens qui peut entraver ou empêcher l'exécution de l'ordonnance alimentaire ou de retenue des aliments.

Ordonnance de ne pas faire

12.1 (1) Outre les pouvoirs dont il dispose en matière d'outrage, un tribunal, y compris la Cour de l'Ontario (Division provinciale), peut infliger une amende et une peine d'emprisonnement, ou une seule de ces peines, à quiconque désobéit volontairement ou résiste à ses actes de procédure, règles ou ordonnances en vertu de la présente loi. Toutefois, l'amende ne dépasse pas 10 000 \$ et la peine d'emprisonnement ne dépasse pas quatre-vingt-dix jours.

Désobéissance

(2) L'ordonnance imposant une peine d'emprisonnement en vertu du paragraphe (1) peut faire dépendre cette peine du respect d'une condition qui y est précisée. Elle peut prévoir que la peine d'emprisonnement soit purgée de façon intermittente.

Emprisonnement

12.2 Quiconque contrevient sciemment au paragraphe 3.3 (8), (17), (25), (26) ou (27), au paragraphe 3.10 (4) ou (5), ou à l'article 3.12 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infractions

12 La Loi est modifiée de nouveau par adjonction des articles suivants :

13.1 L'exécution d'une ordonnance alimentaire, de garde d'enfants ou de retenue des aliments par un moyen n'empêche pas l'exécution de l'ordonnance par d'autres moyens au même moment ou à des moments différents.

Autres moyens employés pour l'exécution

13.2 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- b) prescrire les pratiques et les procédures relatives à l'exécution, la suspension et la révocation des ordonnances alimentaires et de retenue des aliments déposées au bureau du directeur;

- (c) prescribing types of income for the purposes of clause (f) of the definition of "income source" in subsection 1 (1);
 - (d) prescribing classes of persons and information to be supplied to the court and the manner in which information is to be supplied for the purposes of subsection 3.1 (4);
 - (e) prescribing deductions for the purposes of subsection 3.3 (12);
 - (f) prescribing information that shall be supplied under subsection 3.3 (25);
 - (g) governing the form and posting of security by a payor under section 3.4 and the realization thereon;
 - (h) respecting proof of income for the purposes of section 3.10;
 - (i) prescribing the method of service on the Crown of notices of support deduction orders in place of the method prescribed in subsection 3.3 (5);
 - (j) providing that a support deduction order is not effective against the Crown unless a statement of particulars in the prescribed form is served with the notice of the order;
 - (k) providing that a notice of a support deduction order served on the Crown shall be deemed to have been served, not on the day described in subsection 3.3 (6), but on the day that is the number of days specified in the regulation after the actual date of service, but the regulation shall not specify more than thirty days as the number of days.
- c) prescrire les types de revenu aux fins de l'alinéa f) de la définition de la «source de revenu» au paragraphe 1 (1);
 - d) prescrire les catégories de personnes et les renseignements devant être fournis au tribunal et la façon dont doivent être fournis les renseignements aux fins du paragraphe 3.1 (4);
 - e) prescrire les retenues aux fins du paragraphe 3.3 (12);
 - f) prescrire les renseignements qui sont fournis aux termes du paragraphe 3.3 (25);
 - g) régir la façon de fournir une sûreté par le payeur et la forme de celle-ci aux termes de l'article 3.4 et la réalisation de cette sûreté;
 - h) traiter des preuves relatives au revenu aux fins de l'article 3.10;
 - i) prescrire le mode de signification à la Couronne des avis des ordonnances de retenue des aliments en remplacement du mode prescrit au paragraphe 3.3 (5);
 - j) prévoir qu'une ordonnance de retenue des aliments n'a d'effet contre la Couronne que si un état détaillé dressé selon la formule prescrite est signifié avec l'avis de l'ordonnance;
 - k) prévoir que l'avis d'une ordonnance de retenue des aliments signifié à la Couronne est réputé ne pas être signifié le jour prévu au paragraphe 3.3 (6), mais le jour qui est postérieur, du nombre de jours précisé dans le règlement, à la date effective de signification; le règlement ne doit toutefois pas préciser un nombre de jours supérieur à trente.

13. Section 18 of the Act is repealed and the following substituted:

13 L'article 18 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Short title

18. The short title of this Act is the *Family Support Plan Act, 1985*.

18 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1985 sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille*.

Titre abrégé

PART II EMPLOYMENT STANDARDS ACT

PARTIE II LOI SUR LES NORMES D'EMPLOI

14. Section 9 of the *Employment Standards Act* is repealed.

14 L'article 9 de la *Loi sur les normes d'emploi* est abrogé.

15. The Act is amended by adding the following Part:

15 La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PART XI-C COURT ORDERED PAYMENTS AND GARNISHMENT

Prohibition **39L.** No employer or person acting on behalf of an employer shall.

(a) dismiss or threaten to dismiss an employee;

- (b) discipline or suspend an employee;
- (c) impose any penalty on an employee; or
- (d) intimidate or coerce an employee,

because the employer is or may be required because of a court order or garnishment to pay to a third party any amount owing by the employer to the employee.

Employment
standards
officer may
make order

39m. Where an employer contravenes section 39L, an employment standards officer may order what action, if any, the employer shall take or what the employer shall refrain from doing in order to constitute compliance with section 39L and may make an order to reinstate in employment the employee concerned, with or without compensation, or to compensate the employee in lieu of reinstatement for loss of earnings or other employment benefits in an amount not exceeding \$4,000 that may be assessed by the employment standards officer against the employer.

16. Section 39m of the Act, as enacted by section 15 of this Act, is repealed and the following substituted:

Employment
standards
officer may
make order

39m. Where an employer contravenes section 39L, an employment standards officer may order what action, if any, the employer shall take or what the employer shall refrain from doing in order to constitute compliance with section 39L and may make an order to reinstate in employment the employee concerned, with or without compensation, or to compensate the employee in lieu of reinstatement for loss of earnings or other employment benefits.

17. Subsection 50 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 55, section 3 and 1988, chapter 7, section 2, is further amended by inserting after “39f” in the amendment of 1988 “39m”.

18. Subsection 53 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 55, section 4 and 1988, chapter 7, section 3, is further amended by inserting after “39f” in the amendment of 1988 “39m”.

PART III COMMENCEMENT, SHORT TITLE

19. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

20. The short title of this Act is the *Family Support Plan Amendment Act, 1991*.

Commence-
ment

Short title

16 L'article 39m de la Loi, tel qu'adopté par l'article 15 de la présente Loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17 Le paragraphe 50 (1) de la Loi, tel que modifié par l'article 3 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1983 et par l'article 2 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié en outre par l'insertion de «39m» après «39f» dans la modification de 1988.

18 Le paragraphe 53 (2) de la Loi, tel que modifié par l'article 4 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1983 et par l'article 3 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié en outre par l'insertion de «39m» après «39f» dans la modification de 1988.

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

19 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

20 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille*.

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

CHAPTER 6

An Act to amend the Mortgages Act

Assented to June 13th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 26 of the *Mortgages Act* is amended by striking out “and” in the ninth line, by adding “and” at the end of the eleventh line and by adding the following:

Fifthly, in payment to the tenants of the mortgagor of the security deposits paid under section 84 of the *Landlord and Tenant Act* where the security deposit was not applied in payment for the last rent period.

2. The Act is amended by adding the following sections:

PART V MORTGAGEES IN POSSESSION OF RENTAL RESIDENTIAL PREMISES

42. In this Part,

“landlord” has the same meaning as in section 1 of the *Landlord and Tenant Act*;

“mortgagee” includes a condominium corporation with a lien enforceable under subsection 32 (6) of the *Condominium Act*;

“residential premises” has the same meaning as in section 1 of the *Landlord and Tenant Act*;

“tenancy agreement” has the same meaning as in section 81 of the *Landlord and Tenant Act*;

“tenant” has the same meaning as in section 81 of the *Landlord and Tenant Act*.

43.—(1) For purposes of this Part, a single family home is a residential premises that consists of a single dwelling unit or a primary dwelling unit and not more than two subsidiary dwelling units and that is not subject to a tenancy agreement when the mortgage is registered.

(2) A residential premises that is a duplex or a triplex is not a single family home.

(3) In deciding whether a residential premises qualifies as a single family home, the number of subsidiary units shall be the number that existed when the default under the mortgage occurred.

(4) For purposes of this section, “subsidiary dwelling unit” means,

(a) an apartment or a subsidiary residential premises, including a premises described in subclause 1 (c) (v) of the *Landlord and Tenant Act*; or

(b) a room or other subsidiary unit that is rented for residential purposes, including one that is rented to a member of the mortgagor’s family or to an employee of the mortgagor.

44.—(1) In the event of a conflict between this Part and any other provision of this Act or any other Act, this Part prevails unless the provision or the Act states that it is to prevail over this Part.

(2) This Part applies despite any agreement to the contrary.

(3) This Part and section 26 apply to,

(a) tenancies of residential premises and tenancy agreements whether entered into before or after the date on which the *Mortgages Amendment Act, 1991* receives Royal Assent;

(b) mortgages, whether registered before or after the tenancy agreement was entered into, or the date on which the *Mortgages Amendment Act, 1991* receives Royal Assent.

3. The Act is further amended by adding the following sections:

45.—(1) A person who becomes the mortgagee in possession of mortgaged residential premises which are the subject of a tenancy agreement between the mortgagor and a tenant or who obtains title to the residential premises by foreclosure or power of sale shall be deemed to be the landlord under the tenancy agreement.

(2) A person who is the landlord under the tenancy agreement ceases to be the landlord while another person is deemed to be a landlord under subsection (1).

(3) A person who is deemed to be a landlord is subject to the tenancy agreement and to the provisions of the *Landlord and Tenant Act* which apply to residential premises.

Person ceases to be landlord	(4) A person shall no longer be deemed to be the landlord under the tenancy agreement when the person ceases to be a mortgagee in possession.	ises by any of the acts described in subsection (1) or (2).	
Mortgagee's obligations continue	(5) Despite subsection (4), a person who is deemed to be a landlord under subsection (1) continues to be liable for the obligations of a landlord that were incurred while the person was deemed to be a landlord.	(4) In the circumstances described in subsection (1), the mortgagor shall provide the mortgagee with the information requested.	Obligations of mortgagor
Notice to tenants	(6) A person who is deemed to be a landlord shall serve notice to all tenants of the change in landlord.	(5) In the circumstances described in subsection (2), the mortgagor and the mortgagor's tenant shall provide the mortgagee with the information and documents requested and shall permit the mortgagee to enter the common areas of the premises.	Obligations of mortgagor and tenant
Idem	(7) The notice shall be in writing and shall provide the person's name and address.	(6) If a mortgagor or a mortgagor's tenant does not comply with subsection (4) or (5), the mortgagee may apply to the Ontario Court (General Division) for an order requiring compliance.	Application for compliance order
Idem	(8) The notice may be in the form prescribed by the regulations made under this Act.	49. —(1) No mortgagee or person acting on behalf of the mortgagee shall,	Mortgagee not to interfere
Possession	46. —(1) No person exercising rights under a mortgage may obtain possession of residential premises from the mortgagor's tenant except according to the provisions of the <i>Landlord and Tenant Act</i> which apply to residential tenancies.	(a) deliberately interfere with a reasonable supply of any service such as heat, fuel, electricity, gas, food or water to a residential premises whether or not it was the mortgagor's obligation to supply the service; or	
Person deemed to be landlord	(2) A person exercising rights under a mortgage who gives notice of termination of a tenancy shall be deemed to be a landlord under subsection 45 (1).	(b) substantially interfere with the reasonable enjoyment of the residential premises for all the usual purposes by the mortgagor's tenant or household with the intent of causing the mortgagor's tenant to give up possession of the residential premises or to refrain from asserting any rights under this Act, the tenancy agreement or the <i>Landlord and Tenant Act</i> .	
Payment of rent by tenant	47. On or after default under the mortgage, a tenant who in good faith pays rent to a mortgagee who first serves notice on the tenant is released from the obligation to pay the rent to any other person unless the mortgagee instructs otherwise or a court orders otherwise.	(2) Any person who contravenes or fails to comply with this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual and \$25,000 in the case of a corporation.	Offence
Mortgagee's rights after default	48. —(1) Despite section 40, a mortgagee may at any time after the default under a mortgage on residential premises make inquiries of the mortgagor regarding the existence of any tenancy agreement and require the mortgagor to provide a list of tenants, if any.	50. —(1) The Ontario Court (General Division) may on application by the mortgagee vary or set aside a tenancy agreement, or any of its provisions, entered into by the mortgagor in contemplation of or after default under the mortgage with the object of,	Application to set aside tenancy
Idem	(2) Despite section 40, a mortgagee at any time after default under a mortgage on residential premises which are the subject of a tenancy agreement may,	(a) discouraging the mortgagee from taking possession of the residential premises on default; or	
	(a) enter into the common areas of the residential premises for the purpose of inspection;	(b) adversely affecting the value of the mortgagee's interest in the residential premises.	
	(b) demand production from the mortgagor or the mortgagor's tenant of a copy of the tenancy agreement if it is written; and	(2) In considering the application, the judge shall have regard to the interests of the tenant and the mortgagee.	Idem
	(c) demand from the mortgagor or the mortgagor's tenant any particulars of the tenancy agreement.	4. The Act is further amended by adding the following sections:	
Mortgagee not deemed mortgagee in possession	(3) The mortgagee does not become a mortgagee in possession of residential prem-		

Termination of tenancy	<p>51.—(1) A person described in subsection 45 (1) may obtain, under section 105 of the <i>Landlord and Tenant Act</i>, possession of a single family home that is the subject of a tenancy agreement in the circumstances described in this section.</p>	immediately before the date of termination.	
		(2) An application by the tenant must be brought within 210 days after the date of termination set out in the notice of termination.	Limitation
Possession on behalf of purchaser	<p>(2) When a person described in subsection 45 (1) has entered into a binding agreement for the purchase and sale of a single family home, the person may obtain possession of it on behalf of a purchaser who on closing would be entitled to give notice of termination under section 105 of the <i>Landlord and Tenant Act</i>.</p>	(3) If the tenant makes an application or is entitled to make an application, and the premises are occupied by another tenant, the original tenant may bring an action against the purchaser to recover any costs and damages incurred as the result of the tenant having to vacate the premises.	Tenant's right to recovery
Purchaser's undertaking in writing	<p>(3) The person described in subsection 45 (1) shall obtain from the purchaser an undertaking in writing that states that the purchaser requires the single family home or any part of it occupied by a tenant for the purpose of occupation by himself or herself, his or her spouse or a child or parent of his or hers or of his or her spouse.</p>	53. A person described in subsection 45 (1) may on reasonable notice show a single family home that is the subject of a tenancy agreement to a prospective purchaser at reasonable times.	Right to show single family home
Notice of termination	<p>(4) The notice of termination may be effective at least sixty days after it is given regardless of any fixed term of tenancy.</p>	5. The Act is further amended by adding the following sections:	
Idem	<p>(5) In addition to the information required under section 99 of the <i>Landlord and Tenant Act</i>, the notice of termination shall include a copy of the undertaking supplied by the purchaser.</p>	54. Nothing in this Part diminishes any rights which a tenant of a mortgagor has at common law or in equity where the mortgage is bound by the tenancy agreement.	Tenant's rights preserved
Form of notice	<p>(6) The form of notice of termination may be the same as the form used under section 110 of the <i>Landlord and Tenant Act</i> except that it shall be modified to indicate that the mortgagee is obtaining possession on behalf of a purchaser who requires the single family home or any part of it occupied by a tenant for the purpose of occupation by himself or herself, his or her spouse or a child or parent of his or hers or of his or her spouse.</p>	55. All documents required to be served by this Part shall be served in accordance with section 123 of the <i>Landlord and Tenant Act</i> .	Service
		56. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing the form of notice described in subsection 45 (8).	Regulations
		6. —(1) This section applies to a person who becomes a mortgagee in possession of a mortgaged residential premises, after the 26th day of January, 1990 and before the day this Act receives Royal Assent, that is the subject of a tenancy agreement between the mortgagor and a tenant.	Transition: general
Order for writ of possession	<p>(7) A person who has served notice may bring an application for an order for a writ of possession under section 113 of the <i>Landlord and Tenant Act</i> except that the application may be brought at any time after serving notice but in any event the writ will not be effective before the date of termination set out in the notice of termination.</p>	(2) No mortgagee may obtain possession of residential premises from the mortgagor's tenant on or after the 26th day of January, 1990 except according to the provisions of the <i>Landlord and Tenant Act</i> which apply to residential tenancies.	Possession
Purchaser exercises rights of mortgagee	<p>(8) For the purpose of obtaining possession, a purchaser may exercise the rights of the person who served the notice of termination.</p>	(3) This section does not apply to single family homes as described in section 43 of the <i>Mortgages Act</i> , as made by section 2 of this Act.	Exception
Tenant's right to reoccupy	<p>52.—(1) If the purchaser does not within 180 days of the date of termination occupy the premises for his or her own use for a reasonable period, the tenant who was served notice under section 51 may bring an application to the Ontario Court (General Division) for an order directing that the tenant has the right to occupy the premises on the same terms that existed</p>	7. —(1) This section applies to a person who becomes a mortgagee in possession of a single family home, on or after the 20th day of December, 1990 and before the day this Act receives Royal Assent, that is the subject of a tenancy agreement between the mortgagor and a tenant.	Transition: single family home
		(2) No mortgagee may obtain possession of a single family home from the mortgagor's tenant on or after the 20th day of December, 1990 except according to the provisions of the	Possession

Landlord and Tenant Act which apply to residential tenancies.

Idem

(3) Nothing in this section diminishes the right of any person to obtain possession of a single family home under section 51 of the *Mortgages Act*, as made by section 4 of this Act.

Single family home

(4) For purposes of this section, a “single family home” is a single family home as described in section 43 of the *Mortgages Act*, as made by section 2 of this Act.

8.—(1) This Act, except sections 2, 4, 6 and 7, comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

(2) Sections 2, 4 and 7 shall be deemed to have come into force on the 20th day of December, 1990. Idem

(3) Section 6 shall be deemed to have come into force on the 26th day of January, 1990. Idem

9. The short title of this Act is the *Mortgages Amendment Act, 1991*. Short title

CHAPTER 7

An Act to authorize the payment of certain amounts for the Public Service for the fiscal year ending on the 31st day of March, 1991

Assented to June 13th, 1991

Whereas messages from the Honourable Lincoln Alexander, Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st day of March, 1991;

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) For the period from the 1st day of April, 1990 to the 31st day of March, 1991, amounts not exceeding a total of \$29,607,810,357 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, to be applied to the expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.

(2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and supplementary estimates.

(3) Despite subsections (1) and (2), if powers and duties are transferred from one minister of the Crown to another during the fiscal year ending on the 31st day of March, 1991, the appropriate amounts in the votes and items of the estimates and supplementary estimates may be transferred accordingly, on the authority of a certificate of the Management Board of Cabinet.

2. This Act shall be deemed to have come into force on the 31st day of March, 1991.

3. The short title of this Act is the *Supply Act, 1991*.

CHAPITRE 7

Loi autorisant le paiement de certaines sommes destinées à la fonction publique pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991

Sanctionnée le 13 juin 1991

Attendu qu'il ressort des messages de l'honorable Lincoln Alexander, lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1991;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 29 607 810 357 \$ et les affecter aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

(2) Cette somme est affectée conformément aux crédits alloués et aux postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire.

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), si des attributions d'un ministre de la Couronne sont transmises à un autre ministre pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1991, les sommes appropriées, figurant aux crédits alloués et aux postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire, peuvent être transférées en conséquence, moyennant l'autorisation, par délivrance d'un certificat, du Conseil de gestion du gouvernement.

2 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 31 mars 1991.

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 1991*.

Crédits accordés pour l'exercice 1990-1991

Crédits et postes

Exception

Entrée en vigueur

Titre abrégé

Supply granted for fiscal year 1990-91

Votes and items

Exception

Commencement

Short title

SCHEDULE

	1990-91 Estimates	Supplementary Estimates	Total
	\$	\$	\$
Agriculture and Food	263,129,850		263,129,850
Assembly, Office of the	77,310,200	9,107,800	86,418,000
Attorney General	402,874,000		402,874,000
Cabinet Office	4,171,000		4,171,000
Chief Election Officer, Office of the	478,400	116,200	594,600
Citizenship	38,711,500		38,711,500
Colleges and Universities	2,113,841,700		2,113,841,700
Community and Social Services	4,089,950,900		4,089,950,900
Consumer and Commercial Relations	117,008,200		117,008,200
Correctional Services	378,704,700		378,704,700
Culture and Communications	242,205,600		242,205,600
Disabled Persons, Office for	5,841,400		5,841,400
Education	3,714,893,743		3,714,893,743
Energy	37,303,300		37,303,300
Environment	475,682,200		475,682,200
Financial Institutions	42,526,300		42,526,300
Francophone Affairs, Office of	3,427,300		3,427,300
Government Services	522,544,200		522,544,200
Health	11,029,857,500		11,029,857,500
Housing	472,157,400		472,157,400
Industry, Trade and Technology	197,984,400		197,984,400
Intergovernmental Affairs	7,769,200		7,769,200
Labour	108,691,900		108,691,900
Lieutenant Governor, Office of the	469,200		469,200
Management Board	185,200,200		185,200,200
Municipal Affairs	1,005,212,300		1,005,212,300
Native Affairs, Office Responsible for	4,456,100		4,456,100
Natural Resources	472,171,600		472,171,600
Northern Development and Mines	218,168,900		218,168,900
Ombudsman Ontario	5,956,400	150,000	6,106,400
Premier, Office of the	1,772,200		1,772,200
Provincial Auditor, Office of the	5,676,000		5,676,000
Revenue	681,955,600		681,955,600
Senior Citizens Affairs, Office Responsible for	6,023,464		6,023,464
Skills Development	185,381,200		185,381,200
Solicitor General	408,948,500		408,948,500
Tourism and Recreation	156,678,100		156,678,100
Transportation	1,832,130,300		1,832,130,300
Treasury and Economics	66,083,600		66,083,600
Women's Issues, Office Responsible for	15,087,800		15,087,800
Total	29,598,436,357	9,374,000	29,607,810,357

ANNEXE

	Budget des dépenses de 1990 1991	Budget des dépenses supplémentaire	Total
	\$	\$	\$
Affaires autochtones, Office des	4 456 100		4 456 100
Affaires civiques	38 711 500		38 711 500
Affaires francophones, Office des	3 427 300		3 427 300
Affaires intergouvernementales	7 769 200		7 769 200
Affaires municipales	1 005 212 300		1 005 212 300
Agriculture et Alimentation	263 129 850		263 129 850
Assemblée législative, Bureau de l'	77 310 200	9 107 800	86 418 000
Collèges et Universités	2 113 841 700		2 113 841 700
Condition féminine, Office de la	15 087 800		15 087 800
Conseil de gestion du gouvernement	185 200 200		185 200 200
Conseil des ministres, Bureau du	4 171 000		4 171 000
Consommation et Commerce	117 008 200		117 008 200
Culture et Communications	242 205 600		242 205 600
Développement du Nord et des Mines ...	218 168 900		218 168 900
Directeur général des élections, Bureau du	478 400	116 200	594 600
Éducation	3 714 893 743		3 714 893 743
Énergie	37 303 300		37 303 300
Environnement	475 682 200		475 682 200
Formation professionnelle	185 381 200		185 381 200
Industrie, Commerce et Technologie	197 984 400		197 984 400
Institutions financières	42 526 300		42 526 300
Lieutenant-gouverneur, Bureau du	469 200		469 200
Logement	472 157 400		472 157 400
Ombudsman Ontario	5 956 400	150 000	6 106 400
Personnes âgées, Office des	6 023 464		6 023 464
Personnes handicapées, Office des	5 841 400		5 841 400
Premier ministre, Cabinet du	1 772 200		1 772 200
Procureur général	402 874 000		402 874 000
Revenu	681 955 600		681 955 600
Richesses naturelles	472 171 600		472 171 600
Santé	11 029 857 500		11 029 857 500
Services correctionnels	378 704 700		378 704 700
Services gouvernementaux	522 544 200		522 544 200
Services sociaux et communautaires	4 089 950 900		4 089 950 900
Solliciteur général	408 948 500		408 948 500
Tourisme et Loisirs	156 678 100		156 678 100
Transports	1 832 130 300		1 832 130 300
Travail	108 691 900		108 691 900
Trésor et Économie	66 083 600		66 083 600
Vérificateur provincial, Bureau du	5 676 000		5 676 000
Total	29 598 436 357	9 374 000	29 607 810 357

CHAPTER 8

An Act to authorize borrowing on the credit of the Consolidated Revenue Fund

Assented to June 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) The Lieutenant Governor in Council may borrow in any manner provided by the *Financial Administration Act* such sums, not exceeding a total aggregate amount of \$12,000,000,000, as are considered necessary to discharge any indebtedness or obligation of Ontario, to make any payment authorized or required by any Act to be made out of the Consolidated Revenue Fund or to reimburse the Consolidated Revenue Fund for money expended for any of such purposes.

(2) The authority to borrow conferred by this Act is in addition to that conferred by any other Act.

2. No order in council authorizing borrowing under this Act shall be made after the 31st day of December, 1992.

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

4. The short title of this Act is the *Ontario Loan Act, 1991*.

CHAPITRE 8

Loi autorisant des emprunts garantis par le Trésor

Sanctionnée le 19 juin 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, conformément à la *Loi sur l'administration financière* et pour un montant total ne dépassant pas 12 000 000 000 \$, contracter les emprunts jugés nécessaires afin d'acquitter une dette ou un engagement de l'Ontario, d'effectuer un paiement prélevé sur le Trésor qui est autorisé ou requis par une loi ou de rembourser le Trésor des sommes d'argent utilisées à ces fins.

(2) L'autorisation d'emprunter que confère la présente loi s'ajoute aux autorisations conférées par d'autres lois.

2 Nul décret autorisant un emprunt en vertu de la présente loi n'est pris après le 31 décembre 1992.

3 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

4 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les emprunts de l'Ontario*.

Borrowing
authorized

Other Acts

Expiry

Commence-
ment

Short title

Autorisation
d'emprunter

Autres lois

Cessation
d'effet

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

CHAPTER 9

An Act to amend the Planning Act, 1983 and the Land Titles Act

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Planning Act, 1983* is amended by adding the following section:

49a.—(1) No provision in a will that purports to subdivide land is of any effect to subdivide that land unless, irrespective of that provision, each part of the land divided could be conveyed without contravening section 49.

(2) Subsection (1) applies even though the will was made before the 26th day of July, 1990 unless the person who made the will died on or before that date.

(3) If a provision in a will is of no effect to subdivide land under subsection (1), the beneficiaries that would have been entitled to the land if the provision had been effective shall hold the undivided land as tenants in common.

(4) Despite subsections (1), (2) and (3), the Minister may by order give effect to all or any part of a provision in a will purporting to subdivide land if the person who made the will died after the 26th day of July, 1990 and

before the *Planning Statute Law Amendment Act, 1991* received Royal Assent.

(5) No order shall be made by the Minister in respect of land situate in a local municipality unless the council of the local municipality has by by-law requested the Minister to make the order.

(6) A council may, as a condition to passing a by-law under subsection (5), impose conditions in respect of the land to which the by-law relates.

(7) Subsections (4), (5) and (6) are repealed on the 26th day of July, 1992.

2. Paragraph 12 of subsection 47 (1) of the *Land Titles Act* is repealed and the following substituted:

12. Sections 49 and 49a of the *Planning Act, 1983*.

3. This Act shall be deemed to have come into force on the 26th day of July, 1990.

4. The short title of this Act is the *Planning Statute Law Amendment Act, 1991*.

Consent of
local council

Condition

Repeal

Commence-
ment

Short title

Division of
land by will

Retroactive
effect

Tenants in
common

Special case

CHAPTER 10

An Act to amend the Education Act

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Subsection 8 (1) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1982, chapter 32, section 3, 1984, chapter 60, section 2 and 1989, chapter 1, section 1, is further amended by adding the following clause:

- (wa) enter into a licence agreement to permit boards to copy, under the terms of the licence agreement, works protected by copyright, and to,
- (i) extend the rights under the licence agreement to boards, and
- (ii) require boards to comply with the terms of the licence agreement.

(2) Clause 8 (1) (za) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 1, section 1, is amended by striking out “the keeping of” in the first line.

(3) Subsection 8 (1) of the Act is further amended by adding the following clause:

- (zh) make allocations in respect of the construction of child care facilities on school sites.

2. Subsection 10 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 1, section 2, is further amended by adding the following clause:

- (aa) governing the apportionment and distribution of money appropriated or raised by the Legislature for the construction of child care facilities in schools.

3. Section 12 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1982, chapter 32, section 6, is further amended by adding the following subsection:

(4a) A demonstration school may provide, in a residential or non-residential setting, special education programs and special education services for exceptional pupils with learning disabilities or with hearing or visual impairments.

4.—(1) Section 136-1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 21, section 2 and amended by 1990, chapter 24, section 6, is further amended by adding the following subsection:

(20fa) Despite subsection (20f), the boards concerned may agree to share the amount of the payment under subsection (20d) or (20e) in any manner, including the payment of the entire amount by one of the boards.

(2) Subsection 136-1 (20g) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter 24, section 6, is amended by striking out “Subsections (20d) to (20f)” in the first line and substituting “Subsections (20d) to (20fa)”.

(3) Boards to which former subsection 136-1 (20) of the Act applied before the 20th day of December, 1990 shall, despite that subsection, be deemed to have had the authority to agree to share the amount of a payment under former subsection 136-1 (18) or (19) of the Act in any manner, including the payment of the entire amount by one of the boards.

5.—(1) Subsection 150 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1982, chapter 32, section 40, 1984, chapter 60, section 10, 1989, chapter 1, section 17 and 1989, chapter 2, section 3, is further amended by adding the following paragraph:

- 47. construct and renovate child care facilities in any school.

(2) Section 150 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1982, chapter 32, section 40, 1984, chapter 60, section 10, 1989, chapter 1, section 17 and 1989, chapter 2, section 3, is further amended by adding the following subsection:

(3) For the purpose of subsection 209 (1), the construction or renovation of child care facilities under paragraph 47 of subsection (1),

- (a) in a public school is deemed to be a public school purpose; and
- (b) in a secondary school is deemed to be a secondary school purpose.

Copyright
licence
agreements

Capital
allocations

Idem

Idem

Child care
facilities

Child care
facilities

6. Clause 236 (d) of the Act is repealed and the following substituted:

pupil records

(d) in accordance with this Act, the regulations and the guidelines issued by the Minister, to collect information for inclusion in a record in respect of each pupil enrolled in the school and to establish, maintain, retain, transfer and dispose of the record.

7.—(1) Subsection 237 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 1, section 27, is repealed and the following substituted:

Definition

(1) In this section, except in subsection (12), “record”, in respect of a pupil, means a record under clause 236 (d).

(2) Clause 237 (2) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) subject to subsections (2a), (3) and (5), is not available to any other person; and

(3) Section 237 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 1, sec-

tion 27, is further amended by adding the following subsection:

(2a) The principal of a school shall, upon request by the medical officer of health serving the area in which the school is located, give that medical officer of health the following information in respect of pupils enrolled in the school:

Information to medical officer of health

1. The pupil's name, address and telephone number.
2. The pupil's birthdate.
3. The name, address and telephone number of the pupil's parent or guardian.

8.—(1) This Act, except subsection 1 (2) and sections 4, 6 and 7, comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commencement

(2) Subsection 1 (2) and sections 6 and 7 shall be deemed to have come into force on the 1st day of January, 1991.

Idem

(3) Section 4 shall be deemed to have come into force on the 20th day of December, 1990.

Idem

9. The short title of this Act is the *Education Amendment Act (Miscellaneous)*, 1991.

Short title

CHAPTER 11

An Act to amend certain Acts respecting Assessment

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Subsection 14 (2) of the *Assessment Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 20, section 21, is repealed.

(2) Subsection 14 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 20, section 21, is amended by striking out “or (2)” in the second and third lines.

2. Subsection 15 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 20, section 22, is repealed and the following substituted:

(2) Subject to subsection (3), the list referred to in subsection (1) shall be prepared on the basis of information contained in the last enumeration, including updates thereto under subsection 14 (6).

3.—(1) Subsection 55 (1) of the Act is amended by adding at the beginning “In every fourth year, commencing in 1993”.

(2) Subsection 55 (3) of the Act is amended by inserting after “year” in the third line “referred to in subsection (1)”.

(3) Section 55 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1982, chapter 40, section 3 and 1983, chapter 58, section 3, is further amended by adding the following subsections:

(9) The equalized assessment and equalization factor published in *The Ontario Gazette* on the 14th day of July, 1990, as amended or adjusted after appeal, shall be the equalized assessment and equalization factor for each municipality and locality until a new equalized assessment and equalization factor is published in 1993.

(10) If the Ministry receives a request from the Ministry of Education, the Ministry of Municipal Affairs or the Ministry of Northern Development and Mines, it shall determine the equalized assessment and equalization factor for a municipality or locality,

(a) if the municipality or locality has experienced a significant change in the assessment of rateable property; or

(b) if merged area calculations are required to support county restructuring.

(11) The equalized assessment and equalization factor determined under subsection (10) shall be published in *The Ontario Gazette* and replaces the equalized assessment and equalization factor last published for the municipality or locality.

4. Section 9a of the *Ontario Unconditional Grants Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 9, section 9, is repealed.

5. The *Municipal Act* is amended by adding the following section:

365a.—(1) In this section,

“area municipality” means an area municipality as defined in any Act establishing a metropolitan, regional or district municipality and in the *County of Oxford Act*;

“commercial assessment” has the same meaning as in section 368a;

“district board” means a district welfare administration board established under the *District Welfare Administration Boards Act* or a board of management established under the *Homes for the Aged and Rest Homes Act*;

“lower tier municipality” means a city, town, village, township or improvement district;

“merged area” means a merged area as defined in an Act establishing a regional municipality;

“regional municipality” means a metropolitan, regional or district municipality as defined in the Act establishing the municipality and includes the County of Oxford;

“residential and farm assessment” has the same meaning as in section 368a;

“supporting municipality” means,

(a) an area municipality,

Preparation
of list

Transition

Exception

Publication

Definitions

- (b) a municipality required to provide money to a county for county purposes under subsection 365 (6), and

(c) a municipality that is located wholly or partly within an area under the jurisdiction of a district board or a conservation authority and against which an apportionment utilizing equalized assessment is to be made in any year by the district board or conservation authority;
- “upper tier municipality” means a county or regional municipality.

Regulations

(2) Notwithstanding this Act or any other general or special Act, the Lieutenant Governor in Council may, each year by regulation, prescribe the basis on which apportionments, levies and requisitions are to be made by the councils of upper and lower tier municipalities and by any local board, or class thereof, specified in the regulation.

Retroactivity

(3) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Application for review

(4) Where, in respect of any year, the council of a supporting municipality is of the opinion that an apportionment made pursuant to a regulation made under subsection (2) is incorrect because of,

- (a) an error or omission in the amount of the residential and farm assessment or

commercial assessment of one or more supporting municipalities;

- (b) an error or omission in the application of a factor used to equalize the residential and farm assessment or commercial assessment of one or more supporting municipalities;

(c) an error or omission in a calculation; or

(d) the failure to apply one or more provisions of the regulation,

the council may apply to the Ministry within thirty days after notice of the apportionment was sent to the supporting municipality for a review to determine the correct proportion of the apportionments, levies or requisitions that each supporting municipality or part thereof shall bear in each year.

(5) Any supporting municipality that is dissatisfied with the decision resulting from the Ministry review may, within thirty days after notice of the review was sent to the municipality, appeal in writing to the Municipal Board.

Appeal to Municipal Board

6. This Act comes into force on the 1st day of January, 1991.

Commencement

7. The short title of this Act is the *Assessment Statute Law Amendment Act, 1991*.

Short title

CHAPTER 12

An Act to amend the Police Services Act, 1990

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Subsection 112 (1) of the *Police Services Act, 1990* is amended by striking out “subsection (2)” in the first line and substituting “this section”.

(2) Section 112 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition,
boards of
inquiry

(3) Members of boards of inquiry constituted under the former Act before the 31st day of December, 1990 are continued in office for the purpose of completing the work of the boards to which they were assigned.

2. This Act shall be deemed to have come into force on the 31st day of December, 1990.

3. The short title of this Act is the *Police Services Amendment Act, 1991*.

CHAPITRE 12

Loi portant modification de la Loi de 1990 sur les services policiers

Sanctionnée le 27 juin 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le paragraphe 112 (1) de la loi intitulée *Police Services Act, 1990* («*Loi de 1990 sur les services policiers*») est modifié par substitution, aux mots «subsection (2)» à la première ligne, des mots «this section».

(2) L'article 112 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

2 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 31 décembre 1990.

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur les services policiers*.

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

Commence-
ment

Short title

CHAPTER 13

An Act to amend the Gasoline Tax Act in respect of Liability for Tax on Transfers of Gasoline, Aviation Fuel or Propane

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Clause 1 (h) of the *Gasoline Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 45, section 5, is repealed and the following substituted:

- (h) “purchaser” means a person who, within Ontario, purchases or receives delivery of gasoline, aviation fuel or propane for the person’s own use or consumption or for use or consumption by others at the person’s expense, or on behalf of or as agent for a principal who is acquiring the gasoline, aviation fuel or propane for use or consumption by the principal or by others at the principal’s expense.

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1985, chapter 24, section 1, 1988, chapter 66, section 1 and 1989, chapter 45, sections 1 and 5, is further amended by adding the following clauses:

- (ca) “delivery” includes the physical transfer in Ontario of gasoline, aviation fuel or propane into the fuel tank of a motor vehicle or aircraft;
- (cb) “fuel tank” means the receptacle that supplies the engine or turbine in a motor vehicle or aircraft.

2. Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 11, section 2, 1985, chapter 24, section 2, 1988, chapter 66, section 2 and 1989, chapter 45, sections 2 and 5, is further amended by adding the following subsections:

Tax on
transfer of
aviation fuel
into aircraft

(2c) Every person shall pay to the Treasurer a tax at the rate specified in subsection (2) on all aviation fuel that is transferred by the person into the fuel tank of an aircraft in Ontario,

- (a) for use or consumption by the person;

CHAPITRE 13

Loi portant modification de la Loi de la taxe sur l’essence concernant l’assujettissement à la taxe lors de transferts d’essence, de carburant aviation ou de propane

Sanctionnée le 27 juin 1991

SA MAJESTÉ, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, décrète :

1 (1) La définition du terme «purchaser» figurant à l’article 1 de la loi intitulée *Gasoline Tax Act* («*Loi de la taxe sur l’essence*»), telle qu’elle est modifiée par l’article 5 du chapitre 45 des Lois de l’Ontario de 1989, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(2) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 24 des Lois de l’Ontario de 1985, par l’article 1 du chapitre 66 des Lois de l’Ontario de 1988 et par les articles 1 et 5 du chapitre 45 des Lois de l’Ontario de 1989, est modifié en outre par adjonction des alinéas suivants :

2 L’article 2 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1981, par l’article 2 du chapitre 24 des Lois de l’Ontario de 1985, par l’article 2 du chapitre 66 des Lois de l’Ontario de 1988 et par les articles 2 et 5 du chapitre 45 des Lois de l’Ontario de 1989, est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants :

- (b) for use or consumption by another person at the expense of the person who transferred the aviation fuel; or
 - (c) on behalf of or as agent for a principal who is acquiring the aviation fuel for use or consumption by the principal or by others at the principal's expense.
- Application of subs. (2c)
- (2d) No tax is payable under subsection (2c) if,
 - (a) the person who transfers the aviation fuel is a purchaser of the aviation fuel; or
 - (b) the tax under subsection (2) has been paid by a purchaser of the aviation fuel.
- Tax to be paid at prescribed time
- (3a) Except where aviation fuel is imported into Canada and section 4 applies, a person liable to pay tax under subsection (2c) shall deliver to the Minister or to a person authorized by the Minister a return with respect to the aviation fuel referred to in subsection (2c) and shall remit the tax at the time and in the manner prescribed by the Minister.
- Idem
- (3b) A purchaser who does not purchase or receive delivery from a retailer but who is a purchaser by reason of receiving delivery within Ontario of gasoline, aviation fuel or propane in circumstances where section 4 does not apply and who is liable to pay tax under this Act shall deliver to the Minister or person authorized by the Minister a return with respect to the gasoline, aviation fuel or propane and shall remit the tax payable under this Act at the time and in the manner prescribed by the Minister.

3. Clause 4 (3) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 45, section 3, is repealed and the following substituted:

3 L'alinéa 4 (3) (b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 45 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (b) an amount as a deposit equal to the tax that the importer subsequently would be liable to pay under section 2.

4. Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

4 L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Liability of person other than purchaser

- (2) The liability of a person who is not a purchaser to pay tax under this Act continues until the person has paid the tax.

5. Subsection 11 (5) of the Act is amended by striking out "retailer or purchaser" in the third line and substituting "retailer, purchaser or person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

5 Le paragraphe 11 (5) de la Loi est modifié par substitution, aux mots «retailer or purchaser» à la troisième ligne, des mots «retailer, purchaser or person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

6.—(1) Clause 16 (1) (c) of the Act is amended by inserting after "purchaser" in the first line, in the fourth line and in the eighth line in each instance "person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

6 (1) L'alinéa 16 (1) (c) de la Loi est modifié par insertion, après le mot «purchaser» aux première, quatrième et huitième lignes, des mots «person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

(2) Subsection 16 (2) of the Act is amended by inserting after "purchaser" in the third and fourth lines and in the fifth line in each instance "person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

(2) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est modifié par insertion, après le mot «purchaser» aux troisième et quatrième lignes et à la cinquième ligne, des mots «person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

(3) Subsection 16 (3) of the Act is amended by inserting after "purchaser" in the fifth line "person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

(3) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par insertion, après le mot «purchaser» à la cinquième ligne, des mots «person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

(4) Subsection 16 (5) of the Act is amended by striking out "purchaser" in the tenth line and substituting "purchaser, person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

7.—(1) Clause 22 (b) of the Act is amended by inserting after "purchaser" in the fourth line "person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

(2) Clause 22 (c) of the Act is amended by inserting after "purchaser" in the fourth and fifth lines "person liable to pay tax under subsection 2 (2c)".

8.—(1) Clause 32 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 11, section 3 and amended by 1989, chapter 45, section 5, is repealed and the following substituted:

- (b) prescribing the returns and statements to be made by importers, manufacturers, wholesalers, retailers and purchasers of gasoline, aviation fuel or propane and by persons liable to pay tax under subsection 2 (2c), the information to be given in such returns and statements and by whom and in what manner they shall be made, and prescribing the records to be kept by such persons.

(2) Subsection 32 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 11, section 3 and amended by 1985, chapter 24, section 10 and 1989, chapter 45, section 5, is further amended by adding the following clause:

- (d) prescribing anything that the Minister is permitted or required by this Act to prescribe.

9.—(1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Subsection 1 (2) and sections 2, 4, 5 and 8 shall be deemed to have come into force on the 1st day of October, 1986.

(3) Subsection 1 (1) and section 3 shall be deemed to have come into force in the 1st day of October, 1989.

10. The short title of this Act is the *Gasoline Tax Amendment Act (Aviation Fuel), 1991*.

(4) Le paragraphe 16 (5) de la Loi est modifié par substitution, au mot «purchaser» à la dixième ligne, des mots «purchaser, person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

7 (1) L'alinéa 22 (b) de la Loi est modifié par insertion, après le mot «purchaser» à la quatrième ligne, des mots «person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

(2) L'alinéa 22 (c) de la Loi est modifié par insertion, après le mot «purchaser» aux quatrième et cinquième lignes, des mots «person liable to pay tax under subsection 2 (2c)».

8 (1) L'alinéa 32 (2) (b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1981 et modifié par l'article 5 du chapitre 45 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe 32 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1981 et modifié par l'article 10 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1985 et par l'article 5 du chapitre 45 des Lois de l'Ontario de 1989, est modifié en outre par adjonction de l'alinéa suivant :

9 (1) Sauf disposition contraire des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 1 (2) et les articles 2, 4, 5 et 8 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} octobre 1986.

(3) Le paragraphe 1 (1) et l'article 3 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} octobre 1989.

10 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi de la taxe sur l'essence (carburant aviation)*.

Commence-
ment

Idem

Idem

Short title

Entrée en
vigueur

Idem

Idem

Titre abrégé

CHAPTER 14

An Act to establish the Treasury Board

Assented to June 27th, 1991

CONTENTS

1. Definitions
2. Treasury Board established
3. Members and quorum
4. Chair and vice-chair
5. Procedure
6. Powers and duties
7. Special warrants
8. Board orders
9. Expenditure transfer
10. Regulations
11. Repeals
12. Commencement
13. Short title

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1.—(1) In this Act,

“appropriation” includes the amount shown for a vote or item in the estimates or supplementary estimates presented to the Assembly; (“affectation de crédits”)

“ministry” means a ministry of the Government of Ontario and includes,

- (a) a board, commission, authority, corporation without share capital, Crown agency or other body the majority of the members of any of which are appointed by the Crown, and
- (b) a corporation with share capital in which the majority of shares entitled to vote are held by or for the Crown. (“ministère”)

Idem

(2) A word or expression that is not defined in subsection (1) and that is defined in section 1 of the *Financial Administration Act* has the same meaning in this Act as in the *Financial Administration Act*.

Treasury Board established

2. A committee of the Executive Council to be known in English as the Treasury

CHAPITRE 14

Loi créant le Conseil du Trésor

Sanctionnée le 27 juin 1991

SOMMAIRE

1. Définitions
2. Création du Conseil du Trésor
3. Composition et quorum
4. Président et vice-président
5. Procédure
6. Pouvoirs et fonctions
7. Mandats spéciaux
8. Arrêtés du Conseil
9. Transfert de budget
10. Règlements
11. Abrogations
12. Entrée en vigueur
13. Titre abrégé

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«affectation de crédits» S'entend en outre du montant d'un crédit ou d'un poste qui est indiqué dans le budget des dépenses ou le budget des dépenses supplémentaire présenté à l'Assemblée. («appropriation»)

«ministère» S'entend d'un ministère du gouvernement de l'Ontario et s'entend en outre :

- a) d'une régie, d'un conseil, d'une commission, d'un office, d'une personne morale sans capital-actions, d'un organisme de la Couronne et de tout autre organisme dont la majorité des membres sont nommés par la Couronne;
- b) d'une personne morale avec capital-actions dont la majorité des actions assorties du droit de vote sont détenues par la Couronne ou pour son compte. («ministry»)

(2) Les termes qui ne sont pas définis au paragraphe (1), mais qui sont définis à l'article 1 de la loi intitulée *Financial Administration Act* («*Loi sur l'administration financière*»), ont le même sens dans la présente loi que dans cette dernière loi.

2 Est créé un comité du Conseil exécutif appelé Conseil du Trésor en français et Treasury Board en anglais.

Définitions

Idem

Création du Conseil du Trésor

Board and in French as Conseil du Trésor is hereby established.

Members

3.—(1) The members of the Board are the Treasurer of Ontario and Minister of Economics, the Chair of the Management Board of Cabinet and not fewer than four or more than eight other members appointed by the Lieutenant Governor in Council from among the members of the Executive Council.

Alternate members

(2) The Lieutenant Governor in Council may appoint from among the members of the Executive Council alternate members of the Board to act in the absence of Board members other than the Treasurer or the Chair of the Management Board of Cabinet.

Quorum

(3) Three members constitute a quorum of the Board.

Chair and vice-chair

4.—(1) The Lieutenant Governor in Council may designate the chair and vice-chair of the Board.

Chair's duties

(2) The chair shall preside at Board meetings, is responsible for its operation and administration and, between its meetings, shall exercise or perform such of its powers, duties and functions as the Board may authorize.

Absence of chair or vice-chair

(3) When the chair is absent from a meeting of the Board, the vice-chair shall preside, and when both are absent, the members present at the meeting shall elect a chair for the meeting.

Procedure

5.—(1) The Board may determine its rules and methods of procedure and shall keep records of its decisions and proceedings.

Operation of board

(2) Subject to the direction of the chair of the Board, the Deputy Treasurer of Ontario and Deputy Minister of Economics, or such other officer of the public service as is designated by order of the Lieutenant Governor in Council, is responsible for the operation of the Board in accordance with its policies and procedures.

Board staff

(3) The Ministry of Treasury and Economics shall provide the staff required for the operation and administration of the Board.

Delegation

(4) The Board may delegate in writing to members of the Board or to persons employed in the Ministry of Treasury and Economics any power, duty or function of the Board, subject to such limitations and requirements as may be set out in the delegation.

Powers and duties

6.—(1) The powers and duties of the Board are,

- (a) to assess the adequacy of plans for the implementation of programs approved or provided for by the Legislature;

3 (1) Le Conseil se compose du trésorier de l'Ontario et ministre de l'Économie, du président du Conseil de gestion du gouvernement et de quatre à huit autres membres du Conseil exécutif nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Composition

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer d'autres membres du Conseil exécutif pour siéger à titre de membres suppléants du Conseil en cas d'absence des membres du Conseil autres que le trésorier ou le président du Conseil de gestion du gouvernement.

Membres suppléants

(3) Trois membres du Conseil constituent le quorum.

Quorum

4 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner le président et le vice-président du Conseil.

Président et vice-président

(2) Le président préside les réunions du Conseil et assure son fonctionnement et son administration. Entre les réunions, il exerce les pouvoirs et les fonctions que le Conseil l'autorise à exercer.

Fonctions du président

(3) Si le président est absent d'une réunion du Conseil, le vice-président assume la présidence. Si les deux sont absents, les membres présents élisent l'un des leurs pour la présider.

Absence du président ou du vice-président

5 (1) Le Conseil peut établir ses règles de procédure et tient des dossiers de ses décisions et de ses délibérations.

Procédure

(2) Sous réserve des directives du président du Conseil, le trésorier adjoint de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie, ou tout autre fonctionnaire que désigne par décret le lieutenant-gouverneur en conseil, assure le fonctionnement du Conseil conformément à ses politiques et à ses procédures.

Fonctionnement du Conseil

(3) Le ministère du Trésor et de l'Économie fournit le personnel nécessaire au fonctionnement et à l'administration du Conseil.

Personnel

(4) Le Conseil peut déléguer par écrit à des membres du Conseil, ou à des personnes employées par le ministère du Trésor et de l'Économie les pouvoirs ou les fonctions du Conseil, sous réserve des restrictions et des conditions énoncées dans la délégation.

Délégation

6 (1) Les pouvoirs et les fonctions du Conseil sont les suivants :

Pouvoirs et fonctions

- a) évaluer les plans de mise en oeuvre des programmes approuvés ou prévus par la Législature pour voir s'ils sont adéquats;

- (b) to direct the preparation and review of forecasts, estimates and analyses of short term and long term expenditures and expenditure commitments and other data pertaining to authorized or proposed programs of any ministry;
- (c) to direct, and establish policies for, the preparation, form and content of estimates and supplementary estimates submitted to the Legislature for any ministry;
- (d) to determine fees or charges for the provision of services by any ministry or for the use of the facilities of a ministry and to require the ministry to take such action as is necessary to implement the determination;
- (e) to review and evaluate new and existing programs of any ministry and determine priorities with respect thereto;
- (f) to control expenditures of public money within the amounts appropriated or otherwise provided by the Legislature; and
- (g) to carry out or perform any directions or responsibilities given to the Board by the Executive Council.

Direction by
Executive
Council

(2) The Board is subject to the direction of the Executive Council, which may amend or revoke any action of the Board.

Directives

(3) The Board may issue such financial and administrative directives as it considers necessary in the performance of its duties.

Production
of docu-
ments

(4) A ministry shall give the Board access to, and copies of, any account, return, statement, document, report or information in the possession or control of the ministry when the Board requires the account, statement, document, report or information for the performance of its duties.

Special
warrants

7.—(1) When the Legislature is not in session and a matter arises that requires the expenditure of money for which there is no appropriation by the Legislature, the Lieutenant Governor in Council, upon the report of the Board estimating the amount required for the expenditure, may order a special warrant to be prepared to be signed by the Lieutenant Governor authorizing the payment of the amount estimated to be required for the expenditure, and the amount shall be paid from the Consolidated Revenue Fund as specified in the special warrant.

Warrant an
appropriation

(2) Subject to subsection (3), a special warrant is an appropriation for the fiscal year in which it is issued.

- b) diriger la préparation et l'examen des prévisions et analyses des dépenses et engagements de dépenses à court et à long terme et des autres données concernant les programmes autorisés ou projetés des ministères;
- c) diriger la préparation, la forme et le contenu des budgets des dépenses et des budgets des dépenses supplémentaires des ministères qui sont présentés à la Législature et établir des politiques à cet égard;
- d) fixer le prix de prestation de services par les ministères ou d'utilisation de leurs installations et exiger de ceux-ci qu'ils prennent les mesures nécessaires pour exécuter la décision;
- e) revoir et évaluer les nouveaux programmes et les programmes existants des ministères et établir les priorités à cet égard;
- f) veiller à ce que les dépenses de deniers publics n'excèdent pas les sommes prévues par la Législature, notamment les affectations de crédits;
- g) appliquer les directives ou s'acquitter des responsabilités données au Conseil par le Conseil exécutif.

(2) Le Conseil est assujéti aux directives du Conseil exécutif, qui peut modifier ou révoquer les mesures prises par le Conseil.

Directives du
Conseil exé-
cutif

(3) Le Conseil peut, dans l'exercice de ses fonctions, donner les directives financières et administratives qu'il juge nécessaires.

Directives du
Conseil

(4) Lorsque le Conseil l'exige pour l'exercice de ses fonctions, les ministères lui donnent accès aux comptes, relevés, états, déclarations, rapports ou autres documents ainsi qu'aux renseignements qui se trouvent en leur possession ou dont ils ont le contrôle et lui en remettent des copies.

Production de
documents

7 (1) Lorsque la Législature ne siège pas et qu'il survient un événement qui exige une dépense pour laquelle la Législature n'a prévu aucune affectation de crédits, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur présentation d'un rapport du Conseil contenant son évaluation du montant exigé, peut faire établir un mandat spécial que signe le lieutenant-gouverneur et qui autorise le paiement du montant. Celui-ci est prélevé sur le Trésor comme le précise le mandat spécial.

Mandats
spéciaux

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le mandat spécial constitue une affectation de crédits pour l'exercice au cours duquel il est établi.

Le mandat
constitue une
affectation de
crédits

Idem	(3) A special warrant issued in March of one fiscal year may provide that it applies with respect to the next fiscal year and it is an appropriation in that next fiscal year.	(3) Le mandat spécial qui est établi au mois de mars pendant un exercice peut prévoir qu'il s'applique à l'exercice suivant et qu'il s'agit d'une affectation de crédits pour cet exercice suivant.	Idem
Board orders	8. —(1) The Board may by order authorize payments to supplement the amount of any appropriation when the amount provided in the appropriation is insufficient to carry out the purpose for which the appropriation was made.	8 (1) Le Conseil peut, par arrêté, autoriser des paiements qui viennent s'ajouter au montant d'une affectation de crédits lorsque celle-ci est insuffisante pour réaliser son objet.	Arrêtés du Conseil
Idem	(2) An order under subsection (1) shall provide that the amount of the payments be offset by limiting the expenditures to be made under any appropriation for the same fiscal year that is not exhausted or that, in the opinion of the Board, is unlikely to be fully spent in the fiscal year.	(2) L'arrêté prévu au paragraphe (1) prévoit que le montant des paiements sera compensé en limitant les dépenses prévues pour le même exercice au titre d'une affectation de crédits qui n'est pas encore épuisée ou qui, de l'avis du Conseil, ne le sera vraisemblablement pas au cours de l'exercice.	Idem
Report required	(3) An order may be made under subsection (1) only if the Board has received from the ministry responsible for the program to which the proposed supplementary appropriation relates, or from a person or officer prescribed by the regulations made under this Act, a report in writing setting out the necessity for further payments and the reason why the appropriation, unless supplemented, is insufficient.	(3) Un arrêté ne peut être rendu aux termes du paragraphe (1) que si le Conseil reçoit du ministère responsable du programme visé par l'affectation de crédits supplémentaire demandée, ou d'une personne ou d'un fonctionnaire prescrit par les règlements pris en application de la présente loi, un rapport écrit concluant à la nécessité de paiements supplémentaires et expliquant l'insuffisance de l'affectation de crédits actuelle.	Rapport
Timing	(4) An order under subsection (1) may be made at any time before the 1st day of May following the end of the fiscal year for which the appropriation that is supplemented was made.	(4) L'arrêté prévu au paragraphe (1) peut être pris à tout moment avant le 1 ^{er} mai suivant la fin de l'exercice pour lequel l'affectation de crédits qui a été majorée a été prévue.	Prise de l'arrêté
Expenditure transfer	9. —(1) When powers and duties are assigned and transferred from one minister of the Crown to another, the Board may transfer to the ministry administered by the minister to whom the powers and duties are assigned and transferred the appropriate sums in the votes and items of the estimates and supplementary estimates for the expenditures in the fiscal year for the exercise and performance of those powers and duties.	9 (1) Lorsque des pouvoirs et des fonctions sont attribués puis transférés d'un ministre de la Couronne à un autre, le Conseil peut transférer au ministère relevant du ministre auquel sont attribués et transférés les pouvoirs et fonctions les sommes appropriées prévues dans les crédits et les postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaires, pour couvrir les dépenses de l'exercice afin de lui permettre d'exercer ces pouvoirs et fonctions.	Transfert de budget
Certificate of Board	(2) The Board shall issue to the ministry of the minister to whom powers and duties are assigned and transferred a certificate stating the amount of the sums transferred under subsection (1) and such other information as the Board considers necessary.	(2) Le Conseil délivre au ministère du ministre auquel sont attribués et transférés les pouvoirs et fonctions un certificat énonçant le montant des sommes transférées en vertu du paragraphe (1) et les autres renseignements que le Conseil estime nécessaires.	Certificat du Conseil
Expenditures authorized	(3) A certificate is effective from the date stated in it and transfers to the ministry to which it is issued the authority for the portion of the fiscal year beginning with that date to make the expenditure of the sums transferred.	(3) Le certificat est en vigueur à compter de la date qui y est indiquée et transfère au ministère auquel il est délivré, pour la partie de l'exercice qui commence à cette date-là, le pouvoir de dépenser les sommes transférées.	Dépenses autorisées
Regulations	10. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Board may make regulations,	10 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le Conseil peut, par règlement :	Règlements

- (a) respecting the accounting for, and the collection, management and administration of, public money;
- (b) respecting the retention and disposal of records concerning the receipt or disbursement of public money;
- (c) providing that a board, commission, authority, corporation, Crown agency or other body does not fall within the definition of "ministry" set out in section 1;
- (d) designating the Speaker of the Assembly, the chair of the Board of Internal Economy established under the *Legislative Assembly Act*, or any member of the Executive Council to represent, for the purposes of sections 7 and 8, any office or body reporting directly to the Assembly.

- a) prévoir la comptabilisation, la perception, la gestion et l'administration des deniers publics;
- b) prévoir la conservation et la destruction des dossiers qui concernent l'encaissement ou le décaissement des deniers publics;
- c) exclure une régie, un conseil, une commission, un office, une personne morale, un organisme de la Couronne ou un autre organisme de la définition de «ministère» qui est énoncée à l'article 1;
- d) désigner le président de l'Assemblée, le président de la Commission de régie interne créée en vertu de la loi intitulée *Legislative Assembly Act* («Loi sur l'Assemblée législative») ou un membre du Conseil exécutif comme représentant, pour l'application des articles 7 et 8, des bureaux ou organismes relevant directement de l'Assemblée.

Repeals

11. Subsection 1 (2), clauses 3 (1) (a), (b) and (c), sections 4 and 5 and clause 6 (a) of the *Management Board of Cabinet Act* are repealed.

11 Le paragraphe 1 (2), les alinéas 3 (1) (a), (b) et (c), les articles 4 et 5 et l'alinéa 6 (a) de la loi intitulée *Management Board of Cabinet Act* («Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement») sont abrogés.

Abrogations

Commence-
ment

12. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

12 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

13. The short title of this Act is the *Treasury Board Act, 1991*.

13 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur le Conseil du Trésor*.

Titre abrégé

CHAPTER 15

An Act to amend certain Acts related to Municipalities

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

MUNICIPAL ACT

1.—(1) Subsection 25 (2) of the *Municipal Act* is amended by adding “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

(ca) of a township to have a police village, any part of which comprises part of that township dissolved,

(2) Clause 25 (7) (a) of the Act is amended by inserting after “clause (2) (a)” in the first line “or (ca)”.

2. Section 51 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 31, section 1, is further amended by adding the following subsections:

Term

(1a) Despite subsection (1), the council of a county may, by by-law passed in the first year of its term before electing one of its members to be warden, provide that the term of office of warden shall be the term of office of the council of the county.

Restriction on repeal

(1b) A by-law passed under subsection (1a) shall not be repealed once a warden has been elected, until the succeeding council of the county is deemed to be organized under subsection 49 (4).

3. Subsection 88 (1) of the Act is amended by striking out “one or more auditors who shall be persons licensed by the Ministry as municipal auditors and who shall hold office during good behaviour and be removable by the council for cause” in the second, third, fourth and fifth lines and substituting “for a term of five years or less one or more auditors who are licensed under the *Public Accountancy Act*”.

4. Section 99 of the Act is repealed.

5. Paragraph 29 of section 208 of the Act is repealed.

6. Clause (d) of subparagraph ii of paragraph 125 of section 210 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 84, section 4, is repealed and the following substituted:

CHAPITRE 15

Loi portant modification de certaines lois concernant les municipalités

Sanctionnée le 27 juin 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

1 (1) Le paragraphe 25 (2) de la loi intitulée *Municipal Act* («*Loi sur les municipalités*») est modifié par adjonction de «or» à la fin de l'alinéa (c) et par adjonction de l'alinéa suivant :

(2) L'alinéa 25 (7) (a) de la Loi est modifié par insertion, après «clause (2) (a)» à la première ligne, de «or (ca)».

2 L'article 51 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

3 Le paragraphe 88 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «one or more auditors who shall be persons licensed by the Ministry as municipal auditors and who shall hold office during good behaviour and be removable by the council for cause» aux deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes, de «for a term of five years or less one or more auditors who are licensed under the *Public Accountancy Act*».

4 L'article 99 de la Loi est abrogé.

5 La disposition 29 de l'article 208 de la Loi est abrogée.

6 L'alinéa (d) de la sous-disposition ii de la disposition 125 de l'article 210 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 4 du chapitre 84 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (d) If a municipal council has appointed a person who is not an employee of the municipality as a municipal by-law enforcement officer under section 15 of the *Police Services Act, 1990* for enforcing a by-law under this paragraph, the municipal council shall ensure that the person is properly trained to perform the duties arising out of the appointment and is properly supervised having regard to the nature of those duties.
- (da) If a municipal council has entered into an agreement with another municipality for that other municipality to be responsible for the enforcement of the by-law, the other municipality is responsible for ensuring the person is properly trained and supervised under clause (d).
- (db) The supervision required under clause (d) or (da) shall be performed by an employee of the municipality or, with the consent of the appropriate police services board, by a member of a municipal, regional or metropolitan police force having jurisdiction in the municipality which passed the by-law under this paragraph.
- (dc) In clauses (d) and (db), “employee” means an employee as defined in paragraph 46 of section 208.

**DISTRICT MUNICIPALITY OF MUSKOKA
ACT**

7. Subsection 13 (3) of the *District Municipality of Muskoka Act* is repealed.

8. Subsection 22 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The District Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the District Corporation and of every local board of the District Corporation.

9. Subsection 23 (1) of the Act is amended by striking out “99” in the second line.

10.—(1) Subsection 49 (1) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

(2) Subsection 49 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

11. Section 62 of the Act is repealed.

12. Section 85 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(1a) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the District Corporation.

13.—(1) Subsection 88 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the District Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the

**LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE
DISTRICT DE MUSKOKA**

7 Le paragraphe 13 (3) de la loi intitulée *District Municipality of Muskoka Act* («*Loi sur la municipalité de district de Muskoka*») est abrogé.

8 Le paragraphe 22 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9 Le paragraphe 23 (1) de la Loi est modifié par suppression de «99» à la deuxième ligne.

10 (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

(2) Le paragraphe 49 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

11 L'article 62 de la Loi est abrogé.

12 L'article 85 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

13 (1) Le paragraphe 88 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the District Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Dis-

District Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 88 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

14. Subsection 108 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 48, section 9 and amended by 1988, chapter 31, section 18, is further amended by inserting after “106” in the second line “112”.

MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

15. Subsection 8 (1) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by striking out “Eleven members of the Metropolitan Council are” in the first line and substituting “A majority of the members of the Metropolitan Council is”.

16. Subsection 22 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Metropolitan Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Metropolitan Corporation and of every local board of the Metropolitan Corporation, except The Metropolitan Toronto School Board.

17.—(1) Subsection 97 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 97 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

18. Clause 188 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

(b) not less than two persons appointed by the Metropolitan Council.

19. The Act is amended by adding the following section:

Delegation
to committee

188a.—(1) Where the Metropolitan Licensing Commission is required by law to hear interested parties or to afford them an opportunity to be heard regarding the issuance, revocation or amendment of a licence before doing any act, passing a by-law or making a decision, the Metropolitan Council may by by-law appoint a committee of the Licensing Commission to hear the parties or afford them an opportunity to be heard in the place of the Licensing Commission.

Size, quorum

(2) A committee appointed under subsection (1) shall have a minimum of three members, and a majority of the members of the committee constitutes a quorum.

No further
hearing

(3) Where a hearing is conducted or an opportunity to be heard is afforded by a committee under a by-law passed under subsection (1), the Licensing Commission may do the act, pass the by-law, or make the decision in respect of which the hearing

trict Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 88 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

14 Le paragraphe 108 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 9 du chapitre 48 des Lois de l’Ontario de 1986 et modifié par l’article 18 du chapitre 31 des Lois de l’Ontario de 1988, est modifié de nouveau par insertion, après «106» à la deuxième ligne, de «112».

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

15 Le paragraphe 8 (1) de la loi intitulée *Municipality of Metropolitan Toronto Act* («Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto») est modifié par substitution, à «Eleven members of the Metropolitan Council are» à la première ligne, de «A majority of the members of the Metropolitan Council is».

16 Le paragraphe 22 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17 (1) Le paragraphe 97 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 97 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

18 L’alinéa 188 (1) (b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

19 La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

was held or the opportunity for a hearing afforded without itself being required to hold a hearing or afford an opportunity for a hearing.

Report

(4) Upon concluding a hearing, the committee shall as soon as practicable make a written report to the Licensing Commission summarizing the evidence and arguments presented by the parties, the findings of fact made by the committee and the recommendations, if any, of the committee with reasons based on the merits of the application.

Action by
Commission

(5) After considering the report of the committee, the Licensing Commission may do any act, pass any by-law or make any decision that it might have done, passed or made had it conducted the hearing itself.

Conduct of
hearing

(6) Where a committee conducts a hearing pursuant to a by-law passed under this section, and where the decision to be exercised by the Licensing Commission in respect of the matter is a statutory power of decision within the meaning of the *Statutory Powers Procedure Act*, sections 5 to 15 and 21 to 24 of that Act shall be deemed to apply to the committee and to the hearing conducted by it and those sections, except for section 24, do not apply to the Licensing Commission in the exercise of its power of decision in respect of that matter.

20. Subclause 210 (4) (a) (iii) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 14, section 5, is repealed and the following substituted:

(iii) five members who may or may not be members of the Metropolitan Council.

20 Le sous-alinéa 210 (4) (a) (iii) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1983, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

COUNTY OF OXFORD ACT

21. Subsection 16 (3) of the *County of Oxford Act* is repealed.

22. Subsection 25 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The County Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the County and of every local board of the County, except school boards.

23.—(1) Subsection 50 (1) of the Act is amended by adding at the end "or personal service".

(2) Subsection 50 (2) of the Act is amended by inserting after "mail" in the second line "or personal service".

24. Section 95 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the County.

25.—(1) Subsection 98 (24) of the Act is amended by striking out "two members appointed by the County Council, and the two" in the third and fourth lines and substituting "such other members appointed by the County Council as it considers appropriate and the".

LOI SUR LE COMTÉ D'OXFORD

21 Le paragraphe 16 (3) de la loi intitulée *County of Oxford Act* («*Loi sur le comté d'Oxford*») est abrogé.

22 Le paragraphe 25 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23 (1) Le paragraphe 50 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 50 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la deuxième ligne, de «or personal service».

24 L'article 95 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

25 (1) Le paragraphe 98 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the County Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the County Council as it considers appropriate and the».

(2) Subsection 98 (28) of the Act is amended by striking out "Two members of the sinking fund committee are" in the first line and substituting "A majority of the members of the sinking fund committee is".

26. Subsection 117 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 66, section 6 and amended by 1988, chapter 31, section 20, is further amended by striking out "99" in the second line and by inserting after "109" in the second line "112".

REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM ACT

27. Subsection 15 (3) of the *Regional Municipality of Durham Act* is repealed.

28. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

29.—(1) Subsection 50 (1) of the Act is amended by adding at the end "or personal service".

(2) Subsection 50 (2) of the Act is amended by inserting after "mail" in the third line "or personal service".

30. Sections 68 and 69 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 5, section 10, are repealed.

31. Section 106 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

32.—(1) Subsection 110 (24) of the Act is amended by striking out "two members appointed by the Regional Council, and the two" in the third and fourth lines and substituting "such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the".

(2) Subsection 110 (28) of the Act is amended by striking out "Two members of the sinking fund committee are" in the first line and substituting "A majority of the members of the sinking fund committee is".

33. Subsection 129 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 72, section 5 and amended by 1987, chapter 22, section 1 and 1988, chapter 31, section 21, is further amended by striking out "99" in the second line.

(2) Le paragraphe 98 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

26 Le paragraphe 117 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 6 du chapitre 66 des Lois de l'Ontario de 1983 et modifié par l'article 20 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par suppression de «99» à la deuxième ligne et par insertion, après «109» à la deuxième ligne, de «112».

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE DURHAM

27 Le paragraphe 15 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Durham Act* («Loi sur la municipalité régionale de Durham») est abrogé.

28 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

29 (1) Le paragraphe 50 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 50 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

30 Les articles 68 et 69 de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 10 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1983, sont abrogés.

31 L'article 106 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

32 (1) Le paragraphe 110 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 110 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

33 Le paragraphe 129 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 5 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1983 et modifié par l'article 1 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 21 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est

REGIONAL MUNICIPALITY OF
HALDIMAND-NORFOLK ACT

34. Subsection 15 (3) of the *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act* is repealed.

35. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

36.—(1) Subsection 49 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 49 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

37. Section 88 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

38.—(1) Subsection 92 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 92 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

39. Subsection 111 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 72, section 12 and amended by 1987, chapter 22, section 2 and 1988, chapter 31, section 22, is further amended by striking out “99” in the second line.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON
ACT

40. Subsection 15 (3) of the *Regional Municipality of Halton Act* is repealed.

41. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of

modifié de nouveau par suppression de «99» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE HALDIMAND-NORFOLK

34 Le paragraphe 15 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act* («*Loi sur la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk*») est abrogé.

35 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le Conseil régional doit, par règlement, nommer pour une période de cinq ans ou moins un ou plusieurs auditeurs agréés en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* qui doivent auditer les comptes et les transactions de la Corporation régionale et de tous les conseils locaux de la Corporation régionale, à l'exception des conseils scolaires.

36 (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 49 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

37 L'article 88 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le paragraphe 149 (2) de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les modifications nécessaires, à la Corporation régionale.

38 (1) Le paragraphe 92 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 92 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

39 Le paragraphe 111 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 12 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1983 et modifié par l'article 2 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 22 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par suppression de «99» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE HALTON

40 Le paragraphe 15 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Halton Act* («*Loi sur la municipalité régionale de Halton*») est abrogé.

41 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

42.—(1) Subsection 49 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 49 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

43. Section 100 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

44.—(1) Subsection 103 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 103 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

45. Subsection 122 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 72, section 17 and amended by 1987, chapter 22, section 3 and 1988, chapter 31, section 23, is further amended by striking out “99” in the second line.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HAMILTON-WENTWORTH ACT

46.—(1) Subsection 9 (2) of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* is amended by striking out “Subject to subsection (3)” in the first line.

(2) Subsection 9 (3) of the Act is repealed.

47. Subsection 14 (3) of the Act is repealed.

48. Subsection 23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

49.—(1) Subsection 48 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 48 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

42 (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 49 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

43 L'article 100 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

44 (1) Le paragraphe 103 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 103 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

45 Le paragraphe 122 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 17 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1983 et modifié par l'article 3 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 23 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par suppression de «99» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HAMILTON-WENTWORTH

46 (1) Le paragraphe 9 (2) de la loi intitulée *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* («Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth») est modifié par suppression de «Subject to subsection (3)» à la première ligne.

(2) Le paragraphe 9 (3) de la Loi est abrogé.

47 Le paragraphe 14 (3) de la Loi est abrogé.

48 Le paragraphe 23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

49 (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 48 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

50. Section 71 of the Act is repealed and the following substituted:

Borrowing
approval

71. Except as otherwise provided in this Part, sections 110 to 132 apply with necessary modifications to any borrowing for the purposes of a commission established by section 62.

51. Section 111 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

52.—(1) Subsection 114 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 114 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

53. Subsection 133 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 46, section 4 and amended by 1987, chapter 22, section 4 and 1988, chapter 31, section 24, is further amended by striking out “99” in the second line.

REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA ACT

54. Subsection 14 (3) of the *Regional Municipality of Niagara Act* is repealed.

55. Subsection 23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

56. Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out “99” in the second line.

57.—(1) Subsection 89 (1) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

(2) Subsection 89 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

58. Section 139 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(1a) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

59.—(1) Subsection 142 (24) of the Act is amended by striking out “two members

50 L'article 71 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

51 L'article 111 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

52 (1) Le paragraphe 114 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 114 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

53 Le paragraphe 133 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 4 du chapitre 46 des Lois de l'Ontario de 1986 et modifié par l'article 4 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 24 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par suppression de «99» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE NIAGARA

54 Le paragraphe 14 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Niagara Act* («Loi sur la municipalité régionale de Niagara») est abrogé.

55 Le paragraphe 23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

56 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par suppression de «99» à la deuxième ligne.

57 (1) Le paragraphe 89 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

(2) Le paragraphe 89 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

58 L'article 139 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

59 (1) Le paragraphe 142 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members

appointed by the Regional Council, and the two” in the third, fourth and fifth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 142 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF OTTAWA-CARLETON ACT

60. Subsection 27 (1) of the *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act* is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation.

61. Subsection 28 (1) of the Act is amended by striking out “99” in the second line.

62. Subsection 31 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 84, section 15, is repealed and the following substituted:

Method of
financing

(2) The Regional Corporation may finance the whole or any part of the cost and debt charges of the supply and distribution of water by establishing one or more urban service areas and raising the money required by imposing rates in such areas or by any other method authorized by law or by any combination of them.

63. Subsection 43 (1) of the Act is amended by striking out “annual cost of maintenance and operation” in the seventh and eighth lines and substituting “cost of the establishment, construction, maintenance, operation, extension, improvement and financing”.

64.—(1) Subsection 74 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 74 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

65. Section 130 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(1a) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

66.—(1) Subsection 133 (25) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the

appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième, quatrième et cinquième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 142 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE D'OTTAWA-CARLETON

60 Le paragraphe 27 (1) de la loi intitulée *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act* («Loi sur la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le Conseil régional nomme, par règlement, pour une durée de cinq ans ou moins, un ou plusieurs auditeurs agréés en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* qui auditeront les comptes et les transactions de la Corporation régionale et de tout conseil local de la Corporation régionale.

61 Le paragraphe 28 (1) de la Loi est modifié par suppression de «99» à la deuxième ligne.

62 Le paragraphe 31 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 84 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La Corporation régionale peut financer la totalité ou une partie des coûts et des charges de dette de l'approvisionnement et de la distribution d'eau en établissant une ou plusieurs zones de service urbain et en levant l'argent nécessaire en imposant des taxes dans ces zones ou par tout autre moyen autorisé par la loi ou par toute combinaison de ceux-ci.

63 Le paragraphe 43 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «annual cost of maintenance and operation» aux septième et huitième lignes, de «cost of the establishment, construction, maintenance, operation, extension, improvement and financing».

64 (1) Le paragraphe 74 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 74 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

65 L'article 130 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1a) Le paragraphe 149 (2) de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les modifications nécessaires, à la Corporation régionale.

66 (1) Le paragraphe 133 (25) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regio-

Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 133 (29) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL ACT

67. Subsection 15 (3) of the *Regional Municipality of Peel Act* is repealed.

68. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

69.—(1) Subsection 49 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 49 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

70. Section 95 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

71.—(1) Subsection 98 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 98 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

72. Subsection 117 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 72, section 41 and amended by 1987, chapter 22, section 7 and 1988, chapter 31, section 27, is further amended by striking out “99” in the second line.

REGIONAL MUNICIPALITY OF SUDBURY ACT

73. Subsection 14 (3) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed.

74. Subsection 23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

nal Council as it considers appropriate and the”.

(2) Le paragraphe 133 (29) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE PEEL

67 Le paragraphe 15 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Peel Act* («Loi sur la municipalité régionale de Peel») est abrogé.

68 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

69 (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 49 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

70 L'article 95 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

71 (1) Le paragraphe 98 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 98 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

72 Le paragraphe 117 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 41 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1983 et modifié par l'article 7 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 27 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par suppression de «99» à la deuxième ligne.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE SUDBURY

73 Le paragraphe 14 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Sudbury Act* («Loi sur la municipalité régionale de Sudbury») est abrogé.

74 Le paragraphe 23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

75. Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out “99” in the second line.

76.—(1) Subsection 65 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

77. Section 81 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(1a) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

78.—(1) Subsection 84 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 84 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

79. Subsection 14 (3) of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is repealed.

80. Subsection 23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation, except school boards.

81. Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out “99” in the second line.

82.—(1) Subsection 84 (1) of the Act is amended by adding at the end “or personal service”.

(2) Subsection 84 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

83. Section 129 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(2) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

75 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par suppression de «99» à la deuxième ligne.

76 (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

77 L'article 81 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

78 (1) Le paragraphe 84 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 84 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE WATERLOO

79 Le paragraphe 14 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of Waterloo Act* («Loi sur la municipalité régionale de Waterloo») est abrogé.

80 Le paragraphe 23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

81 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par suppression de «99» à la deuxième ligne.

82 (1) Le paragraphe 84 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «or personal service» à la fin.

(2) Le paragraphe 84 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

83 L'article 129 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

84.—(1) Subsection 132 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 132 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK
ACT

85. Subsection 14 (3) of the *Regional Municipality of York Act* is repealed.

86. Subsection 23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment
of auditors

(1) The Regional Council shall by by-law appoint for a term of five years or less one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act* who shall audit the accounts and transactions of the Regional Corporation and of every local board of the Regional Corporation.

87. Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out “99” in the second line.

88.—(1) Subsection 85 (1) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

(2) Subsection 85 (2) of the Act is amended by inserting after “mail” in the third line “or personal service”.

89. Section 131 of the Act is amended by adding the following subsection:

Borrowing
approval

(1a) Subsection 149 (2) of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Corporation.

90.—(1) Subsection 134 (24) of the Act is amended by striking out “two members appointed by the Regional Council, and the two” in the third and fourth lines and substituting “such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the”.

(2) Subsection 134 (28) of the Act is amended by striking out “Two members of the sinking fund committee are” in the first line and substituting “A majority of the members of the sinking fund committee is”.

COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990

91. Section 6 of the *County of Simcoe Act, 1990* is amended by adding the following subsection:

Extension of
time

(8) In respect of a town municipality, clauses 44 (1) (c) and 45 (1) (b) of the *Development Charges Act, 1989* shall be deemed

84 (1) Le paragraphe 132 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 132 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE YORK

85 Le paragraphe 14 (3) de la loi intitulée *Regional Municipality of York Act* («Loi sur la municipalité régionale de York») est abrogé.

86 Le paragraphe 23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

87 Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par suppression de «99» à la deuxième ligne.

88 (1) Le paragraphe 85 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

(2) Le paragraphe 85 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «mail» à la troisième ligne, de «or personal service».

89 L'article 131 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

90 (1) Le paragraphe 134 (24) de la Loi est modifié par substitution, à «two members appointed by the Regional Council, and the two» aux troisième et quatrième lignes, de «such other members appointed by the Regional Council as it considers appropriate and the».

(2) Le paragraphe 134 (28) de la Loi est modifié par substitution, à «Two members of the sinking fund committee are» à la première ligne, de «A majority of the members of the sinking fund committee is».

LOI DE 1990 SUR LE COMTÉ DE SIMCOE

91 L'article 6 de la loi intitulée *County of Simcoe Act, 1990* («Loi de 1990 sur le comté de Simcoe») est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

to read “three years after the date of the coming into force of this Act”.

EDUCATION ACT

92. Subsection 207 (1) of the *Education Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1982, chapter 32, section 56, is repealed and the following substituted:

Auditor (1) Every board shall appoint an auditor who shall hold office during good behaviour and be removable for cause and who, except in the case of a board established under section 70, shall be a person licensed under the *Public Accountancy Act*.

LOCAL SERVICES BOARDS ACT

93. Subsection 29 (1) of the *Local Services Boards Act* is repealed and the following substituted:

Audit (1) A Board shall engage a public accountant to audit its accounts and transactions and to make a report to it annually or more often as the board requires.

MUNICIPAL AFFAIRS ACT

94. Section 2 of the *Municipal Affairs Act* is repealed.

95. Clause 3 (j) of the Act is repealed.

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

96. Section 14 of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* is amended by adding the following paragraph:

15a. The number of votes the members of the council of any party municipality or of any local board thereof shall have on that council or local board and the number of votes may vary between members on the same council or local board.

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

97. Section 88j of the *Municipal Elections Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 56, section 30, is repealed.

PLANNING ACT, 1983

98. Clause 49 (1) (b) of the *Planning Act, 1983* is repealed and the following substituted:

(b) where the land is situate within a local municipality that forms part of a county for municipal purposes, a consent given by the council of the county.

99. Subsection 53 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

LOI SUR L'ÉDUCATION

92 Le paragraphe 207 (1) de la loi intitulée *Education Act* («*Loi sur l'éducation*»), tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 56 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1982, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LES RÉGIES LOCALES DES SERVICES PUBLICS

93 Le paragraphe 29 (1) de la loi intitulée *Local Services Boards Act* («*Loi sur les régies locales des services publics*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LES AFFAIRES MUNICIPALES

94 L'article 2 de la loi intitulée *Municipal Affairs Act* («*Loi sur les affaires municipales*») est abrogé.

95 L'alinéa 3 (j) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1981 SUR LES NÉGOCIATIONS DE LIMITES MUNICIPALES

96 L'article 14 de la loi intitulée *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* («*Loi de 1981 sur les négociations de limites municipales*») est modifié par adjonction de la disposition suivante :

LOI SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

97 L'article 88j de la loi intitulée *Municipal Elections Act* («*Loi sur les élections municipales*»), tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 30 du chapitre 56 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé.

LOI DE 1983 SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

98 L'alinéa 49 (1) (b) de la loi intitulée *Planning Act, 1983* («*Loi de 1983 sur l'aménagement du territoire*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

99 Le paragraphe 53 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5) The council of a city that for municipal purposes does not form part of a county, a regional, metropolitan or district municipality or the County of Oxford and the council of any other local municipality that is within a county but that does not form part of that county for municipal purposes may by by-law delegate the authority of the council under section 52 or any part of that authority to a committee of council, to an appointed officer identified in the by-law by name or position occupied or to a committee of adjustment.

PUBLIC UTILITIES ACT

100. The *Public Utilities Act* is amended by adding the following section:

Interference with water supply

10a.—(1) The corporation may shut off or restrict the supply of water to a property if the corporation requires access to the property to replace, repair or inspect a water meter.

Conditions

(2) Before shutting off or restricting the supply of water, the corporation shall,

- (a) by personal service or by registered mail, serve the owners and occupants of the property as shown on the last returned assessment roll of the municipality with a notice of the date upon which the corporation intends to shut off or restrict the supply of water if access to the property is not obtained before that date; and
- (b) ensure that a copy of the notice described in clause (a) is securely attached to the property in a conspicuous place.

Access

(3) The corporation shall not shut off or restrict the supply of water unless it has made reasonable efforts to get access to the property and has been unable to get access within fourteen days after the later of,

- (a) the day the last notice under clause (2) (a) was personally served;
- (b) the day the last notice under clause (2) (a) was mailed; and
- (c) the day a copy of the notice was attached under clause (2) (b).

Restoration of service

(4) If the corporation has shut off or restricted the supply of water under subsection (1), the corporation shall restore the supply of water as soon as practicable after obtaining access to the property.

SARNIA-LAMBTON ACT, 1989

101. Section 8 of the *Sarnia-Lambton Act, 1989* is amended by adding the following subsection:

Extension of time

(5) In respect of the City, clauses 44 (1) (c) and 45 (1) (b) of the *Development Charges Act, 1989* shall be deemed to read “three years after the date of the coming into force of this Act”.

TRANSITION AND COMMENCEMENT

102. Despite the repeal of sections 68 and 69 of the *Regional Municipality of Durham Act*, if an amendment to an area municipality official plan has been adopted by the Regional Council and the amendment is not approved before the coming into force of this Act, the Minister or the Municipal Board, on a refer-

LOI SUR LES SERVICES PUBLICS

100 La loi intitulée *Public Utilities Act* («*Loi sur les services publics*») est modifiée par adjonction de l'article suivant :

LOI DE 1989 SUR SARNIA-LAMBTON

101 L'article 8 de la loi intitulée *Sarnia-Lambton Act, 1989* («*Loi de 1989 sur Sarnia-Lambton*») est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET
ENTRÉE EN VIGUEUR

102 Malgré l'abrogation des articles 68 et 69 de la loi intitulée *Regional Municipality of Durham Act* («*Loi sur la municipalité régionale de Durham*»), si une modification au plan officiel d'une municipalité de secteur a été adoptée par le conseil régional et qu'elle n'a pas été approuvée avant l'entrée en vigueur de la

Disposition transitoire, plans officiels

Transition, official plans

ral thereto, may continue to deal with the amendment under the *Planning Act, 1983* without it being reconsidered or adopted by the area council.

Definition

103.—(1) In this section, “municipality” means a local municipality, a county, a regional, district or metropolitan municipality or the County of Oxford.

Transition,
auditors

(2) Any person who is a municipal auditor on the day this Act comes into force for a municipality having a population under 5,000 and who is not licensed under the *Public Accountancy Act* may continue to act as municipal auditor for the municipality and may be appointed as municipal auditor for any other municipality having a population under 5,000.

Revocation

(3) The appointment of a person who is a municipal auditor of a municipality on the day this Act comes into force is revoked on the 1st day of January, 1992.

Commence-
ment

104. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

105. The short title of this Act is the *Municipal Statute Law Amendment Act, 1991*.

présente loi, le ministre ou la Commission des affaires municipales, sur renvoi à celui-ci ou à celle-ci, peut continuer de traiter la modification aux termes de la loi intitulée *Planning Act, 1983* («*Loi de 1983 sur l'aménagement du territoire*») sans qu'elle soit étudiée de nouveau ou adoptée par le conseil de municipalité de secteur.

Definition

103 (1) Dans le présent article, «municipalité» s'entend d'une municipalité locale, d'un comté, d'une municipalité régionale, d'une municipalité de district ou de communauté urbaine, ou du comté d'Oxford.

Disposition
transitoire,
vérificateurs

(2) Quiconque est vérificateur municipal d'une municipalité de moins de 5 000 habitants le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et ne détient pas de permis délivré aux termes de la loi intitulée *Public Accountancy Act* («*Loi sur la comptabilité publique*») peut continuer d'agir à ce titre pour la municipalité et peut être nommé vérificateur municipal de toute autre municipalité de moins de 5 000 habitants.

Revocation

(3) Le mandat d'une personne qui est vérificateur municipal d'une municipalité le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi est révoqué le 1^{er} janvier 1992.

Entrée en
vigueur

104 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

105 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant des lois concernant des municipalités*.

CHAPTER 16

An Act to amend the Employment Standards Act to provide for an Employee Wage Protection Program and to make certain other amendments

Assented to October 16th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Subsection 2 (3) of the *Employment Standards Act* is amended by striking out “47 or 49” in the fourth line and substituting “39c, 39f, 47 or subsection 49 (1) or (2)”.

(2) Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 55, section 1, is further amended by adding the following subsection:

Non-applica-
tion of
Statutory
Powers
Procedure
Act

(4) Part I of the *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to the exercise of any power conferred on the Program Administrator under Part XII-A or to the exercise of any power by the Director under section 50.

2. Section 39c of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 55, section 2, is repealed and the following substituted:

Order of
employment
standards
officer

39c. Where an employer contravenes a provision of this Part, an employment standards officer may order what action, if any, the employer shall take or what the employer shall refrain from doing in order to constitute compliance with this Part and may make an order to reinstate in employment or to hire the employee concerned, with or without compensation, or to compensate the employee in lieu of reinstatement or hiring for loss of earnings or other employment benefits.

3. Section 39f of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 7, section 1, is repealed and the following substituted:

Employment
standards
officer may
make order

39f. Where an employer dismisses an employee who refuses any work that is a contravention of subsection 2 (2) of the *Retail Business Holidays Act*, an employment standards officer may order the employer to reinstate in employment the employee concerned, with or without compensation, or to compensate the employee in lieu of reinstatement for loss of earnings or other employment benefits.

4. Section 40a of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 22, section 2 and amended by 1984, chapter 31, section 1 and 1987, chapter 30, section 5, is fur-

CHAPITRE 16

Loi portant modification de la Loi sur les normes d'emploi par création d'un Programme de protection des salaires des employés et par adoption de certaines autres modifications

Sanctionnée le 16 octobre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le paragraphe 2 (3) de la loi intitulée *Employment Standards Act* («*Loi sur les normes d'emploi*») est modifié par substitution, à «47 or 49» à la quatrième ligne, de «39c, 39f, 47 or subsection 49 (1) or (2)».

(2) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1983, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

2 L'article 39c de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1983, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3 L'article 39f de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 1 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4 L'article 40a de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1981 et modifié par l'article 1 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1984

ther amended by adding the following subsections:

et par l'article 5 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1987, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Failure to
pay sever-
ance pay

(18) If a trade union has entered into a settlement agreement under subsection (15) and the employer does not pay the severance pay agreed to or the trade union demonstrates that the agreement was made as the result of fraud or coercion, an employment standards officer may make an order under section 47 as to what action, if any, the employer shall take and may make an order to compensate the employee for the severance pay that is owed.

Calculation
of severance
pay

(19) For purposes of subsection (18), the amount of severance pay an employee is entitled to in an order under section 47 is the amount as calculated under subsection (1c) or as negotiated in the collective agreement, whichever is the greater.

5. The Act is amended by adding the following Part:

5 La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PART XII-A
EMPLOYEE WAGE PROTECTION PROGRAM**

Program
established

40b.—(1) The Employee Wage Protection Program is hereby established.

Wages

(2) Except for the purposes of section 40h, when an employee is compensated by the Program, the wages for which the employee may receive compensation are,

- (a) regular wages, including commissions, overtime wages, vacation pay, holiday pay, termination pay and severance pay;
- (b) amounts that are deemed to be wages under subsection 33 (4);
- (c) compensation awarded under sections 39, 39c and 39f, clause 39k (3) (b) and section 39m in so far as the compensation is awarded for loss of earnings and for termination pay and severance pay; and
- (d) such additional payments as may be prescribed by regulation.

Vacation pay

(3) The vacation pay for which an employee may be compensated is the greater of the minimum vacation pay provided in subsection 29 (2) and the amount contractually agreed to by the employer and the employee or his or her agent.

Holiday pay

(4) The amount of holiday pay for which an employee may be compensated from the Program is the greater of the amount for the holidays at the rate as determined under this Act and the regulations and the amount for the holidays at the rate as contractually agreed to by the employer and the employee or his or her agent.

Overtime
wages

(5) The overtime wages for which an employee may be compensated are the greater of the amount of overtime pay provided in section 25 and the amount contractually agreed to by the employer and the employee or his or her agent.

Termination
pay

(6) The amount of termination pay for which an employee may be compensated is the amount as provided by subsection 40 (7).

Severance
pay

(7) The amount of severance pay for which an employee may be compensated is the amount as provided by subsection 40a (1c).

Program Administrator	40c. —(1) The Minister shall appoint a person to administer the Program.
Powers and duties	(2) The Program Administrator may exercise the powers conferred and shall perform the duties imposed on him or her under this Act.
Delegation of authority	(3) The Program Administrator may delegate any of his or her powers and duties to a person employed at the Ministry.
Legal proceedings	(4) The Program Administrator, in the name of his or her office, may bring any proceeding he or she considers necessary in relation to the Program and he or she may respond to any proceeding in that name.
Testimony in civil proceedings	40d. The Program Administrator and any person employed at the Ministry to whom his or her powers and duties have been delegated shall not be required to testify in a civil proceeding or in a proceeding before any other tribunal respecting information obtained in the discharge of the Program Administrator's duties under this Act.
Right to compensation	40e. —(1) An employee is eligible for compensation from the Program if, <ul style="list-style-type: none"> (a) where the employer is insolvent, the employee has caused a claim for unpaid wages to be filed with the receiver appointed by a court with respect to the employer or with the employer's trustee in bankruptcy and the claim has not been paid; (b) an employment standards officer has made an order that the employer pay wages to the employee, unless the employer has applied to have the order reviewed or the amount set out in the order has been paid; (c) an employment standards officer has made an order that the directors pay wages to the employee, unless the employer has applied to have the order reviewed or the amount set out in the order has been paid; or (d) a referee acting under section 39k, 50 or 51 or an adjudicator acting under subsection 49 (3) has made, amended or affirmed an order that wages are owed to the employee and the amount set out in the order has not been paid.
Idem	(2) If an employee has been paid wages pursuant to an order and the employee is still owed wages under the order, the employee is eligible for compensation from the Program for the balance of wages owed to the limit of the recovery set out in section 40i.
Deemed order	(3) For purposes of this Act, any claim described in clause (1) (a) that has been verified by the Program Administrator is deemed to be an order.
Construction workers	40f. —(1) Despite section 40e, employees who are entitled to the protection of a lien under the <i>Construction Lien Act, 1983</i> are only eligible for compensation from the Program if they have used their best efforts to preserve their lien claim.
Idem	(2) If the Program Administrator is satisfied that such employees could not get sufficient information to preserve their rights, were unable to preserve them or were unaware of their rights, he or she may allow the employees to be compensated from the Program in the same manner as any other employee.
Idem	(3) If an employee who is entitled to the protection of a lien is compensated by the Program, the Program Administrator may require the employee to subrogate his or her rights in the lien to the Program Administrator, or may require the employee to

assign any judgment arising from the lien claim to the Program Administrator.

Settlement
of severance
pay

40g.—(1) If a trade union has entered into a settlement agreement with an employer over severance pay under subsection 40a (15), and the employer has paid the severance pay agreed to, an employee is not eligible for compensation for severance pay from the Program.

Exception

(2) Despite subsection (1), an employee is eligible for compensation for severance pay from the Program if an employment standards officer has made an order under subsection 47 (1) with respect to the severance pay and it has not been paid and the employer has not applied to have the order reviewed.

Settlement
of wages

40h.—(1) An employee who has entered into a settlement or compromise of wages under clause 47 (1) (b) and who has received the amount agreed upon is not eligible for compensation from the Program for the wages that were the subject of the settlement or compromise.

Exception

(2) Despite subsection (1), an employee is eligible for compensation from the Program for the wages that were the subject of the settlement or compromise if an employment standards officer has made an order under subsection 47 (1) with respect to those wages and they have not been paid and the employer has not applied to have the order reviewed.

Maximum
recovery

40i. The maximum amount of compensation, before deductions made under subsection 40j (3), that an employee may receive from the Program in respect of his or her employment with an employer is \$5,000 or such greater amount as is prescribed.

When
compensa-
tion ordered

40j.—(1) An employee who is eligible for compensation from the Program may be compensated when wages are due and owing and the Program Administrator has verified that the wages are owing and their amount.

Apportion-
ment

(2) Upon approving compensation for the employee, the Program Administrator shall apportion the compensation in such manner as may be prescribed among the types of wages described in subsection 40b (2).

Deductions

(3) Upon approving compensation for the employee, the Program Administrator shall deduct from the compensation such amounts as are required to be deducted by a law of Canada or of Ontario.

Application
for review

40k.—(1) If an employer has made an application for review under section 50, the Program Administrator may approve compensation only if the referee acting under section 50 affirms or amends the order such that the employer is found to be liable to pay the wages.

Idem

(2) If an employment standards officer has made a report that an employer may have failed to pay wages owed to an employee and the Director appoints a referee to hold a hearing under section 51, the Program Administrator may approve compensation from the Program only if the referee acting under section 51 orders that the employer pay the wages.

Payment
while
hearing
continues

(3) If, during a hearing under section 51, the referee finds that the employees are entitled to wages or there is an undisputed portion of wages and he or she makes an interim order before the hearing is completed that those wages are owed, the Program Administrator may approve compensation from the Program in the amount of the interim order.

Disputes
over amount
owed

(4) If, during a hearing under section 50, the referee finds that there is an undisputed portion of wages to which the employees

are entitled and he or she amends or affirms the order to the extent of those wages before the hearing is completed, the Program Administrator may approve compensation from the Program in the amount of the interim order.

Complaints
under s. 49

40L. If an employee applies for a review under subsection 49 (2), the Program Administrator may approve compensation only if the adjudicator conducting the review makes an order that the employee is entitled to the wages or amends the order of the employment standards officer such that the employee is entitled to wages.

Recovery of
overpay-
ments

40m. If the compensation received from the Program exceeds the wages to which the employee was entitled, the Program Administrator, on the basis of the prescribed criteria, may seek repayment of the excess amount.

Excess
recovery

40n.—(1) If the Program Administrator recovers from a person liable to pay an amount greater than the compensation that the employee received from the Program, he or she shall pay the excess amount to the employee.

Calculation
of excess

(2) For purposes of this section, the excess amount is the amount the Program has recovered up to the amount owed under the order less the compensation already received by the employee.

Subrogate to
Program

40o.—(1) The Program Administrator is subrogated to all the rights of an employee who is compensated by the Program and may bring an action against the employer, or any other person who is liable, for administration costs as determined under clause 47 (1) (c) and for wages or may use the provisions of this Act to collect the amount.

Assignment
of judgment

(2) The Program Administrator may accept an assignment of a judgment obtained by an employee in respect of wages as described in subsection 40b (2) and the Program Administrator may exercise the rights of the employee under the judgment.

Interest

40p. Where money may be received by an employee under this Part, or may be collected from a person who is liable to pay, interest may be collected on the money as prescribed.

Limits on
recovery

40q. If the employee and employer enter into an agreement for the purpose of increasing the amount of compensation the employee is eligible to recover from the Program, the Program Administrator may decide to limit the compensation to the amount as determined under the employment contract before the agreement was made.

Agreements
with federal
government

40qa. The Minister, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, may enter into agreements with the Government of Canada related to the payment of compensation under this Part and the administration of compensation if employees are entitled to compensation for wages under an Act of the Parliament of Canada.

Compensa-
tion not
assignable

40qb.—(1) Except as provided in the *Support and Custody Orders Enforcement Act, 1985* and in this section, no amount payable as compensation under this Part is capable of being assigned.

Deemed
assignment

(2) The Program Administrator may deem that an assignment is made if the prescribed conditions are met and the prescribed restrictions are not breached.

Restriction

(3) The number of deemed assignments respecting an employee that a person may present in any period may be restricted.

Idem (4) Deemed assignments of compensation are limited to additional payments as described in clause 40b (2) (d).

Idem (5) Deemed assignments may only be made to a prescribed person or to a person who is a member of a prescribed class of persons.

6. The Act is further amended by adding the following Part:

6 La Loi est modifiée en outre par adjonction de la partie suivante :

**PART XII-B
LIABILITY OF DIRECTORS**

Definition **40r.**—(1) In this Part, “director” means a director of a corporation and includes a shareholder who is a party to a unanimous shareholder agreement.

Application (2) This Part applies to shareholders described in subsection (1) only to the extent that the directors are relieved, under subsection 108 (5) of the *Business Corporations Act*, 1982 or subsection 146 (5) of the *Canada Business Corporations Act*, of their liability to pay wages to the employees of the corporation.

Idem (3) This Part does not apply to directors of corporations to which Part III of the *Corporations Act* applies or to which the *Co-operative Corporations Act* applies.

Idem (4) This Part does not apply to directors, or persons who perform functions similar to those of a director, of a college of a health profession or a group of health professions that is established or continued under an Act of the Legislature.

Idem (5) This Part does not apply to directors of corporations,
(a) that have been incorporated in another jurisdiction;
(b) that have objects that are similar to the objects of those types of corporations referred to in subsection (3); and
(c) that are carried on without the purpose of gain.

Liability of directors **40s.**—(1) The directors of an employer are jointly and severally liable for wages as provided in this Part if,

- (a) where an employer is insolvent, the employee has caused a claim for unpaid wages to be filed with the receiver appointed by a court with respect to the employer or with the employer’s trustee in bankruptcy and the claim has not been paid;
- (b) an employment standards officer has made an order that the employer is liable for wages, unless the amount set out in the order has been paid or the employer has applied to have it reviewed;
- (c) an employment standards officer has made an order that a director is liable for wages, unless the amount set out in the order has been paid or the employer or the director has applied to have it reviewed; or
- (d) an adjudicator acting under subsection 49 (3) or a referee acting under section 50 or 51 has made, amended or affirmed an order that the employer is liable for wages or that the directors are liable for wages and the amount set out in the order has not been paid.

Employer primarily responsible (2) Despite subsection (1), the employer is primarily responsible for an employee’s wages but proceedings against the employer under this Act do not have to be exhausted before pro-

	ceedings may be commenced to collect wages from directors under this Part.
Wages	(3) The wages that directors are liable for under this Part are wages, not including termination pay and severance pay as they are provided for under this Act, under a contract of employment, or under a collective agreement and not including amounts that are deemed to be wages under this Act.
Vacation pay	(4) The vacation pay that directors are liable for is the greater of the minimum vacation pay provided in subsection 29 (2) and the amount contractually agreed to by the employer and the employee or his or her agent.
Holiday pay	(5) The amount of holiday pay that directors are liable for is the greater of the amount for the holidays at the rate as determined under this Act and the regulations and the amount for the holidays at the rate as contractually agreed to by the employer and the employee or his or her agent.
Overtime wages	(6) The overtime wages that directors are liable for are the greater of the amount of overtime pay provided in section 25 and the amount contractually agreed to by the employer and the employee or his or her agent.
Directors' maximum liability	(7) The directors of an employer corporation are jointly and severally liable to the employees of the corporation for all debts not exceeding six months' wages, as described in subsection (3), that become payable while they are directors for services performed for the corporation and for the vacation pay accrued while they are directors for not more than twelve months under this Act and the regulations made under it or under any collective agreement made by the corporation.
Interest	(8) Directors are liable to pay interest as prescribed on outstanding wages for which they are liable.
Contribution from other directors	(9) A director who has satisfied a claim for wages is entitled to contribution in relation to the wages from other directors who are liable for the claim.
Liability for settlements	40t. —(1) Directors are liable to the Employee Wage Protection Program for compensation awarded under section 40h to the extent and in the circumstances described in this section.
Idem	(2) A director shall be liable for wages, as described in subsection 40s (3), to the extent of the settlement or compromise unless, <ul style="list-style-type: none"> (a) at the time of or after the settlement or compromise, the employer becomes insolvent and the director knew or ought to have known of the insolvency when the settlement or compromise was agreed to; or (b) the settlement or compromise was made as the result of fraud or coercion on the part of the employer and the director knew or ought to have known of it.
Determination of liability	(3) A director shall only be held liable for an amount in excess of the settlement or compromise when, on the grounds set out in subsection (2), an employment standards officer makes an order assessing such greater amount.
Maximum liability	(4) Nothing in this section increases the maximum liability of a director under this Act beyond the amounts set out in subsections 40s (7) and (8).
Orders: when order against employer	40u. —(1) If an employment standards officer makes an order against an employer under section 47 that wages be paid, he or she may make an order to pay wages, as described in subsection 40s (3), against some or all of the directors of the employer and

may serve a copy of the order on them together with a copy of the order to pay against the employer.

Application
for review

(2) Within fifteen days of service of the order or in such longer period as the Director may for special reasons allow, a director may apply under section 50 to have the order against them reviewed or to have a finding that he or she is a director reviewed.

Idem

(3) For the purposes of a review provided for in subsection (2), a reference in section 50 to “employer” shall be deemed to read as a reference to “director”.

Idem

(4) Despite subsection 50 (1), a director is not required to pay the wages to the Director in order to apply for a review under that subsection.

Effect of
order

(5) If the directors do not comply with the order or do not apply to have it reviewed, the order becomes final and binding against those directors even though a review hearing is held to determine another person’s liability under this Act.

Orders:
insolvent
employer

(6) If an employer is insolvent and the employee has caused a claim for unpaid wages to be filed with the receiver appointed by a court with respect to the employer or with the employer’s trustee in bankruptcy, and the claim has not been paid, the employment standards officer may issue an order to pay wages as described in subsection 40s (3) against some or all of the directors and shall serve it on them.

Procedure

(7) Subsections (2), (3), (4) and (5) apply with necessary modifications to an order made under subsection (6).

Maximum
liability

(8) Nothing in this section increases the maximum liability of a director beyond the amounts set out in subsections 40s (7) and (8).

Orders after
order against
employer

40v.—(1) An employment standards officer may make an order to pay wages as described in subsection 40s (3) against some or all of the directors of an employer who were not the subject of an order under subsection 40u (1) or (6), and may serve it on them,

- (a) after an employment standards officer has made an order against the employer under section 47 that wages be paid and they have not been paid and the employer has not applied to have the order reviewed;
- (b) after an employment standards officer has made an order against directors under subsection 40u (1) or (6) and the amount has not been paid and the employer or the directors have not applied to have it reviewed;
- (c) after an adjudicator has made, amended or affirmed an order against an employer under section 49 that an amount be paid and the amount has not been paid; or
- (d) after a referee acting under section 50 or 51 has made, affirmed or amended an order that the employer or the directors owe wages to the employee.

Review

(2) A director who is served under subsection (1) and who considers himself or herself aggrieved by the order may, within fifteen days of its service or such longer period as the Director may for special reasons allow, apply to have it or the finding that he or she is a director reviewed by way of a hearing.

Application
for review

(3) An application for review shall be made in writing to the Director and shall specify the grounds for the application.

Hearing

(4) The review shall be heard as soon as is practicable by a referee selected by the Director from the panel of referees.

Parties	(5) The directors who are served, the employment standards officer from whose order the application for review is taken and such other persons as the referee may specify are parties to the application for review and, on the review, the directors served shall be the applicants and the employment standards officer and such other persons specified by the referee, if any, shall be the respondents.
Idem	(6) On a review, the referee may substitute his or her findings for those of the employment standards officer who issued the order being reviewed and may amend, rescind or affirm the order against any or all of the directors who were served.
Decision final and binding	(7) A decision of the referee under this section is final and binding upon the parties to the review and on such other parties as the referee may specify and is not subject to a review under section 50.
Maximum liability	(8) Nothing in this section increases the maximum liability of a director beyond the amounts set out in subsections 40s (7) and (8).
Payment to Director	40va. At the discretion of the Director, a director who is subject to an order under section 40u or 40v may be ordered to pay the wages in trust to the Director.
Limitation	40w. —(1) In the event of a conflict between the limitation period set out in subsection 63 (1) and a limitation period in any other Act, the limitation period in subsection 63 (1) applies unless the provision in the other Act states that it is to prevail over that subsection.
Assignment of judgment	(2) If a judgment has been obtained against the employer or a certificate has been filed under section 54, a director from whom the Program Administrator has recovered is entitled to an assignment of the judgment or certificate to the extent of the amount that has been recovered from that director after the Employee Wage Protection Program and the employees have fully recovered the wages that were owed.
Service	40x. —(1) A director may be served by prepaid registered mail addressed to his or her last known address or may be served personally.
Appointment of adjudicator	(2) If the document that was mailed under subsection (1) is returned and the director is not served personally, the Director may appoint an adjudicator to consider the manner of service.
Powers of adjudicator	(3) The adjudicator may order that service be effected in such manner as he or she considers appropriate in the circumstances.
Offence	40y. Any director who fails to comply with an order of an employment standards officer and who has not applied for a review of it or who fails to comply with an order of an adjudicator or a referee is guilty of an offence and is liable on conviction to a fine not exceeding \$50,000.
No contracting	40z. —(1) No provision in a contract, in the articles of incorporation or the by-laws of a corporation or in a resolution of a corporation relieves a director from the duty to act according to this Act or relieves him or her from liability for breach of it.
Indemnification of directors	(2) An employer may indemnify a director, a former director and the heirs or legal representatives of a director or former director against all costs, charges and expenses, including an amount paid to satisfy an order under this Act or paid in respect of a certificate issued under this Act, reasonably incurred by the director in respect of any civil or administrative action or proceeding to which he or she is a party by reason of being or having been a director of the employer if,

- (a) he or she has acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the employer; and
- (b) in the case of a proceeding or action that is enforced by a monetary penalty, he or she had reasonable grounds for believing that his or her conduct was lawful.

Civil
remedies
protected

40za. No civil remedy that a person may have against a director or that a director may have against any person is suspended or affected by this Part.

7. The Act is further amended by adding the following section:

7 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

Appointment
of adjudica-
tors

42a.—(1) The Minister shall appoint such persons to be adjudicators as he or she considers necessary for the purposes of this Act.

Remunera-
tion

(2) An adjudicator shall receive such remuneration and expenses as the Lieutenant Governor in Council may determine.

8. The Act is further amended by adding the following section:

8 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

Wages

46a. Despite subclause 1 (p) (iv), payments described in clause 40b (2) (d) shall, for the purposes of this Part, be deemed to be wages.

9.—(1) Clause 47 (1) (c) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 22, section 3 and amended by 1989, chapter 72, section 48 and 1990, chapter 26, section 3, is repealed and the following substituted:

9 (1) L'alinéa 47 (1) (c) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 3 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1981 et modifié par l'article 48 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989 et par l'article 3 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (c) issue an order in writing to the employer to pay forthwith to the Director in trust any wages to which an employee is entitled and in addition such order shall provide for payment, by the employer to the Director, of administration costs in the amount of 10 per cent of the wages or \$100, whichever is the greater.

(2) Section 47 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 22, section 3, 1989, chapter 72, section 48 and 1990, chapter 26, section 3, is further amended by adding the following subsections:

(2) L'article 47 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 1981, par l'article 48 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989 et par l'article 3 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1990, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Failure to
pay sever-
ance pay

(1a) If an employee has agreed to a compromise or settlement under clause (1) (b) and the employer does not pay the wages agreed upon or the employee demonstrates that the compromise or settlement was entered into as the result of the employer's fraud or coercion, an employment standards officer may issue an order under subsection (1).

Effect of
order

(7) If an employer fails to apply under section 50 for a review of an order issued by an employment standards officer, the order becomes final and binding against the employer even though a review hearing is held to determine another person's liability under this Act.

10.—(1) Subsection 49 (1) of the Act is amended by striking out "under" in the fourth line and substituting "or has found that the employee has no other entitlements or that there are no actions which the

10 (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «under» à la quatrième ligne, de «or has found that the employee has no other entitlements or that there are no actions which the employer is to

employer is to do or is to refrain from doing in order to be in compliance with”.

do or is to refrain from doing in order to be in compliance with».

(2) Subsection 49 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 49 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Review of
refusal to
issue order

(2) An employee who considers himself or herself aggrieved by the refusal to issue an order to an employer or by the issuance of an order that in his or her view does not include all of the wages or other entitlements to which he or she is entitled may apply to the Director in writing within fifteen days of the date of the mailing of the letter mentioned in subsection (1) or the date of the issue of the order or such longer period as the Director may for special reasons allow for a review of the refusal or of the amount of the order.

Appointment
of adjudicator

(3) Upon receipt of an application for review, the Director may appoint an adjudicator who shall hold a hearing.

Parties to
hearing

(4) The employee who applied for the review, the employment standards officer whose order or refusal to make an order is the subject of the review and such other persons, including the employer and directors of the employer, as the adjudicator may specify are parties to the review hearing.

Power of
adjudicator

(5) The adjudicator who is conducting the hearing may with necessary modifications exercise the powers conferred on an employment standards officer under this Act and may make an order with respect to the refusal or an order to amend, rescind or affirm the order of the employment standards officer.

Notice

(6) When the adjudicator makes an order or amends, rescinds or affirms an order of the employment standards officer, he or she shall notify the employee and any other person affected by it of the order by prepaid letter addressed to the person's last known address.

Decision of
adjudicator

(7) The order of the adjudicator is not subject to a review under section 50 and is final and binding on the parties.

11.—(1) Subsection 50 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 55, section 3, 1988, chapter 7, section 2 and 1991, chapter 5, section 17, is further amended by inserting after “39m” in the amendment of 1991 “40u”.

11 (1) Le paragraphe 50 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1983, par l'article 2 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988 et par l'article 17 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1991, soit modifié de nouveau par insertion, après «39m» dans la modification de 1991, de «40u».

(2) Subsection 50 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 50 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Hearing

(3) The Director shall select a referee from the panel of referees to hear the review.

(3) Section 50 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 55, section 3 and 1988, chapter 7, section 2, is further amended by adding the following subsections:

(3) L'article 50 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1983 et par l'article 2 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Interest

(1a) An employer who has applied for a review of the order is liable for interest as prescribed on any wages that are found to be owing and such interest shall be paid according to the decision of the referee.

Information
on entitlement to
wages

(5a) If an employer applies for a review, the employer shall provide the facts supporting why the entitlement to the wages

and why other directions or entitlements ordered, if any, are being challenged for each employee to the Director within fifteen days of applying for the review or such longer period as the Director may for special reasons allow, unless the Director waives this requirement in whole or in part.

Expedited
hearing

(5b) Not later than forty-five days after the review was applied for, the referee shall, before considering any substantive issue, commence the hearing on the employee's entitlement to wages.

Extensions

(5c) The referee may allow an extension of the period set out in subsection (5b) if an extension has been given under subsection (5a) or for other special reasons.

Interim
order

(5d) If, before the end of the hearing, the referee finds that there is an undisputed portion of wages, he or she shall affirm or amend the order of the employment standards officer or make such other order as he or she considers appropriate to the extent of the undisputed portion of the wages before the hearing is completed.

Decision of
referee

(5e) The referee shall issue his or her decision within ninety days after the first day of hearing, unless a referee designated by the Minister grants an extension for special reasons.

12. Section 51 of the Act is amended by adding the following subsections:

12 L'article 51 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Deemed
employers

(1a) Directors of an employer that is the subject of a report under subsection (1) have all the rights and defences of an employer for the purposes of the review and are bound by this section in like manner as the employer, except that their liability is limited to the amounts set out in subsections 40s (7) and (8) and they may only be ordered to pay wages as described in subsection 40s (3).

Idem

(1b) For purposes of a hearing provided for under subsection (1), a reference to "employer" shall be deemed to read as a reference to "director".

Information
on entitle-
ment for
wages

(1c) An employer who is the subject of a report under subsection (1) shall provide the facts supporting why any entitlement to wages and other possible entitlements are disputed for each employee to the Director within fifteen days of the Director appointing a referee or such longer period as the referee may for special reasons allow, unless the referee waives this requirement in whole or in part.

Expedited
hearing

(1d) Not later than forty-five days after the Director appoints the referee or such longer period as the referee may for special reasons allow and before considering any other substantive issue, the referee shall commence the hearing on the employee's entitlement to wages.

Interim deci-
sion

(1e) If, before the end of the hearing, the referee finds that there is an undisputed portion of wages or that certain wages are owed, he or she shall make an interim order with respect to such wages.

Decision of
referee

(1f) The referee shall issue his or her decision within ninety days after the first day of hearing, unless a referee designated by the Minister grants an extension for special reasons.

13. Section 52 of the Act is repealed and the following substituted:

13 L'article 52 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Payment to
Director

52.—(1) Where the Director has knowledge or suspects that a person is or is about to become indebted or liable to make any payment to an employer who is liable to make any payment under this Act or to a director who is liable to make any payment under this Act, the Director may, by registered letter or

letter served personally, demand that the person pay the money otherwise payable to the employer or to the director in whole or in part to the Director in trust on account of liability under this Act.

Receipt of
Director

(2) The receipt of the Director for money paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.

Liability to
pay

(3) Every person who has discharged any liability to an employer who is liable to make a payment under this Act or to a director who is liable to make a payment under this Act without complying with a demand under this section is liable to pay an amount equal to the liability discharged or the amount that he or she was required under this section to pay, whichever is the lesser.

14.—(1) Subsection 54 (1) of the Act is amended by adding after “employees” in the third line “or requiring a director to pay any money to the Director for or on behalf of an employee or employees”.

14 (1) Le paragraphe 54 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «employees» à la troisième ligne, de «or requiring a director to pay any money to the Director for or on behalf of an employee or employees».

(2) Subsection 54 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 54 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Copy of
certificate

(2) The Director shall send a copy of the certificate to the employer or to the director, as the case may be, by registered mail and shall advise the employer or the director of the date the certificate was filed.

15. Section 58 of the Act is amended by adding the following subsection:

15 L'article 58 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Offence

(2) No person shall provide false or misleading information under this Act.

16. Subsection 65 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1987, chapter 30, section 7 and 1990, chapter 26, section 4, is further amended by adding the following clauses:

16 Le paragraphe 65 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 4 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1990, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- (rb) prescribing other payments that are wages for purposes of subsection 40b (2);
- (rc) establishing criteria for seeking repayment for excess compensation for purposes of section 40m;
- (rd) governing the payment of interest under any or all of sections 40p, 40s and 50;
- (re) providing for and governing the consolidation of hearings under this Act;
- (rf) providing for the manner of apportioning compensation under subsection 40j (2);
- (rg) prescribing a maximum amount of compensation under section 40i;
- (rh) prescribing persons or classes of persons for purposes of section 40qb;
- (ri) governing the conditions that must be met before there is a deemed assignment of compensation under section 40qb and the restrictions that may be placed on such assignments.

Transition

17.—(1) An employee who would be eligible for compensation from the Employee Wage Protection Program under subsection

17 (1) L'employé qui serait admissible à une indemnité dans le cadre du Programme de protection des salaires des employés aux

Disposition
transitoire

40e (1) of the *Employment Standards Act*, as enacted by section 5 of this Act, may be compensated,

- (a) when, on or after the 1st day of October, 1990 and before section 5 of this Act is proclaimed in force, wages, excluding termination pay and severance pay, become due and owing;
- (b) when, due to a lay-off that commenced on or after the 1st day of October, 1990 and before section 5 of this Act is proclaimed in force, the employee is terminated or is deemed to be terminated and termination pay or severance pay is due and owing; and
- (c) when a termination occurs on or after the 1st day of October, 1990 and before section 5 of this Act is proclaimed in force and termination pay or severance pay is due and owing.

Idem

(2) If an order is issued with respect to wages described in subsection (1), the order shall not exceed the sum of,

- (a) \$4,000 with respect to any wages other than the employee's severance pay and compensation awarded under section 39;
- (b) the amount of the employee's severance pay, if any; and
- (c) the amount of compensation awarded under section 39, if any.

Idem

(3) For purposes of this section, any claim described in clause 40e (1) (a) of the *Employment Standards Act*, as made by section 5 of this Act, that has been verified by the Program Administrator is deemed to be an order.

Idem

(4) Despite subsection (2), the maximum amount of compensation that an employee may receive under this section is \$5,000.

Commence-
ment

18. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

19. The short title of this Act is the *Employment Standards Amendment Act (Employee Wage Protection Program), 1991*.

termes du paragraphe 40e (1) de la loi intitulée *Employment Standards Act* («*Loi sur les normes d'emploi*»), tel qu'il est adopté par l'article 5 de la présente loi, peut être indemnisé dans les cas suivants :

- a) lorsque, le 1^{er} octobre 1990 ou par la suite, mais avant que l'article 5 de la présente loi ne soit proclamé en vigueur, un salaire, à l'exception des indemnités de licenciement et de cessation d'emploi, devient exigible;
- b) lorsque, en raison d'une mise à pied ayant pris effet le 1^{er} octobre 1990 ou par la suite, mais avant que l'article 5 de la présente loi ne soit proclamé en vigueur, l'employé est licencié ou est réputé l'être et qu'une indemnité de licenciement ou de cessation d'emploi lui est due;
- c) lorsque son licenciement survient le 1^{er} octobre 1990 ou par la suite, mais avant que l'article 5 de la présente loi ne soit proclamé en vigueur, et qu'une indemnité de licenciement ou de cessation d'emploi lui est due.

Idem

(2) Dans le cas où est rendue une ordonnance relativement au salaire visé au paragraphe (1), l'indemnité prévue par l'ordonnance ne dépasse pas la somme des montants suivants :

- a) 4 000 \$ au titre de tout salaire, à l'exception de l'indemnité de cessation d'emploi de l'employé et de l'indemnité qui lui est attribuée en vertu de l'article 39;
- b) le montant de l'indemnité de cessation d'emploi de l'employé, le cas échéant;
- c) le montant de l'indemnité qui lui est attribuée en vertu de l'article 39, le cas échéant.

Idem

(3) Pour l'application du présent article, toute demande visée à l'alinéa 40e (1) (a) de la loi intitulée *Employment Standards Act* («*Loi sur les normes d'emploi*»), tel qu'il est adopté par l'article 5 de la présente loi, et qu'a vérifiée l'administrateur du Programme est réputée une ordonnance.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (2), l'indemnité maximale qu'un employé peut recevoir en vertu du présent article est de 5 000 \$.

Entrée en
vigueur

18 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

19 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur les normes d'emploi (Programme de protection des salaires des employés)*.

CHAPTER 17

An Act to revise the Arbitrations Act

Assented to November 25th, 1991

CONTENTS

INTRODUCTORY MATTERS

1. Definitions
2. Application of Act
3. Contracting out
4. Waiver of right to object
5. Arbitration agreements

COURT INTERVENTION

6. Court intervention limited
7. Stay
8. Powers of court

COMPOSITION OF ARBITRAL TRIBUNAL

9. Number of arbitrators
10. Appointment of arbitral tribunal
11. Duty of arbitrator
12. No revocation
13. Challenge
14. Termination of arbitrator's mandate
15. Removal of arbitrator by court
16. Appointment of substitute arbitrator

JURISDICTION OF ARBITRAL TRIBUNAL

17. Jurisdiction, objections
18. Detention, preservation and inspection of property

CONDUCT OF ARBITRATION

19. Equality and fairness
20. Procedure
21. Evidence
22. Time and place of arbitration and meetings
23. Commencement of arbitration
24. Matters referred to arbitration
25. Procedural directions
26. Hearings and written proceedings
27. Default
28. Appointment of expert
29. Obtaining evidence
30. Restriction

AWARDS AND TERMINATION OF ARBITRATION

31. Application of law and equity
32. Conflict of laws
33. Application of arbitration agreement, contract and usages of trade
34. Decision of arbitral tribunal
35. Mediation and conciliation
36. Settlement
37. Binding nature of award

CHAPITRE 17

Loi portant révision de la Loi sur l'arbitrage

Sanctionnée le 25 novembre 1991

TABLE DES MATIÈRES

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

1. Définitions
2. Application de la Loi
3. Exclusion de dispositions
4. Renonciation au droit d'objection
5. Convention d'arbitrage

INTERVENTION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE

6. Intervention limitée du tribunal judiciaire
7. Sursis
8. Pouvoirs du tribunal judiciaire

COMPOSITION DU TRIBUNAL ARBITRAL

9. Nombre d'arbitres
10. Désignation du tribunal arbitral
11. Obligations de l'arbitre
12. Révocation impossible
13. Récusation
14. Fin du mandat de l'arbitre
15. Révocation de l'arbitre par le tribunal judiciaire
16. Désignation d'un arbitre remplaçant

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL ARBITRAL

17. Compétence, objections
18. Garde, conservation et examen de biens

CONDUITE DE L'ARBITRAGE

19. Égalité et équité
20. Procédure
21. Preuves
22. Date, heure et lieu de l'arbitrage et réunions
23. Début de l'arbitrage
24. Questions soumises à l'arbitrage
25. Directives en matière de procédure
26. Procédure orale et procédure écrite
27. Défaut
28. Nomination d'un expert
29. Obtention de preuves
30. Restriction

SENTENCES ET CLÔTURE DE L'ARBITRAGE

31. Application de la loi et de l'équité
32. Conflit de lois
33. Application de la convention d'arbitrage, du contrat et des usages du commerce
34. Décision du tribunal arbitral
35. Médiation et conciliation
36. Règlement
37. Caractère obligatoire de la sentence

38. Form of award
39. Extension of time limits
40. Explanation
41. Interim awards
42. More than one final award
43. Termination of arbitration
44. Corrections

REMEDIES

45. Appeal
46. Setting aside award
47. Time limit
48. Declaration of invalidity of arbitration
49. Further appeal
50. Enforcement of award

GENERAL

51. Crown bound
52. Limitation periods
53. Service of notice
54. Costs
55. Arbitrator's fees and expenses
56. Assessment of costs, fees and expenses
57. Interest
58. Repeal
59. Commencement
60. Short title

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTRODUCTORY MATTERS

Definitions

1. In this Act,

“arbitration agreement” means an agreement by which two or more persons agree to submit to arbitration a dispute that has arisen or may arise between them; (“convention d'arbitrage”)

“arbitrator” includes an umpire; (“arbitre”)

“court”, except in sections 6 and 7, means the Ontario Court (General Division). (“tribunal judiciaire”)

Application of Act to arbitrations conducted under agreements

2.—(1) This Act applies to an arbitration conducted under an arbitration agreement unless,

- (a) the application of this Act is excluded by law; or
- (b) the *International Commercial Arbitration Act, 1988* applies to the arbitration.

Transition, existing agreements

(2) This Act applies to an arbitration conducted under an arbitration agreement made before the day this Act comes into force, if the arbitration is commenced after that day.

Application of Act to arbitrations conducted under statutes

(3) This Act applies, with necessary modifications, to an arbitration conducted in accordance with another Act, unless that Act

38. Forme de la sentence
39. Prorogation du délai
40. Explications
41. Sentences provisoires
42. Plus d'une sentence définitive
43. Clôture de l'arbitrage
44. Corrections

RECOURS

45. Appel
46. Annulation de la sentence
47. Délai
48. Déclaration de nullité de l'arbitrage
49. Nouvel appel
50. Exécution de la sentence

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

51. Couronne liée
52. Délais de prescription
53. Signification d'avis
54. Dépens
55. Honoraires et frais de l'arbitre
56. Liquidation des dépens, frais et honoraires
57. Intérêts
58. Abrogation
59. Entrée en vigueur
60. Titre abrégé

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte ce qui suit :

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«arbitre» S'entend en outre d'un surarbitre. («arbitrator»)

«convention d'arbitrage» Convention par laquelle plusieurs personnes conviennent de soumettre à l'arbitrage un différend survenu ou susceptible de survenir entre elles. («arbitration agreement»)

«tribunal judiciaire» Sauf aux articles 6 et 7, s'entend de la Cour de l'Ontario (Division générale). («court»)

2 (1) La présente loi s'applique à tout arbitrage effectué en vertu d'une convention d'arbitrage à moins que, selon le cas :

- a) l'application de la présente loi ne soit exclue de par la loi;
- b) la *Loi de 1988 sur l'arbitrage commercial international* ne s'applique à l'arbitrage.

Application de la Loi aux arbitrages effectués en vertu de conventions

(2) La présente loi s'applique à tout arbitrage effectué en vertu d'une convention d'arbitrage conclue avant la date où la présente loi entre en vigueur, si l'arbitrage est engagé après cette date.

Disposition transitoire, conventions existantes

(3) La présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux arbitrages effectués conformément à une autre loi, sauf dis-

Application de la Loi aux arbitrages effectués en vertu d'autres lois

provides otherwise: however, in the event of conflict between this Act and the other Act or regulations made under the other Act, the other Act or the regulations prevail.

Transition,
arbitrations
already
commenced

(4) Despite its repeal by subsection 58 (1), the *Arbitrations Act*, being chapter 25 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, continues to apply to arbitrations that are commenced before the day this Act comes into force.

Contracting
out

3. The parties to an arbitration agreement may agree, expressly or by implication, to vary or exclude any provision of this Act except the following:

1. Subsection 5 (4) ("*Scott v. Avery*" clauses).
2. Section 19 (equality and fairness).
3. Section 39 (extension of time limits).
4. Section 46 (setting aside award).
5. Section 48 (declaration of invalidity of arbitration).
6. Section 50 (enforcement of award).

Waiver of
right to
object

4. A party who participates in an arbitration despite being aware of non-compliance with a provision of this Act, except one mentioned in section 3, or with the arbitration agreement, and does not object to the non-compliance within the time limit provided or, if none is provided, within a reasonable time, shall be deemed to have waived the right to object.

Arbitration
agreements

5.—(1) An arbitration agreement may be an independent agreement or part of another agreement.

Further
agreements

(2) If the parties to an arbitration agreement make a further agreement in connection with the arbitration, it shall be deemed to form part of the arbitration agreement.

Oral agree-
ments

(3) An arbitration agreement need not be in writing.

"*Scott v.*
Avery"
clauses

(4) An agreement requiring or having the effect of requiring that a matter be adjudicated by arbitration before it may be dealt with by a court has the same effect as an arbitration agreement.

Revocation

(5) An arbitration agreement may be revoked only in accordance with the ordinary rules of contract law.

COURT INTERVENTION

Court inter-
vention
limited

6. No court shall intervene in matters governed by this Act, except for the following purposes, in accordance with this Act:

position contraire de cette loi. Toutefois, en cas de conflit entre la présente loi et l'autre loi ou les règlements pris en application de cette dernière, l'autre loi ou les règlements l'emportent.

(4) Malgré son abrogation par le paragraphe 58 (1), la loi intitulée *Arbitrations Act*, qui constitue le chapitre 25 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, continue de s'appliquer aux arbitrages engagés avant la date où la présente loi entre en vigueur.

Disposition
transitoire
arbitrages
déjà engagés

3 Les parties à une convention d'arbitrage peuvent convenir, expressément ou implicitement, de modifier ou d'exclure une disposition de la présente loi, à l'exception de celles qui suivent :

Exclusion de
dispositions

1. Le paragraphe 5 (4) (clauses du type «*Scott c. Avery*»).
2. L'article 19 (égalité et équité).
3. L'article 39 (prorogation du délai).
4. L'article 46 (annulation de la sentence).
5. L'article 48 (déclaration de nullité de l'arbitrage).
6. L'article 50 (exécution de la sentence).

4 Est réputée avoir renoncé à son droit d'objection la partie qui, tout en sachant qu'une disposition de la présente loi, à l'exclusion d'une disposition mentionnée à l'article 3, ou la convention d'arbitrage n'est pas respectée, participe à un arbitrage sans s'opposer à ce non-respect dans le délai prévu ou, s'il n'est pas prévu de délai, dans un délai raisonnable.

Renonciation
au droit d'ob-
jection

5 (1) La convention d'arbitrage peut constituer une convention distincte ou faire partie d'une autre convention.

Convention
d'arbitrage

(2) Si les parties à une convention d'arbitrage concluent une autre convention relativement à l'arbitrage, celle-ci est réputée faire partie de la convention d'arbitrage.

Conventions
ultérieures

(3) Il n'est pas nécessaire que la convention d'arbitrage soit sous forme écrite.

Convention
verbale

(4) La convention qui exige ou qui a pour effet d'exiger qu'une question soit tranchée par la voie arbitrale avant de pouvoir être portée devant un tribunal judiciaire a le même effet qu'une convention d'arbitrage.

Clauses du
type «*Scott c.*
Avery»

(5) La convention d'arbitrage ne peut être révoquée que conformément aux règles ordinaires du droit des obligations.

Revocation

INTERVENTION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE

6 Aucun tribunal judiciaire ne doit intervenir dans les questions régies par la présente loi, sauf dans les cas prévus par celle-ci et pour les objets suivants :

Intervention
limitée du tri-
bunal judi-
ciaire

1. To assist the conducting of arbitrations.
2. To ensure that arbitrations are conducted in accordance with arbitration agreements.
3. To prevent unequal or unfair treatment of parties to arbitration agreements.
4. To enforce awards.

Stay

7.—(1) If a party to an arbitration agreement commences a proceeding in respect of a matter to be submitted to arbitration under the agreement, the court in which the proceeding is commenced shall, on the motion of another party to the arbitration agreement, stay the proceeding.

Exceptions

(2) However, the court may refuse to stay the proceeding in any of the following cases:

1. A party entered into the arbitration agreement while under a legal incapacity.
2. The arbitration agreement is invalid.
3. The subject-matter of the dispute is not capable of being the subject of arbitration under Ontario law.
4. The motion was brought with undue delay.
5. The matter is a proper one for default or summary judgment.

Arbitration may continue

(3) An arbitration of the dispute may be commenced and continued while the motion is before the court.

Effect of refusal to stay

(4) If the court refuses to stay the proceeding,

- (a) no arbitration of the dispute shall be commenced; and
- (b) an arbitration that has been commenced shall not be continued, and anything done in connection with the arbitration before the court made its decision is without effect.

Agreement covering part of dispute

(5) The court may stay the proceeding with respect to the matters dealt with in the arbitration agreement and allow it to continue with respect to other matters if it finds that,

- (a) the agreement deals with only some of the matters in respect of which the proceeding was commenced; and
- (b) it is reasonable to separate the matters dealt with in the agreement from the other matters.

1. Faciliter la conduite des arbitrages.
2. Veiller à ce que les arbitrages soient effectués conformément aux conventions d'arbitrage.
3. Empêcher que des parties aux conventions d'arbitrage soient traitées autrement que sur un pied d'égalité et avec équité.
4. Exécuter les sentences.

7 (1) Si une partie à une convention d'arbitrage introduit une instance à l'égard d'une question que la convention oblige à soumettre à l'arbitrage, le tribunal judiciaire devant lequel l'instance est introduite doit, sur la motion d'une autre partie à la convention d'arbitrage, surseoir à l'instance.

Sursis

(2) Cependant, le tribunal judiciaire peut refuser de surseoir à l'instance dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Exceptions

1. Une partie a conclu la convention d'arbitrage alors qu'elle était frappée d'incapacité juridique.
2. La convention d'arbitrage est nulle.
3. L'objet du différend ne peut faire l'objet d'un arbitrage aux termes des lois de l'Ontario.
4. La motion a été présentée avec un retard indu.
5. La question est propre à un jugement par défaut ou à un jugement sommaire.

(3) L'arbitrage du différend peut être engagé et poursuivi pendant que la motion est devant le tribunal judiciaire.

Poursuite de l'arbitrage

(4) Si le tribunal judiciaire refuse de surseoir à l'instance :

Conséquences du refus de surseoir

- a) d'une part, aucun arbitrage du différend ne peut être engagé;
- b) d'autre part, l'arbitrage qui a été engagé ne peut être poursuivi, et tout ce qui a été fait dans le cadre de l'arbitrage avant que le tribunal judiciaire ne rende sa décision est sans effet.

(5) Le tribunal judiciaire peut surseoir à l'instance en ce qui touche les questions traitées dans la convention d'arbitrage et permettre qu'elle se poursuive en ce qui touche les autres questions, s'il constate :

Convention s'appliquant à une partie du différend

- a) d'une part, que la convention ne traite que de certaines des questions à l'égard desquelles l'instance a été introduite;
- b) d'autre part, qu'il est raisonnable de dissocier les questions traitées dans la convention des autres questions.

No appeal	(6) There is no appeal from the court's decision.	(6) La décision du tribunal judiciaire n'est pas susceptible d'appel.	Décision sans appel
Powers of court	8. —(1) The court's powers with respect to the detention, preservation and inspection of property, interim injunctions and the appointment of receivers are the same in arbitrations as in court actions.	8 (1) Les pouvoirs du tribunal judiciaire en ce qui concerne la garde, la conservation et l'examen des biens, les injonctions provisoires et la nomination de séquestres sont les mêmes dans le cas d'arbitrages que dans le cas d'actions en justice.	Pouvoirs du tribunal judiciaire
Questions of law	(2) The arbitral tribunal may determine any question of law that arises during the arbitration; the court may do so on the application of the arbitral tribunal, or on a party's application if the other parties or the arbitral tribunal consent.	(2) Le tribunal arbitral peut statuer sur toute question de droit qui est soulevée au cours de l'arbitrage. Le tribunal judiciaire peut également le faire à la requête du tribunal arbitral, ou à la requête d'une partie, si les autres parties ou le tribunal arbitral y consentent.	Questions de droit
Appeal	(3) The court's determination of a question of law may be appealed to the Court of Appeal, with leave.	(3) La décision du tribunal judiciaire sur une question de droit peut faire l'objet d'un appel devant la Cour d'appel, sur autorisation de celle-ci.	Appel
More than one arbitration	(4) On the application of all the parties to more than one arbitration the court may order, on such terms as are just,	(4) À la requête de toutes les parties à plusieurs arbitrages, le tribunal judiciaire peut ordonner, selon le cas et aux conditions qui sont justes :	Plusieurs arbitrages
	(a) that the arbitrations be consolidated;	a) que les arbitrages soient joints;	
	(b) that the arbitrations be conducted simultaneously or consecutively; or	b) que les arbitrages soient effectués simultanément ou consécutivement;	
	(c) that any of the arbitrations be stayed until any of the others are completed.	c) qu'il soit sursis à l'un des arbitrages jusqu'à ce que l'un ou l'autre des arbitrages soit terminé.	
Arbitral tribunal for consolidated arbitrations	(5) When the court orders that arbitrations be consolidated, it may appoint an arbitral tribunal for the consolidated arbitration; if all the parties agree as to the choice of arbitral tribunal, the court shall appoint it.	(5) Si le tribunal judiciaire ordonne la jonction d'arbitrages, il peut désigner un tribunal arbitral pour effectuer les arbitrages joints. Si toutes les parties s'entendent sur le choix du tribunal arbitral, le tribunal judiciaire doit le désigner.	Tribunal arbitral chargé d'effectuer les arbitrages joints
Consolidation by agreement of parties	(6) Subsection (4) does not prevent the parties to more than one arbitration from agreeing to consolidate the arbitrations and doing everything necessary to effect the consolidation.	(6) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'empêcher les parties à plus d'un arbitrage de s'entendre pour joindre les arbitrages et de prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin.	Jonction des arbitrages par accord des parties
COMPOSITION OF ARBITRAL TRIBUNAL			
Number of arbitrators	9. If the arbitration agreement does not specify the number of arbitrators who are to form the arbitral tribunal, it shall be composed of one arbitrator.	9 Si la convention d'arbitrage ne précise pas le nombre d'arbitres qui doivent former le tribunal arbitral, celui-ci se compose d'un seul arbitre.	Nombre d'arbitres
Appointment of arbitral tribunal	10. —(1) The court may appoint the arbitral tribunal, on a party's application, if,	10 (1) Le tribunal judiciaire peut désigner le tribunal arbitral, à la requête d'une partie, dans les cas suivants :	Désignation du tribunal arbitral
	(a) the arbitration agreement provides no procedure for appointing the arbitral tribunal; or	a) la convention d'arbitrage ne prévoit aucune procédure de désignation du tribunal arbitral;	
	(b) a person with power to appoint the arbitral tribunal has not done so after a party has given the person seven days notice to do so.	b) une personne investie du pouvoir de désigner le tribunal arbitral n'a pas procédé à sa désignation après la remise par une partie d'un préavis de sept jours à cette fin.	

No appeal	(2) There is no appeal from the court's appointment of the arbitral tribunal.	(2) La désignation du tribunal arbitral par le tribunal judiciaire n'est pas susceptible d'appel.	Désignation sans appel
More than one arbitrator	(3) Subsections (1) and (2) apply, with necessary modifications, to the appointment of individual members of arbitral tribunals that are composed of more than one arbitrator.	(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la désignation de chacun des membres des tribunaux arbitraux qui comprennent plus d'un arbitre.	Cas où il y a plus d'un arbitre
Chair	(4) If the arbitral tribunal is composed of three or more arbitrators, they shall elect a chair from among themselves; if it is composed of two arbitrators, they may do so.	(4) Si le tribunal arbitral se compose d'au moins trois arbitres, ceux-ci doivent élire un président choisi parmi eux. S'il se compose de deux arbitres, ces derniers peuvent le faire.	Président
Duty of arbitrator	11. —(1) An arbitrator shall be independent of the parties and shall act impartially.	11 (1) L'arbitre doit être indépendant des parties et agir en toute impartialité.	Obligations de l'arbitre
Disclosure before accepting appointment	(2) Before accepting an appointment as arbitrator, a person shall disclose to all parties to the arbitration any circumstances of which he or she is aware that may give rise to a reasonable apprehension of bias.	(2) Avant d'accepter sa désignation comme arbitre, la personne désignée doit communiquer à toutes les parties à l'arbitrage toutes les circonstances dont elle a connaissance qui pourraient susciter des craintes raisonnables de partialité.	Divulgaration avant l'acceptation de la désignation
Disclosure during arbitration	(3) An arbitrator who, during an arbitration, becomes aware of circumstances that may give rise to a reasonable apprehension of bias shall promptly disclose them to all the parties.	(3) L'arbitre qui, au cours d'un arbitrage, apprend l'existence de circonstances pouvant susciter des craintes raisonnables de partialité les communique promptement à toutes les parties.	Divulgaration au cours d'un arbitrage
No revocation	12. A party may not revoke the appointment of an arbitrator.	12 Une partie ne peut révoquer la désignation d'un arbitre.	Révocation impossible
Challenge	13. —(1) A party may challenge an arbitrator only on one of the following grounds: 1. Circumstances exist that may give rise to a reasonable apprehension of bias. 2. The arbitrator does not possess qualifications that the parties have agreed are necessary.	13 (1) Une partie ne peut récuser un arbitre que pour l'un des motifs suivants : 1. Il existe des circonstances qui peuvent susciter des craintes raisonnables de partialité. 2. L'arbitre ne possède pas les compétences nécessaires dont sont convenues les parties.	Récusation
Idem. arbitrator appointed by party	(2) A party who appointed an arbitrator or participated in his or her appointment may challenge the arbitrator only for grounds of which the party was unaware at the time of the appointment.	(2) Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a désigné ou à la désignation duquel elle a participé que pour des motifs dont elle ignorait l'existence au moment de la désignation.	Idem : arbitre désigné par une partie
Procedure for challenge	(3) A party who wishes to challenge an arbitrator shall send the arbitral tribunal a statement of the grounds for the challenge, within fifteen days of becoming aware of them.	(3) La partie qui veut récuser un arbitre envoie au tribunal arbitral un énoncé des motifs de la récusation, dans les quinze jours de la date où elle en a appris l'existence.	Procédure de récusation
Removal or resignation of challenged arbitrator	(4) The other parties may agree to remove the challenged arbitrator, or the arbitrator may resign.	(4) Les autres parties peuvent convenir de révoquer l'arbitre récusé ou ce dernier peut démissionner.	Révocation ou démission de l'arbitre récusé
Decision of arbitral tribunal	(5) If the challenged arbitrator is not removed by the parties and does not resign, the arbitral tribunal, including the challenged arbitrator, shall decide the issue and shall notify the parties of its decision.	(5) Si l'arbitre récusé n'est pas révoqué par les parties et ne démissionne pas, le tribunal arbitral, y compris l'arbitre récusé, tranche le litige et avise les parties de sa décision.	Décision du tribunal arbitral
Application to court	(6) Within ten days of being notified of the arbitral tribunal's decision, a party may make an application to the court to decide	(6) Dans les dix jours de la date où elle a reçu avis de la décision du tribunal arbitral, une partie peut présenter une requête au tribunal judiciaire pour qu'il tranche le litige et,	Requête devant le tribunal judiciaire

the issue and, in the case of the challenging party, to remove the arbitrator.

Arbitration may continue

(7) While an application is pending, the arbitral tribunal, including the challenged arbitrator, may continue the arbitration and make an award, unless the court orders otherwise.

Termination of arbitrator's mandate

14.—(1) An arbitrator's mandate terminates when,

- (a) the arbitrator resigns or dies;
- (b) the parties agree to terminate it;
- (c) the arbitral tribunal upholds a challenge to the arbitrator, ten days elapse after all the parties are notified of the decision and no application is made to the court; or

(d) the court removes the arbitrator under subsection 15 (1).

Significance of resignation or agreement to terminate

(2) An arbitrator's resignation or a party's agreement to terminate an arbitrator's mandate does not imply acceptance of the validity of any reason advanced for challenging or removing him or her.

Removal of arbitrator by court

15.—(1) The court may remove an arbitrator on a party's application under subsection 13 (6) (challenge), or may do so on a party's application if the arbitrator becomes unable to perform his or her functions, commits a corrupt or fraudulent act, delays unduly in conducting the arbitration or does not conduct it in accordance with section 19 (equality and fairness).

Right of arbitrator

(2) The arbitrator is entitled to be heard by the court if the application is based on an allegation that he or she committed a corrupt or fraudulent act or delayed unduly in conducting the arbitration.

Directions

(3) When the court removes an arbitrator, it may give directions about the conduct of the arbitration.

Penalty

(4) If the court removes an arbitrator for a corrupt or fraudulent act or for undue delay, it may order that the arbitrator receive no payment for his or her services and may order that he or she compensate the parties for all or part of the costs, as determined by the court, that they incurred in connection with the arbitration before his or her removal.

Appeal re penalty

(5) The arbitrator or a party may, within thirty days after receiving the court's decision, appeal an order made under subsection (4) or the refusal to make such an order to the Court of Appeal, with leave of that court.

dans le cas de la partie récusante, pour qu'il révoque l'arbitre.

(7) En attendant qu'il soit statué sur la requête, le tribunal arbitral, y compris l'arbitre récusé, peut poursuivre l'arbitrage et rendre une sentence, à moins que le tribunal judiciaire n'en ordonne autrement.

Possibilité de poursuivre l'arbitrage

14 (1) Le mandat d'un arbitre prend fin dans les cas suivants :

Fin du mandat de l'arbitre

- a) l'arbitre démissionne ou décède;
- b) les parties conviennent d'y mettre fin;
- c) le tribunal arbitral maintient une récusation de l'arbitre, il s'écoule dix jours après que toutes les parties ont été avisées de la décision et aucune requête n'est présentée au tribunal judiciaire;
- d) le tribunal judiciaire révoque l'arbitre aux termes du paragraphe 15 (1).

(2) Le fait qu'un arbitre démissionne ou qu'une partie accepte de mettre fin au mandat d'un arbitre n'implique pas que les motifs avancés pour le récuser ou le révoquer sont considérés comme valides.

Portée de la démission ou de l'accord pour mettre fin au mandat

15 (1) Le tribunal judiciaire peut révoquer un arbitre à la requête d'une partie présentée aux termes du paragraphe 13 (6) (récusation). Il peut également le révoquer à la requête d'une partie si l'arbitre n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions, commet un acte vénel ou frauduleux, tarde indûment à effectuer l'arbitrage ou ne l'effectue pas conformément à l'article 19 (égalité et équité).

Révocation de l'arbitre par le tribunal judiciaire

(2) L'arbitre a le droit d'être entendu par le tribunal judiciaire si la requête est fondée sur l'allégation selon laquelle il a commis un acte vénel ou frauduleux, ou a tardé indûment à effectuer l'arbitrage.

Droit de l'arbitre

(3) Lorsqu'il révoque un arbitre, le tribunal judiciaire peut donner des directives touchant la conduite de l'arbitrage.

Directives

(4) Si le tribunal judiciaire révoque un arbitre pour avoir commis un acte vénel ou frauduleux, ou pour un retard indû, il peut interdire qu'une rémunération lui soit versée en contrepartie de ses services et lui ordonner de dédommager les parties pour tout ou partie des frais, selon la décision du tribunal judiciaire, qu'elles ont engagés relativement à l'arbitrage avant sa révocation.

Peine

(5) L'arbitre ou une partie peut, dans les trente jours de la date où ils ont reçu la décision du tribunal judiciaire, faire appel devant la Cour d'appel, sur autorisation de celle-ci, d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (4) ou du refus de rendre une telle ordonnance.

Appel relatif à une peine

No other
appeal

(6) Except as provided in subsection (5), there is no appeal from the court's decision or from its directions.

Appointment
of substitute
arbitrator

16.—(1) When an arbitrator's mandate terminates, a substitute arbitrator shall be appointed, following the procedure that was used in the appointment of the arbitrator being replaced.

Directions

(2) When the arbitrator's mandate terminates, the court may, on a party's application, give directions about the conduct of the arbitration.

Court
appointment

(3) The court may appoint the substitute arbitrator, on a party's application, if,

- (a) the arbitration agreement provides no procedure for appointing the substitute arbitrator; or
- (b) a person with power to appoint the substitute arbitrator has not done so after a party has given the person seven days notice to do so.

No appeal

(4) There is no appeal from the court's decision or from its directions.

Exception

(5) This section does not apply if the arbitration agreement provides that the arbitration is to be conducted only by a named arbitrator.

JURISDICTION OF ARBITRAL TRIBUNAL

Arbitral
tribunal may
rule on own
jurisdiction

17.—(1) An arbitral tribunal may rule on its own jurisdiction to conduct the arbitration and may in that connection rule on objections with respect to the existence or validity of the arbitration agreement.

Independent
agreement

(2) If the arbitration agreement forms part of another agreement, it shall, for the purposes of a ruling on jurisdiction, be treated as an independent agreement that may survive even if the main agreement is found to be invalid.

Time for
objections to
jurisdiction

(3) A party who has an objection to the arbitral tribunal's jurisdiction to conduct the arbitration shall make the objection no later than the beginning of the hearing or, if there is no hearing, no later than the first occasion on which the party submits a statement to the tribunal.

Party's
appointment
of arbitrator
no bar to
objection

(4) The fact that a party has appointed or participated in the appointment of an arbitrator does not prevent the party from making an objection to jurisdiction.

Time for
objections
that tribunal
is exceeding
authority

(5) A party who has an objection that the arbitral tribunal is exceeding its authority shall make the objection as soon as the matter alleged to be beyond the tribunal's authority is raised during the arbitration.

(6) Sauf disposition contraire du paragraphe (5), ni la décision ni les directives du tribunal judiciaire ne sont susceptibles d'appel.

16 (1) Lorsque le mandat d'un arbitre prend fin, un arbitre remplaçant est désigné selon la procédure qui a été suivie pour la désignation de l'arbitre remplacé.

(2) Lorsque le mandat de l'arbitre prend fin, le tribunal judiciaire peut, à la requête d'une partie, donner des directives touchant la conduite de l'arbitrage.

(3) Le tribunal judiciaire peut désigner l'arbitre remplaçant, à la requête d'une partie, dans les cas suivants :

- a) la convention d'arbitrage ne prévoit aucune procédure de désignation de l'arbitre remplaçant;
- b) la personne investie du pouvoir de désigner l'arbitre remplaçant n'a pas procédé à sa désignation après la remise par une partie d'un préavis de sept jours à cette fin.

(4) Ni la décision ni les directives du tribunal judiciaire ne sont susceptibles d'appel.

(5) Le présent article ne s'applique pas si la convention d'arbitrage prévoit que l'arbitrage ne doit être effectué que par un arbitre donné.

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL ARBITRAL

17 (1) Le tribunal arbitral peut statuer sur sa propre compétence en matière de conduite de l'arbitrage et peut, à cet égard, statuer sur les objections relatives à l'existence ou à la validité de la convention d'arbitrage.

(2) La convention d'arbitrage qui fait partie d'une autre convention est considérée, aux fins d'une décision sur la compétence, comme une convention distincte pouvant subsister même si la convention principale est déclarée nulle.

(3) Une partie qui a une objection touchant la compétence du tribunal arbitral en matière de conduite de l'arbitrage doit la présenter au plus tard au début de l'audience ou, en l'absence d'audience, au plus tard à la première occasion à laquelle la partie soumet une déclaration au tribunal arbitral.

(4) Le fait qu'une partie ait désigné un arbitre ou participé à sa désignation ne l'empêche pas de présenter une objection touchant sa compétence.

(5) Une partie qui a une objection selon laquelle le tribunal arbitral outrepassé ses pouvoirs la présente dès que la question qui est prétendue constituer un abus de pouvoir du tribunal judiciaire est soulevée pendant l'arbitrage.

Aucun autre
appel possible

Désignation
d'un arbitre
remplaçant

Directives

Désignation
par le tribu-
nal judiciaire

Aucun appel
possible

Exception

Possibilité
pour le tribu-
nal arbitral
de statuer sur
sa propre
compétence

Convention
distincte

Délai de
présentation
des objections
touchant la
compétence

Objections
émanant
d'une partie
qui a désigné
l'arbitre

Délai de
présentation
d'objections à
un abus de
pouvoir du
tribunal judi-
ciaire

Later objections	(6) Despite section 4, if the arbitral tribunal considers the delay justified, a party may make an objection after the time limit referred to in subsection (3) or (5), as the case may be, has expired.	(6) Malgré l'article 4, une partie peut présenter une objection une fois expiré le délai visé au paragraphe (3) ou (5), selon le cas, si le tribunal arbitral estime le retard justifié.	Objections tardives
Ruling	(7) The arbitral tribunal may rule on an objection as a preliminary question or may deal with it in an award.	(7) Le tribunal arbitral peut statuer sur une objection en la traitant comme une question préalable ou peut en traiter dans une sentence.	Décision
Review by court	(8) If the arbitral tribunal rules on an objection as a preliminary question, a party may, within thirty days after receiving notice of the ruling, make an application to the court to decide the matter.	(8) Si le tribunal arbitral statue sur une objection en la traitant comme une question préalable, une partie peut, dans les trente jours de la date où elle a reçu avis de la décision, présenter une requête au tribunal judiciaire pour qu'il rende une décision sur la question.	Révision par le tribunal judiciaire
No appeal	(9) There is no appeal from the court's decision.	(9) La décision du tribunal judiciaire n'est pas susceptible d'appel.	Aucun appel possible
Arbitration may continue	(10) While an application is pending, the arbitral tribunal may continue the arbitration and make an award.	(10) En attendant qu'il soit statué sur une requête, le tribunal arbitral peut poursuivre l'arbitrage et rendre une sentence.	Poursuite de l'arbitrage
Detention, preservation and inspection of property and documents	18. —(1) On a party's request, an arbitral tribunal may make an order for the detention, preservation or inspection of property and documents that are the subject of the arbitration or as to which a question may arise in the arbitration, and may order a party to provide security in that connection.	18 (1) À la demande d'une partie, le tribunal arbitral peut rendre une ordonnance portant sur la garde, la conservation ou l'examen des biens et des documents qui font l'objet de l'arbitrage ou à l'égard desquels une question peut être soulevée au cours de l'arbitrage. Il peut aussi ordonner à une partie de fournir un cautionnement à cet égard.	Garde, conservation et examen de biens et de documents
Enforcement by court	(2) The court may enforce the direction of an arbitral tribunal as if it were a similar direction made by the court in an action.	(2) Le tribunal judiciaire peut exécuter la directive d'un tribunal arbitral comme s'il s'agissait d'une directive similaire donnée par le tribunal judiciaire dans une action.	Exécution par le tribunal judiciaire

CONDUCT OF ARBITRATION

Equality and fairness	19. —(1) In an arbitration, the parties shall be treated equally and fairly.
Idem	(2) Each party shall be given an opportunity to present a case and to respond to the other parties' cases.
Procedure	20. —(1) The arbitral tribunal may determine the procedure to be followed in the arbitration, in accordance with this Act.
Idem	(2) An arbitral tribunal that is composed of more than one arbitrator may delegate the determination of questions of procedure to the chair.
Evidence	21. Sections 14, 15 and 16 (protection of witnesses, evidence at hearings, notice of facts and opinions) of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> apply to the arbitration, with necessary modifications.
Time and place of arbitration	22. —(1) The arbitral tribunal shall determine the time, date and place of arbitration, taking into consideration the parties' convenience and the other circumstances of the case.

CONDUITE DE L'ARBITRAGE

Égalité et équité	19 (1) Au cours de l'arbitrage, les parties sont traitées sur un pied d'égalité et avec équité.
Idem	(2) Chaque partie doit avoir la possibilité de présenter son exposé des faits et de répondre à ceux des autres parties.
Procédure	20 (1) Le tribunal arbitral peut déterminer la procédure à suivre au cours de l'arbitrage, conformément à la présente loi.
Idem	(2) Le tribunal arbitral qui est composé de plus d'un arbitre peut déléguer au président la détermination des questions de procédure.
Preuves	21 Les articles 14, 15 et 16 (immunité du témoin, preuve aux audiences, connaissance des faits et des opinions) de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> s'appliquent à l'arbitrage, avec les adaptations nécessaires.
Date, heure et lieu de l'arbitrage	22 (1) Le tribunal arbitral décide de la date, de l'heure et du lieu de l'arbitrage, en tenant compte des convenances des parties et des autres circonstances de l'affaire.

100	Chap. 17	ARBITRATION	1991
Meetings for special purposes	(2) The arbitral tribunal may meet at any place it considers appropriate for consultation among its members, for hearing witnesses, experts or parties, or for inspecting property or documents.	(2) Le tribunal arbitral peut se réunir à tout endroit qu'il juge approprié pour la tenue de consultations entre ses membres, pour l'audition des témoins, des experts ou des parties, ou pour l'examen de biens ou de documents.	Réunions à des fins spéciales
Commencement of arbitration	23. —(1) An arbitration may be commenced in any way recognized by law, including the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. A party to an arbitration agreement serves on the other parties notice to appoint or to participate in the appointment of an arbitrator under the agreement. 2. If the arbitration agreement gives a person who is not a party power to appoint an arbitrator, one party serves notice to exercise that power on the person and serves a copy of the notice on the other parties. 3. A party serves on the other parties a notice demanding arbitration under the agreement. 	23 (1) L'arbitrage peut être engagé de quelque manière reconnue par la loi, y compris les suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Une partie à une convention d'arbitrage signifie aux autres parties un avis leur enjoignant de désigner un arbitre ou de participer à sa désignation aux termes de la convention. 2. Si la convention d'arbitrage confère à une personne qui n'est pas une partie le pouvoir de désigner un arbitre, une partie signifie à cette personne un avis lui enjoignant d'exercer ce pouvoir et signifie une copie de l'avis aux autres parties. 3. Une partie signifie aux autres parties un avis par lequel elle demande la tenue d'un arbitrage aux termes de la convention. 	Début de l'arbitrage
Exercise of arbitral tribunal's powers	(2) The arbitral tribunal may exercise its powers when every member has accepted appointment.	(2) Le tribunal arbitral peut exercer ses pouvoirs une fois que chacun des membres a accepté sa désignation.	Exercice de ses pouvoirs par le tribunal arbitral
Matters referred to arbitration	24. A notice that commences an arbitration without identifying the dispute shall be deemed to refer to arbitration all disputes that the arbitration agreement entitles the party giving the notice to refer.	24 L'avis qui introduit une procédure d'arbitrage sans préciser la nature du différend est réputé soumettre à l'arbitrage tous les différends que la convention d'arbitrage autorise la partie qui signifie l'avis à soumettre.	Questions soumises à l'arbitrage
Procedural directions	25. —(1) An arbitral tribunal may require that the parties submit their statements within a specified period of time.	25 (1) Le tribunal arbitral peut exiger des parties qu'elles soumettent leur déclaration dans un délai précis.	Directives en matière de procédure
Contents of statements	(2) The parties' statements shall indicate the facts supporting their positions, the points at issue and the relief sought.	(2) Dans leur déclaration, les parties énoncent les faits à l'appui de leur point de vue, les points litigieux et le redressement demandé.	Contenu des déclarations
Documents and other evidence	(3) The parties may submit with their statements the documents they consider relevant, or may refer to the documents or other evidence they intend to submit.	(3) Les parties peuvent soumettre avec leur déclaration les documents qu'elles jugent pertinents ou y faire mention des documents ou autres preuves qu'elles comptent soumettre.	Documents et autres preuves
Changes to statements	(4) The parties may amend or supplement their statements during the arbitration; however, the arbitral tribunal may disallow a change that is unduly delayed.	(4) Les parties peuvent modifier ou compléter leur déclaration au cours de l'arbitrage. Toutefois, le tribunal arbitral peut rejeter tout changement présenté avec un retard indu.	Changements apportés aux déclarations
Oral statements	(5) With the arbitral tribunal's permission, the parties may submit their statements orally.	(5) Sur autorisation du tribunal arbitral, les parties peuvent soumettre leur déclaration oralement.	Déclarations orales
Directions of arbitral tribunal	(6) The parties and persons claiming through or under them shall, subject to any legal objection, comply with the arbitral tribunal's directions, including directions to,	(6) Les parties et leurs ayants droit doivent, sous réserve de toute objection légale, se conformer aux directives du tribunal arbitral, y compris celles voulant :	Directives du tribunal arbitral

- (a) submit to examination on oath or affirmation with respect to the dispute;
- (b) produce records and documents that are in their possession or power.

Enforcement
by court

(7) The court may enforce the direction of an arbitral tribunal as if it were a similar direction made by the court in an action.

Hearings and
written
proceedings

26.—(1) The arbitral tribunal may conduct the arbitration on the basis of documents or may hold hearings for the presentation of evidence and for oral argument; however, the tribunal shall hold a hearing if a party requests it.

Notice

(2) The arbitral tribunal shall give the parties sufficient notice of hearings and of meetings of the tribunal for the purpose of inspection of property or documents.

Communica-
tion to
parties

(3) A party who submits a statement to the arbitral tribunal or supplies the tribunal with any other information shall also communicate it to the other parties.

Idem

(4) The arbitral tribunal shall communicate to the parties any expert reports or other documents on which it may rely in making a decision.

Failure to
submit state-
ment

27.—(1) If the party who commenced the arbitration does not submit a statement within the period of time specified under subsection 25 (1), the arbitral tribunal may, unless the party offers a satisfactory explanation, make an award dismissing the claim.

Idem

(2) If a party other than the one who commenced the arbitration does not submit a statement within the period of time specified under subsection 25 (1), the arbitral tribunal may, unless the party offers a satisfactory explanation, continue the arbitration, but shall not treat the failure to submit a statement as an admission of another party's allegations.

Party's
failure to
appear or
produce
evidence

(3) If a party fails to appear at a hearing or to produce documentary evidence, the arbitral tribunal may, unless the party offers a satisfactory explanation, continue the arbitration and make an award on the evidence before it.

Delay

(4) In the case of delay by the party who commenced the arbitration, the arbitral tribunal may make an award dismissing the claim or give directions for the speedy determination of the arbitration, and may impose conditions on its decision.

- a) qu'elles se soumettent à un interrogatoire sous serment ou sous déclaration solennelle relativement au différend;
- b) qu'elles produisent des dossiers et des documents qui sont en leur possession ou sous leur garde.

(7) Le tribunal judiciaire peut exécuter la directive d'un tribunal arbitral comme s'il s'agissait d'une directive similaire donnée par le tribunal judiciaire dans une action.

Exécution par
le tribunal
judiciaire

26 (1) Le tribunal arbitral peut effectuer l'arbitrage en se fondant sur des documents ou tenir des audiences aux fins de la production de preuves et de la plaidoirie. Toutefois, si une partie en fait la demande, le tribunal arbitral doit tenir une audience.

Procédure
orale et pro-
cédure écrite

(2) Le tribunal arbitral donne aux parties un préavis suffisant de ses audiences et de ses réunions aux fins de l'examen de biens ou de documents.

Préavis

(3) Toute partie qui soumet une déclaration au tribunal arbitral ou lui fournit d'autres renseignements les communique également aux autres parties.

Communica-
tion aux par-
ties

(4) Le tribunal arbitral communique aux parties tous les rapports d'expert ou autres documents sur lesquels il peut s'appuyer pour rendre une décision.

Idem

27 (1) Si la partie qui a introduit la procédure d'arbitrage ne soumet pas de déclaration dans le délai précisé en vertu du paragraphe 25 (1), le tribunal arbitral peut, à moins que la partie ne fournisse une explication satisfaisante, rendre une sentence qui rejette la demande.

Défaut de
soumettre la
déclaration

(2) Si une partie autre que celle qui a introduit la procédure d'arbitrage ne soumet pas de déclaration dans le délai précisé en vertu du paragraphe 25 (1), le tribunal arbitral peut, à moins que la partie ne fournisse une explication satisfaisante, poursuivre l'arbitrage. Cependant, il ne doit pas considérer le fait qu'il ne soit pas soumis de déclaration comme une reconnaissance des allégations d'une autre partie.

Idem

(3) Si une partie ne comparait pas à une audience ou ne produit pas de preuves documentaires, le tribunal arbitral peut, à moins que la partie ne fournisse une explication satisfaisante, poursuivre l'arbitrage et rendre une sentence en se fondant sur les preuves dont il dispose.

Cas où une
partie ne
comparaît pas
ou ne produit
pas de preu-
ves

(4) En cas de retard de la partie qui a introduit la procédure d'arbitrage, le tribunal arbitral peut rendre une sentence qui rejette la demande ou donner des directives en vue d'une résolution expéditive de l'arbitrage, et peut assortir sa décision de conditions.

Retard

102	Chap. 17	ARBITRATION	1991
Jointly commenced arbitration	(5) If the arbitration was commenced jointly by all the parties, subsections (2) and (3) apply, with necessary modifications, but subsections (1) and (4) do not.	(5) Si la procédure d'arbitrage a été introduite conjointement par toutes les parties, les paragraphes (2) et (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, mais les paragraphes (1) et (4) ne s'appliquent pas.	Arbitrage introduit conjointement
Counterclaim	(6) This section applies in respect of a counterclaim as if the party making it were the party who commenced the arbitration.	(6) Le présent article s'applique à l'égard d'une demande reconventionnelle comme si la partie qui la présente était la partie qui a introduit la procédure d'arbitrage.	Demande reconventionnelle
Appointment of expert	28. —(1) An arbitral tribunal may appoint an expert to report to it on specific issues.	28 (1) Le tribunal arbitral peut nommer un expert chargé de lui faire rapport sur des questions précises.	Nomination d'un expert
Information and documents	(2) The arbitral tribunal may require parties to give the expert any relevant information or to allow him or her to inspect property or documents.	(2) Le tribunal arbitral peut exiger des parties qu'elles fournissent à l'expert tous renseignements pertinents ou qu'elles permettent à ce dernier d'examiner des biens ou des documents.	Renseignements et documents
Hearing	(3) At the request of a party or of the arbitral tribunal, the expert shall, after making the report, participate in a hearing in which the parties may question the expert and present the testimony of another expert on the subject-matter of the report.	(3) À la demande d'une partie ou du tribunal arbitral, l'expert, après avoir préparé son rapport, participe à une audience au cours de laquelle les parties peuvent l'interroger et présenter le témoignage d'un autre expert sur l'objet du rapport.	Audience
Notice to witness	29. —(1) A party may serve a person with a notice, issued by the arbitral tribunal, requiring the person to attend and give evidence at the arbitration at the time and place named in the notice.	29 (1) Une partie peut signifier à une personne un avis, délivré par le tribunal arbitral, exigeant que la personne compareaisse à l'arbitrage et qu'elle y témoigne aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis.	Avis signifié au témoin
Service of notice	(2) The notice has the same effect as a notice in a court proceeding requiring a witness to attend at a hearing or produce documents, and shall be served in the same way.	(2) L'avis a la même valeur qu'un avis donné dans une instance judiciaire qui exige d'un témoin qu'il compareaisse à une audience ou produise des documents, et est signifié de la même manière.	Signification de l'avis
Power of arbitral tribunal	(3) An arbitral tribunal has power to administer an oath or affirmation and power to require a witness to testify under oath or affirmation.	(3) Un tribunal arbitral a le pouvoir de faire prêter serment ou de recevoir des déclarations solennelles et celui d'exiger d'un témoin qu'il témoigne sous serment ou sous déclaration solennelle.	Pouvoir du tribunal arbitral
Court orders and directions	(4) On the application of a party or of the arbitral tribunal, the court may make orders and give directions with respect to the taking of evidence for an arbitration as if it were a court proceeding.	(4) À la requête d'une partie ou du tribunal arbitral, le tribunal judiciaire peut rendre des ordonnances et donner des directives concernant l'obtention de preuves dans le cadre d'un arbitrage, comme si l'arbitrage constituait une instance judiciaire.	Ordonnances et directives du tribunal judiciaire
Restriction	30. No person shall be compelled to produce information, property or documents or to give evidence in an arbitration that the person could not be compelled to produce or give in a court proceeding.	30 Nul ne doit être contraint, au cours d'un arbitrage, de fournir ou de produire des renseignements, des biens, des documents ou un témoignage qu'il ne pourrait être contraint de fournir ou de produire dans une instance judiciaire.	Restriction

AWARDS AND TERMINATION OF ARBITRATION

31. An arbitral tribunal shall decide a dispute in accordance with law, including equity, and may order specific performance, injunctions and other equitable remedies.

SENTENCES ET CLÔTURE DE L'ARBITRAGE

31 Le tribunal arbitral tranche le différend conformément à la loi, et notamment selon l'équité, et peut ordonner des exécutions en nature, prononcer des injonctions et ordonner d'autres redressements reconnus en équité.

Application de la loi et de l'équité

Conflict of laws

32.—(1) In deciding a dispute, an arbitral tribunal shall apply the rules of law designated by the parties or, if none are designated, the rules of law it considers appropriate in the circumstances.

Designation by parties

(2) A designation by the parties of the law of a jurisdiction refers to the jurisdiction's substantive law and not to its conflict of laws rules, unless the parties expressly indicate that the designation includes them.

Application of arbitration agreement, contract and usages of trade

33. The arbitral tribunal shall decide the dispute in accordance with the arbitration agreement and the contract, if any, under which the dispute arose, and may also take into account any applicable usages of trade.

Decision of arbitral tribunal

34. If an arbitral tribunal is composed of more than one member, a decision of a majority of the members is the arbitral tribunal's decision; however, if there is no majority decision or unanimous decision, the chair's decision governs.

Mediation and conciliation

35. The members of an arbitral tribunal shall not conduct any part of the arbitration as a mediation or conciliation process or other similar process that might compromise or appear to compromise the arbitral tribunal's ability to decide the dispute impartially.

Settlement

36. If the parties settle the dispute during arbitration, the arbitral tribunal shall terminate the arbitration and, if a party so requests, may record the settlement in the form of an award.

Binding nature of award

37. An award binds the parties, unless it is set aside or varied under section 45 or 46 (appeal, setting aside award).

Form of award

38.—(1) An award shall be made in writing and, except in the case of an award made on consent, shall state the reasons on which it is based.

Idem

(2) The award shall indicate the place where and the date on which it is made.

Formalities of execution

(3) The award shall be dated and shall be signed by all the members of the arbitral tribunal, or by a majority of them if an explanation of the omission of the other signatures is included.

Copies

(4) A copy of the award shall be delivered to each party.

Extension of time limits

39. The court may extend the time within which the arbitral tribunal is required to make an award, even if the time has expired.

32 (1) Pour trancher un différend, le tribunal arbitral applique les règles de droit désignées par les parties ou, si elles n'en ont pas désigné, les règles de droit qu'il juge appropriées dans les circonstances.

Conflit de lois

(2) Toute désignation de la loi d'une autorité législative par les parties vise ses règles juridiques de fond et non ses règles de conflit de lois, à moins que les parties n'indiquent expressément que la désignation les comprend également.

Désignation par les parties

33 Le tribunal arbitral tranche le différend conformément à la convention d'arbitrage et au contrat, s'il en est, dans le cadre desquels le différend est survenu. Il peut également tenir compte de tout usage du commerce applicable.

Application de la convention d'arbitrage, du contrat et des usages du commerce

34 Si le tribunal arbitral comporte plus d'un membre, une décision prise à la majorité des membres constitue la décision du tribunal arbitral. Toutefois, s'il n'y a pas de décision prise à la majorité ou de décision unanime, c'est la décision du président qui l'emporte.

Décision du tribunal arbitral

35 Les membres du tribunal arbitral ne doivent pas effectuer l'arbitrage, même en partie, comme s'il s'agissait d'une procédure de médiation ou de conciliation ou d'une autre procédure semblable qui pourrait compromettre ou sembler compromettre le pouvoir du tribunal de trancher le différend en toute impartialité.

Médiation et conciliation

36 Si les parties règlent le différend durant l'arbitrage, le tribunal arbitral met fin à l'arbitrage et, si une partie en fait la demande, peut constater le règlement par une sentence.

Règlement

37 La sentence lie les parties, à moins qu'elle ne soit annulée ou modifiée en vertu de l'article 45 ou 46 (appel, annulation d'une sentence).

Caractère obligatoire de la sentence

38 (1) La sentence est rendue sous forme écrite et, sauf s'il s'agit d'une sentence rendue par accord des parties, est motivée.

Forme de la sentence

(2) La sentence indique le lieu et la date où elle a été rendue.

Idem

(3) La sentence est datée et signée par tous les membres du tribunal arbitral, ou par la majorité d'entre eux à condition que soit fournie la raison de l'omission des autres signatures.

Modalités d'exécution

(4) Une copie de la sentence est remise à chaque partie.

Copies

39 Le tribunal judiciaire peut proroger le délai dans lequel le tribunal arbitral est tenu de rendre une sentence, même si ce délai a expiré.

Prorogation du délai

104	Chap. 17	ARBITRATION	1991
Explanation	40. —(1) A party may, within thirty days after receiving an award, request that the arbitral tribunal explain any matter.	40 (1) Une partie peut, dans les trente jours de la date où une sentence lui a été communiquée, demander que le tribunal arbitral donne des explications sur un point quelconque.	Explications
Court order	(2) If the arbitral tribunal does not give an explanation within fifteen days after receiving the request, the court may, on the party's application, order it to do so.	(2) Si le tribunal arbitral ne donne pas d'explications dans les quinze jours de la réception de la demande, le tribunal judiciaire peut, à la requête de la partie, lui ordonner de le faire.	Ordonnance judiciaire
Interim awards	41. The arbitral tribunal may make one or more interim awards.	41 Le tribunal arbitral peut rendre une ou plusieurs sentences provisoires.	Sentences provisoires
More than one final award	42. The arbitral tribunal may make more than one final award, disposing of one or more matters referred to arbitration in each award.	42 Le tribunal arbitral peut rendre plus d'une sentence définitive et trancher une ou plusieurs questions soumises à l'arbitrage dans chaque sentence.	Plus d'une sentence définitive
Termination of arbitration	43. —(1) An arbitration is terminated when, (a) the arbitral tribunal makes a final award in accordance with this Act, disposing of all matters referred to arbitration; (b) the arbitral tribunal terminates the arbitration under subsection (2), (3), 27 (1) (claimant's failure to submit statement) or 27 (4) (delay); or (c) an arbitrator's mandate is terminated, if the arbitration agreement provides that the arbitration shall be conducted only by that arbitrator.	43 (1) L'arbitrage prend fin dans les circonstances suivantes : a) le tribunal arbitral rend une sentence définitive conformément à la présente loi, par laquelle sont tranchées toutes les questions soumises à l'arbitrage; b) le tribunal arbitral met fin à l'arbitrage aux termes du paragraphe (2), (3), 27 (1) (cas où le demandeur ne soumet pas de déclaration) ou 27 (4) (retard); c) le mandat d'un arbitre prend fin, si la convention d'arbitrage prévoit que l'arbitrage ne doit être effectué que par cet arbitre.	Clôture de l'arbitrage
Order by arbitral tribunal	(2) An arbitral tribunal shall make an order terminating the arbitration if the claimant withdraws the claim, unless the respondent objects to the termination and the arbitral tribunal agrees that the respondent is entitled to obtain a final settlement of the dispute.	(2) Le tribunal arbitral rend une ordonnance mettant fin à l'arbitrage si le demandeur retire sa demande, à moins que le défendeur ne s'oppose à la clôture de l'arbitrage et que le tribunal arbitral ne convienne que le défendeur a droit à un règlement définitif du différend.	Ordonnance du tribunal arbitral
Idem	(3) An arbitral tribunal shall make an order terminating the arbitration if, (a) the parties agree that the arbitration should be terminated; or (b) the arbitral tribunal finds that continuation of the arbitration has become unnecessary or impossible.	(3) Le tribunal arbitral rend une ordonnance qui met fin à l'arbitrage dans les cas suivants : a) les parties conviennent qu'il faut clore l'arbitrage; b) le tribunal arbitral estime que la poursuite de l'arbitrage s'avère superflue ou impossible.	Idem
Revival	(4) The arbitration may be revived for the purposes of section 44 (corrections) or subsection 45 (5) (appeal), 46 (7), 46 (8) (setting aside award) or 54 (3) (costs).	(4) L'arbitrage peut être repris pour l'application de l'article 44 (corrections) ou du paragraphe 45 (5) (appel), 46 (7), 46 (8) (annulation d'une sentence) ou 54 (3) (dépens).	Reprise
Death	(5) A party's death terminates the arbitration only with respect to claims that are extinguished as a result of the death.	(5) Le décès d'une partie ne met fin à l'arbitrage qu'en ce qui concerne les demandes qui s'éteignent par suite du décès.	Décès
Correction of errors	44. —(1) An arbitral tribunal may, on its own initiative within thirty days after making an award or at a party's request made within thirty days after receiving the award,	44 (1) Le tribunal arbitral peut, de son propre chef, dans les trente jours suivant le prononcé de la sentence ou à la demande d'une partie présentée dans les trente jours	Correction d'erreurs

(a) correct typographical errors, errors of calculation and similar errors in the award; or

(b) amend the award so as to correct an injustice caused by an oversight on the part of the arbitral tribunal.

Idem

(2) The arbitral tribunal may, on its own initiative at any time or at a party's request made within thirty days after receiving the award, make an additional award to deal with a claim that was presented in the arbitration but omitted from the earlier award.

No hearing necessary

(3) The arbitral tribunal need not hold a hearing or meeting before rejecting a request made under this section.

REMEDIES

Appeal on question of law

45.—(1) If the arbitration agreement does not deal with appeals on questions of law, a party may appeal an award to the court on a question of law with leave, which the court shall grant only if it is satisfied that,

(a) the importance to the parties of the matters at stake in the arbitration justifies an appeal; and

(b) determination of the question of law at issue will significantly affect the rights of the parties.

Idem

(2) If the arbitration agreement so provides, a party may appeal an award to the court on a question of law.

Appeal on question of fact or mixed fact and law

(3) If the arbitration agreement so provides, a party may appeal an award to the court on a question of fact or on a question of mixed fact and law.

Powers of court

(4) The court may require the arbitral tribunal to explain any matter.

Idem

(5) The court may confirm, vary or set aside the award or may remit the award to the arbitral tribunal with the court's opinion on the question of law, in the case of an appeal on a question of law, and give directions about the conduct of the arbitration.

Setting aside award

46.—(1) On a party's application, the court may set aside an award on any of the following grounds:

de la date où la sentence lui est communiquée :

a) corriger dans le texte de la sentence des erreurs de typographie, des erreurs de calcul et d'autres erreurs de ce genre;

b) modifier la sentence de façon à réparer une injustice qu'il aurait causée par inadvertance.

Idem

(2) Le tribunal arbitral peut, de son propre chef en tout temps ou à la demande d'une partie présentée dans les trente jours de la date où la sentence lui est communiquée, rendre une sentence additionnelle pour donner suite à une demande qui a été présentée au cours de l'arbitrage, mais omise dans la sentence précédente.

(3) Il n'est pas nécessaire que le tribunal arbitral tienne une audience ou une réunion avant de rejeter une demande présentée aux termes du présent article.

Aucune audience nécessaire

RECOURS

45 (1) Si la convention d'arbitrage ne traite pas des appels interjetés relativement aux questions de droit, une partie peut faire appel d'une sentence devant le tribunal judiciaire relativement à une question de droit, sur autorisation de ce tribunal. Il n'accorde son autorisation que s'il est convaincu :

Appel sur une question de droit

a) d'une part, que l'importance pour les parties des questions en cause dans l'arbitrage justifie un appel;

b) d'autre part, que le règlement de la question de droit en litige aura une incidence importante sur les droits des parties.

Idem

(2) Si la convention d'arbitrage le prévoit, une partie peut faire appel devant le tribunal judiciaire d'une sentence relativement à une question de droit.

(3) Si la convention d'arbitrage le prévoit, une partie peut faire appel devant le tribunal judiciaire d'une sentence relativement à une question de droit ou à une question mixte de fait et de droit.

Appel sur une question de fait ou une question mixte de droit et de fait

(4) Le tribunal judiciaire peut exiger du tribunal arbitral qu'il donne des explications sur un point quelconque.

Pouvoir du tribunal judiciaire

(5) Le tribunal judiciaire peut confirmer, modifier ou annuler la sentence ou la renvoyer devant le tribunal arbitral, accompagnée de l'avis du tribunal judiciaire sur la question de droit, dans le cas d'un appel sur une question de droit, et donner des directives touchant la conduite de l'arbitrage.

Idem

46 (1) À la requête d'une partie, le tribunal judiciaire peut annuler une sentence pour l'un des motifs suivants :

Annulation de la sentence

1. A party entered into the arbitration agreement while under a legal incapacity.
2. The arbitration agreement is invalid or has ceased to exist.
3. The award deals with a dispute that the arbitration agreement does not cover or contains a decision on a matter that is beyond the scope of the agreement.
4. The composition of the tribunal was not in accordance with the arbitration agreement or, if the agreement did not deal with that matter, was not in accordance with this Act.
5. The subject-matter of the dispute is not capable of being the subject of arbitration under Ontario law.
6. The applicant was not treated equally and fairly, was not given an opportunity to present a case or to respond to another party's case, or was not given proper notice of the arbitration or of the appointment of an arbitrator.
7. The procedures followed in the arbitration did not comply with this Act.
8. An arbitrator has committed a corrupt or fraudulent act or there is a reasonable apprehension of bias.
9. The award was obtained by fraud.

Severable
parts of
award

(2) If paragraph 3 of subsection (1) applies and it is reasonable to separate the decisions on matters covered by the arbitration agreement from the impugned ones, the court shall set aside the impugned decisions and allow the others to stand.

Restriction

(3) The court shall not set aside an award on grounds referred to in paragraph 3 of subsection (1) if the party has agreed to the inclusion of the dispute or matter, waived the right to object to its inclusion or agreed that the arbitral tribunal has power to decide what disputes have been referred to it.

Idem

(4) The court shall not set aside an award on grounds referred to in paragraph 8 of subsection (1) if the party had an opportunity to challenge the arbitrator on those grounds under section 13 before the award was made and did not do so, or if those grounds were the subject of an unsuccessful challenge.

1. Une partie a conclu la convention d'arbitrage alors qu'elle était frappée d'incapacité juridique.
2. La convention d'arbitrage est nulle ou a cessé d'exister.
3. La sentence porte sur un différend que la convention d'arbitrage ne prévoit pas, ou comporte une décision sur une question qui dépasse les termes de la convention.
4. La composition du tribunal judiciaire n'était pas conforme à la convention d'arbitrage ou, si la convention ne traitait pas de cette question, n'était pas conforme à la présente loi.
5. L'objet du différend ne peut faire l'objet d'un arbitrage aux termes des lois de l'Ontario.
6. Le requérant n'a pas été traité sur un pied d'égalité et avec équité, n'a pas eu la possibilité de présenter son exposé des faits ou de répliquer à celui d'une autre partie, ou n'a pas été avisé en bonne et due forme de la tenue de l'arbitrage ou de la désignation d'un arbitre.
7. Les procédures suivies au cours de l'arbitrage n'étaient pas conformes à la présente loi.
8. Un arbitre a commis un acte vénel ou frauduleux, ou il existe des craintes raisonnables de partialité.
9. La sentence a été obtenue frauduleusement.

(2) Si la disposition 3 du paragraphe (1) s'applique et qu'il est raisonnable de dissocier les décisions portant sur des questions prévues par la convention d'arbitrage de celles qui sont attaquées, le tribunal judiciaire annule les décisions attaquées, les autres restant valides.

Parties de la
sentence dis-
sociables

Restriction

(3) Le tribunal judiciaire ne doit pas annuler une sentence pour des motifs visés à la disposition 3 du paragraphe (1) si la partie a donné son accord à l'inclusion du différend ou de la question dans l'arbitrage, a renoncé à son droit de s'opposer à son inclusion ou a convenu que le tribunal arbitral avait le pouvoir de déterminer les différends qui lui ont été soumis.

Idem

(4) Le tribunal judiciaire ne doit pas annuler une sentence pour des motifs visés à la disposition 8 du paragraphe (1) si la partie avait la possibilité de récuser l'arbitre pour ces motifs en vertu de l'article 13 avant le prononcé de la sentence et s'en est abstenue, ou si ces motifs ont fait l'objet d'une récusation déboutée.

Deemed waiver	(5) The court shall not set aside an award on a ground to which the applicant is deemed under section 4 to have waived the right to object.	(5) Le tribunal judiciaire ne doit pas annuler une sentence pour un motif au sujet duquel, le requérant est réputé avoir renoncé à son droit d'objection aux termes de l'article 4.	Renonciation réputée
Exception	(6) If the ground alleged for setting aside the award could have been raised as an objection to the arbitral tribunal's jurisdiction to conduct the arbitration or as an objection that the arbitral tribunal was exceeding its authority, the court may set the award aside on that ground if it considers the applicant's failure to make an objection in accordance with section 17 justified.	(6) Si le motif allégué pour annuler la sentence avait pu être soulevé à titre d'objection à la compétence du tribunal arbitral en matière de conduite de l'arbitrage ou à titre d'objection selon laquelle le tribunal arbitral a outrepassé ses pouvoirs, le tribunal judiciaire peut annuler la sentence pour ce motif s'il estime justifié que le requérant n'ait pas présenté d'objection conformément à l'article 17.	Exception
Connected matters	(7) When the court sets aside an award, it may remove the arbitral tribunal or an arbitrator and may give directions about the conduct of the arbitration.	(7) Lorsque le tribunal judiciaire annule une sentence, il peut révoquer le tribunal arbitral ou un arbitre et donner des directives touchant la conduite de l'arbitrage.	Questions connexes
Court may remit award to arbitral tribunal	(8) Instead of setting aside an award, the court may remit it to the arbitral tribunal and give directions about the conduct of the arbitration.	(8) Plutôt que d'annuler une sentence, le tribunal judiciaire peut la renvoyer devant le tribunal arbitral et donner des directives touchant la conduite de l'arbitrage.	Renvoi de la sentence devant le tribunal arbitral par le tribunal judiciaire
Time limit	47. —(1) An appeal of an award or an application to set aside an award shall be commenced within thirty days after the appellant or applicant receives the award, correction, explanation, change or statement of reasons on which the appeal or application is based.	47 (1) L'appel d'une sentence ou l'appel relatif à une question de droit doit être interjeté, ou la requête en annulation d'une sentence doit être introduite, dans les trente jours de la date où la sentence, la correction, les explications, le changement ou l'énoncé des motifs sur lesquels porte l'appel ou la requête sont communiqués à l'appelant ou au requérant.	Délai
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the appellant or applicant alleges corruption or fraud.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas en cas d'allégations par l'appelant ou par le requérant de corruption ou de fraude.	Exception
Declaration of invalidity of arbitration	48. —(1) At any stage during or after an arbitration, on the application of a party who has not participated in the arbitration, the court may grant a declaration that the arbitration is invalid because,	48 (1) À quelque étape que ce soit durant ou après un arbitrage, à la requête d'une partie qui n'a pas participé à l'arbitrage, le tribunal judiciaire peut, par jugement déclaratoire, déclarer nul l'arbitrage pour l'un des motifs suivants :	Déclaration de nullité de l'arbitrage
	(a) a party entered into the arbitration agreement while under a legal incapacity;	a) une partie a conclu la convention d'arbitrage alors qu'elle était frappée d'incapacité juridique;	
	(b) the arbitration agreement is invalid or has ceased to exist;	b) la convention d'arbitrage est nulle ou a cessé d'exister;	
	(c) the subject-matter of the dispute is not capable of being the subject of arbitration under Ontario law; or	c) l'objet du différend ne peut faire l'objet d'un arbitrage aux termes des lois de l'Ontario;	
	(d) the arbitration agreement does not apply to the dispute.	d) la convention d'arbitrage ne s'applique pas au différend.	
Injunction	(2) When the court grants the declaration, it may also grant an injunction against the commencement or continuation of the arbitration.	(2) Lorsque le tribunal judiciaire rend le jugement déclaratoire, il peut également accorder une injonction interdisant l'engagement ou la poursuite de l'arbitrage.	Injonction
Further appeal	49. An appeal from the court's decision in an appeal of an award, an application to set aside an award or an application for a	49 Il peut être interjeté appel devant la Cour d'appel, sur autorisation de celle-ci, de la décision du tribunal judiciaire rendue à	Nouvel appel

declaration of invalidity may be made to the Court of Appeal, with leave of that court.

Application
for enforce-
ment of
award

50.—(1) A person who is entitled to enforcement of an award made in Ontario or elsewhere in Canada may make an application to the court to that effect.

Formalities

(2) The application shall be made on notice to the person against whom enforcement is sought, in accordance with the rules of court, and shall be supported by the original award or a certified copy.

Duty of
court, award
made in
Ontario

(3) The court shall give a judgment enforcing an award made in Ontario unless,

- (a) the thirty-day period for commencing an appeal or an application to set the award aside has not yet elapsed;
- (b) there is a pending appeal, application to set the award aside or application for a declaration of invalidity; or
- (c) the award has been set aside or the arbitration is the subject of a declaration of invalidity.

Duty of
court, award
made else-
where in
Canada

(4) The court shall give a judgment enforcing an award made elsewhere in Canada unless,

- (a) the period for commencing an appeal or an application to set the award aside provided by the laws of the province or territory where the award was made has not yet elapsed;
- (b) there is a pending appeal, application to set the award aside or application for a declaration of invalidity in the province or territory where the award was made;
- (c) the award has been set aside in the province or territory where it was made or the arbitration is the subject of a declaration of invalidity granted there; or
- (d) the subject-matter of the award is not capable of being the subject of arbitration under Ontario law.

Pending
proceeding

(5) If the period for commencing an appeal, application to set the award aside or application for a declaration of invalidity has not yet elapsed, or if such a proceeding is pending, the court may,

- (a) enforce the award; or

l'égard de l'appel d'une sentence, de la requête en annulation d'une sentence ou de la requête en vue d'obtenir une déclaration de nullité.

50 (1) Quiconque a droit à l'exécution d'une sentence rendue en Ontario ou ailleurs au Canada peut présenter une requête à cet effet au tribunal judiciaire.

Requête pour
obtenir
l'exécution de
la sentence

(2) La requête doit être présentée avec préavis à la personne contre laquelle l'exécution est demandée, conformément aux règles de pratique, et être appuyée par l'original ou par une copie certifiée conforme de la sentence.

Formalités

(3) Le tribunal judiciaire rend un jugement mettant à exécution une sentence rendue en Ontario à moins, selon le cas :

Obligation du
tribunal
judiciaire :
sentence ren-
due en Onta-
rio

- a) que le délai de trente jours imparti pour interjeter appel ou introduire une requête en annulation de la sentence ne soit pas encore écoulé;
- b) qu'un appel, une requête en annulation de la sentence ou une requête en vue d'obtenir une déclaration de nullité ne soit en instance;
- c) que la sentence n'ait été annulée ou que l'arbitrage ne fasse l'objet d'une déclaration de nullité.

(4) Le tribunal judiciaire rend un jugement mettant à exécution une sentence rendue ailleurs au Canada à moins, selon le cas :

Obligation du
tribunal
judiciaire :
sentence ren-
due ailleurs
au Canada

- a) que le délai pour interjeter appel ou introduire une requête en annulation de la sentence prévu par les lois de la province ou du territoire où a été rendue la sentence ne soit pas encore écoulé;
- b) qu'un appel, une requête en annulation de la sentence ou une requête en vue d'obtenir une déclaration de nullité ne soit en instance dans la province ou le territoire où a été rendue la sentence;
- c) que la sentence n'ait été annulée dans la province ou le territoire où elle a été rendue ou que l'arbitrage n'y fasse l'objet d'une déclaration de nullité;
- d) que l'objet de la sentence ne puisse pas faire l'objet d'un arbitrage aux termes des lois de l'Ontario.

(5) Si le délai imparti pour interjeter appel, pour introduire une requête en annulation de la sentence ou une requête en vue d'obtenir une déclaration de nullité n'est pas encore écoulé, ou si une telle instance est en cours, le tribunal judiciaire peut :

Instance en
cours

- a) soit exécuter la sentence;

(b) order, on such conditions as are just, that enforcement of the award is stayed until the period has elapsed without such a proceeding being commenced, or until the pending proceeding is finally disposed of.

Speedy disposition of pending proceeding

(6) If the court stays the enforcement of an award made in Ontario until a pending proceeding is finally disposed of, it may give directions for the speedy disposition of the proceeding.

Unusual remedies

(7) If the award gives a remedy that the court does not have jurisdiction to grant or would not grant in a proceeding based on similar circumstances, the court may,

(a) grant a different remedy requested by the applicant; or

(b) in the case of an award made in Ontario, remit it to the arbitral tribunal with the court's opinion, in which case the arbitral tribunal may award a different remedy.

Powers of court

(8) The court has the same powers with respect to the enforcement of awards as with respect to the enforcement of its own judgments.

GENERAL

Crown bound

51. This Act binds the Crown.

Limitation periods

52.—(1) The law with respect to limitation periods applies to an arbitration as if the arbitration were an action and a claim made in the arbitration were a cause of action.

Preservation of rights

(2) If the court sets aside an award, terminates an arbitration or declares an arbitration to be invalid, it may order that the period from the commencement of the arbitration to the date of the order shall be excluded from the computation of the time within which an action may be brought on a cause of action that was a claim in the arbitration.

Enforcement of award

(3) An application for enforcement of an award may not be made more than two years after the day on which the applicant receives the award.

Personal service of notice or document on individual

53.—(1) A notice or other document may be served on an individual by leaving it with him or her.

Personal service on corporation

(2) A notice or other document may be served on a corporation by leaving it with an officer, director or agent of the corporation, or at a place of business of the corporation

b) soit ordonner, aux conditions qui sont justes, qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence jusqu'à ce que le délai soit écoulé sans qu'une telle instance soit introduite, ou jusqu'à ce que l'instance en cours soit définitivement réglée.

(6) Si le tribunal judiciaire surseoit à l'exécution d'une sentence rendue en Ontario jusqu'à ce que l'instance en cours soit définitivement réglée, il peut donner des directives pour assurer le règlement rapide de l'instance.

(7) Si la sentence accorde un redressement que le tribunal judiciaire n'a pas compétence pour accorder ou n'accorderait pas dans une instance fondée sur des circonstances similaires, le tribunal judiciaire peut :

a) soit accorder un autre redressement, demandé par le requérant;

b) soit, dans le cas d'une sentence rendue en Ontario, la renvoyer devant le tribunal arbitral accompagnée de l'avis du tribunal judiciaire, auquel cas le tribunal arbitral peut accorder un redressement différent.

(8) Le tribunal judiciaire a les mêmes pouvoirs en ce qui concerne l'exécution des sentences qu'en ce qui concerne celle de ses propres jugements.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

51 La présente loi lie la Couronne.

52 (1) À l'égard des délais de prescription, la loi s'applique à l'arbitrage comme s'il constituait une action et qu'une demande présentée au cours de l'arbitrage constituait une cause d'action.

(2) Si le tribunal judiciaire annule une sentence, met fin à un arbitrage ou déclare nul l'arbitrage, il peut ordonner que la période allant du début de l'arbitrage à la date de l'ordonnance ne soit pas comprise dans le calcul du délai dans lequel une action peut être intentée pour une cause d'action qui constituait une demande faisant l'objet de l'arbitrage.

(3) Une requête en vue d'obtenir l'exécution d'une sentence ne peut être présentée plus de deux ans après la date à laquelle la sentence est communiquée au requérant.

53 (1) On peut signifier un avis ou autre document à un particulier en le laissant à ce dernier.

(2) On peut signifier un avis ou autre document à une personne morale en le laissant à un dirigeant, à un administrateur ou à un mandataire de cette dernière, ou à une

Règlement rapide de l'instance en cours

Redressements inhabituels

Pouvoirs du tribunal judiciaire

Couronne liée

Délais de prescription

Protection des droits

Exécution de la sentence

Signification à personne d'un avis ou document dans le cas d'un particulier

Signification à personne dans le cas d'une personne morale

with a person who appears to be in control or management of the place.

Service by
telephone
transmission
of facsimile

(3) A notice or other document may be served by sending it to the addressee by telephone transmission of a facsimile to the number that the addressee specified in the arbitration agreement or has furnished to the arbitral tribunal.

Service by
mail

(4) If a reasonable effort to serve a notice or other document under subsection (1) or (2) is not successful and it is not possible to serve it under subsection (3), it may be sent by prepaid registered mail to the mailing address that the addressee specified in the arbitration agreement or furnished to the arbitral tribunal or, if none was specified or furnished, to the addressee's last-known place of business or residence.

Deemed
time of
receipt

(5) Unless the addressee establishes that the addressee, acting in good faith, through absence, illness or other cause beyond the addressee's control failed to receive the notice or other document until a later date, it shall be deemed to have been received.

(a) on the day it is given or transmitted, in the case of service under subsection (1), (2) or (3);

(b) on the fifth day after the day of mailing, in the case of service under subsection (4).

Order for
substituted
service or
dispensing
with service

(6) The court may make an order for substituted service or an order dispensing with service, in the same manner as under the rules of court, if the court is satisfied that it is necessary to serve the notice or other document to commence an arbitration or proceed towards the appointment of an arbitral tribunal and that it is impractical for any reason to effect prompt service under subsection (1), (2), (3) or (4).

Non-
application
to court
proceedings

(7) This section does not apply to the service of documents in respect of court proceedings.

Power to
award costs

54.—(1) An arbitral tribunal may award the costs of an arbitration.

What consti-
tutes costs

(2) The costs of an arbitration consist of the parties' legal expenses, the fees and expenses of the arbitral tribunal and any other expenses related to the arbitration.

Request for
award
dealing with
costs

(3) If the arbitral tribunal does not deal with costs in an award, a party may, within thirty days of receiving the award, request

personne qui paraît assumer la direction d'un établissement de la personne morale.

(3) On peut signifier un avis ou autre document en l'envoyant au destinataire par télécopie au numéro que ce dernier a précisé dans la convention d'arbitrage ou fourni au tribunal arbitral.

Signification
par télécopie

(4) Si des efforts raisonnables pour signifier un avis ou autre document aux termes du paragraphe (1) ou (2) ne donnent pas de résultat et qu'il n'est pas possible de le signifier aux termes du paragraphe (3), l'avis ou autre document peut être envoyé, par courrier affranchi recommandé, à l'adresse postale que le destinataire a indiquée dans la convention d'arbitrage ou, si aucune n'y est indiquée, à son dernier établissement ou dernier domicile connus.

Signification
par la poste

(5) À moins que le destinataire ne démontre qu'en ayant agi de bonne foi, en raison de son absence, d'une maladie ou d'un autre motif indépendant de sa volonté, il n'a reçu l'avis ou autre document qu'à une date ultérieure, l'avis ou autre document est réputé avoir été reçu :

Date de
réception
réputée

a) à la date de sa remise ou de sa transmission, dans le cas d'une signification effectuée aux termes du paragraphe (1), (2) ou (3);

b) le cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste, dans le cas d'une signification effectuée aux termes du paragraphe (4).

(6) Le tribunal judiciaire peut rendre une ordonnance en vue d'obtenir une signification indirecte ou une dispense de signification de la même manière qu'aux termes des règles de pratique, s'il est convaincu qu'il est nécessaire de signifier l'avis ou autre document pour engager un arbitrage ou procéder à la désignation d'un tribunal arbitral et qu'il est difficile d'effectuer cette signification promptement, pour quelque motif que ce soit, aux termes du paragraphe (1), (2), (3) ou (4).

Ordonnance
en vue d'ob-
tenir une
signification
indirecte ou
une dispense
de significa-
tion

(7) Le présent article ne s'applique pas à la signification de documents effectuée dans le cadre d'instances judiciaires.

Non-
application
aux instances
judiciaires

54 (1) Le tribunal arbitral peut adjuger les dépens d'un arbitrage.

Pouvoir d'ad-
juger les
dépens

(2) Les dépens de l'arbitrage comprennent les frais d'avocat des parties, les honoraires et frais du tribunal arbitral, ainsi que tous les autres frais reliés à l'arbitrage.

Ce qui consti-
tue les
dépens

(3) Si le tribunal arbitral ne traite pas des dépens dans sa sentence, une partie peut, dans les trente jours de la date où la sentence lui est communiquée, demander qu'il

Demande
d'une sen-
tence tou-
chant les
dépens

that it make a further award dealing with costs.

Absence of award dealing with costs

(4) In the absence of an award dealing with costs, each party is responsible for the party's own legal expenses and for an equal share of the fees and expenses of the arbitral tribunal and of any other expenses related to the arbitration.

Costs consequences of failure to accept offer to settle

(5) If a party makes an offer to another party to settle the dispute or part of the dispute, the offer is not accepted and the arbitral tribunal's award is no more favourable to the second-named party than was the offer, the arbitral tribunal may take the fact into account in awarding costs in respect of the period from the making of the offer to the making of the award.

Disclosure of offer to arbitral tribunal

(6) The fact that an offer to settle has been made shall not be communicated to the arbitral tribunal until it has made a final determination of all aspects of the dispute other than costs.

Arbitrator's fees and expenses

55. The fees and expenses paid to an arbitrator shall not exceed the fair value of the services performed and the necessary and reasonable expenses actually incurred.

Assessment of fees and expenses

56.—(1) A party to an arbitration may have an arbitrator's account for fees and expenses assessed by an assessment officer in the same manner as a solicitor's bill under the *Solicitors Act*.

Assessment of costs

(2) If an arbitral tribunal awards costs and directs that they be assessed, or awards costs without fixing the amount or indicating how it is to be ascertained, a party to the arbitration may have the costs assessed by an assessment officer in the same manner as costs under the rules of court.

Idem

(3) In assessing the part of the costs represented by the fees and expenses of the arbitral tribunal, the assessment officer shall apply the same principles as in the assessment of an account under subsection (1).

Account already paid

(4) Subsection (1) applies even if the account has been paid.

Review by court

(5) On the application of a party to the arbitration, the court may review an assessment of costs or of an arbitrator's account for fees and expenses and may confirm the assessment, vary it, set it aside or remit it to the assessment officer with directions.

Idem

(6) On the application of an arbitrator, the court may review an assessment of his or her account for fees and expenses and may

rende une autre sentence touchant les dépens.

(4) En l'absence de sentence touchant les dépens, chaque partie assume ses propres frais d'avocat ainsi qu'une quote-part égale des honoraires et frais du tribunal arbitral et de tous les autres frais reliés à l'arbitrage.

Absence de sentence touchant les dépens

(5) Si une partie présente à une autre partie une offre de règlement du différend ou d'une partie du différend, que l'offre n'est pas acceptée et que la sentence du tribunal arbitral n'est pas plus favorable à la partie nommée en second lieu que ne l'était l'offre, le tribunal arbitral peut tenir compte de ce fait dans l'adjudication des dépens, en ce qui concerne la période allant de la présentation de l'offre au prononcé de la sentence.

Effet sur les dépens de la non-acceptation d'une offre de règlement

(6) Le fait qu'une offre de règlement a été présentée ne doit pas être communiqué au tribunal arbitral avant qu'il n'ait rendu de décision définitive sur tous les aspects du différend à l'exclusion des dépens.

Communication de l'offre au tribunal arbitral

55 Les honoraires versés et les frais payés à un arbitre ne doivent pas être supérieurs à la juste valeur des services rendus et aux frais nécessaires et raisonnables effectivement engagés.

Honoraires et frais de l'arbitre

56 (1) Une partie à un arbitrage peut faire liquider la note d'honoraires et de frais d'un arbitre par un liquidateur des dépens de la même manière que le mémoire d'un procureur aux termes de la *Loi sur les procureurs*.

Liquidation des honoraires et frais

(2) Si un tribunal arbitral adjuge les dépens et ordonne leur liquidation, ou adjuge les dépens sans en fixer le montant ou sans indiquer comment ce montant doit être établi, une partie à l'arbitrage peut faire liquider les dépens par un liquidateur des dépens de la même manière que pour les dépens aux termes des règles de pratique.

Liquidation des dépens

(3) En liquidant la partie des dépens que représentent les honoraires et les frais du tribunal arbitral, le liquidateur des dépens met en application les mêmes principes que ceux qui s'appliquent dans le cas de la liquidation d'une note visée au paragraphe (1).

Idem

(4) Le paragraphe (1) s'applique même si la note a déjà été payée.

Note déjà payée

(5) À la requête d'une partie à l'arbitrage, le tribunal judiciaire peut réviser la liquidation des dépens ou celle de la note d'honoraires et de frais d'un arbitre et peut la confirmer, la modifier, l'annuler ou la renvoyer au liquidateur des dépens en y joignant des directives.

Révision par le tribunal judiciaire

(6) À la requête d'un arbitre, le tribunal judiciaire peut réviser la liquidation de sa note d'honoraires et de frais et peut la confir-

Idem

confirm the assessment, vary it, set it aside or remit it to the assessment officer with directions.

Time for
application
for review

(7) The application for review may not be made after the period specified in the assessment officer's certificate has elapsed or, if no period is specified, more than thirty days after the date of the certificate, unless the court orders otherwise.

Enforcement

(8) When the time during which an application for review may be made has expired and no application has been made, or when the court has reviewed the assessment and made a final determination, the certificate may be filed with the court and enforced as if it were a judgment of the court.

Interest

57. Sections 137 to 140 (prejudgment and postjudgment interest) of the *Courts of Justice Act, 1984* apply to an arbitration, with necessary modifications.

Repeal

58.—(1) The *Arbitrations Act*, being chapter 25 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, is repealed.

Idem

(2) Section 161 of the *Courts of Justice Act, 1984*, being chapter 11, is repealed.

Commence-
ment

59. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

60. The short title of this Act is the *Arbitration Act, 1991*.

mer, la modifier, l'annuler, ou la renvoyer au liquidateur des dépens en y joignant des directives.

(7) La requête en révision ne peut être présentée passé le délai précisé dans le certificat du liquidateur des dépens ou, si aucun délai n'y est précisé, plus de trente jours après la date du certificat, sauf disposition contraire du tribunal judiciaire.

Délai de
présentation
de la requête
en révision

(8) Lorsque le délai dans lequel une requête en révision peut être présentée expire sans qu'aucune requête soit présentée, ou une fois que le tribunal judiciaire a vérifié la liquidation et a rendu une décision définitive, le certificat peut être déposé auprès du tribunal judiciaire et exécuté comme s'il s'agissait d'un jugement de ce tribunal.

Exécution

57 Les articles 137 à 140 (intérêts antérieurs et postérieurs au jugement) de la *Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux arbitrages.

Intérêts

58 (1) La loi intitulée *Arbitrations Act*, qui constitue le chapitre 25 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est abrogée.

Abrogation

(2) L'article 161 de la *Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires*, qui constitue le chapitre 11, est abrogé.

Idem

59 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

60 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur l'arbitrage*.

Titre abrégé

CHAPTER 18

An Act respecting the regulation of Health Professions and other matters concerning Health Professions

Assented to November 25th, 1991

CONTENTS

1. Definitions
2. Administration of Act
3. Duty of Minister
4. Code
5. Powers of Minister
6. Annual report

ADVISORY COUNCIL

7. Advisory Council
8. Qualification of members
9. Terms of members
10. Remuneration and expenses
11. Duties of Advisory Council
12. Referrals to the Advisory Council
13. Notice of amendments to Councils
14. Function is advisory only
15. Procedure
16. Employees
17. Secretary

HEALTH PROFESSIONS BOARD

18. Health Professions Board
19. Qualifications of members
20. Terms of members
21. Remuneration and expenses
22. Seal
23. Duties
24. Employees
25. Panels
26. Extension of time limits

PROHIBITIONS

27. Controlled acts restricted
28. Delegation of controlled act
29. Exceptions
30. Treatment, etc., where risk of harm
31. Dispensing hearing aids
32. Dental devices, etc.
33. Restriction of title "doctor"
34. Holding out as a College

MISCELLANEOUS

35. Exemption, aboriginal healers and midwives
36. Confidentiality
37. Onus of proof to show registration
38. Immunity
39. Service by mail
40. Offence

CHAPITRE 18

Loi concernant la réglementation des professions de la santé et d'autres questions relatives aux professions de la santé

Sanctionnée le 25 novembre 1991

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions
2. Application de la Loi
3. Fonction du ministre
4. Code
5. Pouvoirs du ministre
6. Rapport annuel

CONSEIL CONSULTATIF

7. Conseil consultatif
8. Restrictions s'appliquant aux membres
9. Mandat des membres
10. Rémunération et indemnités
11. Fonctions du Conseil consultatif
12. Présentation de questions au Conseil consultatif
13. Avis de modification adressé aux conseils
14. Rôle purement consultatif
15. Procédure
16. Employés
17. Secrétaire

COMMISSION DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ

18. Commission des professions de la santé
19. Restrictions s'appliquant aux membres
20. Mandat des membres
21. Rémunération et indemnités
22. Sceau
23. Fonctions
24. Employés
25. Sous-comités
26. Prorogation des délais

INTERDICTIONS

27. Restrictions relatives aux actes autorisés
28. Délégation de l'exécution d'actes autorisés
29. Exceptions
30. Traitement et autre s'il y a risque de lésion
31. Délivrance d'appareils de correction auditive
32. Prothèses dentaires
33. Restriction d'emploi du titre de «docteur»
34. Interdiction de se présenter comme un ordre

DISPOSITIONS DIVERSES

35. Non-application aux guérisseurs et sages-femmes autochtones
36. Secret professionnel
37. Fardeau de la preuve quant à l'inscription
38. Immunité
39. Signification par la poste
40. Infraction

41. Responsibility of employment agencies
42. Responsibility of employers
43. Regulations
44. References to health professionals
45. Repeals
46. Revocations
47. Amendment of R.S.O. 1980, c.196
48. Repeal of 1958, c.147
49. Commencement
50. Short title

Table

Schedule 1—Self Governing Health Professions
Schedule 2—Health Professions Procedural Code

41. Responsabilité des bureaux de placement
42. Responsabilité des employeurs
43. Règlements
44. Mention de professionnels de la santé
45. Abrogation de lois
46. Abrogation de règlements
47. Modification du chap. 196 des L.R.O. de 1980
48. Abrogation du chap. 147 de 1958
49. Entrée en vigueur
50. Titre abrégé

Tableau

Annexe 1—Professions de la santé autonomes
Annexe 2—Code des professions de la santé

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1.—(1) In this Act,

“Advisory Council” means the Health Professions Regulatory Advisory Council; (“Conseil consultatif”)

“Board” means the Health Professions Board; (“Commission”)

“Code” means the Health Professions Procedural Code in Schedule 2; (“Code”)

“College” means the College of a health profession or group of health professions established or continued under a health profession Act; (“ordre”)

“Council” means the Council of a College; (“conseil”)

“health profession” means a health profession set out in Schedule 1; (“profession de la santé”)

“health profession Act” means an Act named in Schedule 1; (“loi sur une profession de la santé”)

“member” means a member of a College; (“membre”)

“Minister” means the Minister of Health. (“ministre”)

Hearing not required unless referred to

(2) Nothing in this Act shall be construed to require a hearing to be held within the meaning of the *Statutory Powers Procedure Act* unless the holding of a hearing is specifically referred to.

Administration of Act

2. The Minister is responsible for the administration of this Act.

Duty of Minister

3. It is the duty of the Minister to ensure that the health professions are regulated and co-ordinated in the public interest, that appropriate standards of practice are developed and maintained and that individuals have access to services provided by the

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Code» Le Code des professions de la santé, qui constitue l'annexe 2. («Code»)

«Commission» La Commission des professions de la santé. («Board»)

«conseil» Le conseil d'un ordre. («Council»)

«Conseil consultatif» Le Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé. («Advisory Council»)

«loi sur une profession de la santé» Loi mentionnée à l'annexe 1. («health profession Act»)

«membre» Membre d'un ordre. («member»)

«ministre» Le ministre de la Santé. («Minister»)

«ordre» Ordre d'une profession de la santé ou d'un groupe de professions de la santé, créé ou maintenu en vertu d'une loi sur une profession de la santé. («College»)

«profession de la santé» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1. («health profession»)

Audience non requise sauf mention contraire

(2) Aucune des dispositions de la présente loi ne doit s'interpréter comme exigeant la tenue d'une audience au sens de la loi intitulée *Statutory Powers Procedure Act* («Loi sur l'exercice des compétences légales»), à moins qu'il ne soit fait explicitement mention de la tenue d'une audience.

Application de la Loi

2 Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Fonction du ministre

3 Il incombe au ministre de garantir la réglementation et la coordination des professions de la santé dans l'intérêt public, l'établissement et le respect de normes d'exercice appropriées ainsi que la possibilité pour les particuliers d'avoir accès aux services des

health professions of their choice and that they are treated with sensitivity and respect in their dealings with health professionals, the Colleges and the Board.

professions de la santé de leur choix et d'être traités avec sensibilité et respect dans leurs rapports avec les professionnels de la santé, les ordres et la Commission.

Code
4. The Code shall be deemed to be part of each health profession Act.

Code
4 Le Code est réputé faire partie de chaque loi sur une profession de la santé.

Powers of Minister

5.—(1) The Minister may,

5 (1) Le ministre peut :

Pouvoirs du ministre

(a) inquire into or require a Council to inquire into the state of practice of a health profession in a locality or institution;

a) faire enquête ou exiger d'un conseil qu'il fasse enquête sur l'exercice d'une profession de la santé dans une localité ou un établissement;

(b) review a Council's activities and require the Council to provide reports and information;

b) exercer un contrôle sur les activités d'un conseil et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;

(c) require a Council to make, amend or revoke a regulation under a health profession Act or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*;

c) exiger d'un conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement pris en application d'une loi sur une profession de la santé ou de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*»);

(d) require a Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act, the health profession Acts or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*.

d) exiger d'un conseil qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi, des lois sur les professions de la santé ou de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*»).

Council to comply with Minister's request

(2) If the Minister requires a Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

(2) Si le ministre exige d'un conseil qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du conseil de satisfaire à l'exigence du ministre

Regulations

(3) If the Minister requires a Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

(3) Si le ministre exige d'un conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (1) c) et que le conseil n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

Idem

(4) Subsection (3) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Council does not have authority to do.

(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil n'est pas habilité à faire.

Idem

Expenses of Colleges

(5) The Minister may pay a College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (1).

(5) Le ministre peut rembourser un ordre des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (1).

Frais des ordres

Annual report

6.—(1) Each College, the Advisory Council and the Board shall report annually to the Minister on its activities and financial affairs.

6 (1) Chacun des ordres, le Conseil consultatif et la Commission présentent chaque année au ministre un rapport sur leurs activités et leur situation financière respectives.

Rapport annuel

Five year report

(2) The Advisory Council shall report to the Minister, within five years after this section comes into force, on the effectiveness of,

(2) Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, le Conseil consultatif présente au ministre un rapport sur l'efficacité :

Rapport quinquennal

(a) each College's patient relations and quality assurance programs; and

(b) each College's complaints and discipline procedures with respect to professional misconduct of a sexual nature.

(3) The Minister shall submit the reports of the Colleges, the Advisory Council and the Board to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the reports before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

ADVISORY COUNCIL

7.—(1) The Advisory Council is established under the name Health Professions Regulatory Advisory Council in English and Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé in French.

(2) The Advisory Council shall be composed of at least five and no more than seven persons who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council on the Minister's recommendation.

(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one member of the Advisory Council to be the chair and one to be the vice-chair.

8. A person may not be appointed as a member of the Advisory Council if the person,

(a) is employed in the public service of Ontario or by a Crown agency as defined in the *Crown Agency Act*; or

(b) is or has been a member of a Council or College.

9.—(1) Members of the Advisory Council shall be appointed for terms of two years.

(2) A person appointed to replace a member of the Advisory Council before the member's term expires shall hold office for the remainder of the term.

(3) Members of the Advisory Council are eligible for reappointment.

(4) The initial members of the Advisory Council may be appointed for terms of one, two or three years.

10. The members of the Advisory Council shall be paid the remuneration and expenses the Lieutenant Governor in Council determines.

11.—(1) The Advisory Council's duties are to advise the Minister on,

a) d'une part, des programmes de relations avec les patients et d'assurance de la qualité de chaque ordre;

b) d'autre part, des procédures relatives aux plaintes et à la discipline en ce qui concerne les fautes professionnelles d'ordre sexuel.

(3) Le ministre présente les rapports des ordres, du Conseil consultatif et de la Commission au lieutenant-gouverneur en conseil et les dépose ensuite devant l'Assemblée législative si elle siège. Si celle-ci ne siège pas, il les dépose à la session suivante.

CONSEIL CONSULTATIF

7 (1) Le Conseil consultatif est créé et porte le nom de Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé en français et de Health Professions Regulatory Advisory Council en anglais.

(2) Le Conseil consultatif se compose d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres du Conseil consultatif à la présidence et un autre à la vice-présidence.

8 Ne peut être nommée membre du Conseil consultatif la personne qui :

a) est un employé de la fonction publique de l'Ontario ou d'un organisme de la Couronne tel que le définit la loi intitulée *Crown Agency Act* («*Loi sur les organismes de la Couronne*»);

b) est ou a été membre d'un conseil ou d'un ordre.

9 (1) Les membres du Conseil consultatif sont nommés pour deux ans.

(2) Quiconque est nommé pour remplacer un membre du Conseil consultatif avant l'expiration du mandat de ce dernier reste en fonction jusqu'à la fin du mandat.

(3) Le mandat des membres du Conseil consultatif peut être reconduit.

(4) Les premiers membres du Conseil consultatif peuvent être nommés pour un, deux ou trois ans.

10 Les membres du Conseil consultatif reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

11 (1) Le Conseil consultatif a pour fonctions de conseiller le ministre sur les questions suivantes :

Présentation des rapports devant la Législature

Conseil consultatif

Composition

Président et vice-président

Restrictions s'appliquant aux membres

Mandat des membres

Membres suppléants

Reconduction de mandat

Premiers membres

Rémunération et indemnités

Fonctions du Conseil consultatif

Report before Legislature

Advisory Council

Composition

Chair and vice-chair

Qualification of members

Terms of members

Replacement members

Reappointments

Initial members

Remuneration and expenses

Duties of Advisory Council

- (a) whether unregulated professions should be regulated;
- (b) whether regulated professions should no longer be regulated;
- (c) suggested amendments to this Act, a health profession Act or a regulation under any of those Acts and suggested regulations under any of those Acts;
- (d) matters concerning the quality assurance programs undertaken by Colleges; and
- (e) any matter the Minister refers to the Advisory Council relating to the regulation of the health professions, including any matter described in clauses (a) to (d).

Additional
duty

(2) It is the Advisory Council's duty to monitor each College's patient relations program and to advise the Minister about its effectiveness.

Referrals to
the Advisory
Council

12. The Minister shall refer to the Advisory Council any issue within the matters described in clauses 11 (1) (a) to (d) that a Council or person requests the Minister to refer to the Advisory Council unless, in the Minister's opinion, the request is not made in good faith or is frivolous or vexatious.

Notice of
amendments
to Councils

13.—(1) If the Minister refers a suggested amendment to this Act, a health profession Act or a regulation under any of those Acts to the Advisory Council, the Minister shall give notice of the suggestion to the Council of every College within ten days after referring it.

Submissions
to Advisory
Council

(2) A Council may make written submissions to the Advisory Council with respect to a suggestion within forty-five days after receiving the Minister's notice of the suggestion or within any longer period the Advisory Council may specify.

Function is
advisory only

14. The Function of the Advisory Council is advisory only and no failure to refer a matter or to comply with any other requirement relating to a referral renders anything invalid.

Procedure

15.—(1) The Advisory Council shall sit in Ontario where and when the chair designates.

Idem

(2) The Advisory Council shall conduct its proceedings in the manner it considers appropriate.

Employees

16.—(1) The Advisory Council may employ, under the *Public Service Act*, per-

- a) la nécessité de réglementer les professions non réglementées;
- b) la nécessité de cesser de réglementer les professions déjà réglementées;
- c) les propositions de modification de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois, et les propositions de règlements pris en application de ces lois;
- d) les questions concernant les programmes d'assurance de la qualité mis sur pied par les ordres;
- e) toute question relative à la réglementation des professions de la santé que le ministre soumet au Conseil consultatif, y compris toute question visée aux alinéas a) à d).

(2) Le Conseil consultatif est également chargé de surveiller le programme de relations avec les patients de chacun des ordres et de donner au ministre des avis sur l'efficacité de chacun de ces programmes.

Fonction sup-
plémentaire

12 À la demande d'un conseil ou d'une personne, le ministre soumet au Conseil consultatif toute question en litige faisant partie des questions visées aux alinéas 11 (1) a) à d), à moins qu'à son avis, la demande ne soit pas faite de bonne foi ou soit frivole ou vexatoire.

Présentation
de questions
au Conseil
consultatif

13 (1) Le ministre qui soumet au Conseil consultatif une proposition de modification de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois, ou qui soumet une proposition de règlement pris en application de ces lois, en avise le conseil de chaque ordre dans les dix jours qui suivent.

Avis de
modification
adressé aux
conseils

(2) Les conseils peuvent présenter au Conseil consultatif des observations par écrit à l'égard d'une proposition, dans les quarante-cinq jours suivant la réception de l'avis de proposition du ministre ou dans tout autre délai plus long que peut fixer le Conseil consultatif.

Présentation
d'observations
au Conseil
consultatif

14 Le rôle du Conseil consultatif est purement consultatif et le défaut de soumettre une question ou de se conformer à toute autre exigence relative à la soumission de questions n'a pas d'effet invalidant.

Rôle pure-
ment consul-
tatif

15 (1) Le Conseil consultatif siège en Ontario aux dates, heures et lieux que fixe le président.

Procedure

(2) Le Conseil consultatif mène ses travaux de la manière qu'il juge appropriée.

Idem

16 (1) Le Conseil consultatif peut employer, aux termes de la loi intitulée *Public Service Act* («*Loi sur la fonction*

Employes

118	Chap. 18	REGULATED HEALTH PROFESSIONS	1991
	sons it considers necessary to carry out its duties.	<i>publique»), le personnel qu'il juge nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions.</i>	
Experts	(2) The Advisory Council may engage experts or professional advisors to assist it.	(2) Le Conseil consultatif peut engager des experts ou des conseillers professionnels pour l'aider.	Experts
Secretary	17. —(1) The Advisory Council shall appoint one of its employees as the Secretary.	17 (1) Le Conseil consultatif nomme secrétaire un de ses employés.	Secrétaire
Duties	(2) The Secretary's duties are, (a) to keep a record of matters that the Minister has referred to the Advisory Council; (b) to have the custody and care of the records and documents of the Advisory Council; (c) to give written notice of suggested amendments to this Act, a health profession Act or a regulation under any of those Acts and suggested regulations under any of those Acts that have been referred to the Advisory Council to persons who have filed, with the Secretary, a request to be notified; and (d) to carry out the functions and duties assigned by the Minister or the Advisory Council.	(2) Les fonctions du secrétaire sont les suivantes : a) conserver un dossier des questions que le ministre a soumises au Conseil consultatif; b) veiller à la conservation des dossiers et documents du Conseil consultatif; c) aviser par écrit des propositions de modification de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois, ainsi que des propositions de règlements pris en application de ces lois, qui ont été soumises au Conseil consultatif, les personnes ayant déposé auprès du secrétaire une demande à cet effet; d) remplir les fonctions et les obligations assignées par le ministre ou le Conseil consultatif.	Fonctions
HEALTH PROFESSIONS BOARD		COMMISSION DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ	
Health Professions Board	18. —(1) The Health Disciplines Board is continued under the name Health Professions Board in English and Commission des professions de la santé in French.	18 (1) Le Conseil des sciences de la santé est maintenu sous le nom de Commission des professions de la santé en français et sous le nom de Health Professions Board en anglais.	Commission des professions de la santé
Composition	(2) The Board shall be composed of at least twelve and no more than twenty members who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council on the Minister's recommendation.	(2) La Commission se compose d'au moins douze et d'au plus vingt membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre.	Composition
Chair and vice-chair	(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one member of the Board to be the chair and one to be the vice-chair.	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres de la Commission à la présidence et un autre à la vice-présidence.	Président et vice-président
Additional vice-chairs	(4) The chair may from time to time designate additional members to be vice-chairs.	(4) Le président peut, de temps à autre, désigner des membres supplémentaires à la vice-présidence.	Autres vice-présidents
Qualifications of members	19. A person may not be appointed as a member of the Board if the person, (a) is employed in the public service of Ontario or by a Crown agency as defined in the <i>Crown Agency Act</i> ; or (b) is or has been a member of a Council or College.	19 Ne peut être nommée membre de la Commission la personne qui : a) est un employé de la fonction publique de l'Ontario ou d'un organisme de la Couronne tel que le définit la loi intitulée <i>Crown Agency Act</i> (« <i>Loi sur les organismes de la Couronne</i> »); b) est ou a été membre d'un conseil ou d'un ordre.	Restrictions s'appliquant aux membres

Terms of members	20. —(1) Members of the Board shall be appointed for terms not exceeding three years.	20 (1) Les membres de la Commission sont nommés pour une période maximale de trois ans.	Mandat des membres
Replacement members	(2) A person appointed to replace a member of the Board before the member's term expires shall hold office for the remainder of the term.	(2) Quiconque est nommé pour remplacer un membre de la Commission avant l'expiration du mandat de ce dernier reste en fonction jusqu'à la fin du mandat.	Membres suppléants
Reappointments	(3) Members of the Board are eligible for reappointment.	(3) Le mandat des membres de la Commission peut être reconduit.	Reconduction de mandat
Remuneration and expenses	21. The members of the Board shall be paid the remuneration and expenses the Lieutenant Governor in Council determines.	21 Les membres de la Commission reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Seal	22. The Board may adopt a seal.	22 La Commission peut adopter un sceau.	Sceau
Duties	23. The Board's duties are to conduct the hearings and reviews and to perform the duties that are assigned to it under this or any other Act.	23 La Commission a pour fonctions de tenir des audiences, de procéder à des réexamens et d'exercer les fonctions qui lui sont assignées aux termes de la présente loi ou de toute autre loi.	Fonctions
Employees	24. —(1) The Board may employ, under the <i>Public Service Act</i> , persons it considers necessary to carry out its duties.	24 (1) La Commission peut employer, aux termes de la loi intitulée <i>Public Service Act</i> (« <i>Loi sur la fonction publique</i> »), le personnel qu'elle juge nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions.	Employés
Investigators	(2) The Board may engage persons who are not employed in the public service of Ontario to carry out investigations under subsection 28 (3) of the Code.	(2) La Commission peut employer des personnes qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario pour mener des enquêtes aux termes du paragraphe 28 (3) du Code.	Enquêteurs
Experts	(3) The Board may engage persons who are not employed in the public service of Ontario to provide expert or professional advice in connection with a registration hearing, complaint review or registration review.	(3) La Commission peut engager des personnes qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario pour fournir des avis d'experts ou de professionnels dans le cadre d'audiences relatives à des inscriptions, d'examen de plaintes ou d'examen d'inscriptions.	Experts
Independence of experts	(4) A person engaged under subsection (3) shall be independent of the parties and, in the case of a complaint review, of the Complaints Committee.	(4) Toute personne engagée en vertu du paragraphe (3) est indépendante des parties et, dans le cas de l'examen d'une plainte, du comité des plaintes.	Indépendance des experts
Advice disclosed	(5) The nature of any advice, including legal advice, given by a person engaged under subsection (3) shall be made known to the parties and they may make submissions with respect to the advice.	(5) La teneur de tout avis, notamment d'un avis juridique, que donne une personne engagée en vertu du paragraphe (3) est communiquée aux parties, qui peuvent présenter des observations sur cet avis.	Divulgence des avis
Panels	25. —(1) A proceeding before the Board shall be considered and determined by a panel of the Board selected by the chair.	25 (1) Une instance introduite devant la Commission est instruite et tranchée par un sous-comité de la Commission choisi par le président.	Sous-comités
Composition	(2) A panel shall be composed of at least three members, one of whom shall be the chair or a vice-chair of the Board.	(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois membres, dont l'un est le président ou un vice-président de la Commission.	Composition
Idem	(3) A panel shall have an uneven number of members.	(3) Le sous-comité se compose d'un nombre impair de membres.	Idem
Quorum	(4) Three members of a panel constitute a quorum.	(4) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité.	Quorum
Exception	(5) If a member of a panel is unable to continue to serve on the panel after a pro-	(5) Si un membre d'un sous-comité est dans l'impossibilité de continuer à y siéger	Exception

ceeding before the panel has commenced, the panel may continue the proceeding despite subsections (2), (3) and (4).

Extension of
time limits

26.—(1) If the Board is satisfied that no person will be unduly prejudiced, it may, on reasonable grounds, extend any time limit with respect to,

- (a) the obligation, under subsection 28 (1) of the Code, of a panel of a Complaints Committee to dispose of a complaint against a member;
- (b) a Registrar's obligation to give to the Board, under subsection 32 (1) of the Code, a record of an investigation of a complaint against a member and the documents and things upon which a decision was made with respect to the complaint;
- (c) a requirement, under subsection 21 (1) of the Code, for a review or hearing by the Board; or
- (d) a request, under subsection 29 (2) of the Code, for a review by the Board.

Limitation

(2) The Board shall not extend the time limit set out in subsection 29 (3) of the Code for more than sixty days.

PROHIBITIONS

Controlled
acts
restricted

27.—(1) No person shall perform a controlled act set out in subsection (2) in the course of providing health care services to an individual unless,

- (a) the person is a member authorized by a health profession Act to perform the controlled act; or
- (b) the performance of the controlled act has been delegated in accordance with section 28 to the person by a member described in clause (a).

Controlled
acts

(2) A "controlled act" is any one of the following done with respect to an individual:

1. Communicating to the individual or his or her personal representative a diagnosis identifying a disease or disorder as the cause of symptoms of the individual in circumstances in which it is reasonably foreseeable that the individual or his or her personal representative will rely on the diagnosis.
2. Performing a procedure on tissue below the dermis, below the surface of a mucous membrane, in or below the surface of the cornea, or in or below

après qu'une instance a été introduite devant le sous-comité, ce dernier peut poursuivre l'instruction de l'instance malgré les paragraphes (2), (3) et (4).

26 (1) Si la Commission est convaincue que nul ne sera indûment lésé, elle peut, en se fondant sur des motifs raisonnables, proroger les délais relatifs :

Prorogation
des délais

- a) à l'obligation d'un sous-comité d'un comité des plaintes, prévue au paragraphe 28 (1) du Code, de statuer sur une plainte déposée contre un membre;
- b) à l'obligation du registrateur, prévue au paragraphe 32 (1) du Code, de remettre à la Commission un compte rendu d'enquête sur toute plainte déposée contre un membre, ainsi que les documents et choses sur lesquels a été fondée une décision relative à la plainte;
- c) à l'exigence, prévue au paragraphe 21 (1) du Code, quant au réexamen d'une demande ou à la tenue d'une audience par la Commission;
- d) à une demande de réexamen par la Commission, prévue au paragraphe 29 (2) du Code.

(2) La Commission ne proroge pas le délai fixé au paragraphe 29 (3) du Code pour plus de soixante jours.

Restriction

INTERDICTIONS

27 (1) Lorsqu'il donne des soins médicaux à un particulier, nul ne doit accomplir un des actes autorisés visés au paragraphe (2) sauf dans les cas suivants :

Restrictions
relatives aux
actes autori-
sés

- a) il est membre autorisé à accomplir cet acte par une loi sur une profession de la santé;
- b) l'exécution de l'acte autorisé lui a été déléguée conformément à l'article 28 par un membre visé à l'alinéa a).

(2) Par «acte autorisé», on entend l'un ou l'autre des actes suivants accomplis à l'égard d'un particulier :

Actes autori-
sés

1. La communication à un particulier, ou à son représentant, d'un diagnostic attribuant ses symptômes à tels maladies ou troubles, lorsque les circonstances laissent raisonnablement prévoir que le particulier ou son représentant s'appuiera sur ce diagnostic.
2. La pratique d'interventions sur le tissu situé sous le derme, sous la surface des muqueuses, à la surface de la cornée

- the surfaces of the teeth, including the scaling of teeth.
3. Setting or casting a fracture of a bone or a dislocation of a joint.
 4. Moving the joints of the spine beyond the individual's usual physiological range of motion using a fast, low amplitude thrust.
 5. Administering a substance by injection or inhalation.
 6. Putting an instrument, hand or finger,
 - i. beyond the external ear canal,
 - ii. beyond the point in the nasal passages where they normally narrow,
 - iii. beyond the larynx,
 - iv. beyond the opening of the urethra,
 - v. beyond the labia majora,
 - vi. beyond the anal verge, or
 - vii. into an artificial opening into the body.
 7. Applying or ordering the application of a form of energy prescribed by the regulations under this Act.
 8. Prescribing, dispensing, selling or compounding a drug as defined in clause 113 (1) (d) of the *Drug and Pharmacies Regulation Act*, or supervising the part of a pharmacy where such drugs are kept.
 9. Prescribing or dispensing, for vision or eye problems, subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses other than simple magnifiers.
 10. Prescribing a hearing aid for a hearing impaired person.
 11. Fitting or dispensing a dental prosthesis, orthodontic or periodontal appliance or a device used inside the mouth to protect teeth from abnormal functioning.
 12. Managing labour or conducting the delivery of a baby.
- ou des dents, ou au-delà, y compris le détartrage des dents.
3. L'immobilisation plâtrée des fractures ou des luxations articulaires, ou leur consolidation ou réduction.
 4. La manipulation des articulations de la colonne vertébrale au-delà de l'arc de mouvement physiologique habituel d'un particulier au moyen d'impulsions rapides de faible amplitude.
 5. L'administration de substances par voie d'injection ou d'inhalation.
 6. L'introduction d'un instrument, d'une main ou d'un doigt :
 - i. au-delà du conduit auditif externe,
 - ii. au-delà du point de rétrécissement normal des fosses nasales,
 - iii. au-delà du larynx,
 - iv. au-delà du méat urinaire,
 - v. au-delà des grandes lèvres,
 - vi. au-delà de la marge de l'anus,
 - vii. dans une ouverture artificielle dans le corps.
 7. L'application des formes d'énergie prescrites par les règlements pris en application de la présente loi ou le fait d'en ordonner l'application.
 8. La prescription, la délivrance, la vente ou la composition de médicaments au sens de la définition qu'en donne le paragraphe 113 (1) de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*»), ou la surveillance de la section d'une pharmacie où sont conservés ces médicaments.
 9. La prescription ou la délivrance d'appareils de correction visuelle pour les malvoyants, de verres de contact ou de lunettes, autres que de simples lentilles grossissantes, dans le cas de troubles visuels ou oculaires.
 10. La prescription d'appareils de correction auditive aux personnes malentendantes.
 11. L'appareillage ou la délivrance de prothèses dentaires, d'appareils d'orthodontie ou de périodontie, ou de dispositifs qui se portent dans la bouche en vue de prévenir tout fonctionnement anormal de la denture.
 12. La direction du travail des parturientes ou la pratique d'accouchements.

13. Allergy challenge testing of a kind in which a positive result of the test is a significant allergic response.

13. L'administration de tests de provocation d'allergie d'un type particulier selon lesquels un résultat positif constitue une réaction allergique significative.

Exemptions

(3) An act by a person is not a contravention of subsection (1) if the person is exempted by the regulations under this Act or if the act is done in the course of an activity exempted by the regulations under this Act.

(3) Ne constitue pas une contravention au paragraphe (1) l'acte qu'accomplit une personne exemptée par les règlements pris en application de la présente loi ou l'acte accompli dans le cadre d'une activité soustraite à l'application des règlements pris en application de la présente loi.

Exemptions

Delegation of controlled act

28.—(1) The delegation of a controlled act by a member must be in accordance with any applicable regulations under the health profession Act governing the member's profession.

28 (1) La délégation de l'exécution d'un acte autorisé par un membre doit être faite conformément à tout règlement applicable pris en application de la loi sur une profession de la santé qui régit la profession du membre.

Délégation de l'exécution d'actes autorisés

Idem

(2) The delegation of a controlled act to a member must be in accordance with any applicable regulations under the health profession Act governing the member's profession.

(2) La délégation de l'exécution d'un acte autorisé à un membre doit être faite conformément à tout règlement applicable pris en application de la loi sur une profession de la santé qui régit la profession du membre.

Idem

Exceptions

29.—(1) An act by a person is not a contravention of subsection 27 (1) if it is done in the course of,

29 (1) Ne constitue pas une contravention au paragraphe 27 (1) l'acte accompli par une personne dans le cadre de l'une ou l'autre des activités suivantes :

Exceptions

- (a) rendering first aid or temporary assistance in an emergency;
- (b) fulfilling the requirements to become a member of a health profession and the act is within the scope of practice of the profession and is done under the supervision or direction of a member of the profession;
- (c) treating a person by prayer or spiritual means in accordance with the tenets of the religion of the person giving the treatment;
- (d) treating a member of the person's household and the act is a controlled act set out in paragraph 1, 5 or 6 of subsection 27 (2); or
- (e) assisting a person with his or her routine activities of living and the act is a controlled act set out in paragraph 5 or 6 of subsection 27 (2).

- a) l'administration des premiers soins ou l'octroi d'une aide temporaire en cas d'urgence;
- b) la satisfaction des exigences prévues pour devenir membre d'une profession de la santé, si l'acte entre dans l'exercice de la profession et est accompli sous la surveillance ou la direction d'un membre de la profession;
- c) le traitement d'une personne par la prière ou par d'autres moyens spirituels, conformément à la doctrine religieuse de la personne qui donne le traitement;
- d) le traitement d'un membre du ménage de la personne, si l'acte est un acte autorisé visé à la disposition 1, 5 ou 6 du paragraphe 27 (2);
- e) l'aide prêtée à une personne dans l'accomplissement de ses activités de la vie quotidienne, si l'acte est un acte autorisé visé à la disposition 5 ou 6 du paragraphe 27 (2).

Counselling

(2) Subsection 27 (1) does not apply with respect to a communication made in the course of counselling about emotional, social, educational or spiritual matters as long as it is not a communication that a health profession Act authorizes members to make.

(2) Le paragraphe 27 (1) ne s'applique pas aux communications faites au cours de consultations portant sur des questions affectives, sociales, éducatives ou spirituelles, tant qu'il ne s'agit pas de communications que les membres sont autorisés à faire en vertu d'une loi sur une profession de la santé.

Consultations

Treatment, etc., where risk of harm

30.—(1) No person, other than a member treating or advising within the scope of prac-

30 (1) Aucune personne, autre qu'un membre qui donne un traitement ou des con-

Traitement et autre s'il y a risque de lésion

tice of his or her profession, shall treat or advise a person with respect to his or her health in circumstances in which it is reasonably foreseeable that serious physical harm may result from the treatment or advice or from an omission from them.

seils entrant dans l'exercice de sa profession, ne doit donner de traitement ou de conseils à une personne en ce qui concerne sa santé dans des circonstances où il est raisonnable de prévoir que des lésions corporelles graves puissent découler du traitement ou des conseils ou d'une omission dans le traitement ou les conseils.

Supervision
by member

(2) Subsection (1) does not apply with respect to treatment by a person who is acting under the direction of or in collaboration with a member if the treatment is within the scope of practice of the member's profession.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au traitement donné par une personne qui agit sous la direction d'un membre ou en collaboration avec lui si le traitement entre dans l'exercice de la profession du membre.

Surveillance
par un mem-
bre

Delegation

(3) Subsection (1) does not apply with respect to an act by a person if the act is a controlled act that was delegated under section 28 to the person by a member authorized by a health profession Act to do the controlled act.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un acte accompli par une personne si l'acte est un acte autorisé dont l'exécution a été déléguée à la personne en vertu de l'article 28 par un membre autorisé à accomplir cet acte par une loi sur une profession de la santé.

Délégation

Counselling

(4) Subsection (1) does not apply with respect to counselling about emotional, social, educational or spiritual matters.

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux consultations qui portent sur des questions affectives, sociales, éducatives ou spirituelles.

Consultations

Exceptions

(5) Subsection (1) does not apply with respect to anything done by a person in the course of,

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un acte accompli par une personne dans le cadre de l'une ou l'autre des activités suivantes :

Exceptions

(a) rendering first aid or temporary assistance in an emergency;

a) l'administration des premiers soins ou l'octroi d'une aide temporaire en cas d'urgence;

(b) fulfilling the requirements to become a member of a health profession if the person is acting within the scope of practice of the profession under the supervision or direction of a member of the profession;

b) la satisfaction des exigences prévues pour devenir membre d'une profession de la santé si la personne agit dans le cadre de l'exercice de la profession sous la surveillance ou la direction d'un membre de la profession;

(c) treating a person by prayer or spiritual means in accordance with the tenets of the religion of the person giving the treatment;

c) le traitement d'une personne par la prière ou par d'autres moyens spirituels, conformément à la doctrine religieuse de la personne qui donne le traitement;

(d) treating a member of the person's household; or

d) le traitement d'un membre du ménage de la personne;

(e) assisting a person with his or her routine activities of living.

e) la prestation d'une aide à une personne dans ses activités de la vie quotidienne.

Exemption

(6) Subsection (1) does not apply with respect to an activity or person that is exempted by the regulations.

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux activités ni aux personnes que les règlements soustraient à son application.

Exemption

Dispensing
hearing aids

31. No person shall dispense a hearing aid for a hearing impaired person except under a prescription by a member authorized by a health profession Act to prescribe a hearing aid for a hearing impaired person.

31 Nul ne doit délivrer un appareil de correction auditive à une personne malentendante sauf en vertu d'une ordonnance d'un membre autorisé, par une loi sur une profession de la santé, à prescrire de tels appareils aux personnes malentendantes.

Délivrance
d'appareils de
correction
auditive

Dental
devices, etc

32.—(1) No person shall design, construct, repair or alter a dental prosthetic, restorative or orthodontic device unless,

32 (1) Nul ne doit concevoir, confectionner, réparer ou modifier des prothèses den-

Prothèses
dentaires

		taires de reconstitution ou d'orthodontie sauf dans les cas suivants :	
	(a) the technical aspects of the design, construction, repair or alteration are supervised by a member of the College of Dental Technologists of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario; or	a) les aspects techniques de la conception, de la confection, de la réparation ou de la modification sont supervisés par un membre de l'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario ou de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario;	
	(b) the person is a member of a College mentioned in clause (a).	b) la personne est membre d'un ordre mentionné à l'alinéa a).	
Employers	(2) A person who employs a person to design, construct, repair or alter a dental prosthetic, restorative or orthodontic device shall ensure that subsection (1) is complied with.	(2) Une personne qui emploie une autre personne pour que celle-ci conçoive, confectionne, répare ou modifie une prothèse dentaire de reconstitution ou d'orthodontie veille à ce que le paragraphe (1) soit observé.	Employeurs
Supervisors	(3) No person shall supervise the technical aspects of the design, construction, repair or alteration of a dental prosthetic, restorative or orthodontic device unless he or she is a member of the College of Dental Technologists of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.	(3) Nul ne doit superviser les aspects techniques de la conception, de la confection, de la réparation ou de la modification de prothèses dentaires de reconstitution ou d'orthodontie à moins d'être membre de l'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario ou de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.	Superviseurs
Denturists	(4) This section does not apply with respect to the design, construction, repair or alteration of removable dentures for the patients of a member of the College of Denturists of Ontario if the member does the designing, construction, repair or alteration or supervises their technical aspects.	(4) Le présent article ne s'applique pas à la conception, à la confection, à la réparation ou à la modification de prothèses amovibles pour les patients d'un membre de l'Ordre des denturologistes de l'Ontario si c'est le membre qui l'effectue ou qui en supervise les aspects techniques.	Denturologistes
Exceptions	(5) This section does not apply with respect to anything done in a hospital as defined in the <i>Public Hospitals Act</i> or in a clinic associated with a university's faculty of dentistry or the denturism program of a college of applied arts and technology.	(5) Le présent article ne s'applique à aucune activité ayant lieu dans un hôpital tel que le définit la loi intitulée <i>Public Hospitals Act</i> (« <i>Loi sur les hôpitaux publics</i> ») ou dans une clinique reliée à une faculté de dentisterie d'une université, ou faisant partie d'un programme de denturologie d'un collège d'arts appliqués et de technologie.	Exceptions
Restriction of title "doctor"	33. —(1) Except as allowed in the regulations under this Act, no person shall use the title "doctor", a variation or abbreviation or an equivalent in another language in the course of providing or offering to provide, in Ontario, health care to individuals.	33 (1) Sauf dans la mesure permise par les règlements pris en application de la présente loi, nul ne doit employer le titre de «docteur», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue, lorsqu'il donne ou propose de donner, en Ontario, des soins médicaux à des particuliers.	Restriction d'emploi du titre de «docteur»
Idem	(2) Subsection (1) does not apply to a person who is a member of,	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne qui est membre d'un des ordres suivants :	Idem
	(a) the College of Chiropractors of Ontario;	a) l'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario;	
	(b) the College of Optometrists of Ontario;	b) l'Ordre des optométristes de l'Ontario;	
	(c) the College of Physicians and Surgeons of Ontario;	c) l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario;	
	(d) the College of Psychologists of Ontario; or	d) l'Ordre des psychologues de l'Ontario;	

	(e) the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.	e) l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.	
Definition	(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Definition
Holding out as a College	34. —(1) No corporation shall falsely hold itself out as a body that regulates, under statutory authority, individuals who provide health care.	34 (1) Aucune personne morale ne doit se présenter faussement comme un organisme régissant, en vertu d'une autorisation législative, des particuliers qui dispensent des soins médicaux.	Interdiction de se présenter comme un ordre
Idem	(2) No individual shall hold himself or herself out as a member, employee or agent of a body that the individual falsely represents as or knows is falsely represented as regulating, under statutory authority, individuals who provide health care.	(2) Aucun particulier ne doit se présenter comme un membre, un employé ou un mandataire d'un organisme qu'il présente faussement comme un organisme régissant, en vertu d'une autorisation législative, des particuliers qui dispensent des soins médicaux, ou qu'il sait être présenté faussement comme tel.	Idem
MISCELLANEOUS		DISPOSITIONS DIVERSES	
Exemption, aboriginal healers and midwives	35. —(1) This Act does not apply to, <ul style="list-style-type: none"> (a) aboriginal healers providing traditional healing services to aboriginal persons or members of an aboriginal community; or (b) aboriginal midwives providing traditional midwifery services to aboriginal persons or members of an aboriginal community. 	35 (1) La présente loi ne s'applique pas aux personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) les guérisseurs autochtones qui offrent des services traditionnels de guérisseur aux autochtones ou aux membres d'une communauté autochtone; b) les sages-femmes autochtones qui offrent des services traditionnels de sage-femme aux autochtones ou aux membres d'une communauté autochtone. 	Non-application aux guérisseurs et sages-femmes autochtones
Jurisdictions of Colleges	(2) Despite subsection (1), an aboriginal healer or aboriginal midwife who is a member of a College is subject to the jurisdiction of the College.	(2) Malgré le paragraphe (1), un guérisseur autochtone ou une sage-femme autochtone qui est membre d'un ordre est soumis à la compétence de l'ordre.	Sousmission à la compétence de l'ordre
Definitions	(3) In this section, <p>“aboriginal healer” means an aboriginal person who provides traditional healing services; (“guérisseur autochtone”)</p> <p>“aboriginal midwife” means an aboriginal person who provides traditional midwifery services. (“sage-femme autochtone”)</p>	(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. <p>«guérisseur autochtone» Autochtone qui offre des services traditionnels de guérisseur. («aboriginal healer»)</p> <p>«sage-femme autochtone» Autochtone qui offre des services traditionnels de sage-femme. («aboriginal midwife»)</p>	Définitions
Confidentiality	36. —(1) Every person employed, retained or appointed for the purpose of the administration of this Act, a health profession Act or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i> and every member of a Council or committee of a College shall preserve secrecy with respect to all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any information to any other person except, <ul style="list-style-type: none"> (a) to the extent that the information is available to the public under this Act, a health profession Act or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i>; 	36 (1) Quiconque est employé, engagé ou nommé aux fins de l'application de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la loi intitulée <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i> (« <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i> »), ainsi que les membres d'un conseil ou d'un des comités d'un ordre, sont tenus au secret à l'égard de tout renseignement venant à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et n'en divulguent rien à qui que ce soit, sauf : <ul style="list-style-type: none"> a) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la loi intitulée 	Secret professionnel

- (b) in connection with the administration of this Act, a health profession Act or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*, including, without limiting the generality of this, in connection with anything relating to the registration of members, complaints about members, allegations of members' incapacity, incompetence or acts of professional misconduct or the governing of the profession;
- (c) to a body that governs a health profession in a jurisdiction other than Ontario;
- (d) as may be required for the administration of the *Health Insurance Act*, *Independent Health Facilities Act*, 1989 or the *Prescription Drug Cost Regulation Act*, 1986;
- (e) to the counsel of the person who is required to preserve secrecy; or
- (f) with the written consent of the person to whom the information relates.

Not compell-
able

(2) No person or member described in subsection (1) shall be compelled to give testimony in a civil proceeding with regard to matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties.

Evidence in
civil
proceedings

(3) No record of a proceeding under this Act, a health profession Act or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*, no report, document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in a civil proceeding other than a proceeding under this Act, a health profession Act or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*.

Onus of
proof to
show regis-
tration

37. A person who is charged with an offence to which registration under a health profession Act would be a defence shall be

Drug and Pharmacies Regulation Act («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies»);

- b) à l'égard de l'application de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies»), de même qu'à l'égard, notamment, de tout ce qui se rapporte à l'inscription des membres, aux plaintes concernant les membres, aux allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle des membres ou à l'égard de la direction de la profession;
- c) à un organisme qui régit une profession de la santé dans un ressort autre que l'Ontario;
- d) de la façon que peut l'exiger l'application de la loi intitulée *Health Insurance Act* («Loi sur l'assurance-santé»), de celle intitulée *Independent Health Facilities Act*, 1989 («Loi de 1989 sur les établissements de santé autonomes») ou de celle intitulée *Prescription Drug Cost Regulation Act*, 1986 («Loi de 1986 sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance»);
- e) à l'avocat de la personne qui est tenue au secret;
- f) avec le consentement écrit de la personne à laquelle se rapportent les renseignements.

Interdiction
de contrain-
dre

(2) Aucune personne ni aucun membre visés au paragraphe (1) ne doivent être contraints à témoigner dans une instance civile en ce qui concerne les questions qui viennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Preuves dans
les instances
civiles

(3) Les dossiers des instances introduites aux termes de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies»), les rapports, documents ou choses préparés aux fins de ces instances, les déclarations faites au cours de ces instances, ainsi que les ordonnances ou décisions rendues au cours de ces instances ne sont pas recevables en preuve dans le cadre d'instances civiles qui ne sont pas introduites aux termes de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies»).

Fardeau de la
preuve quant
à l'inscription

37 Quiconque est inculqué d'une infraction à l'égard de laquelle l'inscription en vertu d'une loi sur une profession de la santé cons-

deemed, in the absence of evidence to the contrary, to have not been registered.

Immunity

38. No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Advisory Council, the Board, a College, a Council, or a member, officer, employee, agent or appointee of the Advisory Council, the Board, a College, a Council, a committee of a Council or a panel of a committee of a Council for an act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a health profession Act, the *Drug and Pharmacies Regulation Act* or a regulation or a by-law under those Acts or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of the duty or power.

tituerait une défense est réputé, en l'absence de preuve contraire, n'avoir pas été inscrit.

Immunité

38 Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts engagées contre le Conseil consultatif, la Commission, un ordre, un conseil, ou un membre, un dirigeant, un employé, un mandataire ou un délégué du Conseil consultatif, de la Commission, d'un ordre, d'un conseil, d'un comité d'un conseil ou d'un sous-comité d'un tel comité, à l'égard d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice ou en vue de l'exercice d'une fonction ou d'un pouvoir que leur confèrent la présente loi, une loi sur une profession de la santé, la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies») ou un règlement ou règlement administratif pris en application de ces lois, ou à l'égard de toute négligence ou omission commise dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Service by mail

39.—(1) A notice to be given under this Act to a person may be given by mail.

39 (1) L'avis devant être donné à quiconque aux termes de la présente loi peut être signifié par la poste.

Signification par la poste

Idem

(2) If a notice under this Act is sent by prepaid first class mail addressed to the person at the person's last known address there is a rebuttable presumption that the notice was received by the person on the fifth day after the notice was mailed.

(2) Si un avis prévu par la présente loi est envoyé par courrier affranchi de première classe à la dernière adresse connue du destinataire, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis a été reçu par le destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.

Idem

Offence

40.—(1) Every person who contravenes subsection 27 (1) or 30 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

40 (1) Quiconque contrevient au paragraphe 27 (1) ou 30 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.

Infraction

Idem

(2) Every person who contravenes section 31, 32 or 33 or subsection 34 (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

(2) Quiconque contrevient à l'article 31, 32 ou 33, ou au paragraphe 34 (2), est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Idem

Idem

(3) Every person who contravenes subsection 34 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 for a first offence and not more than \$20,000 for a subsequent offence.

(3) Quiconque contrevient au paragraphe 34 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 20 000 \$ pour une infraction subséquente.

Idem

Responsibility of employment agencies

41. Every person who procures employment for an individual and who knows that the individual cannot perform the duties of the position without contravening subsection 27 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

41 Toute personne qui trouve de l'emploi pour un particulier et qui sait que ce dernier ne peut pas s'acquitter des fonctions du poste sans contrevenir au paragraphe 27 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Responsabilité des bureaux de placement

Responsibility of employers

42.—(1) The employer of a person who contravenes subsection 27 (1) while acting within the scope of his or her employment is

42 (1) L'employeur d'une personne qui contrevient au paragraphe 27 (1) dans le cadre de son emploi est coupable d'une

Responsabilité des employeurs

guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Responsi-
bility of
directors of
corporate
employers

(2) In addition, if the employer described in subsection (1) is a corporation, every director of the corporation who approved of, permitted or acquiesced in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply with respect to a corporation that operates a public hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act* or to a corporation to which Part III of the *Corporations Act* applies.

Regulations

43.—(1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations,

- (a) prescribing forms of energy for the purposes of paragraph 7 of subsection 27 (2);
- (b) exempting a person or activity from subsection 27 (1) or 30 (1);
- (c) attaching conditions to an exemption in a regulation made under clause (b);
- (d) allowing the use of the title “doctor”, a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Scope of
regulations

(2) A regulation may be general or particular in its application.

Definition

(3) In clause (1) (d), “abbreviation” includes an abbreviation of a variation.

References
to health
professionals

44. A reference in an Act or regulation to a person described in Column 1 of the Table shall be deemed to be a reference to a person described opposite in Column 2.

Repeals

45. The following are repealed:

1. The *Chiropody Act*.
2. The *Dental Technicians Act*.
3. The *Denture Therapists Act*.
4. The *Ophthalmic Dispensers Act* and section 49 of the *Equality Rights Statute Law Amendment Act, 1986*.

infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Responsabi-
lité des admi-
nistrateurs

(2) De plus, si l'employeur visé au paragraphe (1) est une personne morale, tout administrateur de la personne morale qui approuve ou permet la contravention, ou y acquiesce, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la personne morale qui exploite un hôpital public au sens de la loi intitulée *Public Hospitals Act* («*Loi sur les hôpitaux publics*») ni à la personne morale à laquelle s'applique la partie III de la loi intitulée *Corporations Act* («*Loi sur les personnes morales*»).

Règlements

43 (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement :

- a) prescrire des formes d'énergie pour l'application de la disposition 7 du paragraphe 27 (2);
- b) soustraire des personnes ou des activités à l'application du paragraphe 27 (1) ou 30 (1);
- c) assortir de conditions les exemptions prévues par tout règlement pris en application de l'alinéa b);
- d) autoriser l'emploi du titre de «docteur», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

(2) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Portée des
règlements

(3) À l'alinéa (1) d), le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

44 La mention, dans une loi ou un règlement, d'une des personnes énumérées dans la colonne 1 du tableau est réputée la mention de la personne figurant en regard à la colonne 2.

Mention de
professionnels
de la santé

45 Les lois et l'article suivants sont abrogés :

Abrogation de
lois

1. La loi intitulée *Chiropody Act* («*Loi sur les podologues*»).
2. La loi intitulée *Dental Technicians Act* («*Loi sur les techniciens dentaires*»).
3. La loi intitulée *Denture Therapists Act* («*Loi sur les denturologues*»).
4. La loi intitulée *Ophthalmic Dispensers Act* («*Loi sur les opticiens d'ordonnances*») et l'article 49 de la loi intitulée *Equality Rights Statute Law Amendment Act, 1986* («*Loi de 1986 modifiant des lois sur les droits à l'égalité*»).

5. The *Psychologists Registration Act* and the *Psychologists Registration Amendment Act*, 1988.

6. The *Radiological Technicians Act*.

Revocations

46. The following regulations made under the *Drugless Practitioners Act* are revoked:

1. Regulation 248 (Chiropractors) of Revised Regulations of Ontario, 1980.
2. Regulation 249 (Classifications) of Revised Regulations of Ontario, 1980.
3. Regulation 251 (Masseurs) of Revised Regulations of Ontario, 1980.
4. Regulation 252 (Osteopaths) of Revised Regulations of Ontario, 1980.
5. Regulation 253 (Physiotherapists) of Revised Regulations of Ontario, 1980.

47.—(1) The following are repealed:

1. The *Health Disciplines Act*, except clauses 1 (1) (a) and (c), subsection 1 (3), section 2, clauses 113 (1) (a) to (m), (o), (p), (q) and (r), subsection 113 (2), section 114, clauses 119 (1) (d) and (j), clause 120 (1) (l), sections 135 to 161, subsection 162 (3) and sections 163 and 164.
2. The *Health Disciplines Amendment Act*, 1983.
3. Section 15 of the *Prescription Drug Cost Regulation Act*, 1986.
4. The *Health Disciplines Amendment Act*, 1986.

(2) The title of the *Health Disciplines Act* is repealed and the following substituted:

5. La loi intitulée *Psychologists Registration Act* («Loi sur l'inscription des psychologues») et la loi intitulée *Psychologists Registration Amendment Act*, 1988 («Loi de 1988 modifiant la Loi sur l'inscription des psychologues»).

6. La loi intitulée *Radiological Technicians Act* («Loi sur les techniciens en radiologie»).

46 Les règlements suivants, pris en application de la loi intitulée *Drugless Practitioners Act* («Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments»), sont abrogés :

1. Le Règlement 248 (chiropraticiens) des Règlements refondus de l'Ontario de 1980.
2. Le Règlement 249 (classifications) des Règlements refondus de l'Ontario de 1980.
3. Le Règlement 251 (masseurs) des Règlements refondus de l'Ontario de 1980.
4. Le Règlement 252 (ostéopraticiens) des Règlements refondus de l'Ontario de 1980.
5. Le Règlement 253 (physiothérapeutes) des Règlements refondus de l'Ontario de 1980.

47 (1) Les lois et l'article suivants sont abrogés :

1. La loi intitulée *Health Disciplines Act* («Loi sur les sciences de la santé»), à l'exclusion des alinéas 1 (1) (a) et (c), du paragraphe 1 (3), de l'article 2, des alinéas 113 (1) (a) à (m), (o), (p), (q) et (r), du paragraphe 113 (2), de l'article 114, des alinéas 119 (1) (d) et (j), de l'alinéa 120 (1) (l), des articles 135 à 161, du paragraphe 162 (3) et des articles 163 et 164.
2. La loi intitulée *Health Disciplines Amendment Act*, 1983 («Loi de 1983 modifiant la Loi sur les sciences de la santé»).
3. L'article 15 de la loi intitulée *Prescription Drug Cost Regulation Act*, 1986 («Loi de 1986 sur la réglementation des prix des médicaments»).
4. La loi intitulée *Health Disciplines Amendment Act*, 1986 («Loi de 1986 modifiant la Loi sur les sciences de la santé»).

(2) Le titre de la loi intitulée *Health Disciplines Act* («Loi sur les sciences de la santé») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Abrogation de règlements

DRUG AND PHARMACIES REGULATION
ACT

(3) Clause 1 (1) (a) of the *Drug and Pharmacies Regulation Act* is repealed and the following substituted:

(3) L'alinéa 1 (1) (a) de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(a) "Board" means the Health Professions Board continued under the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

(4) Subsection 113 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 28, section 15, is further amended by renumbering clause (a) as clause (aa) and by adding the following clause:

(4) Le paragraphe 113 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1986, est modifié de nouveau par substitution, à la désignation d'alinéa (a), de la désignation d'alinéa (aa) et par adjonction de l'alinéa suivant :

(a) "Accreditation Committee" means the Accreditation Committee of the Council.

(5) Subsection 113 (1) is further amended by adding the following clauses:

(5) Le paragraphe 113 (1) est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

(ca) "Discipline Committee" means the Discipline Committee of the Council;

(da) "Health Professions Procedural Code" means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

(6) Clauses 113 (1) (f), (g), (j) and (q) of the Act are repealed and the following substituted:

(6) Les alinéas 113 (1) (f), (g), (j) et (q) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(f) "intern" means a person who is registered as an intern under the *Pharmacy Act, 1991*;

(g) "licence" means a certificate of registration issued under the *Pharmacy Act, 1991*;

(j) "pharmacist" means a member;

(q) "registered pharmacy student" means a person registered as a student under the *Pharmacy Act, 1991*.

(7) Subclause 114 (1) (b) (iii) of the Act is repealed and the following substituted:

(7) Le sous-alinéa 114 (1) (b) (iii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iii) a live stock medicine within the meaning of the *Live Stock Medicines Act* by a person licensed under that Act.

(8) Subsection 114 (2) of the Act is amended by striking out "this Act" in the second line and substituting "a health profession Act as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*".

(8) Le paragraphe 114 (2) de la Loi est modifié par substitution, aux mots «this Act» à la deuxième ligne, des mots «a health profession Act as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*».

(9) Section 114 of the Act is amended by adding the following subsection:

(9) L'article 114 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3) Nothing in this Part prevents any person from selling, to a member of the College of Chiropractors of Ontario, the College of Dental Hygienists of Ontario, the College of Midwives of Ontario or the College of Optometrists of Ontario, a drug that the member may use in the course of engaging in the practice of his or her profession.

(10) Clause 119 (1) (d) of the Act is amended by striking out “licences and registrations” in the third line and substituting “certificates of accreditation”.

(11) Clause 119 (1) (j) of the Act is amended by striking out “and the practice of pharmacists” in the third line.

(12) Subsection 135 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Procedure

(4) The provisions of the Health Professions Procedural Code dealing with applications to the Registration Committee and hearings, reviews and appeals from decisions of panels of the Registration Committee apply, with necessary modifications and subject to subsection (5), to applications referred to the Accreditation Committee as though the Accreditation Committee were a panel.

Idem

(5) The following provisions of the Health Professions Procedural Code do not apply to applications referred to the Accreditation Committee:

1. Paragraphs 2, 3 and 5 of subsection 18 (2).
2. Paragraph 2 of subsection 22 (6).

(13) Subsections 136 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Procedure

(2) The provisions of the Health Professions Procedural Code dealing with allegations of a member's professional misconduct referred to the Discipline Committee and hearings, reviews and appeals from decisions of panels of the Discipline Committee apply, with necessary modifications and subject to subsection (3), to allegations referred to the Discipline Committee under subsection (1).

Idem

(3) Subsection (3a) applies, instead of subsections 51 (1) and (2) of the Health Professions Procedural Code, to allegations referred to the Discipline Committee under subsection (1).

Orders

(3a) If a panel of the Discipline Committee finds a person who has been issued a certificate of accreditation in respect of a pharmacy has established or operated the pharmacy in contravention of this Act or the regulations, it may make an order doing any one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke the person's certificate.
2. Directing the Registrar to suspend the person's certificate for a specified period of time.
3. Requiring the person to pay a fine of not more than \$25,000 to the Treasurer of Ontario.

(14) Section 139 of the Act is amended by striking out “as a pharmacist” in the first line.

(15) Subsection 142 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Displaying
licence

(3) Every manager of a pharmacy shall publicly display his or her licence in the pharmacy.

(16) Subsection 152 (2) of the Act is amended by striking out “six” in the second line and substituting “two”.

(17) Section 161 of the Act is amended by striking out “licence or” in the first line and in the third line.

(10) L'alinéa 119 (1) (d) de la Loi est modifié par substitution, aux mots «licences and registrations» à la troisième ligne, des mots «certificates of accreditation».

(11) L'alinéa 119 (1) (j) de la Loi est modifié par suppression des mots «and the practice of pharmacists» à la troisième ligne.

(12) Le paragraphe 135 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(13) Les paragraphes 136 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(14) L'article 139 de la Loi est modifié par suppression des mots «as a pharmacist» à la première ligne.

(15) Le paragraphe 142 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(16) Le paragraphe 152 (2) de la Loi est modifié par substitution, au mot «six» à la deuxième ligne, du mot «two».

(17) L'article 161 de la Loi est modifié par suppression des mots «licence or» à la première ligne et à la troisième ligne.

48. *The Ontario Dietetic Association Act, 1958 is repealed.*

Commence-
ment

49. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

50. The short title of this Act is the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

48 La loi intitulée *The Ontario Dietetic Association Act, 1958* est abrogée.

49 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

50 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Titre abrégé

TABLE

Column 1	Column 2
1. person registered as a chiropodist under the <i>Chiropody Act</i>	member of the College of Chiropodists of Ontario
2. person registered as a dental technician under the <i>Dental Technicians Act</i>	member of the College of Dental Technologists of Ontario
3. person licensed as a denture therapist under the <i>Denture Therapists Act</i>	member of the College of Denturists of Ontario
4. person registered as a chiropractor under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Chiropractors of Ontario
5. person registered as a masseur under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Massage Therapists of Ontario
6. person registered as an osteopath under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario classed as an osteopath
7. person registered as a physiotherapist under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Physiotherapists of Ontario
8. person registered as a dental hygienist under Part II of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Dental Hygienists of Ontario

TABEAU

Colonne 1	Colonne 2
1. personne inscrite à titre de podologue aux termes de la loi intitulée <i>Chiropody Act</i> (« <i>Loi sur les podologues</i> »)	membre de l'Ordre des podologues de l'Ontario
2. personne inscrite à titre de technicien dentaire aux termes de la loi intitulée <i>Dental Technicians Act</i> (« <i>Loi sur les techniciens dentaires</i> »)	membre de l'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario
3. personne titulaire d'un permis l'autorisant à exercer la profession de denturologue aux termes de la loi intitulée <i>Denture Therapists Act</i> (« <i>Loi sur les denturologues</i> »)	membre de l'Ordre des denturologistes de l'Ontario
4. personne inscrite à titre de chiropraticien aux termes de la loi intitulée <i>Drugless Practitioners Act</i> (« <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> »)	membre de l'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario
5. personne inscrite à titre de masseur aux termes de la loi intitulée <i>Drugless Practitioners Act</i> (« <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> »)	membre de l'Ordre des massothérapeutes de l'Ontario
6. personne inscrite à titre d'ostéopraticien aux termes de la loi intitulée <i>Drugless Practitioners Act</i> (« <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> »)	membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, appartenant à la catégorie des ostéopraticiens
7. personne inscrite à titre de physiothérapeute aux termes de la loi intitulée <i>Drugless Practitioners Act</i> (« <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> »)	membre de l'Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario
8. personne inscrite à titre d'hygiéniste dentaire aux termes de la partie II de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »)	membre de l'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario

9. person licensed under Part II of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario	9. personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie II de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »)	membre de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario
10. person licensed under Part III of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario	10. personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie III de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »)	membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario
11. person who is the holder of a certificate issued under Part IV of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Nurses of Ontario	11. personne titulaire d'un certificat délivré en vertu de la partie IV de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »)	membre de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario
12. person licensed under Part V of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Optometrists of Ontario	12. personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie V de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »)	membre de l'Ordre des optométristes de l'Ontario
13. person licensed under Part VI of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the Ontario College of Pharmacists	13. personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie VI de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »)	membre de l'Ordre des pharmaciens de l'Ontario
14. person registered under the <i>Ophthalmic Dispensers Act</i>	member of the College of Opticians of Ontario	14. personne inscrite aux termes de la loi intitulée <i>Ophthalmic Dispensers Act</i> (« <i>Loi sur les opticiens d'ordonnances</i> »)	membre de l'Ordre des opticiens de l'Ontario
15. person registered under the <i>Psychologists Registration Act</i>	member of the College of Psychologists of Ontario	15. personne inscrite aux termes de la loi intitulée <i>Psychologists Registration Act</i> (« <i>Loi sur l'inscription des psychologues</i> »)	membre de l'Ordre des psychologues de l'Ontario
16. person registered under the <i>Radiological Technicians Act</i>	member of the College of Medical Radiation Technologists of Ontario	16. personne inscrite aux termes de la loi intitulée <i>Radiological Technicians Act</i> (« <i>Loi sur les techniciens en radiologie</i> »)	membre de l'Ordre des technologues en radiation médicale de l'Ontario

SCHEDULE 1

ANNEXE 1

SELF GOVERNING HEALTH PROFESSIONS

PROFESSIONS DE LA SANTÉ AUTONOMES

<i>Health Profession Acts</i>	<i>Health Profession</i>	<i>Lois sur les professions de la santé</i>	<i>Profession de la santé</i>
Audiology and Speech-Language Pathology Act, 1991	Audiology and Speech-Language Pathology	Loi de 1991 sur les audiologistes et les orthophonistes	Audiologie et orthophonie
Chiropractic Act, 1991	Chiropractic	Loi de 1991 sur les chiropraticiens	Chiropratique
Dental Hygiene Act, 1991	Dental Hygiene	Loi de 1991 sur les dentistes	Dentisterie
Dental Technology Act, 1991	Dental Technology	Loi de 1991 sur les denturologistes	Denturologie
Dentistry Act, 1991	Dentistry	Loi de 1991 sur les diététistes	Diététique
Denturism Act, 1991	Denturism	Loi de 1991 sur les ergothérapeutes	Ergothérapie
Dietetics Act, 1991	Dietetics	Loi de 1991 sur les hygiénistes dentaires	Hygiène dentaire
Massage Therapy Act, 1991	Massage Therapy	Loi de 1991 sur les infirmières et infirmiers	Soins infirmiers
Medical Laboratory Technology Act, 1991	Medical Laboratory Technology	Loi de 1991 sur les inhalothérapeutes	Inhalothérapie
Medical Radiation Technology Act, 1991	Medical Radiation Technology	Loi de 1991 sur les massothérapeutes	Massothérapie
Medicine Act, 1991	Medicine	Loi de 1991 sur les médecins	Médecine
Midwifery Act, 1991	Midwifery	Loi de 1991 sur les opticiens	Profession d'opticien
Nursing Act, 1991	Nursing	Loi de 1991 sur les optométristes	Optométrie
Occupational Therapy Act, 1991	Occupational Therapy	Loi de 1991 sur les pharmaciens	Pharmacie
Opticianry Act, 1991	Opticianry	Loi de 1991 sur les physiothérapeutes	Physiothérapie
Optometry Act, 1991	Optometry	Loi de 1991 sur les podologues	Podologie
Pharmacy Act, 1991	Pharmacy	Loi de 1991 sur les psychologues	Psychologie
Physiotherapy Act, 1991	Physiotherapy	Loi de 1991 sur les sages-femmes	Profession de sage-femme
Psychology Act, 1991	Psychology	Loi de 1991 sur les technologistes de laboratoire médical	Technologie de laboratoire médical
Respiratory Therapy Act, 1991	Respiratory Therapy	Loi de 1991 sur les technologues dentaires	Technologie dentaire
		Loi de 1991 sur les technologues en radiation médicale	Technologie de radiation médicale

SCHEDULE 2

HEALTH PROFESSIONS PROCEDURAL CODE

Note: This Code is deemed by section 4 of the *Regulated Health Professions Act, 1991* to be part of each health profession Act

CONTENTS

1. Definitions

COLLEGE

2. College is body corporate
3. Objects of College
4. Council
5. Terms
6. Quorum
7. Meetings
8. Remuneration and expenses
9. Employees
10. Committees
11. Annual reports
12. Executive Committee's exercise of Council's powers
13. Members
14. Continuing jurisdiction

REGISTRATION

15. Registration
16. Disclosure of application file
17. Panels
18. Consideration by panel
19. Application for variation
20. Notice of orders
21. Appeal to Board
22. Registration hearings or reviews
23. Register
24. Suspension for non-payment of fees

COMPLAINTS

25. Panel for investigation of complaints
26. Consideration by panel
27. Notice of decision
28. Timely disposal
29. Review by Board
30. When no review
31. Personal representative as complainant
32. Record of decision to be reviewed
33. Conduct of review
34. Procedural provisions
35. Powers of Board

DISCIPLINE

36. Executive Committee referral
37. Interim suspension
38. Panel for discipline hearing
39. Panel members deemed to continue
40. Amendment of notice of hearing
41. Parties
42. Disclosure of evidence
43. No communication by panel members
44. Legal advice
45. Hearings public

ANNEXE 2

CODE DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ

Note : Le présent code est réputé, en vertu de l'article 4 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, faire partie de chaque loi sur une profession de la santé

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions

ORDRE

2. Personne morale
3. Objets de l'ordre
4. Conseil
5. Mandat
6. Quorum
7. Réunions
8. Rémunération et indemnités
9. Personnel
10. Comités
11. Rapports annuels
12. Exercice des pouvoirs du conseil par le bureau
13. Membres
14. Autorité continue

INSCRIPTION

15. Inscription
16. Communication des renseignements relatifs à la demande
17. Sous-comités
18. Examen par le sous-comité
19. Demande de modification d'ordonnance
20. Avis d'ordonnance
21. Appel porté devant la Commission
22. Audiences ou réexamens relatifs à l'inscription
23. Tableau
24. Suspension pour cause de non-acquittement des droits

PLAINTES

25. Sous-comité chargé de faire enquête sur les plaintes
26. Examen par le sous-comité
27. Avis de décision
28. Délai
29. Réexamen par la Commission
30. Aucun réexamen
31. Représentant à titre de plaignant
32. Examen du compte rendu de la décision
33. Procédure de réexamen
34. Dispositions relatives à la procédure
35. Pouvoirs de la Commission

DISCIPLINE

36. Renvoi des allégations par le bureau
37. Suspension provisoire
38. Sous-comité pour les questions disciplinaires
39. Les membres du sous-comité sont réputés maintenus
40. Modification des avis d'audience
41. Parties
42. Divulgence des preuves
43. Interdiction aux membres des sous-comités de communiquer
44. Avis juridiques
45. Audiences publiques

- 46. Exception to closed hearings
- 47. Sexual misconduct witnesses
- 48. Transcript of hearings
- 49. Admissibility of evidence
- 50. Members of panel who participate
- 51. Professional misconduct
- 52. Incompetence
- 53. Costs if proceedings unwarranted
- 54. Decision to complainant
- 55. Release of evidence
- 56. Publication of decisions

INCAPACITY

- 57. Registrar's inquiry
- 58. Appointment of board of inquiry
- 59. Inquiries by board
- 60. Board's report
- 61. Referral to Fitness to Practise Committee
- 62. Interim suspension
- 63. Restrictions on orders
- 64. Panels for Fitness to Practise hearings
- 65. Parties
- 66. Reports of health professionals
- 67. Procedural provisions
- 68. Hearings closed
- 69. Orders

APPEALS TO COURT

- 70. Appeals from decisions of the Board
- 71. No stay of certain orders pending appeal

REINSTATEMENT

- 72. Applications for reinstatement
- 73. Referral to Committee
- 74. Orders without hearing

REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

- 75. Investigators
- 76. Powers of investigators
- 77. Entries and searches
- 78. Copying of documents and objects
- 79. Report of investigation

QUALITY ASSURANCE COMMITTEE

- 80. Quality assurance program required
- 81. Assessors
- 82. Co-operation with Committee and assessors
- 83. Confidentiality of information

PATIENT RELATIONS PROGRAM

- 84. Patient relations program
- 85. Advice to Council

MISCELLANEOUS

- 86. Right to use French
- 87. Injunctions
- 88. Evidence of Registrar
- 89. Limitation period
- 90. Reporting of members
- 91. Service by mail
- 92. Obtaining certificates by false pretences
- 93. Offence
- 94. By-laws
- 95. Regulations

- 46. Exception aux audiences à huis clos
- 47. Témoins d'inconduite sexuelle
- 48. Transcription des audiences
- 49. Recevabilité des preuves
- 50. Membres du comité qui participent
- 51. Faute professionnelle
- 52. Incompétence
- 53. Frais en cas d'instances injustifiées
- 54. Communication de la décision au plaignant
- 55. Communication des preuves
- 56. Publication des décisions

INCAPACITÉ

- 57. Enquête du registrateur
- 58. Constitution d'une commission d'enquête
- 59. Enquêtes de la commission
- 60. Rapport de la commission
- 61. Renvoi au comité d'aptitude professionnelle
- 62. Suspension provisoire
- 63. Restrictions relatives aux ordonnances
- 64. Sous-comité pour les questions d'aptitude professionnelle
- 65. Parties
- 66. Rapports de professionnels de la santé
- 67. Dispositions relatives à la procédure
- 68. Audiences à huis clos
- 69. Ordonnances

APPELS PORTÉS DEVANT LA COUR

- 70. Appel des décisions de la Commission
- 71. Entrée en vigueur de certaines ordonnances

REMISE EN VIGUEUR

- 72. Demandes de remise en vigueur
- 73. Renvoi au comité compétent
- 74. Ordonnances sans audience

POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

- 75. Enquêteurs
- 76. Pouvoirs des enquêteurs
- 77. Perquisitions
- 78. Reproduction de documents et d'objets
- 79. Rapport d'enquête

COMITÉ D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- 80. Programme d'assurance de la qualité requis
- 81. Évaluateurs
- 82. Collaboration entre le comité et les évaluateurs
- 83. Caractère confidentiel des renseignements

PROGRAMME DE RELATIONS AVEC LES PATIENTS

- 84. Programme de relations avec les patients
- 85. Rôle consultatif du conseil

DISPOSITIONS DIVERSES

- 86. Droit d'utilisation du français
- 87. Injonctions
- 88. Preuves émanant du registrateur
- 89. Délai de prescription
- 90. Dépôt de rapports au sujet des membres
- 91. Signification par la poste
- 92. Obtention de certificats par fraude
- 93. Infraction
- 94. Règlements administratifs
- 95. Règlements

Definitions

1.—(1) In this Code,

“Board” means the Health Professions Board; (“Commission”)

“by-laws” means by-laws made by the Council; (“règlements administratifs”)

“certificate of registration” means a certificate of registration issued by the Registrar; (“certificat d’inscription”)

“Council” means the Council of the College; (“conseil”)

“drug” means drug as defined in clause 113 (1) (d) of the *Drug and Pharmacies Regulation Act*; (“médicament”)

“incapacitated” means, in relation to a member, that the member is suffering from a physical or mental condition or disorder that makes it desirable in the interest of the public that the member no longer be permitted to practise or that the member’s practice be restricted; (“frappé d’incapacité”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“Minister” means the Minister of Health; (“ministre”)

“patient relations program” means a program to enhance relations between members and patients; (“programme de relations avec les patients”)

“prescribed” means prescribed in the regulations; (“prescrit”)

“quality assurance program” means a program to assure the quality of the practice of the profession and to promote continuing competence among the members; (“programme d’assurance de la qualité”)

“Registrar” means the Registrar of the College; (“registrateur”)

“registration” means the issuance of a certificate of registration. (“inscription”)

Hearing not required unless referred to

(2) Nothing in the health profession Act or this Code shall be construed to require a hearing to be held within the meaning of the *Statutory Powers Procedure Act* unless the holding of a hearing is specifically referred to.

COLLEGE

College is body corporate

2.—(1) The College is a body corporate without share capital with all the powers of a natural person.

Corporations Act

(2) The *Corporations Act* does not apply in respect to the College.

Objects of College

3.—(1) The College has the following objects:

1. To regulate the practice of the profession and to govern the members in accordance with the health profession Act, this Code and the *Regulated Health Professions Act, 1991* and the regulations and by-laws.
2. To develop, establish and maintain standards of qualification for persons to be issued certificates of registration.

1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent code.

«certificat d’inscription» Certificat d’inscription délivré par le registrateur. («certificate of registration»)

«Commission» La Commission des professions de la santé. («Board»)

«conseil» Le conseil de l’ordre. («Council»)

«frappé d’incapacité» Se dit d’un membre atteint d’une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels qu’il convient, dans l’intérêt public, de ne plus l’autoriser à exercer sa profession ou de restreindre ses activités professionnelles. («incapacitated»)

«inscription» La délivrance d’un certificat d’inscription. («registration»)

«médicament» Médicament, tel que le définit l’alinéa 113 (1) d) de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies»). («drug»)

«membre» Membre d’un ordre. («member»)

«ministre» Le ministre de la Santé. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«programme d’assurance de la qualité» Programme visant à assurer la qualité de l’exercice de la profession et à promouvoir le maintien de la compétence parmi les membres. («quality assurance program»)

«programme de relations avec les patients» Programme visant à améliorer les relations entre les membres et les patients. («patient relations program»)

«registrateur» Le registrateur de l’ordre. («Registrar»)

«règlements administratifs» Règlements administratifs adoptés par le conseil. («by-laws»)

(2) Aucune des dispositions de la loi sur une profession de la santé ou du présent code ne doit s’interpréter comme exigeant la tenue d’une audience au sens de la loi intitulée *Statutory Powers Procedure Act* («Loi sur l’exercice des compétences légales»), à moins qu’il ne soit fait explicitement mention de la tenue d’une audience.

Audience non requise sauf mention contraire

ORDRE

2 (1) L’ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d’une personne physique.

Personne morale

(2) La loi intitulée *Corporations Act* («Loi sur les personnes morales») ne s’applique pas en ce qui concerne l’ordre.

«Loi sur les personnes morales»

3 (1) Les objets de l’ordre sont les suivants :

Objets de l’ordre

1. Réglementer l’exercice de la profession et régir l’activité des membres conformément à la loi sur une profession de la santé, au présent code et à la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, ainsi qu’aux règlements et règlements administratifs.
2. Élaborer et maintenir des normes d’admissibilité applicables aux personnes auxquelles un certificat d’inscription est délivré.

3. To develop, establish and maintain programs and standards of practice to assure the quality of the practice of the profession.
4. To develop, establish and maintain standards of knowledge and skill and programs to promote continuing competence among the members.
5. To develop, establish and maintain standards of professional ethics for the members.
6. To develop, establish and maintain programs to assist individuals to exercise their rights under this Code and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.
7. To administer the health profession Act, this Code and the *Regulated Health Professions Act, 1991* as it relates to the profession and to perform the other duties and exercise the other powers that are imposed or conferred on the College.
8. Any other objects relating to human health care that the Council considers desirable.

Duty (2) In carrying out its objects, the College has a duty to serve and protect the public interest.

Council 4. The College shall have a Council that shall be its board of directors and that shall manage and administer its affairs.

Terms 5.—(1) No term of a Council member who is elected shall exceed three years.

Multiple terms (2) A person may be a Council member for more than one term but no person who is elected may be a Council member for more than nine consecutive years.

Quorum 6. A majority of the members of the Council constitute a quorum.

Meetings 7.—(1) The meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.

Exclusion of public (2) Despite subsection (1), the Council may exclude the public from any meeting or part of a meeting if it is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that meetings be open to the public;
- (c) a person involved in a criminal proceeding or civil suit or proceeding may be prejudiced;
- (d) personnel matters or property acquisitions will be discussed;
- (e) instructions will be given to or opinions received from the solicitors for the College; or
- (f) the Council will deliberate whether to exclude the public from a meeting or whether to make an order under subsection (3).

Orders preventing public disclosure (3) In situations in which the Council may exclude the public from meetings, it may make

3. Élaborer et maintenir des programmes et des normes d'exercice pour assurer la qualité de l'exercice de la profession.

4. Élaborer et maintenir des normes de connaissance et de compétence, ainsi que des programmes, pour promouvoir le maintien de la compétence parmi les membres.

5. Élaborer et maintenir des normes de déontologie applicables aux membres.

6. Élaborer et maintenir des programmes visant à aider les particuliers à exercer leurs droits aux termes du présent code et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

7. Appliquer la loi sur une profession de la santé, le présent code et la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* dans la mesure où elle se rapporte à la profession, et exercer les autres fonctions qui lui sont imposées et les autres pouvoirs qui lui sont conférés.

8. Poursuivre tout autre objet ayant trait aux soins des êtres humains que le conseil juge souhaitable.

(2) Dans la poursuite de ses objets, l'ordre est tenu de servir et de protéger l'intérêt public. Obligation

4 L'ordre comprend un conseil qui est son conseil d'administration et qui gère ses affaires. Conseil

5 (1) Le mandat des membres d'un conseil qui sont élus ne peut dépasser trois ans. Mandat

(2) Les membres d'un conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Cependant, les personnes qui sont élues ne peuvent pas être membres d'un conseil pendant plus de neuf années consécutives. Cumul de mandats

6 La majorité des membres du conseil constitue le quorum. Quorum

7 (1) Les réunions du conseil sont publiques et un préavis suffisant en est donné aux membres de l'ordre ainsi qu'au public. Réunions

(2) Malgré le paragraphe (1), le conseil peut tenir à huis clos toute réunion ou toute partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile pourrait être lésée;
- d) des questions de personnel ou l'acquisition de biens feront l'objet de discussions;
- e) des instructions seront données aux procureurs représentant l'ordre ou ces derniers donneront des avis;
- f) le conseil délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une réunion à huis clos ou s'il doit rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (3).

(3) Dans les cas où le conseil peut tenir des réunions à huis clos, il peut rendre les ordonnances interdisant la divulgation. Ordonnances interdisant la divulgation

	orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed in the meeting, including banning publication or broadcasting of those matters.	qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation dans le public des questions dont il a été fait état lors de la réunion, et notamment proscrire la publication ou la radiodiffusion de ces questions.	
Reasons noted in minutes	(4) If the Council excludes the public from a meeting or makes an order under subsection (3), it shall have its reasons for doing so noted in the minutes of the meeting.	(4) Si le conseil tient une réunion à huis clos ou rend une ordonnance en vertu du paragraphe (3), il fait en sorte que les motifs à l'appui de sa décision soient consignés dans le procès-verbal de la réunion.	Motifs consignés dans le procès-verbal
Remuneration and expenses	8. Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council shall be paid, by the Minister of Health, the expenses and remuneration the Lieutenant Governor in Council determines.	8 Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent, du ministre de la Santé, la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Employees	9. —(1) The Council may employ persons it considers advisable.	9 (1) Le conseil peut engager le personnel qu'il juge souhaitable.	Personnel
Registrar	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registra- tateur.	Registra- tateur
Committees	10. —(1) The College shall have the following committees: 1. Executive Committee. 2. Registration Committee. 3. Complaints Committee. 4. Discipline Committee. 5. Fitness to Practise Committee. 6. Quality Assurance Committee. 7. Patient Relations Committee.	10 (1) L'ordre a les comités suivants : 1. Le bureau. 2. Le comité d'inscription. 3. Le comité des plaintes. 4. Le comité de discipline. 5. Le comité d'aptitude professionnelle. 6. Le comité d'assurance de la qualité. 7. Le comité des relations avec les patients.	Comités
Appointment	(2) The Council shall appoint the members of the committees.	(2) Le conseil nomme les membres des comités.	Nomination
Composition	(3) The composition of the committees shall be in accordance with the regulations.	(3) La composition des comités est conforme aux règlements.	Composition
Annual reports	11. —(1) Each committee named in subsection 10 (1) shall annually submit a report of its activities to the Council.	11 (1) Chacun des comités mentionnés au paragraphe 10 (1) présente tous les ans un rapport sur ses activités au conseil.	Rapports annuels
Exclusions from reports	(2) The Executive Committee shall not submit a report that contains information, other than information of a general statistical nature, relating to, (a) a referral by the Executive Committee to the Discipline or Fitness to Practise Committee until a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee disposes of the matter; (b) an approval for the Registrar to appoint an investigator until the investigation is completed and reported by the Registrar and the Executive Committee decides not to make a referral with respect to the matter to the Discipline Committee or, if the Executive Committee makes a referral with respect to the matter to the Discipline Committee, until a panel of the Discipline Committee disposes of the matter; or (c) an interim order made by the Executive Committee in respect of a member until a panel of the Discipline Committee disposes of the matter.	(2) Le rapport que présente le bureau ne contient pas de renseignements concernant l'une des questions suivantes, sauf s'il s'agit de renseignements d'une nature statistique générale : (a) le renvoi d'une question par le bureau au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle jusqu'à ce qu'un sous-comité d'un de ces comités tranche la question; (b) l'autorisation donnée au registra- tateur de nommer un enquêteur jusqu'à ce que l'enquête soit terminée, qu'un compte rendu en ait été donné par le registra- tateur et que le bureau décide de ne pas renvoyer la question au comité de discipline ou, s'il la lui renvoie, jusqu'à ce qu'un sous-comité du comité de discipline tranche la question; (c) une ordonnance provisoire rendue par le bureau à l'égard d'un membre jusqu'à ce qu'un sous-comité du comité de discipline tranche la question.	Renseigne- ments exclus des rapports
Executive Committee's exercise of powers	12. —(1) Between the meetings of the Council, the Executive Committee has all the powers of the Council with respect to any matter that, in the Committee's opinion, requires immediate attention, other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.	12 (1) Entre les réunions du conseil, le bureau a tous les pouvoirs du conseil à l'égard de toute question qui, à son avis, requiert une attention immédiate, à l'exclusion du pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif.	Exercice des pouvoirs du conseil par le bureau
Report to Council	(2) If the Executive Committee exercises a power of the Council under subsection (1), it shall report on its actions to the Council at the Council's next meeting.	(2) Si le bureau exerce un des pouvoirs du conseil en vertu du paragraphe (1), il présente au conseil, à sa réunion suivante, un rapport sur les mesures qu'il a prises en vertu de ce pouvoir.	Rapport adressé au conseil

Members	13. —(1) A person registered by the College is a member.
Suspended members	(2) A person whose certificate of registration is suspended is not a member.
Continuing jurisdiction	14. —(1) A person whose certificate of registration is revoked or who resigns as a member continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct referable to the time when the person was a member.
Idem	(2) A person whose certificate of registration is suspended continues to be subject to the jurisdiction of the College for incapacity and for professional misconduct or incompetence referable to the time when the person was a member or to the period of the suspension.

REGISTRATION

Registration	15. —(1) If a person applies to the Registrar for registration, the Registrar shall, (a) register the applicant; or (b) refer the application to the Registration Committee.
Referrals to Registration Committee	(2) The Registrar shall refer an application for registration to the Registration Committee if the Registrar, (a) has doubts, on reasonable grounds, about the sufficiency of the applicant's capacity, training, experience or education; (b) is of the opinion that terms, conditions or limitations should be imposed on a certificate of registration of the applicant and the applicant does not consent to the imposition; or (c) proposes to refuse the application.
Notice to applicant	(3) If the Registrar refers an application to the Registration Committee, he or she shall give the applicant notice of the statutory grounds for the referral and of the applicant's right to make written submissions under subsection 18 (1).
Terms, etc., attached on consent	(4) If the Registrar is of the opinion that a certificate of registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations imposed and the applicant consents to the imposition, the Registrar may do so with the approval of a panel of the Registration Committee selected by the chair for the purpose.
Panels for consent	(5) Subsections 17 (2) and (3) apply with respect to the panel mentioned in subsection (4).
Disclosure of application file	16. —(1) The Registrar shall give an applicant for registration, at his or her request, all the information and a copy of each document the College has that is relevant to the application.

Exception	(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.
Panels	17. —(1) An application for registration referred to the Registration Committee or an application referred back to the Registration Committee by the Board shall be reviewed by a panel selected by the chair from among the members of the Committee.
Idem	(2) A panel shall be composed of at least three persons, one of whom shall be a person appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.
Quorum	(3) Three members of a panel constitute a quorum.

13 (1) Quiconque est inscrit par l'ordre en est membre.	Membres
(2) La personne dont le certificat d'inscription est suspendu n'est pas membre.	Personne suspendue
14 (1) La personne dont le certificat d'inscription est révoqué ou qui se démet de ses fonctions de membre continue de relever de l'autorité de l'ordre pour ce qui est d'une faute professionnelle se rapportant à l'époque où elle était membre.	Autorité continue
(2) La personne dont le certificat d'inscription est suspendu continue de relever de l'autorité de l'ordre pour ce qui est d'une incapacité et pour ce qui est d'une faute professionnelle ou d'incompétence se rapportant à l'époque où elle était membre ou à la période de la suspension.	Idem

INSCRIPTION

15 (1) Si une personne présente une demande d'inscription au registrateur, ce dernier : a) soit inscrit l'auteur de la demande; b) soit renvoie la demande au comité d'inscription.	Inscription
(2) Le registrateur renvoie une demande d'inscription au comité d'inscription si, selon le cas : a) il a des doutes, en se fondant sur des motifs raisonnables, sur la suffisance de la capacité, de la formation, de l'expérience ou de la scolarité de l'auteur de la demande; b) il est d'avis que le certificat d'inscription de l'auteur de la demande devrait être assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier s'y oppose; c) il se propose de refuser la demande.	Renvoi de demandes au comité d'inscription
(3) Si le registrateur renvoie une demande au comité d'inscription, il avise l'auteur de la demande des motifs légaux du renvoi et du droit qu'a ce dernier de présenter des observations par écrit en vertu du paragraphe 18 (1).	Avis adressé à l'auteur de la demande
(4) Si le registrateur est d'avis que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier y consent, le registrateur peut le délivrer sous réserve de l'approbation d'un sous-comité du comité d'inscription dont les membres sont choisis par le président à cette fin.	Acceptation des conditions ou restrictions imposées
(5) Les paragraphes 17 (2) et (3) s'appliquent au sous-comité visé au paragraphe (4).	Approbation du sous-comité
16 (1) Le registrateur communique à l'auteur d'une demande d'inscription qui en fait la demande tous les renseignements, ainsi qu'une copie de chaque document que possède l'ordre, qui se rapportent à la demande.	Communication des renseignements relatifs à la demande
(2) Le registrateur peut refuser de communiquer à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, mettre en danger la sécurité de quiconque.	Exception
17 (1) La demande d'inscription renvoyée au comité d'inscription ou la demande renvoyée au comité d'inscription par la Commission est examinée par un sous-comité dont les membres sont choisis par le président parmi les membres du comité.	Sous-comités
(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois personnes, dont l'une est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Idem
(3) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité.	Quorum

Consideration by panel	18. —(1) An applicant may make written submissions to the panel within thirty days after receiving notice under subsection 15 (3) or within any longer period the Registrar may specify in the notice.	18 (1) L'auteur d'une demande peut présenter des observations par écrit au sous-comité dans les trente jours suivant la réception de l'avis prévu au paragraphe 15 (3) ou dans tout autre délai plus long que peut fixer le registrateur dans l'avis.	Examen par le sous-comité
Orders by panel	(2) After considering the application and the submissions, the panel may make an order doing any one or more of the following: 1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration. 2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant successfully completes examinations set or approved by the panel. 3. Directing the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant successfully completes additional training specified by the panel. 4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on a certificate of registration of the applicant and specifying a limitation on the applicant's right to apply under subsection 19 (1). 5. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of registration.	(2) Après examen de la demande et des observations, le sous-comité peut, par ordonnance : 1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription. 2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande réussit aux examens établis ou approuvés par le sous-comité. 3. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande réussit aux cours de formation supplémentaires indiqués par le sous-comité. 4. Enjoindre au registrateur d'assortir le certificat d'inscription de l'auteur de la demande des conditions et des restrictions précisées et d'indiquer les restrictions s'appliquant au droit qu'a l'auteur de la demande de présenter une demande en vertu du paragraphe 19 (1). 5. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription.	Ordonnances du sous-comité
Idem	(3) A panel, in making an order under subsection (2), may direct the Registrar to issue a certificate of registration to an applicant who does not meet a registration requirement unless the requirement is prescribed as a non-exemptible requirement.	(3) Le sous-comité qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) peut enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur d'une demande qui ne satisfait pas à une exigence d'inscription, à moins qu'il ne s'agisse d'une exigence prescrite comme étant une exigence à laquelle on ne peut se soustraire.	Idem
Order on consent	(4) The panel may, with the consent of the applicant, direct the Registrar to issue a certificate of registration with the terms, conditions and limitations specified by the panel imposed.	(4) Le sous-comité peut enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription assorti des conditions et des restrictions précisées par le sous-comité, si l'auteur de la demande y consent.	Ordonnance sur consentement
Application for variation	19. —(1) A member may apply to the Registration Committee for an order directing the Registrar to remove or modify any term, condition or limitation imposed on the member's certificate of registration as a result of a registration proceeding.	19 (1) Un membre peut demander au comité d'inscription que soit rendue une ordonnance enjoignant au registrateur de supprimer ou de modifier toute condition ou restriction dont est assorti son certificat d'inscription par suite d'une procédure relative à une inscription.	Demande de modification d'ordonnance
Limitations	(2) The right to apply under subsection (1) is subject to any limitation in the order imposing the term, condition or limitation or to which the member consented and to any limitation made under subsection (7) in the disposition of a previous application under this section.	(2) Le droit de présenter une demande en vertu du paragraphe (1) est assujéti à toute restriction prévue par l'ordonnance qui impose la condition ou la restriction ou à laquelle le membre a acquiescé et à toute restriction imposée en vertu du paragraphe (7) lorsqu'il est statué sur une demande antérieure faite en vertu du présent article.	Restrictions
Panels	(3) An application to the Registration Committee under subsection (1) or an application referred back to the Registration Committee by the Board shall be reviewed by a panel selected by the chair from among the members of the Committee.	(3) La demande présentée au comité d'inscription en vertu du paragraphe (1) ou celle renvoyée au comité d'inscription par la Commission est examinée par un sous-comité dont les membres sont choisis par le président parmi les membres du comité.	Sous-comités
Idem	(4) Subsections 17 (2) and (3) apply with respect to the panel mentioned in subsection (3).	(4) Les paragraphes 17 (2) et (3) s'appliquent au sous-comité visé au paragraphe (3).	Idem
Submissions	(5) An applicant may make written submissions to the panel.	(5) L'auteur d'une demande peut présenter des observations par écrit au sous-comité.	Observations
Orders	(6) After considering the application and the submissions, the panel may make an order doing any one or more of the following: 1. Refusing the application. 2. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation imposed on the certificate of registration.	(6) Après examen de la demande et des observations, le sous-comité peut, par ordonnance : 1. Refuser la demande. 2. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription.	Ordonnances

	3. Directing the Registrar to impose terms, conditions or limitations on the certificate of registration.	3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions le certificat d'inscription.	
Limitations on applications	(7) The panel, in disposing of an application under this section, may fix a period of time not longer than six months during which the applicant may not apply under subsection (1).	(7) Le sous-comité, lorsqu'il statue sur une demande aux termes du présent article, peut fixer un délai maximal de six mois dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du paragraphe (1).	Restrictions relatives aux demandes
Notice of orders	20. —(1) A panel shall give the applicant notice of an order it makes under subsection 18 (2) or 19 (6) and written reasons for it if the order, <ul style="list-style-type: none"> (a) directs the Registrar to refuse to issue a certificate of registration; (b) directs the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant successfully completes examinations or additional training; (c) directs the Registrar to impose terms, conditions and limitations on a certificate of registration of the applicant; or (d) refuses an application for an order removing or modifying any term, condition or limitation imposed on a certificate of registration. 	20 (1) Le sous-comité avise l'auteur de la demande de l'ordonnance qu'il rend en vertu du paragraphe 18 (2) ou 19 (6) et des motifs écrits à l'appui de celle-ci si l'ordonnance, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) enjoint au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription; b) enjoint au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande réussit aux examens ou aux cours de formation supplémentaires; c) enjoint au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions le certificat d'inscription de l'auteur de la demande; d) refuse une demande d'ordonnance visant à supprimer ou à modifier toute condition ou restriction dont est assorti un certificat d'inscription. 	Avis d'ordonnance
Contents of notice	(2) A notice under subsection (1) shall inform the applicant of the order and of the provisions of subsections 21 (1) and (2).	(2) L'avis prévu au paragraphe (1) informe l'auteur de la demande de l'ordonnance et des dispositions des paragraphes 21 (1) et (2).	Contenu de l'avis
Appeal to Board	21. —(1) An applicant who has been given a notice under subsection 20 (1) of an order may require the Board to hold a review of the application and the documentary evidence in support of it, or a hearing of the application, by giving the Board and the Registration Committee notice in accordance with subsection (2).	21 (1) L'auteur d'une demande qui a reçu un avis d'ordonnance aux termes du paragraphe 20 (1) peut exiger de la Commission qu'elle réexamine sa demande et les éléments de preuve documentaire à l'appui de celle-ci, ou qu'elle tienne une audience relativement à sa demande, en remettant à la Commission et au comité d'inscription un avis à cet effet, conformément au paragraphe (2).	Appel porté devant la Commission
Requirements of notice	(2) A notice under subsection (1) shall be a written notice, given within thirty days after the notice under subsection 20 (1) was given, specifying whether a review or a hearing is required.	(2) L'avis prévu au paragraphe (1) est donné par écrit dans les trente jours suivant la date à laquelle l'avis prévu au paragraphe 20 (1) a été donné, et précise si l'auteur de la demande exige un réexamen ou une audience.	Exigences de remise de l'avis, et contenu
Order, etc. to Board	(3) If the Registration Committee receives a notice that an applicant requires a hearing or review, it shall, within fifteen days after receiving the notice, give the Board a copy of the order made with respect to the application, the reasons for it and the documents and things upon which the decision to make the order was based.	(3) Le comité d'inscription qui reçoit un avis de l'auteur d'une demande selon lequel ce dernier exige une audience ou un réexamen remet à la Commission, dans les quinze jours suivant la réception de l'avis, une copie de l'ordonnance rendue au sujet de la demande, les motifs à l'appui de celle-ci, ainsi que les documents et choses sur lesquels la décision de rendre l'ordonnance était fondée.	Copie de l'ordonnance, etc., à la Commission
When order may be carried out	(4) An order of a panel, notice of which is required under subsection 20 (1), may be carried out only when, <ul style="list-style-type: none"> (a) the applicant has given the Registrar notice that the applicant will not be requiring a review or hearing; (b) thirty-five days have passed since the notice of the order was given under subsection 20 (1) without the applicant requiring a review or hearing; or (c) the Board has confirmed the order. 	(4) L'ordonnance d'un sous-comité, qui doit faire l'objet d'un avis aux termes du paragraphe 20 (1), ne peut être exécutée que lorsque se réalise l'une ou l'autre des éventualités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) l'auteur de la demande a informé le registrateur, au moyen d'un avis, qu'il n'exigera pas de réexamen ni d'audience; b) trente-cinq jours se sont écoulés depuis que l'avis d'ordonnance a été donné aux termes du paragraphe 20 (1) sans que l'auteur de la demande ait exigé de réexamen ou d'audience; c) la Commission a confirmé l'ordonnance. 	Moment où l'ordonnance peut être exécutée
Registration hearings or reviews	22. —(1) This section applies to a hearing or review by the Board required by an applicant under subsection 21 (1).	22 (1) Le présent article s'applique à l'audience tenue ou au réexamen effectué par la Commission, et qu'exige l'auteur d'une demande en vertu du paragraphe 21 (1).	Audiences ou réexamens relatifs à l'inscription

Procedural provisions	(2) The following provisions apply with necessary modifications to a hearing or review:	(2) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une audience ou à un réexamen :	Dispositions relatives à la procédure
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Subsection 38 (4) (exclusion from panel). 2. Section 42 (disclosure of evidence). 3. Section 43 (no communication by panel members). 4. Section 50 (members of panel who participate). 5. Section 55 (release of evidence). 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le paragraphe 38 (4) (exclusion). 2. L'article 42 (divulcation des preuves). 3. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer). 4. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent). 5. L'article 55 (communication des preuves). 	
Idem	(3) The following provisions also apply with necessary modifications to a hearing:	(3) Les dispositions suivantes s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à une audience :	Idem
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Section 45 (hearings open). 2. Section 47 (sexual misconduct witnesses). 3. Section 48 (transcript of hearings). 	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'article 45 (audiences publiques). 2. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle). 3. L'article 48 (transcription des audiences). 	
Findings of fact	(4) The findings of fact in a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> .	(4) Lors d'une audience, les conclusions de fait se fondent uniquement sur les preuves admissibles ou les questions dont il peut être pris connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la loi intitulée <i>Statutory Powers Procedure Act</i> («Loi sur l'exercice des compétences légales»).	Conclusions de fait
Idem	(5) The findings of fact in a review shall be based exclusively on the application and documentary evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> .	(5) Lors d'un réexamen, les conclusions de fait se fondent uniquement sur la demande et les éléments de preuve documentaire admissibles ou sur les questions dont il peut être pris connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la loi intitulée <i>Statutory Powers Procedure Act</i> («Loi sur l'exercice des compétences légales»).	Idem
Disposal by Board	(6) The Board shall, after the hearing or review, make an order doing any one or more of the following:	(6) À la suite de l'audience ou du réexamen, la Commission rend une ordonnance dans l'un ou l'autre, ou plusieurs, des buts suivants :	Décision de la Commission
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Confirming the order made by the panel. 2. Requiring the Registration Committee to make an order directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant if the applicant successfully completes any examinations or training the Registration Committee may specify. 3. Requiring the Registration Committee to make an order directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant and to impose any terms, conditions and limitations the Board considers appropriate. 4. Referring the matter back to the Registration Committee for further consideration by a panel, together with any recommendations the Board considers appropriate. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Confirmer l'ordonnance rendue par le sous-comité. 2. Exiger du comité d'inscription qu'il rende une ordonnance enjoignant au registraire de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande si ce dernier réussit aux examens ou aux cours de formation que le comité d'inscription peut préciser. 3. Exiger du comité d'inscription qu'il rende une ordonnance enjoignant au registraire de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande et de l'assortir des conditions et des restrictions qu'elle estime opportunes. 4. Renvoyer la question au comité d'inscription pour qu'un sous-comité l'examine de nouveau, en y joignant les recommandations qu'elle estime opportunes. 	
Idem	(7) The Board may make an order under paragraph 3 of subsection (6) only if the Board finds that the applicant substantially qualifies for registration and that the panel has exercised its powers improperly.	(7) La Commission ne peut rendre d'ordonnance visée à la disposition 3 du paragraphe (6) que si elle constate que l'auteur de la demande satisfait pour l'essentiel aux exigences d'inscription et que le sous-comité a exercé ses pouvoirs de façon irrégulière.	Idem
Limitation on order	(8) The Board, in making an order under subsection (6), shall not require the Registration Committee to direct the Registrar to issue a certificate of registration to an applicant who does not meet a registration requirement that is prescribed as a non-exemptible requirement.	(8) Lorsqu'elle rend une ordonnance aux termes du paragraphe (6), la Commission n'exige pas du comité d'inscription qu'il enjoigne au registraire de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur d'une demande qui ne satisfait pas à une exigence d'inscription prescrite comme étant une exigence à laquelle on ne peut se soustraire.	Restriction applicable à l'ordonnance
Parties	(9) The College and the applicant are parties to a hearing or review.	(9) Sont parties à une audience ou à un réexamen l'ordre et l'auteur de la demande.	Parties
Register	23. —(1) The Registrar shall maintain a register.	23 (1) Le registraire dresse un tableau.	Tableau

Contents of register	(2) The register shall contain,	(2) Le tableau contient les renseignements suivants :	Contenu du tableau
	(a) each member's name, business address and business telephone number; (b) each member's class of registration and specialist status; (c) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of registration; (d) a notation of every revocation and suspension of a certificate of registration; (e) the result of every disciplinary and incapacity proceeding; (f) information that a panel of the Registration, Discipline or Fitness to Practise Committee specifies shall be included; and (g) information that the regulations prescribe as information to be kept in the register.	a) le nom, l'adresse professionnelle et le numéro de téléphone professionnel de chaque membre; b) la catégorie d'inscription et la qualité de spécialiste de chaque membre; c) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat d'inscription; d) l'indication de chaque révocation et de chaque suspension de certificat d'inscription; e) l'issue de chaque procédure disciplinaire et de chaque procédure pour incapacité; f) les renseignements que précise un sous-comité du comité d'inscription, du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle; g) les renseignements que les règlements prescrivent comme devant être conservés au tableau.	
Access to information	(3) A person may obtain, during normal business hours, the following information contained in the register: 1. Information described in clauses (2) (a) to (c). 2. Information described in clause (2) (d) relating to a suspension that is in effect. 3. The results of every disciplinary and incapacity proceeding completed within three years before the time the register was prepared or last updated, i. in which a member's certificate of registration was revoked or suspended or had terms, conditions or limitations imposed on it, or ii. in which a member was required to pay a fine or attend to be reprimanded or in which an order was suspended if the results of the proceeding were directed to be included in the register by a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee.	(3) Quiconque peut obtenir, pendant les heures de bureau normales, les renseignements suivants figurant au tableau : 1. Les renseignements visés aux alinéas (2) a) à c). 2. Les renseignements visés à l'alinéa (2) d) en ce qui concerne une suspension qui est en vigueur. 3. L'issue de chaque procédure disciplinaire et de chaque procédure pour incapacité qui a pris fin dans les trois ans ayant précédé la date à laquelle le tableau a été dressé ou mis à jour la dernière fois : i. soit au cours de laquelle le certificat d'inscription d'un membre a été révoqué ou suspendu ou a été assorti de conditions ou de restrictions, ii. soit au cours de laquelle un membre a été tenu de verser une amende ou de comparaître pour être réprimandé, ou au cours de laquelle une ordonnance a été suspendue si un sous-comité du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle a ordonné de consigner au tableau l'issue de la procédure.	Accès aux renseignements
Panels specifying information in register	(4) In disposing of a matter, a panel of the Registration, Discipline or Fitness to Practise Committee may, for the purposes of clause (2) (f), specify information to be included in the register.	(4) Lorsqu'il tranche une question, un sous-comité du comité d'inscription, du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle peut, pour l'application de l'alinéa (2) f), préciser les renseignements devant figurer au tableau.	Renseignements précisés par les sous-comités
Panels directing results to be public	(5) In disposing of a matter, a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee may, for the purposes of subparagraph ii of paragraph 3 of subsection (3), direct that the results of the proceeding be included in the register.	(5) Lorsqu'il tranche une question, un sous-comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle peut, pour l'application de la sous-disposition ii de la disposition 3 du paragraphe (3), ordonner que l'issue de la procédure soit précisée au tableau.	Publication de l'issue sur ordre des sous-comités
Information from register	(6) The Registrar shall provide to a person, upon the payment of a reasonable charge, a copy of any information in the register the person may obtain.	(6) Le registrateur fournit à une personne, moyennant le versement de frais raisonnables, une copie de tous les renseignements figurant au tableau qu'elle est autorisée à obtenir.	Renseignements figurant au tableau
Suspension for non-payment of fees	24. The Registrar may suspend a member's certificate of registration for failure to pay a prescribed fee after two months notice of the default and intention to suspend.	24 Le registrateur peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre si ce dernier n'acquitte pas les droits prescrits deux mois après avoir reçu un	Suspension pour cause de non-acquittement des droits

COMPLAINTS

Panel for investigation of complaints

25.—(1) A complaint filed with the Registrar regarding the conduct or actions of a member shall be investigated by a panel selected by the chair of the Complaints Committee from among the members of the Committee.

Composition

(2) A panel shall be composed of at least three persons, at least one of whom shall be a person appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

Quorum

(3) Three members of a panel constitute a quorum.

Complaint must be recorded

(4) A panel shall not be selected unless the complaint is in writing or is recorded on a tape, film, disk or other medium.

Notice to member

(5) The Registrar shall give the member who is the subject of a complaint notice of the complaint and of the provisions of subsection 26 (1).

Consideration by panel

26.—(1) A member who is the subject of a complaint may make written submissions to the panel within thirty days after receiving notice under subsection 25 (5).

Powers of panel

(2) A panel, after investigating a complaint regarding the conduct or actions of a member, considering the submissions of the member and considering or making reasonable efforts to consider all records and documents it considers relevant to the complaint, may do any one or more of the following:

1. Refer a specified allegation of the member's professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee if the allegation is related to the complaint.
2. Refer the member to the Executive Committee for incapacity proceedings.
3. Require the member to appear before the panel or another panel of the Complaints Committee to be cautioned.
4. Take action it considers appropriate that is not inconsistent with the health profession Act, this Code, the regulations or by-laws.

Notice of decision

27. A panel shall give the complainant and the member who is the subject of the complaint,

- (a) a copy of its decision;
- (b) a copy of its reasons, if the panel decided to take no action with respect to a complaint or to do anything under paragraph 3 or 4 of subsection 26 (2); and
- (c) a notice advising the member and the complainant of any right to request a review they may have under subsection 29 (2).

Timely disposal

28.—(1) A panel shall dispose of a complaint within 120 days after the filing of the complaint.

If complaint not disposed of

(2) If a complaint regarding the conduct or actions of a member has not been disposed of by a panel within 120 days after the filing of the com-

avis de défaut de paiement et d'intention de suspendre.

PLAINTES

25 (1) Toute plainte relative à la conduite ou aux actes d'un membre qui est déposée auprès du registrateur fait l'objet d'une enquête par un sous-comité dont les membres sont choisis par le président du comité des plaintes parmi les membres du comité.

Sous-comité chargé de faire enquête sur les plaintes

(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois personnes, dont au moins une est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Composition

(3) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité.

Quorum

(4) Un sous-comité ne peut être constitué que si la plainte est présentée par écrit ou enregistrée sur une bande, un film, un disque ou un autre support.

Rédaction ou enregistrement obligatoire de la plainte

(5) Le registrateur avise de la plainte et des dispositions du paragraphe 26 (1) le membre qui fait l'objet de la plainte.

Avis adressé au membre

26 (1) Le membre qui fait l'objet d'une plainte peut présenter des observations par écrit au sous-comité dans les trente jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe 25 (5).

Examen par le sous-comité

(2) Après avoir fait enquête sur une plainte relative à la conduite ou aux actes d'un membre, avoir étudié les observations du membre et avoir examiné ou avoir fait des efforts raisonnables pour examiner tous les documents et éléments d'information qui, selon lui, se rapportent à la plainte, le sous-comité peut prendre l'une ou l'autre, ou plusieurs, des mesures suivantes :

Pouvoirs du sous-comité

1. Renvoyer toute allégation précisée de faute professionnelle ou d'incompétence du membre au comité de discipline, si elle se rapporte à la plainte.
2. Adresser le membre au bureau aux fins de procédures pour incapacité.
3. Exiger du membre qu'il se présente devant le sous-comité ou un autre sous-comité du comité des plaintes pour recevoir un avertissement.
4. Prendre toute mesure qu'il estime opportune et qui n'est pas incompatible avec la loi sur une profession de la santé, le présent code, les règlements ou les règlements administratifs.

27 Le sous-comité donne au plaignant et au membre qui fait l'objet de la plainte les documents suivants :

Avis de décision

- a) une copie de sa décision;
- b) une copie du texte des motifs, si le sous-comité a décidé de ne prendre aucune mesure à l'égard de la plainte ou de prendre la mesure prévue à la disposition 3 ou 4 du paragraphe 26 (2);
- c) un avis informant le membre et le plaignant de tout droit de demander un réexamen qui peut leur être conféré en vertu du paragraphe 29 (2).

28 (1) Le sous-comité statue sur la plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt.

Délai

(2) Si le sous-comité n'a pas statué sur la plainte relative à la conduite ou aux actes d'un membre dans les 120 jours qui suivent son dépôt, la Commis-

Cas où il n'est pas statué sur la plainte

plaint, the Board, on application of the member or the complainant, may require the Complaints Committee to ensure the complaint is disposed of.

If further delay

(3) If the complaint is not disposed of within sixty days after the Board's requirement, the Board shall investigate the complaint and make an order under subsection (5) within 120 days after the Board's requirement.

Board's investigatory powers

(4) In investigating a complaint, the Board has all the powers of a panel of the Complaints Committee and of the Registrar with respect to the investigation of the matter and, in particular, the Board may appoint an investigator under clause 75 (c).

Powers of Board

(5) After an investigation, the Board may do any one or more of the following:

1. Refer the matter to the Complaints Committee.
2. Make recommendations the Board considers appropriate to the Complaints Committee.
3. Require the Complaints Committee or a panel to do anything the Committee or a panel may do under the health profession Act and this Code except to request the Registrar to conduct an investigation.

Review by Board

29.—(1) Subject to section 30, the Board shall review a decision of a panel of the Complaints Committee if the Board receives a request under subsection (2).

Request for review

(2) The complainant or the member who is the subject of the complaint may request the Board to review a decision of a panel of the Complaints Committee unless the decision was,

- (a) to refer an allegation of professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee; or
- (b) to refer the member to the Executive Committee for incapacity proceedings.

Time limit

(3) A request for a review may be made only within thirty days after the receipt of the notice of the right to request a review given under clause 27 (c).

Parties

(4) The complainant and the member who is the subject of the complaint are parties to a review.

When no review

30.—(1) The Board shall not review a decision if the party who requested the review withdraws the request and the other party consents.

Request in bad faith, etc.

(2) If the Board considers a request to review a decision to have been frivolous, vexatious, made in bad faith or otherwise an abuse of process, it shall give the parties notice that it intends not to proceed with the review and that the parties have a right to make written submissions within thirty days after receiving the notice.

Idem

(3) If the Board is satisfied, after considering the written submissions of the parties, that a request was frivolous, vexatious, made in bad faith or otherwise an abuse of process, the Board shall not review the decision.

Personal representative as complainant

31. A complainant's personal representative may act as the complainant for the purposes of a review

sion peut, à la demande du membre ou du plaignant, exiger du comité des plaintes qu'il fasse en sorte qu'il soit statué sur la plainte.

(3) S'il n'est toujours pas statué sur la plainte dans les soixante jours après que la Commission l'a exigé, cette dernière fait enquête sur la plainte et rend une ordonnance en vertu du paragraphe (5) dans les 120 jours après que la Commission a exigé qu'il soit statué sur la plainte.

(4) Lorsqu'elle fait enquête sur une plainte, la Commission est dotée des pouvoirs d'un sous-comité du comité des plaintes et de ceux du registrateur à l'égard de l'enquête sur la question et peut, notamment, nommer un enquêteur en vertu de l'alinéa 75 c).

(5) Après son enquête, la Commission peut prendre l'une ou l'autre, ou plusieurs, des mesures suivantes :

1. Renvoyer la question au comité des plaintes.
2. Faire les recommandations qu'elle estime opportunes à l'intention du comité des plaintes.
3. Exiger du comité des plaintes ou d'un sous-comité qu'il prenne toute mesure que le comité ou un sous-comité est habilité à prendre en vertu de la loi sur une profession de la santé et du présent code, sauf s'il s'agit de demander au registrateur de mener une enquête.

29 (1) Sous réserve de l'article 30, la Commission réexamine la décision d'un sous-comité du comité des plaintes si elle reçoit une demande aux termes du paragraphe (2).

(2) Le plaignant ou le membre qui fait l'objet de la plainte peut demander à la Commission de réexaminer la décision d'un sous-comité du comité des plaintes, sauf si la décision :

- a) soit renvoyait une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence au comité de discipline;
- b) soit adressait le membre au bureau aux fins de procédures pour incapacité.

(3) La demande de réexamen ne peut être présentée que dans les trente jours suivant la réception de l'avis relatif au droit de demander un réexamen donné aux termes de l'alinéa 27 c).

(4) Sont parties à un réexamen le plaignant et le membre qui fait l'objet de la plainte.

30 (1) La Commission ne réexamine pas la décision si la partie qui demande le réexamen retire sa demande et que l'autre partie y consent.

(2) Si la Commission estime qu'une demande de réexamen de décision est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle constitue par ailleurs un usage abusif de la procédure, elle avise les parties de son intention de ne pas donner suite au réexamen et du droit qu'ont ces dernières de présenter des observations par écrit dans les trente jours suivant la réception de l'avis.

(3) Si la Commission est convaincue, après étude des observations écrites des parties, qu'une demande est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle constitue par ailleurs un usage abusif de la procédure, elle ne réexamine pas la décision.

31 Le représentant d'un plaignant peut agir à titre de plaignant aux fins du réexamen de la décision par

Non-respect du délai proposé

Pouvoirs d'enquête de la Commission

Pouvoirs de la Commission

Réexamen par la Commission

Demande de réexamen

Délai

Parties

Aucun réexamen

Demande faite de mauvaise foi

Idem

Représentant à titre de plaignant

of the decision by the Board if the complainant dies or becomes incapacitated.

Record of
decision to
be reviewed

32.—(1) If the Board is requested to review a decision, the Registrar shall give the Board, within fifteen days after the Board's request, a record of the investigation and the documents and things upon which the decision was based.

Disclosure

(2) Before reviewing a decision, the Board shall disclose to the parties everything given to it by the Registrar under subsection (1).

Exceptions

(3) The Board may refuse to disclose anything that may, in its opinion,

- (a) disclose matters involving public security;
- (b) undermine the integrity of the complaint investigation and review process;
- (c) disclose financial or personal or other matters of such a nature that the desirability of avoiding their disclosure in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that disclosure be made;
- (d) prejudice a person involved in a criminal proceeding or in a civil suit or proceeding; or
- (e) jeopardize the safety of any person.

la Commission si le plaignant décède ou est frappé d'incapacité

32 (1) Si demande est faite à la Commission de réexaminer une décision, le registrateur lui remet dans les quinze jours suivant sa demande un compte rendu de l'enquête, ainsi que les documents et choses sur lesquels la décision était fondée.

Examen du
compte rendu
de la décision

(2) Avant de procéder au réexamen de la décision, la Commission divulgue auprès des parties tout ce que lui a remis le registrateur aux termes du paragraphe (1).

Divulgateion

(3) La Commission peut refuser de divulguer tout ce qui, à son avis, risque, selon le cas :

Exceptions

- a) d'entraîner la divulgation de questions touchant à la sécurité publique;
- b) d'ébranler l'intégrité du processus d'enquête sur la plainte et de réexamen;
- c) de divulguer des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel la divulgation doit avoir lieu;
- d) de léser une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile;
- e) de mettre en danger la sécurité de quiconque.

33 (1) Lors d'un réexamen, la Commission prend en considération l'un et l'autre, ou un seul, des éléments suivants :

Procédure de
réexamen

- a) le caractère adéquat de l'enquête menée;
- b) le caractère raisonnable de la décision.

(2) Lorsqu'elle procède à un réexamen, la Commission :

Procédure

- a) donne à la partie qui demande le réexamen la possibilité de faire des commentaires sur les questions énoncées aux alinéas (1) a) et b), et à l'autre partie la possibilité d'y répondre;
- b) peut exiger de l'ordre qu'il envoie un représentant;
- c) peut interroger les parties et le représentant de l'ordre;
- d) peut permettre aux parties de présenter des observations sur les questions soulevées par toute question posée en vertu de l'alinéa c);
- e) ne permet pas aux parties et au représentant de l'ordre de s'interroger mutuellement.

34 Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réexamens effectués par la Commission :

Dispositions
relatives à la
procédure

- 1. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).
- 2. L'article 45 (audiences publiques).
- 3. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).
- 4. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).
- 5. L'article 55 (communication des preuves).

35 (1) Après avoir effectué le réexamen d'une décision, la Commission peut prendre l'une ou l'autre, ou plusieurs, des mesures suivantes :

Pouvoirs de
la Commis-
sion

35.—(1) After conducting a review of a decision, the Board may do any one or more of the following:

- 1. Section 43 (no communication by panel members).
- 2. Section 45 (hearings open).
- 3. Section 47 (sexual misconduct witnesses).
- 4. Section 50 (members of panel who participate).
- 5. Section 55 (release of evidence).

Powers of
Board

1. Confirm all or part of the decision.
2. Make recommendations the Board considers appropriate to the Complaints Committee.
3. Require the Complaints Committee to do anything the Committee or a panel may do under the health profession Act and this Code except to request the Registrar to conduct an investigation.

Decision in writing

- (2) The Board shall give its decision and reasons in writing to the parties and the Complaints Committee.

DISCIPLINE

Executive Committee referral

36. The Executive Committee may refer a specified allegation of a member's professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee.

Interim suspension

37.—(1) The Executive Committee may, subject to subsection (5), make an interim order directing the Registrar to suspend or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if,

- (a) an allegation is referred to the Discipline Committee; and
- (b) it is of the opinion that the conduct of the member exposes or is likely to expose his or her patients to harm or injury.

Procedure following interim suspension

(2) If an order is made under subsection (1) by the Executive Committee in relation to a matter referred to the Discipline Committee,

- (a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and
- (b) the Discipline Committee shall give precedence to the matter.

Duration of order

(3) An order under subsection (1) continues in force until the matter is disposed of by a panel of the Discipline Committee.

Panel's order

(4) In a matter in which an order under subsection (1) was made, an order of a panel of the Discipline Committee directing the Registrar to revoke, suspend or impose conditions on a member's certificate takes effect immediately despite any appeal.

Restrictions on orders

(5) No order shall be made under subsection (1) with respect to a member by the Executive Committee unless the member has been given,

- (a) notice of the Committee's intention to make the order; and
- (b) at least fourteen days to make written submissions to the Committee.

Panel for discipline hearing

38.—(1) The chair of the Discipline Committee shall select a panel from among the members of the Committee to hold a hearing of allegations of a member's professional misconduct or incompetence referred to the Committee by the Executive or Complaints Committee.

Composition

(2) A panel shall be composed of at least three and no more than five persons, at least two of whom shall be persons appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

Idem

(3) At least one of the members of a panel shall be both a member of the College and a member of the Council.

1. Confirmer la décision, en totalité ou en partie.

2. Faire les recommandations qu'elle estime opportunes à l'intention du comité des plaintes.

3. Exiger du comité des plaintes qu'il prenne toute mesure qu'il est habilité à prendre en vertu de la loi sur une profession de la santé et du présent code, sauf s'il s'agit de demander au registrateur de mener une enquête.

- (2) La Commission communique sa décision motivée par écrit aux parties et au comité des plaintes.

Décision par écrit

DISCIPLINE

36 Le bureau peut renvoyer au comité de discipline toute allégation précisée de faute professionnelle ou d'incompétence d'un membre.

Renvoi des allégations par le bureau

37 (1) Le bureau peut, sous réserve du paragraphe (5), rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre ou de l'assortir de conditions ou de restrictions si :

Suspension provisoire

- a) d'une part, une allégation est renvoyée au comité de discipline;

- b) d'autre part, il est d'avis que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.

(2) Si le bureau rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline :

Procédure suivant la suspension provisoire

- a) d'une part, l'ordre traite la question avec célérité;

- b) d'autre part, le comité de discipline donne priorité à la question.

(3) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que la question soit tranchée par un sous-comité du comité de discipline.

Effet de l'ordonnance

(4) Dans le cas d'une question à l'égard de laquelle a été rendue l'ordonnance prévue au paragraphe (1), l'ordonnance d'un sous-comité du comité de discipline enjoignant au registrateur de révoquer ou de suspendre le certificat d'un membre, ou de l'assortir de conditions, prend effet immédiatement, même en cas d'appel.

Ordonnance d'un sous-comité

(5) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un membre par le bureau sans que le membre :

Restrictions relatives aux ordonnances

- a) ait été avisé de l'intention du bureau de rendre l'ordonnance;

- b) ait bénéficié d'un délai d'au moins quatorze jours pour présenter des observations par écrit au bureau.

38 (1) Le président du comité de discipline constitue un sous-comité dont les membres sont choisis parmi les membres du comité pour tenir une audience sur les allégations de faute professionnelle ou d'incompétence d'un membre, renvoyées au comité par le bureau ou par le comité des plaintes.

Sous-comité constitué pour les questions disciplinaires

(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois et d'au plus cinq personnes, dont au moins deux sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Composition

(3) Au moins un des membres du sous-comité est à la fois membre de l'ordre et membre du conseil.

Idem

Exclusion from panel	(4) No person shall be selected for a panel who has taken part in the investigation of what is to be the subject-matter of the panel's hearing.	(4) Ne peut être choisi pour faire partie du sous-comité quiconque a participé à l'enquête sur ce qui doit constituer l'objet de l'audience du sous-comité.	Exclusion
Quorum	(5) Three members of a panel, at least one of whom must be a member who was appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council, constitute a quorum.	(5) Trois membres, dont au moins un doit avoir été nommé au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil, constituent le quorum d'un sous-comité.	Quorum
Panel members deemed to continue	39. A member of a panel who ceases to be a member of the Discipline Committee after a hearing of a matter has commenced before the panel shall be deemed, for the purposes of dealing with that matter, to remain a member of the panel until the final disposition of the matter.	39 Le membre d'un sous-comité qui cesse d'être membre du comité de discipline après qu'a commencé l'audition d'une question devant le sous-comité est réputé, aux fins du règlement de la question, être toujours membre du sous-comité jusqu'à ce que la question soit tranchée de façon définitive.	Les membres du sous-comité sont réputés maintenus
Amendment of notice of hearing	40. A panel may at any time permit a notice of hearing of allegations against a member to be amended to correct errors or omissions of a minor or clerical nature if it is of the opinion that it is just and equitable to do so and the panel may make any order it considers necessary to prevent prejudice to the member.	40 Le sous-comité peut en tout temps permettre que l'avis d'audience relative aux allégations faites contre un membre soit modifié pour corriger les erreurs ou omissions mineures ou les coquilles qui s'y trouvent, s'il est d'avis qu'il est juste et équitable de ce faire. Le sous-comité peut rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire pour éviter tout préjudice au membre.	Modification des avis d'audience
Parties	41. The College and the member against whom allegations have been made are parties to a hearing.	41 Sont parties à l'audience l'ordre et le membre contre lequel des allégations ont été faites.	Parties
Disclosure of evidence	42. —(1) Evidence against a member is not admissible at a hearing of allegations against the member unless the member is given, at least ten days before the hearing, (a) in the case of written or documentary evidence, an opportunity to examine the evidence; (b) in the case of evidence of an expert, a copy of the expert's written report or if there is no written report, a written summary of the evidence; or (c) in the case of evidence of a witness, the identity of the witness.	42 (1) Les preuves contre un membre ne sont recevables lors de l'audition des allégations faites contre lui que si, au moins dix jours avant l'audience, il a été donné au membre, selon le cas : a) dans le cas d'éléments de preuve écrite ou documentaire, la possibilité de les examiner; b) dans le cas de preuves provenant d'un expert, une copie du rapport écrit de l'expert, ou à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves; c) dans le cas de preuves testimoniales, l'identité des témoins.	Divulgence des preuves
Exception	(2) A panel may, in its discretion, allow the introduction of evidence that is inadmissible under subsection (1) and may make directions it considers necessary to ensure that the member is not prejudiced.	(2) Le sous-comité peut, à sa discrétion, permettre la présentation de preuves qui ne sont pas recevables aux termes du paragraphe (1) et peut donner les directives qu'il estime nécessaires pour empêcher que le membre soit lésé.	Exception
No communication by panel members	43. No member of a panel holding a hearing shall communicate outside the hearing, in relation to the subject-matter of the hearing, with a party or the party's representative unless the other party has been given notice of the subject-matter of the communication and an opportunity to be present during the communication.	43 Aucun membre d'un sous-comité qui tient une audience ne peut s'entretenir, en dehors de l'audience, avec une partie ou son représentant à propos de l'objet de l'audience, sans que l'autre partie ait été avisée de l'objet de l'entretien et qu'il lui soit donné la possibilité d'y assister.	Interdiction aux membres des sous-comités de communiquer
Legal advice	44. If a panel obtains legal advice with respect to a hearing, it shall make the nature of the advice known to the parties and they may make submissions with respect to the advice.	44 Si un sous-comité obtient des avis juridiques relativement à une audience, il en fait connaître la nature aux parties et ces dernières peuvent présenter des observations à cet égard.	Avis juridiques
Hearings public	45. —(1) A hearing shall, subject to subsection (2), be open to the public.	45 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les audiences sont publiques.	Audiences publiques
Exclusion of public	(2) The panel may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of it if the panel is satisfied that, (a) matters involving public security may be disclosed; (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;	(2) Le sous-comité peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie de celle-ci doit se tenir à huis clos s'il est convaincu que, selon le cas : a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées; b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;	Huis clos

	<p>(c) a person involved in a criminal proceeding or in a civil suit or proceeding may be prejudiced; or</p> <p>(d) the safety of a person may be jeopardized.</p>	<p>c) une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile pourrait être lésée;</p> <p>d) la sécurité de quiconque risque d'être mise en danger.</p>	
Orders preventing public disclosure	(3) In situations in which the panel may make an order that the public be excluded from a hearing, it may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed at the hearing, including orders banning the publication or broadcasting of those matters.	(3) Dans les cas où le sous-comité peut rendre une ordonnance portant que l'audience doit se tenir à huis clos, il peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation dans le public des questions dont il a été fait état lors de l'audience, et notamment proscrire la publication ou la radiodiffusion de ces questions.	Ordonnances interdisant la divulgation
Public information may be disclosed	(4) No order shall be made under subsection (3) that prevents the publication of anything that is contained in the register and available to the public.	(4) Nulle ordonnance empêchant la publication des renseignements qui figurent au tableau et qui sont accessibles au public ne peut être rendue en vertu du paragraphe (3).	Possibilité de divulguer les renseignements publics
Exclusion of public	(5) The panel may make an order that the public be excluded from the part of a hearing dealing with a motion for an order under subsection (2).	(5) Le sous-comité peut rendre une ordonnance portant que la partie de l'audience qui traite d'une motion visant à obtenir une ordonnance en vertu du paragraphe (2) doit se tenir à huis clos.	Huis clos
Orders with respect to matters in submissions	(6) The panel may make any order necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed in the submissions relating to any motion described in subsection (5), including prohibiting the publication or broadcasting of those matters.	(6) Le sous-comité peut rendre toute ordonnance nécessaire pour empêcher la divulgation dans le public des questions dont il est fait état dans les observations relatives à une motion visée au paragraphe (5), et notamment proscrire la publication ou la radiodiffusion de ces questions.	Ordonnances à l'égard des questions énoncées dans les observations
Reasons for order, etc.	(7) The panel shall ensure that any order it makes under this section and its reasons are available to the public in writing.	(7) Le sous-comité fait en sorte que toute ordonnance qu'il rend en vertu du présent article soit accessible au public sous forme écrite et accompagnée des motifs.	Motifs à l'appui de l'ordonnance
Reconsidering of order	(8) The panel may reconsider an order made under subsection (2) or (3) at the request of any person or on its own motion.	(8) Le sous-comité peut réexaminer toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) ou (3), à la demande de quiconque ou de sa propre initiative.	Réexamen de l'ordonnance
Exception to closed hearings	46. If a panel makes an order under subsection 45 (2) wholly or partly because of the desirability of avoiding disclosure of matters in the interest of a person affected, the panel may allow the person and his or her personal representative to attend the hearing.	46 Si un sous-comité rend l'ordonnance prévue au paragraphe 45 (2) en totalité ou en partie parce qu'il s'avère souhaitable d'éviter la divulgation de questions dans l'intérêt d'une personne intéressée, le sous-comité peut permettre à cette personne ou à son représentant d'assister à l'audience.	Exception aux audiences à huis clos
Sexual misconduct witnesses	47. A panel shall, on the request of a witness whose testimony is in relation to allegations of a member's misconduct of a sexual nature involving the witness, make an order that no person shall publish the identity of the witness or any information that could disclose the identity of the witness.	47 Le sous-comité, à la demande d'un témoin dont le témoignage se rapporte aux allégations d'inconduite d'ordre sexuel de la part d'un membre et qui concerne le témoin, rend une ordonnance portant que nul ne doit rendre publics l'identité du témoin ni aucun renseignement susceptible de révéler l'identité du témoin.	Témoins d'inconduite sexuelle
Transcript of hearings	48.—(1) The panel holding a hearing shall ensure that, <p>(a) the oral evidence is recorded;</p> <p>(b) copies of the transcript of the hearing are available to a party on the party's request at the party's expense; and</p> <p>(c) copies of the transcript of any part of the hearing that is not the subject of an order prohibiting publication are available to any person at that person's expense.</p>	48 (1) Le sous-comité qui tient une audience veille à ce que : <p>a) les témoignages oraux soient consignés;</p> <p>b) la copie de la transcription de l'audience soit accessible aux parties qui en font la demande, à leurs frais;</p> <p>c) la copie de la transcription de toute partie de l'audience dont la publication n'est pas interdite par ordonnance soit accessible à quiconque, à ses frais.</p>	Transcription des audiences
Transcripts filed with court	(2) If a transcript of a part of a hearing that is the subject of an order prohibiting publication is filed with a court in respect of proceedings, only the court and the parties to the proceedings may examine it unless the court orders otherwise.	(2) Si la transcription d'une partie de l'audience qui fait l'objet d'une ordonnance en interdisant la publication est déposée auprès d'un tribunal relativement à une instance, seuls le tribunal et les parties à l'instance peuvent l'examiner, sauf ordonnance contraire du tribunal.	Transcription déposée auprès du tribunal
Admissibility of evidence	49. Despite the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> , nothing is admissible at a hearing that would be inadmissible in a court in a civil action and the findings of a panel shall be based exclusively on evidence admitted before it.	49 Malgré la loi intitulée <i>Statutory Powers Procedure Act</i> (« <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> »), sont irrecevables lors d'une audience les preuves qui ne seraient pas recevables devant un tribunal dans le cadre d'une action civile, et les conclu-	Recevabilité des preuves

Members of panel who participate

50. Only the members of a panel who were present throughout a hearing shall participate in the panel's decision.

Professional misconduct

51.—(1) A panel shall find that a member has committed an act of professional misconduct if,

- (a) the member has been found guilty of an offence that is relevant to the member's suitability to practise;
- (b) the governing body of a health profession in a jurisdiction other than Ontario has found that the member committed an act of professional misconduct that would, in the opinion of the panel, be an act of professional misconduct as defined in the regulations; or
- (c) the member has committed an act of professional misconduct as defined in the regulations.

Orders

(2) If a panel finds a member has committed an act of professional misconduct, it may make an order doing any one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.
2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration for a specified period of time.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the member's certificate of registration for a specified or indefinite period of time.
4. Requiring the member to appear before the panel to be reprimanded.
5. Requiring the member to pay a fine of not more than \$10,000 to the Treasurer of Ontario.

Idem

(3) In making an order under paragraph 2 or 3 of subsection (2), a panel may specify criteria to be satisfied for the removal of a suspension or the removal of terms, conditions and limitations imposed on a member's certificate of registration.

Suspension of order

(4) A panel may suspend the effect of an order made under subsection (2) for a specified period and on specified conditions.

Incompetence

52.—(1) A panel shall find a member to be incompetent if the member's professional care of a patient displayed a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of the patient of a nature or to an extent that demonstrates that the member is unfit to continue to practise or that the member's practice should be restricted.

Order

(2) If a panel finds a member is incompetent, it may make an order doing any one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.
2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the member's certificate of registration for a specified or indefinite period of time.

sions d'un sous-comité se fondent uniquement sur les preuves qu'il reçoit.

50 Seuls les membres d'un sous-comité qui étaient présents du début d'une audience à la fin participent à la décision du sous-comité.

51 (1) Le sous-comité conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle si, selon le cas :

- a) le membre a été déclaré coupable d'une infraction qui se rapporte à son aptitude à exercer sa profession;
- b) le corps dirigeant d'une profession de la santé dans un ressort autre que l'Ontario a conclu que le membre avait commis une faute professionnelle qui, de l'avis du sous-comité, constitue une faute professionnelle telle que la définissent les règlements;
- c) le membre a commis une faute professionnelle telle que la définissent les règlements.

(2) Si un sous-comité conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, il peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.
2. Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée ou indéfinie.
4. Exiger du membre qu'il se présente devant le sous-comité pour être réprimandé.
5. Exiger du membre qu'il verse une amende d'au plus 10 000 \$ au trésorier de l'Ontario.

(3) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 2 ou 3 du paragraphe (2), le sous-comité peut préciser les conditions auxquelles le membre doit satisfaire pour obtenir l'annulation d'une suspension ou la suppression des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription.

(4) Le sous-comité peut suspendre l'effet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) pour une durée déterminée et dans des conditions précisées.

52 (1) Le sous-comité conclut à l'incompétence d'un membre si les soins professionnels donnés à un patient manifestent un manque de connaissance, de compétence ou de jugement, ou de l'indifférence pour le bien-être du patient, d'un ordre ou dans une mesure qui démontre que le membre est inapte à exercer sa profession ou que ses activités professionnelles doivent être restreintes.

(2) Si le sous-comité conclut à l'incompétence d'un membre, il peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.
2. Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions précisées le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée ou indéfinie.

Membres du sous-comité qui participent

Faute professionnelle

Ordonnances

Idem

Suspension d'ordonnance

Incompétence

Ordonnance

Idem	(3) In making an order under subsection (2), a panel may specify criteria to be satisfied for the removal of a suspension or the removal of terms, conditions and limitations imposed on a member's certificate of registration.	(3) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2), le sous-comité peut préciser les conditions auxquelles le membre doit satisfaire pour obtenir l'annulation d'une suspension ou la suppression des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription.	Idem
Costs if proceedings unwarranted	53. If a panel is of the opinion that the commencement of proceedings was unwarranted, it may make an order requiring the College to pay all or part of the member's legal costs.	53 Le sous-comité qui est d'avis que l'introduction d'une instance était injustifiée peut rendre une ordonnance exigeant de l'ordre qu'il paie tout ou partie des frais judiciaires du membre.	Frais en cas d'instances injustifiées
Decision to complainant	54. A panel shall give its decision and reasons in writing to the parties and, if the matter had been referred to the Discipline Committee by the Complaints Committee, to the complainant in the matter.	54 Le sous-comité communique sa décision motivée par écrit aux parties et, si la question a été renvoyée au comité de discipline par le comité des plaintes, au plaignant.	Communication de la décision au plaignant
Release of evidence	55. The Discipline Committee shall release documents and things put into evidence at a hearing to the person who produced them, on request, within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.	55 Le comité de discipline communique, sur demande, les documents et choses présentés en preuve lors d'une audience à la personne qui les a produits, dans un délai raisonnable après que la question en litige a été tranchée de façon définitive.	Communication des preuves
Publication of decisions	56. —(1) The College shall publish a panel's decision and its reasons, or a summary of its reasons, in its annual report and may publish the decision and reasons or summary in any other publication of the College.	56 (1) L'ordre doit publier la décision motivée du sous-comité, ou la décision et un résumé des motifs à l'appui de celle-ci, dans son rapport annuel. Il peut publier la décision motivée ou la décision et le résumé des motifs dans n'importe quelle autre de ses publications.	Publication des décisions
Publication of member's name	(2) In publishing a decision and reasons or summary under subsection (1), the College shall publish the name of the member who was the subject of the proceeding if, (a) the results of the proceeding may be obtained by a person from the register; or (b) the member requests the publication of his or her name.	(2) Lorsqu'il publie une décision motivée ou une décision et un résumé des motifs aux termes du paragraphe (1), l'ordre publie le nom du membre qui fait l'objet de l'instance si, selon le cas : a) quiconque peut connaître l'issue de l'instance en consultant le tableau; b) le membre demande que son nom soit publié.	Publication du nom du membre
Withholding of member's name	(3) The College shall not publish the member's name unless it is required to do so under subsection (2).	(3) L'ordre ne publie pas le nom du membre à moins d'y être tenu aux termes du paragraphe (2).	Non-publication du nom du membre
INCAPACITY			
Registrar's inquiry	57. If the Registrar believes that a member may be incapacitated, the Registrar shall make inquiries he or she considers appropriate and shall report the results of the inquiries to the Executive Committee.	57 Le registrateur qui croit qu'un membre est peut-être frappé d'incapacité mène les enquêtes qu'il estime appropriées et présente au bureau un rapport sur le résultat de ces enquêtes.	Enquête du registrateur
Appointment of board of inquiry	58. —(1) The Executive Committee may appoint a board of inquiry to inquire into whether a member is incapacitated if it receives, (a) a report from the Registrar under section 57; or (b) a referral from a panel of the Complaints Committee under paragraph 2 of subsection 26 (2).	58 (1) Une commission d'enquête chargée de mener une enquête afin d'établir si un membre est frappé d'incapacité peut être constituée par le bureau si celui-ci reçoit, selon le cas : a) un rapport du registrateur visé à l'article 57; b) un renvoi effectué par un sous-comité du comité des plaintes en vertu de la disposition 2 du paragraphe 26 (2).	Constitution d'une commission d'enquête
Notice to member	(2) The Executive Committee shall give a member notice that it intends to appoint a board of inquiry to inquire into whether the member is incapacitated before it appoints a board.	(2) Le bureau avise au préalable le membre de son intention de constituer une commission d'enquête pour mener une enquête afin d'établir si le membre est frappé d'incapacité.	Avis adressé au membre
Composition of board	(3) A board of inquiry shall be composed of one member of the Council who was appointed by the Lieutenant Governor in Council and two or more members of the College.	(3) La commission d'enquête se compose d'un membre du conseil qui a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et d'au moins deux membres de l'ordre.	Composition de la commission
Inquiries by board	59. —(1) A board of inquiry shall make inquiries it considers appropriate.	59 (1) La commission d'enquête mène les enquêtes qu'elle estime appropriées.	Enquêtes de la commission
Physical or mental examinations	(2) If, after making inquiries, a board of inquiry has reasonable and probable grounds to believe that the member who is the subject of the inquiry is incapacitated, the board may require the member to submit to physical or mental examinations conducted or ordered by a health professional specified by the board and may, subject to section 63, make an order	(2) Si, au terme de ses enquêtes, la commission d'enquête a des motifs raisonnables et probables de croire que le membre qui fait l'objet de l'enquête est frappé d'incapacité, elle peut exiger de lui qu'il subisse des examens physiques ou mentaux pratiqués ou ordonnés par un professionnel de la santé qu'elle désigne et peut, sous réserve de l'article 63, rendre	Examens physiques ou mentaux

directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration until he or she submits to the examinations.

Board's report

60. A board of inquiry shall report to the Executive Committee and shall give a copy of its report and a copy of any report on an examination required under subsection 59 (2) to the member who was the subject of the inquiry.

Referral to Fitness to Practise Committee

61. After receiving the report of a board of inquiry, the Executive Committee may refer the matter to the Fitness to Practise Committee.

Interim suspension

62.—(1) The Executive Committee may, subject to section 63, make an interim order directing the Registrar to suspend or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if,

(a) it has referred a matter involving the member to the Fitness to Practise Committee; and

(b) it is of the opinion that the physical or mental state of the member exposes or is likely to expose his or her patients to harm or injury.

Procedure following interim suspension

(2) If an order is made under subsection (1) by the Executive Committee in relation to a matter referred to the Fitness to Practise Committee,

(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and

(b) the Fitness to Practise Committee shall give precedence to the matter.

Duration of order

(3) An order under subsection (1) continues in force until the matter is disposed of by a panel of the Fitness to Practise Committee.

Restrictions on orders

63. No order shall be made with respect to a member by a board of inquiry under subsection 59 (2) or by the Executive Committee under subsection 62 (1) unless the member has been given,

(a) notice of the intention of the board or Committee to make the order;

(b) at least fourteen days to make written submissions to the board or Committee; and

(c) in the case of an order by the Executive Committee under subsection 62 (1), a copy of the provisions of section 62.

Panels for Fitness to Practise hearings

64.—(1) The chair of the Fitness to Practise Committee shall select a panel from among the members of the Committee to hold a hearing of any matter referred to the Committee by the Executive Committee.

Composition

(2) A panel shall be composed of at least three persons, one of whom shall be a person appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.

Quorum

(3) Three members of a panel constitute a quorum.

Parties

65. The College, the member who is alleged to be incapacitated and any other person specified by the panel are parties to a hearing.

Reports of health professionals

66.—(1) A report prepared and signed by a health professional containing his or her findings and the facts upon which they are based is admissible as evidence at a hearing without proof of its making or of the health professional's signature if the party introducing the report gives the other parties a copy of the report at least ten days before the hearing.

une ordonnance enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre jusqu'à ce qu'il ait subi ces examens.

60 La commission d'enquête présente un rapport au bureau et en remet une copie, ainsi qu'une copie de tout rapport relatif aux examens exigés aux termes du paragraphe 59 (2), au membre qui a fait l'objet de l'enquête.

61 Après avoir reçu le rapport d'une commission d'enquête, le bureau peut renvoyer la question au comité d'aptitude professionnelle.

62 (1) Le bureau peut, sous réserve de l'article 63, rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre ou de l'assortir de conditions ou de restrictions si :

a) d'une part, il a renvoyé au comité d'aptitude professionnelle une question mettant en cause le membre;

b) d'autre part, il est d'avis que l'état physique ou mental du membre expose ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.

(2) Si le bureau rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une question renvoyée au comité d'aptitude professionnelle :

a) d'une part, l'ordre traite la question avec célérité;

b) d'autre part, le comité d'aptitude professionnelle donne priorité à la question.

(3) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que la question soit tranchée par un sous-comité du comité d'aptitude professionnelle.

63 Aucune ordonnance ne peut être rendue à l'égard d'un membre par une commission d'enquête en vertu du paragraphe 59 (2) ou par le bureau en vertu du paragraphe 62 (1) sans que le membre :

a) ait été avisé de l'intention de la commission ou du bureau de rendre l'ordonnance;

b) ait bénéficié d'un délai d'au moins quatorze jours pour présenter des observations par écrit à la commission ou au bureau;

c) ait reçu copie des dispositions de l'article 62, dans le cas d'une ordonnance émanant du bureau, prévue au paragraphe 62 (1).

64 (1) Le président du comité d'aptitude professionnelle constitue un sous-comité dont les membres sont choisis parmi les membres du comité pour tenir une audience sur toute question renvoyée au comité par le bureau.

(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois personnes, dont l'une est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité.

65 Sont parties à une audience l'ordre, le membre dont il est allégué qu'il est frappé d'incapacité et toute autre personne que précise le sous-comité.

66 (1) Tout rapport dressé et signé par un professionnel de la santé et qui comprend ses conclusions et les faits sur lesquels celles-ci sont fondées est recevable en preuve lors d'une audience sans qu'il soit nécessaire de prouver son authenticité ou celle de la signature du professionnel de la santé, si

Rapport de la commission

Renvoi au comité d'aptitude professionnelle

Suspension provisoire

Procédure suivant la suspension provisoire

Effet de l'ordonnance

Restrictions relatives aux ordonnances

Sous-comité constitué pour les questions d'aptitude professionnelle

Composition

Quorum

Parties

Rapports de professionnels de la santé

Testimony of health professionals	(2) A health professional may not give evidence in his or her professional capacity at a hearing unless a report, prepared and signed by the health professional containing his or her findings and the facts upon which they are based, is introduced as evidence.	la partie qui le présente en remet une copie aux autres parties au moins dix jours avant l'audience.	Témoignage des professionnels de la santé
Cross-examination	(3) If a report described in subsection (1) is introduced by a party, the other parties may summon and cross-examine the person who prepared the report.	(3) Si le rapport visé au paragraphe (1) est présenté par une partie, les autres parties peuvent assigner et contre-interroger la personne qui a dressé le rapport.	Contre-interrogatoire
Procedural provisions	67. The following provisions apply with necessary modifications to a hearing by a panel: <ol style="list-style-type: none"> 1. Subsection 22 (4) (findings of fact). 2. Subsection 38 (4) (exclusion from panel). 3. Section 39 (panel members deemed to continue). 4. Section 42 (disclosure of evidence). 5. Section 43 (no communication by panel members). 6. Section 44 (legal advice). 7. Section 47 (sexual misconduct witnesses). 8. Section 50 (members of panel who participate). 9. Section 55 (release of evidence). 	67 Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux audiences tenues par les sous-comités : <ol style="list-style-type: none"> 1. Le paragraphe 22 (4) (conclusions de fait). 2. Le paragraphe 38 (4) (exclusion). 3. L'article 39 (les membres du sous-comité sont réputés maintenus). 4. L'article 42 (divulgaration des preuves). 5. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer). 6. L'article 44 (avis juridiques). 7. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle). 8. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent). 9. L'article 55 (communication des preuves). 	Dispositions relatives à la procédure
Hearings closed	68.— (1) A hearing shall, subject to subsection (2), be closed to the public.	68 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les audiences sont tenues à huis clos.	Audiences à huis clos
Open on request of member in some cases	(2) A hearing shall be open to the public if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the panel is satisfied that: <ol style="list-style-type: none"> (a) matters involving public security may be disclosed; (b) financial or personal matters or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature, having regard to the circumstances, that the desirability of avoiding disclosure thereof in the interest of any person affected other than the person whose capacity is being investigated or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public; (c) a person involved in a criminal proceeding or civil suit may be prejudiced; or (d) the safety of any person may be jeopardized. 	(2) Une audience est publique si la personne dont il est allégué qu'elle est frappée d'incapacité en fait la demande par un avis écrit que le registrateur reçoit avant la date à laquelle commence l'audience, sauf si le sous-comité est convaincu que, selon le cas : <ol style="list-style-type: none"> a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées; b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux, compte tenu des circonstances, éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée, à l'exception de la personne dont la capacité fait l'objet d'une enquête, ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques; c) une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile pourrait être lésée; d) la sécurité de quiconque risque d'être mise en danger. 	Audience publique sur demande du membre dans certains cas
Orders	69.— (1) If a panel finds that a member is incapacitated, it shall make an order doing any one or more of the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration. 2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration. 3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the member's certificate of registration for a specified or indefinite period of time. 	69 (1) Si un sous-comité conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il doit, par ordonnance : <ol style="list-style-type: none"> 1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre. 2. Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre. 3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée ou indéfinie. 	Ordonnances
Idem	(2) In making an order under subsection (1), a panel may specify criteria to be satisfied for the	(2) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1), le sous-comité peut préciser les con-	Idem

removal of a suspension or the removal of terms, conditions and limitations imposed on a member's certificate of registration.

APPEALS TO COURT

Appeals from decisions of the Board

70.—(1) A party to proceedings before the Board concerning a registration hearing or review or to proceedings before a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee, other than a hearing of an application under subsection 72 (1), may appeal from the decision of the Board or panel to the Divisional Court.

Basis of appeal

(2) An appeal under subsection (1) may be made on questions of law or fact or both.

Court's powers

(3) In an appeal under subsection (1), the Court has all the powers of the panel that dealt with the matter and, in an appeal from the Board, the Court also has all the powers of the Board.

No stay of certain orders pending appeal

71. An order made by a panel of the Discipline Committee on the grounds of incompetence or by a panel of the Fitness to Practise Committee on the grounds of incapacity, directing the Registrar to revoke, suspend or impose terms, limitations or conditions on a member's certificate, takes effect immediately despite any appeal.

REINSTATEMENT

Applications for reinstatement

72.—(1) A person whose certificate of registration has been revoked or suspended as a result of disciplinary or incapacity proceedings may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Time of application

(2) An application under subsection (1) shall not be made earlier than,

- (a) one year after the revocation or suspension; or
- (b) six months after a previous application under subsection (1).

Referral to Committee

73.—(1) The Registrar shall refer the application, if the revocation or suspension was on the grounds of,

- (a) professional misconduct or incompetence, to the Discipline Committee; or
- (b) incapacity, to the Fitness to Practise Committee.

Hearings

(2) The chair of a committee to which an application is referred shall select a panel from among the members of the committee to hold a hearing of the application.

Procedural provisions

(3) The following provisions apply with necessary modifications to a hearing of an application by a panel of the Discipline Committee:

- 1. Subsection 22 (4) (findings of fact).
- 2. Subsection 38 (2) (composition).
- 3. Subsection 38 (3) (composition).

ditions auxquelles le membre doit satisfaire pour obtenir l'annulation d'une suspension ou la suppression des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription.

APPELS PORTÉS DEVANT LA COUR

70 (1) Toute partie à une instance devant la Commission concernant une audience ou un réexamen relatifs à une inscription ou toute partie à une instance devant un sous-comité du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle, à l'exclusion de l'audition d'une demande visée au paragraphe 72 (1), peut interjeter appel de la décision de la Commission ou du sous-comité devant la Cour divisionnaire.

Appel des décisions de la Commission

(2) L'appel interjeté en vertu du paragraphe (1) est recevable à l'égard de questions de droit ou de questions de fait, ou des deux.

Fondement de l'appel

(3) Dans le cadre d'un appel interjeté en vertu du paragraphe (1), la Cour est investie de tous les pouvoirs du sous-comité qui a traité de la question et, dans le cadre de l'appel d'une décision de la Commission, est en outre investie de tous les pouvoirs de la Commission.

Pouvoirs de la Cour

71 L'ordonnance rendue par un sous-comité du comité de discipline pour cause d'incompétence, ou par un sous-comité du comité d'aptitude professionnelle pour cause d'incapacité, et qui enjoint au registrateur de révoquer ou de suspendre le certificat d'un membre, ou de l'assortir de restrictions ou de conditions, entre en vigueur immédiatement même s'il y a appel.

Entrée en vigueur de certaines ordonnances

REMISE EN VIGUEUR

72 (1) La personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu par suite de procédures disciplinaires ou de procédures pour incapacité peut demander par écrit au registrateur qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

Demandes de remise en vigueur

(2) La demande prévue au paragraphe (1) ne peut être présentée avant l'écoulement de l'un des délais suivants :

Délai de présentation de la demande

- a) un an après la révocation ou la suspension;
- b) six mois après la présentation de la dernière demande présentée en vertu du paragraphe (1).

73 (1) Le registrateur renvoie la demande :

Renvoi au comité compétent

- a) au comité de discipline, si la révocation ou la suspension a pour motif une faute professionnelle ou l'incompétence;
- b) au comité d'aptitude professionnelle, si la révocation ou la suspension a pour motif l'incapacité.

(2) Le président du comité auquel une demande est renvoyée choisit, parmi les membres du comité, les membres du sous-comité chargé de procéder à l'audience relative à la demande.

Audiences

(3) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'audience relative à une demande par un sous-comité du comité de discipline :

Dispositions relatives à la procédure

- 1. Le paragraphe 22 (4) (conclusions de fait).
- 2. Le paragraphe 38 (2) (composition).
- 3. Le paragraphe 38 (3) (composition).

4. Subsection 38 (5) (quorum).
5. Section 43 (no communication by panel members).
6. Section 44 (legal advice).
7. Section 45 (hearings open).
8. Section 47 (sexual misconduct witnesses).
9. Section 48 (transcript of hearings).
10. Section 50 (members of panel who participate).
11. Section 55 (release of evidence).

Idem

(4) The following provisions apply with necessary modifications to a hearing of an application by a panel of the Fitness to Practise Committee:

1. Subsection 22 (4) (findings of fact).
2. Section 43 (no communication by panel members).
3. Section 44 (legal advice).
4. Section 47 (sexual misconduct witnesses).
5. Section 48 (transcript of hearings).
6. Section 50 (members of panel who participate).
7. Section 55 (release of evidence).
8. Subsection 64 (2) (composition).
9. Subsection 64 (3) (quorum).
10. Section 68 (hearings closed).

Order

(5) A panel may, after a hearing, make an order doing any one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant.
2. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration.

Decision

(6) A panel that held a hearing of an application shall give its decision and reasons in writing to the applicant and the Registrar.

Orders without hearing

74. The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a person whose certificate of registration has been revoked or suspended as a result of disciplinary or incapacity proceedings, make an order doing any one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a new certificate of registration to the applicant.
2. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration if an order is made under paragraph 1 or 2.

REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Investigators

75. The Registrar may appoint one or more investigators to determine whether a member has committed an act of professional misconduct or is incompetent if,

4. Le paragraphe 38 (5) (quorum).
5. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).
6. L'article 44 (avis juridiques).
7. L'article 45 (audiences publiques).
8. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).
9. L'article 48 (transcription des audiences).
10. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).
11. L'article 55 (communication des preuves).

(4) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'audience relative à une demande par un sous-comité du comité d'aptitude professionnelle :

1. Le paragraphe 22 (4) (conclusions de fait).
2. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).
3. L'article 44 (avis juridiques).
4. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).
5. L'article 48 (transcription des audiences).
6. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).
7. L'article 55 (communication des preuves).
8. Le paragraphe 64 (2) (composition).
9. Le paragraphe 64 (3) (quorum).
10. L'article 68 (audiences à huis clos).

(5) À la suite d'une audience, le sous-comité peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande.
2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.

Ordonnance

(6) Le sous-comité qui tient une audience relative à une demande communique sa décision motivée par écrit à l'auteur de la demande et au registrateur.

Décision

74 Dans le cas d'une personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu par suite de procédures disciplinaires ou de procédures pour incapacité, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans qu'une audience soit tenue :

Ordonnances sans audience

1. Enjoindre au registrateur de délivrer un nouveau certificat d'inscription à l'auteur de la demande.
2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande si une ordonnance est rendue en vertu de la disposition 1 ou 2.

POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

75 Le registrateur peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir si un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, dans les cas suivants :

Enquêteurs

	<p>(a) the Registrar believes on reasonable and probable grounds that the member has committed an act of professional misconduct or is incompetent and the Executive Committee approves of the appointment;</p> <p>(b) the Executive Committee has received a report from the Quality Assurance Committee with respect to the member and has requested the Registrar to conduct an investigation; or</p> <p>(c) the Complaints Committee has received a written complaint about the member and has requested the Registrar to conduct an investigation.</p>	<p>a) le registrateur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que le membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, et le bureau approuve la nomination;</p> <p>b) le bureau a reçu un rapport du comité d'assurance de la qualité concernant le membre et a demandé au registrateur de mener une enquête;</p> <p>c) le comité des plaintes a reçu une plainte par écrit au sujet du membre et a demandé au registrateur de mener une enquête.</p>	
Powers of investigators	76. —(1) An investigator may inquire into and examine the practice of the member to be investigated and has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the <i>Public Inquiries Act</i> .	76 (1) L'enquêteur peut enquêter sur les activités professionnelles du membre qui fait l'objet d'une enquête et, pour les besoins de l'enquête, est investi de tous les pouvoirs d'une commission en vertu de la partie II de la loi intitulée <i>Public Inquiries Act</i> (« <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> »).	Pouvoirs des enquêteurs
Idem	(2) An investigator may, on the production of his or her appointment, enter at any reasonable time the business premises of the member and may examine anything found there that is relevant to the investigation.	(2) L'enquêteur peut, sur production d'une attestation de sa nomination, pénétrer, à toute heure raisonnable, dans le lieu de travail du membre et examiner tout ce qui s'avère pertinent à l'enquête.	Idem
Obstruction prohibited	(3) No person shall obstruct an investigator or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.	(3) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui s'avère pertinent.	Interdiction d'entraver
Conflicts	(4) This section applies despite any provision in any Act relating to the confidentiality of health records.	(4) Le présent article s'applique malgré les dispositions d'autres lois relatives à la confidentialité des dossiers médicaux.	Conflits
Entries and searches	77. —(1) A justice of the peace may, on the application of the investigator, issue a warrant authorizing an investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,	77 (1) Un juge de paix peut délivrer à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui s'avère pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :	Perquisitions
	<p>(a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent; and</p> <p>(b) there is something relevant to the investigation at the place.</p>	<p>a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompetent;</p> <p>b) d'autre part, il se trouve des choses pertinentes dans ce lieu.</p>	
Searches by day unless stated	(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset and before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.	(2) Le mandat délivré aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une perquisition avant le lever du soleil et après le coucher du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.	Perquisition de jour sauf indication contraire
Assistance and entry by force	(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.	(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat délivré aux termes du paragraphe (1) peut être aidé d'autres personnes et avoir recours à la force pour y pénétrer.	Aide et recours à la force
Investigator to show identification	(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place.	(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat délivré aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande.	Obligation de l'enquêteur de présenter une pièce d'identité
Copying of documents and objects	78. —(1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under subsection 76 (2) or under the authority of a warrant issued under subsection 77 (1).	78 (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'ordre, faire une copie des documents ou des objets qu'il peut examiner en vertu du paragraphe 76 (2) ou d'un mandat délivré aux termes du paragraphe 77 (1).	Reproduction de documents et d'objets
Removal for documents and objects	(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,	(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :	Enlèvement de documents et d'objets
	<p>(a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or</p> <p>(b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.</p>	<p>a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;</p> <p>b) une copie de ceux-ci ne suffit pas aux fins de l'enquête.</p>	

Return of documents and objects or copies

(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,

- (a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or
- (b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.

Copy as evidence

(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.

Definition

(5) In this section, "document" means a record of information in any form and includes any part of it.

Report of investigation

79. The Registrar shall report the results of an investigation to,

- (a) the Executive Committee if the investigator was appointed under clause 75 (a) or (b);
- (b) the Complaints Committee if the investigator was appointed under clause 75 (c), at the request of the Complaints Committee; or
- (c) the Board if the investigator was appointed under clause 75 (c) by the Board exercising the Registrar's powers under subsection 28 (4).

QUALITY ASSURANCE COMMITTEE

Quality assurance program required

80. The Council shall make regulations under paragraph 25 of subsection 95 (1) prescribing a quality assurance program.

Assessors

81. The Quality Assurance Committee may appoint assessors for the purposes of a quality assurance program.

Co-operation with Committee and assessors

82.—(1) Every member shall co-operate with the Quality Assurance Committee and with any assessor it appoints and in particular every member shall,

- (a) permit the assessor to enter and inspect the premises where the member practises;
- (b) permit the assessor to inspect the member's records of the care of patients;
- (c) give the Committee or the assessor the information in respect of the care of patients or in respect of the member's records of the care of patients the Committee or assessor requests in the form the Committee or assessor specifies;
- (d) confer with the Committee or the assessor if requested to do so by either of them; and
- (e) participate in a program designed to evaluate the knowledge, skill and judgment of the member, if requested to do so by the Committee.

Inspection of premises

(2) Every person who controls premises where a member practises, other than a private dwelling, shall allow an assessor to enter and inspect the premises.

Inspection of records

(3) Every person who controls records relating to a member's care of patients shall allow an assessor to inspect the records.

(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu du paragraphe (2), l'enquêteur :

- a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;
- b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou des objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.

(4) Les copies des documents ou des objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont recevables en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

(5) Dans le présent article, «document» s'entend de tout élément d'information sous quelque forme que ce soit et, notamment, d'une partie de celui-ci.

79 Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête à l'un ou l'autre des organes suivants, selon le cas :

- a) le bureau, si l'enquêteur a été nommé aux termes de l'alinéa 75 a) ou b);
- b) le comité des plaintes, si l'enquêteur a été nommé aux termes de l'alinéa 75 c), à la demande du comité des plaintes;
- c) la Commission, si l'enquêteur a été nommé aux termes de l'alinéa 75 c) par la Commission qui exerçait les pouvoirs du registrateur aux termes du paragraphe 28 (4).

COMITÉ D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

80 Le conseil prend des règlements en application de la disposition 25 du paragraphe 95 (1) prescrivant un programme d'assurance de la qualité.

81 Le comité d'assurance de la qualité peut nommer des évaluateurs aux fins du programme d'assurance de la qualité.

82 (1) Chaque membre doit collaborer avec le comité d'assurance de la qualité, ainsi qu'avec tout évaluateur nommé par le comité, et, entre autres :

- a) permettre à l'évaluateur de pénétrer dans les locaux où il exerce sa profession et de les inspecter;
- b) permettre à l'évaluateur d'examiner ses dossiers relativement aux soins qu'il donne à ses patients;
- c) fournir au comité ou à l'évaluateur les renseignements que l'un ou l'autre demande et sous la forme que l'un ou l'autre précise, relativement aux soins qu'il donne à ses patients ou aux dossiers qu'il tient à cet égard;
- d) s'entretenir avec le comité ou l'évaluateur si l'un ou l'autre le lui demande;
- e) participer à un programme visant à évaluer ses connaissances, sa compétence et son jugement, si le comité le lui demande.

(2) Toute personne ayant le contrôle des locaux dans lesquels exerce un membre, à l'exception d'un logement privé, permet à l'évaluateur d'y pénétrer et de les inspecter.

(3) Toute personne ayant le contrôle des dossiers relatifs aux soins donnés par le membre à des patients permet à l'évaluateur de les examiner.

Restitution des documents et objets ou des copies

Copies à titre de preuve

Définition

Rapport d'enquête

Programme d'assurance de la qualité requis

Évaluateurs

Collaboration entre le comité et les évaluateurs

Inspection des locaux

Examen des dossiers

Exception	(4) Subsection (3) does not require a patient or his or her representative to allow an assessor to inspect records relating to the patient's care.
Conflict	(5) This section applies despite any provision in any Act relating to the confidentiality of health records.
Confidentiality of information	83. —(1) Except as provided in this section, the Quality Assurance Committee and any assessor appointed by it shall not disclose, to any other committee, information that, <ul style="list-style-type: none"> (a) was given by the member; or (b) relates to the member and was obtained under section 82.
Exception if member gave false information	(2) Information described in subsection (1) may be disclosed for the purpose of showing that the member knowingly gave false information to the Quality Assurance Committee or an assessor.
Referrals to Executive Committee	(3) If the Quality Assurance Committee is of the opinion, based on an assessment, that a member may have committed an act of professional misconduct or may be incompetent or incapacitated, the Committee may disclose the name of the member and allegations against the member to the Executive Committee.
Use in other Committees	(4) Information that was disclosed contrary to subsection (1) shall not be used against the member to whom it relates in a proceeding before the Discipline or Fitness to Practise Committees.

PATIENT RELATIONS PROGRAM

Patient relations program	84. —(1) The College shall have a patient relations program.
Measures for sexual misconduct	(2) The patient relations program must include measures for preventing or dealing with professional misconduct of a sexual nature.
Idem	(3) The measures for preventing or dealing with professional misconduct of a sexual nature must include, <ul style="list-style-type: none"> (a) educational requirements for members; (b) guidelines for the conduct of members with their patients; (c) training for the College's staff; and (d) the provision of information to the public.
Report on program	(4) The Council shall give the Health Professions Regulatory Advisory Council a written report describing the patient relation program and, when changes are made to the program, a written report describing the changes.
Advice to Council	85. The Patient Relations Committee shall advise the Council with respect to the patient relations program.

MISCELLANEOUS

Right to use French	86. —(1) A person has the right to use French in all dealings with the College.
Council to ensure right	(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that

(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'exiger que le patient ou son représentant permette à l'évaluateur d'examiner les dossiers relatifs aux soins du patient.

(5) Le présent article s'applique malgré les dispositions d'autres lois relatives à la confidentialité des dossiers médicaux.

83 (1) Sauf disposition contraire du présent article, le comité d'assurance de la qualité et tout évaluateur nommé par ce dernier ne communiquent à aucun autre comité :

- a) les renseignements qu'a fournis le membre;
- b) les renseignements qui concernent le membre et qui ont été obtenus aux termes de l'article 82.

(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent être communiqués en vue de montrer que le membre a fourni sciemment de faux renseignements au comité d'assurance de la qualité ou à un évaluateur.

(3) Si le comité d'assurance de la qualité est d'avis, en se fondant sur une évaluation, qu'un membre a pu commettre une faute professionnelle ou qu'il peut être incompétent ou frappé d'incapacité, il peut communiquer au bureau son nom, ainsi que les allégations faites contre lui.

(4) Les renseignements qui ont été communiqués contrairement au paragraphe (1) ne doivent pas être utilisés contre le membre auquel ils se rapportent dans une instance devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle.

PROGRAMME DE RELATIONS AVEC LES PATIENTS

84 (1) L'ordre offre un programme de relations avec les patients.	Programme de relations avec les patients
(2) Le programme de relations avec les patients doit comprendre des mesures visant à prévenir les fautes professionnelles d'ordre sexuel.	Mesures relatives aux inconduites sexuelles
(3) Les mesures visant à prévenir les fautes professionnelles d'ordre sexuel ou à traiter de celles-ci doivent porter sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les exigences en matière d'éducation auxquelles doivent satisfaire les membres; b) les principes directeurs régissant la conduite des membres avec leurs patients; c) la formation à donner au personnel de l'ordre; d) la communication de renseignements au public. 	Idem
(4) Le conseil remet au Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé un rapport écrit décrivant le programme de relations avec les patients et, chaque fois que des modifications y sont apportées, un rapport écrit décrivant celles-ci.	Rapports touchant le programme
85 Le comité des relations avec les patients donne au conseil des conseils sur le programme de relations avec les patients.	Rôle consultatif du conseil

DISPOSITIONS DIVERSES

86 (1) Toute personne a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'ordre.	Droit d'utiliser le français
(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire	Droit garanti par le conseil

persons may use French in all dealings with the College.

en sorte que les personnes puissent utiliser le français dans tous leurs rapports avec l'ordre.

Definition	(3) In this section, "dealings" means any service or procedure available to the public or to members and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.	Définition	(3) Dans le présent article, le terme «rapports» s'entend de tout service offert au public ou aux membres ainsi que de toute formalité administrative, et s'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests, et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des réexamens.
Limitation	(4) A person's right under subsection (1) is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.	Droit restreint	(4) Le droit prévu au paragraphe (1) est assujéti à des limites qui soient raisonnables dans les circonstances.
Injunctions	87. The College may apply to the Ontario Court (General Division) for an order directing a person to comply with a provision of the health profession Act, this Code, the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> or the regulations under those Acts.	Injonctions	87 L'ordre peut, par voie de requête, demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'elle rende une ordonnance enjoignant à quiconque de se conformer à une disposition de la loi sur une profession de la santé, du présent code, de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> ou des règlements pris en application de ces lois.
Evidence of Registrar	88. A statement purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College as a statement of information from the records kept by the Registrar in the course of his or her duties is admissible in court as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the information in it without proof of the Registrar's appointment or signature or of the seal of the College.	Preuves émanant du registraire	88 L'état qui donne des renseignements provenant des dossiers que le registraire tient dans l'exercice de ses fonctions et qui se présente comme étant certifié par le registraire sous le sceau de l'ordre est recevable devant le tribunal comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des renseignements qui y figurent sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registraire, ni celle du sceau de l'ordre.
Limitation period	89. —(1) No person who is or was a member is liable to any action arising out of negligence or malpractice in respect of professional services requested of or rendered by the person unless the action is commenced within one year after the date when the person commencing the action knew or ought to have known the fact or facts upon which the negligence or malpractice is alleged.	Délai de prescription	89 (1) Quiconque est ou a été membre ne peut être poursuivi pour négligence professionnelle ou autre à l'égard des services professionnels qui lui ont été demandés ou qu'il a fournis, à moins que l'action ne soit introduite dans un délai d'un an après la date à laquelle la personne qui l'introduit a appris ou aurait dû apprendre le fait ou les faits sur lesquels repose l'allégation de négligence professionnelle ou autre.
Transition	(2) During the first year this section is in force, it does not operate to shorten the time period, provided by statutory law as it was immediately before this section comes into force, during which an action could be brought.	Transition	(2) Pendant la première année où il est en vigueur, le présent article n'a pas pour effet d'abréger le délai d'introduction d'une action prévu par le droit législatif tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.
Reporting of members	90. —(1) A person who terminates the employment or revokes, suspends or imposes restrictions on the privileges of a member or who dissolves a partnership or association with a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity shall file with the Registrar within thirty days after the termination, revocation, suspension, imposition or dissolution a written report setting out the reasons.	Dépôt de rapports au sujet des membres	90 (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un membre, lui retire ses privilèges, les suspend ou les assortit de restrictions, ou dissout la société en nom collectif ou l'association qu'il forme avec le membre, pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, dépose auprès du registraire, dans les trente jours suivant l'accomplissement d'un de ces actes, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.
Idem	(2) If a person intended to terminate the employment of a member or to revoke the member's privileges for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned or voluntarily relinquished his or her privileges, the person shall file with the Registrar within thirty days after the resignation or relinquishment a written report setting out the reasons upon which the person had intended to act.	Idem	(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à l'emploi d'un membre ou de lui retirer ses privilèges pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné ou a renoncé volontairement à ses privilèges, dépose auprès du registraire, dans les trente jours suivant la démission ou la renonciation, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.
Application	(3) This section applies to every person, other than a patient, who employs or offers privileges to a member or associates in partnership or otherwise with a member for the purpose of offering health services.	Demande	(3) Le présent article s'applique à toute personne, à l'exception d'un patient, qui emploie un membre ou qui s'associe à un membre dans une société en nom collectif ou autrement, ou qui lui offre des privilèges aux fins de la prestation de services de santé.
Immunity for reports	(4) No action or other proceeding shall be instituted against a person for making a report in good faith under this section.	Immunité touchant les rapports	(4) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre les personnes qui présentent un rapport de bonne foi aux termes du présent article.

Service by mail	91. —(1) A notice or a decision to be given under the health profession Act, this Code or the regulations to a person may be given by mail.	91 (1) Les avis ou les décisions qui doivent être donnés à des personnes aux termes de la loi sur une profession de la santé, du présent code ou des règlements peuvent être envoyés par la poste.	Signification par la poste
Idem	(2) If a notice or decision under the health profession Act, this Code or the regulations is sent by prepaid first class mail addressed to the person at the person's last known address, there is a rebuttable presumption that the notice was received by the person on the fifth day after the notice was mailed.	(2) Si l'avis ou la décision visé par la loi sur une profession de la santé, le présent code ou les règlements est envoyé par courrier affranchi de première classe à la personne, à sa dernière adresse connue, il existe une présomption réfutable selon laquelle la personne a reçu l'avis ou la décision le cinquième jour suivant sa mise à la poste.	Idem
Making false representations to obtain certificates	92. —(1) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate of registration issued is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.	92 (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de faire délivrer un certificat d'inscription.	Fausse déclaration faite pour obtenir un certificat
Assisting the making of false representation	(2) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.	(2) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction visée au paragraphe (1).	Aide dans la commission de l'infraction
Offence	93. —(1) Every person who contravenes an order made under section 45 or 47 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 for a first offence and not more than \$20,000 for a subsequent offence.	93 (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 20 000 \$ pour une infraction subséquente, quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'article 45 ou 47.	Infraction
Idem	(2) Every person who contravenes subsection 76 (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.	(2) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ quiconque contrevient au paragraphe 76 (3).	Idem
Idem	(3) Every person who contravenes subsection 82 (2), (3) or 90 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	(3) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, ou d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente, quiconque contrevient au paragraphe 82 (2) ou (3), ou 90 (1).	Idem
By-laws	94. —(1) The Council may make by-laws relating to the administrative and internal affairs of the College and, without limiting the generality of the foregoing, the Council may make by-laws, (a) adopting a seal for the College; (b) providing for the execution of documents by the College; (c) respecting banking and finance; (d) fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College; (e) providing procedures for the election of the President and Vice-President of the College, the selection of the chairs of the committees, the filling of a vacancy in those offices, and setting out the duties and powers of the President, Vice-President and the chairs; (f) respecting the calling, holding and conducting of the Council meetings and respecting the duties of the Council's members; (g) respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members; (h) providing for the remuneration of the members of the Council and committees other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business; (i) providing for the appointment, composition, powers and duties of committees other than the committees required by subsection 10 (1);	94 (1) Le conseil peut adopter des règlements administratifs concernant les affaires administratives et internes de l'ordre pour, notamment : a) adopter le sceau de l'ordre; b) prévoir la passation des documents par l'ordre; c) traiter des affaires bancaires et financières; d) déterminer l'exercice financier de l'ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations; e) prévoir la marche à suivre en ce qui concerne l'élection du président et du vice-président de l'ordre, le choix des présidents des comités et la façon de combler les vacances de ces postes, et énoncer les fonctions et les pouvoirs des titulaires de ces postes; f) traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres; g) traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions des membres; h) fixer la rémunération de ses membres et des membres des comités, à l'exception des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et prévoir le paiement de ses dépenses et de celles des comités dans l'exercice de leurs activités; i) prévoir la nomination et la composition des comités autres que ceux prévus au paragraphe 10 (1), ainsi que leurs pouvoirs et leurs fonctions;	Règlements administratifs

- (j) delegating to the Executive Committee powers and duties of the Council, other than the power to make, amend or revoke regulations and by-laws;
- (k) providing for a code of ethics for the members;
- (l) providing for the appointment of inspectors for the purposes of regulations made under paragraph 20 of subsection 95 (1);
- (m) providing procedures for the making, amending and revoking of by-laws;
- (n) prescribing forms and providing for their use;
- (o) respecting the management of the property of the College;
- (p) authorizing the College to make arrangements for the indemnity of members against professional liability and providing levies to be paid by members;
- (q) respecting membership of the College in a national organization of bodies with similar functions, the payment of annual assessments and representation at meetings;
- (r) authorizing the making of grants to advance scientific knowledge or the education of persons wishing to practise the profession, to maintain or improve the standards of practice of the profession or to provide public information about, and encourage interest in, the past and present role of the profession in society.
- j) déléguer au bureau ses pouvoirs et ses fonctions, à l'exception du pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger les règlements et les règlements administratifs;
- k) prévoir un code de déontologie pour les membres;
- l) prévoir la nomination d'inspecteurs aux fins des règlements pris en application de la disposition 20 du paragraphe 95 (1);
- m) prévoir une marche à suivre pour adopter, modifier et abroger les règlements administratifs;
- n) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- o) traiter de la gestion des biens de l'ordre;
- p) autoriser l'ordre à conclure des ententes aux fins de la protection des membres contre la responsabilité professionnelle et prévoir les contributions que doivent payer les membres;
- q) traiter de l'affiliation de l'ordre à une association nationale regroupant des organismes chargés de fonctions analogues, du paiement des cotisations annuelles et de la représentation aux réunions;
- r) autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer la connaissance scientifique ou de promouvoir l'éducation des personnes qui désirent exercer la profession, de maintenir ou de rehausser les normes d'exercice de la profession ou de renseigner le public sur le rôle passé et présent de la profession au sein de la société, et d'encourager le public à s'y intéresser.

Meetings by telecommunications, etc.

(2) A by-law made under clause (1) (f) or (g) may provide for meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

(2) Le règlement administratif adopté en vertu de l'alinéa (1) f) ou g) peut prévoir que des réunions soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

Réunions à l'aide des télécommunications

Copies of by-laws

(3) A copy of the by-laws made by the Council shall be given to the Minister and to each member and shall be available for public inspection in the office of the College.

(3) Une copie des règlements administratifs adoptés par le conseil est envoyée au ministre ainsi qu'à chaque membre, et est mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'ordre.

Copie des règlements administratifs

Unanimous by-laws, etc.

(4) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

(4) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

Unanimité des règlements administratifs

Regulations

95.—(1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

1. respecting the election of Council members including the requirements for members to be able to vote;
2. respecting the qualification and terms of office of Council members who are elected;
3. prescribing conditions disqualifying elected members from sitting on the Council and governing the removal of disqualified Council members;
4. respecting the qualifications, selection, appointment and terms of office of committee members who are not members of the Council;
5. prescribing conditions disqualifying committee members from sitting on committees and gov-

95 (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :

1. traiter de l'élection de ses membres ainsi que des exigences auxquelles ils doivent satisfaire pour pouvoir voter;
2. traiter des qualités requises et du mandat de ses membres qui sont élus;
3. prescrire les conditions qui rendent les membres élus incapables de siéger au conseil et celles qui régissent la destitution des membres du conseil jugés incapables;
4. traiter des qualités requises, du choix, de la nomination et du mandat des membres des comités qui ne sont pas membres du conseil;
5. prescrire les conditions qui rendent les membres d'un comité incapables d'y siéger et cel-

Règlements

- erning the removal of disqualified committee members;
6. respecting the filling of vacancies on the Council or its committees;
 7. providing for the composition of the committees mentioned in subsection 10 (1);
 8. prescribing classes of certificates of registration and imposing terms, conditions and limitations on the certificates of registration of a class;
 9. respecting the issuing, suspension, revocation and expiration of certificates of registration or classes of them;
 10. prescribing standards and qualifications for the issue of certificates of registration;
 11. prescribing registration requirements as non-exemptible requirements;
 12. defining specialties in the profession, providing for certificates relating to those specialties, the qualifications for and suspension and revocation of those certificates and governing the use of prescribed terms, titles or designations by members indicating a specialization in the profession;
 13. requiring, for purposes associated with the registration of members, the successful completion of examinations as set, from time to time, by the College, other persons or associations of persons;
 14. respecting the maintenance of the register kept by the Registrar, prescribing information as information to be kept in the register, designating information kept in the register as public and providing for the issuing of certificates respecting the information contained in the register;
 15. respecting the reporting and publication of decisions of panels;
 16. prescribing the standards of practice of the profession and prohibiting members from acting beyond the scope of practice of the profession in the course of practising the profession;
 17. governing or prohibiting the delegation by or to members of controlled acts set out in subsection 27 (2) of the *Regulated Health Professions Act, 1991*;
 18. respecting the promotion or advertising of the practice of the profession;
 19. requiring members to keep prescribed records in respect of their practices;
 20. requiring and providing for the inspection and examination of premises used in connection with the practice of the profession and of equipment, books, accounts, reports and records of members relating to their practices;
 21. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of the profession and regulating or prohibiting the practice of the profession in cases in which there is a conflict of interest;
- les qui régissent la destitution des membres d'un comité jugés incapables;
6. traiter de la façon de combler les vacances au sein du conseil ou de ses comités;
 7. prévoir la composition des comités mentionnés au paragraphe 10 (1);
 8. prescrire les catégories de certificats d'inscription et fixer les conditions et les restrictions dont sont assortis les certificats d'inscription d'une catégorie donnée;
 9. traiter de la délivrance, de la suspension, de la révocation et de l'expiration des certificats d'inscription ou des catégories de ceux-ci;
 10. prescrire les normes et les conditions de délivrance des certificats d'inscription;
 11. prescrire les exigences d'inscription auxquelles il est impossible de se soustraire;
 12. définir les spécialités de la profession, prévoir les certificats relatifs à ces spécialités et les qualités nécessaires à leur obtention, prévoir la suspension et la révocation de ces certificats, et régir l'emploi par les membres des termes, désignations ou titres prescrits qui indiquent une spécialisation dans la profession;
 13. exiger, aux fins reliées à l'inscription des membres, la réussite aux examens qu'établit, de temps à autre, l'ordre, d'autres personnes ou d'autres associations de personnes;
 14. traiter de la tenue du tableau que dresse le registrateur, prescrire les renseignements devant y être consignés, désigner comme étant de caractère public certains renseignements consignés au tableau et prévoir la délivrance de certificats relativement aux renseignements figurant au tableau;
 15. traiter de la façon de rendre compte des décisions des sous-comités et de leur publication;
 16. prescrire les normes d'exercice de la profession et interdire aux membres d'outrepasser, dans l'exercice de leur profession, les limites du champ d'application de celle-ci;
 17. régir ou interdire la délégation, par des membres ou à des membres, de l'exécution des actes autorisés visés au paragraphe 27 (2) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
 18. traiter de la promotion de l'exercice de la profession, ou de la publicité à cet égard;
 19. exiger des membres qu'ils tiennent les dossiers prescrits relativement à l'exercice de leur profession;
 20. exiger et prévoir l'inspection des locaux servant à l'exercice de la profession et de l'équipement, et l'examen des livres, comptes, rapports et dossiers des membres relatifs à l'exercice de leur profession;
 21. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession et réglementer ou interdire l'exercice de la profession en cas de conflit d'intérêts;

22. prescribing what constitutes a conflict of interest for members of the Council or a committee and regulating or prohibiting the carrying out of the duties of those members in cases in which there is a conflict of interest;
 23. providing for a meeting of a Committee or a panel that is held for any purpose other than for the conducting of a hearing to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously;
 24. defining professional misconduct for the purpose of clause 51 (1) (c);
 25. prescribing a quality assurance program;
 26. regulating or prohibiting the use of terms, titles and designations by members in respect of their practices;
 27. providing for the compilation of statistical information with respect to services provided by members and requiring members to provide the information necessary for the compilation;
 28. requiring members to give the College their home addresses and prescribed information about the places they practise the profession, the services they provide there and the names, business addresses and telephone numbers of their associates, partners and employees and prescribing the form and manner in which the information shall be given;
 29. requiring members to give the College information about their participation in continuing education programs and prescribing the form and manner in which the information shall be given;
 30. respecting the duties and office of the Registrar;
 31. requiring members to pay prescribed annual fees and prescribed fees for registration, examinations and continuing education programs and for anything the Registrar is required or authorized to do and requiring members to pay prescribed penalties for the late payment of any fee;
 32. requiring persons to pay fees, set by the Registrar or prescribed, for anything the Registrar is required or authorized to do;
 33. providing for the exemption of any member from the regulations made by the Council;
 34. requiring members to have professional liability insurance satisfying prescribed requirements or to belong to a prescribed association that provides protection against professional liability and requiring members to give proof of the insurance or membership to the Registrar in the prescribed manner;
 35. respecting the designation of life or honorary members of the College and prescribing their rights and privileges;
22. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts pour ses membres ou les membres d'un comité, et réglementer ou interdire l'exercice des fonctions de ces membres en cas de conflit d'intérêts;
 23. prévoir que des réunions soient tenues par les comités ou les sous-comités, à d'autres fins que la tenue d'une audience, de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément;
 24. définir le terme «faute professionnelle» pour l'application de l'alinéa 51 (1) c);
 25. prescrire un programme d'assurance de la qualité;
 26. réglementer ou interdire l'emploi par les membres de certains termes, titres ou désignations relativement à l'exercice de leur profession;
 27. prévoir la collecte de renseignements statistiques sur les services fournis par les membres et exiger de ces derniers qu'ils fournissent les renseignements nécessaires à cette collecte;
 28. exiger des membres qu'ils fournissent à l'ordre leur adresse personnelle et les renseignements prescrits sur les lieux où ils exercent leur profession, sur les services qu'ils y dispensent, ainsi que les noms, adresses professionnelles et numéros de téléphone de leurs associés et employés, et prescrire la forme et la manière selon lesquelles ces renseignements doivent être fournis;
 29. exiger des membres qu'ils fournissent à l'ordre des renseignements au sujet de leur participation à des programmes d'éducation permanente et prescrire la forme et la manière selon lesquelles ces renseignements doivent être fournis;
 30. traiter des fonctions et du poste du registraire;
 31. exiger des membres qu'ils acquittent les cotisations annuelles prescrites, ainsi que les droits prescrits pour l'inscription, l'examen et la scolarité relatifs aux programmes d'éducation permanente, et les frais relatifs à tout ce que le registraire doit ou peut faire, et exiger des membres qu'ils versent les amendes prescrites en cas d'acquiescement des droits en retard;
 32. exiger de personnes qu'elles acquittent les frais, fixés par le registraire ou prescrits, relatifs à tout ce que ce dernier doit ou peut faire;
 33. prévoir l'exemption de tout membre de l'application des règlements qu'il prend;
 34. exiger des membres qu'ils aient une assurance-responsabilité professionnelle qui satisfasse aux exigences prescrites ou qu'ils adhèrent à une association prescrite qui offre la protection contre la responsabilité professionnelle, et exiger des membres qu'ils fournissent au registraire la preuve de leur assurance ou de leur adhésion de la manière prescrite;
 35. traiter de la désignation des membres à vie ou des membres honoraires de l'ordre et prescrire leurs droits et privilèges;

	36. respecting the giving of notice of meetings and hearings that are to be open to the public;	36. traiter de la communication des avis de réunions et d'audiences publiques;	
	37. prescribing anything that is referred to in the health profession Act or this Code as being prescribed;	37. prescrire tout ce qui est indiqué comme étant prescrit dans la loi sur une profession de la santé et le présent code;	
	38. prescribing forms for the purposes of the health profession Act or this Code and providing for their use.	38. prescrire les formules pour l'application de la loi sur une profession de la santé ou du présent code, et prévoir les modalités de leur emploi.	
Idem	(2) Regulations made under paragraph 25 of subsection (1) may require members to participate in continuing education programs.	(2) Les règlements pris en application de la disposition 25 du paragraphe (1) peuvent exiger des membres qu'ils participent à des programmes d'éducation permanente.	Idem
Scope of regulations	(3) A regulation may be general or particular in its application.	(3) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée des règlements

CHAPTER 19

An Act respecting the regulation of the Professions of Audiology and Speech-Language Pathology

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Audiologists and Speech-Language Pathologists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the professions of audiology and speech-language pathology; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Audiologists and Speech-Language Pathologists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the professions of audiology and speech-language pathology; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

CHAPITRE 19

Loi concernant la réglementation des professions d'audiologiste et d'orthophoniste

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des audiologistes et des orthophonistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'audiologiste et la profession d'orthophoniste. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des audiologistes et des orthophonistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'audiologiste et la profession d'orthophoniste. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

Scope of practice	3. —(1) The practice of audiology is the assessment of auditory function and the treatment and prevention of auditory dysfunction to develop, maintain, rehabilitate or augment auditory and communicative functions.	3 (1) L'exercice de la profession d'audiologiste consiste dans l'évaluation de la fonction auditive et dans le traitement et la prévention des troubles de l'audition en vue de développer, de maintenir, de restaurer ou d'accroître les fonctions auditive et de communication.	Champ d'application
Idem	(2) The practice of speech-language pathology is the assessment of speech and language functions and the treatment and prevention of speech and language dysfunctions or disorders to develop, maintain, rehabilitate or augment oral motor or communicative functions.	(2) L'exercice de la profession d'orthophoniste consiste dans l'évaluation des fonctions de la parole et du langage, ainsi que dans le traitement et la prévention des troubles ou perturbations de la parole et du langage en vue de développer, de maintenir, de restaurer ou d'accroître les fonctions orale motrice et de communication.	Idem
Authorized acts	4. In the course of engaging in the practice of audiology, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to prescribe a hearing aid for a hearing impaired person.	4 Dans l'exercice de la profession d'audiologiste, un membre est autorisé à prescrire, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, des appareils de correction auditive aux personnes malentendantes.	Actes autorisés
College established	5. The College is established under the name College of Audiologists and Speech-Language Pathologists of Ontario in English and Ordre des audiologistes et des orthophonistes de l'Ontario in French.	5 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des audiologistes et des orthophonistes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Audiologists and Speech-Language Pathologists of Ontario en anglais.	Création de l'Ordre
Council	6. —(1) The Council shall be composed of, (a) at least eight and no more than nine persons who are members elected in the prescribed number and manner; (b) at least six and no more than seven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not, (i) members, (ii) members of a College as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , or (iii) members of a Council as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> ; and (c) two persons selected in the prescribed manner from among members who are members of a faculty of audiology or speech-language pathology of a university in Ontario.	6 (1) Le conseil se compose : a) d'au moins huit et d'au plus neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit; b) d'au moins six et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas : (i) membres, (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> ; c) de deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral d'une faculté d'audiologie ou d'orthophonie d'une université ontarienne.	Conseil
Who can vote in elections	(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.	(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.	Qui peut voter aux élections
President and Vice-President	7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.	7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.	Président et vice-président
Restricted titles	8. —(1) No person other than a member shall use the titles "audiologist", "speech-language pathologist" or "speech therapist",	8 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer les titres d'«audiologiste», d'«orthophoniste» ou de «logopède», une	Titres réservés

a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representations of qualification, etc

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as an audiologist or a speech-language pathologist or in a specialty of audiology or speech-language pathology.

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

9.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements referred to notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

10. Every person who contravenes subsection 8 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

11. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations respecting the qualifications, selection and terms of office of Council members who are selected.

Transition before Act in force

12.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'audiologiste ou d'orthophoniste, ou une spécialité de l'audiologie ou de l'orthophonie.

Declaration de compétence

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

9 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

10 Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

11 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement, traiter des compétences, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.

Règlements

12 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un conseil transitoire.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

Powers of Minister	(4) The Minister may,	(4) Le ministre peut :	Pouvoirs du ministre
	(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;	a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;	
	(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;	b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;	
	(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> .	c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> .	
Transitional Council to comply with Minister's request	(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.	(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.	Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre
Regulations	(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.	(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Idem	(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.	(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.	Idem
Expenses	(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).	(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).	Frais
Transition after Act in force	13. —(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.	13 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.	Transition après l'entrée en vigueur de la Loi
Terms of members of transitional Council	(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.	(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.	Mandat des membres du conseil transitoire
Commencement	14. —(1) This Act, except section 12, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	14 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 12, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Idem	(2) Section 12 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.	(2) L'article 12 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Idem	(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.	(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem

Idem	(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Short title	15. The short title of this Act is the <i>Audiology and Speech-Language Pathology Act, 1991</i> .	15 Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1991 sur les audiologistes et les orthophonistes</i> .	Titre abrégé

CHAPTER 20

An Act respecting the regulation of the Profession of Chiropody

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Chiropodists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of chiropody; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Chiropodists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of chiropody; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Podiatrists

3.—(1) There shall be a class of members called podiatrists.

Limitation on class

(2) No person shall be added to the class of members called podiatrists after the 31st day of July, 1993.

CHAPITRE 20

Loi concernant la réglementation de la profession de podologue

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des podologues de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de podologue. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des podologues de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de podologue. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions du Code

3 (1) Est constituée une catégorie de membres appelés podiatres.

Podiatres

(2) Nul ne peut venir s'ajouter à la catégorie de membres appelés podiatres après le 31 juillet 1993.

Admission limitée dans la catégorie

Scope of
practice

4. The practice of chiropody is the assessment of the foot and the treatment and prevention of diseases, disorders or dysfunctions of the foot by therapeutic, orthotic or palliative means.

Authorized
acts

5.—(1) In the course of engaging in the practice of chiropody, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Cutting into subcutaneous tissues of the foot.
2. Administering, by injection into feet, a substance designated in the regulations.
3. Prescribing drugs designated in the regulations.

Idem

(2) In the course of engaging in the practice of chiropody, a member who is a podiatrist is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Communicating a diagnosis identifying a disease or disorder of the foot as the cause of a person's symptoms.
2. Cutting into subcutaneous tissues of the foot and bony tissues of the fore-foot.
3. Administering, by injection into feet, a substance designated in the regulations.
4. Prescribing drugs designated in the regulations.

Board
continued as
College

6. The Board of Regents appointed under the *Chiropody Act*, being chapter 72 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, is continued under the name College of Chiropodists of Ontario in English and Ordre des podologues de l'Ontario in French.

Council

- 7.**—(1) The Council shall be composed of,
- (a) at least six and no more than nine persons who are members elected in the prescribed number and manner;
 - (b) at least five and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and

4 L'exercice de la podologie consiste dans l'évaluation des pieds ainsi que dans le traitement et la prévention des maladies, dysfonctions ou troubles du pied par des moyens thérapeutiques, orthétiques ou palliatifs.

Champ
d'application

5 (1) Dans l'exercice de la podologie, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

Actes autori-
sés

1. Pratiquer des incisions dans le tissu sous-cutané.
2. Administrer, par voie d'injection dans les pieds, les substances désignées dans les règlements.
3. Prescrire les médicaments désignés dans les règlements.

Idem

(2) Dans l'exercice de la podologie, un membre podiatre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Communiquer les diagnostics attribuant les symptômes que présentent des personnes à des maladies ou à des troubles du pied.
2. Pratiquer des incisions dans le tissu sous-cutané du pied et dans le tissu osseux de l'avant-pied.
3. Administrer, par voie d'injection dans les pieds, les substances désignées dans les règlements.
4. Prescrire les médicaments désignés dans les règlements.

6 Le Conseil d'administration constitué en vertu de la loi intitulée *Chiropody Act* («*Loi sur les podologues*»), qui constitue le chapitre 72 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est maintenu sous le nom d'Ordre des podologues de l'Ontario en français et de College of Chiropodists of Ontario en anglais.

Maintien du
Conseil d'ad-
ministration
en tant
qu'Ordre

7 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins six et d'au plus neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;

	(c) one or two persons selected in the prescribed manner from among members who are faculty members of an educational institution in Ontario that is authorized to grant diplomas or degrees in chiropody.	c) d'une ou deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral d'un établissement d'enseignement ontarien habilité à décerner des diplômes ou des grades en podologie.	
Who can vote in elections	(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.	(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.	Qui peut voter aux élections
President and Vice-President	8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.	8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.	Président et vice-président
Imposition of duties on the Chiropody Review Committee	9. The Council may give the Chiropody Review Committee appointed under the <i>Health Insurance Act</i> duties that are not inconsistent with the Committee's duties under that Act.	9 Le conseil peut imposer au comité d'étude de la podologie, constitué en vertu de la loi intitulée <i>Health Insurance Act</i> (« <i>Loi sur l'assurance-santé</i> »), des obligations qui ne sont pas incompatibles avec les obligations du comité prévues par cette loi.	Imposition d'obligations au comité d'étude de la podologie
Restricted titles	10. —(1) No person other than a member shall use the titles "chiropodist" or "podiatrist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	10 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer les titres de «podologue» ou de «podiatre», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titres réservés
Representations of qualification, etc.	(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a chiropodist or podiatrist or in a specialty of chiropody.	(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de podologue ou de podiatre, ou une spécialité de la podologie.	Déclaration de compétence
Definition	(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	11. —(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested, (a) amendment to this Act; (b) amendment to a regulation made by the Council; or (c) regulation to be made by the Council.	11 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas : a) de modification de la présente loi; b) de modification d'un règlement pris par le conseil; c) de règlement qui soit pris par le conseil.	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	12. Every person who contravenes subsection 10 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	12 Quiconque contrevient au paragraphe 10 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction
Regulations	13. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior	13 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après exa-	Règlements

review by the Minister, the Council may make regulations,

- (a) designating the substances that may be administered by injection and the drugs that may be prescribed by members in the course of engaging in the practice of chiropractic;
- (b) respecting the qualifications, number, selection and terms of office of Council members who are selected.

Transition

14. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered as a chiropractor under the *Chiropractic Act*, being chapter 72 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.

Transition
before Act
in force

15.—(1) The transitional Council is the Board of Regents appointed under the *Chiropractic Act*, being chapter 72 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, as the Board exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

- (4) The Minister may,
 - (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
 - (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
 - (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

men du ministre, le conseil peut, par règlement :

- a) désigner les substances pouvant être administrées par voie d'injection et les médicaments pouvant être prescrits par des membres exerçant la podologie;
- b) traiter des compétences, du nombre, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.

14 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit à titre de podologue aux termes de la loi intitulée *Chiropractic Act* («*Loi sur les podologues*»), qui constitue le chapitre 72 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.

Disposition
transitoire

15 (1) Le conseil transitoire est le Conseil d'administration constitué en vertu de la loi intitulée *Chiropractic Act* («*Loi sur les podologues*»), qui constitue le chapitre 72 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registraire, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du
ministre

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

Transition
after Act in
force

16.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

16 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

Commence-
ment

17.—(1) This Act, except section 15, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

17 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 15, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Idem

(2) Section 15 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

(2) L'article 15 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

Short title

18. The short title of this Act is the *Chiropody Act, 1991*.

18 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les podologues*.

Titre abrégé

CHAPTER 21

An Act respecting the regulation of the Profession of Chiropractic

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Chiropractors of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of chiropractic; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Chiropractors of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of chiropractic; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of chiropractic is the assessment of conditions related to the spine, nervous system and joints and the diagnosis, prevention and treatment, primarily by adjustment, of,

CHAPITRE 21

Loi concernant la réglementation de la profession de chiropraticien

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de chiropraticien. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de chiropraticien. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

3 L'exercice de la chiropratique consiste dans l'évaluation des états pathologiques relatifs à la colonne vertébrale, au système nerveux et aux articulations, et dans le diagnostic, la prévention et le traitement, essen-

Définitions

Code des professions de la santé

Termes figurant dans le Code

Définitions du Code

Champ d'application

- (a) dysfunctions or disorders arising from the structures or functions of the spine and the effects of those dysfunctions or disorders on the nervous system; and
- (b) dysfunctions or disorders arising from the structures or functions of the joints.

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of chiropractic, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Communicating a diagnosis identifying, as the cause of a person's symptoms,
 - i. a disorder arising from the structures or functions of the spine and their effects on the nervous system, or
 - ii. a disorder arising from the structures or functions of the joints of the extremities.
2. Moving the joints of the spine beyond a person's usual physiological range of motion using a fast, low amplitude thrust.
3. Putting a finger beyond the anal verge for the purpose of manipulating the tailbone.

Board
continued as
College

5. The Board of Directors of Chiropractic is continued under the name College of Chiropractors of Ontario in English and Ordre des chiropraticiens de l'Ontario in French.

Council

- 6.—(1)** The Council shall be composed of,
- (a) nine persons who are members elected in the prescribed manner; and
 - (b) seven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the

tiellement par des manipulations, des maux suivants :

- a) les dysfonctions ou troubles découlant des structures ou des fonctions de la colonne vertébrale et découlant des effets de ces dysfonctions ou troubles sur le système nerveux;
- b) les dysfonctions ou troubles découlant des structures ou des fonctions des articulations.

4 Dans l'exercice de la chiropratique, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Communiquer les diagnostics attribuant les symptômes que présentent des personnes à l'une des causes suivantes :
 - i. des troubles découlant des structures ou des fonctions de la colonne vertébrale et de leurs effets sur le système nerveux,
 - ii. des troubles découlant des structures ou des fonctions des articulations des membres.
2. Mouvoir les articulations de la colonne vertébrale au-delà de l'arc de mouvement physiologique habituel de personnes au moyen d'impulsions rapides de faible amplitude.
3. Introduire un doigt au-delà de la marge de l'anus en vue de manipuler le coccyx.

5 Le Conseil d'administration des chiropraticiens est maintenu sous le nom d'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario en français et sous le nom de College of Chiropractors of Ontario en anglais.

Actes autori-
sés

Maintien du
Conseil d'ad-
ministration
en tant
qu'Ordre

Conseil

6 (1) Le conseil se compose :

- a) de neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite;
- b) de sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation

Qui peut
voter aux
élections

	annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.	annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.	
President and Vice-President	7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.	7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.	Président et vice-président
Imposition of duties on the Chiropractic Review Committee	8. The Council may give the Chiropractic Review Committee continued under the <i>Health Insurance Act</i> duties that are not inconsistent with the Committee's duties under that Act.	8 Le conseil peut imposer au comité d'étude de la chiropratique, maintenu en vertu de la loi intitulée <i>Health Insurance Act</i> (« <i>Loi sur l'assurance-santé</i> »), des obligations qui ne sont pas incompatibles avec les obligations du comité prévues par cette loi.	Imposition d'obligations au comité d'étude de la chiropratique
Restricted titles	9.—(1) No person other than a member shall use the title "chiropractor", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «chiropraticien», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titre réservé
Representations of qualification, etc.	(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a chiropractor or in a specialty of chiropractic.	(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de chiropraticien, ou une spécialité de la chiropratique.	Déclaration de compétence
Definition	(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	10.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested,	10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas :	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
	(a) amendment to this Act;	a) de modification de la présente loi;	
	(b) amendment to a regulation made by the Council; or	b) de modification d'un règlement pris par le conseil;	
	(c) regulation to be made by the Council.	c) de règlement qui soit pris par le conseil.	
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction
Transitional	12. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered as a chiropractor under the <i>Drugless Practitioners Act</i> , being chapter 127 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.	12 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit à titre de chiropraticien aux termes de la loi intitulée <i>Drugless Practitioners Act</i> (« <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> »), qui constitue le chapitre 127 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.	Disposition transitoire

Transition
before Act
in force

13.—(1) The transitional Council is the Board of Directors of Chiropractic as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
- (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
- (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition
after Act in
force

14.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accor-

13 (1) Le conseil transitoire est le Conseil d'administration des chiropraticiens, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Pouvoirs du
ministre

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

14 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué confor-

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

dance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

15.—(1) This Act, except section 13, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 13 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

16. The short title of this Act is the *Chiropractic Act, 1991*.

mément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

15 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 13, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 13 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

16 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les chiropraticiens*.

Titre abrégé

CHAPTER 22

An Act respecting the regulation of the Profession of Dental Hygiene

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Dental Hygienists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of dental hygiene; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Dental Hygienists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of dental hygiene; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of dental hygiene is the assessment of teeth and adjacent tissues and treatment by preventive and therapeutic means and the provision of restorative and orthodontic procedures and services.

CHAPITRE 22

Loi concernant la réglementation de la profession d'hygiéniste dentaire

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'hygiéniste dentaire. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant
dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'hygiéniste dentaire. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L'exercice de l'hygiène dentaire consiste dans l'évaluation des dents et des tissus adjacents et leur traitement par des moyens préventifs et thérapeutiques, et dans la prestation d'actes et de soins de restauration et d'orthodontie.

Champ d'ap-
plication

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of dental hygiene, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Scaling teeth and root planing including curetting surrounding tissue.
2. Orthodontic and restorative procedures.

Additional
requirements
for autho-
rized acts

5.—(1) A member shall not perform a procedure under the authority of section 4 unless the procedure is ordered by a member of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.

Grounds for
misconduct

(2) In addition to the grounds set out in subsection 51 (1) of the Health Professions Procedural Code, a panel of the Discipline Committee shall find that a member has committed an act of professional misconduct if the member contravenes subsection (1).

College
established

6. The College is established under the name College of Dental Hygienists of Ontario in English and Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario in French.

Council

7.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least nine and no more than twelve persons who are members elected in the prescribed number and manner;
- (b) at least eight and no more than eleven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
- (c) two persons selected in the prescribed manner from among members who are faculty members of an educational institution in Ontario that is authorized to grant a diploma or degree in dental hygiene.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President
and Vice-
President

8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de l'hygiène dentaire, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Le détartrage des dents et le polissage des racines, y compris le curetage des tissus avoisinants.
2. Des actes d'orthodontie et de restauration.

Exigences
supplémentai-
res relatives
aux actes
autorisés

5 (1) Le membre ne doit pas accomplir d'actes autorisés en vertu de l'article 4 à moins qu'un membre de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario ne l'ordonne.

Motifs per-
mettant de
conclure à
une faute
profession-
nelle

(2) Un sous-comité du comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle non seulement d'après les motifs énoncés au paragraphe 51 (1) du Code des professions de la santé, mais également si le membre contrevient au paragraphe (1).

Création de
l'Ordre

6 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario en français et sous le nom de College of Dental Hygienists of Ontario en anglais.

Conseil

7 (1) Le conseil se compose :

- a) d'au moins neuf et d'au plus douze personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins huit et d'au plus onze personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) de deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral d'un établissement d'enseignement ontarien habilité à décerner des diplômes ou grades en hygiène dentaire.

Qui peut
voter aux
élections

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Président et
vice-président

8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

1991	HYGIÉNISTE DENTAIRE	chap. 22	187
Restricted titles	<p>9.—(1) No person other than a member shall use the title “dental hygienist”, a variation or abbreviation or an equivalent in another language.</p>	<p>9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«hygiéniste dentaire», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.</p>	Titre réservé
Representations of qualification, etc	<p>(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a dental hygienist or in a specialty of dental hygiene.</p>	<p>(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'hygiéniste dentaire, ou une spécialité de l'hygiène dentaire.</p>	Déclaration de compétence
Definition	<p>(3) In this section, “abbreviation” includes an abbreviation of a variation.</p>	<p>(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.</p>	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	<p>10.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i>, a suggested,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) amendment to this Act; (b) amendment to a regulation made by the Council; or (c) regulation to be made by the Council. 	<p>10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i>, une proposition, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de modification de la présente loi; b) de modification d'un règlement pris par le conseil; c) de règlement qui soit pris par le conseil. 	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
Requirements re notice	<p>(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.</p>	<p>(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.</p>	Exigences relatives à l'avis
Offence	<p>11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.</p>	<p>11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.</p>	Infraction
Regulations	<p>12. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) restricting the drugs that a member may use in the course of engaging in the practice of dental hygiene; (b) respecting the qualifications, selection and terms of office of Council members who are selected. 	<p>12 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) limiter les médicaments auxquels un membre peut recourir dans l'exercice de l'hygiène dentaire; b) traiter des compétences, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis. 	Règlements
Transitional	<p>13. A person who, on the day before this Act comes into force, was registered as a dental hygienist under Regulation 446 (Dental Hygienists) of Revised Regulations of Ontario, 1980 made under the <i>Health Disciplines Act</i>, being chapter 196 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.</p>	<p>13 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit à titre d'hygiéniste dentaire aux termes du Règlement 446 (Dental Hygienists) des Règlements refondus de l'Ontario de 1980, pris en application de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> («<i>Loi sur les sciences de la santé</i>»), qui constitue le chapitre 196 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.</p>	Disposition transitoire

Transition
before Act
in force

14.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
- (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
- (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition
after Act in
force

15.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the

14 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil transitoire.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du
ministre

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

15 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des membres du conseil transitoire

Commencement

16.—(1) This Act, except section 14, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

16 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 14, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

Idem

(2) Section 14 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

(2) L'article 14 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

Short title

17. The short title of this Act is the *Dental Hygiene Act, 1991*.

17 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les hygiénistes dentaires*.

Titre abrégé

CHAPTER 23

An Act respecting the regulation of the Profession of Dental Technology

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Dental Technologists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of dental technology; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Dental Technologists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of dental technology; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of dental technology is the design, construction, repair or alteration of dental prosthetic, restorative and orthodontic devices.

CHAPITRE 23

Loi concernant la réglementation de la profession de technologue dentaire

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de technologue dentaire. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figu-
rant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de technologue dentaire. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L'exercice de la technologie dentaire consiste dans la conception, la confection, la réparation ou la modification de prothèses dentaires de reconstitution et d'orthodontie.

Champ d'ap-
plication

Governing Board continued as College	<p>4. The Governing Board of Dental Technicians is continued under the name College of Dental Technologists of Ontario in English and Ordre des technologues dentaires de l'Ontario in French.</p>	<p>4 Le Conseil d'administration des techniciens dentaires est maintenu sous le nom d'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario en français et sous le nom de College of Dental Technologists of Ontario en anglais.</p>	Maintien du Conseil d'administration en tant qu'Ordre
Council	<p>5.—(1) The Council shall be composed of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) seven persons who are members elected in the prescribed manner; and (b) six persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not, <ul style="list-style-type: none"> (i) members, (ii) members of a College as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i>, or (iii) members of a Council as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i>. <p>(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.</p>	<p>5 (1) Le conseil se compose :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de sept personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite; b) de six personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas : <ul style="list-style-type: none"> (i) membres, (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i>, (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i>. <p>(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.</p>	Conseil
Who can vote in elections			
President and Vice-President	<p>6. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.</p>	<p>6 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.</p>	Président et vice-président
Restricted titles	<p>7.—(1) No person other than a member shall use the title "dental technologist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.</p>	<p>7 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «technologue dentaire», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.</p>	Titre réservé
Idem	<p>(2) No person shall use the title "dental technician" or a variation or abbreviation of it.</p>	<p>(2) Nul ne doit employer le titre de «dental technician», ou une variante ou une abréviation de celui-ci.</p>	Idem
Representations of qualification, etc.	<p>(3) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a dental technologist or in a specialty of dental technology.</p>	<p>(3) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de technologue dentaire, ou une spécialité de la technologie dentaire.</p>	Déclaration de compétence
Exception	<p>(4) Despite subsection (2), a member may use the title "dental technician" or a variation or abbreviation of it for three years after this Act comes into force.</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (2), un membre peut employer le titre de «dental technician», ou une variante ou une abréviation de celui-ci pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	Exception
Definition	<p>(5) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.</p>	<p>(5) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.</p>	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	<p>8.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i>, a suggested,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) amendment to this Act; (b) amendment to a regulation made by the Council; or 	<p>8 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i>, une proposition, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de modification de la présente loi; b) de modification d'un règlement pris par le conseil; 	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

(c) regulation to be made by the Council.

c) de règlement qui soit pris par le conseil.

Requirements re notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

Offence

9. Every person who contravenes subsection 7 (1), (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

9 Quiconque contrevient au paragraphe 7 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

Transition

10. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered under the *Dental Technicians Act*, being chapter 114 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.

10 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit sous le régime de la loi intitulée *Dental Technicians Act* («*Loi sur les techniciens dentaires*»), qui constitue le chapitre 114 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré aux termes de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.

Disposition transitoire

Transition before Act in force

11.—(1) The transitional Council is the Governing Board of Dental Technicians as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

11 (1) Le conseil transitoire est le Conseil d'administration des techniciens dentaires, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registraire, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

Powers of Minister

(4) The Minister may,

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du ministre

(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;

a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;

(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;

b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;

(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the

c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la

*Regulated Health Professions Act,
1991.*

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition
after Act in
force

12.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 5 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 5 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

13.—(1) This Act, except section 11, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 11 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

14. The short title of this Act is the *Dental Technology Act, 1991*.

*Loi de 1991 sur les professions de la
santé réglementées.*

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

12 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 5 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 5 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

13 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 11, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 11 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

14 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les technologues dentaires*.

Titre abrégé

CHAPTER 24

An Act respecting the regulation of the Profession of Dentistry

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the Royal College of Dental Surgeons of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of dentistry; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the Royal College of Dental Surgeons of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of dentistry; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of dentistry is the assessment of the physical condition of the oral-facial complex and the diagnosis, treatment and prevention of any disease, disorder or dysfunction of the oral-facial complex.

CHAPITRE 24

Loi concernant la réglementation de la profession de dentiste

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de dentiste. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de dentiste. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

3 L'exercice de la dentisterie consiste dans l'évaluation de l'état physique du complexe oro-facial et dans le diagnostic, le traitement et la prévention des maladies, troubles ou dysfonctions du complexe oro-facial.

Définitions

Code des professions de la santé

Termes figurant dans le Code

Définitions du Code

Champ d'application

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of dentistry, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Communicating a diagnosis identifying a disease or disorder of the oral-facial complex as the cause of a person's symptoms.
2. Performing a procedure on tissue of the oral-facial complex below the dermis, below the surface of a mucous membrane or in or below the surfaces of the teeth, including the scaling of teeth.
3. Harvesting tissue for the purpose of surgery on the oral-facial complex.
4. Setting a fracture of a bone of the oral-facial complex or setting a dislocation of a joint of the oral-facial complex.
5. Administering a substance by injection or inhalation.
6. Applying or ordering the application of a prescribed form of energy.
7. Prescribing or dispensing drugs.
8. Fitting or dispensing a dental prosthesis, or an orthodontic or periodontal appliance or a device used inside the mouth to protect teeth from abnormal functioning.

College
continued

5. The College is continued under the name Royal College of Dental Surgeons of Ontario in English and Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario in French.

Council

- 6.—(1)** The Council shall be composed of,
- (a) at least ten and no more than twelve persons who are members elected in the prescribed number and manner;
 - (b) at least nine and no more than eleven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
 - (c) two persons selected in the prescribed manner from among members who are

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de la dentisterie, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Communiquer les diagnostics attribuant les symptômes que présentent des personnes à des maladies ou à des troubles du complexe oro-facial.
2. Pratiquer des interventions sur le tissu du complexe oro-facial sous le derme, sous la surface des muqueuses, ou dans les dents ou sous la surface des dents, y compris le détartrage des dents.
3. Prélever du tissu en vue de pratiquer des interventions chirurgicales au complexe oro-facial.
4. Consolider des fractures du complexe oro-facial ou réduire des luxations articulaires du complexe oro-facial.
5. Administrer des substances par voie d'injection ou d'inhalation.
6. Appliquer des formes d'énergie prescrites ou en ordonner l'application.
7. Prescrire ou préparer des médicaments.
8. Adapter ou préparer des prothèses dentaires, ou des appareils d'orthodontie ou de périodontie ou des dispositifs qui se portent dans la cavité buccale en vue de protéger les dents en cas de fonctionnement anormal de la denture.

5 L'Ordre est maintenu sous le nom d'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario en français et sous le nom de Royal College of Dental Surgeons of Ontario en anglais.

Maintien de
l'Ordre

6 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins dix et d'au plus douze personnes qui sont des membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins neuf et d'au plus onze personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) de deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres

members of a faculty of dentistry of a university in Ontario.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President
and Vice-
President

7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected every two years by the Council from among the Council's members.

Imposition
of duties on
the Dental
Review
Committee

8. The Council may give the Dental Review Committee appointed under the *Health Insurance Act* duties that are not inconsistent with the Committee's duties under that Act.

Restricted
titles

9.—(1) No person other than a member shall use the titles "dentist" or "dental surgeon", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representa-
tions of
qualification,
etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a dentist or dental surgeon or in a specialty of dentistry.

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if
suggestions
referred to
Advisory
Council

10.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers, to the Advisory Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Require-
ments re
notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

12. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations.

qui font partie du corps professoral de la faculté de dentisterie d'une université ontarienne.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, tous les deux ans, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

8 Le conseil peut imposer au comité d'étude de la dentisterie, constitué en vertu de la loi intitulée *Health Insurance Act* («*Loi sur l'assurance-santé*»), des obligations qui ne sont pas incompatibles avec les obligations du comité prévues par cette loi.

9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer les titres de «dentiste» ou de «chirurgien dentiste», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de dentiste ou de chirurgien dentiste, ou une spécialité de la dentisterie.

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

12 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement :

Qui peut
voter aux
élections

Président et
vice-président

Imposition
d'obligations
au comité
d'étude de la
dentisterie

Titres résér-
ves

Déclaration
de compé-
tence

Définition

Avis en cas
de présenta-
tion d'une
proposition
au Conseil
consultatif

Exigences
relatives à
l'avis

Infraction

Règlements

- (a) respecting the qualifications, selection and terms of office of Council members who are selected;
- (b) regulating the dispensing of drugs by members, requiring members to keep prescribed records and to provide to the Minister reports containing prescribed information respecting the dispensing of drugs.

Transitional

13. A person who, on the day before this Act comes into force, holds a licence issued under Part II of the *Health Disciplines Act*, being chapter 196 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the licence was subject.

Transition
before Act
in force

14.—(1) The transitional Council is the Council of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

- (4) The Minister may,
 - (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
 - (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
 - (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister,

- a) traiter des compétences, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis;
- b) réglementer la préparation de médicaments par les membres et exiger d'eux qu'ils tiennent les registres prescrits et qu'ils fournissent au ministre des rapports renfermant les renseignements prescrits concernant la préparation de médicaments.

Disposition
transitoire

13 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie II de la loi intitulée *Health Disciplines Act* («*Loi sur les sciences de la santé*»), qui constitue le chapitre 196 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assorti son permis.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

14 (1) Le conseil transitoire est le conseil de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Pouvoirs du
ministre

- (4) Le ministre peut :
 - a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
 - b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
 - c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière

comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition after Act comes into force

15.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commencement

16.—(1) This Act, except section 14, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 14 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

17. The short title of this Act is the *Dentistry Act, 1991*.

précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Reglements

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Idem

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Frais

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

15 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Mandat des membres du conseil transitoire

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Vacances

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Entrée en vigueur

16 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 14, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 14 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Titre abrégé

17 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les dentistes*.

CHAPTER 25

An Act respecting the regulation of the Profession of Denturism

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Denturists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of denturism; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Denturists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of denturism; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of denturism is the assessment of arches missing some or all teeth and the design, construction, repair, alteration, ordering and fitting of removable dentures.

CHAPITRE 25

Loi concernant la réglementation de la profession de denturologiste

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des denturologistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de denturologiste. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des denturologistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de denturologiste. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions du Code

3 L'exercice de la denturologie consiste dans l'évaluation des arcades édentées et dans la conception, la confection, la réparation, la modification, le fait de commander et l'adaptation de prothèses amovibles.

Champ d'application

Authorized act	4. In the course of engaging in the practice of denturism, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to fit and dispense removable dentures.	4 Dans l'exercice de la denturologie, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à adapter et à préparer des prothèses amovibles.	Actes autorisés
Governing Board continued as College	5. The Governing Board of Denture Therapists is continued under the name College of Denturists of Ontario in English and Ordre des denturologistes de l'Ontario in French.	5 Le Conseil d'administration des denturologues est maintenu sous le nom d'Ordre des denturologistes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Denturists of Ontario en anglais.	Maintien du Conseil d'administration des denturologues en tant qu'Ordre
Council	6.—(1) The Council shall be composed of, (a) at least seven and no more than eight persons who are members elected in the prescribed number and manner; and (b) at least five and no more than seven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not, (i) members, (ii) members of a College as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , or (iii) members of a Council as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> . (2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.	6 (1) Le conseil se compose : (a) d'au moins sept et d'au plus huit personnes qui sont des membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit; (b) d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas : (i) membres, (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> . (2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.	Conseil
Who can vote in elections			Qui peut voter aux élections
President and Vice-President	7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected bi-annually by the Council from among the Council's members.	7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, tous les deux ans, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.	Président et vice-président
Restricted titles	8.—(1) No person other than a member shall use the title "denturist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	8 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «denturologiste», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titre réservé
Idem	(2) No person shall use the title "denture therapist" or a variation or abbreviation of it.	(2) Nul ne doit employer le titre de «denture therapist», ou une variante ou une abréviation de celui-ci.	Idem
Representations of qualification, etc.	(3) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a denturist or in a specialty of denturism.	(3) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de denturologiste, ou une spécialité de la denturologie.	Déclaration de compétence
Exception	(4) Despite subsection (2), a member may use the title "denture therapist" or a variation or abbreviation of it for three years after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (2), un membre peut employer le titre de «denture therapist», ou une variante ou une abréviation de celui-ci pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Exception
Definition	(5) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(5) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition

Notice if suggestions referred to Advisory Council

9.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements re notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

10. Every person who contravenes subsection 8 (1), (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Transition

11. A person who, on the day before this Act comes into force, is licensed as a denture therapist under the *Denture Therapists Act*, being chapter 115 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the licence was subject.

Transition before Act in force

12.—(1) The transitional Council is the Governing Board of Denture Therapists as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of Minister

(4) The Minister may,

9 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

10 Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

11 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est titulaire d'un permis l'autorisant à exercer la profession de denturologue aux termes de la loi intitulée *Denture Therapists Act* («*Loi sur les denturologues*»), qui constitue le chapitre 115 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assorti son permis.

Disposition transitoire

12 (1) Le conseil transitoire est le Conseil d'administration des denturologues de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du ministre

	<p>(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;</p> <p>(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;</p> <p>(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i>.</p>	<p>a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;</p> <p>b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;</p> <p>c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i>.</p>	
Transitional Council to comply with Minister's request	(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.	(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.	Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre
Regulations	(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.	(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Idem	(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.	(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.	Idem
Expenses	(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).	(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).	Frais
Transition after Act in force	13. —(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.	13 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.	Transition après l'entrée en vigueur de la Loi
Terms of members of transitional Council	(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.	(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.	Mandat des membres du conseil transitoire
Vacancies	(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.	Vacances
Commencement	14. —(1) This Act, except section 12, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	14 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 12, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Idem	(2) Section 12 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.	(2) L'article 12 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Idem	(3) Despite subsection (1), section 80 of the <i>Health Professions Procedural Code</i> , as it applies in respect of this Act, does not come	(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'en	Idem

into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

15. The short title of this Act is the *Denturism Act, 1991*.

tre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

15 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les denturologistes*. Titre abrégé

CHAPTER 26

An Act respecting the regulation of the Profession of Dietetics

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Dietitians of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of dietetics; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Dietitians of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of dietetics; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of dietetics is the assessment of nutrition and nutritional conditions and the treatment and prevention of nutrition related disorders by nutritional means.

CHAPITRE 26

Loi concernant la réglementation de la profession de diététiste

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des diététistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de diététiste. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des diététistes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de diététiste. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions du Code

3 L'exercice de la profession de diététiste consiste dans l'évaluation de la nutrition et des affections d'ordre nutritionnel et dans le traitement et la prévention des troubles relatifs à la nutrition par des moyens nutritionnels.

Champ d'application

College
established

4. The College is established under the name College of Dietitians of Ontario in English and Ordre des diététistes de l'Ontario in French.

4 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des diététistes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Dietitians of Ontario en anglais.

Création de
l'Ordre

Council

5.—(1) The Council shall be composed of,

5 (1) Le conseil se compose :

Conseil

(a) at least six and no more than nine persons who are members elected in the prescribed number and manner; and

a) d'au moins six et d'au plus neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;

(b) at least five and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,

b) d'au moins cinq et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :

(i) members,

(i) membres,

(ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or

(ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,

(iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

(iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
électionsPresident
and Vice-
President

6. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

6 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et
vice-présidentRestricted
titles

7.—(1) No person other than a member shall use the title "dietitian", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

7 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «diététiste», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre réservé

Representa-
tions of
qualification,
etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a dietitian or in a specialty of dietetics.

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de diététiste, ou une spécialité de la profession de diététiste.

Déclaration
de compé-
tence

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

Notice if
suggestions
referred to
Advisory
Council

8.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggestion,

8 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas
de présenta-
tion d'une
proposition
au Conseil
consultatif

(a) amendment to this Act;

a) de modification de la présente loi;

(b) amendment to a regulation made by the Council; or

b) de modification d'un règlement pris par le conseil;

(c) regulation to be made by the Council.

c) de règlement qui soit pris par le conseil.

Require-
ments re
notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences
relatives à
l'avis

Offence

9. Every person who contravenes subsection 7 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Transition
before Act
in force

10.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;

(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;

(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

9 Quiconque contrevient au paragraphe 7 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

10 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil transitoire.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du
ministre

a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;

b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;

c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition after Act in force

11.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 5 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 5 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Commencement

12.—(1) This Act, except section 10, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 10 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

13. The short title of this Act is the *Dietetics Act, 1991*.

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

11 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 5 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 5 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des membres du conseil transitoire

12 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 10, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

(2) L'article 10 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

13 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les diététistes*.

Titre abrégé

CHAPTER 27

An Act respecting the regulation of the Profession of Massage Therapy

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Massage Therapists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of massage therapy; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Massage Therapists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of massage therapy; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of massage therapy is the assessment of the soft tissue and joints of the body and the treatment and prevention of physical dysfunction and pain of the soft tissues and joints by manipulation to develop,

CHAPITRE 27

Loi concernant la réglementation de la profession de massothérapeute

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l’annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S’entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l’Ordre. («member»)

«Ordre» L’Ordre des massothérapeutes de l’Ontario. («College»)

«profession» La profession de massothérapeute. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s’applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s’interprètent comme suit :

Termes figurant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L’Ordre des massothérapeutes de l’Ontario. («College»)

«profession» La profession de massothérapeute. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L’exercice de la massothérapie consiste dans l’évaluation des tissus mous et des articulations du corps, et dans le traitement et la prévention des dysfonctions physiques et des douleurs des tissus mous et des articulations au moyen de manipulations pour développer,

C’champ d’ap-
plication

maintain, rehabilitate or augment physical function, or relieve pain.

Board
continued as
College

4. The Board of Directors of Masseurs is continued under the name College of Massage Therapists of Ontario in English and Ordre des massothérapeutes de l'Ontario in French.

Council

5.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least six and no more than seven persons who are members elected in the prescribed number and manner; and
- (b) five persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President
and Vice-
President

6. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Restricted
titles

7.—(1) No person other than a member shall use the title "massage therapist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representa-
tions of
qualification,
etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a massage therapist or in a specialty of massage therapy.

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if
suggestions
referred to
Advisory
Council

8.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Require-
ments re
notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be

maintenir, restaurer ou accroître la fonction physique, ou pour soulager la douleur.

4 Le Conseil d'administration des masseurs est maintenu sous le nom d'Ordre des massothérapeutes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Massage Therapists of Ontario en anglais.

Maintien du
Conseil d'ad-
ministration
en tant
qu'Ordre

Conseil

5 (1) Le conseil se compose :

- a) d'au moins six et d'au plus sept personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) de cinq personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
élections

6 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et
vice-président

7 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «massothérapeute», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre réservé

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de massothérapeute, ou une spécialité de la massothérapie.

Déclaration
de compé-
tence

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

8 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas
de présenta-
tion d'une
proposition
au Conseil
consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la

Exigences
relatives à
l'avis

given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

9. Every person who contravenes subsection 7 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Transitional

10. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered as a masseur under the *Drugless Practitioners Act*, being chapter 127 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.

Transition before Act in force

11.—(1) The transitional Council is the Board of Directors of Masseurs as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of Minister

(4) The Minister may,

- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
- (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
- (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional Council to comply with Minister's request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister,

réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Infraction

9 Quiconque contrevient au paragraphe 7 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Disposition transitoire

10 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit à titre de masseur aux termes de la loi intitulée *Drugless Practitioners Act* («*Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*»), qui constitue le chapitre 127 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

11 (1) Le conseil transitoire est le Conseil d'administration des masseurs, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Pouvoirs du ministre

(4) Le ministre peut :

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière

comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Idem

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition after Act comes into force

12.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 5 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 5 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commencement

13.—(1) This Act, except section 11, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 11 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

14. The short title of this Act is the *Massage Therapy Act, 1991*.

précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Règlements

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Idem

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Frais

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

12 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 5 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 5 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Mandat des membres du conseil transitoire

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Vacances

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Entrée en vigueur

13 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 11, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 11 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Titre abrégé

14 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les massothérapeutes*.

CHAPTER 28

An Act respecting the regulation of the Profession of Medical Laboratory Technology

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Medical Laboratory Technologists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of medical laboratory technology; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Medical Laboratory Technologists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of medical laboratory technology; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of medical laboratory technology is the performance of laboratory investigations on the human body or on spec-

CHAPITRE 28

Loi concernant la réglementation de la profession de technologiste de laboratoire médical

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des technologistes de laboratoire médical de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de technologiste de laboratoire médical. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des technologistes de laboratoire médical de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de technologiste de laboratoire médical. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

3 L'exercice de la technologie de laboratoire médical consiste dans l'exécution d'exams de laboratoire sur le corps humain ou

Définitions

Code des professions de la santé

Termes figurant dans le Code

Définitions du Code

Champ d'application

imens taken from the human body and the evaluation of the technical sufficiency of the investigations and their results.

Authorized acts

4. In the course of engaging in the practice of medical laboratory technology, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to take blood samples from veins or by skin pricking.

Additional requirements for authorized acts

5.—(1) A member shall not perform a procedure under the authority of section 4 unless the procedure is ordered by a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.

Grounds for misconduct

(2) In addition to the grounds set out in subsection 51 (1) of the Health Professions Procedural Code, a panel of the Discipline Committee shall find that a member has committed an act of professional misconduct if the member contravenes subsection (1).

College established

6. The College is established under the name College of Medical Laboratory Technologists of Ontario in English and Ordre des technologistes de laboratoire médical de l'Ontario in French.

Council

7.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least seven and no more than eleven persons who are members elected in the prescribed number and manner;
- (b) at least seven and no more than ten persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
- (c) one person selected in the prescribed manner from among members who are full time faculty members of an educational institution in Ontario that is authorized to grant diplomas in medical laboratory technology.

Who can vote in elections

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President and Vice-President

8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually

sur des prélèvements effectués sur le corps humain et dans l'évaluation de la validité technique de ces examens et de leurs résultats.

4 Dans l'exercice de la profession de technologiste de laboratoire médical, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à effectuer des prélèvements de sang par voie veineuse ou en piquant la peau.

5 (1) Le membre ne doit pas accomplir d'actes autorisés en vertu de l'article 4, à moins que ne l'ordonne un membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario ou de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.

(2) Un sous-comité du comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle non seulement d'après les motifs énoncés au paragraphe 51 (1) du Code des professions de la santé, mais également si le membre contrevient au paragraphe (1).

6 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des technologistes de laboratoire médical de l'Ontario en français et sous le nom de College of Medical Laboratory Technologists of Ontario en anglais.

7 (1) Le conseil se compose :

- a) d'au moins sept et d'au plus onze personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins sept et d'au plus dix personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) d'une personne choisie de la manière prescrite parmi les membres qui font partie à temps plein du corps professoral d'un établissement d'enseignement ontarien habilité à décerner des diplômes en technologie de laboratoire médical.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis

Actes autorisés

Exigences supplémentaires relatives aux actes autorisés

Motifs permettant de conclure à une faute professionnelle

Création de l'Ordre

Conseil

Qui peut voter aux élections

Président et vice-président

by the Council from among the Council's members.

Restricted titles

9.—(1) No person other than a member shall use the title "medical laboratory technologist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representations of qualification, etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a medical laboratory technologist or in a specialty of medical laboratory technology.

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

10.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

12. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations respecting the qualifications, selection and terms of office of Council members who are selected.

Transition before Act in force

13.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the

parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «technologiste de laboratoire médical», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre reserve

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de technologiste de laboratoire médical, ou une spécialité de la technologie de laboratoire médical.

Déclaration de compétence

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

12 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement, traiter des compétences, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.

Règlements

13 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil transitoire.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi

Idem

Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Powers of Minister

- (4) The Minister may,
- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
 - (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
 - (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

(4) Le ministre peut :

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Pouvoirs du ministre

Transitional Council to comply with Minister's request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

Transition after Act in force

14.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

14 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des membres du conseil transitoire

Commencement

15.—(1) This Act, except section 13, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

15 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 13, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

Idem

(2) Section 13 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

(2) L'article 13 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

16. The short title of this Act is the *Medical Laboratory Technology Act, 1991*.

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

16 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les technologistes de laboratoire médical*.

Titre abrégé

CHAPTER 29

An Act respecting the regulation of the Profession of Medical Radiation Technology

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Medical Radiation Technologists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of medical radiation technology; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Medical Radiation Technologists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of medical radiation technology; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of medical radiation technology is the use of ionizing radiation and other forms of energy prescribed under sub-

CHAPITRE 29

Loi concernant la réglementation de la profession de technologue en radiation médicale

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des technologues en radiation médicale de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de technologue en radiation médicale. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figu-
rant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des technologues en radiation médicale de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de technologue en radiation médicale. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L'exercice de la technologie de radiation médicale consiste dans l'emploi des rayonnements ionisants et d'autres formes d'énergie

Champ d'ap-
plication

section 12 (2) to produce diagnostic images and tests, the evaluation of the technical sufficiency of the images and tests, and the therapeutic application of ionizing radiation.

Authorized acts

4. In the course of engaging in the practice of medical radiation technology, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Taking blood samples from veins.
2. Administering substances by injection or inhalation.
3. Administering contrast media through or into the rectum or an artificial opening into the body.
4. Tattooing.

Additional requirements for authorized acts

5.—(1) A member shall not perform a procedure under the authority of section 4 unless the procedure is ordered by a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario.

Grounds for misconduct

(2) In addition to the grounds set out in subsection 51 (1) of the Health Professions Procedural Code, a panel of the Discipline Committee shall find that a member has committed an act of professional misconduct if the member contravenes subsection (1).

Board continued as College

6. The Board of Radiological Technicians is continued under the name College of Medical Radiation Technologists of Ontario in English and *Ordre des technologues en radiation médicale de l'Ontario* in French.

Council

- 7.—(1)** The Council shall be composed of,
- (a) at least six and no more than nine persons who are members elected in the prescribed number and manner;
 - (b) at least five and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
 - (c) one or two persons selected in the prescribed manner from among members who are faculty members of an educational institution in Ontario that is authorized to grant a diploma in radiation technology.

prescrites en vertu du paragraphe 12 (2) en vue de réaliser des images et épreuves diagnostiques, dans l'évaluation de la validité technique de celles-ci, et dans l'application thérapeutique des rayonnements ionisants.

Actes autorisés

4 Dans l'exercice de la technologie de radiation médicale, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Effectuer des prélèvements de sang par voie veineuse.
2. Administrer des substances par voie d'injection ou d'inhalation.
3. Administrer des substances de contraste à travers ou dans le rectum ou une ouverture artificielle dans le corps.
4. Pratiquer le tatouage.

5 (1) Le membre ne doit pas accomplir d'actes autorisés en vertu de l'article 4 à moins qu'un membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario ne l'ordonne.

Exigences supplémentaires relatives aux actes autorisés

(2) Un sous-comité du comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle non seulement d'après les motifs énoncés au paragraphe 51 (1) du Code des professions de la santé, mais également si le membre contrevient au paragraphe (1).

Motifs permettant de conclure à une faute professionnelle

6 Le Bureau des techniciens en radiologie est maintenu sous le nom d'Ordre des technologues en radiation médicale de l'Ontario en français et sous le nom de College of Medical Radiation Technologists of Ontario en anglais.

Maintien du Bureau en tant qu'Ordre

7 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins six et d'au plus neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) d'une ou deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral d'un établissement d'enseignement ontarien habilité à décerner des

		diplômes en technologie de radiation médicale.	
Who can vote in elections	(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.	(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.	Qui peut voter aux élections
President and Vice-President	8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.	8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.	Président et vice-président
Restricted titles	9. —(1) No person other than a member shall use the title "medical radiation technologist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «technologue en radiation médicale», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titre réservé
Idem	(2) No person shall use the title "radiological technician" or "technicien en radiologie" or a variation or abbreviation of them.	(2) Nul ne doit employer le titre de «technicien en radiologie» ou de «radiological technician», ou une variante ou une abréviation.	Idem
Representations of qualification, etc.	(3) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a medical radiation technologist or in a specialty of medical radiation technology.	(3) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de technologue en radiation médicale, ou une spécialité de la technologie de radiation médicale.	Déclaration de compétence
Exception	(4) Despite subsection (2), a member may use the titles "radiological technician" or "technicien en radiologie" or a variation or abbreviation of them for three years after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (2), un membre peut employer le titre de «technicien en radiologie» ou de «radiological technician», une variante ou une abréviation pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Exception
Definition	(5) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(5) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	10. —(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested,	10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas :	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
	(a) amendment to this Act;	a) de modification de la présente loi;	
	(b) amendment to a regulation made by the Council; or	b) de modification d'un règlement pris par le conseil;	
	(c) regulation to be made by the Council.	c) de règlement qui soit pris par le conseil.	
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	11. Every person who contravenes subsection 9 (1), (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction

Regulations	12. —(1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations respecting the qualifications, number, selection and terms of office of Council members who are selected.	12 (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement, traiter des compétences, du nombre, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.	Règlements
Idem	(2) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations prescribing forms of energy, other than ionizing radiation, for the purposes of section 3.	(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement, prescrire des formes d'énergie autres que les rayonnements ionisants pour l'application de l'article 3.	Idem
Transition	13. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered under the <i>Radiological Technicians Act</i> , being chapter 430 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.	13 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit aux termes de la loi intitulée <i>Radiological Technicians Act</i> (« <i>Loi sur les techniciens en radiologie</i> »), qui constitue le chapitre 430 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.	Disposition transitoire
Transition before Act in force	14. —(1) The transitional Council is the Board of Radiological Technicians as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.	14 (1) Le conseil transitoire est le Bureau des techniciens en radiologie, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.	Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi
Powers of transitional Council	(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.	(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.	Pouvoirs du conseil transitoire
Idem	(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.	(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.	Idem
Powers of Minister	(4) The Minister may, (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information; (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act; (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> .	(4) Le ministre peut : a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements; b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi; c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> .	Pouvoirs du ministre
Transitional Council to comply with Minister's request	(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time	(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transi-	Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre

and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition after Act in force

15.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commencement

16.—(1) This Act, except section 14, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 14 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

17. The short title of this Act is the *Medical Radiation Technology Act, 1991*.

toire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Reglements

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Idem

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Frais

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

15 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Mandat des membres du conseil transitoire

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Vacances

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Entrée en vigueur

16 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 14, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 14 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Titre abrégé

17 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les technologues en radiation médicale*.

CHAPTER 30

An Act respecting the regulation of the Profession of Medicine

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Physicians and Surgeons of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of medicine; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Physicians and Surgeons of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of medicine; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of medicine is the assessment of the physical or mental condition of an individual and the diagnosis, treatment and prevention of any disease, disorder or dysfunction.

CHAPITRE 30

Loi concernant la réglementation de la profession de médecin

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de médecin. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de médecin. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L'exercice de la médecine consiste dans l'évaluation de l'état physique ou mental de particuliers et dans le diagnostic, le traitement et la prévention des maladies, troubles ou dysfonctions.

Champ d'ap-
plication

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of medicine, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Communicating a diagnosis identifying a disease or disorder as the cause of a person's symptoms.
2. Performing a procedure on tissue below the dermis, below the surface of a mucous membrane, in or below the surface of the cornea or in or below the surfaces of the teeth.
3. Setting or casting a fracture of a bone or a dislocation of a joint.
4. Moving the joints of the spine beyond a person's usual physiological range of motion using a fast, low amplitude thrust.
5. Administering a substance by injection or inhalation.
6. Putting an instrument, hand or finger,
 - i. beyond the external ear canal,
 - ii. beyond the point in the nasal passages where they normally narrow,
 - iii. beyond the larynx,
 - iv. beyond the opening of the urethra,
 - v. beyond the labia majora,
 - vi. beyond the anal verge, or
 - vii. into an artificial opening into the body.
7. Applying or ordering the application of a prescribed form of energy.
8. Prescribing, dispensing, selling or compounding a drug.
9. Prescribing or dispensing, for vision or eye problems, subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses.
10. Prescribing a hearing aid for a hearing impaired person.
11. Managing labour or conducting the delivery of a baby.

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de la médecine, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Communiquer les diagnostics attribuant les symptômes que présentent des personnes à des maladies ou à des troubles.
2. Pratiquer des interventions sur le tissu situé sous le derme, sous la surface des muqueuses, à la surface de la cornée ou des dents, ou au-dessous.
3. Immobiliser des fractures ou des luxations articulaires dans des plâtres, ou les consolider ou les réduire.
4. Mouvoir les articulations de la colonne vertébrale au-delà de l'arc de mouvement physiologique habituel de personnes au moyen d'impulsions rapides de faible amplitude.
5. Administrer des substances par voie d'injection ou d'inhalation.
6. Introduire un instrument, une main ou un doigt :
 - i. au-delà du conduit auditif externe,
 - ii. au-delà du point de rétrécissement normal des fosses nasales,
 - iii. au-delà du larynx,
 - iv. au-delà du méat urinaire,
 - v. au-delà des grandes lèvres,
 - vi. au-delà de la marge de l'anus,
 - vii. dans une ouverture artificielle dans le corps.
7. Appliquer une forme d'énergie prescrite ou en ordonner l'application.
8. Prescrire, préparer, vendre ou composer des médicaments.
9. Prescrire ou préparer, dans le cas de troubles visuels ou oculaires, des appareils de correction visuelle pour les malvoyants, des verres de contact ou des lunettes.
10. Prescrire des appareils de correction auditive aux personnes malentendantes.
11. Diriger le travail des parturientes ou pratiquer des accouchements.

12. Allergy challenge testing of a kind in which a positive result is a significant allergic response.

12. Pratiquer des tests de provocation d'allergie d'un type particulier dans lequel un résultat positif est une réaction allergique significative.

College continued

5. The College is continued under the name College of Physicians and Surgeons of Ontario in English and Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario in French.

5 L'Ordre est maintenu sous le nom d'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario en français et sous le nom de College of Physicians and Surgeons of Ontario en anglais.

Maintien de l'Ordre

Council

6.—(1) The Council shall be composed of,

6 (1) Le conseil se compose :

Conseil

(a) at least fifteen and no more than sixteen persons who are members elected in the prescribed number and manner;

a) d'au moins quinze et d'au plus seize personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière et selon le nombre prescrits;

(b) at least thirteen and no more than fifteen persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,

b) d'au moins treize et d'au plus quinze personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :

(i) members,

(i) membres,

(ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or

(ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,

(iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and

(iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;

(c) three persons selected in the prescribed manner from among members who are members of a faculty of medicine of a university in Ontario.

c) de trois personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral de la faculté de médecine d'une université ontarienne.

Who can vote in elections

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut voter aux élections

President and Vice-President

7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et vice-président

Imposition of duties on the Medical Review Committee

8. The Council may give the Medical Review Committee continued under the *Health Insurance Act* duties that are not inconsistent with the Committee's duties under that Act.

8 Le conseil peut imposer au comité d'étude de la médecine, maintenu en vertu de la loi intitulée *Health Insurance Act* («*Loi sur l'assurance-santé*»), des obligations qui ne sont pas incompatibles avec les obligations du comité prévues par cette loi.

Imposition d'obligations au comité d'étude de la médecine

Restricted titles

9.—(1) No person other than a member shall use the titles "osteopath", "physician" or "surgeon", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«ostéopraticien», de «médecin» ou de «chirurgien», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titres réservés

Dentists excepted

(2) Subsection (1) does not apply to the use of the title "surgeon", a variation or abbreviation or an equivalent in another language by a member of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.

(2) Le paragraphe (1) ne vise pas l'emploi du titre de «chirurgien», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue, par un membre de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.

Exception : les dentistes

Representations of qualification, etc

(3) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as an osteo-

(3) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'os-

Déclaration de compétence

path, physician or surgeon or in a specialty of medicine.

Definition

(4) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

10.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers, to the Advisory Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements re notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

12. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

- (a) respecting the qualifications, selection and terms of office of Council members who are selected;
- (b) regulating the compounding, dispensing and sale of drugs by members, requiring members to keep prescribed records and to provide to the Minister reports containing prescribed information respecting the compounding, dispensing and sale of drugs.

Transitional

13. A person who, on the day before this Act comes into force, holds a licence issued under Part III of the *Health Disciplines Act*, being chapter 196 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the licence was subject.

Transition before Act in force

14.—(1) The transitional Council is the Council of the College of Physicians and Surgeons of Ontario as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

téopraticien, de médecin ou de chirurgien, ou une spécialité de la médecine.

Définition

(4) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Avis en cas de présentation de proposition au Conseil consultatif

10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

Exigences relatives à l'avis

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Infraction

11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Règlements

12 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement :

- a) traiter des compétences, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis;
- b) réglementer la composition, la préparation et la vente de médicaments par les membres et exiger d'eux qu'ils tiennent les registres prescrits et qu'ils fournissent au ministre des rapports renfermant les renseignements prescrits concernant la composition, la préparation et la vente de médicaments.

Disposition transitoire

13 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie III de la loi intitulée *Health Disciplines Act* («*Loi sur les sciences de la santé*»), qui constitue le chapitre 196 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assorti son permis.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

14 (1) Le conseil transitoire est le conseil de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;

(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;

(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition
after Act in
force

15.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registraire, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Pouvoirs du
ministre

(4) Le ministre peut :

a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;

b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;

c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

15 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

Commence-
ment

16.—(1) This Act, except section 14, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

16 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 14, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Idem

(2) Section 14 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

(2) L'article 14 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

Short title

17. The short title of this Act is the *Medicine Act, 1991*.

17 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les médecins*.

Titre abrégé

CHAPTER 31

An Act respecting the regulation of the Profession of Midwifery

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Midwives of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of midwifery; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Midwives of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of midwifery; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of midwifery is the assessment and monitoring of women during pregnancy, labour and the post-partum period and of their newborn babies, the provision of care during normal pregnancy, labour and

CHAPITRE 31

Loi concernant la réglementation de la profession de sage-femme

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des sages-femmes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de sage-femme. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi. Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit : Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des sages-femmes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de sage-femme. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi. Définitions du Code

3 L'exercice de la profession de sage-femme consiste à évaluer et à surveiller les femmes pendant la grossesse, l'accouchement et la suite de couches, ainsi qu'à évaluer et à surveiller leur nouveau-né, à dispenser des soins pendant une grossesse normale, un Champ d'application

post-partum period and the conducting of spontaneous normal vaginal deliveries.

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of midwifery, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Managing labour and conducting spontaneous normal vaginal deliveries.
2. Performing episiotomies and amniotomies and repairing episiotomies and lacerations, not involving the anus, anal sphincter, rectum, urethra and periurethral area.
3. Administering, by injection or inhalation, a substance designated in the regulations.
4. Putting an instrument, hand or finger beyond the labia majora during pregnancy, labour and the post-partum period.
5. Taking blood samples from newborns by skin pricking or from women from veins or by skin pricking.
6. Inserting urinary catheters into women.
7. Prescribing drugs designated in the regulations.

College
established

5. The College is established under the name College of Midwives of Ontario in English and Ordre des sages-femmes de l'Ontario in French.

Council

6.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least seven and no more than eight persons who are members elected in the prescribed number and manner; and
- (b) at least five and no more than seven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

accouchement normal et la suite de couches normale, et à pratiquer des accouchements normaux et spontanés par voie vaginale.

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de la profession de sage-femme, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Diriger le travail des parturientes et pratiquer des accouchements normaux et spontanés par voie vaginale.
2. Pratiquer des épisiotomies et des amniotomies, et procéder à la réfection chirurgicale d'épisiotomies et de lacerations qui ne touchent pas l'anus, le sphincter anal, le rectum, l'urètre et la région de l'urètre.
3. Administrer, par voie d'injection ou d'inhalation, les substances désignées dans les règlements.
4. Introduire un instrument, une main ou un doigt au-delà des grandes lèvres pendant la grossesse, l'accouchement et la suite de couches.
5. Effectuer des prélèvements de sang chez les nouveaux-nés en piquant la peau ou, chez les femmes par voie veineuse ou en piquant la peau.
6. Introduire des sondes urinaires dans le corps des femmes.
7. Prescrire les médicaments désignés dans les règlements.

5 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des sages-femmes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Midwives of Ontario en anglais.

Création de
l'Ordre

6 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins sept et d'au plus huit personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
élections

President
and Vice-
President

7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Restricted
titles

8.—(1) No person other than a member shall use the title "midwife", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representa-
tions of
qualification,
etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a midwife or in a specialty of midwifery.

Exception
for aborig-
inal
midwives

(3) An aboriginal person who provides traditional midwifery services may,

(a) use the title "aboriginal midwife", a variation or abbreviation or an equivalent in another language; and

(b) hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as an aboriginal midwife.

Definition

(4) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if
suggestions
referred to
Advisory
Council

9.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

(a) amendment to this Act;

(b) amendment to a regulation made by the Council; or

(c) regulation to be made by the Council.

Require-
ments re
notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

10. Every person who contravenes subsection 8 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

11. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

(a) designating the substances that may be administered by injection or inhalation and the drugs that may be prescribed by members in the course of engaging in the practice of midwifery;

7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

President et
vice-président

8 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «sage-femme», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre reserve

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de sage-femme, ou une spécialité de la profession de sage-femme.

Déclaration
de compé-
tence

(3) Tout autochtone qui offre des services traditionnels de sage-femme peut :

Exception
dans le cas
des sages-
femmes
autochtones

a) employer le titre de «sage-femme autochtone», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue;

b) se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario à titre de sage-femme autochtone.

(4) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

9 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas
de présenta-
tion d'une
proposition
au Conseil
consultatif

a) de modification de la présente loi;

b) de modification d'un règlement pris par le conseil;

c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences
relatives à
l'avis

10 Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

11 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement :

Règlements

a) désigner les substances pouvant être administrées par voie d'injection ou d'inhalation et les médicaments que peuvent prescrire les membres dans l'exercice de la profession de sage-femme;

- (b) restricting the drugs that a member may use in the course of engaging in the practice of midwifery.

- b) limiter les médicaments auxquels les membres peuvent avoir recours dans l'exercice de la profession de sage-femme.

Transition
before Act
in force

12.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.

12 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil transitoire.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

Powers of
Minister

- (4) The Minister may,
- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
 - (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
 - (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

- (4) Le ministre peut :
- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
 - b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
 - c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Pouvoirs du
ministre

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

Transition after Act in force	13. After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1).	13 Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1).	Transition après l'entrée en vigueur de la Loi
Commence- ment	14.—(1) This Act, except section 12, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	14 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 12, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Idem	(2) Section 12 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.	(2) L'article 12 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Idem	(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.	(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Idem	(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Short title	15. The short title of this Act is the <i>Midwifery Act, 1991</i> .	15 Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1991 sur les sages-femmes</i> .	Titre abrégé

CHAPTER 32

An Act respecting the regulation of the Profession of Nursing

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Nurses of Ontario; (“Ordre”)

“Executive Director” means the Registrar; (“directeur général”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of nursing; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Nurses of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of nursing; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of nursing is the promotion of health and the assessment of, the provision of care for and the treatment of health

CHAPITRE 32

Loi concernant la réglementation de la profession d’infirmière ou d’infirmier

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l’annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«directeur général» S’entend du registrateur. («Executive Director»)

«la présente loi» S’entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l’Ordre. («member»)

«Ordre» L’Ordre des infirmières et infirmiers de l’Ontario. («College»)

«profession» La profession d’infirmière ou d’infirmier. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s’applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s’interprètent comme suit :

Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L’Ordre des infirmières et infirmiers de l’Ontario. («College»)

«profession» La profession d’infirmière ou d’infirmier. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L’exercice de la profession d’infirmière ou d’infirmier consiste à promouvoir la santé ainsi qu’à évaluer, à soigner et à traiter les

Champ d’ap-
plication

conditions by supportive, preventive, therapeutic, palliative and rehabilitative means in order to attain or maintain optimal function.

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of nursing, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Performing a prescribed procedure below the dermis or a mucous membrane.
2. Administering a substance by injection or inhalation.
3. Putting an instrument, hand or finger,
 - i. beyond the external ear canal,
 - ii. beyond the point in the nasal passages where they normally narrow,
 - iii. beyond the larynx,
 - iv. beyond the opening of the urethra,
 - v. beyond the labia majora,
 - vi. beyond the anal verge, or
 - vii. into an artificial opening into the body.

Additional
requirements
for autho-
rized acts

5.—(1) A member shall not perform a procedure under the authority of section 4 unless,

- (a) the performance of the procedure by the member is permitted by the regulations and the member performs the procedure in accordance with the regulations; or
- (b) the procedure is ordered by a person who is authorized by the *Chiropody Act, 1991*, *Dentistry Act, 1991*, *Medicine Act, 1991* or *Midwifery Act, 1991* to do the procedure.

Grounds for
misconduct

(2) In addition to the grounds set out in subsection 51 (1) of the Health Professions Procedural Code, a panel of the Discipline Committee shall find that a member has committed an act of professional misconduct if the member contravenes subsection (1).

College
continued

6. The College is continued under the name College of Nurses of Ontario in English and *Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario* in French.

Executive
Director

7. The Registrar shall be known as the Executive Director.

affections par des moyens préventifs, thérapeutiques, palliatifs, rééducatifs et de soutien en vue de permettre le rétablissement ou le maintien du fonctionnement optimal de l'organisme.

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de la profession d'infirmière ou d'infirmier, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Pratiquer les interventions prescrites sous le derme ou sous les muqueuses.
2. Administrer des substances par voie d'injection ou d'inhalation.
3. Introduire un instrument, une main ou un doigt :
 - i. au-delà du conduit auditif externe,
 - ii. au-delà du point de rétrécissement normal des fosses nasales,
 - iii. au-delà du larynx,
 - iv. au-delà du méat urinaire,
 - v. au-delà des grandes lèvres,
 - vi. au-delà de la marge de l'anus,
 - vii. dans une ouverture artificielle dans le corps.

Exigences
supplémentaires
relatives
aux actes
autorisés

5 (1) Le membre ne doit pas pratiquer d'intervention en vertu de l'article 4 à moins, selon le cas :

- a) que la pratique de l'intervention par le membre ne soit permise par les règlements et que le membre ne la pratique conformément aux règlements;
- b) que l'intervention ne soit ordonnée par une personne autorisée à la pratiquer par la *Loi de 1991 sur les podologues*, la *Loi de 1991 sur les dentistes*, la *Loi de 1991 sur les médecins* ou la *Loi de 1991 sur les sages-femmes*.

(2) Un sous-comité du comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle non seulement d'après les motifs énoncés au paragraphe 51 (1) du Code des professions de la santé, mais également si le membre contrevient au paragraphe (1).

Motifs per-
mettant de
conclure à
une faute
profession-
nelle

6 L'Ordre est maintenu sous le nom d'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario en français et sous le nom de College of Nurses of Ontario en anglais.

Maintien de
l'Ordre

7 Le registrateur est connu sous le titre de directeur général.

Directeur
général

Classes of nurses	8. The members shall be divided into two classes, registered nurses and practical nurses.	8 Les membres se répartissent en deux catégories, soit les infirmières autorisées ou infirmiers autorisés et les infirmières auxiliaires ou infirmiers auxiliaires.	Catégories d'infirmières ou d'infirmiers
Council	9. —(1) The Council shall be composed of, (a) twenty-one persons who are members elected in the prescribed manner, fourteen from among members who are registered nurses and seven from among members who are practical nurses; and (b) eighteen persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not, (i) members, (ii) members of a College as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , or (iii) members of a Council as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> .	9 (1) Le conseil se compose : a) de vingt et une personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite, dont quatorze sont choisies parmi les infirmières autorisées ou infirmiers autorisés membres et les sept autres, parmi les infirmières auxiliaires ou infirmiers auxiliaires membres; b) de dix-huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas : (i) membres, (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> .	Conseil
Who can vote in elections	(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.	(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.	Qui peut voter aux élections
President and Vice-President	10. —(1) The Council shall have a President and two Vice-Presidents who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.	10 (1) Le conseil comprend un président et deux vice-présidents qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.	Président et vice-présidents
Vice-Presidents	(2) One Vice-President shall be a registered nurse and one shall be a practical nurse.	(2) L'un des vice-présidents est une infirmière autorisée ou un infirmier autorisé et l'autre, une infirmière auxiliaire ou un infirmier auxiliaire.	Vice-présidents
Restricted titles	11. —(1) No person other than a member shall use the title "nurse", "registered nurse" or "registered practical nurse", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	11 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«infirmière» ou d'«infirmier», d'«infirmière autorisée» ou d'«infirmier autorisé», d'«infirmière auxiliaire» ou d'«infirmier auxiliaire», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titres réservés
Exception	(2) Despite subsection (1), a person may use the title "Christian Science nurse" or "graduate nurse", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	(2) Malgré le paragraphe (1), quiconque peut employer le titre d'«infirmière de la Science chrétienne» ou d'«infirmier de la Science chrétienne», d'«infirmière diplômée» ou d'«infirmier diplômé», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Exception
Restricted title	(3) No person shall use the title "nursing assistant" or a variation or abbreviation of it.	(3) Nul ne doit employer le titre de «nursing assistant» ou une variante ou une abréviation de celui-ci.	Titre réservé
Exception	(4) Despite subsection (3), a member who is a practical nurse may use the title "nursing assistant" or a variation or abbreviation of it for three years after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (3), les membres qui sont infirmières auxiliaires ou infirmiers auxiliaires peuvent employer le titre de «nursing assistant», ou une variante ou une	Exception

Representations of qualification, etc.

(5) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a nurse, registered nurse or practical nurse or in a specialty of nursing.

Exception

(6) Despite subsection (5), a person may hold himself or herself out as a Christian Science nurse or graduate nurse.

Definition

(7) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

12.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements re notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

13. Every person who contravenes subsection 11 (1), (3) or (5) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

14. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

- (a) prescribing procedures for the purpose of paragraph 1 of section 4;
- (b) permitting a member to perform a procedure under clause 5 (1) (a) and governing the performance of the procedure including, without limiting the foregoing, prescribing the class of members that can perform the procedure and providing that the procedure may only be performed under the authority of a prescribed member or a member of a prescribed class.

Transitional

15. A person who, on the day before this Act comes into force, holds a certificate

abréviation de celui-ci, pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

(5) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne qui a qualité pour exercer, en Ontario, la profession d'infirmière ou d'infirmier, d'infirmière autorisée ou d'infirmier autorisé, d'infirmière auxiliaire ou d'infirmier auxiliaire, ou une spécialité des soins infirmiers.

Déclaration de compétence

Exception

(6) Malgré le paragraphe (5), quiconque peut se présenter comme une infirmière ou un infirmier de la Science chrétienne, ou une infirmière diplômée ou un infirmier diplômé.

Définition

(7) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

12 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

13 Quiconque contrevient au paragraphe 11 (1), (3) ou (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

14 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire des interventions pour les besoins de la disposition 1 de l'article 4;
- b) permettre à des membres de pratiquer une intervention en vertu de l'alinéa 5 (1) a) et régir la pratique de cette intervention, notamment en prescrivant la catégorie de membres qui peuvent la pratiquer et en prévoyant que cette intervention ne puisse être pratiquée qu'avec l'autorisation d'un membre désigné ou d'un membre appartenant à une catégorie prescrite.

15 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est titulaire

Disposition transitoire

issued under Part IV of the *Health Disciplines Act*, being chapter 196 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act, subject to any term, condition or limitation to which the certificate was subject.

Transition
before Act
in force

16.—(1) The transitional Council is the Council of the College of Nurses of Ontario as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
- (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
- (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do

d'un certificat délivré en vertu de la partie IV de la loi intitulée *Health Disciplines Act* («*Loi sur les sciences de la santé*»), qui constitue le chapitre 196 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assorti son certificat.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

16 (1) Le conseil transitoire est le conseil de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Pouvoirs du
ministre

(4) Le ministre peut :

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Règlements

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Idem

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en con-

anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition
after Act in
force

17.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 9 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 9 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

18.—(1) This Act, except section 16, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 16 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

19. The short title of this Act is the *Nursing Act, 1991*.

seil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

17 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 9 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 9 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

18 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 16, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 16 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

19 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les infirmières et infirmiers*.

Titre abrégé

CHAPTER 33

An Act respecting the regulation of the Profession of Occupational Therapy

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Occupational Therapists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of occupational therapy; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Occupational Therapists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of occupational therapy; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of occupational therapy is the assessment of function and adaptive behaviour and the treatment and prevention of disorders which affect function or adaptive behaviour to develop, maintain, rehabilitate

CHAPITRE 33

Loi concernant la réglementation de la profession d'ergothérapeute

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'ergothérapeute. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'ergothérapeute. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions du Code

3 L'exercice de l'ergothérapie consiste dans l'évaluation des comportements fonctionnel et adaptatif, et dans le traitement et la prévention des troubles qui perturbent ces comportements, en vue de les développer.

Champ d'application

or augment function or adaptive behaviour in the areas of self-care, productivity and leisure.

College established

4. The College is established under the name College of Occupational Therapists of Ontario in English and Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario in French.

Council

5.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least six and no more than nine persons who are members elected in the prescribed number and manner;
- (b) at least five and no more than seven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
- (c) one or two persons selected in the prescribed manner from among members who are members of a faculty of occupational therapy of a university in Ontario.

Who can vote in elections

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President and Vice-President

6. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Restricted titles

7.—(1) No person other than a member shall use the title "occupational therapist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representations of qualification, etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as an occupational therapist or in a specialty of occupational therapy.

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

8.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or

maintenir, rééduquer ou améliorer sur les plans des soins personnels, du rendement et des loisirs.

4 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Occupational Therapists of Ontario en anglais.

Création de l'Ordre

5 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins six et d'au plus neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) d'une ou deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral de la faculté d'ergothérapie d'une université ontarienne.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut voter aux élections

6 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et vice-président

7 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«ergothérapeute», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre réservé

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'ergothérapeute, ou une spécialité de l'ergothérapie.

Déclaration de compétence

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

8 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;

(c) regulation to be made by the Council.

c) de règlement qui soit pris par le conseil.

Requirements re notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

Offence

9. Every person who contravenes subsection 7 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

9 Quiconque contrevient au paragraphe 7 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

Regulations

10. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations respecting the qualifications, number, selection and terms of office of Council members who are selected.

10 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement traiter des compétences, du nombre, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.

Règlements

Transition before Act in force

11.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.

11 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un conseil transitoire.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registraire, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

Powers of Minister

(4) The Minister may,

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du ministre

(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;

a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;

(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;

b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;

(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Transitional Council to comply with Minister's request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister,

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière

Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre

comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition after Act in force

12.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 5 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 5 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Commencement

13.—(1) This Act, except section 11, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 11 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

14. The short title of this Act is the *Occupational Therapy Act, 1991*.

précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Règlements

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Idem

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Frais

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

12 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 5 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 5 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Mandat des membres du conseil transitoire

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Entrée en vigueur

13 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 11, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 11 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Titre abrégé

14 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les ergothérapeutes*.

CHAPTER 34

An Act respecting the regulation of the Profession of Opticianry

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Opticians of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“optometrist or physician” means a member of the College of Optometrists of Ontario or the College of Physicians and Surgeons of Ontario or a legally qualified optometrist or physician from outside of Ontario; (“optométriste ou médecin”)

“profession” means the profession of opticianry; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Opticians of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of opticianry; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

CHAPITRE 34

Loi concernant la réglementation de la profession d'opticien

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«optométriste ou médecin» Membre de l'Ordre des optométristes de l'Ontario ou de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, ou optométriste ou médecin dûment qualifié ailleurs qu'en Ontario. («optometrist or physician»)

«Ordre» L'Ordre des opticiens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'opticien. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi. Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit : Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des opticiens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'opticien. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi. Définitions du Code

Scope of practice

3. The practice of opticianry is the provision, fitting and adjustment of subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses.

Authorized acts

4. In the course of engaging in the practice of opticianry, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to dispense subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses.

Additional requirements for authorized acts

5.—(1) A member shall not dispense subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses under the authority of section 4 except upon the prescription of an optometrist or physician.

Grounds for misconduct

(2) In addition to the grounds set out in subsection 51 (1) of the Health Professions Procedural Code, a panel of the Discipline Committee shall find that a member has committed an act of professional misconduct if the member contravenes subsection (1).

Board continued as College

6. The Board of Ophthalmic Dispensers is continued under the name College of Opticians of Ontario in English and Ordre des opticiens de l'Ontario in French.

Council

7.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least seven and no more than ten persons who are members elected in the prescribed number and manner; and
- (b) at least five and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Who can vote in elections

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President and Vice-President

8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Restricted titles

9.—(1) No person other than a member shall use the title "optician", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

3 L'exercice de la profession d'opticien consiste dans la fourniture, l'adaptation et l'ajustement d'appareils de correction visuelle pour les malvoyants, de verres de contact ou de lunettes.

Champ d'application

4 Dans l'exercice de la profession d'opticien, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à préparer des appareils de correction visuelle pour les malvoyants, des verres de contact ou des lunettes.

Actes autorisés

5 (1) Le membre ne doit pas préparer d'appareils de correction visuelle pour les malvoyants, de verres de contact ou de lunettes en vertu de l'article 4, à moins que ce ne soit sur la prescription d'un optométriste ou d'un médecin.

Exigences supplémentaires relatives aux actes autorisés

(2) Un sous-comité du comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle non seulement d'après les motifs énoncés au paragraphe 51 (1) du Code des professions de la santé, mais également si le membre contrevient au paragraphe (1).

Motifs permettant de conclure à une faute professionnelle

6 Le Bureau des opticiens d'ordonnances est maintenu sous le nom d'Ordre des opticiens de l'Ontario en français et sous le nom de College of Opticians of Ontario en anglais.

Maintien du Bureau en tant qu'Ordre

7 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins sept et d'au plus dix personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut voter aux élections

8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et vice-président

9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«opticien», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre réservé

Idem	(2) No person shall use the title "ophthalmic dispenser" or "opticien d'ordonnance" or a variation or abbreviation of them.	(2) Nul ne doit employer le titre d'«opticien d'ordonnances» ou d'«ophthalmic dispenser», ou une variante ou une abréviation de ceux-ci.	Titre réservé
Representations of qualification, etc	(3) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as an optician or in a specialty of opticianry.	(3) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'opticien, ou une spécialité de cette profession.	Déclaration de compétence
Exception	(4) Despite subsection (2), a member may use the title "ophthalmic dispenser" or "opticien d'ordonnances" or a variation or an abbreviation of them for three years after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (2), un membre peut employer le titre d'«opticien d'ordonnances» ou d'«ophthalmic dispenser», une variante ou une abréviation de ceux-ci, pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Exception
Definition	(5) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(5) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	10. —(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested, (a) amendment to this Act; (b) amendment to a regulation made by the Council; or (c) regulation to be made by the Council.	10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas : a) de modification de la présente loi; b) de modification d'un règlement pris par le conseil; c) de règlement qui soit pris par le conseil.	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	11. Every person who contravenes subsection 9 (1), (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction
Transition	12. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered under the <i>Ophthalmic Dispensers Act</i> , being chapter 364 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.	12 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit aux termes de la loi intitulée <i>Ophthalmic Dispensers Act</i> (« <i>Loi sur les opticiens d'ordonnances</i> »), qui constitue le chapitre 364 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assortie son inscription.	Disposition transitoire
Transition before Act in force	13. —(1) The transitional Council is the Board of Ophthalmic Dispensers as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.	13 (1) Le conseil transitoire est le Bureau des opticiens d'ordonnances, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.	Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi
Powers of transitional Council	(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or	(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est	Pouvoirs du conseil transitoire

advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of Minister

- (4) The Minister may,
- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
 - (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
 - (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional Council to comply with Minister's request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition after Act in force

14.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of members of transitional Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the tran-

nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Pouvoirs du ministre

- (4) Le ministre peut :
- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
 - b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
 - c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

14 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des membres du conseil transitoire

sitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

15.—(1) This Act, except section 13, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 13 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

16. The short title of this Act is the *Opticianry Act, 1991*.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

15 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 13, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 13 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

16 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les opticiens*.

Titre abrégé

CHAPTER 35

An Act respecting the regulation of the Profession of Optometry

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Optometrists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of optometry; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Optometrists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of optometry; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of optometry is the assessment of the eye and vision system and the diagnosis, treatment and prevention of,

(a) disorders of refraction;

CHAPITRE 35

Loi concernant la réglementation de la profession d'optométriste

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des optométristes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'optométriste. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figurant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des optométristes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'optométriste. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L'exercice de l'optométrie consiste dans l'évaluation de l'oeil et du système optique, ainsi que dans le diagnostic, le traitement et la prévention des maux suivants :

Champ d'ap-
plication

a) les troubles de réfraction;

- (b) sensory and oculomotor disorders and dysfunctions of the eye and vision system; and
- (c) prescribed diseases.

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of optometry, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Communicating a diagnosis identifying, as the cause of a person's symptoms, a disorder of refraction, a sensory or oculomotor disorder of the eye or vision system or a prescribed disease.
2. Applying a prescribed form of energy.
3. Prescribing or dispensing, for vision or eye problems, subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses.

College
continued

5. The College is continued under the name College of Optometrists of Ontario in English and Ordre des optométristes de l'Ontario in French.

Council

6.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least eight and no more than nine persons who are members elected in the prescribed number and manner;
- (b) at least seven and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
- (c) one person selected in the prescribed manner from among members who are members of a faculty of optometry of a university in Ontario.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President
and Vice-
President

7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Imposition
of duties on
the Optom-
etry Review
Committee

8. The Council may give the Optometry Review Committee appointed under the

- b) les troubles et dysfonctions oculomoteurs et sensoriels de l'oeil et du système optique;
- c) les maladies prescrites.

4 Dans l'exercice de l'optométrie, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Communiquer les diagnostics attribuant les symptômes que présentent des personnes à des troubles de réfraction, à des troubles oculomoteurs ou sensoriels de l'oeil ou du système optique, ou à des maladies prescrites.
2. Appliquer des formes d'énergie prescrites.
3. Prescrire ou préparer, dans le cas de troubles visuels ou oculaires, des appareils de correction visuelle pour les malvoyants, des verres de contact ou des lunettes.

Actes autori-
sés

5 L'Ordre est maintenu sous le nom d'Ordre des optométristes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Optometrists of Ontario en anglais.

Maintien de
l'Ordre

6 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins huit et d'au plus neuf personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins sept et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) d'une personne choisie de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral de la faculté d'optométrie d'une université ontarienne.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
élections

7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et
vice-président

8 Le conseil peut imposer au comité d'étude de l'optométrie, constitué en vertu

Imposition
d'obligations
au comité
d'étude de
l'optométrie

Health Insurance Act duties that are not inconsistent with the Committee's duties under that Act.

Restricted titles

9.—(1) No person other than a member shall use the title "optometrist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representations of qualification, etc

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as an optometrist or in a specialty of optometry.

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

10.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements re notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

12. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

- (a) restricting the drugs that a member may use in the course of engaging in the practice of optometry;
- (b) respecting the qualifications, selection and terms of office of Council members who are selected.

Transitional

13. A person who, on the day before this Act comes into force, holds a licence issued under Part V of the *Health Disciplines Act*, being chapter 196 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the licence was subject.

de la loi intitulée *Health Insurance Act* («*Loi sur l'assurance-santé*»), des obligations qui ne sont pas incompatibles avec les obligations du comité prévues par cette loi.

9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«optométriste», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre réservé

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'optométriste, ou une spécialité de l'optométrie.

Déclaration de compétence

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Définition

10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

12 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) limiter les médicaments auxquels un membre peut recourir dans l'exercice de l'optométrie;
- b) traiter des compétences, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.

13 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie V de la loi intitulée *Health Disciplines Act* («*Loi sur les sciences de la santé*»), qui constitue le chapitre 196 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assorti son permis.

Disposition transitoire

Transition
before Act
in force

14.—(1) The transitional Council is the Council of the College of Optometrists of Ontario as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
- (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
- (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

Transition
after Act in
force

15.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accord-

14 (1) Le conseil transitoire est le conseil de l'Ordre des optométristes de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Pouvoirs du
ministre

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

15 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué confor-

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

ance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

16.—(1) This Act, except section 14, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 14 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

17. The short title of this Act is the *Optometry Act, 1991*.

mément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

16 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 14, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 14 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

17 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les optométristes*.

Titre abrégé

CHAPTER 36

An Act respecting the regulation of the Profession of Pharmacy

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the Ontario College of Pharmacists; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of pharmacy; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions Procedural Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the Ontario College of Pharmacists; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of pharmacy; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of practice

3. The practice of pharmacy is the custody, compounding and dispensing of drugs, the provision of non-prescription drugs, health care aids and devices and the provision of information related to drug use.

CHAPITRE 36

Loi concernant la réglementation de la profession de pharmacien

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des pharmaciens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de pharmacien. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi. Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des pharmaciens de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de pharmacien. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

Termes figurant dans le Code

Définitions du Code

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

3 L'exercice de la profession de pharmacien consiste dans la garde, la composition ainsi que la préparation des médicaments, dans la fourniture de médicaments grand public et d'appareils et accessoires médicaux. Champ d'application

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of pharmacy, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to dispense, sell or compound a drug or supervise the part of a pharmacy where drugs are kept.

College
continued

5. The College is continued under the name Ontario College of Pharmacists in English and Ordre des pharmaciens de l'Ontario in French.

Additional
objects

6. In addition to the objects of the College set out in subsection 3 (1) of the Health Professions Procedural Code, the College has the following objects:

1. To regulate drugs and pharmacies under the *Drug and Pharmacies Regulation Act*.
2. To develop, establish and maintain standards of qualification for persons to be issued certificates of accreditation.

Council

- 7.—(1)** The Council shall be composed of,
- (a) at least nine and no more than seventeen persons who are members elected in the prescribed number and manner;
 - (b) at least nine and no more than sixteen persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
 - (c) the dean of each faculty of pharmacy of the universities in Ontario.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President
and Vice-
President

8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Accreditation
Committee

9.—(1) The College shall have an Accreditation Committee.

et dans la communication de renseignements touchant la consommation des médicaments.

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de la profession de pharmacien, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à préparer, à vendre ou à composer des médicaments, ou à exercer une surveillance sur la section d'une pharmacie où sont conservés les médicaments.

Maintien de
l'Ordre

5 L'Ordre est maintenu sous le nom d'Ordre des pharmaciens de l'Ontario en français et sous le nom de Ontario College of Pharmacists en anglais.

Autres objets

6 Outre les objets énoncés au paragraphe 3 (1) du Code des professions de la santé, l'Ordre a les objets suivants :

1. Réglementer les médicaments et les pharmacies aux termes de la loi intitulée *Drug and Pharmacies Regulation Act* («Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies»).
2. Élaborer, établir et maintenir des normes de compétence auxquelles les personnes doivent se conformer pour recevoir un certificat d'agrément.

Conseil

7 (1) Le conseil se compose :

- a) d'au moins neuf et d'au plus dix-sept personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins neuf et d'au plus seize personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) du doyen de la faculté de pharmacie de chacune des universités ontariennes.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
élections

8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et
vice-président

9 (1) L'Ordre comprend un comité d'agrément.

Comité
d'agrément

Appointment	(2) The Council shall appoint the members of the Accreditation Committee.	(2) Le conseil nomme les membres du comité d'agrément.	Nomination
Composition	(3) The composition of the Accreditation Committee shall be in accordance with the regulations.	(3) La composition du comité d'agrément doit être conforme aux règlements.	Composition
Accreditation Committee	(4) No member of the Discipline Committee shall be a member of the Accreditation Committee.	(4) Aucun membre du comité de discipline ne doit être membre du comité d'agrément.	Comité d'agrément
Quorum	(5) Three members of the Accreditation Committee constitute a quorum.	(5) Trois membres du comité d'agrément constitue le quorum.	Quorum
Restricted titles	10. —(1) No person other than a member shall use the title "apothecary", "druggist", "pharmacist" or "pharmaceutical chemist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	10 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer les titres d'«apothicaire», de «pharmacien droguiste», de «pharmacien» ou de «pharmacien chimiste», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titres réservés
Representations of qualification, etc.	(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a pharmacist or in a specialty of pharmacy.	(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de pharmacien, ou une spécialité de la pharmacie.	Déclaration de compétence
Definition	(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	11. —(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers, to the Advisory Council as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested, (a) amendment to this Act; (b) amendment to a regulation made by the Council under this Act; or (c) regulation to be made by the Council under this Act.	11 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas : a) de modification de la présente loi; b) de modification d'un règlement pris par le conseil; c) de règlement qui soit pris par le conseil.	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	12. Every person who contravenes subsection 10 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	12 Quiconque contrevient au paragraphe 10 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction
Regulations	13. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations providing for the composition of the Accreditation Committee.	13 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, prévoir la composition du comité d'agrément.	Règlements
Transitional	14. A person who, on the day before this Act comes into force, holds a licence issued under Part VI of the <i>Health Disciplines Act</i> , being chapter 196 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition	14 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie VI de la loi intitulée <i>Health Disciplines Act</i> (« <i>Loi sur les sciences de la santé</i> »), qui constitue le chapitre 196 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un	Disposition transitoire

or limitation to which the licence was subject.

Transition
before Act
in force

15.—(1) The transitional Council is the Council of the Ontario College of Pharmacists as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of
transitional
Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

Powers of
Minister

(4) The Minister may,

- (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;
- (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;
- (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Transitional
Council to
comply with
Minister's
request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction dont était assorti son permis.

15 (1) Le conseil transitoire est le conseil de l'Ordre des pharmaciens de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition
avant l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du
conseil transi-
toire

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

(4) Le ministre peut :

- a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;
- b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;
- c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Pouvoirs du
ministre

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du
conseil transi-
toire de satis-
faire à
l'exigence du
ministre

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

Transition
after Act in
force

16.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

17.—(1) This Act, except section 15, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 15 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

18. The short title of this Act is the *Pharmacy Act, 1991*.

16 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition
après l'entrée
en vigueur de
la Loi

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacances

17 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 15, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 15 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

18 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les pharmaciens*.

Titre abrégé

CHAPTER 37

An Act respecting the regulation of the Profession of Physiotherapy

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Physiotherapists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of physiotherapy; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Physiotherapists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of physiotherapy; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of physiotherapy is the assessment of physical function and the treatment, rehabilitation and prevention of physical dysfunction, injury or pain, to develop, maintain, rehabilitate or augment function or to relieve pain.

CHAPITRE 37

Loi concernant la réglementation de la profession de physiothérapeute

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de physiothérapeute. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi. Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit : Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de physiothérapeute. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi. Définitions du Code

3 L'exercice de la physiothérapie consiste dans l'évaluation de la fonction physique ainsi que dans le traitement et la prévention des dysfonctions physiques, blessures ou douleurs et dans la rééducation relative à ces dysfonctions, blessures ou douleurs, en vue Champ d'application

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of physiotherapy, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Moving the joints of the spine beyond a person's usual physiological range of motion using a fast, low amplitude thrust.

2. Tracheal suctioning.

Board
continued as
College

5. The Board of Directors of Physiotherapy is continued under the name College of Physiotherapists of Ontario in English and Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario in French.

Council

6.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least seven and no more than eight persons who are members elected in the prescribed number and manner;
- (b) at least five and no more than seven persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and
- (c) one or two persons selected in the prescribed manner from among members who are members of a faculty of physiotherapy or physical therapy of a university in Ontario.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President
and Vice-
President

7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

Restricted
titles

8.—(1) No person other than a member shall use the title "physiotherapist" or "physical therapist", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

Representa-
tions of
qualification,
etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a physiotherapist or in a specialty of physiotherapy.

de développer, de maintenir, de restaurer ou d'accroître la fonction physique ou de soulager la douleur.

Actes autori-
sés

4 Dans l'exercice de la physiothérapie, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Mouvoir les articulations de la colonne vertébrale au-delà de l'arc de mouvement physiologique habituel au moyen d'impulsions rapides de faible amplitude.

2. Pratiquer des aspirations trachéales.

5 Le Conseil d'administration des physiothérapeutes est maintenu sous le nom d'Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Physiotherapists of Ontario en anglais.

Maintien du
Conseil en
tant qu'Ordre

6 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins sept et d'au plus huit personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) d'une ou deux personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral des facultés de physiothérapie ou de thérapie physique des universités ontariennes.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
élections

7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et
vice-président

8 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre de «physiothérapeute», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titre réservé

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de

Déclaration
de compé-
tence

Definition

(3) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.

Notice if suggestions referred to Advisory Council

9.—(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a suggested,

- (a) amendment to this Act;
- (b) amendment to a regulation made by the Council; or
- (c) regulation to be made by the Council.

Requirements notice

(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.

Offence

10. Every person who contravenes subsection 8 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Regulations

11. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations respecting the qualifications, number, selection and terms of office of Council members who are selected.

Transitional

12. A person who, on the day this Act comes into force, is registered as a physiotherapist under the *Drugless Practitioners Act*, being chapter 127 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.

Transition before Act in force

13.—(1) The transitional Council is the Board of Directors of physiotherapy as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.

Powers of transitional Council

(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

physiothérapeute, ou une spécialité de la physiothérapie.

(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.

Definition

9 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, une proposition, selon le cas :

Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif

- a) de modification de la présente loi;
- b) de modification d'un règlement pris par le conseil;
- c) de règlement qui soit pris par le conseil.

(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.

Exigences relatives à l'avis

10 Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Infraction

11 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement, traiter des compétences, du nombre, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.

Règlements

12 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit à titre de physiothérapeute aux termes de la loi intitulée *Drugless Practitioners Act* («*Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*»), qui constitue le chapitre 127 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.

Disposition transitoire

13 (1) Le conseil transitoire est le Conseil d'administration des physiothérapeutes, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.

Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi

(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Pouvoirs du conseil transitoire

Idem	(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.	(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.	Idem
Powers of Minister	(4) The Minister may, (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information; (b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act; (c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> .	(4) Le ministre peut : a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements; b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi; c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> .	Pouvoirs du ministre
Transitional Council to comply with Minister's request	(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.	(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.	Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre
Regulations	(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.	(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Idem	(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.	(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.	Idem
Expenses	(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).	(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).	Frais
Transition after Act in force	14. —(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.	14 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.	Transition après l'entrée en vigueur de la Loi
Terms of members of transitional Council	(2) The term of a member of the transitional Council shall continue for as long as the transitional Council is deemed to be the Council of the College.	(2) Le mandat des membres du conseil transitoire se poursuit tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.	Mandat des membres du conseil transitoire
Vacancies	(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.	Vacances

Commence- ment	15.— (1) This Act, except section 13, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	15 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 13, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Idem	(2) Section 13 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.	(2) L'article 13 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Idem	(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.	(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Idem	(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Short title	16. The short title of this Act is the <i>Physiotherapy Act, 1991</i> .	16 Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1991 sur les physiothérapeutes</i> .	Titre abrégé

CHAPTER 38

An Act respecting the regulation of the Profession of Psychology

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Psychologists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of psychology; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Psychologists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of psychology; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of psychology is the assessment of behavioral and mental conditions, the diagnosis of neuropsychological disorders and dysfunctions and psychotic, neurotic and personality disorders and dysfunctions and the prevention and treatment

CHAPITRE 38

Loi concernant la réglementation de la profession de psychologue

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des psychologues de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de psychologue. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi. Code des professions de la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit : Termes figurant dans le Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des psychologues de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession de psychologue. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi. Définitions du Code

3 L'exercice de la psychologie consiste dans l'évaluation des troubles mentaux et comportementaux, dans le diagnostic des troubles et désordres neuropsychiques, psychotiques, névrotiques et de la personnalité, dans la prévention et le traitement des trou- Champ d'application

of behavioral and mental disorders and dysfunctions and the maintenance and enhancement of physical, intellectual, emotional, social and interpersonal functioning.

bles et désordres comportementaux ainsi que dans l'entretien et l'amélioration des fonctionnements physique, intellectuel, affectif, social et interpersonnel.

Authorized
acts

4. In the course of engaging in the practice of psychology, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to communicate a diagnosis identifying, as the cause of a person's symptoms, a neuropsychological disorder or a psychologically based psychotic, neurotic or personality disorder.

4 Dans l'exercice de la psychologie, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à communiquer les diagnostics attribuant les symptômes que présentent des personnes à des troubles neuropsychiques ou à des troubles psychotiques, névrotiques ou de la personnalité qui sont d'origine psychique.

Actes
autorisés

Board
continued as
College

5. The Ontario Board of Examiners in Psychology is continued under the name College of Psychologists of Ontario in English and Ordre des psychologues de l'Ontario in French.

5 Le Bureau des examinateurs en psychologie de l'Ontario est maintenu sous le nom d'Ordre des psychologues de l'Ontario en français et sous le nom de College of Psychologists of Ontario en anglais.

Maintien du
Bureau en
tant qu'Ordre

Council

6.—(1) The Council shall be composed of,

6 (1) Le conseil se compose :

Conseil

(a) at least five and no more than seven persons who are members elected in the prescribed number and manner;

a) d'au moins cinq et d'au plus sept personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;

(b) at least five and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,

b) d'au moins cinq et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :

(i) members,

(i) membres,

(ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or

(ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,

(iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; and

(iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;

(c) two or three persons selected in the prescribed manner from among members who are faculty members of a department of psychology of a prescribed university in Ontario.

c) de deux ou trois personnes choisies de la manière prescrite parmi les membres qui font partie du corps professoral des départements de psychologie des universités ontariennes prescrites.

Who can
vote in elec-
tions

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut
voter aux
élections

President
and Vice-
President

7. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

7 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et
vice-président

Restricted
titles

8.—(1) No person other than a member shall use the title "psychologist" or "psychological associate", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.

8 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer les titres de «psychologue» ou d'«associé en psychologie», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.

Titres réservés

Representa-
tions of
qualification,
etc.

(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a psychologist or psychological associate or in a specialty of psychology.

(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession de psychologue, ou une spécialité de la psychologie, ou pour exercer en Ontario à titre d'associé en psychologie.

Déclaration
de compétence

Idem	(3) A person who is not a member contravenes subsection (2) if he or she uses the word "psychology" or "psychological", an abbreviation or an equivalent in another language in any title or designation or in any description of services offered or provided.	(3) Quiconque n'est pas membre contre- vient au paragraphe (2) s'il emploie le terme «psychologie» ou «psychologique», une abréviation ou un équivalent dans une autre langue, dans tout titre ou désignation ou dans toute description des services qu'il offre ou fournit.	Idem
Exception for university faculty	(4) Subsections (1) and (3) do not apply to a person in the course of his or her employment by a university.	(4) Les paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent pas aux employés d'une université pendant la durée de leur emploi.	Exception dans le cas des universités
Definition	(5) In this section, "abbreviation" includes an abbreviation of a variation.	(5) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	9. —(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested,	9 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas :	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
	(a) amendment to this Act;	a) de modification de la présente loi;	
	(b) amendment to a regulation made by the Council; or	b) de modification d'un règlement pris par le conseil;	
	(c) regulation to be made by the Council.	c) de règlement qui soit pris par le conseil.	
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	10. Every person who contravenes subsection 8 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	10 Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction
Regulations	11. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations respecting the qualifications, number, selection and terms of office of Council members who are selected.	11 Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen du ministre, le conseil peut, par règlement, traiter des compétences, du nombre, du choix et du mandat des membres du conseil qui sont choisis.	Règlements
Transition	12. A person who, on the day before this Act comes into force, is registered under the <i>Psychologists Registration Act</i> , being chapter 404 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, shall be deemed to be the holder of a certificate of registration issued under this Act subject to any term, condition or limitation to which the registration was subject.	12 Quiconque, le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrit aux termes de la loi intitulée <i>Psychologists Registration Act</i> (« <i>Loi sur l'inscription des psychologues</i> »), qui constitue le chapitre 404 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est réputé titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve de toute condition ou restriction à laquelle était assujettie son inscription.	Disposition transitoire
Transition before Act in force	13. —(1) The transitional Council is the Ontario Board of Examiners in Psychology as it exists from time to time between the day this Act receives Royal Assent and the day it comes into force.	13 (1) Le conseil transitoire est le Bureau des examinateurs en psychologie de l'Ontario, tel qu'il existe entre le jour où la présente loi reçoit la sanction royale et le jour de son entrée en vigueur.	Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi
Powers of transitional Council	(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and com-	(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés	Pouvoirs du conseil transitoire

mittees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.

et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.

Idem

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.

Idem

Powers of Minister

(4) The Minister may,

(4) Le ministre peut :

Pouvoirs du ministre

(a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;

a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;

(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;

b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;

(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Transitional Council to comply with Minister's request

(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.

(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.

Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre

Regulations

(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.

(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.

Règlements

Idem

(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.

(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.

Idem

Minister Expenses

(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).

(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).

Frais

Transition after Act in force

14.—(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 6 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 6 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.

14 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 6 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 6 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.

Transition après l'entrée en vigueur de la Loi

Terms of
members of
transitional
Council

(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.

Vacancies

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint persons to fill vacancies on the transitional Council.

Commence-
ment

15.—(1) This Act, except section 13, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Idem

(2) Section 13 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Idem

(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.

Idem

(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.

Short title

16. The short title of this Act is the *Psychology Act, 1991*.

(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.

Mandat des
membres du
conseil transi-
toire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes pour pourvoir aux sièges vacants au sein du conseil transitoire.

Vacancies

15 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 13, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 13 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

16 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les psychologues*.

Titre abrégé

CHAPTER 39

An Act respecting the regulation of the Profession of Respiratory Therapy

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“College” means the College of Respiratory Therapists of Ontario; (“Ordre”)

“Health Professions Procedural Code” means the Health Professions Procedural Code set out in Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“Code des professions de la santé”)

“member” means a member of the College; (“membre”)

“profession” means the profession of respiratory therapy; (“profession”)

“this Act” includes the Health Professions Procedural Code. (“la présente loi”)

Health
Professions
Procedural
Code

2.—(1) The Health Professions Procedural Code shall be deemed to be part of this Act.

Terms in
Code

(2) In the Health Professions Procedural Code as it applies in respect of this Act,

“College” means the College of Respiratory Therapists of Ontario; (“ordre”)

“health profession Act” means this Act; (“loi sur une profession de la santé”)

“profession” means the profession of respiratory therapy; (“profession”)

“regulations” means the regulations under this Act. (“règlements”)

Definitions
in Code

(3) Definitions in the Health Professions Procedural Code apply with necessary modifications to terms in this Act.

Scope of
practice

3. The practice of respiratory therapy is the providing of oxygen therapy, cardio-respiratory equipment monitoring and the assessment and treatment of cardio-respira-

CHAPITRE 39

Loi concernant la réglementation de la profession d'inhalothérapeute

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«Code des professions de la santé» Le Code des professions de la santé figurant à l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («Health Professions Procedural Code»)

«la présente loi» S'entend en outre du Code des professions de la santé. («this Act»)

«membre» Membre de l'Ordre. («member»)

«Ordre» L'Ordre des inhalothérapeutes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'inhalothérapeute. («profession»)

2 (1) Le Code des professions de la santé est réputé faire partie de la présente loi.

Code des
professions de
la santé

(2) Dans la mesure où le Code des professions de la santé s'applique à la présente loi, les termes suivants qui y figurent s'interprètent comme suit :

Termes figu-
rant dans le
Code

«loi sur une profession de la santé» La présente loi. («health profession Act»)

«ordre» L'Ordre des inhalothérapeutes de l'Ontario. («College»)

«profession» La profession d'inhalothérapeute. («profession»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(3) Les définitions qui figurent dans le Code des professions de la santé s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux termes correspondants figurant dans la présente loi.

Définitions
du Code

3 L'exercice de la profession d'inhalothérapeute consiste dans l'application de l'oxygénothérapie, dans le monitoring des fonctions respiratoires ainsi que dans l'évaluation et le traitement des troubles cardio-respira-

Champ d'ap-
plication

tory and associated disorders to maintain or restore ventilation.

Authorized acts

4. In the course of engaging in the practice of respiratory therapy, a member is authorized, subject to the terms, conditions and limitations imposed on his or her certificate of registration, to perform the following:

1. Performing a prescribed procedure below the dermis.
2. Intubation beyond the point in the nasal passages where they normally narrow or beyond the larynx.
3. Suctioning beyond the point in the nasal passages where they normally narrow or beyond the larynx.
4. Administering a substance by injection or inhalation.

Additional requirements for authorized acts

5.—(1) A member shall not perform a procedure under the authority of paragraph 1, 2 or 4 of section 4 unless the procedure is ordered by a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario.

Grounds for misconduct

(2) In addition to the grounds set out in subsection 51 (1) of the Health Professions Procedural Code, a panel of the Discipline Committee shall find that a member has committed an act of professional misconduct if the member contravenes subsection (1).

College established

6. The College is established under the name College of Respiratory Therapists of Ontario in English and Ordre des thérapeutes respiratoires de l'Ontario in French.

Council

7.—(1) The Council shall be composed of,

- (a) at least seven and no more than ten persons who are members elected in the prescribed number and manner; and
- (b) at least five and no more than eight persons appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not,
 - (i) members,
 - (ii) members of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, or
 - (iii) members of a Council as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Who can vote in elections

(2) Subject to the regulations, every member who practises or resides in Ontario and who is not in default of payment of the annual membership fee is entitled to vote in an election of members of the Council.

President and Vice-President

8. The Council shall have a President and Vice-President who shall be elected annually by the Council from among the Council's members.

toires et troubles associés en vue d'assurer ou de rétablir la ventilation.

Actes autorisés

4 Dans l'exercice de la profession d'inhalothérapeute, un membre est autorisé, sous réserve des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription, à accomplir les actes suivants :

1. Pratiquer sous le derme les interventions prescrites.
2. Pratiquer des intubations au-delà du point de rétrécissement normal des fosses nasales ou au-delà du larynx.
3. Pratiquer des aspirations au-delà du point de rétrécissement normal des fosses nasales ou au-delà du larynx.
4. Administrer des substances par voie d'injection ou d'inhalation.

Exigences supplémentaires relatives aux actes autorisés

5 (1) Le membre ne doit pas accomplir d'actes autorisés en vertu de la disposition 1, 2 ou 4 de l'article 4 à moins qu'un membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario ne l'ordonne.

(2) Un sous-comité du comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle non seulement d'après les motifs énoncés au paragraphe 51 (1) du Code des professions de la santé, mais également si le membre contrevient au paragraphe (1).

Motifs permettant de conclure à une faute professionnelle

6 L'Ordre est créé sous le nom d'Ordre des inhalothérapeutes de l'Ontario en français et sous le nom de College of Respiratory Therapists of Ontario en anglais.

Création de l'Ordre

7 (1) Le conseil se compose :

Conseil

- a) d'au moins sept et d'au plus dix personnes qui sont membres et qui sont élues de la manière prescrite et selon le nombre prescrit;
- b) d'au moins cinq et d'au plus huit personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne sont pas :
 - (i) membres,
 - (ii) membres d'un ordre, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) membres d'un conseil, tel que le définit la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

(2) Sous réserve des règlements, chaque membre qui exerce sa profession ou réside en Ontario et qui a payé sa cotisation annuelle a droit de vote lors d'une élection des membres du conseil.

Qui peut voter aux élections

8 Le conseil comprend un président et un vice-président qui, chaque année, sont choisis parmi les membres du conseil et élus par ce dernier.

Président et vice-président

Restricted titles	9. —(1) No person other than a member shall use the title “respiratory therapist”, a variation or abbreviation or an equivalent in another language.	9 (1) Nul autre qu'un membre ne doit employer le titre d'«inhalothérapeute», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.	Titre réservé
Representations of qualification, etc.	(2) No person other than a member shall hold himself or herself out as a person who is qualified to practise in Ontario as a respiratory therapist or in a specialty of respiratory therapy.	(2) Nul autre qu'un membre ne doit se présenter comme une personne ayant qualité pour exercer en Ontario la profession d'inhalothérapeute, ou une spécialité de l'inhalothérapie.	Déclaration de compétence
Definition	(3) In this section, “abbreviation” includes an abbreviation of a variation.	(3) Dans le présent article, le terme «abréviation» s'entend en outre de l'abréviation d'une variante.	Définition
Notice if suggestions referred to Advisory Council	10. —(1) The Registrar shall give a notice to each member if the Minister refers to the Advisory Council, as defined in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , a suggested, (a) amendment to this Act; (b) amendment to a regulation made by the Council; or (c) regulation to be made by the Council.	10 (1) Le registrateur remet un avis à chaque membre si le ministre soumet au Conseil consultatif, tel que le définit la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , une proposition, selon le cas : a) de modification de la présente loi; b) de modification d'un règlement pris par le conseil; c) de règlement qui soit pris par le conseil.	Avis en cas de présentation d'une proposition au Conseil consultatif
Requirements re notice	(2) A notice mentioned in subsection (1) shall set out the suggestion referred to the Advisory Council and the notice shall be given within thirty days after the Council of the College receives the Minister's notice of the suggestion.	(2) L'avis visé au paragraphe (1) énonce la proposition soumise au Conseil consultatif et est donné dans les trente jours qui suivent la réception, par le conseil de l'Ordre, de l'avis de proposition du ministre.	Exigences relatives à l'avis
Offence	11. Every person who contravenes subsection 9 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.	11 Quiconque contrevient au paragraphe 9 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.	Infraction
Transition before Act in force	12. —(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a transitional Council.	12 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil transitoire.	Transition avant l'entrée en vigueur de la Loi
Powers of transitional Council	(2) After this Act receives Royal Assent but before it comes into force, the transitional Council and its employees and committees may do anything that is necessary or advisable for the coming into force of this Act and that the Council and its employees and committees could do under this Act if it were in force.	(2) Après que la présente loi reçoit la sanction royale mais avant son entrée en vigueur, le conseil transitoire, ses employés et ses comités peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou souhaitable en prévision de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout ce que le conseil, ses employés et ses comités pourraient faire en vertu de la présente loi si elle était en vigueur.	Pouvoirs du conseil transitoire
Idem	(3) Without limiting the generality of subsection (2), the transitional Council may appoint a Registrar and the Registrar and the Council's committees may accept and process applications for the issue of certificates of registration, charge application fees and issue certificates of registration.	(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le conseil transitoire peut nommer un registrateur, et ce dernier ainsi que les comités du conseil peuvent recevoir et traiter les demandes de délivrance de certificat d'inscription, imposer les droits relatifs aux demandes et délivrer les certificats d'inscription.	Idem
Powers of Minister	(4) The Minister may, (a) review the transitional Council's activities and require the transitional Council to provide reports and information;	(4) Le ministre peut : a) exercer un contrôle sur les activités du conseil transitoire et exiger de celui-ci	Pouvoirs du ministre

		qu'il fournisse des rapports et des renseignements;	
	(b) require the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under this Act;	b) exiger du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement aux termes de la présente loi;	
	(c) require the transitional Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act and the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> .	c) exiger du conseil transitoire qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi et de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> .	
Transitional Council to comply with Minister's request	(5) If the Minister requires the transitional Council to do anything under subsection (4), the transitional Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.	(5) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (4), le conseil transitoire doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.	Obligation du conseil transitoire de satisfaire à l'exigence du ministre
Regulations	(6) If the Minister requires the transitional Council to make, amend or revoke a regulation under clause (4) (b) and the transitional Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.	(6) Si le ministre exige du conseil transitoire qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (4) b) et que le conseil transitoire n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Idem	(7) Subsection (6) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the transitional Council does not have authority to do.	(7) Le paragraphe (6) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil transitoire n'est pas habilité à faire.	Idem
Expenses	(8) The Minister may pay the transitional Council for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (4).	(8) Le ministre peut rembourser le conseil transitoire des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (4).	Frais
Transition after Act in force	13. —(1) After this Act comes into force, the transitional Council shall be the Council of the College if it is constituted in accordance with subsection 7 (1) or, if it is not, it shall be deemed to be the Council of the College until a new Council is constituted in accordance with subsection 7 (1) or until one year has elapsed, whichever comes first.	13 (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil transitoire devient le conseil de l'Ordre s'il est constitué conformément au paragraphe 7 (1). S'il ne l'est pas, il est réputé le conseil de l'Ordre jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit constitué conformément au paragraphe 7 (1) ou jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé, selon la première de ces deux éventualités.	Transition après l'entrée en vigueur de la Loi
Terms of members of transitional Council	(2) The term of a member of the transitional Council shall not expire while the transitional Council is deemed to be the Council of the College.	(2) Le mandat des membres du conseil transitoire n'expire pas tant que le conseil transitoire est réputé le conseil de l'Ordre.	Mandat des membres du conseil transitoire
Commencement	14. —(1) This Act, except section 12, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	14 (1) La présente loi, à l'exclusion de l'article 12, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Idem	(2) Section 12 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.	(2) L'article 12 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Idem	(3) Despite subsection (1), section 80 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until three years after this Act comes into force.	(3) Malgré le paragraphe (1), l'article 80 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur que trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem
Idem	(4) Despite subsection (1), section 84 of the Health Professions Procedural Code, as it applies in respect of this Act, does not come into force until one year after this Act comes into force.	(4) Malgré le paragraphe (1), l'article 84 du Code des professions de la santé, dans la mesure où il s'applique à la présente loi, n'entre en vigueur qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Idem

Short title

15. The short title of this Act is the
Respiratory Therapy Act, 1991.

15 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi* Titre abrégé
de 1991 sur les inhalothérapeutes.

CHAPTER 40

An Act to repeal The John Graves Simcoe Memorial Foundation Act, 1965

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. *The John Graves Simcoe Memorial Foundation Act, 1965* is repealed.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. The short title of this Act is the *John Graves Simcoe Memorial Foundation Repeal Act, 1991*.

Commence-
ment

Short title

CHAPITRE 40

Loi portant abrogation de la loi intitulée The John Graves Simcoe Memorial Foundation Act, 1965

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 La loi intitulée *The John Graves Simcoe Memorial Foundation Act, 1965* est abrogée.

2 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 abrogeant la loi intitulée The John Graves Simcoe Memorial Foundation Act*.

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

CHAPTER 41

An Act to amend the Law Society Act

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Clause 1 (c) of the *Law Society Act* is amended by inserting after “member” in the second line “and a temporary member”.

2. Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

Idem

(2) For the purposes of subsection (1), “member” does not include a temporary member.

3. The Act is amended by adding the following section:

*Admission of
temporary
members*

28a.—(1) On the request of the Attorney General, a person who is of good character and who is qualified to practise law outside Ontario may be admitted by Convocation as a temporary member of the Society for a specified period.

*Canadian
citizenship or
residency not
required*

(2) A person need not be a Canadian citizen or a permanent resident of Canada to be admitted as a temporary member of the Society.

*Limited right
to practise*

(3) For the period specified under subsection (1), a temporary member of the Society who has taken the oath or given the affirmation prescribed for temporary members by the rules shall be deemed to be called to the bar and admitted and enrolled as a solicitor and is entitled to act and practise as a barrister and solicitor in the employ of the Attorney General for Ontario or, if appointed under the *Crown Attorneys Act*, as a Crown Attorney or as an assistant Crown Attorney.

*Termination
of temporary
membership*

(4) A person admitted as a temporary member of the Society for a specified period ceases to be a member at the end of the period.

4. Subsection 50 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

*Prohibition
as to prac-
tice, etc*

(1) Except where otherwise provided by law,

(a) no person, other than a member whose rights and privileges are not suspended, shall act as a barrister or solicitor or hold himself or herself out as or represent himself or herself to be a barrister or solicitor or practise as a barrister or solicitor; and

(b) no temporary member shall act as a barrister or solicitor or practise as a barrister or solicitor except to the extent permitted by subsection 28a (3).

CHAPITRE 41

Loi portant modification de la Loi sur la Société du barreau

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 L'alinéa 1 (c) de la loi intitulée *Law Society Act* («*Loi sur la Société du barreau*») est modifié par insertion, après le mot «member» à la deuxième ligne, des mots «and a temporary member».

2 L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

3 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

4 Le paragraphe 50 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. Paragraphs 12 and 15 of subsection 62 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

12. governing members and student members or any class of either of them, and prescribing their rights and privileges;

15. prescribing oaths and affirmations for members and student members or any class of either of them.

6. Paragraph 1 of section 63 of the Act is amended by inserting after "student members" in the third line "or any class of either of them".

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

8. The short title of this Act is the *Law Society Amendment Act (Temporary Members), 1991*.

5 Les dispositions 12 et 15 du paragraphe 62 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

6 La disposition 1 de l'article 63 de la Loi est modifiée par insertion, après les mots «student members» à la troisième ligne, des mots «or any class of either of them».

7 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

8 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur la Société du barreau (membres provisoires)*.

Commence-
ment

Short title

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

CHAPTER 42

An Act to repeal the Fraudulent Debtors Arrest Act

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Repeal

1.—(1) The *Fraudulent Debtors Arrest Act* is repealed.

Proceedings
discontinued

(2) All proceedings under the repealed Act are discontinued without costs.

Orders
remain
enforceable

(3) This Act does not affect the enforceability of orders made under the repealed Act other than arrest orders.

Exception,
arrest orders

(4) Orders for anyone's arrest made under the repealed Act are unenforceable and anyone in custody under such an order shall be released immediately.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Fraudulent Debtors Arrest Repeal Act, 1991*.

CHAPITRE 42

Loi portant abrogation de la Loi sur l'arrestation des débiteurs en fuite

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) La loi intitulée *Fraudulent Debtors Arrest Act* («*Loi sur l'arrestation des débiteurs en fuite*») est abrogée.

Abrogation

(2) Toutes les instances introduites en vertu de la loi abrogée sont abandonnées sans dépens.

Abandon

(3) La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher l'exécution des ordonnances rendues en vertu de la loi abrogée autres que les mandats d'arrêt.

Les ordonnances demeurent exécutoires

(4) Les mandats décernés pour l'arrestation de quiconque en vertu de la loi abrogée ne sont pas exécutoires et quiconque est détenu en vertu d'un tel mandat doit immédiatement être mis en liberté.

Exception, mandats d'arrêt

2 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 abrogeant la Loi sur l'arrestation des débiteurs en fuite*.

Titre abrégé

CHAPTER 43

An Act to amend the Retail Business Holidays Act and the Employment Standards Act in respect of the opening of retail business establishments and employment in them

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT

1.—(1) Section 4 of the *Retail Business Holidays Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 3, section 4, is repealed and the following substituted:

Tourism
exemption

4.—(1) Despite section 2, the council of a municipality may by by-law permit retail business establishments in the municipality to be open on holidays for the maintenance or development of tourism.

Common
pause day
principle

(2) The council in passing a by-law under subsection (1) shall take into account the principle that holidays should be maintained as common pause days.

Tourism
criteria

(3) A by-law may be passed under subsection (1) only if there is compliance with the tourism criteria set out in the regulations made under this section.

Application
for by-law

(4) Subject to the regulations made under this section, the council shall consider a by-law under subsection (1) only on the application of one or more persons carrying on retail business in the municipality or on the application of an association, whether or not incorporated, representing persons carrying on retail business in the municipality.

Application
by local
municipality

(5) In a district, metropolitan or regional municipality and in the County of Oxford, the council of a local municipality may also apply for a by-law under subsection (1).

Public
meeting

- (6) Before passing a by-law under subsection (1), the council,
- (a) shall hold a public meeting in respect of the proposed by-law;
 - (b) shall publish notice of the public meeting in a newspaper having general circulation in the municipality at least thirty days before the meeting is to be held; and
 - (c) shall permit any person who attends the public meeting the opportunity to make representations in respect of the proposed by-law.

CHAPITRE 43

Loi modifiant la Loi sur les jours fériés dans le commerce de détail et la Loi sur les normes d'emploi en ce qui concerne l'ouverture des établissements de commerce de détail et l'emploi dans ces établissements

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I LOI SUR LES JOURS FÉRIÉS DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL

1 (1) L'article 4 de la loi intitulée *Retail Business Holidays Act* («*Loi sur les jours fériés dans le commerce de détail*»), tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 4 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4.—(1) Malgré la section 2, le conseil d'une municipalité peut par règlement municipal permettre aux établissements de commerce de détail dans la municipalité d'être ouverts les jours fériés pour l'entretien ou le développement du tourisme.

(2) Le conseil, en adoptant un règlement municipal en vertu du paragraphe (1), doit tenir compte du principe que les jours fériés doivent être maintenus comme jours de pause commune.

(3) Un règlement municipal peut être adopté en vertu du paragraphe (1) seulement si on est en conformité avec les critères de tourisme énoncés dans les règlements adoptés en vertu de la présente section.

(4) Sous réserve des règlements adoptés en vertu de la présente section, le conseil doit examiner un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) seulement sur la demande d'une ou de plusieurs personnes exerçant une activité commerciale de détail dans la municipalité ou sur la demande d'une association, qu'elle soit ou non incorporée, représentant des personnes exerçant une activité commerciale de détail dans la municipalité.

(5) Dans une municipalité de district, métropolitaine ou régionale et dans le Comté d'Oxford, le conseil d'une municipalité locale peut également demander un règlement municipal en vertu du paragraphe (1).

- (6) Avant d'adopter un règlement municipal en vertu du paragraphe (1), le conseil,
- (a) doit tenir une séance publique en respect du règlement proposé;
 - (b) doit publier un avis de la séance publique dans un journal à large diffusion dans la municipalité au moins trente jours avant la séance à tenir; et
 - (c) doit permettre à toute personne qui assiste à la séance publique l'occasion de faire des représentations en respect du règlement proposé.

Council not obligated	(7) The council is not required to pass the by-law even if the tourism criteria are met.
Commencement of by-law	(8) Subject to section 4.3, a by-law under this section comes into force on the thirty-first day after it is passed by the council.
Procedures	<p>(9) Subject to the regulations made under this section, the council may,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) establish procedures and fees for the processing of applications; (b) combine two or more applications; (c) hold one public meeting with respect to two or more applications; (d) limit the number of applications that will be considered in any year.
Regulations	<p>(10) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) prescribing tourism criteria for the purposes of this section; (b) governing the procedures and fees for processing applications, the combining of applications and public meetings and limitations on the number of public meetings held by a council; (c) setting out the contents of the application; (d) requiring that a by-law that applies to a retail business establishment within such class of retail business establishments as may be set out in the regulation may be considered only on the application of the person carrying on the business.
Idem	(11) A regulation under clause (10) (a) or (d) may classify retail business establishments and may prescribe different tourism criteria for the different classes of retail business establishments.
Unorganized territory	4.1 The Lieutenant Governor in Council may by regulation permit retail business establishments in territory without municipal organization to be open on holidays.
Contents of by-laws and regulations	<p>4.2 A by-law under section 4 or a regulation under section 4.1,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) may apply to one or more retail business establishments or to one or more classes of retail business establishments; (b) may apply to all or any part or parts of the municipality in case of a by-law or to all or any part of a territory without municipal organization in the case of a regulation; (c) may limit the opening of retail business establishments on holidays to specific times or to a certain number of hours; (d) may permit the opening of retail business establishments on some holidays and not on others; (e) may restrict the opening of retail business establishments on holidays to specific periods of the year; (f) may classify retail business establishments.
Appeal to O.M.B.	4.3—(1) Any person who objects to a by-law made by the council of a municipality under section 4 may appeal to the Ontario Municipal Board by filing a notice of appeal with the Board setting out the objection to the by-law and the reasons in support of the objection.

Time for appeal	(2) The notice of appeal must be filed with the Board not later than thirty days after the day the by-law is passed by the council.	
Dismissal without hearing	(3) The Board may, if it is of the opinion that the objection to the by-law set out in the notice of appeal is insufficient, dismiss the appeal without holding a full hearing, but before doing so shall notify the appellant and afford the appellant an opportunity to make representations as to the merits of the appeal.	
Powers of O.M.B.	(4) The Board may, (a) dismiss the appeal; (b) dismiss the appeal on the condition that the council amend the by-law in a manner specified by the Board; or (c) quash the by-law.	
Commence-ment of by-law	(5) If one or more appeals are taken under this section, the by-law shall not come into force until, (a) the day all appeals have been dismissed under subsection (3) or clause (4) (a); or (b) the day the by-law is amended in the manner specified by the Board under clause (4) (b).	
Correction of errors	(6) The Board may, without a hearing, correct an error in an order or decision under this section if the error arises from an accidental slip or omission.	
Ontario Municipal Board Act, ss. 42, 94	(7) Sections 42 and 94 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> do not apply to an appeal under this section.	
Time for decision	(8) The Board shall use its best efforts to decide appeals under this section within the period of time prescribed under subsection (9).	
Regulations	(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing a period of time for the purpose of subsection (8).	
(2) The Act is amended by adding the following section:		(2) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :
Sundays in December	4.4 Despite any other provision of this or any other Act or the by-laws or regulations under this or any other Act, a retail business may be carried on in a retail business establishment on the Sundays in December preceding Christmas Day.	
(3) Subsection 6 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 3, section 5, is repealed and the following substituted:		(3) Le paragraphe 6 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :
Transitional	(2) The following transitional rules apply to the by-laws of municipalities that were in force under this or any other Act immediately before the coming into force of subsection 1 (3) of the <i>Retail Business Establishments Statute Law Amendment Act, 1991</i> and that relate to the opening or closing of a retail business establishment on holidays: 1. By-laws in force on the 3rd day of June, 1991 continue in force until the first anniversary of that subsection coming into force or until the by-law is repealed, whichever is first. 2. By-laws that come into force on or after the 4th day of June, 1991 are repealed on the day on which that subsection comes into force.	
(4) Section 7 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 3, sec-		(4) L'article 7 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 6 du chapitre 3 des

tion 6, is amended by adding the following subsection:

Minimum
penalty

(3.1) The minimum fine for an offence under this Act, other than for a contravention of subsection 2 (2), is \$500 for a first offence, \$2,000 for a second offence and \$5,000 for a third or subsequent offence.

(5) Section 8 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 3, section 6, is amended by adding the following subsection:

Idem

(1a) In addition to its powers under subsection (1), the Ontario Court (General Division), on the application of any interested person, may order that a retail business establishment close on a holiday to ensure compliance with this Act or a by-law or regulation under this Act.

(6) Subsection 8 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 3, section 6, is repealed and the following substituted:

Idem

(2) An order under subsection (1) or (1a) is in addition to any penalty that may be imposed and may be made whether or not a proceeding is commenced under the *Provincial Offences Act* for a contravention of section 2 or of a by-law or regulation under this Act.

PART II

EMPLOYMENT STANDARDS ACT

2.—(1) Part XI-B of the *Employment Standards Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 7, section 1 and amended by 1989, chapter 4, section 2, is repealed and the following substituted:

Lois de l'Ontario de 1989, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) L'article 8 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 6 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1989, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Le paragraphe 8 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 6 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

PARTIE II

LOI SUR LES NORMES D'EMPLOI

2 (1) La partie XI-B de la loi intitulée *Employment Standards Act* («*Loi sur les normes d'emploi*»), telle qu'elle est adoptée par l'article 1 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988 et modifiée par l'article 2 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

PART XI-B

RETAIL BUSINESS ESTABLISHMENTS

Application

39e.—(1) This Part applies with respect to retail business establishments as defined in subsection 1 (1) of the *Retail Business Holidays Act* to the employees and employers in those establishments and to persons acting on behalf of those employers.

Non-applica-
tion

(2) This Part does not apply with respect to retail business establishments in which the primary retail business is one,

- (a) that sells prepared meals;
- (b) that rents living accommodations;
- (c) that is open to the public for educational, recreational or amusement purposes; or
- (d) that sells goods or services incidental to a business described in clause (a), (b) or (c) and that is located in the same premises as the business.

Period of
rest

39ea. In every seven-day period, an employer shall allow each employee at least thirty-six consecutive hours of rest.

Right to
refuse work

39eb.—(1) An employee may refuse an assignment of work on a Sunday or other holiday as defined in subsection 1 (1) of the *Retail Business Holidays Act*.

Notice of
refusal

(2) An employee who accepts an assignment of work on a Sunday or other holiday may then refuse the assignment only

upon giving the employer notice at least forty-eight hours before the first hour of the work on the Sunday or holiday.

Prohibition

39ec. No employer or person acting on behalf of an employer shall dismiss, threaten to dismiss, discipline, suspend, lay off, intimidate, coerce or impose a penalty on an employee,

- (a) because the employee has refused, or attempted to refuse, an assignment of work on a Sunday or other holiday if the employee is permitted to do so under section 39eb;
- (b) because the employee seeks to enforce his or her rights under this Part; or
- (c) because the employee,
 - (i) makes representations in respect of a proposed by-law under section 4 of the *Retail Business Holidays Act* at a public meeting under that section,
 - (ii) commences or participates in an appeal to the Ontario Municipal Board of a by-law made under section 4 of the *Retail Business Holidays Act*, or
 - (iii) commences or participates in a challenge in any court to a by-law made under section 4 of the *Retail Business Holidays Act*.

Order by
E.S.O.

39f.—(1) If an employer fails to comply with section 39ea or contravenes section 39ec, an employment standards officer may order what action, if any, the employer shall take or what the employer shall refrain from doing in order to constitute compliance with the section and may make an order to reinstate or recall the employee with or without compensation or to compensate the employee in lieu of reinstatement or recall for loss of earnings or other employment benefits.

Compensation

(2) When ordering the employer to compensate the employee, the employment standards officer shall determine the amount of the compensation.

(2) Clause 57 (1) (ea) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 7, section 4, is repealed and the following substituted:

(2) L'alinéa 57 (1) (ea) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1988, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ea) has sought to enforce his or her rights under section 39ea;

(eb) has exercised a right to refuse work under section 39eb.

PART III COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment

3. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4. The short title of this Act is the *Retail Business Establishments Statute Law Amendment Act, 1991*.

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

3 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entree en
vigueur

4 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant des lois en ce qui concerne les établissements de commerce de détail*.

Titre abrégé

CHAPTER 44

An Act authorizing the Filing of Information in an Electronic Format under Statutes administered by the Minister of Consumer and Commercial Relations

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act, "file" means to file, to register, to submit, to deposit, to make an application or to otherwise make available.

Purpose

2. The purpose of this Act is to permit persons who are required or permitted to file information under designated Acts administered by the Minister of Consumer and Commercial Relations,

(a) to file the information in such electronic formats as may be prescribed under the Act under which the information is filed; and

(b) to transmit the information directly to an electronic database maintained for that purpose.

Application

3. In the event of a conflict between this Act and any designated Act, this Act prevails unless the provision in the designated Act states that it is to prevail.

Format of information

4.—(1) Information filed with the Ministry or with an agency, board or commission of the Ministry may be in such electronic format as may be prescribed by regulation made under a designated Act.

Records

(2) Information may be filed in an electronic format if it is recorded on a system of electronic data storage that, in the opinion of the person who is responsible for the maintenance of the information filed, is capable of being read by the computer or other equipment used in the information filing system.

Time of filing

(3) If information is filed in an electronic format, the time of filing shall be the time

CHAPITRE 44

Loi autorisant le dépôt de renseignements au moyen d'un support électronique dans le cadre de lois dont l'application est confiée au ministre de la Consommation et du Commerce

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définition

1 Dans la présente loi, «déposer» signifie rendre accessible, notamment déposer, enregistrer, présenter, ou présenter une demande.

Objet

2 La présente loi a pour objet de permettre aux personnes qui sont tenues de déposer des renseignements dans le cadre de lois désignées dont l'application est confiée au ministre de la Consommation et du Commerce, ou qui sont autorisées à le faire :

a) de déposer les renseignements au moyen de supports électroniques qui peuvent être prescrits en vertu de la loi aux termes de laquelle les renseignements sont déposés;

b) de transmettre directement les renseignements à une base de données électronique tenue à cette fin.

Application

3 En cas d'incompatibilité entre la présente loi et une loi désignée, la présente loi l'emporte sauf indication contraire de la disposition de la loi désignée.

Support des renseignements

4 (1) Les renseignements déposés auprès du ministère ou d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission du ministère peuvent être déposés au moyen d'un support électronique qui peut être prescrit par règlement pris en application d'une loi désignée.

Dossiers

(2) Les renseignements peuvent être déposés au moyen d'un support électronique s'ils sont enregistrés dans un système de stockage électronique de données qui, de l'avis de la personne responsable de la tenue des renseignements déposés, est compatible avec l'ordinateur ou tout autre matériel utilisé dans le système de dépôt des renseignements.

Date et heure du dépôt

(3) Si le dépôt de renseignements se fait au moyen d'un support électronique, la date

assigned in the manner prescribed under the designated Act.

Authorized user

(4) Information that is filed in an electronic format may be filed only by a person who is or who is a member of a class of persons that is authorized to do so by a person who has the power to authorize such filings under a designated Act or, if no person is authorized under the designated Act, by the Minister.

Certified copies

(5) If a provision in a designated Act provides that a certified copy of a document filed with the Ministry be made available and the information is filed in an electronic format, a document that is a certified copy of the information filed may be provided.

Idem

(6) A document that is a certified copy of information filed in an electronic format has the same evidentiary value and may be used in like manner as a certified copy of a document made available under a designated Act.

Direct electronic transmission

5.—(1) Information in a prescribed electronic format may be filed by direct electronic transmission to a database of the Ministry.

Authorized user

(2) Information that is filed by direct electronic transmission of data may be filed only by a person who is or who is a member of a class of persons that is authorized to do so by a person who has the power to authorize such filings under a designated Act or, if no person is authorized under the designated Act, by the Minister.

Time of filing

(3) If information is filed by direct electronic transmission of data, the time of filing shall be the time assigned in the manner prescribed under the designated Act.

Regulations

6.—(1) The Lieutenant Governor in Council may by regulation designate the Acts to which this Act applies.

Idem

(2) Under a designated Act, the Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(a) prescribing the electronic format or formats that may be used when information is filed with the Ministry or with an agency, board or commission of the Ministry;

(b) governing the time of filing assigned when the information is filed in elec-

et l'heure du dépôt sont celles assignées de la manière prescrite en vertu de la loi désignée.

Utilisateur autorisé

(4) Les renseignements qui sont déposés au moyen d'un support électronique ne peuvent être déposés que par une personne qui est autorisée à le faire ou qui fait partie d'une catégorie de personnes qui sont autorisées à le faire par une personne habilitée à autoriser un tel dépôt en vertu d'une loi désignée ou, si personne n'est habilitée en vertu de la loi désignée, par le ministre.

Copies certifiées conformes

(5) Si une disposition d'une loi désignée exige qu'une copie certifiée conforme d'un document déposé auprès du ministère soit rendue accessible et que les renseignements sont déposés au moyen d'un support électronique, un document qui est une copie certifiée conforme des renseignements déposés peut être fourni.

Idem

(6) Le document qui est une copie certifiée conforme de renseignements déposés au moyen d'un support électronique a la même valeur probante et peut être utilisé de la même manière qu'une copie certifiée conforme d'un document rendu accessible en vertu d'une loi désignée.

Transmission électronique directe

5 (1) Les renseignements consignés au moyen d'un support électronique prescrit peuvent être déposés par transmission électronique directe à une base de données du ministère.

Utilisateur autorisé

(2) Les renseignements qui sont déposés par transmission électronique directe de données ne peuvent être déposés que par une personne qui est autorisée à le faire ou qui fait partie d'une catégorie de personnes qui sont autorisées à le faire par une personne habilitée à autoriser un tel dépôt en vertu d'une loi désignée ou, si personne n'est habilitée en vertu de la loi désignée, par le ministre.

Date et heure du dépôt

(3) Si le dépôt de renseignements se fait par transmission électronique directe de données, la date et l'heure du dépôt sont celles assignées de la manière prescrite en vertu de la loi désignée.

Règlements

6 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner les lois auxquelles s'applique la présente loi.

Idem

(2) Aux termes d'une loi désignée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prescrire le ou les supports électroniques qui peuvent être utilisés pour le dépôt de renseignements auprès du ministère, ou d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission du ministère;

b) régir la date et l'heure du dépôt qui sont assignées lorsque des renseigne-

tronic format or by direct electronic transmission;

- (c) designating parts of Ontario where information may be filed in accordance with this Act;
- (d) governing the filing of information that is presented in a prescribed electronic format;
- (e) governing the filing of information by direct electronic transmission.

Idem

(3) A regulation made under a designated Act may apply to some or all of the information or documents that may be filed under the Act.

7.—(1) The definitions of “financing change statement” and “financing statement” in subsection 1 (1) of the *Personal Property Security Act, 1989* are repealed and the following substituted:

“financing change statement” means the information prescribed for a financing change statement in the prescribed form or format;

“financing statement” means the information prescribed for a financing statement in the prescribed form or format.

(2) Subsection 43 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Certified
copies

(4) If the financing statement or financing change statement is registered as a document in the prescribed form, a person may require that the registrar furnish a certified copy of the registered statement and, upon payment of the prescribed fee, the registrar shall furnish it to the person.

(3) Subsections 46 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Place of
registration

(1) A financing statement or financing change statement that is a document in the prescribed form may be tendered for registration,

- (a) by delivery to any branch office; or
- (b) by mail addressed to an address fixed by the regulations.

Idem

(2) A financing statement or financing change statement that is data in a prescribed format may be tendered for registration,

- (a) by delivery to an address fixed by the regulations;
 - (b) by mail addressed to an address fixed by the regulations;
- or

(c) by direct electronic transmission to the registration system's database.

Format of
statement

(2.1) A financing statement or financing change statement to be tendered for registration shall contain the prescribed information and shall be in the form of,

- (a) a document in the prescribed form; or
- (b) data presented in a prescribed format.

ments sont déposés au moyen d'un support électronique, ou par transmission électronique directe;

- c) désigner les parties de l'Ontario où les renseignements peuvent être déposés conformément à la présente loi;
- d) régir le dépôt de renseignements qui sont présentés au moyen d'un support électronique prescrit;
- e) régir le dépôt de renseignements par transmission électronique directe.

Idem

(3) Un règlement pris en application d'une loi désignée peut s'appliquer à l'ensemble ou à une partie des renseignements ou des documents qui peuvent être déposés en vertu de la Loi.

7 (1) La définition du terme «financing change statement» et celle du terme «financing statement» figurant au paragraphe 1 (1) de la loi intitulée *Personal Property Security Act, 1989* («Loi de 1989 sur les sûretés mobilières») sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

Authorized
person

(2.2) A financing statement or financing change statement in the form of data in a prescribed format may be tendered for registration by direct electronic transmission of the information only by a person who is or who is a member of a class of persons that is authorized by the registrar to do so.

Authorized
record

(2.3) A financing statement or financing change statement in the form of data in a prescribed format may be tendered for registration by delivery or by mail only if it is recorded on a system of electronic data storage that, in the opinion of the registrar, is capable of being read by a computer or other device used in the registration system.

(4) Subsection 46 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) Le paragraphe 46 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Copy to
debtor

(6) Where a financing statement or financing change statement is registered, the secured party shall deliver to the debtor within thirty days after the date of registration,

(a) a copy of the registered statement or a copy of a verification statement, if the statement was registered as a document in the prescribed form; or

(b) a copy of a verification statement, if the statement was registered as data in a prescribed format.

(5) Section 74 of the Act is amended by adding the following clauses:

(5) L'article 74 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

(g.1) governing the format or formats of financing statements or financing change statements that are in the form of data and the information to be included in the statements;

(g.2) governing the tendering for registration of financing statements and financing change statements that are presented as data in a prescribed format;

(g.3) governing the tendering for registration of financing statements and financing change statements by direct electronic transmission.

Commence-
ment

8. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

8 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

9. The short title of this Act is the *Electronic Registration Act (Ministry of Consumer and Commercial Relations Statutes)*, 1991.

9 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur l'enregistrement électronique dans le cadre de lois relevant du ministère de la Consommation et du Commerce*.

Titre abrégé

CHAPTER 45

An Act to amend the Fire Marshals Act

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Clause 1 (a) of the *Fire Marshals Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 1, is amended by striking out "18a" in the second line and substituting "18i".

2. The Act is amended by adding the following sections:

Fire protection teams

3a. The Fire Marshal may enter into agreements establishing and governing fire protection teams to provide fire prevention and fire protection services in territory without municipal organization.

Fire co-ordinators

3b.—(1) The Fire Marshal may appoint fire co-ordinators for such areas as are designated in the appointments.

Duties

(2) Subject to the direction of the Fire Marshal, a fire co-ordinator for an area shall,

(a) establish and maintain a plan under which the fire departments and fire protection teams that serve the area agree to assist each other in the event of an emergency; and

(b) perform such other duties as may be assigned by the Fire Marshal.

Definition

17a. In sections 18 to 18k, "officer" means the Deputy Fire Marshal, a district deputy fire marshal, an inspector or an assistant to the Fire Marshal, unless the context otherwise requires.

3.—(1) Subsection 18 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 2, is further amended by adding after "contravened" in the amendment of 1981 "or that a fire, once started, would seriously endanger the health or safety of any person or the quality of the natural environment for any use that can be made of it".

(2) Subsection 18 (16) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 2, is repealed and the following substituted:

Municipal costs may be collected as municipal taxes

(16) If an order made under subsection (15) relates to land or premises in a municipality, the municipality shall have a lien on the land or premises for amounts spent by the municipality in carrying out the order and the amounts shall be deemed to be

CHAPITRE 45

Loi modifiant la Loi sur les commissaires des incendies

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 L'alinéa 1 (a) de la loi intitulée *Fire Marshals Act* («*Loi sur les commissaires des incendies*»), tel qu'il est adopté par l'article 1 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981, est modifié par substitution, à «18a» à la deuxième ligne, de «18i».

2 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

3 (1) Le paragraphe 18 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981, est modifié de nouveau par adjonction, après «contravened» dans la modification de 1981, de «or that a fire, once started, would seriously endanger the health or safety of any person or the quality of the natural environment for any use that can be made of it».

(2) Le paragraphe 18 (16) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

municipal taxes and may be added by the clerk of the municipality to the collector's roll and collected in the same way and with the same priorities as municipal taxes.

Provincial costs may be collected as municipal taxes

(16a) If an order made under subsection (15) relates to land or premises in a municipality and the Fire Marshal instructs the municipality to recover amounts spent by the Province of Ontario in carrying out the order, the municipality shall have a lien on the land or premises for those amounts and they shall be deemed to be municipal taxes and shall be added by the clerk of the municipality to the collector's roll and collected in the same way and with the same priorities as municipal taxes.

Idem

(16b) A lien created under subsection (16a) in favour of a municipality is not an estate or interest of the Crown within the meaning of clause 9 (5) (b) of the *Municipal Tax Sales Act, 1984*.

Idem

(16c) Subject to subsection (16e), money collected in accordance with subsection (16a), less the costs reasonably attributable to the collection, shall be paid by the municipality to the Treasurer of Ontario.

Definition: cancellation price

(16d) In subsections (16e) and (16f), "cancellation price" has the same meaning as in the *Municipal Tax Sales Act, 1984*.

Proceeds of tax sale

(16e) If there is a sale of land under the *Municipal Tax Sales Act, 1984* and amounts are payable out of the proceeds to the Treasurer of Ontario under this Act, the *Environmental Protection Act* or the *Ontario Water Resources Act*, those amounts shall not be paid until after payment of all other amounts payable out of the proceeds in respect of the cancellation price of the land.

Cancellation price

(16f) Despite any provision of the *Municipal Tax Sales Act, 1984*, the treasurer of a municipality may sell land under that Act for less than the cancellation price, so long as the land is not sold for less than what the cancellation price would have been but for this Act, the *Environmental Protection Act* and the *Ontario Water Resources Act*, and the purchaser may be declared to be the successful purchaser under the *Municipal Tax Sales Act, 1984*.

(3) Subsection 18 (23) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 2, is repealed.

(3) Le paragraphe 18 (23) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981, est abrogé.

4. The Act is further amended by renumbering sections 18a, 18b and 18c, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 3, as sections 18i, 18j and 18k and by adding the following sections:

4 La Loi est modifiée en outre par substitution, aux numéros d'articles 18a, 18b et 18c, tels qu'ils sont adoptés par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981, des numéros 18i, 18j et 18k, et par insertion des articles suivants :

Application for authorization to do work

18a.—(1) If an order made under subsection 18 (2), (4) or (8) or amended under subsection 18 (6) or (8) requires a thing to be done, the Fire Marshal or an officer may apply to the Fire Code Commission for an order authorizing him or her to cause the thing to be done, and the Commission shall appoint a time for and hold a hearing.

Commission may review order

(2) At a hearing under subsection (1), the Fire Code Commission may consider any matter it could have considered had a hearing been applied for under subsection 18 (7) in respect of the order requiring the thing to be done, and may exercise any of the powers set out in subsection 18 (8) in respect of that order.

Consolidation of hearings

(3) If an application for a hearing is made under subsection (1) and under subsection 18 (7) in respect of the same order, the Fire Code Commission may, if it considers it practical to do so, consolidate the hearings.

Grounds for decision	<p>(4) The Fire Code Commission may authorize the Fire Marshal or an officer to cause to be done any thing required to be done by an order made under subsection 18 (2), (4) or (8) or amended under subsection 18 (6) or (8) if,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the person required by the order to do the thing, <ul style="list-style-type: none"> (i) has refused to comply with or is not complying with the order, (ii) is not likely, in the Commission's opinion, to comply with the order promptly, (iii) is not likely, in the Commission's opinion, to carry out the order competently, or (iv) requests the assistance of the Fire Marshal or an officer in complying with the order; and (b) in the Commission's opinion, failure to do the thing would seriously endanger the health or safety of any person or the quality of the natural environment for any use that can be made of it.
Warrant authorizing entry	<p>18b.—(1) If a justice of the peace is satisfied on evidence under oath that there is reasonable ground to believe that entry on certain land or premises is necessary for the purpose of doing a thing authorized to be done under section 18a, the justice of the peace may issue a warrant authorizing the person named in the warrant to enter and do the thing on the land or premises.</p>
Execution and expiry of warrant	<p>(2) A warrant issued under subsection (1) shall,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) specify the times, which may be twenty-four hours each day, during which the warrant may be carried out; and (b) state when the warrant expires.
Extension of time	<p>(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant expires for such additional periods as the justice of the peace considers necessary.</p>
Use of force	<p>(4) A person authorized under subsection (1) to enter land or premises for the purpose of doing a thing may call on police officers as necessary and may use force as necessary to make the entry and do the thing.</p>
Assistance	<p>(5) A person named in a warrant issued under subsection (1) may call on any other persons he or she considers advisable to execute the warrant.</p>
Application without notice	<p>(6) A justice of the peace may receive and consider an application for a warrant or extension of a warrant under this section without notice to the owner or occupier of the land or premises.</p>
Identification	<p>(7) On the request of an owner or occupier of the land or premises, a person who exercises a power conferred under subsection (1) shall identify himself or herself and shall explain the purpose of the entry.</p>
Immediate threat to life	<p>18c.—(1) If the Fire Marshal or an officer has reasonable ground to believe that a risk of fire poses an immediate threat to life, he or she may, without warrant, enter any land or premises and, for the purpose of removing or reducing the threat, may,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) post a fire watch; (b) remove combustible or explosive material or anything that may constitute a fire menace; (c) eliminate ignition sources; (d) instal temporary safeguards, including fire extinguishers and smoke alarms;

- (e) make minor repairs to existing fire safety systems;
 - (f) do any other thing that the Fire Marshal or officer has reasonable ground to believe is urgently required to remove or reduce the threat to life.
- Use of force (2) A person authorized under subsection (1) to enter on land or premises for the purpose of doing a thing may call on police officers as necessary and may use force as necessary to make the entry and do the thing.
- Assistance (3) A person who enters land or premises under subsection (1) for the purpose of doing a thing may call on any other persons he or she considers advisable to assist.
- Identification (4) On the request of an owner or occupier of the land or premises, a person who enters land or premises under subsection (1) shall identify himself or herself and shall explain the purpose of the entry.
- Notice to owner (5) A person who enters land or premises under subsection (1) shall promptly give notice to the owner if the owner's whereabouts in Ontario are known and, for that purpose, subsection 18 (22) applies with necessary modifications.
- Notice to be posted (6) The person who gives notice under subsection (5) shall post a copy of the notice on the land or premises.
- Contents of notice (7) The notice shall,
 - (a) describe the location of the land or premises;
 - (b) state the reason for the entry; and
 - (c) state the things done under subsection (1) to remove or reduce the threat to life.
- Removal of notice (8) No person shall remove the copy of the notice posted on the land or premises unless authorized by the Fire Marshal or an officer.
- Offence (9) A person who contravenes subsection (8) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.
- Fine **18d.** A person who hinders or disturbs the Fire Marshal or an officer in the exercise of his or her powers under section 18a, 18b or 18c is liable on conviction under section 15 to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.
- Order to pay costs **18e.**—(1) The Fire Marshal or an officer may issue an order to pay the costs incurred by the Province of Ontario or a municipality,
 - (a) in doing any thing done in accordance with an authorization given under section 18a, to any person required by an order made under section 18 to do the thing; or
 - (b) in entering land or premises and doing any thing under section 18c, to the owner or the person having control of the land or premises.
- Idem (2) An order under subsection (1) to pay costs shall include,
 - (a) a description of the things done for which the costs were incurred and a statement of the authority for doing the things;
 - (b) a detailed account of the costs incurred by the Province of Ontario or the municipality, as the case may be; and

- (c) a direction that the person to whom the order is issued pay the costs to the Treasurer of Ontario or the municipality, as the case may be.

Appeal to
Fire Code
Commission

18f.—(1) A person to whom an order to pay costs is issued may, by written notice served on the person who issued the order and on the Fire Code Commission within fifteen days after service on the person of a copy of the order, require a hearing by the Commission.

Costs speci-
fied in order
to pay may
be increased
by Commis-
sion

(2) At a hearing by the Fire Code Commission on an order to pay costs, the Fire Marshal or an officer may, on reasonable notice to all parties, ask the Commission to amend the order by adding new items of cost or by increasing the amounts set out in the order.

What
Commission
may consider
at hearing

(3) At a hearing by the Fire Code Commission on an order to pay costs, the Commission shall consider only whether any of the costs specified in the order,

- (a) are unreasonable having regard to what was done; or
- (b) do not relate to a thing,

- (i) that the person to whom the order to pay costs was issued was required to do by an order made under section 18, as amended by any decision of the Fire Marshal or Fire Code Commission or on any appeal from any such decision, or

- (ii) that the Fire Marshal or an officer was authorized to do under section 18c.

Appeal to
Divisional
Court

(4) Any party to a hearing by the Fire Code Commission on an order to pay costs may appeal from the decision of the Commission to the Divisional Court.

Idem

(5) Subsections 18 (12) and (13) apply with necessary modifications to an appeal under subsection (4).

Order to pay
may be
enforced as
court judg-
ment

18g.—(1) An order to pay costs may be filed with the Ontario Court (General Division) and enforced as if it were an order of the court.

Interest

(2) Section 139 of the *Courts of Justice Act, 1984* applies in respect of an order filed under subsection (1) and, for the purpose, the date of filing shall be deemed to be the date of the order.

Interpreta-
tion

18h.—(1) For the purposes of subsections (2) and (5), a thing done as a result of activities or conditions on land or premises is a thing done in connection with that land or premises, whether or not the work is done on that land or premises.

Costs speci-
fied in order
may be
collected as
taxes

(2) If an order to pay costs is directed to a person who owns land or premises in a municipality and the Fire Marshal or an officer instructs the municipality to recover amounts specified in the order that relate to things done in connection with that land or premises, the municipality shall have a lien on the land or premises for those amounts and they shall be deemed to be municipal taxes and shall be added by the clerk of the municipality to the collector's roll and collected in the same way and with the same priorities as municipal taxes.

Costs
incurred by
Ontario

(3) If the amounts specified in the order relate to costs incurred by the Province of Ontario, money collected in accordance with subsection (2), less the costs reasonably attributable to collection, shall be paid by the municipality to the Treasurer of Ontario.

Idem

(4) Subsections 18 (16b) to (16f) apply with necessary modifications in respect of money collected in accordance with subsection (2).

Idem, territory without municipal organization

(5) If an order to pay costs is directed to a person who owns land or premises in territory without municipal organization and the Fire Marshal instructs the Land Tax Collector appointed under the *Provincial Land Tax Act* to recover amounts specified in the order that relate to work done in connection with that land or premises, the Crown shall have a lien on the land or premises for those amounts and they shall be deemed to be taxes in respect of the land or premises imposed under section 3 of the *Provincial Land Tax Act* and may be collected in the same way and with the same priorities as taxes under that Act.

Fire Marshal's instructions to municipality

(6) An instruction under subsection (2) or (5) shall state which of the amounts specified in the order to pay relate to things done in connection with the land.

5. Subsection 18i (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 3 and renumbered by section 4 of this Act, is repealed and the following substituted:

5 Le paragraphe 18i (3) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981 et renuméroté par l'article 4 de la présente loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Buildings under construction

(3) The fire code does not apply to the unoccupied parts of a building that is under construction within the meaning of the *Building Code Act*.

6.—(1) Subsection 18k (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 3 and renumbered by section 4 of this Act, is amended by adding after "authority" in the third line "a fire co-ordinator".

6 (1) Le paragraphe 18k (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981 et renuméroté par l'article 4 de la présente loi, est modifié par adjonction, après «authority» à la troisième ligne, de «a fire co-ordinator».

(2) Subsection 18k (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 3 and renumbered by section 4 of this Act, is amended by adding after "authority" in the fourth line "a fire co-ordinator".

(2) Le paragraphe 18k (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981 et renuméroté par l'article 4 de la présente loi, est modifié par adjonction, après «authority» à la quatrième ligne, de «a fire co-ordinator».

7. Sections 21, 22, 23 and 24 of the Act are repealed.

7 Les articles 21, 22, 23 et 24 de la Loi sont abrogés.

8. Section 25 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 8, section 4, is further amended by adding the following clauses:

8 L'article 25 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1981, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- (da) respecting the operation and administration of fire protection teams;
- (db) prescribing and requiring compliance with standards for fire hose couplings and fire hydrants and, for that purpose, adopting by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any code or standard.

Commencement

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

9 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Short title

10. The short title of this Act is the *Fire Marshals Amendment Act, 1991*.

10 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur les commissaires des incendies*.

Titre abrégé

CHAPTER 46

An Act to amend the Courts of Justice Act, 1984 in respect of Payments to Supernumerary Judges

Assented to November 25th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 99 of the *Courts of Justice Act, 1984*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 55, section 7, is amended by adding the following subsection:

Supernu-
merary
judges

(2) No payment shall be made under subsection (1) to a judge who becomes a supernumerary judge after this subsection comes into force.

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

3. The short title of this Act is the *Courts of Justice Amendment Act (Payments to Supernumerary Judges), 1991*.

CHAPITRE 46

Loi modifiant la Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires en ce qui concerne la rémunération des juges surnuméraires

Sanctionnée le 25 novembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 L'article 99 de la loi intitulée *Courts of Justice Act, 1984* («*Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires*»), tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 7 du chapitre 55 des Lois de l'Ontario de 1989, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

2 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (rémunération des juges surnuméraires)*.

Commence-
ment

Short title

Entree en
vigueur

Titre abrégé

CHAPTER 47

An Act to amend the Income Tax Act

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 2b of the *Income Tax Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 73, section 2, is repealed and the following substituted:

Surcharge

2b.—(1) In addition to the amount of tax otherwise payable under this Act, every individual shall pay an additional income tax equal to 12 per cent for the 1991 taxation year and 14 per cent for the 1992 and subsequent taxation years of the amount, if any, by which the gross tax amount of the individual for the taxation year exceeds \$10,000.

"Gross tax amount"

(2) The gross tax amount of an individual for a taxation year for the purposes of subsection (1) is the amount of tax that would be payable by the individual for the taxation year under this Act before the addition of any amount determined under subsection (1) and before the deduction of any amount under subsection 3 (8) or section 7.

2. This Act shall be deemed to have come into force on the 1st day of January, 1991.

3. The short title of this Act is the *Income Tax Amendment Act, 1991*.

CHAPITRE 47

Loi portant modification de la Loi de l'impôt sur le revenu

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 L'article 2b de la loi intitulée *Income Tax Act* («*Loi de l'impôt sur le revenu*»), tel qu'il a été adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 73 des Lois de l'Ontario de 1988, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2b.—(1) En addition au montant de taxe autrement payable sous cette Loi, tout individu doit payer une taxe additionnelle égale à 12 pour cent pour l'année d'imposition 1991 et 14 pour cent pour les années d'imposition subséquentes de ce montant, si celui-ci, par lequel le montant brut de l'impôt de l'individu pour l'année d'imposition excède \$10,000.

(2) Le montant brut de l'impôt d'un individu pour une année d'imposition aux fins du sous-alinéa (1) est le montant de taxe qui serait payable par l'individu pour l'année d'imposition sous cette Loi avant l'addition de tout montant déterminé sous le sous-alinéa (1) et avant la déduction de tout montant sous le sous-alinéa 3 (8) ou la section 7.

2 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu*.

Entree en
vigueur

Titre abrégé

Commence-
ment

Short title

CHAPTER 48

An Act to amend the Tobacco Tax Act

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subclause 1 (bd) (i) of the *Tobacco Tax Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter 13, section 1, is repealed and the following substituted:

- (i) one or more motor vehicles inside or outside Ontario to which number plates are attached as required by the *Highway Traffic Act*.

2. Clauses 2 (1) (a) and (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter 13, section 2, are repealed and the following substituted:

- (a) 6.5 cents on every cigarette purchased by the consumer;
- (b) 6.5 cents on every gram or part thereof of any tobacco, other than cigarettes or cigars purchased by the consumer; and

3. Subsection 3c (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter 13, section 5, is repealed and the following substituted:

Detention of
vehicles

- (6) Any person who is authorized for the purpose by the Minister and who has reasonable and probable grounds to believe that an interjurisdictional transporter does not hold a registration certificate or is transporting tobacco in bulk on behalf of an importer or exporter who does not hold a registration certificate issued under this Act may, without warrant, stop and detain any vehicle operated in Ontario by the interjurisdictional transporter and require production of the documents specified in subsection (5).

4. Subsection 15 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter 13, section 13, is amended by inserting after "Minister" in the third line "who has reasonable and probable grounds to believe that the vehicle, trailer attached to a vehicle, vessel, railway equipment on rails or aircraft contains evidence of any contravention of this Act".

5. The Act is amended by adding the following section:

Directors

20a.—(1) If a corporation has failed to collect tax or has collected tax and failed to remit the tax or has failed to pay any

CHAPITRE 48

Loi portant modification de la Loi de la taxe sur le tabac

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Le sous-alinéa 1 (bd) (i) de la loi intitulée *Tobacco Tax Act* («*Loi de la taxe sur le tabac*»), tel qu'il est adopté par l'article 1 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2 Les alinéas 2 (1) (a) et (b) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 2 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1990, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

3 Le paragraphe 3c (6) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4 Le paragraphe 15 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 13 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1990, est modifié par insertion, après «Minister» à la troisième ligne, de «who has reasonable and probable grounds to believe that the vehicle, trailer attached to a vehicle, vessel, railway equipment on rails or aircraft contains evidence of any contravention of this Act».

5 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

interest or penalty related thereto, the directors of the corporation at the time the corporation was required to collect or remit the taxes or to pay the interest or penalty related thereto, are jointly and severally liable, together with the corporation, to pay such amounts.

Exception (2) A director of a corporation is not liable under subsection (1) unless,

- (a) a warrant of execution for the amount of the corporation's liability as described in subsection (1) has been issued under clause 16 (1) (b) and the warrant has been returned by the sheriff unsatisfied in whole or in part; or
- (b) the corporation has made an assignment or a receiving order has been issued against it under the *Bankruptcy Act* (Canada) and a claim for the amount of the corporation's liability referred to in subsection (1) has been proved within six months after the date of the assignment or receiving order.

Prudent director (3) A director of a corporation is not liable for a failure described in subsection (1) if the director exercised the degree of care, diligence and skill to prevent the failure that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

Assessment (4) The Minister may assess any person for any amount payable by the person under this section and, where the Minister sends a notice of assessment, the sections of this Act respecting assessments, objections and appeals apply with necessary modifications.

Time limit (5) An assessment under subsection (4) shall not be made more than two years after the person last ceased to be a director of the corporation.

Execution (6) If execution referred to in clause (2) (a) has been issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.

Idem (7) If a director of a corporation pays an amount in respect of a corporation's liability described in subsection (1) that is proved in liquidation, dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that Her Majesty in right of Ontario would be entitled to had the amount not been so paid and, where a warrant of execution has been issued under clause 16 (1) (b), the director is entitled to the assignment of the warrant of execution to the extent of the director's payment, and the Minister may make the assignment.

6. Clause 28 (1) (p) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter 13, section 23, is repealed and the following substituted:

6 L'alinéa 28 (1) (p) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 23 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (p) providing a system for the sale of unmarked cigarettes and tobacco, other than cigarettes or cigars, to classes of persons who are exempt from the payment of the tax imposed by this Act, including limiting the quantity of unmarked cigarettes and tobacco, other than cigarettes or cigars, to be sold to retail dealers for resale to such consumers.

Commence-
ment

7.—(1) This Act, except as provided in subsection (2), comes into force on the day it receives Royal Assent.

7 (1) La présente loi, sous réserve du paragraphe (2), entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Idem

(2) Section 2 shall be deemed to have come into force on the 30th day of April, 1991.

Short title

8. The short title of this Act is the *Tobacco Tax Amendment Act, 1991*.

(2) L'article 2 est réputé être entré en vigueur le 30 avril 1991. Idem

8 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi de la taxe sur le tabac*. Titre abrégé

CHAPTER 49

An Act to amend the Fuel Tax Act, 1981

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Clause 1 (a) of the *Fuel Tax Act, 1981* is repealed and the following substituted:

- (a) “broker driver” means a person who has entered into a written agreement to drive a motor vehicle and be responsible for the purchase of the fuel used to generate power in the motor vehicle on behalf of the operator of the motor vehicle if the operator is an interjurisdictional carrier;
- (aa) “bulk plant” means a storage facility, other than a terminal, that is capable of holding in storage fuel in bulk for subsequent sale or delivery to wholesalers, retail dealers or purchasers but from which fuel is not sold or delivered directly into a fuel tank.

(2) Clause 1 (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) “collector” means a person designated as a collector by the Minister under section 3.

(3) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1985, chapter 23, section 1 and 1989, chapter 37, section 1, is further amended by adding the following clauses:

- (ea) “debtor” means a person to whom a collector, importer, wholesaler or retail dealer has sold fuel;
- (eb) “driver” means the person having care and control of a motor vehicle whether the motor vehicle is in motion or not;
- (ga) “exporter” means a person who takes or causes to be taken out of Ontario fuel in bulk and who is accountable for the tax on the fuel to the jurisdiction into which the fuel is taken.

(4) Clause 1 (h) of the Act is repealed and the following substituted:

- (h) “fuel” means any gas or liquid that may be used for the purpose of generating power by internal combustion, and includes any substance added thereto, but does not include,

CHAPITRE 49

Loi portant modification de la Loi de 1981 de la taxe sur les carburants

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) L'alinéa 1 (a) de la loi intitulée *Fuel Tax Act, 1981* («*Loi de 1981 de la taxe sur les carburants*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'alinéa 1 (c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1985 et par l'article 1 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1989, est modifié en outre par adjonction des alinéas suivants :

(4) L'alinéa 1 (h) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) any product excluded from this Act by the regulations and to which subsection 2 (3) does not apply, or
- (ii) gasoline, aviation fuel or propane on which the tax imposed by the *Gasoline Tax Act* has been paid.

(5) Clause 1 (k) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) L'alinéa 1 (k) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (k) "interjurisdictional carrier" means a person who engages in the commercial transportation of goods or passengers inside and outside Ontario and who operates for such purpose,
 - (i) one or more motor vehicles inside and outside Ontario to which number plates are attached as required by the *Highway Traffic Act*,
 - (ii) one or more vessels under the *Canada Shipping Act*, or
 - (iii) railway equipment on rails in connection with and as part of a public transportation system;
- (ka) "interjurisdictional transporter" means the registered owner of a motor vehicle, the operator or shipping agent of record of a vessel, the operator of railway equipment on rails or the owner or operator of a pipeline facility if the registered owner, owner or operator engages in the transportation or transfer of fuel in bulk and operates for that purpose,
 - (i) one or more motor vehicles inside and outside Ontario to which number plates are attached as required by the *Highway Traffic Act*,
 - (ii) one or more vessels under the *Canada Shipping Act*,
 - (iii) railway equipment on rails in connection with and as part of a public transportation system inside and outside Ontario, or
 - (iv) a pipeline facility inside and outside Ontario.

(6) Section 1 of the Act is further amended by adding the following clauses:

(6) L'article 1 de la Loi est modifié en outre par adjonction des alinéas suivants :

- (ma) "northern terminal" means a storage facility situated in Ontario north of 46 degrees north latitude, owned or operated by a collector, that is capable of holding middle distillate fuels in storage for subsequent sale by the collector, to which not less than 90 per cent by volume of its receipts of middle distillate fuels in any year are transported by rail tank car, each such tank car transporting not less than 70,000 litres of middle distillate fuels to the storage facility;
- (mb) "operator" means, when used with reference to a motor vehicle other than a motor vehicle designed for use as a vessel, an aircraft or railway equipment operated on rails,
 - (i) the registered owner, if the motor vehicle is not leased to another person or, if leased, is leased to another person for not more than thirty consecutive days,
 - (ii) the lessee, if the motor vehicle is leased for more than thirty consecutive days, unless the lessee has entered into a written agreement with the lessor under which the lessor agrees to account for and remit to the Treasurer the tax imposed by this Act on

all fuel used by the motor vehicle during the term of the lease, or

- (iii) the lessor, if the lessor has entered into a written agreement under which the lessor agrees to account for and remit to the Treasurer the tax imposed by this Act on fuel used by the motor vehicle during the term of the lease;

(pa) "registered dyer" means a collector to whom a subsisting certificate of registration as a dyer has been issued under this Act;

(pb) "registered exporter" means an exporter to whom a subsisting certificate of registration as an exporter has been issued under this Act;

(pc) "registered importer" means an importer to whom a subsisting certificate of registration as an importer has been issued under this Act;

(pd) "registered owner", in relation to a motor vehicle or trailer, means the person to whom a numbered permit for the motor vehicle or trailer has been issued under the *Highway Traffic Act* or would have been issued but for a reciprocal agreement between Ontario and another jurisdiction.

(7) Clause 1 (u) of the Act is repealed and the following substituted:

(7) L'alinéa 1 (u) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (u) "terminal" means a storage facility owned or operated by a collector that is capable of holding in storage fuel in bulk for subsequent sale by the collector to which not less than 70 per cent by volume of its receipts of fuel in each calendar year are transported or transferred by vessel or pipeline.

(8) Section 1 of the Act is further amended by adding the following clauses:

(8) L'article 1 de la Loi est modifié en outre par adjonction des alinéas suivants :

- (w) "vessel" means a ship, boat, barge or other watercraft that is designed to move in or through water, but does not include an aircraft capable of operating on water or a vehicle moving on ice;

- (x) "wholesaler" means a person who sells fuel for the purpose of resale.

(9) Section 1 of the Act is further amended by adding the following subsection:

(9) L'article 1 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :

Interjurisdictional transporter

- (2) If a registered owner referred to in clause (1) (pd) has leased a motor vehicle for more than thirty consecutive days, the clause shall be read, in respect of the registered owner and the motor vehicle, by substituting "lessee" for "registered owner".

2. Section 2 of the Act is repealed and the following substituted:

2 L'article 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Tax on clear fuel

2.—(1) Every purchaser shall pay to the Treasurer a tax at the rate of,

- (a) 12.6 cents per litre on all clear fuel received or used by a purchaser in Ontario before the 1st day of January, 1992 to generate power in a motor vehicle other than railway equipment operated on rails in connection with a public transportation system;

- (b) 14.3 cents per litre on all clear fuel received or used by a purchaser in Ontario after the 31st day of December, 1991

to generate power in a motor vehicle other than railway equipment operated on rails in connection with a public transportation system;

- (c) 3.95 cents per litre on all clear fuel received or used in Ontario before the 1st day of January, 1992 to propel railway equipment on rails if the equipment is operated in connection with a public transportation system; and
- (d) 4.5 cents per litre on all clear fuel received or used in Ontario after the 31st day of December, 1991 to propel railway equipment on rails if the equipment is operated in connection with a public transportation system.

Payment of
tax

- (2) Subject to subsection (3), the tax imposed by subsection (1) shall be paid to the Treasurer in accordance with section 11,
 - (a) at the time the clear fuel is supplied to the purchaser;
 - (b) if the clear fuel is acquired by the purchaser outside Ontario in the fuel tank of a motor vehicle, at the time the fuel is used in Ontario; or
 - (c) if the clear fuel is imported into Ontario by an importer who is also a purchaser, at the prescribed time and in the prescribed manner.

Products
used as clear
fuel

- (3) Every person is liable to pay to the Treasurer a tax at the rate imposed by this Act upon a purchaser of clear fuel in respect of,
 - (a) a product excluded from this Act by the regulations, or a fuel that is not clear fuel, that the person places in the fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required by the *Highway Traffic Act*; or
 - (b) a fuel that is not clear fuel that the person uses for the propulsion of railway equipment operated on rails in connection with and as part of a public transportation system.

Remittance
of tax

- (4) Every person liable to tax under subsection (3) shall remit the tax forthwith to the Treasurer in the prescribed manner.

Additional
liability

- (5) The tax imposed by subsection (3) is in addition to any penalty imposed under this Act.

Prohibited
use of
coloured fuel

- (6) No person shall place or cause to be placed any coloured fuel in the fuel tank of a motor vehicle licensed or required to be licensed under the *Highway Traffic Act*.

Use of
coloured fuel

- (7) Coloured fuel may be used for any purpose prescribed by the Minister for the use of coloured fuel and for all purposes other than the generating of power in a motor vehicle referred to in subsection (6) or the propulsion of railway equipment operated on rails in connection with and as part of a public transportation system.

Amounts in
lieu of tax

- (8) Where any person selling fuel receives any payment made as or on account of the tax payable under this Act,
 - (a) the payment shall be dealt with and accounted for as tax under this Act;
 - (b) any person who fails to deal with and account for the payment in accordance with this Act and the regulations is liable to the same penalties and fines, and is guilty of the same offences, as would apply if the payment were the tax payable under this Act;
 - (c) the Minister may collect and receive the payment by the same remedies and procedures as are provided by this Act and the regulations for the collection and enforcement of the tax payable under this Act; and

(d) for the purposes of the assessment and collection of the payment, the person receiving the payment as or in lieu of the tax payable under this Act is deemed to be a collector.

Offence

(9) Every person who knowingly fails to pay the tax imposed by subsection (1) or (3) when required to do so by this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than double the amount of the tax that the person fails to pay.

Idem

(10) Every person who fails to comply with subsection (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$500.

3. Section 3 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 16, section 1, is repealed and the following substituted:

3 L'article 3 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1983, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Designation
of collector

3.—(1) The Minister may designate in writing as a collector a person whose sales of clear fuel at wholesale during the twelve-month period before the designation are not less than 51 per cent by volume of the person's total sales of clear fuel.

Conditions
and limita-
tions

(2) The Minister may attach such reasonable conditions and limitations to a designation as a collector as the Minister considers appropriate.

Termination
of designa-
tion

(3) The Minister may terminate a person's designation as a collector at the end of any twelve-month period during which the person's sales of clear fuel at wholesale are less than 51 per cent by volume of the person's total sales of clear fuel.

Idem

(4) The Minister may terminate a person's designation as a collector if the person has not sold or delivered fuel for resale in Ontario for a period of six consecutive months.

Notice of
termination

(5) The termination of a designation under subsection (3) or (4) is effective fourteen days after the date on which the Minister mails notice of the termination.

Collector is
agent

(6) Every collector is an agent of the Minister for the purpose of collecting and remitting the tax imposed by this Act.

Agreements

(7) For the purpose of ensuring and facilitating collection of the tax under this Act, the Minister may enter into such arrangements and agreements with a collector as the Minister considers appropriate.

Collection of
tax by
collector

3a.—(1) Every collector shall collect the tax imposed by this Act from every person to whom the collector sells fuel.

Exception

(2) A collector shall not collect tax on the sale of fuel to another collector who is not a purchaser in respect of the fuel.

Remittance
of tax

3b.—(1) Every collector shall remit to the Treasurer, at the prescribed times and in the prescribed manner, the tax collectable by the collector.

Idem

(2) Every collector shall remit to the Treasurer, at the prescribed times and in the prescribed manner, the tax imposed by this Act on fuel in respect of which the collector is the purchaser.

Collection of
tax by retail
dealer

3c.—(1) A retail dealer who sells or delivers fuel to a purchaser shall collect from the purchaser the tax imposed by this Act.

Retail dealer
is agent

(2) For the purposes of collecting the tax, the retail dealer is an agent of the Minister.

Payment
over by
retail dealer

3d.—(1) Every retail dealer shall pay over to the wholesaler, from whom the retail dealer has purchased fuel, the tax collected under this Act on the sale of the fuel by the retail dealer.

Collection by wholesaler	(2) Every wholesaler who sells fuel to a retail dealer shall collect from the retail dealer the tax collected under this Act on the sale of the fuel by the retail dealer.
Wholesaler is agent	(3) For the purposes of collecting the tax, the wholesaler is an agent of the Minister.
Exception	(4) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of a retail dealer who is a collector or a registered importer.
Remittance of tax by wholesaler	3e. —(1) Every wholesaler who collects tax under section 3d shall pay the tax to the collector or registered importer from whom the wholesaler purchased the fuel.
Exception	(2) Subsection (1) does not apply to a wholesaler who is a collector or registered importer.
Tax held in trust	3f. —(1) Every wholesaler or retail dealer who collects tax in accordance with this Act is deemed to hold the tax in trust for Her Majesty in right of Ontario until the tax is paid over to a collector or importer.
Idem	(2) Every collector or importer who collects tax in accordance with this Act is deemed to hold the tax in trust for Her Majesty in right of Ontario until the tax is remitted to the Treasurer.
Eligibility as member of Legislative Assembly	3g. No person is ineligible as a member of the Legislative Assembly of Ontario by reason only of being a collector under this Act.
Assignment of book debts	3h. —(1) An assignment of book debts by a collector or registered importer does not include the portion of the book debts that the collector or importer as agent of the Minister charged as tax to the person to whom the collector or registered importer sold fuel.
Duty of assignee	(2) An assignee or other person who collects the book debts shall collect, remit and account under this Act and the regulations for the portion of the book debts mentioned in subsection (1).
Assignee deemed collector	(3) For the purposes of subsection (2), an assignee or other person who collects the book debts of the collector or registered importer shall be deemed to be a collector under this Act.
Interpretation	(4) For the purposes of this section, an assignment of book debts includes a specific or general assignment and any other disposition of the present or future right to collect book debts.
Offence	3i. —(1) Every collector, registered importer, wholesaler or retail dealer who refuses or neglects to collect tax in accordance with this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of an amount equal to 30 cents for each litre of fuel on which the collector, registered importer, wholesaler or retail dealer refused or neglected to collect tax.
Offence, coloured fuel	(2) Every collector or registered importer who sells, as coloured fuel, fuel to which dye has not been added in accordance with the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000 plus an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

4.—(1) Subsection 4 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 37, section 2, is repealed and the following substituted:

Tax on clear fuel

(1) Every purchaser shall pay to the Treasurer a tax at the rate of,

4 (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (a) 12.6 cents per litre on all clear fuel received or used by a purchaser in Ontario before the 1st day of January, 1992 to generate power in a motor vehicle other than railway equipment operated on rails in connection with a public transportation system;
- (b) 14.3 cents per litre on all clear fuel received or used by a purchaser in Ontario after the 31st day of December, 1991 to generate power in a motor vehicle other than railway equipment operated on rails in connection with a public transportation system;
- (c) 3.95 cents per litre on all clear fuel received or used in Ontario before the 1st day of January, 1992 to propel railway equipment on rails if the equipment is operated in connection with a public transportation system; and
- (d) 4.5 cents per litre on all clear fuel received or used in Ontario after the 31st day of December, 1991 to propel railway equipment on rails if the equipment is operated in connection with a public transportation system.

(2) Subsection 4 (1) of the Act, as re-enacted by subsection (1), subsections 4 (3) to 4 (7) of the Act, subsection 4 (8) and (9) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 72, sections 77 and 86, and subsections 4 (10) and (11) of the Act are repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 4 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), les paragraphes 4 (3) à 4 (7) de la Loi, les paragraphes 4 (8) et (9) de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par les articles 77 et 86 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989, et les paragraphes 4 (10) et (11) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Registered importer

4.—(1) No person shall bring or cause to be brought into Ontario fuel in bulk unless the person is registered by the Minister as an importer.

Application of subs. (1)

(2) Subsection (1) does not apply to,

- (a) an importer who has remitted security in respect of the tax imposed by this Act (subsection 11 (7)) and filed a return (subsection 11 (9)) in respect of the fuel imported; or
- (b) an importer of clear fuel that was coloured in accordance with the regulations at the time of entry into Ontario.

Exemption

(3) A registered importer is exempt from the application of subsection 11 (7) (remittance of security) and subsection 11 (9) (delivery of return).

Application

(4) Subject to section 9, every person who imports fuel in bulk into Ontario is entitled to be registered as an importer and to be issued a certificate of registration upon application in the prescribed form.

Offence, unregistered importer

(5) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable, in addition to any other penalty under this Act, to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000 plus an amount equal to three times the tax payable under section 2 on the fuel brought into Ontario by the person.

Offence, condition or limitation

(6) Every registered importer who contravenes a condition or limitation attached to the certificate of registration issued to the registered importer is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000.

Export of fuel

4a.—(1) No person shall take or cause to be taken out of Ontario fuel in bulk unless the person is registered by the Minister as an exporter.

Application

(2) Subject to section 9, every person who proposes to take or cause to be taken out of Ontario fuel in bulk is entitled to be

registered as an exporter and to be issued a certificate of registration upon application in the prescribed form.

Conditions and limitations

4b.—(1) The Minister may attach such reasonable conditions and limitations to a registration as an importer or exporter as the Minister considers appropriate.

Application of subs. (1)

(2) Subsection (1) applies in respect of a proposed registration and in respect of an existing registration.

Collection of tax by importer

4c.—(1) Every registered importer shall collect the tax imposed by this Act from every person to whom the registered importer sells clear fuel.

Remittance to Treasurer

(2) Every registered importer shall remit to the Treasurer, at the prescribed times and in the prescribed manner, the tax collectable by the registered importer.

Payment to Treasurer

(3) Every registered importer shall pay to the Treasurer the tax imposed by this Act upon the registered importer as a purchaser.

Exception

(4) Subsection (1) does not apply to require a registered importer to collect the tax from a collector in respect of clear fuel if the collector is not a purchaser of the clear fuel.

Registered importer is agent

(5) For the purposes of collecting the tax imposed by this Act, every registered importer is an agent of the Minister.

Importer deemed registered

(6) Every importer who has complied with subsection 11 (7) shall be deemed to be a registered importer for the purpose of collecting the tax payable on the clear fuel that was imported into Ontario from outside Canada.

Notice of change, importer or exporter

4d.—(1) Every person who is an importer or exporter shall notify the Minister in writing of,

- (a) any change in the name of the importer or exporter;
- (b) any change in the business address of the importer or exporter;
- (c) any change in the nature of the business of the importer or exporter; or
- (d) the termination of the business of the importer or exporter.

Transmittal

(2) The notice required by subsection (1) shall be transmitted to the Minister forthwith upon the happening of the change or termination.

Importing for use as other than clear fuel

4e.—(1) No person shall import clear fuel into Ontario for use as other than clear fuel.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the clear fuel is coloured in the prescribed manner before it is sold or transferred by the person to an importer, wholesaler, retail dealer or purchaser.

Certificate to be carried

4f.—(1) Every driver of a motor vehicle operated by or on behalf of an interjurisdictional transporter who is a registered importer or a registered exporter shall carry the original or a notarial copy of the certificate of registration issued to the registered importer or registered exporter and shall surrender the certificate or notarial copy upon demand by a person who is a member of a class prescribed for the purposes of this section.

Delivery of copy to interjurisdictional transporter

(2) A registered importer or a registered exporter shall provide to each interjurisdictional transporter that the registered importer or registered exporter engages to transport fuel a notarial copy of the certificate of registration issued under this Act to the registered importer or registered exporter.

Security by interjurisdictional transporter	4g. —(1) Every interjurisdictional transporter who transports clear fuel into Ontario on behalf of an importer shall remit on behalf of the importer the security, tax and return required by subsections 11 (7) and (9), and, for the purposes of those subsections, the interjurisdictional transporter shall be deemed to be the importer.
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the importer is a registered importer and has delivered to the interjurisdictional transporter a notarial copy of the certificate of registration issued to the importer under this Act.
Export of fuel	4h. —(1) Every exporter shall transmit to the Minister the information prescribed by the Minister, in the form and manner prescribed by the Minister, in respect of fuel in bulk that the exporter intends to take or cause to be taken out of Ontario.
Return re exported fuel	(2) Every exporter shall transmit to the Minister the prescribed information, in the prescribed form and manner; in respect of fuel in bulk that the exporter delivers or causes to be delivered to a person outside Ontario.
Evidence of export and delivery	(3) Every exporter who delivers or causes to be delivered fuel in bulk to a person outside Ontario shall provide to the Minister evidence that the fuel has been taken out of Ontario and of the delivery of the fuel outside Ontario.
Penalty	(4) Every exporter who fails to comply with subsection (1), (2) or (3) shall pay to the Treasurer a penalty equal to the amount of tax that would be payable under this Act in respect of the fuel if the fuel were a clear fuel sold to be used by a purchaser in Ontario to generate power in a motor vehicle.
Payment of penalty	(5) The penalty under subsection (4) is payable when it is assessed.
Offence, unregistered exporter	4i. Every person who contravenes subsection 4a (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000 plus an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 in respect of the fuel if the fuel were clear fuel sold to be used by a purchaser in Ontario to generate power in a motor vehicle.
Offence, exporter	4j. Every exporter who contravenes a condition or limitation attached to the exporter's registration by the Minister is guilty of an offence and on conviction is liable, in addition to any other penalty under this Act, to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000.
Registered consumer	4k. —(1) A registered consumer may pay the tax imposed by this Act in accordance with the terms of the fuel acquisition permit issued to the registered consumer instead of making payment to a collector at the time of purchase.
Application for registration	(2) Subject to section 9, every person who will be acquiring fuel principally to be disposed of or consumed in the manner prescribed for the purposes of this subsection is entitled to be issued a fuel acquisition permit upon application in the prescribed form.
Conditions and limitations	(3) The Minister may attach such reasonable conditions and limitations to a fuel acquisition permit as the Minister considers appropriate.
Application of subs. (3)	(4) Subsection (3) applies in respect of a proposed fuel acquisition permit and in respect of an existing fuel acquisition permit.
Offence, registered consumer	4L. Every registered consumer who contravenes a condition or limitation of the fuel acquisition permit issued to the registered consumer is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000.

5.—(1) The Act is amended by adding the following sections:

5 (1) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Interjurisdictional carrier

4m.—(1) No person shall act as an interjurisdictional carrier of a class prescribed for the purposes of this subsection unless the person is registered by the Minister.

Trip registration

(2) Every interjurisdictional carrier who is not required to be registered under subsection (1) shall apply for an Ontario trip registration certificate as specified in the regulations.

Application

(3) Subject to section 9, every person who proposes to act as an interjurisdictional carrier of a prescribed class is entitled to be registered as such and to be issued a certificate of registration or an Ontario trip registration certificate, as the case may be, upon application in the prescribed form and payment of the prescribed fees.

Registration decals

(4) Every interjurisdictional carrier who is a member of a class prescribed for the purposes of subsection (1) and who is registered by the Minister is entitled to be issued registration decals in the prescribed form by the Minister upon application in the prescribed form and payment of the prescribed fees.

Conditions and limitations

(5) The Minister may attach such reasonable conditions and limitations to the registration of an interjurisdictional carrier as the Minister considers appropriate.

Application of subs. (5)

(6) Subsection (5) applies in respect of a proposed registration and in respect of an existing registration of an interjurisdictional carrier.

Notice of change, interjurisdictional carrier

4n.—(1) Every person who is an interjurisdictional carrier shall notify the Minister in writing of,

- (a) any change in the name of the interjurisdictional carrier;
- (b) any change in the business address of the interjurisdictional carrier;
- (c) any change in the nature of the business of the interjurisdictional carrier; or
- (d) the termination of the business of the interjurisdictional carrier.

Transmittal

(2) The notice required by subsection (1) shall be given to the Minister forthwith upon the happening of the change or termination.

Communication re refund to broker driver

4o. The Minister may communicate to, furnish to or receive from an interjurisdictional carrier or a broker driver any information necessary to ascertain whether any tax imposed by this Act is refundable to the broker driver.

Offence, interjurisdictional carrier

4p.—(1) Every person who contravenes subsection 4m (1) (interjurisdictional carrier) or 4m (2) (trip registration) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$2,000 plus a fine in an amount equal to the amount of the tax that should have been paid or remitted by the interjurisdictional carrier.

Idem, condition or limitation

(2) Every interjurisdictional carrier who contravenes a condition or limitation attached to the registration of the interjurisdictional carrier under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$2,000.

Idem, registration decal

(3) Every operator of a motor vehicle to which a valid registration decal is not affixed when so required under this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

(2) The Act is further amended by adding the following sections:

(2) La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

- | | |
|--------------------------------------|--|
| Registered
dyer | 4q. —(1) No person shall colour fuel unless the person is registered by the Minister as a dyer. |
| Application | (2) Subject to section 9, every collector who proposes to colour fuel is entitled to be registered as a dyer and to be issued a certificate of registration upon application in the prescribed form if the collector, <ul style="list-style-type: none"> (a) owns or operates a terminal or northern terminal that the Minister has specified and the collector uses as a dye-point; and (b) has total sales of coloured fuel from all dye-points owned or operated by the collector equal to or in excess of the prescribed percentage of the collector's total sales of coloured fuel during the calendar year before the person's application for registration. |
| Cancellation
of registra-
tion | (3) The Minister may cancel a person's registration as a dyer at the end of any twelve-month period during which the person's total sales of coloured fuel from all dye-points owned or operated by the person are less than the prescribed percentage of the person's total sales of coloured fuel. |
| Conditions
and limita-
tions | (4) The Minister may attach such reasonable conditions and limitations to a registration as a dyer as the Minister considers appropriate. |
| Application
of subs. (4) | (5) Subsection (4) applies in respect of a proposed registration and in respect of an existing registration. |
| Dye-points | 4r. —(1) The Minister may specify the number and location of dye-points that a registered dyer may establish and operate. |
| Dye held in
trust | (2) Every registered dyer who possesses dye is deemed to hold the dye in trust for Her Majesty in right of Ontario for use in accordance with this Act and the regulations and is accountable for all dye at the time and in the manner provided by this Act and the regulations. |
| Notification | (3) Every registered dyer shall forthwith notify the Minister in writing of all changes in the name or nature of the registered dyer's business or of the termination of the business. |
| Use of dye | (4) Every registered dyer shall use only dye provided by the Minister in such manner, with such equipment and through such methods and procedures as are prescribed by the Minister to colour fuel. |
| Equipment
testing | (5) In order to ensure compliance with this Act and the regulations, any person authorized for the purpose by the Minister may shut down and test any equipment used for the dyeing, storing, transporting or delivery of coloured fuel. |
| Offence | 4s. —(1) Every registered dyer who refuses or neglects to dye fuel in accordance with the requirements prescribed by the Minister is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$50,000 and not more than \$1,000,000. |
| Offence,
unregistered
dyer | (2) Every person who operates as a dyer of fuel without holding a subsisting certificate of registration as a dyer under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000 plus an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 had the fuel sold by the person during the period the person did not hold the certificate of registration been clear fuel sold to a purchaser in Ontario. |

Offence,
condition or
limitation

(3) Every registered dyer who contravenes a condition or limitation in the certificate of registration issued to the registered dyer is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000.

6. Subsection 5 (1), and subsections 5 (2) and (3), as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 72, section 86, of the Act are repealed and the following substituted:

Detention
and exami-
nation of
motor
vehicle

(1) For the purpose of ascertaining,

- (a) whether tax imposed by this Act has been paid on clear fuel contained in the fuel tank of a motor vehicle or whether the fuel tank contains coloured fuel;
- (b) whether any tax imposed by this Act is payable on such fuel; and
- (c) whether the operator of a motor vehicle is an interjurisdictional carrier whose motor vehicle carries a valid registration decal or is required to carry such a registration decal under the regulations,

any person authorized for the purpose by the Minister may, without a warrant, if the person has reasonable and probable grounds to believe that the motor vehicle contains evidence of a contravention of this Act, stop and detain any motor vehicle in Ontario, may examine the motor vehicle and fuel in any fuel tank thereof, take samples of the fuel and inspect any registration decal on the motor vehicle and may also examine the documents in the custody of the driver related to liability for tax under this Act, the ownership of the motor vehicle and the operator of the motor vehicle and may also examine the driver's licence required under the *Highway Traffic Act*.

Offence

(2) Every driver of a motor vehicle that may be stopped and detained under subsection (1) who,

- (a) fails to comply with a stop sign set up by a person authorized by the Minister to examine any motor vehicle;
- (b) fails to obey a lawful signal or request by a person authorized by the Minister to examine any motor vehicle;
- (c) drives a motor vehicle to which a valid registration decal is not affixed as required under the regulations;
- (d) refuses to permit the detention or examination of the motor vehicle that is under his or her control; or
- (e) refuses to permit samples of fuel to be taken from any fuel tank of the motor vehicle that is under his or her control,

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

Offence

(3) Every driver of a motor vehicle that is found to contain coloured fuel in a fuel tank of the motor vehicle is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

7. Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

Invoice

6.—(1) Every vendor shall inform every person to whom the vendor sells fuel in bulk of the total price of the fuel and shall deliver to the person an invoice containing the information prescribed by the Minister.

Liability for
tax

(2) Every person who purchases fuel in bulk from a vendor without obtaining a properly completed invoice that the vendor is

6 Le paragraphe 5 (1) de la Loi et les paragraphes 5 (2) et (3), tels qu'ils sont modifiés par l'article 86 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

7 L'article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

required to deliver under subsection (1) remains liable for any tax collectable or payable under this Act until the tax is actually paid over to a collector or to the Treasurer by the vendor, although the vendor is an agent of the Minister.

Idem

(3) Every person shall obtain from the vendor from whom the person purchases fuel, other than fuel in bulk, the total price of the fuel and an invoice containing the information prescribed by the Minister.

Offence

(4) Every person who fails to comply with this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

8. The Act is further amended by adding the following section:

8 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

Records

6a.—(1) Every collector, importer, exporter, registered consumer, interjurisdictional carrier, interjurisdictional transporter, wholesale dealer or retail dealer shall keep at that person's principal place of business records and books of account in such form and containing such information as will permit the accurate determination of the taxes collectable or payable under this Act.

Retention period

(2) Every person referred to in subsection (1) shall retain the records and books of account, as well as any other documents necessary to verify the information in the records and books of account, for a period of seven years following the end of the fiscal period to which the records and books of account relate, unless written permission for their disposal is received from the Minister.

Requirement

(3) The Minister may require a person who fails to comply with subsection (1) to keep such records and books of account as are specified by the Minister for such length of time as the Minister requires.

Offence

(4) Every person who fails to comply with subsection (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of \$50 for each day during which the default occurs or continues.

9. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

9 L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Information

7.—(1) The Minister may demand information or additional information from a person for the purpose of evaluating the suitability of the person to be a collector, registered importer, registered exporter, registered dyer, registered consumer, interjurisdictional transporter or interjurisdictional carrier under this Act or to ascertain the amount of security to be furnished by the person in accordance with subsection (2) and the person shall deliver to the Minister the information or additional information the Minister requires within the time specified in the Minister's demand.

Security

(2) The Minister shall demand security in a form acceptable to the Minister from,

(a) every collector, in an amount not less than the equivalent of an average three months tax collectable and payable by the collector calculated for the twelve-month period preceding the date of the Minister's demand or \$1,000,000, whichever is greater;

(b) every registered importer, in an amount equal to the average three months tax collectable and payable by the importer calculated for the twelve-month period preceding the date of the Minister's demand or \$500,000, whichever is greater;

- (c) every registered exporter, in an amount specified by the Minister upon the forwarding to the Minister of information required under this Act or the regulations in respect of fuel intended to be taken or to be caused to be taken out of Ontario;
- (d) every registered dyer, in an amount equal to the greater of \$1,000,000 or the average three months tax that would be collectable and payable by the registered dyer calculated on the basis of the twelve-month period preceding the Minister's demand if the clear fuel acquired by the registered dyer for the purpose of colouring or for any other purpose were sold to a consumer in Ontario during the twelve-month period;
- (e) every registered consumer, in an amount equal to the tax that would otherwise have been payable by the registered consumer, if the registered consumer were not a registered consumer, on the average three months receipts of clear fuel calculated for the twelve-month period immediately preceding the date of the Minister's demand or \$100,000, whichever is the greater; and
- (f) every registered interjurisdictional carrier, in an amount not less than the equivalent of the average three months tax payable by the registered interjurisdictional carrier calculated for the twelve-month period immediately preceding the date of the Minister's demand.

Idem (3) Every person shall, upon receipt of a demand under subsection (2), forthwith furnish the security to the Minister.

Idem (4) The Minister may, at any time, increase or decrease the amount of security furnished or to be furnished under subsection (2).

10. Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 72, sections 77 and 86, is repealed and the following substituted:

10 L'article 8 de la Loi, tel qu'il est modifié par les articles 77 et 86 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interjurisdictional transporter

8.—(1) No person shall act as an interjurisdictional transporter unless the person is registered by the Minister as an interjurisdictional transporter.

Application

(2) Subject to section 9, every person who acts or proposes to act as an interjurisdictional transporter is entitled to be registered as an interjurisdictional transporter and to be issued a certificate of registration upon application in the prescribed form.

Conditions and limitations

(3) The Minister may attach such reasonable conditions and limitations to a registration as an interjurisdictional transporter as the Minister considers appropriate.

Application of subs. (3)

(4) Subsection (3) applies in respect of a proposed registration and in respect of an existing registration.

Uniform manifest form

(5) Every interjurisdictional transporter shall complete a uniform manifest form in the form provided by the Minister in respect of every shipment of fuel in bulk transported or transferred by the interjurisdictional transporter into or out of Ontario.

Transporter to obtain certificate

(6) Before undertaking to transport or transfer fuel in bulk into or out of Ontario for a registered importer or a registered exporter, the interjurisdictional transporter shall obtain the notarial copy of the registration certificate that the registered importer or registered exporter is required to provide under this Act.

Possession of documents

(7) Every interjurisdictional transporter shall keep in the possession of the driver of the motor vehicle or of the master of the

vessel in which the interjurisdictional transporter is transporting or transferring fuel in bulk,

- (a) the interjurisdictional transporter's certificate of registration issued under this Act;
- (b) the completed uniform manifest form required by subsection (5);
- (c) if the fuel in bulk is being transported or transferred for a registered importer or a registered exporter, the notarial copy of the certificate of registration that the registered importer or registered exporter is required to provide under this Act; and
- (d) evidence of payment, if any, made under subsection 11 (7) or of the proper colouration of the fuel.

Detention of
vehicles

(8) Any person who is authorized for the purpose by the Minister and who has reasonable and probable grounds to believe that an interjurisdictional transporter does not hold a certificate of registration or is transporting or transferring fuel on behalf of an importer or exporter who does not hold a certificate of registration issued under this Act may, without a warrant, stop and detain any vehicle or vessel operated in Ontario by the interjurisdictional transporter and require production of the documents specified in subsection (7).

Seizure, etc.,
of fuel

(9) If, following a detention under subsection (8), the driver of the motor vehicle or the master of the vessel fails to produce the documents specified in subsection (7), the person authorized for the purpose by the Minister may, without a warrant but subject to subsections (10), (11), (12) and (14), seize, impound, hold and dispose of the fuel, unless the interjurisdictional transporter complies with subsection (11).

No seizure,
etc.

(10) Fuel is not subject to holding, seizure, impounding or disposal under this section if the driver of the motor vehicle or the master of the vessel in which the fuel is transported or transferred provides proof satisfactory to the person authorized for the purpose by the Minister,

- (a) of the quantity and the destination of the fuel being transported or transferred;
- (b) that the driver or master holds a certificate of registration or a notarial copy of a certificate of registration of the interjurisdictional transporter issued under this Act;
- (c) if the fuel is being transported or transferred for an importer or exporter, that the importer or exporter holds a valid certificate of registration issued under this Act;
- (d) if tax or security is payable in respect of the fuel being transported or transferred, that the tax or security has been paid; and
- (e) if the fuel being transported or transferred is not clear fuel, that the fuel has been coloured in accordance with this Act and the regulations.

Forfeiture

(11) Fuel seized under subsection (9) is forfeited to Her Majesty to be disposed of as the Minister directs unless, within thirty days following the seizure, the person from whom the fuel is seized, or the owner of the fuel, pays to the Treasurer an amount, as a penalty, equal to the tax that would be payable under clause 2 (1) (a) if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Application

(12) The driver of the motor vehicle or the master of the vessel from which fuel is seized under this section, or the owner of

the fuel, may bring an application in the Ontario Court (General Division) to establish the right to possession of the fuel.

- | | |
|------------------------------------|---|
| Time limit | (13) An application under subsection (12) is not valid unless made within thirty days after the date on which the fuel is seized. |
| Standards | <p>(14) For the purposes of an application to the Ontario Court (General Division), the driver, the master or the owner has the right to possession of the fuel if, when the fuel is seized,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the driver or the master holds a certificate of registration or a notarial copy of a certificate of registration of the interjurisdictional transporter issued under this section; (b) the fuel is being transported or transferred on behalf of an exporter who holds a certificate of registration issued under this Act; (c) if the fuel is clear fuel being imported into Ontario, the tax or security payable under this Act has been paid or the driver, the master or the owner has complied with the regulations with respect to the importation of clear fuel for colouration; and (d) if the driver or the master does not hold a uniform manifest form completed in accordance with this Act and the regulations, the driver or owner delivers the form so completed to the Minister within five days of the date when the fuel is seized. |
| Order | (15) The court, if satisfied that the driver, the master or the owner has the right to possession of the fuel, may order that the fuel be returned to the driver, the master or owner or that the proceeds of sale of the fuel be paid to the owner. |
| Disposal pending final disposition | (16) If the application is not finally disposed of within sixty days after the date on which it is made, the Minister may dispose of the fuel and retain the proceeds of the sale pending final disposition of the application. |
| Forfeiture of fuel | (17) If the application is dismissed and any appeal is dismissed or the time for appeal has expired, the fuel is forfeited to Her Majesty in right of Ontario to be disposed of as the Minister directs. |
| Proceeds of sale | (18) If a sale of fuel is directed under subsection (11) or (17), or if the proceeds of a sale are retained under subsection (16) and the application is dismissed, the proceeds of the sale remaining after payment of the costs incurred by the Minister in seizing, storing and disposing of the fuel and after payment of the penalty owing under subsection (11) shall be paid to the person from whom the fuel was seized or to the person who owned the fuel before it was forfeited. |
| Offence | (19) Every interjurisdictional transporter transporting or transferring fuel in bulk into or out of Ontario who fails to produce any of the documents required to be kept in the possession of the driver or the master under subsection (7) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$150 and not more than \$1,000 for each document not produced. |

11. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:

11 L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Refusal to designate or register

9.—(1) The Minister may refuse to designate or register any person or to issue a permit to any person under this Act if the person fails to satisfy the Minister that the person has the ability to perform the conditions or observe the limitations that the Minister proposes to attach to the designation, registration or permit.

Idem	(2) The Minister may refuse to designate or register any person or to issue a permit to any person under this Act if the person fails to furnish security in accordance with section 7.
Suspension or cancellation	(3) The Minister may suspend or cancel the designation of, permit issued to, or registration of any person under this Act if the person contravenes or permits the contravention of any provision of this Act or the regulations or a condition or limitation attached to the designation, permit or registration.
Hearing	(4) If the Minister proposes to act under subsection (1), (2) or (3), the Minister shall afford the person the opportunity to appear before the Minister to show cause why the Minister should not so act.
Immediate suspension	(5) Despite subsection (4), the Minister may suspend forthwith the designation of, permit issued to, or registration of any person under this Act if the person fails to deliver a return required by this Act or the regulations or fails to remit tax collectable or payable by the person under this Act.
Notice of suspension	(6) A suspension forthwith shall be by notice in writing with written reasons, and shall state that the person may, by notice in writing served on the Minister within 180 days after service of the notice of suspension, require a hearing by the Minister to determine whether the suspension should be rescinded, rescinded subject to conditions, or whether the designation, permit or registration should be cancelled, and the person may so require the hearing.
Service of notice	(7) A notice under this section may be served personally or by registered mail addressed to the person to whom notice is to be given at the person's last known address.
Idem	(8) Service by registered mail of a notice under this section shall be deemed to have been made on the fifth day after the day of mailing unless the person establishes that, though acting in good faith, the person did not receive the notice or did not receive it until a later date.
Conviction for fraud or tax evasion	(9) The Minister may refuse to designate or register any person or to issue a permit to any person under this Act if the person or an officer, director, shareholder or partner of the person has been convicted of the offence of fraud or tax evasion within five years of the date of the application for the designation, registration or permit, and subsection (4) does not apply in respect of the refusal.

12.—(1) Subsections 10 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

12 (1) Les paragraphes 10 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Returns	<p>(1) Every person who is a collector, registered importer, registered exporter, registered dyer, interjurisdictional carrier, interjurisdictional transporter or registered consumer shall deliver to the Minister such return as the Minister requires for the purposes of this Act,</p> <p>(a) at the prescribed time and in the prescribed manner; and</p> <p>(b) on or before the date designated in a notice or demand by the Minister, if the Minister serves or causes to be served a notice or demand, either personally or by registered mail, upon the person.</p>
Verification of returns	<p>(2) Every return required under subsection (1) shall be verified by the certificate of the person referred to in subsection (1) delivering the return or, if not an individual, of the president, resident manager or representative in Ontario of the person that the financial and other statements of information included in or attached to the return are in agreement with the records of the</p>

person and contain correctly and completely all information for the period covered by the return.

Penalty

(3) Every person who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay a penalty of not less than \$300 plus not more than 25 per cent of the tax payable and 25 per cent of the tax collectable by the person, whether or not the failure to file a return was caused by a person acting as an agent under subsection (7).

(2) Section 10 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 72, section 86, is further amended by adding the following subsections:

(2) L'article 10 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 86 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989, est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants :

**Compliance
by agent**

(7) Compliance with subsections (1) and (2) may be carried out by a person with whom the person referred to in subsection (1) has entered into a written agreement under which the first person is authorized to act as an agent to prepare and deliver to the Minister the return required by subsection (1), but this subsection applies only if the first person has been granted and exercises power of attorney to verify the return in the manner required by subsection (2) for the period the agreement is in force.

Penalty

(8) Every person referred to in subsection (1) who fails to remit the amount of the tax collectable or the tax payable, as the case may be, by the person with the person's return shall pay a penalty, when assessed therefor, of an amount equal to 25 per cent of the tax that was collectable or that was payable by the person for the period covered by the return.

13.—(1) Subsections 11 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

13 (1) Les paragraphes 11 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

**Transmission
of tax**

(1) Every registered importer, registered consumer or interjurisdictional carrier shall transmit with the return required by section 10 the amount of the tax payable or the amount of the tax payable and collectable, as the case may be, by the registered importer, registered consumer or interjurisdictional carrier.

Interest

(2) A person who is a collector, importer or interjurisdictional carrier and who transmits less than the amount of tax payable or the amount of tax payable and collectable by the person shall pay to the Treasurer interest at the prescribed rate upon the deficiency from the date of default until the date of transmission of the deficiency to the Treasurer whether or not the amount transmitted was transmitted with a return prepared and delivered to the Minister in accordance with subsection 10 (7).

(2) Subsection 11 (3) of the Act is amended by striking out "registered consumer" wherever it occurs.

(2) Le paragraphe 11 (3) de la Loi est modifié par suppression de «registered consumer» partout où il figure.

(3) Subsection 11 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Le paragraphe 11 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offence

(4) Every person who is required to pay over to a collector or importer or to remit to the Treasurer the tax imposed by this Act and who fails to pay over or to remit the tax collected by the person is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than an amount equal to 25 per cent of the tax and not more than an amount equal to double the amount of the tax collected and not paid over or remitted.

(4) Subsections 11 (5) and (6) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 37, section 3, are repealed.

(4) Les paragraphes 11 (5) et (6) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'arti-

(5) Subsection 11 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 37, section 3, is repealed and the following substituted:

Security

(7) At the time of entry into Ontario from outside Canada of clear fuel, every importer who is not a registered importer shall remit to the Treasurer,

(a) an amount as security equal to the tax under this Act that the importer would be obliged to collect on such clear fuel upon resale of the fuel in Ontario; and

(b) the tax payable by the importer under section 2.

14. Subsection 12 (2) of the Act is amended by inserting after "carrier" in the third line and in the seventh line in each case "registered dyer, exporter, interjurisdictional transporter".

15.—(1) Subsection 13 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice of
assessment

(1) If a person fails to make a return or a remittance as required under this Act or if the person's returns are not substantiated by the person's records, the Minister may make an assessment of the amount of tax collected by the person as agent for the Minister or the tax payable by the person, for which the person has not accounted, and the amount shall be deemed to be the tax collected or the tax payable, as the case may be.

(2) Subsection 13 (6) of the Act is amended by inserting after "entitled" in the fourth line "and interest thereon at the prescribed rate from the date of payment of the erroneous refund".

(3) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice of
assessment

(12) The Minister may, at any time the Minister considers reasonable, assess an interjurisdictional carrier, who has failed or refused to maintain adequate books of account for the purposes of subsection 12 (3), the tax payable under this Act by the interjurisdictional carrier and, for the purpose of ascertaining the amount of the tax to be assessed, the person's interjurisdictional vehicles or fleet of interjurisdictional vehicles shall be deemed to have travelled a distance equal to 1.6 kilometres for each litre of fuel consumed by the vehicles or fleet of vehicles.

16.—(1) Subsection 14 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1985, chapter 23, section 3, is repealed and the following substituted:

Notice of
objection

(1) A person who objects to an assessment or statement of disallowance under section 13, or to a penalty paid or assessed under this Act, may, within 180 days from the service of the notice of assessment or statement of disallowance, or the payment of the penalty under subsection 8 (11), serve on the Minister a notice of objection in duplicate in the prescribed form setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

(2) Subsection 14 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Reconsider-
ation

(4) Upon receipt of the notice of objection, the Minister shall with all due dispatch reconsider the assessment, statement of dis-

cle 3 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1989, sont abrogés.

(5) Le paragraphe 11 (7) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14 Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «carrier» aux troisième et septième lignes, de «registered dyer, exporter, interjurisdictional transporter».

15 (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe 13 (6) de la Loi est modifié par insertion, après «entitled» à la quatrième ligne, de «and interest thereon at the prescribed rate from the date of payment of the erroneous refund».

(3) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

16 (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 3 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1985, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe 14 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

allowance or penalty objected to and vacate, confirm or vary the assessment, statement of disallowance or penalty and reassess or serve a fresh statement of disallowance, and the Minister shall notify the person making the objection of the action by the Minister by letter, either sent by registered mail to, or personally served on, the person.

(3) Subsection 14 (5) of the Act is amended by striking out “or statement of disallowance” in the fourth line and substituting “statement of disallowance or penalty”.

(4) Subsection 14 (13) of the Act is amended by inserting after “tax” in the second line “or penalty”.

17. Subsection 15 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Certificate to
prove
amount of
tax

(1) The Deputy Minister of Revenue shall determine the amount of the tax referred to in subsections 2 (8), 2 (9), 3i (1), 3i (2) and 4 (5), section 4i, subsections 4p (1), 4s (2) and 11 (4) and section 27 from such information as is available to the Deputy Minister and shall issue a certificate as to the amount, and such a certificate that is signed or that purports to be signed by the Deputy Minister and that states the amount of tax that should have been collected or paid or that would be payable under section 2 is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the amount of the tax and of the authority of the person who issued the certificate without proof of appointment or signature.

18.—(1) Clause 18 (1) (c) of the Act is amended by striking out “registered consumer” in the second line and substituting “exporter”.

(2) Clause 18 (1) (d) of the Act is repealed.

(3) Subsection 18 (2) of the Act is amended by inserting after “consumer” in the fifth line “exporter, interjurisdictional transporter”.

19.—(1) Subsection 21 (1) of the Act is amended by striking out “or, coloured fuel on which the tax was paid in error” in the second and third lines.

(2) Subsections 21 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Idem

(2) The Minister may refund the tax paid on clear fuel purchased if the fuel was used to operate,

(a) a road-building machine as defined in section 1 of the *Highway Traffic Act*; or

(b) auxiliary equipment of a motor vehicle, the power from which equipment is not used for the propulsion of a motor vehicle on a highway, and if the motor vehicle to which the equipment is auxiliary is not principally used by its owner or operator for the transportation of passengers, whether or not for hire, or for the pleasure or recreation of the owner or operator.

Application
for refund

(3) A refund under this Act shall not be made unless an application therefor, accompanied by properly receipted invoices, is received by the Minister within three years of the date when the tax, a refund of which is sought, was paid and it is established to

(3) Le paragraphe 14 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «or statement of disallowance» à la quatrième ligne, de «statement of disallowance or penalty».

(4) Le paragraphe 14 (13) de la Loi est modifié par insertion, après «tax» à la deuxième ligne, de «or penalty».

17 Le paragraphe 15 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18 (1) L'alinéa 18 (1) (c) de la Loi est modifié par substitution, à «registered consumer» à la deuxième ligne, de «exporter».

(2) L'alinéa 18 (1) (d) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 18 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «consumer» à la cinquième ligne, de «exporter, interjurisdictional transporter».

19 (1) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par suppression de «or, coloured fuel on which the tax was paid in error» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Les paragraphes 21 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

the satisfaction of the Minister that the applicant is entitled to the refund claimed.

Idem

(4) Every invoice submitted with an application for a refund under this Act shall clearly indicate, in addition to the information required to be shown on an invoice under subsection 6 (1) or (2), the date of payment of the tax, and no refund shall be paid where the applicant has misrepresented a material fact in respect of any invoice.

Penalty

(5) If an applicant for a refund under this Act has misrepresented a material fact on or in connection with an application for a refund, in a return where an amount was retained by the applicant under subsection 11 (3) or in an invoice supporting the application or return, the Minister may, in addition to denying all or any part of the refund claimed through the use of the application or return, impose a penalty of not more than an amount equal to the refund denied.

Refund

(6) If a person has transmitted to the Treasurer an amount in excess of the tax collectable or payable by the person under this Act, the excess shall be refunded to the person upon application therefor made within three years of the date of payment of the excess amount and, subject to subsection 13 (11) and subsection (7), if, as the result of an assessment or reassessment or the final decision of a court in proceedings commenced under section 14, it is established that the person assessed or reassessed or the appellant, as the case may be, has overpaid tax, the amount of the overpayment shall be refunded to the person.

Deemed tax

(7) Any amount refunded under this Act in excess of the amount to which the person receiving the refund was entitled shall be deemed to be tax under this Act owing to Her Majesty in right of Ontario, and the proceedings under this Act relating to collection of tax apply with necessary modifications to the amount.

20.—(1) Subsection 22 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

20 (1) Le paragraphe 22 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Communica-
tion

(4) A person employed by the Government of Ontario may, in the course of duties in connection with the administration or enforcement of this Act,

(a) communicate or allow to be communicated to another person employed by the Government of Ontario in the administration or enforcement of any law, information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act; and

(b) allow another person employed by the Government of Ontario in the administration or enforcement of any law, to inspect or have access to any record or thing obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act.

Reciprocal
communica-
tion

(4a) A person who receives information or obtains access to any record or thing under subsection (4) has a duty to communicate or furnish to the Minister on a reciprocal basis any information, record or thing obtained by the person that affects the administration or enforcement of this Act.

Use of infor-
mation

(4b) Any information, record or thing communicated or furnished under this section may be used only for the administration or enforcement of this Act or an Act that is administered or enforced by the person receiving the information, record or thing.

(2) Subsection 22 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 22 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Information

(6) The Minister may permit information or a copy of any record or thing obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act to be given to any person employed by any government if,

- (a) information, records or things obtained by that government for the purpose of any Act that imposes a tax or duty are communicated or furnished on a reciprocal basis to the Minister; and
- (b) the information, record or thing will not be used for any purpose other than the administration or enforcement of a law that provides for the imposition of a tax or duty.

21. Section 25 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 72, section 77, is repealed and the following substituted:

21 L'article 25 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 77 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offence,
false state-
ments

25.—(1) Every person is guilty of an offence who,

- (a) makes, participates in, assents to, or acquiesces in the making of false or deceptive statements in a return, certificate, statement or answer, delivered or made as required by or under this Act or the regulations;
- (b) to evade payment of tax imposed by this Act, destroys, alters, mutilates, hides or otherwise disposes of the records or books of account of a purchaser, importer, exporter, collector, registered consumer, interjurisdictional carrier or transporter;
- (c) makes, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive entries or omits, assents to or acquiesces in the omission, to enter a material particular in records or books of a person referred to in clause (b);
- (d) wilfully, in any manner, evades or attempts to evade compliance with this Act or payment of taxes imposed by this Act; or
- (e) conspires with another person to commit an offence described in clause (a), (b), (c) or (d).

Penalty

(2) Every person who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on conviction to a fine of not less than an amount equal to the amount of the tax that should have been declared to be collectable or payable or that is sought to be evaded and not more than triple the amount of the tax, or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both.

22. The Act is further amended by adding the following section:

22 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

Directors

25a.—(1) If a corporation has failed to collect tax under this Act, has collected tax and failed to remit the tax or has failed to pay any interest or penalty related thereto, the directors of the corporation at the time the corporation is required to collect or remit the taxes or to pay the interest or penalty related thereto, are jointly and severally liable, together with the corporation, to pay such amounts.

Exception

- (2) A director of a corporation is not liable under subsection (1) unless,
 - (a) a warrant of execution for the amount of the corporation's liability as described in subsection (1) has been issued under clause 17 (1) (b) and the warrant has been returned by the sheriff unsatisfied in whole or in part; or
 - (b) the corporation has made an assignment or a receiving order has been made against it under the *Bankruptcy Act*

(Canada) and a claim for the amount of the corporation's liability referred to in subsection (1) has been proved within six months after the date of the assignment or receiving order.

Prudent director

(3) A director of a corporation is not liable for a failure described in subsection (1) if the director exercised the degree of care, diligence and skill to prevent the failure that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

Assessment

(4) The Minister may assess any person for any amount payable by the person under this section and, where the Minister sends a notice of assessment, the sections of this Act respecting assessments, objections and appeals apply with necessary modifications.

Time limit

(5) An assessment under subsection (4) shall not be made more than two years after the person last ceased to be a director of the corporation.

Execution

(6) If execution referred to in clause (2) (a) has been issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.

Idem

(7) If a director of a corporation pays an amount in respect of a corporation's liability described in subsection (1) that is proved in liquidation, dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that Her Majesty in right of Ontario would be entitled to had the amount not been so paid and, where a warrant of execution has been issued under clause 17 (1) (b), the director is entitled to the assignment of the warrant of execution to the extent of the director's payment, and the Minister may make the assignment.

Allocation by Minister

(8) For the purpose of this section, the Minister may apply any payment or payments made by or on behalf of the corporation under this Act to any of the liabilities described in subsection (1) including penalties and interest relating thereto and to any liability for tax payable under this Act including any penalty and interest relating thereto.

23. Section 26 of the Act is repealed and the following substituted:

23 L'article 26 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offence

26.—(1) Any person who,

- (a) destroys or removes, in any manner, the dye or any component of the dye in any coloured fuel;
- (b) attempts, in any manner, to destroy or remove the dye or any component of the dye in any coloured fuel; or
- (c) mixes or combines coloured fuel with any other type or grade of fuel,

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both.

Penalty

(2) Any dealer who possesses fuel in bulk from which the dye or a component of the dye has been removed or destroyed, or who possesses coloured fuel that has been mixed or combined with any other type or grade of fuel, shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Subsequent penalty

(3) In addition to any penalty assessed under subsection (2), a dealer against whom an assessment has been issued under subsection (2) who possesses fuel in bulk from which the dye or a component of the dye has been removed or destroyed, or who possesses fuel that has been mixed or combined with any other

type or grade of fuel, shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to ten times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Offence,
seals or
labels

(4) Any person who, without the prior written permission of the Minister, removes, breaks or alters a seal or identifying label affixed in accordance with this Act or the regulations to any tank, drum or machine is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$100,000.

Offence,
stock
coloured fuel
and clear
fuel

(5) Any person who stocks coloured fuel on premises where clear fuel is sold to purchasers is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$100,000.

Saving

(6) A person is not liable to prosecution under subsection (5) if the coloured fuel is contained in a separate tank or cistern and the pump delivering the fuel from that separate tank or cistern is clearly marked to indicate that coloured fuel is being delivered.

24. Section 29 of the Act is repealed and the following substituted:

24 L'article 29 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Service of
offence
notice or
summons

29. In respect of an offence under this Act that involves a motor vehicle, delivery of an offence notice or summons to the driver of the vehicle shall be deemed to be service on the operator of the vehicle for the purposes of Part I of the *Provincial Offences Act*, unless, at the time of the offence, the vehicle was in the possession of the driver without the operator's consent.

25.—(1) Clause 30 (1) (i) of the Act is repealed and the following substituted:

25 (1) L'alinéa 30 (1) (i) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) prescribing a system of compensation to reimburse registered dyers for a part or all of their costs incurred in colouring fuel, fixing the rate or rates of compensation to be paid to registered dyers per litre of fuel coloured, and providing for the maximum amount of compensation to registered dyers and for the method by which the compensation may be paid.

(2) Clause 30 (2) (h) of the Act is amended by striking out "subsection 2 (2)" in the first line and substituting "subsection 4k (2)".

(2) L'alinéa 30 (2) (h) de la Loi est modifié par substitution, à «subsection 2 (2)» à la première ligne, de «subsection 4k (2)».

(3) Clause 30 (2) (i) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) L'alinéa 30 (2) (i) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) prescribing conditions and restrictions that shall apply in respect of interjurisdictional carriers, interjurisdictional transporters, registered dyers, registered importers, registered exporters and registered consumers, and the method of paying the tax imposed by this Act to be followed by all interjurisdictional carriers.

(4) Clause 30 (2) (j) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) L'alinéa 30 (2) (j) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(j) governing the issuance and use of registration decals and prescribing fees therefor.

(5) Clause 30 (2) (k) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) L'alinéa 30 (2) (k) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(k) prescribing the method of collecting and paying or transmitting the tax imposed by this Act to be followed by collectors, registered importers and interjurisdictional carriers.

(6) Clause 30 (2) (l) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) L'alinéa 30 (2) (l) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (1) prescribing the processes which a registered dyer shall use to colour and dispense coloured fuel, the time and manner of accounting for dye by a registered dyer and the use that may be made of dye by any other person.

(7) Clause 30 (2) (o) of the Act is amended by striking out "collectors" in the first line and substituting "registered dyers".

(7) L'alinéa 30 (2) (o) de la Loi est modifié par substitution, à «collectors» à la première ligne, de «registered dyers».

(8) Clause 30 (2) (q) of the Act is repealed and the following substituted:

(8) L'alinéa 30 (2) (q) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (q) prescribing anything referred to in this Act as prescribed by the Minister.

(9) Clause 30 (2) (r) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 16, section 2, is repealed and the following substituted:

(9) L'alinéa 30 (2) (r) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1983, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (r) prescribing classes of interjurisdictional carriers whose members are required to each hold a certificate of registration and classes of interjurisdictional carriers whose members are required to each apply for an Ontario trip registration certificate under section 4m.

(10) Subsection 30 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 16, section 2 and 1985, chapter 23, section 6, is further amended by adding the following clauses:

(10) Le paragraphe 30 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1983 et par l'article 6 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1985, est modifié en outre par adjonction des alinéas suivants :

- (b) prescribing the percentage of a collector's total sales of coloured fuel for each calendar year during which the collector's certificate as a registered dyer remains in force for the purposes of clause 1 (1) (pa);
- (c) prescribing information to be provided by exporters and the form and manner in which such information is to be provided for the purposes of section 4h;

- (u) prescribing information to be included on invoices for the purposes of section 6.

26.—(1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Act comes into force on the 1st day of January, 1992.

26 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992. Entrée en vigueur

(2) Subsection 4 (1) shall be deemed to have come into force on the 30th day of April, 1991.

(2) Le paragraphe 4 (1) est réputé être entré en vigueur le 30 avril 1991. Idem

(3) Subsection 5 (2) comes into force on the 1st day of April, 1992.

(3) Le paragraphe 5 (2) entre en vigueur le 1^{er} avril 1992. Idem

27. The short title of this Act is the *Fuel Tax Amendment Act, 1991*.

27 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi de la taxe sur les carburants*. Titre abrégé

Commence-
ment

Idem

Idem

Short title

CHAPTER 50

An Act to amend the Truck Transportation Act, 1988

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsections 3 (8) and (9) of the *Truck Transportation Act, 1988* are repealed.

2. The Act is amended by adding the following sections:

Load
brokerage
certificates
required

3.1—(1) No person shall provide a load brokerage service

- (a) under a load brokerage certificate; and
- (b) pursuant to the certificate.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a load brokerage service that is merely incidental to the primary business of a customs broker or other intermediary prescribed by the regulations.

Offence

(3) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and,

(a) on the first conviction, is liable to a fine of not less than \$250 and not more than \$5,000;

(b) on each subsequent conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$5,000.

Idem

(4) For the purposes of subsection (3), a conviction that occurs more than five years after a previous conviction is not a subsequent conviction.

Load
brokerage
certificates
issued

3.2 The Registrar shall issue load brokerage certificates in accordance with the regulations.

3. The Act is further amended by adding the following sections:

Notice

4.1—(1) Upon receipt of a direction made under section 37.1 and for the effective period of the direction, the Registrar, subject to section 4.2, shall grant no new operating authorities of the classes identified by the direction.

Idem

(2) In this section and in section 4.2, a new operating authority is an operating authority contained in an operating licence issued to an applicant who,

- (a) is not a licensee; or
- (b) is a licensee but holds an operating licence that does not contain the operating authority that is the subject of the application.

Exception —
only apply
to new

4.2—(1) During the effective period of a direction made under section 37.1, the Registrar shall continue to grant new

CHAPITRE 50

Loi portant modification de la Loi de 1988 sur le camionnage

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les paragraphes 3 (8) et (9) de la loi intitulée *Truck Transportation Act, 1988* («*Loi de 1988 sur le camionnage*») sont abrogés.

2 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

3 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

operating authorities of a class identified by the direction if they were applied for before the direction was made.

Exception —
prior agree-
ments

(2) During the effective period of a direction made under section 37.1, the Registrar shall continue to grant new operating authorities of a class identified by the direction to a person who, during the six months before the direction was made,

- (a) had entered into an agreement to carry goods of any other person for compensation; and
- (b) in order to carry out that agreement, had entered into an agreement to purchase or lease for more than thirty consecutive days one or two commercial motor vehicles.

Exception —
prior opera-
tion

(3) During the effective period of a direction made under section 37.1, the Registrar shall continue to grant new operating authorities of a class identified by the direction to a person,

- (a) who, at any time during the twelve months before the direction was made, operated a commercial vehicle in Ontario to carry goods of any other person for compensation; and
- (b) who cannot, for reasons beyond the person's control, continue to lawfully operate a commercial vehicle as described in clause (a) without a new operating authority.

Reference to
Board

(4) The Registrar shall issue an operating licence containing a new operating authority and any other operating authorities held by the applicant in accordance with the provisions of this Act and the regulations respecting the issue of operating licences, except that, in the case of an applicant under subsection (3), the Registrar shall refer the application to the Board before giving notice under subsection 7 (1).

Board's
report

(5) The Board shall determine if the requirements of clauses (3) (a) and (b) are met and shall report its findings to the Registrar.

Require-
ments met

(6) If the Board reports that the requirements of clauses (3) (a) and (b) have been met, and the Registrar is satisfied of the fitness of the applicant to hold a licence, the Registrar shall publish the notice required under subsection 7 (1).

Require-
ments not
met

(7) If the Board reports that the requirements of clause (3) (a) or (b) have not been met, the Registrar shall give the applicant written notice that the new operating authority is refused together with the reasons for the refusal.

No appeal

(8) There is no right to appeal from a refusal for failure to meet the requirements of clause (3) (a) or (b).

No reference
to Board

(9) Reference to the Board is not required for an application that specifies that no more than two commercial motor vehicles will be operated under the new operating authority.

Limit on
number of
vehicles

(10) Despite subsection 4 (5), the Registrar shall impose a provision on a new operating authority granted under subsection (2) that limits the number of commercial motor vehicles operated under it during the effective period of the direction to the number of vehicles that are the subject of the purchase or lease agreement described in that subsection.

Idem

(11) Despite subsection 4 (5), the Registrar shall impose a provision on a new operating authority granted under subsection (3) that limits the number of commercial motor vehicles operated under it during the effective period of the direction to,

- (a) the largest number of commercial motor vehicles operated by the applicant at any time during the twelve months immediately before the application is made; or

	(b) one or two, as specified in the application, but not exceeding the number described in clause (a).
Transfer allowed	4.3— (1) Despite subsection 5 (1), during the effective period of a direction made under section 37.1, operating authorities of a class identified by the direction are transferable.
Licence to transferee	(2) The Registrar shall issue to the transferee an operating licence containing the transferred operating authorities, and any other operating authorities held by the transferee, in accordance with the provisions of this Act and the regulations respecting the issue of operating licences and the transfer of operating authorities.
Licence to transferor	(3) The Registrar, (a) shall issue to the transferor who retains one or more operating authorities an operating licence containing the retained operating authorities; or (b) shall cancel the operating licence of the transferor who retains no operating authorities.
No hearing	(4) There is no right to a hearing in respect of a cancellation under clause (3) (b).
Limit on number of vehicles	(5) Despite subsection 4 (5), the Registrar shall, (a) impose on a transferred operating authority a provision that limits the number of commercial motor vehicles operated under it during the effective period of the direction to not more than the largest number of commercial motor vehicles operated under it by the transferor at any time during the twelve months immediately before the application for transfer is made; and (b) impose on a retained operating authority a provision that limits the number of commercial motor vehicles operated under it during the effective period of the direction to the largest number of commercial motor vehicles operated under the transferor's operating authorities at any time during the twelve months immediately before the application for transfer is made less the limit imposed under clause (a).
Total limit	(6) The total number of commercial motor vehicles permitted to be operated under the transferred operating authorities and the retained operating authorities shall not exceed the largest number of commercial motor vehicles operated under the transferor's intra-provincial operating authorities at any time during the twelve months immediately before the application for transfer is made.

4. Subsection 18 (6) of the Act is repealed.

4 Le paragraphe 18 (6) de la Loi est abrogé.

5. Section 23 of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (a), by adding "or" at the end of clause (b) and by adding the following clause:

5 L'article 23 de la Loi est modifié par suppression de «or» à la fin de l'alinéa (a), par adjonction de «or» à la fin de l'alinéa (b) et par adjonction de l'alinéa suivant :

(c) a holder of a load brokerage certificate relating to the transportation of goods for compensation,

6. Clause 27 (2) (a) of the Act is amended by striking out "clause 6 (4) (b)" in the third line and substituting "clause 6 (4) (a)".

6 L'alinéa 27 (2) (a) de la Loi est modifié par substitution, à «clause 6 (4) (b)» à la troisième ligne, de «clause 6 (4) (a)».

7. The Act is further amended by adding the following section:

7 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

Direction to
stop granting
authorities

37.1—(1) The Lieutenant Governor in Council may direct the Registrar to stop granting new operating authorities, or any class of them, if the Lieutenant Governor in Council is of the opinion that to continue granting them would be likely to have a significant detrimental effect on the existence of a dependable and viable trucking industry.

Effective
period

(2) The direction shall be effective for the period of time specified in the direction or until it is revoked by the Lieutenant Governor in Council, whichever occurs first.

Idem

(3) A direction shall cease to have effect on a day not later than the 25th day of April, 1993.

Publication

(4) Directions and revocations shall be published in *The Ontario Gazette*.

8.—(1) Subsection 41 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

8 (1) Le paragraphe 41 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

19.1 governing the transfer of operating authorities.

(2) Subsection 41 (1) is further amended by adding the following paragraphs:

(2) Le paragraphe 41 (1) est modifié en outre par adjonction des dispositions suivantes :

26.1 defining "load brokerage service" and "load brokers";

26.2 prescribing classes of load brokers and load brokerage certificates;

26.3 governing the issue of load brokerage certificates or any class of them, including prescribing the requirements for their issue and the period of time for which load brokerage certificates are valid and providing for their renewal;

26.4 governing the transfer, suspension and cancellation of load brokerage certificates or any class of them, including prescribing the requirements for their transfer, suspension or cancellation;

26.5 prescribing the conditions and limitations to which load brokerage certificates or any class of them shall be subject;

26.6 governing rights of notice, hearing and appeal with respect to the issue, renewal, transfer, suspension and cancellation of load brokerage certificates or any class of them;

26.7 requiring load brokers or any class of them to carry insurance or provide a bond or maintain a trust fund and prescribing the form, amount, nature, class, provisions and conditions of such insurance, bond or trust fund;

26.8 requiring notification of any changes to the insurance, bond, or trust fund held or maintained by load brokers or any class of them;

26.9 prescribing the method of bookkeeping or accounting to be used and the returns or statements to be filed by load brokers or any class of them and providing for the filing of the returns and statements.

Transition

9.—(1) The Lieutenant Governor in Council may specify in a direction made under section 37.1 of the *Truck Transportation Act, 1988* that the direction shall be deemed to have taken effect on the 25th day of April, 1991.

9 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut préciser dans une directive donnée en vertu de l'article 37.1 de la loi intitulée *Truck Transportation Act, 1988* («*Loi de 1988 sur le camionnage*») que la directive est réputée être entrée en vigueur le 25 avril 1991.

Disposition
transitoire

Authorities
cancelled

(2) Every operating authority of a class identified by a direction described in subsection (1) that was granted after the 25th day of

(2) Les autorisations d'exploitation d'une catégorie précisée par une directive visée au paragraphe (1), qui ont été accordées après le

Annulation
des autorisa-
tions

April, 1991 is cancelled upon the receipt by the Registrar of the direction.

Exception —
prior appli-
cation

(3) Subsection (2) does not apply to an operating authority that was applied for before the 25th day of April, 1991.

Exception —
prior agree-
ments

(4) Subsection (2) does not apply to an operating authority,

(a) granted to a person who, during the six months before the 25th day of April, 1991,

(i) had entered into an agreement to carry goods of any other person for compensation, and

(ii) in order to carry out that agreement, had entered into an agreement to purchase or lease for more than thirty consecutive days one or two commercial motor vehicles; and

(b) limited to the operation of the number of commercial motor vehicles that are the subject of the purchase or lease agreement.

Exception —
prior opera-
tion

(5) Subsection (2) does not apply to an operating authority,

(a) granted to a person,

(i) who, at any time during the twelve months before the 25th day of April, 1991, operated a commercial vehicle in Ontario to carry goods of any other person for compensation, and

(ii) who could not, for reasons beyond the person's control, continue to lawfully operate a commercial vehicle as described in subclause (i) without the operating authority; and

(b) limited to the operation of one or two commercial motor vehicles.

(6) There shall be no hearing, appeal or compensation with respect to a cancellation under subsection (2).

10.—(1) This Act, except sections 1, 2, 4 and 5 and subsection 8 (2), comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 4 and 5 and subsection 8 (2) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

11. The short title of this Act is the *Truck Transportation Amendment Act, 1991*.

25 avril 1991, sont annulées lorsque le registraire reçoit la directive.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'autorisation d'exploitation qui a été demandée avant le 25 avril 1991.

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'autorisation d'exploitation :

a) accordée à une personne qui, pendant les six mois précédant le 25 avril 1991 :

(i) avait conclu une entente en vue du transport de biens d'une autre personne, moyennant rémunération,

(ii) aux fins d'exécution de cette entente, avait conclu une entente pour acheter un ou deux véhicules automobiles utilitaires ou les louer pendant plus de trente jours consécutifs;

b) limitée à l'exploitation du nombre de véhicules automobiles utilitaires visés par l'entente d'achat ou de location.

(5) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'autorisation d'exploitation :

a) accordée à la personne :

(i) qui, à tout moment pendant les douze mois précédant le 25 avril 1991, exploitait un véhicule utilitaire en Ontario en vue du transport de biens d'une autre personne, moyennant rémunération,

(ii) qui ne pouvait pas, en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, continuer d'exploiter légalement un véhicule utilitaire visé au sous- alinéa (i) sans l'autorisation d'exploitation;

b) limitée à l'exploitation d'un ou deux véhicules automobiles utilitaires.

(6) Il ne doit y avoir ni audience, ni appel, ni indemnité à l'égard d'une annulation visée au paragraphe (2).

10 (1) La présente loi, sauf les articles 1, 2, 4 et 5 et le paragraphe 8 (2), entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les articles 1, 2, 4 et 5 et le paragraphe 8 (2) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

11 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur le camionnage*.

Exception relative à une demande antérieure

Exception relative à des ententes antérieures

Exception relative à une exploitation antérieure

Aucune indemnité

Entrée en vigueur

Idem

Titre abrégé

No compensa-
tion, etc.

Commence-
ment

Idem

Short title

CHAPTER 51

An Act to provide for the Payment of Physicians' Dues and Other Amounts to the Ontario Medical Association

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) This Act applies to physicians licensed under Part III (Medicine) of the *Health Disciplines Act* who are engaged in the practice of medicine in Ontario or who conduct health research in Ontario.

(2) This Act does not apply to interns or residents who are engaged in the practice of medicine in Ontario or who conduct health research in Ontario only as employees of a public hospital under the *Public Hospitals Act*.

2. Every physician who is a member of the Ontario Medical Association shall pay the Association's dues and assessments.

3.—(1) Every physician who is not a member of the Ontario Medical Association shall pay the Association amounts equal to the dues and assessments that the Association would charge if the physician were a member.

(2) The amounts required under subsection (1) include any amount for membership fees for the Canadian Medical Association but do not include amounts for insurance, pensions or other benefits that are available only to members of the Ontario Medical Association.

(3) The amounts required under subsection (1) are due at the same time as the dues and assessments to which they are equal, would be due.

(4) The payment by a physician of amounts required under subsection (1) does not make the physician a member of the Ontario Medical Association or the Canadian Medical Association.

CHAPITRE 51

Loi prévoyant le paiement des cotisations des médecins et d'autres montants à l'Ontario Medical Association

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) La présente loi s'applique aux médecins qui sont titulaires d'un permis délivré en vertu de la partie III (médecine) de la loi intitulée *Health Disciplines Act* («*Loi sur les sciences de la santé*») et qui exercent la médecine en Ontario ou font de la recherche dans le domaine de la santé en Ontario.

(2) La présente loi ne s'applique pas aux internes ou médecins résidents qui n'exercent la médecine en Ontario ou ne font de la recherche dans le domaine de la santé en Ontario qu'à titre d'employés d'un hôpital public visé par la loi intitulée *Public Hospitals Act* («*Loi sur les hôpitaux publics*»).

2 Les médecins qui sont membres de l'Ontario Medical Association (l'Association) versent les cotisations normales et spéciales de l'Association.

3 (1) Le médecin qui n'est pas membre de l'Ontario Medical Association verse à celle-ci des montants égaux aux cotisations normales et spéciales que l'Association demanderait si le médecin était un membre.

(2) Les montants exigés aux termes du paragraphe (1) comprennent tout montant pour les droits d'adhésion à l'Association médicale canadienne mais ne comprennent pas les montants pour les assurances, les pensions ou d'autres avantages qui ne sont offerts qu'aux membres de l'Ontario Medical Association.

(3) Les montants exigés aux termes du paragraphe (1) sont payables au même moment que le seraient les cotisations normales et spéciales auxquelles ils sont égaux.

(4) Le paiement par un médecin des montants exigés aux termes du paragraphe (1) ne fait pas du médecin un membre de l'Ontario Medical Association ou de l'Association médicale canadienne.

Waiver of
dues, etc.

4. The board of directors of the Ontario Medical Association may waive any amount a physician is required to pay under this Act if the payment would result in undue financial hardship to the physician.

O.H.I.P.
deduction
of dues

5.—(1) If a physician's accounts are submitted to the Ontario Health Insurance Plan under section 21 of the *Health Insurance Act*, the general manager of the Plan shall deduct from the amounts payable for the accounts any amount that the physician is required to pay under this Act and shall, on the physician's behalf, pay the deducted amount forthwith to the Ontario Medical Association.

Alternate
arrangements

(2) The general manager is not required to deduct or pay any amount if the general manager has notice from the Ontario Medical Association that the amount has already been paid or that other payment arrangements have been made.

O.M.A.
negotiated
agreements

6.—(1) This section applies to any agreement relating to the compensation of physicians made after this section comes into force between the Ontario Medical Association or its designate and the Province of Ontario or an organization, corporation or institution that is funded, in whole or in part, directly or indirectly, by the Province.

Deduction
of dues

(2) An agreement described in subsection (1) shall be deemed to provide that the Province, organization, corporation or institution is required to deduct from the compensation owed to the physicians covered by the agreement any amounts that the physicians are required to pay under this Act and, on the physicians' behalf, pay the deducted amounts forthwith to the Ontario Medical Association.

Alternate
arrangements

(3) The agreement shall also be deemed to provide that the Province, organization, corporation or institution is not required to deduct or pay any amount if the Province, organization, corporation or institution has notice from the Ontario Medical Association that the amount has already been paid or that other payment arrangements have been made.

Overpayment
of dues

7. The Ontario Medical Association shall pay a physician any overpayment that was made by the physician or on his or her behalf under this Act.

Amounts
are debts

8. An amount that is required to be paid under section 2, 3 or 7 is a debt that may be recovered in a civil proceeding.

4 Le conseil d'administration de l'Ontario Medical Association peut dispenser un médecin de payer tout montant qu'il doit payer aux termes de la présente loi si ce paiement devait lui causer des difficultés financières excessives.

Dispense du
paiement des
cotisations

5 (1) Si les notes d'honoraires du médecin sont soumises au Régime d'assurance-santé de l'Ontario en vertu de l'article 21 de la loi intitulée *Health Insurance Act* («*Loi sur l'assurance-santé*»), le directeur général du Régime déduit des montants à payer pour les notes d'honoraires soumises tout montant que le médecin doit payer aux termes de la présente loi et le verse sans délai, pour le compte du médecin, à l'Ontario Medical Association.

Déduction
des cotisa-
tions faite par
le R.A.S.O.

(2) Le directeur général n'est pas tenu de déduire ou de verser un montant si l'Ontario Medical Association l'avise que le montant a déjà été payé ou que d'autres modalités de paiement ont été prévues.

Autres moda-
lités de paie-
ment

6 (1) Le présent article s'applique aux ententes relatives à la rémunération des médecins qui sont conclues, après l'entrée en vigueur du présent article, par l'Ontario Medical Association ou son représentant désigné et la province de l'Ontario ou un organisme, une personne morale ou une institution subventionnés, en tout ou en partie, directement ou indirectement, par la province.

Ententes
négociées par
l'O.M.A.

(2) L'entente visée au paragraphe (1) est réputée prévoir que la province, l'organisme, la personne morale ou l'institution est tenu de déduire de la rémunération due aux médecins visés par l'entente tout montant que les médecins doivent payer aux termes de la présente loi et de le verser sans délai, pour le compte des médecins, à l'Ontario Medical Association.

Déduction
des cotisa-
tions

(3) L'entente est également réputée prévoir que la province, l'organisme, la personne morale ou l'institution n'est pas tenu de déduire ou de verser un montant si l'Ontario Medical Association l'avise que le montant a déjà été payé ou que d'autres modalités de paiement ont été prévues.

Autres moda-
lités de paie-
ment

7 L'Ontario Medical Association rembourse au médecin le trop-perçu des cotisations versées par le médecin ou pour son compte aux termes de la présente loi.

Trop-perçu
des cotisa-
tions

8 Le montant qui doit être payé aux termes de l'article 2, 3 ou 7 constitue une créance qui peut être recouvrée dans une instance civile.

Créance

Transition

9. For a physician who, on the 26th day of June, 1991, was a physician to whom this Act applies but was not a member of the Ontario Medical Association, the amounts required under subsection 3 (1) include an amount for the 1991 annual dues equal to one-half of a full year's annual dues.

9 Pour le médecin auquel, le 26 juin 1991, s'appliquait la présente loi mais qui n'était pas membre de l'Ontario Medical Association, les montants exigés aux termes du paragraphe 3 (1) comprennent un montant pour la cotisation annuelle de 1991 égal à la moitié de la cotisation annuelle pour l'année complète.

Disposition transitoire

Commencement

10.—(1) This Act, except sections 5 and 6, shall be deemed to have come into force on the 26th day of June, 1991.

10 (1) La présente loi, sauf les articles 5 et 6, est réputée être entrée en vigueur le 26 juin 1991.

Entrée en vigueur

Idem

(2) Sections 5 and 6 come into force on the day this Act receives Royal Assent.

(2) Les articles 5 et 6 entrent en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

Short title

11. The short title of this Act is the *Ontario Medical Association Dues Act, 1991*.

11 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 sur les cotisations de l'Ontario Medical Association*.

Titre abrégé

CHAPTER 52

An Act to amend the Teachers' Pension Act, 1989 and the Teaching Profession Act

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

TEACHERS' PENSION ACT, 1989

1. The definition of "active plan member" in section 1 of the *Teachers' Pension Act, 1989* is repealed and the following substituted:

"active plan member", of the pension plan, means a person who is making the contributions required of an active member of the plan or a person on whose behalf contributions required of an active member of the plan are being made.

2. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Sufficiency
of assets

(4) The assets of the pension fund, including the present value of any special payments under Schedule 2 or additional contributions to be made by the Minister, shall be maintained at a level that, at the time of a valuation of the pension plan prepared by the plan actuary for filing with the Pension Commission of Ontario, is reasonably sufficient in the opinion of the actuary to meet the liabilities of the pension plan on a continuing basis.

3. Section 5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Matching
contributions

(1.1) The total amount of the contributions payable by the Minister and the employers who contribute under the pension plan in respect of any year shall not exceed the amount of contributions payable by or on behalf of active plan members in respect of credited service for that year.

Idem

(1.2) For the purpose of subsection (1.1), payments made under subsections (2) to (7) shall not be included in determining the total amount of contributions payable by the Minister and the employers who contribute under the plan.

Actuarial
loss

(5) If a valuation of the pension plan as at the 1st day of January, 1992, the 1st day of January, 1994 or the 1st day of January, 1997 discloses an implicit actuarial loss, the Minister may make additional contributions to the plan, amortized over a period that does not exceed fifteen years, in the following amounts:

1. 100 per cent of an implicit actuarial loss disclosed as at the 1st day of January, 1992.

CHAPITRE 52

Loi modifiant la Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur la profession enseignante

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI DE 1989 SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

1 La définition du terme «active plan member» figurant à l'article 1 de la loi intitulée *Teachers' Pension Act, 1989* («*Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants*») est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2 L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

3 L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

2. 60 per cent of an implicit actuarial loss disclosed as at the 1st day of January, 1994.
3. 40 per cent of an implicit actuarial loss disclosed as at the 1st day of January, 1997.

Interpreta-
tion

(6) For the purpose of subsection (5), "implicit actuarial loss" means an amount that would be an actuarial loss but for an adjustment to the required contribution rate determined by the plan actuary in the preparation of the valuation.

Solvency
deficiency

(7) If a solvency deficiency is disclosed by a solvency valuation under the *Pension Benefits Act, 1987*, the Minister may, during the five years following the date of the valuation, make additional contributions to the pension plan.

4. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

4 L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Protection
from liability

(2) No action or other proceeding for damages shall be commenced or continued against a member of the Board or against a member of a committee of the Board for an act done in good faith in the execution or intended execution of a power or duty under this Act, the pension plan or an agreement between the Minister and the executive of The Ontario Teachers' Federation in respect of the plan.

5. Section 9 of the Act is repealed.

5 L'article 9 de la Loi est abrogé.

6. Section 10 of the Act is repealed and the following substituted:

6 L'article 10 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Joint
management

10.—(1) The Minister and the executive of The Ontario Teachers' Federation may enter into an agreement that provides for the following matters:

1. The joint management of the pension plan by the Minister and the executive of the Federation.
2. The composition of the Board, the appointment of the members of the Board and the delineation of the powers and duties of the Board.
3. The sharing of entitlement to gains or surplus under the plan and of liability for deficiencies in the pension fund by the Minister, the employers who contribute under the plan and the active plan members.
4. The amendment of the plan, including the amendment of Schedule 1, by agreement between the Minister and the executive of the Federation.
5. The resolution of disputes between the Minister and the executive of the Federation with respect to amendments to the plan.
6. Any other matter to which the Minister and the executive of the Federation agree.

Filing of
amendment

(2) An agreement amending the pension plan under paragraph 4 of subsection (1) shall be filed with the Pension Commission of Ontario and the amendment to the plan comes into force on the date of filing or on such later date as may be set out in the agreement.

Conflict with
*Pension
Benefits Act,
1987*

(3) To the extent that an amendment to the pension plan conflicts with the *Pension Benefits Act, 1987* in a matter in which the conflict is not authorized by this Act or Schedule 1, the amendment is void.

7. Section 11 of the Act is repealed and the following substituted:

7 L'article 11 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Agreement
for member
responsibility

11.—(1) The Minister and the executive of The Ontario Teachers' Federation may enter into an agreement that provides,

- (a) that the pension plan will continue;
- (b) that the entitlement to gains or surplus and the liability for deficiencies in the pension fund are permanently assumed by the active plan members;
- (c) that the liability of the Crown to contribute under the plan is limited to a specified amount or to a specified percentage of member contributions under the plan;
- (d) that the members may amend the plan, subject to the restrictions described in clauses (b) and (c).

Filing of
agreement

(2) An agreement under subsection (1) shall be filed with the Pension Commission of Ontario and comes into force on the date of filing or on such later date as may be set out in the agreement.

Repeal of
Schedule 1

(3) **Schedule 1 is repealed on the day the agreement under subsection (1) comes into force.**

8. The Act is amended by adding the following section:

8 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Special
payments
required by
*Pension
Benefits Act,
1987*

12.1—(1) If the *Pension Benefits Act, 1987* or the regulations made under that Act require the Minister, as a result of a valuation of the pension plan, to make special payments in respect of the plan, the Minister shall not make the payments but the plan shall be amended so that the actuarial value of the changes made by the amendment is not less than the amount of the special payments.

Time for
amendment

(2) The amendment required by subsection (1) shall take effect not later than the 1st day of January immediately following the date of the valuation.

Actuarial
gain

(3) Despite the *Pension Benefits Act, 1987* and the regulations made under that Act, an implicit actuarial gain disclosed by a valuation of the pension plan made on or after the day this subsection comes into force need not be applied to reduce the outstanding balance of a going concern unfunded actuarial liability disclosed by the valuation required by section 3 of Schedule 2.

Interpreta-
tion

(4) For the purpose of subsection (3), "implicit actuarial gain" means an amount that would be an actuarial gain but for an adjustment to the required contribution rate determined by the plan actuary in the preparation of the valuation.

TEACHING PROFESSION ACT

LOI SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE

9.—(1) Paragraph 2 of clause 9 (d) of the *Teaching Profession Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 92, section 16, is repealed and the following substituted:

9 (1) La disposition 2 de l'alinéa 9 (d) de la loi intitulée *Teaching Profession Act* («*Loi sur la profession enseignante*»), telle qu'elle est adoptée par l'article 16 du chapitre 92 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Entering into agreements as described in that Act.

(2) Paragraph 4 of clause 9 (d) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 92, section 16, is repealed and the following substituted:

(2) La disposition 4 de l'alinéa 9 (d) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 16 du chapitre 92 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

4. Entering into an agreement on behalf of the Federation to indemnify a member of the Ontario Teachers' Pension Plan Board or a member of a committee of the Board against any costs sustained with respect to legal proceedings arising out of an act or omission done in the execution of his or her duties as a member of the Board or committee.

COMMENCEMENT, SHORT TITLE

ENTRÉE EN VIGUEUR, TITRE ABRÉGÉ

Commence-
ment

10. This Act comes into force on the 1st day of January, 1992.

10 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Entrée en
vigueur

Short title

11. The short title of this Act is the *Teachers' Pension Statute Law Amendment Act, 1991*.

11 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant des lois en ce qui concerne le régime de retraite des enseignants*.

Titre abrégé

CHAPTER 53

An Act to amend certain Acts administered by the Ministry of Agriculture and Food

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Clause 5 (1) (b) of the *Beef Cattle Marketing Act* is repealed and the following substituted:

(2) Subsection 5 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1987, chapter 28, section 2, is further amended by adding the following clauses:

(ca) granting to an agency established under the *Farm Products Marketing Agencies Act* (Canada) the authority to fix, impose and collect levies from sellers of cattle within Ontario, including the authority to classify sellers into groups and to fix levies in different amounts for the different groups;

(cb) for the purposes of clause (ca), prescribing the conditions upon which the authority is granted and the use that the agency may make of the levies.

(3) Clause 5 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

(d) requiring any person who receives cattle or carcasses from a seller to deduct, from the money payable to the seller, any licence fee payable by the seller to an association or any levy payable by the seller to an agency established under the *Farm Products Marketing Agencies Act* (Canada) and to forward the licence fee or levy to the association or agency.

(4) The Act is amended by adding the following section:

Agreements

5a.—(1) The Minister may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into agreements with the Government of Canada providing for,

(a) the performance by an agency established under the *Farm Products Marketing Agencies Act* (Canada), on behalf of the Government of Ontario, of any function relating to intraprovincial trade in cattle or carcasses;

(b) the performance by an association, on behalf of the Government of Canada, of any function relating to interprovincial or export trade in cattle or carcasses; and

(c) such other matters relating to intraprovincial and interprovincial or export trade in cattle or carcasses as may be

CHAPITRE 53

Loi modifiant certaines lois dont l'application relève du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) L'alinéa 5 (1) (b) de la loi intitulée *Beef Cattle Marketing Act* («*Loi sur la commercialisation des bovins de boucherie*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe 5 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1987, est modifié en outre par adjonction des alinéas suivants :

(3) L'alinéa 5 (1) (d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

agreed upon by the Minister and the Government of Canada.

Authority to
exercise
powers

(2) An association may perform, on behalf of the Government of Canada, any function relating to interprovincial or export trade in cattle or carcasses that is specified in an agreement entered into under subsection (1).

2. Subparagraph (ii) of paragraph 20a of subsection 8 (1) of the *Milk Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 18, section 2, is repealed and the following substituted:

2 La sous-disposition (ii) de la disposition 20a du paragraphe 8 (1) de la loi intitulée *Milk Act* («*Loi sur le lait*»), telle qu'elle est adoptée par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1981, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(ii) to fix the amount of such levies up to but not exceeding 6 cents per hectolitre of milk.

Commence-
ment

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

4. The short title of this Act is the *Ministry of Agriculture and Food Statute Law Amendment Act, 1991*.

4 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant des lois relevant du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*.

Titre abrégé

CHAPTER 54

An Act to amend the Ontario Municipal Employees Retirement System Act and the Municipal Act

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Clause 1 (k) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* is repealed and the following substituted:

(k) “Minister” means the Minister of Municipal Affairs.

(2) Clause 1 (m) of the Act is amended by striking out “or” at the end of subclause (iii), by striking out subclause (iv) and by adding the following subclauses:

(iv) service with any other organization which was not an employer under this Act and which has been merged or amalgamated with or otherwise taken over by an organization named in subclause (i), (ii) or (iii), or

(v) war service.

(3) Clause 1 (q) of the Act is amended by inserting after “employer” in the first line “or to a predecessor thereof”.

(4) Section 1 of the Act is amended by adding the following clauses:

(q.1) “spouse” has the same meaning as in the *Pension Benefits Act, 1987*;

(r.1) “surplus” has the same meaning as in the *Pension Benefits Act, 1987*.

(5) Clause 1 (u) of the Act is repealed and the following substituted:

(u) “widow” or “widower” means the person who was the spouse of a member immediately before the member’s death.

2. Section 2 of the Act is repealed.

3.—(1) Subsections 4 (4), (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

Committees

(4) The Board may establish committees and may delegate to the committees any of the Board’s powers under this Act.

CHAPITRE 54

Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l’Ontario et la Loi sur les municipalités

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1 (1) L’alinéa 1 (k) de la loi intitulée *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* («*Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l’Ontario*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L’alinéa 1 (m) de la Loi est modifié par suppression de «or» à la fin du sous-alinéa (iii), par suppression du sous-alinéa (iv) et par adjonction des sous-alinéas suivants :

(3) L’alinéa 1 (q) de la Loi est modifié par adjonction, après «employer» à la première ligne, de «or to a predecessor thereof».

(4) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

(5) L’alinéa 1 (u) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2 L’article 2 de la Loi est abrogé.

3 (1) Les paragraphes 4 (4), (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Idem

(5) The Board may determine the composition, duties, responsibilities, limitations and operating procedures of its committees and the term of office of committee members.

Idem

(6) The Board may appoint individuals other than members of the Board to its committees and determine their remuneration.

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

No personal liability

(9) No action or other proceeding shall be instituted against a member of the Board or an employee of the Board for any act done in good faith in the execution or intended execution of the person's duty under this Act or the regulations or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of the person's duty.

(2) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

4. Section 8 of the Act is repealed and the following substituted:

Investments

8. The Board shall invest the Fund in accordance with the *Pension Benefits Act, 1987*.

4 L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. Section 12 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 4, section 72, is repealed and the following substituted:

Void transactions, etc.

12. Sections 66 and 67 of the *Pension Benefits Act, 1987* and the regulations made in relation to those sections apply to benefits payable under this Act.

5 L'article 12 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 72 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1986, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6.—(1) Clause 14 (g) of the Act is repealed and the following substituted:

6 (1) L'alinéa 14 (g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(g) prescribing the rates of contributions of the members and employers and the principles for the determination of the rates of contributions of the members and employers.

(2) Section 14 of the Act is amended by adding the following clauses:

(2) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- (q) prescribing the terms and conditions upon which surplus may be paid from the Fund;
- (r) prescribing the method of allocation of the assets of the Fund if the Fund is discontinued or terminated;
- (s) providing for the funding of supplementary benefits through the Fund.

7. Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

Restriction

(3) No by-law or resolution made under subsection (1) shall be repealed or revoked except upon such terms as may be established by the Board.

7 L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

8. The Act is amended by adding the following section:

Payment of surplus

17. Surplus may be paid from the Fund in accordance with such conditions as may be prescribed by the regulations and subject to the limitations of the *Pension Benefits Act, 1987*.

8 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

9. The *Municipal Act* is amended by adding the following section:

Retirement incentives

208.1—(1) Subject to subsection (5), every municipality may make by-laws providing to employees, or any class of them,

9 La loi intitulée *Municipal Act* («*Loi sur les municipalités*») est modifiée par adjonction de l'article suivant :

- (a) financial incentives in respect of their retirement; and
- (b) severance payments.

- Not pensions (2) Payments or incentives provided under this section shall be deemed not to be pensions under this or any other Act.
- Retroactive (3) Municipalities shall be deemed to have always had the power to make by-laws under this section.
- Definitions (4) In this section, "employee" means an employee as defined in paragraph 46 of section 208.
- Regulations (5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing limitations or conditions which apply in respect of payments or incentives authorized under this section.
- Regional municipalities (6) In this section, "municipality" includes a regional, metropolitan or district municipality and the County of Oxford.

Commence-
ment

10. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the *Municipal Employees Retirement Statute Law Amendment Act, 1991*.

10 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. Entrée en
vigueur

11 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant des lois en ce qui concerne la retraite des employés municipaux*. Titre abrégé

CHAPTER 55

An Act to amend the Financial Administration Act

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 2 (2) of the *Financial Administration Act* is repealed and the following substituted:

Establish-
ment of
bank
accounts

(2) The Treasurer shall establish in the name of the Treasurer, and may authorize an agency of the Crown to establish in the name of the agency, accounts with any bank, trust corporation, co-operative credit society, credit union, caisse populaire, credit union league or caisse populaire league that is authorized to carry on business in Ontario and is designated by the Treasurer for the deposit of public money.

2. Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1988, chapter 34, section 1, is repealed and the following substituted:

Treasurer's
investment
powers

(1) When the Treasurer considers it advisable for the sound and efficient management of public money, the public debt, the Consolidated Revenue Fund or any other fund for which the Treasurer is responsible, the Treasurer may purchase, acquire, hold or enter into,

- (a) notes, bonds, debentures and other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by,
 - (i) Canada, Ontario or another province of Canada,
 - (ii) a municipality in Canada,
 - (iii) a country other than Canada or a political subdivision of a country other than Canada,
 - (iv) an agency of the Government of Canada, a province of Canada or a country other than Canada,
 - (v) a bank or financial institution that is supervised or examined by the central bank or other governmental authority in the jurisdiction in which the bank or financial institution carries on business, or
 - (vi) a supranational financial institution or governmental organization;
- (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada;
- (c) bills, notes, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a corporation engaged in commerce that is authorized to carry on business in Canada;

CHAPITRE 55

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Le paragraphe 2 (2) de la loi intitulée *Financial Administration Act* («*Loi sur l'administration financière*») est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2 Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 1 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1988, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (d) foreign currency exchange agreements, spot foreign currency agreements and forward foreign currency agreements;
- (e) interest rate and currency exchange agreements and forward rate agreements;
- (f) bond futures agreements, bankers' acceptance futures agreements, foreign currency exchange futures agreements and other similar financial futures agreements;
- (g) agreements to sell or purchase the right to exercise an option, put or call, or any combination of them;
- (h) agreements to sell short a security, financial instrument or agreement in which the Treasurer is authorized to invest under this subsection; and
- (i) other securities, financial agreements, investments and evidences of indebtedness authorized by or belonging to a class authorized by the Lieutenant Governor in Council.

3. The Act is amended by adding the following section:

When
cheque
refused

8.1 A person who purports to pay any public money by a cheque that the drawee of the cheque refuses to cash is liable to pay to the Treasurer as a debt due to the Crown such additional fee as is prescribed by the regulations made under this Act.

4.—(1) Subsection 10 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 37, section 4, is repealed and the following substituted:

Form of
payment out
of Fund

(1) Every payment out of the Consolidated Revenue Fund shall be made by cheque or by such other method of payment or transfer as is authorized in writing by the Treasurer, and all cheques shall be signed by the Treasurer and by the Deputy Treasurer or such other officer of the Ministry of Treasury and Economics as is for the time being authorized by the Treasurer to sign cheques.

(2) Subsection 10 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 37, section 4, is amended by striking out "bank" in the fifth line.

5. Section 11 of the Act is repealed and the following substituted:

Payment of
guarantee or
indemnity

11. Any amount required to be paid by the terms of a guarantee or indemnity given under the authority of this or any other Act may, subject to the Act authorizing the guarantee or indemnity, be paid from the Consolidated Revenue Fund.

6. Section 14 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 37, section 6, is repealed and the following substituted:

Interim
payments
from Con.
Rev. Fund

14.—(1) The Treasury Board, on the application of a ministry, may authorize the Treasurer to make interim payments from the Consolidated Revenue Fund to the ministry for goods or services to be paid for by the ministry if the cost of the goods or services is to be recovered into the Consolidated Revenue Fund in the fiscal year in which the interim payment is made through the sale or provision by the ministry of goods or services in respect of which the interim payment is made.

Insufficient
recovery

(2) Any part of an interim payment that is not recovered into the Consolidated Revenue Fund in the fiscal year in which the

3 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

4 (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 4 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1984, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe 10 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1984, est modifié par suppression de «bank» à la cinquième ligne.

5 L'article 11 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6 L'article 14 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1984, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

interim payment is made shall be repaid to the Consolidated Revenue Fund by the Treasurer by deducting the unrecovered amount from the ministry's appropriations for the following fiscal year in such manner as the Treasurer considers appropriate.

7. The Act is further amended by adding the following sections:

7 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

Collection
agency fees

15.1 The fees and commissions of a collection agency registered under the *Collection Agencies Act* that are charged for the collection or attempted collection of an amount owed to the Crown or a ministry are payable from the Consolidated Revenue Fund, subject to such terms and conditions as may be established by the Treasurer.

Capital
Account

15.2—(1) The Treasurer shall maintain in the public accounts an account to be known as the Capital Account in which shall be recorded expenditures from the Consolidated Revenue Fund that, in the opinion of the Treasurer, are made for the purpose of acquiring, bringing into existence or significantly extending the useful life of property that is part of the publicly-owned infrastructure of Ontario, including expenditures attributable to the planning, development and design of a building, structure or facility that is part of the publicly-owned infrastructure of Ontario.

Allocation to
ministries

(2) To the extent that it is reasonably possible to do so, the Treasurer shall allocate to each ministry expenditures in the Capital Account that are made from the estimates and supplementary estimates of that ministry or under an Act administered by that ministry.

Allocation of
expenditure
over time

(3) In the fiscal year commencing on the 1st day of April, 1992 and in each subsequent fiscal year, each expenditure recorded in the Capital Account shall be written off over the number of years and by the amount that is determined by the Treasury Board to reflect the allocation of the expenditure over an appropriate length of time, and the amount written off shall be shown in the Account.

Definition

(4) In this section, "publicly-owned infrastructure of Ontario" includes,

- (a) land, buildings, structures and facilities owned by the Crown, a Crown agency, a municipality, a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, a public hospital as defined in the *Public Hospitals Act* or any other public institution, to the extent that the land, buildings, structures and facilities can reasonably be regarded as having been paid for, directly or indirectly, by funds received from the Crown;
- (b) land, buildings, structures and facilities that contribute to the economic growth and productivity of Ontario and that are prescribed by the regulations made under this Act to be part of the publicly-owned infrastructure of Ontario; and
- (c) machinery and equipment that are part of and essential to the functioning of a building, structure or facility referred to in clause (a) or (b) or that are necessary for the use of land referred to in clause (a) or (b) for the purpose intended.

8. Section 19 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 37, section 8, is repealed and the following substituted:

8 L'article 19 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1984, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Authoriza-
tion to
borrow

19.—(1) If this or any other Act authorizes a sum of money to be borrowed or raised by way of loan on behalf of Ontario, the Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Treasurer to borrow a specified sum not exceeding the maximum amount authorized by the Act or Acts that authorize the borrowing, and, for the purpose of borrowing that sum, the Treasurer is authorized on behalf of Ontario,

- (a) to issue and sell from time to time one or more issues of securities to the maximum aggregate principal amount specified and at such discount or premium as the Treasurer considers advisable;
- (b) to determine the rate or rates of interest payable by Ontario in respect of a security issued and sold by Ontario, or to issue and sell a security without interest and at such price or prices less than the principal amount repayable on the maturity of the security as, in the opinion of the Treasurer, reflect the rate of interest and market conditions current for the security at the time of its issue and sale and in the place or places where it is issued and sold;
- (c) to determine, as a term of a security and on such terms and conditions as the Treasurer approves, that some or all of the principal repayable on the security or the rate of interest payable shall be calculated and paid by reference to changes in the value of,
 - (i) a stock or commodity specified by the Treasurer or an index of stocks or commodities specified by the Treasurer,
 - (ii) the Consumer Price Index for Canada, as published by Statistics Canada under the *Statistics Act* (Canada), or
 - (iii) any other index or basis of reference specified by the Treasurer;
- (d) to determine with respect to a security to be issued and sold the form in which it is issued and sold, the length of the term to maturity, the time and manner of the payment of interest, if any, the amount and conditions of any payment of any premium payable, and the currency in which any interest, premium or principal is to be paid;
- (e) to make a security redeemable or payable in advance of maturity on such terms and conditions as to time and place as the Treasurer considers appropriate at the time of the issue and sale of the security;
- (f) to approve, and cause to be delivered or filed when required, any registration statement, prospectus, offering circular or other document, including any amendment or supplement to any of them, required in any jurisdiction with respect to the issue and sale of securities by Ontario, and to supply all financial and other information required to be shown in any of them;
- (g) to enter into an underwriting, fiscal agency, exchange rate agency, paying agency, trust, registrar or other agreement considered by the Treasurer to be necessary or desirable with respect to the issue and sale of securities;
- (h) to execute all documents and instruments, and do all other acts and things, for the issue and sale of any securities or to effect or maintain their registration, qualification, exemption from registration or exemption from qualification for issue, offer, sale or trade in accordance with any

applicable legislation, and when considered desirable by the Treasurer, for the listing of any securities on a Canadian or other stock exchange;

- (i) to settle the commission to be paid to an underwriter or to an agent acting for Ontario with respect to the issue and sale of securities;
- (j) to provide, as a term of a security, for the payment by Ontario of additional amounts to compensate for present or future withholding taxes, duties, assessments or charges imposed by law on or with respect to a payment under the security to the holder of it;
- (k) to provide, as a term of a security and on such terms and conditions as the Treasurer approves, that the security may be exchanged for another security previously issued and sold by Ontario to raise money by way of loan under this or any other Act if the exchange will not increase the total outstanding principal amount of debt owed by Ontario;
- (l) to borrow money from a bank, corporation, government, person or authority by way of loan repayable on demand or at a fixed time and raised by way of bank overdraft, loan agreement or the giving of short term security by Ontario as the Treasurer considers advisable and expedient within such maximum principal amount as may be specified by the Lieutenant Governor in Council in the order under this subsection.

Maximum
borrowing
authority to
be stated

(2) If an order is made under this section for the purpose of borrowing or raising by way of loan money authorized to be borrowed or raised by way of loan by one or more Acts other than this Act, the order shall state the maximum aggregate amount that the Treasurer may borrow under the authority of the order to be an amount that does not exceed the maximum amount authorized and not borrowed under the Act or Acts at the date of the order.

Borrowing
under two or
more Acts

(3) An order under this section may authorize the Treasurer to issue and sell securities to borrow or raise by way of loan a sum of money representing the amounts that, at the time the order is made, are authorized to be borrowed or raised by way of loan under two or more Acts, and the securities issued and sold under that authority are exchangeable for other securities issued and sold under that authority on the terms and conditions established by the Treasurer or as otherwise provided by this Act.

Payment of
interest and
discounts

(4) An order of the Lieutenant Governor in Council under this section may specify a maximum rate of interest that may be paid by the Treasurer on an interest bearing security or a maximum rate of interest by which the principal amount repayable on a security bearing no interest may be discounted in determining the price to be paid to Ontario for the issue and sale of the security before any deduction for commissions or expenses.

Limitation
on Treasurer's
authority

(5) In an order under this section, the Lieutenant Governor in Council may impose any condition, restriction or limitation specified in the order with respect to the exercise by the Treasurer of a power or authority contained in this section.

Delegation

(6) In an order under this section, the Lieutenant Governor in Council may delegate to an officer or employee of the Crown employed in or seconded to the Ministry of Treasury and Economics, or to a solicitor engaged to act for the Treasurer, any or all of the powers of the Treasurer under this section.

Short term
securities

(7) If an order of the Lieutenant Governor in Council under this section expressly refers to this subsection and authorizes the

Treasurer to raise by way of loan a maximum amount of money by the issue and sale of short term securities during a specified period not exceeding twenty-five years, the following terms and conditions apply:

1. Throughout the specified period, the Treasurer may issue, reissue, renew or replace securities issued under the order during the period if the maximum aggregate principal amount, determined in accordance with this Act, of securities issued under the order and outstanding from time to time does not at any time exceed the maximum amount specified in the order.
2. Every security issued under the authority of the order shall bear a date of maturity not later than three years from its date of issue.
3. Subject to paragraph 2, the Treasurer may determine the date of issue and maturity of the security, the rate and date or dates of payment of interest, if any, on the security, and may sell the security for such price or prices and upon such other terms and conditions as the Treasurer considers appropriate.
4. A security to which this subsection applies shall not be paid, renewed, repaid or replaced under section 20.
5. The borrowing limitation under any Act under the authority of which money has been borrowed by the issue of short term securities under this subsection shall be reduced by the maximum amount stated in the order referred to in this subsection.

9. Sections 20 and 21 of the Act are repealed and the following substituted:

9 Les articles 20 et 21 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Additional
borrowing
authorized

20. In addition to all money authorized by any other Act to be borrowed or raised by way of loan, the Lieutenant Governor in Council may raise money by way of loan or by the issue and sale of securities for any of the following purposes:

1. The payment, renewal, repayment or replacement of the whole or any part of any loan raised or securities issued under this or any other Act, if the money is borrowed or the securities are issued for that purpose within the period commencing one year before and ending one year after the date the loan or security being paid, renewed, repaid or replaced becomes due or matures, even if the money borrowed or the issue and sale of securities for that purpose may increase the amount of the public debt or extend the term of years, if any, fixed by the Act that authorized the raising of the loan or the issue and sale of the securities being paid, renewed, repaid or replaced.
2. Payment of the whole or any part of a loan, security, liability or other obligation of any kind, payment of which is guaranteed or assumed by Ontario or that Ontario has agreed to indemnify.
3. The provision of funds, in an amount determined by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Treasurer, that are required for the expenditures of the Government of Ontario for a period not exceeding twelve months if, at the time the borrowing is authorized by the Lieutenant Governor in Council, the Legislature is prorogued or dissolved and there is insufficient authority under any other Act to borrow the amount, but no loan authorized or securities authorized to be issued and sold for the raising of the amount shall be for a period longer

than one year or be paid, renewed, repaid or replaced under paragraph 1.

Guarantee
or indemnity
authorized

21.—(1) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Treasurer, on behalf of Ontario, to agree to guarantee or indemnify the debts, obligations, securities or undertakings of any person.

Terms and
conditions

(2) In respect of a guarantee or indemnity authorized under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may fix such terms and conditions as are considered advisable or may authorize the Treasurer, subject to any maximum liability specified for the guarantee or indemnity by the Lieutenant Governor in Council, to determine the terms, conditions and amount on which the guarantee or indemnity will be given.

Application

(3) This section does not apply to authorize the giving of a guarantee or indemnity that the Lieutenant Governor in Council or the Crown or the Treasurer is authorized by any other Act to give.

Guarantee
fee

(4) In respect of a guarantee or indemnity authorized under this section or under any other Act, the Lieutenant Governor in Council may require the payment to the Treasurer of an annual or other fee fixed by the order authorizing the guarantee or indemnity or computed in accordance with the regulations made under this Act, and the fee is payable as a debt due to the Crown.

10. Subsection 22 (1) of the Act is amended by striking out “\$250,000,000” in the fifteenth line and substituting “\$4,000,000,000”.

10 Le paragraphe 22 (1) de la Loi est modifié par substitution à «\$250,000,000» à la quinzième ligne, de «\$4,000,000,000».

11. Section 23 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1981, chapter 66, Schedule and 1984, chapter 37, section 10, is repealed and the following substituted:

11 L'article 23 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 66 des Lois de l'Ontario de 1981 et par l'article 10 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1984, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Recitals and
declarations

23. A recital or declaration of any thing in an order of the Lieutenant Governor in Council made under this Part is conclusive evidence of the thing and is binding on Ontario in respect of any act done, money paid or lent or agreement entered into in reliance on the recital or declaration.

12. Sections 24 and 25 of the Act are repealed and the following substituted:

12 Les articles 24 et 25 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Borrowing in
foreign
currencies
authorized

24. A security issued and sold under the authority of this Act, and money borrowed under the authority of this or any other Act, may be made payable or repayable in the currency or currencies of any country or in a currency prescribed by the regulations made under this Act.

Calculation
of borrowing
limit

25.—(1) For the purpose of computing a borrowing limit under this or any other Act, the amount borrowed or raised by way of loan or by the issue and sale of securities is the amount expressed in Canadian dollars determined in accordance with subsections (2) and (3) in cases to which they apply and, in all other cases, is the principal amount in Canadian dollars that is to be paid by Ontario on the maturity date of the loan or security.

Loans in
foreign
currency

(2) If, under the authority of this or any other Act, money is borrowed or securities are issued and sold in a currency other than Canadian dollars, the amount borrowed or the amount for which the securities were sold shall be deemed, in Canadian dollars, to be the amount that would be realized by converting to Canadian dollars the amount of the loan or the amount received by Ontario on the sale of the securities, before any deduction for

commission, expenses or other similar costs of their issue and sale, at the Bank of Canada Canadian dollar noon spot exchange rate for that currency on the day when the money is borrowed or the securities are sold.

Securities
sold at a
discount or
premium

(3) If, under the authority of this Act, a security is issued and sold for an amount payable to Ontario before deduction for commission, expenses or similar costs of issue and sale that is not the amount of principal stated in the security to be payable on its maturity, the amount for which the security was sold by Ontario shall be deemed to be the amount received by Ontario for the sale before deduction for commission, expenses or similar costs of issue and sale, converted to Canadian dollars, where applicable, in accordance with subsection (2).

When
foreign
currency
quote not
available

(4) If, on the day when money is borrowed or securities are issued and sold by the Treasurer, the Bank of Canada does not quote a Canadian dollar noon spot exchange rate for the currency in which the money is borrowed or the securities are issued and sold, the conversion to Canadian dollars under subsection (2) shall be at such other rate of exchange in a major financial institution in Canada or elsewhere as the Treasurer considers appropriate.

Power to
change form
of debt

25.1 In addition to any authority in any other Act for money to be borrowed or raised by way of loan, the Lieutenant Governor in Council may change the form of any part of the debt of Ontario by authorizing the issue under this Act of a security or class of securities to be exchanged for any securities or class of securities if,

- (a) the present value of the security to be exchanged is equivalent to the present value of the security for which it is exchanged; and
- (b) the consent of the registered holder of the security to be exchanged is obtained before the exchange takes place.

13. Section 27 of the Act is repealed and the following substituted:

13 L'article 27 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Treasurer's
approval
before
increasing
provincial
liabilities

27. Despite any other Act, a ministry shall not enter into any financial arrangement, financial commitment, guarantee, indemnity or similar transaction that would increase, directly or indirectly, the indebtedness or contingent liabilities of Ontario, or seek the approval of the Lieutenant Governor in Council to enter into any such arrangement, commitment, guarantee, indemnity or transaction, unless,

- (a) the ministry has obtained the written approval of the Treasurer; or
- (b) the arrangement, commitment, guarantee, indemnity or transaction belongs to a class that has been approved by the Treasurer in writing for the purpose of this section.

14. Section 38 of the Act is amended by adding the following clauses:

14 L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- (c.1) prescribing fees for the purpose of section 8.1;
- (c.2) prescribing any land, building, structure or facility to be part of the publicly-owned infrastructure of Ontario for the purpose of clause 15.2 (4) (b);
- (c.3) prescribing the manner in which fees shall be computed for the purpose of subsection 21 (4);
- (c.4) prescribing as a currency for the purpose of section 24 the European Currency Unit or any monetary unit or composite monetary unit generally recognized in international commerce.

Commence-
ment

15. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

16. The short title of this Act is the *Financial Administration Amendment Act, 1991*.

15 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

16 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur l'administration financière*.

Titre abrégé

CHAPTER 56

An Act to amend the Labour Relations Act with respect to the Industrial, Commercial and Institutional Sector of the Construction Industry

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 137 (1) of the *Labour Relations Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 34, section 4, is further amended by striking out "151" in the first line and substituting "152".

2. Subsection 146 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Expiry of
provincial
agreement

(3) Every provincial agreement shall provide for the expiry of the agreement on the 30th day of April calculated triennially from the 30th day of April, 1992.

3.—(1) Section 149a of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 34, section 5, is amended by adding the following subsection:

No counting
until all
voting
completed

(2a) In a vote to ratify a proposed provincial agreement, no ballots shall be counted until the voting is completed throughout the province.

(2) Subsection 149a (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 34, section 5, is amended by adding at the end "and with subsection (2a)".

(3) Subsection 149a (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 34, section 5, is amended by striking out "(1) or (2)" in the second line and substituting "(1), (2) or (2a)".

(4) Subsection 149a (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1984, chapter 34, section 5, is amended by striking out "(1) or (2)" in the second line and substituting "(1), (2) or (2a)".

4. The Act is amended by adding the following section:

Corporation
to facilitate
ICI
bargaining

152.—(1) This section applies with respect to a corporation established under a regulation under this section.

CHAPITRE 56

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail en ce qui a trait au secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Le paragraphe 137 (1) de la loi intitulée *Labour Relations Act* («*Loi sur les relations de travail*»), tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1984, est modifié de nouveau par substitution, à «151» à la première ligne, de «152».

2 Le paragraphe 146 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3 (1) L'article 149a de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1984, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le paragraphe 149a (3) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1984, est modifié par adjonction de «and with subsection (2a)».

(3) Le paragraphe 149a (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1984, est modifié par substitution, à «(1) or (2)» à la deuxième ligne, de «(1), (2) or (2a)».

(4) Le paragraphe 149a (7) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1984, est modifié par substitution, à «(1) or (2)» à la deuxième ligne, de «(1), (2) or (2a)».

4 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Objects	(2) The objects of the corporation are to facilitate collective bargaining in, and otherwise assist, the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry including, <ul style="list-style-type: none"> (a) collecting, analyzing and disseminating information concerning collective bargaining and economic conditions in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry; (b) holding conferences involving representatives of the employer bargaining agencies and the employee bargaining agencies; and (c) carrying out such additional objects as are prescribed.
Not agency of Crown	(3) The corporation is not an agency of the Crown.
Members of corporation	(4) The members of the corporation shall be appointed in the prescribed manner and shall consist of equal numbers of representatives of labour, management and the Government of Ontario.
Board of directors	(5) The board of directors of the corporation shall be composed of all the members of the corporation.
Funding of corporation	(6) The employer bargaining agencies and the employee bargaining agencies shall make payments to the corporation in accordance with the regulations.
If non-payment	(7) The corporation may make a complaint to the Board alleging a contravention of subsection (6) and section 89 applies with respect to such a complaint.
Regulations	(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, <ul style="list-style-type: none"> (a) establishing a corporation without share capital; (b) governing the corporation including, <ul style="list-style-type: none"> (i) providing for its dissolution, (ii) governing the appointment of members, and (iii) prescribing additional objects; (c) governing the payments to be made to the corporation by the employer bargaining agencies and the employee bargaining agencies including prescribing methods for determining the payments.
Idem	(9) A regulation made under subclause (8) (b) (ii) may provide for the selection, by persons or organizations, of persons to be appointed as members.

Commence-
ment

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act, 1991*.

5 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

6 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur les relations de travail*.

Titre abrégé

CHAPTER 57

An Act to amend the Legislative Assembly Act

Assented to December 19th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsections 60 (1) and (2) of the *Legislative Assembly Act*, as re-enacted by the *Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, section 1*, are repealed and the following substituted:

Members'
indemnities

(1) An indemnity at the rate of \$44,675 per annum shall be paid to every member of the Assembly.

Members'
allowances

(2) An allowance for expenses at the rate of \$14,984 per annum shall be paid to every member of the Assembly.

2. Section 61 of the Act, as re-enacted by the *Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, section 2*, is repealed and the following substituted:

Leaders'
allowances

61. In addition to the indemnity and allowance for expenses as a member, there shall be paid a Leader's allowance for expenses,

- (a) to the Premier, at the rate of \$8,431 per annum;
- (b) to the Leader of the Opposition, at the rate of \$5,622 per annum; and
- (c) to the leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of twelve or more persons in the Assembly, at the rate of \$2,810 per annum.

3. Subsection 62 (1) of the Act, as re-enacted by the *Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, subsection 3 (1)* and amended by *1989, chapter 85, subsection 3 (2)*, is repealed and the following substituted:

Indemnity of
Speaker,
Leader of
Opposition
and leader
of a minority
party

(1) In addition to the indemnity as a member, there shall be paid,

- (a) to the Speaker an indemnity at the rate of \$24,139 per annum;
- (b) to the Leader of the Opposition an indemnity at the rate of \$32,701 per annum; and
- (c) to the leader of a party, except the Premier and the Leader of the Opposition, that has a recognized membership of twelve or more persons in the Assembly, an indemnity at the rate of \$23,280 per annum.

CHAPITRE 57

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative

Sanctionnée le 19 décembre 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les paragraphes 60 (1) et (2) de la loi intitulée *Legislative Assembly Act* («*Loi sur l'Assemblée législative*»), tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 1 du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2 L'article 61 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3 Le paragraphe 62 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe 3 (1) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989 et modifié par le paragraphe 3 (2) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. Subsection 64 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, subsection 4 (1) and amended by 1989, chapter 85, subsection 4 (2), is repealed and the following substituted:

Chair and
deputy chairs
of Whole
House and
chairs of
committees

(1) In addition to the indemnity as a member, an indemnity shall be paid,

- (a) to the Deputy Speaker and Chair of the Committees of the Whole House at the rate of \$10,102 per annum;
- (b) to the Deputy Chairs of the Committees of the Whole House at the rate of \$7,017 per annum;
- (c) to the chair of each standing and select committee at the rate of \$9,092 per annum; and
- (d) to the vice-chair of each standing and select committee at the rate of \$5,472 per annum.

5. Subsection 65 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, subsection 5 (1) and amended by 1989, chapter 85, subsection 5 (2), is repealed and the following substituted:

Whips,
indemnities

(1) In addition to the indemnity as a member, an indemnity shall be paid,

- (a) to the Chief Government Whip, at the rate of \$12,491 per annum;
- (b) to the Deputy Government Whip, at the rate of \$8,560 per annum;
- (c) to each of not more than three Government Whips, at the rate of \$6,175 per annum;
- (d) to the Chief Opposition Whip, at the rate of \$9,576 per annum;
- (e) to each of not more than two Opposition Whips, at the rate of \$6,175 per annum; and
- (f) in the case of each party that has a recognized membership of twelve or more persons in the Assembly, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition,
 - (i) to the Chief Party Whip of the party, at the rate of \$8,618 per annum, and
 - (ii) to the Party Whip of the party, at the rate of \$5,613 per annum.

6. Subsection 67 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1983, chapter 50, section 7, 1986, chapter 72, section 6, 1988, chapter 14, section 6, 1989, chapter 19, section 6 and 1989, chapter 85, section 6, is further amended by striking out "\$78" as set out in the amendment of 1989, chapter 85 and substituting "\$80" and by striking out "\$90" as set out in that amendment and substituting "\$93".

4 Le paragraphe 64 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe 4 (1) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989 et modifié par le paragraphe 4 (2) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 Le paragraphe 65 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe 5 (1) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989 et modifié par le paragraphe 5 (2) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6 Le paragraphe 67 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 50 des Lois de l'Ontario de 1983, par l'article 6 du chapitre 72 des Lois de l'Ontario de 1986, par l'article 6 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1988, par l'article 6 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1989 et par l'article 6 du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est modifié de nouveau par substitution, à «78 \$» et à «90 \$» dans la modification qui figure au chapitre 85 de 1989, de «80 \$» et de «93 \$» respectivement.

7. Section 68a of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, section 7, is repealed and the following substituted:

Caucus
chairs,
indemnities

68a. In addition to the indemnity as a member, an indemnity at the rate of \$8,560 per annum shall be paid to the chair of the caucus of the party from which the Government is chosen and to the chair of the caucus of the party recognized as the Official Opposition and an indemnity at the rate of \$7,704 per annum shall be paid to the chair of every other party that has a recognized membership of twelve or more persons in the Assembly.

8. Section 69 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1989, chapter 85, subsection 8 (1) and amended by 1989, chapter 85, subsection 8 (2), is repealed and the following substituted:

House
Leaders'
indemnities

69. In addition to the indemnity as a member, an indemnity shall be paid,

- (a) to the House Leader of the party recognized as the Official Opposition, at the rate of \$12,491 per annum;
- (b) to the House Leader of a party, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, that has a recognized membership of twelve or more persons in the Assembly, at the rate of \$10,655 per annum;
- (c) to the Deputy House Leader of the party recognized as the Official Opposition, at the rate of \$6,175 per annum; and
- (d) to the Deputy House Leader of a party, other than the party from which the Government is chosen and the party recognized as the Official Opposition, that has a recognized membership of twelve or more persons in the Assembly, at the rate of \$5,613 per annum.

Commence-
ment

9. This Act shall be deemed to have come into force on the 1st day of April, 1990.

Short title

10. The short title of this Act is the *Legislative Assembly Amendment Act, 1991*.

7 L'article 68a de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 7 du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8 L'article 69 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe 8 (1) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989 et modifié par le paragraphe 8 (2) du chapitre 85 des Lois de l'Ontario de 1989, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 1990.

Entree en
vigueur

10 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1991 modifiant la Loi sur l'Assemblée législative*.

Titre abrégé

CHAPTER 58

An Act to authorize the payment of certain amounts for the Public Service for the fiscal year ending on the 31st day of March, 1992

Assented to December 19th, 1991

Whereas messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st day of March, 1992;

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) For the period from the 1st day of April, 1991 to the 31st day of March, 1992, amounts not exceeding a total of \$47,554,516,800 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the operating and capital expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.

(2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. The short title of this Act is the *Supply Act, 1991 (No. 2)*.

CHAPITRE 58

Loi autorisant le paiement de certaines sommes destinées à la fonction publique pour l'exercice se terminant le 31 mars 1992

Sanctionnée le 19 décembre 1991

Attendu qu'il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses, que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1992;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 47 554 516 800 \$ et les affecter aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

(2) Cette somme est affectée conformément aux crédits alloués et aux postes du budget des dépenses.

2 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 1991 (n° 2)*.

Crédits accordés pour l'exercice 1991-1992

Crédits et postes

Entrée en vigueur

Titre abrégé

Supply granted for fiscal year 1991-92

Votes and items

Commencement

Short title

SCHEDULE/ANNEXE

1991-92 Estimates
Budget des dépenses de 1991-1992

	Operating <i>Fonctionnement</i>	Capital <i>Capital</i>	Total <i>Total</i>	
	\$	\$	\$	
Agriculture and Food	540 815 000	20 965 200	561 780 200	Agriculture et Alimentation
Assembly, Office of the	127 057 000	---	127 057 000	Bureau de l'Assemblée législative
Attorney General	605 461 800	11 773 000	617 234 800	Procureur général
Cabinet Office	13 444 100	---	13 444 100	Bureau du Conseil des ministres
Chief Election Officer, Office of the	1 096 300	---	1 096 300	Bureau du directeur général des élections
Citizenship	56 694 700	9 660 000	66 354 700	Affaires civiles
Colleges and Universities	3 060 955 300	199 079 500	3 260 034 800	Collèges et Universités
Community and Social Services	8 108 122 800	122 258 900	8 230 381 700	Services sociaux et communautaires
Consumer and Commerical Relations	179 874 000	---	179 874 000	Consommation et Commerce
Correctional Services	554 467 600	8 500 000	562 967 600	Services correctionnels
Culture and Communications	299 403 300	32 064 900	331 468 200	Culture et Communications
Disability Issues, Office for	6 245 900	2 588 500	8 834 400	Office des affaires des personnes handicapées
Education	5 223 522 400	418 820 200	5 642 342 600	Éducation
Energy	42 902 000	23 283 700	66 185 700	Énergie
Environment	507 589 400	266 435 000	774 024 400	Environnement
Financial Institutions	57 272 200	---	57 272 200	Institutions financières
Francophone Affairs, Office of	4 277 100	---	4 277 100	Office des affaires francophones
Government Services	508 239 300	321 563 100	829 802 400	Services gouvernementaux
Greater Toronto Area, Office for the	20 295 700	---	20 295 700	Bureau de la région du grand Toronto
Health	16 723 813 000	250 000 000	16 973 813 000	Santé
Housing	764 668 900	133 457 000	898 125 900	Logement
Industry, Trade and Technology	268 223 500	32 301 000	300 524 500	Industrie, Commerce et Technologie
Intergovernmental Affairs	7 947 900	---	7 947 900	Affaires intergouvernementales
Labour	354 198 400	---	354 198 400	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	661 700	---	661 700	Bureau du lieutenant-gouverneur
Management Board	567 036 500	---	567 036 500	Conseil de gestion
Municipal Affairs	1 054 833 700	36 162 600	1 090 996 300	Affaires municipales
Native Affairs Secretariat, Ontario	23 124 000	21 225 000	44 349 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
Natural Resources	568 573 200	89 851 300	658 424 500	Richesses naturelles
Northern Development and Mines	105 067 500	261 103 600	366 171 100	Développement du Nord et des Mines
Ombudsman Ontario	9 716 500	---	9 716 500	Ombudsman Ontario
Premier, Office of the	2 602 100	---	2 602 100	Cabinet du premier ministre
Provincial Auditor, Office of the	8 025 800	---	8 025 800	Bureau du vérificateur provincial
Revenue	870 518 300	---	870 518 300	Revenu
Seniors' Issues, Office for	5 581 100	2 638 500	8 219 600	Offices des affaires des personnes âgées
Skills Development	263 663 700	---	263 663 700	Formation professionnelle
Solicitor General	554 883 900	27 785 000	582 668 900	Solliciteur général
Tourism and Recreation	159 024 200	68 562 400	227 586 600	Tourisme et Loisirs
Transportation	819 876 500	2 018 042 900	2 837 919 400	Transports
Treasury and Economics	90 254 300	11 500 000	101 754 300	Trésor et Économie
Women's Issues, Office Responsible	24 864 900	---	24 864 900	Office de la condition féminine
Total	43 164 895 500	4 389 621 300	47 554 516 800	Total



PART II
PRIVATE
ACTS

PARTIE II
LOIS D'INTÉRÊT
PRIVÉ

CHAPTER Pr1

An Act respecting the Town of Markham

Assented to April 2nd, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the Town of Markham has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“building permit” means a building permit issued under section 6 of the <i>Building Code Act</i>;</p> <p>“Corporation” means The Corporation of the Town of Markham;</p> <p>“council” means the council of the Corporation;</p> <p>“designated property” means designated property as defined in clause 26 (a) of the <i>Ontario Heritage Act</i>;</p> <p>“heritage conservation district” means an area designated as such under section 41 of the <i>Ontario Heritage Act</i>;</p> <p>“owner” means the person registered on title in the proper land registry office as owner.</p>	Requirements for demolition
Application in respect of designated properties	<p>2.—(1) Despite section 34 of the <i>Ontario Heritage Act</i>, in considering an application under subsection 34 (1) of that Act to demolish or remove any building or structure on a designated property, the council may refuse the application and prohibit any work being done to demolish or remove the building or structure.</p> <p>(2) The council shall within ninety days of receipt of the completed application or such longer period as is mutually agreed upon by the applicant and the council,</p> <p>(a) give notice of its decision under subsection (1) to the owner and to the Ontario Heritage Foundation; and</p> <p>(b) publish its decision in a newspaper having general circulation in the municipality.</p> <p>(3) If the council fails to notify the owner under clause (2) (a), it shall be deemed to have consented to the application.</p>	Idem. transitional
Notice of decision	<p>(4) Despite subsection 34 (4) of the <i>Ontario Heritage Act</i>, if the council has under subsection (1) refused an application under subsection 34 (1) of the <i>Ontario Heritage Act</i>, the owner of the property shall not demolish or remove the building or structure or do any work or cause or permit any work to be done in the demolition or removal of the building or structure unless,</p> <p>(a) the owner has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and</p> <p>(b) 180 days have elapsed from the date of the decision of the council under subsection (1).</p> <p>(5) Despite subsection 34 (4) of the <i>Ontario Heritage Act</i>, if the council has, before the coming into force of this Act, refused an application and prohibited any work to demolish or remove any building or structure on a property for the period of time provided for under clause 34 (2) (b) of that Act, the owner of the property shall not do any work or cause or permit any work to be done after the date this Act comes into force to demolish or remove the building or structure unless,</p> <p>(a) the owner has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and</p> <p>(b) 180 days have elapsed from the date of the refusal by the council of the application under clause 34 (2) (b) of that Act.</p> <p>(6) Subsection (5) applies even if any work has been commenced on the demolition or removal of a building or structure before the coming into force of this Act.</p> <p>(7) An owner who is refused by the council under subsection (1) or, if before the coming into force of this Act, under clause 34 (2) (b) of the <i>Ontario Heritage Act</i>, and who subsequently demolishes or removes or causes or permits to be demolished or removed the building or structure in accordance with subsection (4) or (5) shall, within two years of the commencement of the</p>	Subs. (5) applies even if work commenced
Deemed consent		Requirement respecting new building

demolition or removal, substantially complete the new building to be erected on the site.

Application respecting buildings in heritage conservation districts

3.—(1) Despite sections 42 and 43 and subsection 44 (2) of the *Ontario Heritage Act*, in considering an application under section 43 of that Act to demolish or remove a building or structure within a heritage conservation district, the council may refuse the application and prohibit any work from being done to demolish or remove the building or structure.

Notice of decision

(2) Council shall within ninety days of receipt of the completed application or such longer period as is mutually agreed upon by the applicant and the council give notice of its decision under subsection (1) to the owner and if council fails to so notify the owner it shall be deemed to have consented to the application.

Requirements for demolition

(3) Despite clause 42 (c) and subsection 44 (2) of the *Ontario Heritage Act*, if council has under subsection (1) refused an application under section 43 of the *Ontario Heritage Act* and prohibited any work from being done to demolish or remove a building or structure, no person shall demolish or remove the building or structure or do or cause any work to be done in the demolition or removal of the building or structure unless,

- (a) the person has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and
- (b) 180 days have elapsed from the date of the decision of the council under subsection (1).

Idem, transitional

(4) Despite section 42 and subsection 44 (2) of the *Ontario Heritage Act*, if the council has, before the coming into force of this Act, refused an application under subsection 43 (2) of that Act, no person shall do any work or cause any work to be done after the date this Act comes into force to demolish or remove the building or structure unless,

- (a) the person has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and
- (b) 180 days have elapsed from the date of the refusal by the council of the application under subsection 43 (2) of that Act.

Subs. (4) applies even if work commenced

(5) Subsection (4) applies even if any work has been commenced on the demolition or removal of a building or structure before the coming into force of this Act.

Requirement respecting new building

(6) A person who is refused by the council under subsection (1) or, if before the coming into force of this Act, under subsection 43 (2) of the *Ontario Heritage Act*, and who subsequently demolishes or removes or causes or permits to be demolished or removed the building or structure in accordance with subsection (3) or (4) shall, within two years of the commencement of the demolition or removal, substantially complete the new building to be erected on the site.

Relief from time restriction

4.—(1) If a person who has been refused by the council under subsection 2 (1) or 3 (1) of this Act, or under clause 34 (2) (b) or subsection 43 (2) of the *Ontario Heritage Act*,

- (a) considers that it is not possible to complete a new building within the two-year period specified in subsection 2 (6) or 3 (6); or
- (b) considers that the construction of a new building has become not feasible on economic or other grounds,

that person may apply to the council for relief from the requirement imposed by subsection 2 (6) or 3 (6) by sending notice of application by registered mail to the clerk of the Corporation not less than forty-five days before the expiry of the two-year period within which the new building is to be substantially completed.

(2) If the council extends the time under section 5 for completion of the new building and the applicant considers that,

Idem

- (a) it is not possible to complete a new building in the extended time; or
- (b) the construction of a new building has become not feasible on economic or other grounds,

application may be made for relief from the extended completion time by sending notice of application not less than ninety days before the expiry of the extended completion time.

5.—(1) The council shall consider an application under section 4 and may, Council may grant relief

- (a) extend the time for completion of the new building; or
- (b) relieve the applicant from the requirement of constructing the new building.

(2) If time is extended under clause (1) (a), the applicant shall complete the new building within the extended time. Where time extended

(3) If relief is granted under clause (1) (b), the applicant shall thereafter be deemed not to have contravened this Act by Where relief granted

failing to substantially complete the new building.

Appeal to
O M B

6.—(1) Any person who has made application under section 4 may appeal to the Ontario Municipal Board,

- (a) from the decision of the council; or
- (b) from the refusal or neglect of council to make a decision thereon within thirty days after the receipt by the clerk of the application.

Idem

(2) An appeal under subsection (1) shall be made within twenty days of the mailing of the notice of decision or after the expiration of the thirty-day period set out in clause (1) (b) and the Board shall hear the appeal and the Board on the appeal has the same powers as the council has under section 5.

Decision
final
Extension of
time

(3) The decision of the Board is final.

(4) If an appeal has been made to the Board under subsection (1), the two-year period within which the new building is to be substantially completed shall be deemed to be extended to the date of the Board's decision.

Dismissal of
appeal

(5) If the Board dismisses an appeal from a decision of council under subsection (1), the Board may extend the time for completing the new building for such further period as the Board considers reasonable and the decision of the Board is final.

Where time
extended

(6) If the Board has extended the time for completion of the new building under subsection (2) or (5), the applicant shall substantially complete the new building within the extended time.

Service

7.—(1) Any notice required to be given, delivered or served under this section is sufficiently given, delivered or served if delivered personally or sent by registered mail addressed to the person to whom delivery or service is required to be made at that person's last known address.

Idem

(2) If service is made by mail, the service shall be deemed to be made on the seventh day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the notice was not received until a later date through absence, accident, illness or other cause beyond that person's control.

Publication

(3) Any notice required to be published in a newspaper having general circulation in the municipality shall be published in that newspaper once for each of three consecutive weeks.

Offence

8.—(1) Subject to subsection (2), every person who knowingly furnishes false information in any application under this Act or in any statement, report or return fur-

nished under this Act and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

Offence,
corporation

(2) If a corporation is convicted of an offence under subsection (1), the maximum penalty that may be imposed upon the corporation is \$50,000 and not as provided therein.

Offence

(3) Every person who on designated property or within a heritage conservation district demolishes or removes any building or structure or part thereof or who does any work or causes or permits any work to be done in the demolition or removal of any building or structure or part thereof without that person first obtaining the consent of the council and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

(4) Every owner who,

Idem

(a) contravenes subsection 2 (4) or (5); or

(b) has an obligation to erect a new building under subsection 2 (7) and who fails to substantially complete the new building within the required two-year time period or within the time period extended under clause 5 (1) (a) or subsection 6 (4) or (5),

and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

(5) Every person who,

Idem

(a) contravenes subsection 3 (3) or (4); or

(b) has an obligation to erect a new building under subsection 3 (6) and who fails to substantially complete the new building within the required two-year time period or within the time period extended under clause 5 (1) (a) or subsection 6 (4) or (5),

and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

10. The short title of this Act is the *Town of Markham Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr2

An Act respecting the City of London

Assented to April 4th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of London, referred to as the Corporation in this Act, has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>remainder of the term for which the preceding member was appointed.</p> <p>(9) A member of the commission is eligible for reappointment.</p> <p>(10) Three members of the commission constitute a quorum.</p> <p>(11) The commission may pass by-laws for the government and control of its affairs, operations and undertakings.</p> <p>(12) The commission is the agent of the Corporation and shall operate, repair, control and manage the local transportation system of the municipality on behalf of the Corporation.</p> <p>(13) The commission and the council shall consult regularly on local transportation system policy and on the general administration and affairs of the commission in relation to general municipal policy and the administration and affairs of the Corporation.</p> <p>(14) If, despite the consultations, there emerges a difference of opinion between the commission and the council concerning the course of policy to be followed, the council may by resolution give to the commission a directive concerning the local transportation system policy of the commission in specific terms and applicable for a specified period, and the commission shall comply with the directive.</p> <p>(15) The commission shall, in each year on or before such day as council may prescribe, prepare in consultation with the administrative departments of the Corporation and submit to the council for its consideration and approval an estimate of all sums required during the year for the purposes of the commission.</p> <p>(16) The commission shall, in each year on or before such day as council may prescribe, make a report to the council upon the affairs of the commission and the local transportation system of the municipality.</p> <p>2.—(1) The Corporation and the Western Fair Association may enter into agreements, upon such terms as may be agreed upon, respecting the ownership and use of land held by the Corporation, the Western</p>	<p>Reappointment</p> <p>Quorum</p> <p>By-laws</p> <p>Commission is agent of the Corporation</p> <p>Consultation</p> <p>Resolution of conflicts</p> <p>Estimates</p> <p>Annual report</p> <p>Authority to enter into agreements</p>
Commission continued	<p>1.—(1) The London Transit Commission is continued as a body corporate with the powers, rights and privileges vested in it by any general or special Act except as modified by this section.</p>		
Composition of commission	<p>(2) The commission shall consist of five members appointed by the council of the Corporation.</p>		
Member of council on commission	<p>(3) Two or three members of the commission, as determined by the council on or before the 15th day of February in the first year of its term, shall be members of the council and shall hold office during their term of office on the council.</p>		
Other members of commission	<p>(4) The members of the commission who are not members of the council shall be appointed for a staggered length of time so that the term of office of one such member shall expire on the 30th day of November each year, but no such members shall hold office beyond the term of the council that appointed them.</p>		
Staggered terms	<p>(5) For the purpose of maintaining staggered terms of office, the council shall, when acting under subsection (3), designate the term of office of the members of the commission in office on the 15th day of February who are not members of the council.</p>		
Qualifications	<p>(6) No person is eligible to be appointed or to hold office as a member of the commission unless that person is qualified to be elected or to hold office as a member of the council of the Corporation.</p>		
Term of office	<p>(7) A member of the commission shall hold office until the member's successor is appointed.</p>		
Vacancies	<p>(8) If the office of a member of the commission becomes vacant, the council shall appoint a person to hold office for the</p>		

Fair Association or jointly by both of them.

Earlier
agreements
cancelled

(2) An agreement entered into under subsection (1) cancels the agreement made the 23rd day of November, 1970 between the Corporation and the Association and ratified by section 1 of *The City of London Act, 1971*, being chapter 117.

3. Section 2 of *The City of London Act, 1951*, being chapter 107, as amended by the Statutes of Ontario, 1972, chapter 181, sec-

tion 1 and 1973, chapter 194, section 2, is repealed.

4. Section 8 of *The City of London Act, 1977*, being chapter 92, as amended by the Statutes of Ontario, 1978, chapter 128, section 4, is repealed.

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

6. The short title of this Act is the *City of London Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr3

An Act to revive Lauramar Holdings Limited

Assented to June 13th, 1991

Preamble

Joan Sguigna has applied for special legislation to revive Lauramar Holdings Limited. The applicant represents that she is the director of the ongoing organization carried on in the name of the corporation. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 22nd day of December, 1980 for default in complying with the *Corporations Tax Act*. The applicant represents that this default was inadvertent, that she was not aware of the dissolution until more than two years after it had occurred and that business has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Lauramar Holdings Limited is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as at the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Revival

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

3. The short title of this Act is the *Lauramar Holdings Limited Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr4

An Act respecting the Town of Oakville

Assented to June 13th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the Town of Oakville, referred to in this Act as the Corporation, has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>(b) a waste, waste disposal site or waste management system that is exempted by regulation from Part V of the <i>Environmental Protection Act</i>;</p> <p>(c) the dumping of fill necessary to assist in the construction, extension, alteration, maintenance or operation of works under section 26 of the <i>Public Transportation and Highway Improvement Act</i>;</p> <p>(d) emergency measures taken by the Corporation or The Regional Municipality of Halton to prevent erosion, slipping of soil or damage to trees; or</p> <p>(e) the activities of the Corporation, a Ministry of the provincial government, the Regional Council of The Regional Municipality of Halton or the Halton Region Conservation Authority related to the establishment or maintenance of utilities and services, roads, bridges, flood and erosion control facilities, walkways, bicycle paths, fences, retaining walls, steps and lighting.</p>
By-laws respecting dumping of fill	<p>1. The council of the Corporation may pass by-laws,</p> <p>(a) prohibiting or regulating the placing or dumping of fill of any kind on any land located in the Town of Oakville, other than land which is subject to regulations made under clause 28 (1) (f) of the <i>Conservation Authorities Act</i>;</p> <p>(b) requiring that a permit be obtained for the placing or dumping of fill on the land described in clause (a) and prescribing a fee for the issuance of the permit;</p> <p>(c) prescribing conditions of any permit issued pursuant to a by-law passed under this section under which the placing or dumping of fill may be carried out; and</p> <p>(d) requiring that fill dumped or placed contrary to a by-law passed or the conditions of a permit issued under this section be removed.</p>	<p>4. If there is a conflict between a by-law passed under section 1 and a by-law passed by the Regional Council of The Regional Municipality of Halton under paragraph 129 of section 210 of the <i>Municipal Act</i>, the by-law of The Regional Municipality of Halton prevails.</p>
When by-law ceases to have effect	<p>2. Where a regulation is in existence or is made under clause 28 (1) (f) of the <i>Conservation Authorities Act</i> respecting the placing or dumping of fill on any watershed land located in the Town of Oakville, a by-law passed under section 1 ceases to have effect on that land upon the coming into force of the regulation.</p>	<p>5.—(1) Where,</p> <p>(a) the Corporation refuses or neglects to issue a permit under clause 1 (b) within forty-five days after the application is received by the clerk of the Corporation; or</p> <p>(b) an owner of land on which fill is proposed to be placed or dumped objects to a condition in the permit,</p>
By-law not applicable	<p>3. A by-law passed under section 1 does not apply to,</p> <p>(a) the use, operation, establishment, alteration, enlargement or extension of a waste management system or waste disposal site within the meaning of Part V of the <i>Environmental Protection Act</i>;</p>	<p>an appeal may be made to the Ontario Municipal Board within 180 days from the expiration of the forty-five-day period or the issuance of the permit, as the case may be, and the decision of the Board is final.</p>

Conflicting by-laws

Appeal

390	Chap. Pr4	OAKVILLE (TOWN)	1991
Restriction	(2) Section 94 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision of the Board under subsection (1).	<p>6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p> <p>7. The short title of this Act is the <i>Town of Oakville Act, 1991</i>.</p>	<p>Commence- ment</p> <p>Short title</p>

CHAPTER Pr5

An Act respecting Eastern Pentecostal Bible College

Assented to June 13th, 1991

Preamble

Eastern Pentecostal Bible College has applied for special legislation changing the requirements respecting the executive members and the Board of Administration of its Board of Governors.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Sections 4, 5 and 6 of the *Eastern Pentecostal Bible College Act, 1983* are repealed and the following substituted:

Board of
Governors

4.—(1) The affairs of the College shall be managed by the Board of Governors of the College.

Composition

(2) The Board of Governors shall be composed of sixteen governors who shall hold office for a term of two years and until their successors take office and the Board of Governors shall be constituted as follows:

1. The President and the Executive Director of Bible Colleges of the Pentecostal Assemblies of Canada and the District Superintendent of the Western Ontario District of the Pentecostal Assemblies of Canada, the District Superintendent of the Eastern Ontario and Quebec District of the Pentecostal Assemblies of Canada, the District Superintendent of the Maritime District of the Pentecostal Assemblies of Canada, and the General Superintendent of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland.
2. Three members of the Executive of the Western Ontario District of the Pentecostal Assemblies of Canada, appointed by the Executive.
3. Three members of the Executive of the Eastern Ontario and Quebec District of the Pentecostal Assemblies of Canada, appointed by the Executive.
4. One member of the Executive of the Maritime District of the Pentecostal Assemblies of Canada, appointed by the Executive.

5. One member of the Executive of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland, appointed by the Executive.

6. Two laypersons, appointed by the Board of Governors from a slate of nominees submitted by the Board of Administration.

(3) No person shall be appointed as a member of the Board of Governors unless the person is a Canadian citizen. Citizenship

(4) No governor described in paragraph 2, 3, 4, 5 or 6 of subsection (2) shall serve on the Board of Governors for more than eight years consecutively, but on the expiration of one year after having served on the Board of Governors for eight consecutive years, the person is again eligible to be a member of the Board of Governors. Restriction on service on the Board

(5) A majority of the Board of Governors constitutes a quorum for the transaction of business. Quorum

(6) Where a vacancy occurs in the Board of Governors, the vacancy shall be filled by the same authority that appointed the person whose membership is vacant and the person so appointed shall hold office for the remainder of the unexpired term of the person whose membership is vacant, but service on the Board of Governors for an unexpired term shall not be included in the calculation of the eight consecutive years referred to in subsection (4). Vacancies

(7) The Board of Governors may by by-law increase the number of governors to a maximum of twenty-four and each additional governor shall be appointed by an Executive named in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (2) or by the Board of Governors subject to the following: Additional governors

1. The Board of Governors shall not be entitled to appoint more than four additional governors.
2. Additional governors appointed by the Board of Governors shall be laypersons chosen from a slate of nominees submitted by the Board of Administration.

	3. If an Executive is to appoint an additional governor, the by-law shall name which Executive shall make the appointment.	(5) The chair or, in his or her absence, the vice-chair shall preside at meetings of the Board of Governors.	Presiding officer
Chair, etc.	5.—(1) There shall be a chair and vice-chair of the Board of Governors, a secretary and a treasurer or, instead of a secretary and a treasurer, a secretary-treasurer of the Board of Governors and such other officers as the Board of Governors may determine from time to time.	6.—(1) There shall be an executive committee of the Board of Governors to be known as the Board of Administration.	Board of Administration
		(2) The Board of Administration shall be composed of,	Composition
		(a) the chair of the Board of Governors, who shall act as chair of the Board of Administration;	
Election	(2) The chair, vice-chair and secretary shall be elected by the Board of Governors from among the governors and shall hold office until their successors are elected.	(b) the secretary of the Board of Governors, who shall act as secretary of the Board of Administration; and	
Idem. chair	(3) The president is not eligible to be elected as chair of the Board of Governors.	(c) four additional governors, to be appointed by the Board of Governors.	
Appointment	(4) The treasurer and secretary-treasurer and any other officers who may be appointed by the Board of Governors need not be governors.	2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	Commencement
		3. The short title of this Act is the <i>Eastern Pentecostal Bible College Act, 1991.</i>	Short title

CHAPTER Pr6

An Act respecting the City of North York

Assented to June 13th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of North York, referred to in this Act as the Corporation, has applied for special legislation in respect of the matters set forth in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>twenty centimetres in height or such greater height as the by-law may provide.</p> <p>(2) No step shall be taken to enforce a by-law passed under subsection (1) until the owner or occupant of the land has been given a written notice requiring compliance with the by-law within the time specified in the notice but no sooner than seventy-two hours after the giving of the notice.</p>	Written notice
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>"business premises" means any building or part thereof used or intended for use for commercial or industrial purposes;</p> <p>"multiple residential premises" means any building containing more than one dwelling unit.</p>	<p>(3) A notice under subsection (2) may be given by personal service upon the person to whom it is directed or by sending it by certified mail to that person.</p> <p>(4) A notice sent by certified mail shall be sent to the last known address of the person to whom it is directed and it shall be deemed to have been given on the day it is delivered to that address.</p>	Service Idem
By-laws respecting grass and weeds	<p>2.—(1) The Council of the Corporation may pass by-laws requiring the owners of multiple residential premises and the owners or occupants of business premises in the municipality to cut the grass and weeds on public highways abutting their lands, except the portions used for motor vehicle traffic, and to remove the cuttings whenever the growth of grass or weeds exceeds</p>	<p>(5) Nothing in this section affects any right or duty of the Corporation with respect to any highway right of way.</p> <p>3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p> <p>4. The short title of this Act is the <i>City of North York Act, 1991</i>.</p>	Highway right of way Commencement Short title

CHAPTER Pr7

**An Act to revive
The Big Sisters Organization of The Regional
Municipality of Sudbury**

Assented to June 27th, 1991

Preamble

Josie Calabrese, Pauline Langille, Kelly Tiplady, Janet Bradley, Lorrie Millsap and Donna Blackburn have applied for special legislation to revive The Big Sisters Organization of The Regional Municipality of Sudbury. The applicants represent that they are directors of the ongoing organization carried on in the name of the corporation. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 27th day of January, 1987 for default in complying with the *Corporations Information Act*. The applicants represent that this default was inadvertent, that they were not aware of the dissolution until more than two years after it had occurred and that activity has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Big Sisters Organization of The Regional Municipality of Sudbury is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Corporation revived

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Big Sisters of Sudbury Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr8

An Act respecting South Ottawa Services Foundation, Inc.

Assented to June 27th, 1991

Preamble

South Ottawa Services Foundation, Inc., in this Act called the Foundation, represents that it was incorporated by letters patent dated the 16th day of December, 1982, under the laws of Canada and that it is a registered charitable organization within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada). The Foundation further represents that it has a leasehold interest in land and premises known municipally as 411 Smyth Road in the City of Ottawa, that the land is presently leased from the Minister of Veterans Affairs on behalf of Her Majesty in right of Canada who has the freehold interest in the land and that the Foundation has erected on the land a certain building. The Foundation has applied for special legislation to exempt the land from taxation for municipal and school purposes, except for local improvement rates.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) The council of The Corporation of the City of Ottawa may pass by-laws exempting from taxes for municipal and school purposes, other than local improvement rates, the land, as defined in the *Assessment Act*, occupied by the Foundation, being the land described in the Schedule, so long as the land is occupied and used solely for the purposes of the Foundation.

(2) An exemption granted under subsection (1) may be subject to such conditions as may be set out in the by-law.

2. For the purposes of subsection 121(10) of the *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act*, the exemption from taxation granted under section 1 shall be deemed to be an exemption provided under section 3 of the *Assessment Act*.

Deemed exemption

3. A by-law passed under section 1 may be retroactive to the 1st day of January, 1990.

Retroactive by-law

4.—(1) The council of The Corporation of the City of Ottawa and the council of the Regional Municipality of Ottawa-Carleton may by by-law reimburse the Foundation for taxes, or any portion thereof, paid in respect of the lands referred to in section 1 for the period commencing on the 1st day of January, 1990 and ending on the day that a by-law passed under section 1 comes into force.

Reimbursement of taxes paid

(2) The Board of Education for the City of Ottawa may by resolution reimburse the Foundation for school taxes, or any portion thereof, paid in respect of the lands referred to in section 1 for the period commencing on the 1st day of January, 1990 and ending on the day that a by-law passed under section 1 comes into force.

Idem. school taxes

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commencement

6. The short title of this Act is the *South Ottawa Services Foundation, Inc. Act, 1991*.

Short title

SCHEDULE

That parcel of land in the City of Ottawa, in The Regional Municipality of Ottawa-Carleton, being described as Part of Lot 15, Junction Gore and now described as Part 1 on a Plan of Survey deposited in the Registry Office for the Registry Division of Ottawa-Carleton as Number 5R-6552.

Tax exemption

Conditions

CHAPTER Pr9

An Act respecting the City of Ottawa

Assented to June 27th, 1991

Preamble

The Corporation of the City of Ottawa, referred to in this Act as the Corporation, has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Licensing power

1.—(1) The council of the Corporation may pass by-laws for licensing, regulating and governing the owners and operators of stores, shops and places where tobacco, cigars or cigarettes are sold by retail, including vending machines, and for revoking any such licence, after a hearing.

Idem

(2) A by-law passed under this section may,

(a) prohibit the sale or offering for sale by retail of tobacco, cigars or cigarettes without a licence;

(b) fix a licence fee;

(c) fix the time for which the licence shall be in force;

(d) prohibit vending machines from being located in areas that are not in full view and under the direct supervision of the licensee or an employee of the licensee at all times;

(e) where vending machines are placed in different locations in a building or on a property, require a separate licence for each location;

(f) appoint inspectors to enforce the by-law;

(g) authorize inspectors, upon giving a receipt therefor, to remove vending machines that are in locations not authorized by the by-law and store them in a suitable place at the expense of the owner or operator of the store, shop or place; and

(h) define the terms “owners” and “operators”.

(3) Subject to subsections (5) and (6), all costs and charges for the removal, care and

storage of a vending machine under clause (2) (g) are liens upon the vending machine which may be enforced by the Corporation in the manner provided by the *Repair and Storage Liens Act, 1989*.

(4) The owner or operator is, upon request, entitled to inspect a vending machine that has been removed and stored under this section.

Inspection

(5) Any vending machine removed and stored in accordance with clause (2) (g) and not claimed by the owner or operator within sixty days after its removal becomes the property of the Corporation and may be sold or disposed of by it.

Unclaimed property

(6) The proceeds of the sale shall form part of the general funds of the Corporation.

Proceeds

(7) If the vending machine becomes the property of the Corporation under subsection (5), any tobacco products contained in the vending machines may be destroyed.

Tobacco products

2.—(1) The owner or operator of the store, shop or place from which a vending machine was removed and stored is, upon request, entitled to a hearing by an official named in the by-law or a committee of the council of the Corporation with respect to whether or not the vending machine was in a location authorized by the by-law.

Hearing

(2) The request for a hearing shall be made within thirty days after the removal of the vending machine and the hearing shall take place within thirty days after the request.

Timing

(3) The decision of the official or committee of the council is final.

Decision final

3.—(1) For the enforcement of any by-law passed under this Act, an inspector may, upon producing proper identification, enter any store, shop or place where tobacco, cigars or cigarettes are sold by retail during the hours it is open for business.

Powers of entry

(2) For the purpose of subsection (1), the place where vending machines containing tobacco products are located shall be deemed to be open for business during the period the

Special case

Costs of removal

	vending machines are accessible to any person.	to carry out an inspection or has been obstructed in an attempt to remove a vending machine.	
Entry to dwellings	(3) An inspector shall not, except under the authority of a warrant issued under section 4, enter a place that is being used as a dwelling without the consent of the occupier.	(3) A warrant issued under this section shall specify the hours and days during which it may be executed.	Execution
Warrant	4. —(1) An inspector who is denied entry to a store, shop or place to conduct an inspection or who is obstructed in his or her attempt to remove vending machines under clause 1 (2) (g), may apply to a justice of the peace for a warrant authorizing the entry or the removal of the vending machines.	(4) A warrant expires thirty days after it is issued.	Expiry
		5. A person who hinders or obstructs an inspector lawfully carrying out the enforcement of a by-law passed under this Act is guilty of an offence.	Obstruction
		6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	Commencement
Requirement	(2) A warrant may be issued if the justice of the peace is satisfied by information upon oath that an inspector has been denied entry	7. The short title of this Act is the <i>City of Ottawa Act, 1991.</i>	Short title

CHAPTER Pr10

An Act respecting the City of Toronto*Assented to June 27th, 1991*

Preamble

The Corporation of the City of Toronto has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

By-laws
respecting
discharge of
water onto
ravines

1.—(1) In addition to its powers respecting ravines under any other Act, the council of The Corporation of the City of Toronto may pass by-laws,

- (a) regulating the discharge of water onto any ravine from a building, structure, swimming pool or other source of water located on lands which are not ravine;
- (b) prohibiting the discharge of water onto any ravine from a building, structure,

swimming pool or other source of water located on lands which are not ravine, without the consent of the Corporation; and

- (c) prohibiting the dumping or depositing of any refuse, debris, excavated material or construction material onto any ravine.

(2) Despite clause (1) (c), if a regulation is made under clause 28 (1) (f) of the *Conservation Authorities Act* respecting the placing or dumping of excavated material in any area of the City of Toronto, a by-law passed under clause (1) (c) ceases to have effect in that area upon the coming into force of the regulation.

By-law ceases
to have
effect

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commence-
ment

3. The short title of this Act is the *City of Toronto Act, 1991*.

Short title

CHAPTER Pr11

An Act respecting the City of Toronto*Assented to June 27th, 1991*

Preamble

The Corporation of the City of Toronto has applied for special legislation respecting debris originating from construction sites.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1.—(1) In this section, “construction site” means any land upon which new or used materials or equipment are located in relation to the renovation, construction or demolition of any building or structure.

(2) The council of The Corporation of the City of Toronto may pass by-laws prohibiting persons from causing or permitting refuse or debris originating from a construction site to be placed, deposited or blown on to private property or property of the municipality or of a local board without the consent of the owner or occupant of the property.

By-laws
respecting
debris from
construction
sites

(3) In subsection (2), refuse or debris does not include dust.

Dust

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commence-
ment

3. The short title of this Act is the *City of Toronto Act, 1991* (No. 2).

Short title

CHAPTER Pr12

An Act to revive Magnum International Productions Inc.

Assented to June 27th, 1991

Preamble

Stephen Stohn, Charles Christopher Dalton and Peter Beatty O'Brien have applied for special legislation to revive Magnum International Productions Inc. The applicants represent that they were directors and holders of common shares of the corporation when it was dissolved. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 3rd day of March, 1981 for default in complying with the *Corporations Tax Act, 1972*. The applicants represent that this default was inadvertent, that they were not aware of the dissolution until more than five years after it had occurred and that business has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Magnum International Productions Inc. is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Corporation revived

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Magnum International Productions Inc. Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr13

An Act respecting the City of Toronto

Assented to June 27th, 1991

Preamble

The Corporation of the City of Toronto has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) A by-law passed by the council of The Corporation of the City of Toronto under subsection 49 (4) of the *Planning Act, 1983*, when registered in the proper land registry office against the current geographic designation of, or the current land titles parcel register for, the lands included in the plans of subdivision or parts thereof designated in the by-law, shall be deemed to be registered under subsection 49 (24) of that Act against all plans of subdivision or parts thereof designated in the by-law.

(2) Where a by-law is registered under subsection (1), the plans of subdivision or parts thereof designated in the by-law,

whether or not superseded by subsequent registered plans of subdivision, shall be deemed not to be registered plans of subdivision for the purposes of subsection 49 (3) of the *Planning Act, 1983*.

2. No by-law passed after the 1st day of August, 1983, by the council of the Corporation under subsection 49 (4) of the *Planning Act, 1983* which designates plans of subdivision or parts thereof that have been superseded by other plans of subdivision, shall be declared to be invalid by reason only of the failure to register the by-law against all the plans designated in the by-law if the by-law is registered against what was, at the time of the registration, the current geographic designation of, or the current land titles parcel register for, the lands which are covered by such plans.

By-laws after the 1st day of August, 1983

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commencement

4. The short title of this Act is the *City of Toronto Act, 1991 (No. 3)*.

Short title

By-laws respecting plans of subdivision

Idem

CHAPTER Pr14

An Act respecting the City of Ottawa

Assented to June 27th, 1991

- Preamble** The Corporation of the City of Ottawa, referred to in this Act as the Corporation, has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.
- It is appropriate to grant the application.
- Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:
- Definitions** **1.** In this Act,
- “employee” includes a person who,
- (a) performs any work for or supplies any services to an employer, or
 - (b) receives any instructions or training in the activity, business, work, trade, occupation or profession of the employer;
- “employer” includes any person who as the owner, proprietor, manager, superintendent or overseer of any activity, business, work, trade, occupation or profession, has control over or direction of, or is directly or indirectly responsible for the employment of a person therein;
- “inspector” means a person appointed by the council of the Corporation under subsection 2 (2);
- “non-smoking policy” means a written policy that prohibits smoking in the workplace in accordance with a by-law passed under this Act;
- “smoking” includes carrying a lighted cigar, cigarette or pipe and “smoke” has a corresponding meaning;
- “workplace” means any enclosed area of a building or structure in which an employee works and includes washrooms, corridors and other common areas utilized by an employee.
- 2.**—(1) The council of the Corporation may pass by-laws for requiring every employer in the City of Ottawa, within the time specified in the by-law, to adopt and implement a non-smoking policy that prohibits smoking in respect of each workplace under the control, supervision or ownership of the employer.
- (2) A by-law passed under subsection (1) *Idem* may,
 - (a) provide that the employer may voluntarily designate locations in the workplace as a smoking area if the designated area,
 - (i) is equipped with a ventilation system that is separate from the ventilation system for the remainder of the workplace, is under negative pressure and is vented directly to the outdoors,
 - (ii) is not used for any function other than a smoking area, and
 - (iii) is not located in an area in which smoking is prohibited by the Fire Marshal or under any other law;
 - (b) exempt from the by-law any class of workplace;
 - (c) require every employer to adopt and implement a non-smoking policy, to maintain that non-smoking policy in the workplace for which it was adopted and to give notice of the adoption of the non-smoking policy to each employee in the workplace within the time specified in the by-law;
 - (d) require an employer to erect signs in the workplace indicating the prohibition and indicating any location designated as a smoking area;
 - (e) require an owner of a multi-tenanted building to erect signs at or near the main entrance of the building indicating the prohibition and, if the owner designates a location as a smoking area, to erect signs at the location designated as a smoking area;
 - (f) prescribe the size, location and details of the signs to be erected;
 - (g) provide that any employer who permits smoking in a workplace, except in a location designated under clause (a) or exempted under clause (b), is guilty of an offence;
 - (h) provide that any person who smokes in a workplace, except in a location

	designated under clause (a) or exempted under clause (b), is guilty of an offence;	(ii) to make examinations, investigations and inquiries for the purpose of this section or the enforcement of any by-law passed under this Act; and
	(i) prescribe the method by which any notice is required to be given by the employer; and	(b) that an inspector,
	(j) appoint inspectors.	(i) has been denied entry to the workplace or to any building or structure in which a workplace is situate,
Classification of workplace	(3) For the purposes of clause (2) (b), the council of the Corporation may classify the workplace by size, number of persons employed, character of business, location or other criteria.	(ii) has been instructed or directed to leave the workplace or any building or structure in which a workplace is situate,
Inspection of workplace	3. —(1) For the enforcement of any by-law passed under this Act, an inspector, upon producing proper identification, may, at all reasonable hours, enter any workplace or any building or structure in which a workplace is situate and may make examinations, investigations and inquiries.	(iii) has been obstructed, or
Dwellings	(2) No inspector may enter a workplace that is also a dwelling without the consent of the occupant or without first obtaining and producing a warrant.	(iv) has been refused production of any thing related to an examination, investigation or inquiry related to the by-law passed under this Act.
Obstruction	(3) Any person who hinders or obstructs an inspector lawfully carrying out the enforcement of any by-law passed under this Act is guilty of an offence.	
Warrant	4. —(1) An inspector may apply to a justice of the peace for a warrant if any person,	the justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector to act as mentioned in clause (a) in respect of the workplace or building or structure specified in the warrant, by force if necessary, together with such police officers as may be called upon to assist the inspector.
	(a) denies entry or access to the inspector, through or over a workplace or through or over any building or structure in which a workplace is situate;	(3) A warrant executed under this section shall be executed between the hours of 6 a.m. and 9 p.m. unless otherwise specified in the warrant.
	(b) instructs or directs an inspector to leave a workplace or any building or structure in which a workplace is situate;	(4) A warrant issued under this section shall state the date upon which it expires, which shall be a date not later than fifteen days after the warrant is issued.
	(c) obstructs an inspector from carrying out the enforcement of a by-law passed under this Act; or	(5) A justice of the peace may receive and consider an application for a warrant under this section without notice to and in the absence of the employer or owner or occupier of the workplace or of the building or structure in which a workplace is situate.
	(d) refuses to comply with a request for the production of any thing, the production of which is requested for the purpose of an examination, investigation or inquiry related to the by-law passed under this Act.	
Issuing of warrant	(2) If a justice of the peace is satisfied on evidence under oath,	5. If a provision in this Act or a by-law made under this Act conflicts with the <i>Smoking in the Workplace Act, 1989</i> or any other Act or a regulation, the provision that is the most restrictive of smoking prevails.
	(a) that there is reasonable and probable ground for believing that it is necessary,	6. Nothing in this Act derogates from the right of an employer to prohibit smoking in a workplace or from the rights of an employee to a smokefree workplace.
	(i) to enter and have access to any workplace or any building or structure in which a workplace is situate, or	7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.
		8. The short title of this Act is the <i>City of Ottawa Act, 1991 (No. 2)</i> .

Execution

Expiry

Application without notice

Conflicts

Rights protected

Commencement

Short title

CHAPTER Pr15

An Act to revive Multimobile Corporation Limited*Assented to June 27th, 1991*

Preamble

Joseph Wappler has applied for special legislation to revive Multimobile Corporation Limited. The applicant represents that he was a director and shareholder of the corporation when it was dissolved. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 7th day of February, 1973 for default in filing annual returns. The applicant represents that this default was inadvertent and that business has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assem-

bly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Multimobile Corporation Limited is Corporation revived revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved.

2. This Act comes into force on the day it Commence-ment receives Royal Assent.

3. The short title of this Act is Short title the *Multimobile Corporation Limited Act, 1991*.

CHAPTER Pr16

An Act to revive The May Court Club of Oakville*Assented to June 27th, 1991*

Preamble

Claudia Fullarton and Eleanor Diane Hacking have applied for special legislation to revive The May Court Club of Oakville. The applicants represent that they are directors of the ongoing organization carried on in the name of the corporation. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 17th day of July, 1979 for default in filing annual returns. The applicants represent that they did not receive the notice of default that was mailed to the corporation, that they were not aware of the dissolution until more than two years after it had occurred, and that activity has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The May Court Club of Oakville is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Corporation revived

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *May Court Club of Oakville Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr17

An Act respecting The Royal Conservatory of Music

Assented to June 27th, 1991

CONTENTS

1. Definitions
2. Corporation established
3. Objects
4. Membership
5. Board of directors
6. Powers, etc., of the board
7. Chair of the board
8. Executive committee
9. Nominating committee
10. Academic council
11. Powers, etc., of the academic council
12. Chair of the academic council
13. Minutes, etc.
14. Chief executive officer
15. Non-application of the *Planning Act, 1983*, s. 49
16. Rights upon property transfer
17. Limitations
18. Exemption from expropriation
19. Exemption from taxation
20. Transfer of trust properties
21. Commencement
22. Short title
- Schedule

Preamble

Peter Allen, Reva Gerstein, Evelyn Huang, Gordon Kushner, William Macdonald, Patricia Wardrop, John Wilson and The Governing Council of the University of Toronto have applied for special legislation. They represent that The Royal Conservatory of Music is a division of the university. They have applied for special legislation to incorporate the conservatory, to separate it from the university, and to expedite the transfer of certain property from the university to the conservatory.

It is expedient to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“academic council” means the academic council of the conservatory;

“alumni association” means The Royal Conservatory of Music Alumni Association or its successor;

“board” means the board of directors of the conservatory;

“conservatory” means The Royal Conservatory of Music;

“faculty” means those persons holding an appointment to teach at the conservatory;

“faculty association” means the trade union or association authorized under the *Labour Relations Act* to act as the bargaining agent for the faculty;

“McMaster Hall” means the lands and premises described as parts 2 to 52, inclusive, Plan 63R-4860, deposited in the Registry Division of Toronto (No. 63);

“university” means The Governing Council of the University of Toronto.

2.—(1) A corporation to be known in English as The Royal Conservatory of Music and in French as Le conservatoire royal de musique is established as a corporation without share capital and consists of the members of the board.

Corporation established

(2) The conservatory may identify itself to the public as The Royal Conservatory of Music of Toronto or as The Toronto Conservatory of Music.

Additional names

3.—(1) The objects of the conservatory are.

Objects

(a) to educate, train and assist persons in the understanding, performance and teaching of music and of related activities;

(b) to promote and cultivate the art and science of music; and

(c) to cultivate other performing arts.

(2) The conservatory may exercise such powers as are necessary to carry out its objects and may,

Powers

(a) provide programs, classes and instruction, conduct examinations and grant certificates and diplomas;

(b) provide and publish written material and material in other media;

(c) maintain and operate one or more conservatories with studios, sound production, reproduction and preservation

	facilities, concert halls, residences and related facilities; and		
	(d) invest and deal with the money of the conservatory not immediately required for its objects in the manner determined by the board.		
Investments	(3) In making investments under clause (2) (d), the conservatory is not limited to investments authorized by law for trustees if the investments are reasonable, prudent and sagacious under the circumstances and do not constitute, either directly or indirectly, a conflict of interest.		
Membership	4. —(1) The members of the conservatory are those persons who meet the requirements for admission to membership that are set out in the by-laws.		
Voting	(2) A member of the conservatory is eligible to elect board members if he or she, <ul style="list-style-type: none"> (a) is not a member of the faculty; (b) is not employed by the conservatory; (c) has attained the age of majority; and (d) has been a member of the conservatory throughout the year before the year in which the election is held. 		
Board of directors	5. —(1) The board of directors of the conservatory is composed of, <ul style="list-style-type: none"> (a) the chief executive officer of the conservatory; (b) the president of the faculty association or, if there is no faculty association, a representative elected by the faculty in an election held by the board; (c) the president of the alumni association or, if there is no alumni association, a graduate of the conservatory appointed by the other members of the board; (d) nine individuals elected by the members of the conservatory described in subsection 4 (2); and (e) six individuals each of whom is appointed by the other members of the board from among those members of the conservatory who are not members of the faculty or employed by the conservatory and who have attained the age of majority. 		
Recommendation	(2) The members of the conservatory shall consider the recommendations of the nominating committee before electing individuals under clause (1) (d) to hold office as board members.		
Idem	(3) The board members shall consider the recommendations of the nominating committee before appointing individuals under		
	clause (1) (e) or subsection (6) to hold office as board members.		
	(4) The term of office of each board member who is elected by the faculty, elected by the members of the conservatory or appointed by the board is determined by the board.	Term of office	
	(5) A board member is not eligible to hold office for a continuous period that is longer than the maximum number of consecutive years specified in the by-laws.	Limit	
	(6) If a board member ceases to hold office before his or her term expires, the board may appoint another individual to complete the term of office of the original board member.	Vacancy	
	(7) The board may act despite a vacancy on the board.	Effect of vacancy	
	(8) Membership on the board does not disentitle a person to remuneration for employment as a member of the faculty of the conservatory.	Remuneration	
	(9) On the date this Act comes into force, the members of the board are Peter Allen, Reva Gerstein, Evelyn Huang, Gordon Kushner, William Macdonald, Patricia Wardrop, John Wilson, the person the board appoints as the chief executive officer of the conservatory and the person who is the president of the faculty association.	Transition	
	(10) The board members appointed by subsection (9) may appoint additional individuals to hold office as board members but the total number of board members must not exceed fifteen.	Idem	
	(11) The board members appointed by subsection (9) or under subsection (10) cease to hold office under those subsections on a day to be named by the board but not later than two years after the day on which this Act comes into force.	Idem	
	(12) The day named under subsection (10) by the board is the day on which the board as constituted under subsection (1) takes office.	Idem	
	6. —(1) The board shall govern the conservatory and manage and control its property and affairs and may exercise such powers as are necessary or convenient to carry out its duties.	Powers, etc., of the board	
	(2) Without limiting the generality of subsection (1), the board may,	Idem	
	(a) establish, maintain, terminate and otherwise deal with programs, courses, departments, branches, schools and other facilities and chairs;		

(b) establish classes of membership in the conservatory and determine requirements for admission to membership;

(c) determine the powers, duties, privileges and obligations of members of the conservatory; and

(d) enact by-laws and regulations.

Idem, faculty

(3) Upon the recommendation of the chief executive officer, the board may retain employees, examiners and faculty members and promote, transfer, suspend or dismiss them.

Recommendations

(4) The board shall solicit the recommendations of the academic council respecting the matters described in clauses 11 (3) (a) to (e) before exercising its powers concerning them. The board shall consider such recommendations as the academic council may, in a timely manner, make.

By-laws

(5) The by-laws and regulations of the board do not require confirmation by the members of the conservatory in order to be effective.

Auditor

(6) The board shall appoint one or more auditors who shall audit the financial statements of the conservatory each year.

Delegation

(7) The board may delegate any of its powers to the executive committee, subject to such restrictions as the board may determine.

Mail ballots

(8) The by-laws may authorize and regulate the use of mail ballots to determine any issue in respect of which the members of the conservatory are entitled to vote.

Restriction

(9) If mail ballots are used to determine an issue, the board shall mail information concerning the issue to the members of the conservatory at least thirty days before the final date for the return of the ballots.

Chair of the board

7.—(1) The board members shall elect a chair from among themselves.

Vice-chairs

(2) The board members shall elect one vice-chair and may elect more than one vice-chair from among themselves.

Secretary, treasurer

(3) The board members shall appoint one secretary and one treasurer.

Other officers

(4) The board members may appoint such other officers as they consider appropriate.

Executive committee

8. The board may establish an executive committee which shall be composed of at least five members including,

(a) the chair of the board;

(b) each vice-chair of the board;

(c) each officer of the conservatory who is a board member; and

(d) such other board members as the board may appoint.

9.—(1) A nominating committee of the board is established and is composed of, Nominating committee

(a) the president of the faculty association or, if there is no faculty association, the board member who is the representative elected by the faculty under clause 5 (1) (b);

(b) one board member who is appointed by the board;

(c) one member of the conservatory described in subsection 4 (2) (who may also be a board member) who is appointed by the board.

(2) The term of office of committee members is determined by the board. Term of office

(3) The board shall appoint a committee member to act as chair of the committee. Chair

(4) The committee shall recommend individuals for consideration as board members to be elected by the members of the conservatory or appointed by the board. Duties

10.—(1) The academic council of the conservatory is established and is composed of, Academic council

(a) the chief executive officer of the conservatory;

(b) four senior administrative officers of the conservatory, who are appointed by the board; and

(c) at least six individuals, who are appointed in accordance with the by-laws of the academic council.

(2) A majority but less than two-thirds of the councillors must be members of the faculty and must be appointed by the faculty at large, by the faculty members within a teaching department or by the faculty association. Idem

(3) The term of office of councillors is as set out in the by-laws of the academic council. Term of office

(4) The faculty association may appoint the first individuals to hold office under clause (1) (c) if it makes the appointments within fifteen days after this Act comes into force. Transition

(5) If the faculty association does not appoint councillors under subsection (4), the councillors described in clauses (1) (a) and (b) shall appoint the first individuals to hold office under clause (1) (c). Idem

11.—(1) The academic council shall determine the academic policy of the conservatory and may, Powers, etc., of the academic council

418	Chap. Pr17	ROYAL CONSERVATORY OF MUSIC	1991
	(a) determine the standards for the admission of students, the contents and curricula of programs, the contents of written and practical examinations and the contents of academic publications and materials;		Minutes, etc.
	(b) establish criteria for conferring diplomas or certificates and determine which students are eligible to receive a diploma or certificate;		
	(c) determine policy regarding the awarding of fellowships, scholarships, medals, bursaries, prizes and other awards for academic achievement;		
	(d) enact by-laws, rules and regulations for the conduct of its affairs; and		
	(e) establish, and delegate any of its functions to, committees that may include individuals who are not councillors.		
Board approval	(2) The approval of the board is required for the expenditure of money required to implement academic policy, including the allocation and awarding of money for the purposes of clause (1) (c).		
Recommendations to the board	(3) The academic council may make recommendations to the board concerning,		
	(a) the establishment of programs, courses, departments, branches and schools and the appointment of representatives for them;		
	(b) the establishment of chairs;		
	(c) the establishment of programs or agreements for the interchange of faculty or students with other institutions;		
	(d) the conferral of honorary diplomas;		
	(e) the appointment of the chief executive officer of the conservatory.		
Recommendations to the CEO	(4) The academic council may make recommendations to the chief executive officer of the conservatory concerning,		
	(a) the appointment of members of faculty and of examiners;		
	(b) the conduct of examinations; and		
	(c) standards for the appointment and training of examiners.		
Transition	(5) The first general by-law of the academic council shall be made by the board and the faculty association and not by the academic council.		
Chair of the academic council	12. —(1) The chief executive officer of the conservatory is the chair of the academic council.		
Secretary	(2) The chief executive officer shall appoint a secretary of the academic council.		
	13. The academic council shall provide the board with the minutes of all council meetings and with such other information as the board may require.		
	14. —(1) The chief executive officer of the conservatory is appointed by the board and receives such remuneration for his or her services as the board determines.	Chief executive officer	
	(2) The chief executive officer shall,	Duties	
	(a) direct the implementation of the academic policy of the conservatory;		
	(b) supervise the administration of the conservatory;		
	(c) supervise the faculty, examiners, students, officers and administrative staff of the conservatory; and		
	(d) perform such other duties as the board may determine.		
	(3) The chief executive officer shall solicit recommendations of the academic council respecting the matters described in clauses 11 (4) (a) to (c) before exercising his or her powers concerning them. He or she shall consider such recommendations as the academic council may, in a timely manner, make.	Recommendations	
	15. —(1) Section 49 of the <i>Planning Act</i> , 1983, being chapter 1, does not apply with respect to a transfer of ownership of McMaster Hall from the university to the conservatory or with respect to the rights established by the Schedule to this Act.	Non-application	
	(2) The exemption given under subsection (1) does not apply to a transfer of an interest in part or all of McMaster Hall from the conservatory to any other person, other than the university, or to any subsequent transaction made by that person or that person's successors in respect of the interest transferred.	Subsequent dealings	
	16. —(1) McMaster Hall is subject to the rights set out in the Schedule to this Act when the university transfers ownership of the property to the conservatory.	Rights upon property transfer	
	(2) The <i>Perpetuities Act</i> and the rule against perpetuities do not apply with respect to the rights of the university and of the conservatory described in the Schedule to this Act.	Perpetuities	
	17. For the purposes of the <i>Limitations Act</i> , McMaster Hall shall be deemed to be vested in the Crown for the public uses of Ontario while the property is owned by the conservatory.	Limitations	
	18. —(1) McMaster Hall is exempt from being entered upon, used or taken by any municipal or other corporation or by any person possessing the right of taking land compulsorily for any purpose while the	Exemption from expropriation	

property is owned by the conservatory or while the university retains any right under the Schedule to this Act respecting the property.

Idem

(2) No power to expropriate property conferred after this Act comes into force extends to McMaster Hall unless the Act conferring the power states that it is to prevail over the *Royal Conservatory of Music Act, 1991*.

Limitation

(3) The exemption given under this section extends only to the interests held by the conservatory or the university in McMaster Hall and not to the interests held by any other person.

Exemption from taxation

19.—(1) The real property owned by the conservatory and lands and premises leased to, or occupied by, the conservatory are exempt from taxes for municipal and school purposes.

Idem

(2) The exemption does not extend to the interest of a lessee of the conservatory or of an occupant of the real property other than the conservatory.

Transfer of trust properties

20.—(1) This section applies with respect to,

- (a) gifts and bequests of property made to the university for the purposes of the division of the university known as The Royal Conservatory of Music, whether or not the university has received the property when this Act comes into force;

- (b) property held by the university for special purposes relating to the division of the university known as The Royal Conservatory of Music; and

- (c) property otherwise held by the university upon trusts relating to the division of the university known as The Royal Conservatory of Music.

Idem, gifts and bequests

(2) The gifts and bequests or any remainder of them shall be deemed, on the day on which the university transfers to the conservatory ownership of McMaster Hall, to be made to the conservatory for the purposes for which, and subject to the conditions upon which, the gifts and bequests were made.

Idem, other property

(3) The property held by the university for special purposes or upon trust becomes the property of the conservatory, for the special purposes or upon trust, on the day on which the university transfers to the conservatory ownership of McMaster Hall.

Idem

(4) On the day referred to in subsections (2) and (3), the conservatory assumes the obligations of the university relating to the administration of property described in subsection (1).

21. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commencement

22. The short title of this Act is the *Royal Conservatory of Music Act, 1991*.

Short title

SCHEDULE

MCMASTER HALL PROPERTY

1. In this Schedule, "Act" means the Act of which this Schedule forms part being the *Royal Conservatory of Music Act, 1991*; "Property" means those lands and premises comprising McMaster Hall and being part of Lot 3 Registered Plan 452-E and parts of Park lots 12 and 13, Concession 1 from the Bay, City of Toronto, designated as Parts 2 to 52, inclusive, according to Plan 63R-4860 deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Toronto (No. 63); "Conservatory" means The Royal Conservatory of Music and "University" means The Governing Council of the University of Toronto.

2. No part of the Property, while owned by the Conservatory, shall be used for any purpose other than by the Conservatory for its own use in exercise of its powers under the Act or by the University under the rights and easements reserved to it under the Act.

3. The following restrictions shall apply to Parts 2, 4, 5 and 6, Plan 63R-4860 (in this section collectively called "said Parts"):

- (a) no building, fence, wall or other structure of any kind shall be erected or maintained by the

Conservatory or its successors in title on or over said Parts other than walkways, stairways, pedestrian or wheelchair ramps, railings and other installations on Parts 2, 5 and 6, Plan 63R-4860, for the purpose of one or more entrances to present or future buildings on the Property, erected prior to the Act coming into force or while the Conservatory is the owner of Parts 2, 3, 4, 5 and 6, Plan 63R-4860, and which shall be subject to the written consent of the University, which shall be given unless the University acting reasonably determines that the same would adversely affect the aesthetic values of adjacent grounds of the University.

(b) no living tree on said Parts on the date the Act comes into force shall be cut down without the prior written consent of the University;

(c) said Parts shall not be used for vehicular access to or egress from any other part of the Property, nor shall vehicles be parked, stored or kept thereon;

4. The University shall retain and be entitled to repair and otherwise maintain a right of way for all purposes over, along and upon Part 4, Plan 63R-4860 including, without limitation, the right to pave and otherwise maintain a walkway thereover.

5. The University shall have the right and easement at any time and from time to time to permit passage by foot or vehicle for ingress to and egress from the University's lands over, along and upon Parts 19 to 40 inclusive, Plan 63R-4860 subject to the following:

(a) the Conservatory and its successors in title may also permit passage by foot or vehicle over, along and upon said lands for ingress to and egress from other parts of the Property (without impairing the University's rights under subsection 8(e) in respect of Parts 24, 30 and 31, Plan 63R-4860); and

(b) the Conservatory and its successors in title may construct and maintain in the air space above Parts 21, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, 32 and 35, Plan 63R-4860 (without impairing the University's rights under subsection 8(e) in respect of Parts 24, 30 and 31, Plan 63R-4860), buildings or structures or parts thereof connected to and supported by buildings or structures hereafter erected on other parts of the Property, subject to:

(i) the provision of clearance as required by law for access by motor vehicles (including fire vehicles) to the Property and to adjacent properties of the University;

(ii) the continuation of the identification to the public of the access from Bloor Street to the north west entrance of the arena of the University adjacent to the south of the Property as approved in writing by the University such approval not to be unreasonably withheld;

(iii) such buildings or structures or parts thereof

being approved in writing by the University as not materially adversely affecting any buildings or improvements on the University lands adjacent to the west of the Property whether then existing or then committed to for erection in the near future such approval not to be unreasonably withheld.

6. The University shall have the right and easement at any time and from time to time to enter upon and install and maintain pipes, wires, conduits, mains, tunnels and other like installations ("installations") within Parts 7 to 18 inclusive, Plan 63R-4860, and to inspect, repair and replace the same. For the purpose of exercising its rights under this section the University may also enter upon Parts 29 to 40 inclusive, Plan 63R-4860, (but without interfering with any building, structure or part thereof erected by the Conservatory under subsection 5(b)) and may excavate therein and shall promptly repair any consequent damage. In exercising its rights under this section the University and its successors in title shall act reasonably and with prior notice to the Conservatory and its successors in title with the intent that the Conservatory and its successors in title shall be affected as little as reasonably possible.

7. The University shall have the right to maintain on Part 2, Plan 63R-4860, the existing gate post and fence located at Bloor Street West being part of the Devonshire Gate at the head of the pedestrian walkway leading southerly from Bloor Street West and shall at its expense keep landscaped and lit all parts of Parts 2, 5 and 6, Plan 63R-4860 not devoted to other purposes permitted by this Schedule and shall keep such landscaping neat and in good condition.

8. (a) The University shall have the right to maintain, repair and replace from time to time the existing encroachments of the arena and stadium of the University and related existing fixtures and installations on and over Parts 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31, 37, 38 and 40, Plan 63R-4860 and to enter upon Parts 19 to 40 inclusive, Plan 63R-4860 for that purpose and to open the doors of the arena over Parts 25, 37, 38 and 40, Plan 63R-4860.

(b) The University shall have the right to use, maintain, repair and replace the existing underground electrical line under Part 5, Plan 63R-4860.

(c) The University shall have the right to use, maintain and repair the existing underground water line in Parts 10, 12, 16, 17, 19, 20 and 21, Plan 63R-4860, provided that if the line is replaced, it shall be relocated in an appropriate location within the easement described in section 6 and each of the University and the Conservatory (after prior consultation with the University) shall have the right at its own expense to so relocate the line at any time, regardless of whether it needs to be replaced, and upon such relocation being completed the University's rights under this subsection (c) shall expire.

(d) The University shall have the right to use, maintain, repair and replace the existing taps, hydrant and valves on Parts 37, 38, and 40, Plan 63R-4860, and to connect them to the water line

described in subsection (c) or any relocated water line within the easement described in section 6.

(e) The University shall have the right to use, maintain, repair and replace the existing flood-light standards and floodlights located on Parts 24, 30 and 31, Plan 63R-4860, and serving the stadium of the University and to take reasonable measures within such parts to protect the bases of the standards from damage by impact of vehicles.

(f) The University shall have the right to have access to Parts 15, 16, 18, 25, 37, 38 and 40, Plan 63R-4860, to repair and replace weeping tile therein and thereunder.

(g) The Conservatory and its successors in title shall have the right to use, maintain, repair and replace the storm and sanitary sewers leading from the buildings presently on the Property to the municipal sewers located in Part 1, Plan 63R-4860, and the right to install, use, maintain, repair and replace storm and sanitary sewers leading from buildings hereafter erected on the Property to the said municipal sewers, substantially in the locations of the existing sewers, subject in either case to obtaining any needed consent of the municipality to connect to and discharge sewage into its sewers.

(h) The Conservatory and its successors in title shall have the right, so long as the arena of the University to the south of the Property is not redeveloped in a manner that existing drains under it ("arena drains") are disturbed, to use and maintain the connection of the existing catch basins and drains in the parking lot of the Property ("parking lot drains") to the arena drains and to discharge storm sewage through the parking lot drains and the arena drains, and for this purpose the University shall maintain the arena drains. If the arena is redeveloped so as to disturb the arena drains, the University may terminate the Conservatory's rights with respect thereto but in that event shall grant the Conservatory or its successors in title an easement for storm sewer purposes running easterly from the area of the northeast corner of the arena to the municipal sewer located in Part 1, Plan 63R-4860. All construction and maintenance within the easement shall be undertaken by the Conservatory or its successor in title at its expense and use thereof shall be subject to obtaining any needed consent of the municipality to connect to and discharge sewage into its sewers.

9. The Conservatory and its successors in title shall have the right to allow pedestrians proceeding to and from the buildings on the Property when the Act comes into force or subsequently erected by the Conservatory for its own use in exercise of its powers under the Act, to enter upon the lands of the University adjacent to the east thereof, in order to have access to and use the aforementioned pedestrian walkway leading southerly from Bloor Street West and crossing Part 1 Plan 63R-4860 so long as such walkway is maintained by the University.

10. If the Conservatory has not previously sold all the Property in accordance with the provisions hereof or redeveloped the Property for its own use in exercise of its powers under the Act, by January 1, 2010 or such later date as the University and the Conservatory agree upon in writing, Parts 7 to 52 inclusive, Plan 63R-4860 shall revert to the University on the following day and the Conservatory shall surrender possession thereof to the University. For the purpose of this section, a sale or completed foreclosure of all the Property by a security holder realizing upon its security shall be treated as a sale of all the Property by the Conservatory. The University may by instrument in writing release its right of reversion aforesaid either wholly or to the extent set out in the release.

11. For the purpose of section 10 "redevelop" shall mean newly construct, whether above or below grade, at least 25,000 square feet of building on the Property or any part thereof whether in addition to or in substitution for all or part of the existing building provided that if all or any part of such new construction is on the site of the present east wing of the existing building only that area of new construction on such site in excess of 27,000 square feet shall be included in the calculation of such area of new construction.

12. (a) The Conservatory shall not part with the ownership of all or any part of the Property other than to a bona fide purchaser at arms' length from the Conservatory pursuant to an agreement in writing for the sale of the same and subject to the rights of the University hereunder.

(b) Before entering into any such agreement of sale at any time before the Conservatory commits to and actually embarks upon substantial construction or renovation on the Property having an aggregate projected cost of \$5,000,000 or more, the Conservatory shall first offer the Property (less Parts 7 to 52 inclusive, Plan 63R-4860, if such Parts have previously reverted to the University) to the University free of encumbrances (save those described in subsection 12(e)) at the Agreed Price as defined below multiplied by a fraction of which the numerator is the Consumer Price Index for Canada (1981 = 100) yearly average published by Statistics Canada for the calendar year immediately preceding the year in which the offer is made, and the denominator is the yearly average of the said Index for 1988, namely 143.8; if the said Index should cease to be so published, the cash sale price shall be determined by arbitration as provided for in section 15. The Agreed Price shall be a cash sale price equal to \$10,000,000 reduced, if the reversion aforesaid has previously taken place, by a fraction of which the numerator is the area to 3 decimal places of Parts 19 to 40 inclusive, Plan 63R-4860, and the denominator is the area of the Property.

The University shall have the right, exercisable within 60 days of the receipt by it of such offer, to purchase the lands offered at a closing date 120 days following the exercise by the University of such right. The Conservatory shall have the right prior to the expiry of the 120 day period to extend the closing date for up to five years, but there shall be no increase in the price for the Property as a result. The University shall

pay a deposit of \$1 million with its notice of exercise and the balance of the price in cash on closing. Such deposit shall be held in trust by the solicitor for the Conservatory in an interest bearing account or term deposit with a Schedule I Canadian chartered bank with the interest to be paid to the University on closing. If the University does not exercise such right within such time, the Conservatory may sell all (but not less than all) of such lands to another by agreement of sale entered into by the Conservatory within a period of nine (9) months following such first mentioned period of 60 days on terms acceptable to the Conservatory but the date of closing shall be within five years of the date of receipt by the University of the offer thereto as aforesaid. If the University so requests, it shall be given an equal opportunity with other potential offerors to make an offer to purchase such lands on such a sale. Unless a sale by the Conservatory is completed in accordance with the foregoing provisions, the right of the University to have the said lands offered to it shall continue, and so on from time to time.

(c) Before entering into any such agreement of sale at any time after the Conservatory commits to and actually embarks upon substantial construction or renovation on the Property having an aggregate projected cost of \$5,000,000 or more, the Conservatory shall first obtain a bona fide unconditional offer or an offer containing conditions relating only to title, physical condition, compliance with laws, permitted uses (but not re-zoning for new uses) and financing (provided that the financing condition shall not extend beyond 90 days from the date of acceptance), providing for a sale free of encumbrances (save those described in subsection 12(e)) at a price based on cash on closing or cash on closing together with a mortgage to be taken back by the Conservatory amounting to no more than 50% of the sale price and repayable within no more than 5 years, with a time for acceptance of at least 75 days and a closing date no more than five years from the date of the offer and deliver particulars thereof to the University, and the University shall have a prior right, exercisable within 60 days of receipt by it of the particulars of such offer, to purchase from the Conservatory the Property or such part thereof as is the subject of such offer at a sale price equal to and on the same monetary basis as the amount offered by such proposed transferee except that

- (i) the University shall have the right to substitute cash for the fair market value (as agreed or determined by arbitration hereunder) of any mortgage back, with a 120 day extension to the closing date provided for in such offer, provided interest on the purchase price at the prime rate of the University's bankers shall be added to the purchase price for the period of the extension, and
- (ii) if the Conservatory is required to make renovations or repairs to the Property in order to complete the transaction, the

University shall have the right to direct the Conservatory not to do such work and the reasonable cost thereof (as agreed or determined by arbitration hereunder) shall be deducted from the purchase price.

Any such offer obtained on or prior to January 1, 2010 or such later date as the parties agree upon in writing pursuant to section 10 shall be for all of the property. If the University does not exercise such right to purchase, the Conservatory may proceed to sell the Property or the applicable part or parts thereof to the offeror upon the terms of such offer.

(d) Any sale other than to the University provided for in this section shall be on the basis that neither the Conservatory nor any entity not at arm's length with it receives any direct or indirect monetary benefit other than the proceeds to be shared as provided in section 13. Any sale to a party other than the University that is completed in accordance with this section shall not affect the rights of the University under sections 3 to 8 inclusive, but the University shall not have any rights thereafter under this section 12 or section 13 as against such party or its successors in title in respect of any subsequent sale or other disposition of or dealing with the Property or any part thereof.

(e) An offer submitted to the University under subsections 12(b) or 12(c) may provide that registered title to the Property offered shall be subject to the following registered encumbrances:

- (i) any municipal by-law registered on the date this Act comes into force;
- (ii) any municipal by-law or agreement, or amendment thereto, made for the purpose of permitting the Conservatory to proceed with redevelopment as defined in section 11, or with other construction or renovation on the Property for its own use in exercise of its powers under the Act;
- (iii) any other municipal by-law or amendment thereto, imposed despite the reasonable efforts of the Conservatory to resist it, unless the University consents, such consent not to be unreasonably withheld.

At the Conservatory's request, the University shall enter into any agreement or amendment thereto defined in subparagraph (ii).

13. The Conservatory and the University shall share as hereafter provided in the proceeds received by the Conservatory from any sale to a third party, or any sale to the University effected pursuant to subsection 12(c), in accordance with the following provisions. Such proceeds, as and when received, shall be paid and applied as follows:

Firstly: to pay all reasonable costs of sale including without limitation legal and consultant's fees, appraisals, survey and real estate commissions;

Secondly: to reimburse the Conservatory for the capital cost of any buildings, structures, installations, or renovations erected or undertaken by it after the date this Act comes into force, less depreciation of such cost on a straight-line basis at the rate of 4 per cent per annum from the date incurred to the date of completion of the sale; and

Thirdly: 80% of the balance of such proceeds shall be paid to or as directed or assigned by the Conservatory and the University shall be entitled to the remaining 20% thereof.

Following the audit of its financial statements with respect to each financial year the Conservatory shall cause its auditors to give a certificate to it and the University showing on a cumulative basis to the end of the financial year the amount of capital cost and of depreciation described above under the heading "Secondly". The University may object thereto in writing giving particulars within thirty (30) days of receipt of such certificate. The University shall be permitted to examine the relevant books and records of the Conservatory for the purpose of determining whether to object. If the University objects, the dispute may be determined by arbitration hereunder. If the University does not object as aforesaid, the amounts shown on the certificate (and if it does object, such amounts as determined by arbitration or otherwise agreed) shall be conclusive and binding upon the University, the Conservatory and their successors.

Any dispute as to other components of the allocation of proceeds may also be determined by arbitration hereunder. No purchaser acquiring all or part of the Property shall be affected by any dispute over or failure of the transferor to pay the share of sale proceeds due to the University, and the University shall have no claim against the Property for the amount of such proceeds. However the University shall have a lien against such proceeds equal to the share thereof due to it.

14. (a) So long as any right of the University under sections 2 to 8 inclusive or under section 10 continues, it shall be paramount to the rights of any encumbrancer claiming through the Conservatory.
- (b) Nothing in sections 12 and 13 shall prevent the Conservatory from charging its interest in the Property and its share of proceeds of sale under section 13 as security for existing or future indebtedness, or prevent the security holder from realizing thereon following default as it may deem fit, provided that
 - (i) if the Property so charged is to be sold for the purpose of realizing on the security, sections 12 and 13 shall be applicable with necessary modifications, so as to afford the University the same rights to acquire the charged Property and to a share of the proceeds of sale, as if the sale were a sale made by the Conservatory under those sections, and references to the Conservatory in those sections shall be deemed as the context requires to be references to the security holder; and
 - (ii) if the Conservatory's interest in the Property

is foreclosed, the foreclosing party shall give the University prompt written notice of the foreclosure being completed and the University shall have the following options to purchase the foreclosed Property from the foreclosing party:

- (A) where the foreclosure occurs before the Conservatory commits to and actually embarks upon substantial construction or renovation on the Property having an aggregate projected cost of \$5,000,000 or more, the option shall be at a price which is the lesser of (X) the price determined as if the first paragraph of subsection 12(b) were applicable (the "formula price"); and (Y)(1) the fair market value of the foreclosed Property on the date of completion of the foreclosure, minus (2) the share of proceeds of sale that would have been paid to the University under Section 13 had the foreclosed Property been sold by the Conservatory to a third party on that date, plus (3) interest on such difference at the prime rate of the University's bankers on the date of exercise calculated from the date of exercise to the date of closing (the "modified market price"); for the purpose of determining the amount of item (Y)(2), no costs of acquiring title by foreclosure shall be included in calculating the amount described under the heading "Firstly" in section 13 and there shall be added to the most recent determination of accumulated capital costs and depreciation described under the heading "Secondly" in section 13 and determined under that section, such additional amounts, if any, which are applicable and which the foreclosing party claims should be included, which additional amounts shall be set out with particulars in its notice of completion of the foreclosure; the University shall have the right, exercisable within 60 days of the receipt by it of the foreclosing party's written notice of the foreclosure being completed, to purchase the foreclosed Property free of encumbrances (save those described in section 12(e)) at a closing date 120 days following the exercise by the University of such right; the University shall pay a deposit of \$1,000,000 with its notice of exercise and the balance of the price in cash on closing; the deposit shall be held by the solicitor for the foreclosing party in an interest bearing account or term deposit with a Schedule I Canadian chartered bank with the interest to be paid to the University on closing; notwithstanding the foregoing the sale shall be at the formula price and not the modified market price unless in the notice of exercise the University

notifies the foreclosing party that in the University's opinion the modified market price is a specified amount to be set out (with particulars of its calculation) in the notice, which amount is less than the formula price; the foreclosing party shall be deemed to have agreed to the modified market price specified by the University unless within 30 days of receipt of the University's notice of exercise, the foreclosing party notifies the University that it rejects the modified market price specified by the University and specifies a modified market price (not greater than the formula price) that the foreclosing party believes is applicable; if the University and the foreclosing party are within 10 days thereafter unable to agree on the modified market price, it shall be determined by arbitration as provided in section 15 (references to the Conservatory in such section to be read as references to the foreclosing party); in the event of arbitration the closing of the transaction shall not be deferred but shall be completed on the basis of the modified market price offered by the University; if the arbitrators' determination is that the modified market price is higher than that offered by the University, the University shall pay the difference between the price offered by the University and the formula price or the modified market price determined by the arbitrators, whichever is the lower, with interest at the prime rate of the University's bankers on the date of exercise of the option calculated from the date of closing to the date of payment; and

- (B) where the foreclosure occurs after the Conservatory commits to and actually embarks upon substantial construction or renovation on the Property having an aggregate projected cost of \$5,000,000 or more, the University shall have the right, exercisable within 60 days of receipt by it of the foreclosing party's written notice of the foreclosure being completed, to purchase the foreclosed Property free of encumbrances (save those described in subsection 12(e)) at a closing date 120 days following the exercise by the University of such right at the modified market price as defined in clause (A); the University shall, in its notice of exercise, notify the foreclosing party that in the University's opinion the modified market price is a specified amount to be set out (with particulars of its calculation) in the notice; the foreclosing party shall be deemed to have agreed to the modified market price specified by the University unless within 30 days of receipt of the

University's notice of exercise, the foreclosing party notifies the University that it rejects the modified market price specified by the University and specifies a modified market price that the foreclosing party believes is applicable; if the University and the foreclosing party are within 10 days thereafter unable to agree on the modified market price, it shall be determined by arbitration as provided in section 15 (references to the Conservatory in such section to be read as references to the foreclosing party); in the event of arbitration the closing of the transaction shall not be deferred but shall be completed on the basis of the modified market price offered by the University; if the arbitrator's determination is that the modified market price is higher than that offered by the University, the University shall pay the difference with interest at the prime rate of the University's bankers on the date of exercise of the option calculated from the date of closing to the date of payment.

The written notice of the foreclosure being completed, pursuant to this subparagraph (ii) shall include a statement, with particulars of amounts described in section 13 under the headings "Firstly" (excluding any costs of acquiring title by foreclosure) and "Secondly" (including any additional amounts as referred to in clause (A) of this subparagraph (ii)), where the foreclosing party claims that such amounts should be taken into account in determining the modified market price. If the University does not exercise either option set out in clauses (A) and (B) it shall not thereafter have its rights set out in sections 12 and 13 as against the foreclosing party or its successors in title, nor any further rights under this subparagraph 14(b)(ii).

15. Any reference to arbitration pursuant to this Schedule shall be to three persons, one to be appointed by the University, a second by the Conservatory, and a third to be chosen by the two arbitrators so appointed. If either the University or the Conservatory fails to appoint an arbitrator within 30 days after the appointment of the first arbitrator and notification in writing of such appointment, the first arbitrator shall proceed with the arbitration and the decision of the first arbitrator shall be final and binding upon the parties hereto. If the two arbitrators appointed by the parties shall fail to agree upon a third arbitrator within 30 days after the appointment of the latter of the first two arbitrators, then either the University or the Conservatory may apply to any Judge of the Supreme Court of Ontario to appoint such third arbitrator. The said Judge, upon proof of failure to appoint and of giving of such notice, may forthwith appoint an arbitrator to act as such third arbitrator. If any arbitrator appointed refuses to act or is incapable of acting or dies a substitute for him may be appointed by the party or the Court which appointed such arbitrator. The decision of the single arbitrator or of the three arbitrators appointed as hereinbefore provided, or of the majority of them if

three arbitrators act, shall be final and binding upon the parties. The provisions of the Arbitrations Act shall apply to such arbitration. The fees of the arbitrators shall not be limited by the provisions of the said Act. The arbitrators in their discretion may fix the costs of the arbitration and direct that they shall be payable by one or the other, or by both of the parties thereto in such proportions as the arbitrators may determine. Any such arbitration shall take place at the City of Toronto. There shall be an appeal to the Courts from any decision of arbitrators upon a point of law.

The Conservatory shall be entitled, in connection with a charge of its interest in the Property, to assign its right to appoint an arbitrator to the chargee and both the Conservatory (so long as its interest is not foreclosed) and the chargee shall be entitled to be parties to the arbitration proceedings.

16. Subject to section 15 the University and the Conservatory, and those claiming through them, shall have the right by action at law to enforce the provisions of sections 1 to 14 in effect or as varied from time to time and shall be entitled to damages and to injunctive relief in respect of any breach of the provisions thereof.

If the University parts with title to Part 1 Plan 63R-4860, its successors in title to that Part shall be entitled to the benefits of, and shall for purposes of this section and section 17 be considered to claim through the University in respect of the University's rights under sections 3, 4 and 7 hereof.

If the University parts with title to any or all of lands of the University abutting Parts 23, 24, 25, 26, 29, 30, 37, 38 and 40 Plan 63R-4860, its successors in title to such lands (together with the University) shall be entitled to the benefit of, and shall for purposes of this section and section 17 be considered to claim through the University in respect of, the University's rights under sections 4, 5, 6 and subsections 8(a) to (f) hereof.

17. The continued application of any provision of this Schedule to the Property and adjacent lands of the University referred to herein and to the Conservatory, the University and those claiming through them, may be waived, limited, suspended or released in whole or in part for a limited period or otherwise by agreement in writing between the Conservatory or its successors in title and the University or those claiming through it as described in section 16, as the case may be.

CHAPTER Pr18

An Act respecting The London Foundation

Assented to June 27th, 1991

Preamble	<p>The board of directors of The London Foundation has applied for special legislation to amend its Act in order to increase the number of directors and increase the number of terms each director may serve.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p> <p>1. Section 3 of <i>The London Foundation Act, 1954</i> is repealed and the following substituted:</p>	
Members of the Foundation	<p>3. The Foundation is composed of the members of its board of directors.</p>	
Board of directors	<p>3a.—(1) The board of directors of the Foundation is composed of ten members or such other number of members as may be determined by a special resolution of the members.</p>	
Term of office	<p>(2) The term of office of a board member is as determined by the board of directors and shall not exceed three years.</p>	
Idem	<p>(3) When a board member ceases to hold office before his or her term expires, the board member appointed to fill the vacancy holds office until the expiry of the term of office of the original member.</p>	
Reappointment	<p>(4) A board member is not eligible for reappointment until one year after he or she ceases to hold office.</p>	
Idem, term of office	<p>(5) Despite subsection (4), a board member may be reappointed immediately after his or her term of office expires for one further term, not exceeding two years, if the board</p>	
	<p>members consider the reappointment to be in the best interests of the Foundation.</p>	
	<p>(6) The term of office of at least three board members must expire in each year.</p>	Rotation
	<p>(7) Board members serve without remuneration.</p>	Remuneration
	<p>3b.—(1) The nominating committee shall, by a vote of the majority of its members, appoint the members of the board of directors of the Foundation.</p>	Appointment of board members
	<p>(2) Despite subsection (1) and subsection 3a (2), the following individuals are appointed as board members when this section comes into force:</p>	Transitional
	<ol style="list-style-type: none"> 1. James Etherington, Diane Stewart and Dr. Calvin R. Stiller, whose term of office expires on the 31st day of December, 1991. 2. Terrence J. O'Neil, David Simpson, Robert Siskind and C. Kendall Willoughby, whose term of office expires on the 31st day of December, 1992. 3. Elizabeth Girvan, Glenn Johnson and Peter R. Lockyer, whose term of office expires on the 31st day of December, 1993. 	
	<p>(3) The board members who hold office immediately before this section comes into force cease to hold office on the day on which this section comes into force.</p>	Idem
	<p>2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p>	Commencement
	<p>3. The short title of this Act is the <i>London Foundation Act, 1991</i>.</p>	Short title

CHAPTER Pr19

An Act respecting the City of Chatham

Assented to June 27th, 1991

Preamble

The Corporation of the City of Chatham represents that the Maple City Centre for Older Adults, referred to in this Act as the Centre, was incorporated on the 25th day of January, 1971 and that one of the objects of the Centre is to operate a social and recreation centre for older adults. The applicants further represent that the Centre is a registered charitable organization within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada). The council of The Corporation of the City of Chatham considers it desirable to exempt the real property leased by the Centre that is used to operate the social and recreation centre for older adults from taxation for municipal and school purposes, other than local improvement rates, and has applied for special legislation for that purpose.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) The council of The Corporation of the City of Chatham may pass by-laws exempting from taxes for municipal and school purposes, other than local improvement rates, the land, as defined in the *Assessment Act*, occupied by the Centre, and known municipally as 20 Merritt Avenue in the City of Chatham, so long as the land is occupied and used solely for the purposes of the Centre. Tax exemption

(2) An exemption granted under subsection (1) may be subject to such conditions as may be set out in the by-law. Conditions

(3) A by-law passed under subsection (1) may be retroactive to the 1st day of December, 1990. Retroactivity

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *City of Chatham Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr20

An Act respecting
The Corporation of the Township of Chandos

Assented to June 27th, 1991

Preamble The Corporation of the Township of Chandos has applied for special legislation in respect of the matter set out in this Act.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Use of funds **1.** Despite subsection 50 (12) of the *Planning Act, 1983*, the council of The Corporation of the Township of Chandos may spend up to \$85,000 of the amount that, on

the day this Act comes into force, was held in the special account established under subsection 298 (15) of the *Municipal Act* for,

- (a) environmental studies; and
- (b) fire fighting and fire prevention purposes.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

3. The short title of this Act is the Township of Chandos Act, 1991. Short title

CHAPTER Pr21

An Act respecting the Town of Oakville

Assented to June 27th, 1991

Preamble

The Corporation of the Town of Oakville has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“building permit” means a building permit issued under section 6 of the *Building Code Act*;

“Corporation” means The Corporation of the Town of Oakville;

“council” means the council of the Corporation;

“designated property” means designated property as defined in clause 26 (a) of the *Ontario Heritage Act*;

“heritage conservation district” means an area designated as such under section 41 of the *Ontario Heritage Act*;

“owner” means the person registered on title in the proper land registry office as owner.

Application in respect of designated properties

2.—(1) Despite section 34 of the *Ontario Heritage Act*, in considering an application under subsection 34 (1) of that Act to demolish or remove any building or structure on a designated property, the council may refuse the application and prohibit any work being done to demolish or remove the building or structure.

Notice of decision

(2) The council shall within ninety days of receipt of the completed application or such longer period as is mutually agreed upon by the applicant and the council,

(a) give notice of its decision under subsection (1) to the owner and to the Ontario Heritage Foundation; and

(b) publish its decision in a newspaper having general circulation in the municipality.

Deemed consent

(3) If the council fails to notify the owner under clause (2) (a), it shall be deemed to have consented to the application.

Requirements for demolition

(4) Despite subsection 34 (4) of the *Ontario Heritage Act*, if the council has under subsection (1) refused an application under subsection 34 (1) of the *Ontario Heritage Act*, the owner of the property shall not demolish or remove the building or structure or do any work or cause or permit any work to be done in the demolition or removal of the building or structure unless,

(a) the owner has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and

(b) 180 days have elapsed from the date of the decision of the council under subsection (1).

Idem. transitional

(5) Despite subsection 34 (4) of the *Ontario Heritage Act*, if the council has, before the coming into force of this Act, refused an application and prohibited any work to demolish or remove any building or structure on a property for the period of time provided for under clause 34 (2) (b) of that Act, the owner of the property shall not do any work or cause or permit any work to be done after the date this Act comes into force to demolish or remove the building or structure unless,

(a) the owner has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and

(b) 180 days have elapsed from the date of the refusal by the council of the application under clause 34 (2) (b) of that Act.

If work commenced

(6) Subsection (5) applies even if any work has been commenced on the demolition or removal of a building or structure before the coming into force of this Act.

Requirement respecting new building

(7) An owner who is refused by the council under subsection (1) or, if before the coming into force of this Act, under clause 34 (2) (b) of the *Ontario Heritage Act*, and who subsequently demolishes or removes or causes or permits to be demolished or removed the building or structure in accordance with subsection (4) or (5) shall, within two years of the commencement of the

demolition or removal, substantially complete the new building to be erected on the site.

Application respecting buildings in heritage conservation districts

3.—(1) Despite sections 42 and 43 and subsection 44 (2) of the *Ontario Heritage Act*, in considering an application under section 43 of that Act to demolish or remove a building or structure within a heritage conservation district, the council may refuse the application and prohibit any work from being done to demolish or remove the building or structure.

Notice of decision

(2) Council shall within ninety days of receipt of the completed application or such longer period as is mutually agreed upon by the applicant and the council give notice of its decision under subsection (1) to the owner and if council fails to so notify the owner it shall be deemed to have consented to the application.

Requirements for demolition

(3) Despite clause 42 (c) and subsection 44 (2) of the *Ontario Heritage Act*, if council has under subsection (1) refused an application under section 43 of the *Ontario Heritage Act* and prohibited any work from being done to demolish or remove a building or structure, no person shall demolish or remove the building or structure or do or cause any work to be done in the demolition or removal of the building or structure unless,

- (a) the person has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and
- (b) 180 days have elapsed from the date of the decision of the council under subsection (1).

Idem, transitional

(4) Despite section 42 and subsection 44 (2) of the *Ontario Heritage Act*, if the council has, before the coming into force of this Act, refused an application under subsection 43 (2) of that Act, no person shall do any work or cause any work to be done after the date this Act comes into force to demolish or remove the building or structure unless,

- (a) the person has obtained a building permit to erect a new building on the site of the building or structure sought to be demolished or removed; and
- (b) 180 days have elapsed from the date of the refusal by the council of the application under subsection 43 (2) of that Act.

If work commenced

(5) Subsection (4) applies even if any work has been commenced on the demolition or removal of a building or structure before the coming into force of this Act..

(6) A person who is refused by the council under subsection (1) or, if before the coming into force of this Act, under subsection 43 (2) of the *Ontario Heritage Act*, and who subsequently demolishes or removes or causes or permits to be demolished or removed the building or structure in accordance with subsection (3) or (4) shall, within two years of the commencement of the demolition or removal, substantially complete the new building to be erected on the site.

Requirement respecting new building

4.—(1) If a person who has been refused by the council under subsection 2 (1) or 3 (1) of this Act, or under clause 34 (2) (b) or subsection 43 (2) of the *Ontario Heritage Act*,

Relief from time restriction

- (a) considers that it is not possible to complete a new building within the two-year period specified in subsection 2 (6) or 3 (6); or
- (b) considers that the construction of a new building has become not feasible on economic or other grounds,

that person may apply to the council for relief from the requirement imposed by subsection 2 (6) or 3 (6) by sending notice of application by registered mail to the clerk of the Corporation not less than forty-five days before the expiry of the two-year period within which the new building is to be substantially completed.

(2) If the council extends the time under section 5 for completion of the new building and the applicant considers that,

Idem

- (a) it is not possible to complete a new building in the extended time; or
- (b) the construction of a new building has become not feasible on economic or other grounds,

application may be made for relief from the extended completion time by sending notice of application not less than ninety days before the expiry of the extended completion time.

5.—(1) The council shall consider an application under section 4 and may,

Council may grant relief

- (a) extend the time for completion of the new building; or
- (b) relieve the applicant from the requirement of constructing the new building.

(2) If time is extended under clause (1) (a), the applicant shall complete the new building within the extended time.

Where time extended

(3) If relief is granted under clause (1) (b), the applicant shall thereafter be deemed not to have contravened this Act by

Where relief granted

failing to substantially complete the new building.

Appeal to
O M B

6.—(1) Any person who has made application under section 4 may appeal to the Ontario Municipal Board,

- (a) from the decision of the council; or
- (b) from the refusal or neglect of council to make a decision thereon within thirty days after the receipt by the clerk of the application.

Idem

(2) An appeal under subsection (1) shall be made within twenty days of the mailing of the notice of decision or after the expiration of the thirty-day period set out in clause (1) (b) and the Board shall hear the appeal and the Board on the appeal has the same powers as the council has under section 5.

Decision final

(3) The decision of the Board is final.

Extension of
time

(4) If an appeal has been made to the Board under subsection (1), the two-year period within which the new building is to be substantially completed shall be deemed to be extended to the date of the Board's decision.

Dismissal of
appeal

(5) If the Board dismisses an appeal from a decision of council under subsection (1), the Board may extend the time for completing the new building for such further period as the Board considers reasonable and the decision of the Board is final.

Where time
extended

(6) If the Board has extended the time for completion of the new building under subsection (2) or (5), the applicant shall substantially complete the new building within the extended time.

Service

7.—(1) Any notice required to be given, delivered or served under this section is sufficiently given, delivered or served if delivered personally or sent by registered mail addressed to the person to whom delivery or service is required to be made at that person's last known address.

Idem

(2) If service is made by mail, the service shall be deemed to be made on the seventh day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the notice was not received until a later date through absence, accident, illness or other cause beyond that person's control.

Publication

(3) Any notice required to be published in a newspaper having general circulation in the municipality shall be published in that newspaper once for each of three consecutive weeks.

Offence

8.—(1) Subject to subsection (2), every person who knowingly furnishes false information in any application under this Act or in any statement, report or return furnished under this Act and every director or

officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

Offence,
corporation

(2) If a corporation is convicted of an offence under subsection (1), the maximum penalty that may be imposed upon the corporation is \$50,000 and not as provided therein.

Offence

(3) Every person who on designated property or within a heritage conservation district demolishes or removes any building or structure or part thereof or who does any work or causes or permits any work to be done in the demolition or removal of any building or structure or part thereof without that person first obtaining the consent of the council and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

(4) Every owner who,

Idem

- (a) contravenes subsection 2 (4) or (5); or
- (b) has an obligation to erect a new building under subsection 2 (7) and who fails to substantially complete the new building within the required two-year time period or within the time period extended under clause 5 (1) (a) or subsection 6 (4) or (5),

and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

(5) Every person who,

Idem

- (a) contravenes subsection 3 (3) or (4); or
- (b) has an obligation to erect a new building under subsection 3 (6) and who fails to substantially complete the new building within the required two-year time period or within the time period extended under clause 5 (1) (a) or subsection 6 (4) or (5),

and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commence-
ment

10. The short title of this Act is the *Town of Oakville Act, 1991 (No. 2)*.

Short title

CHAPTER Pr22

An Act respecting the City of North York

Assented to November 25th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of North York has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>3.—(1) A by-law passed under section 2 Deposit may,</p>
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“construction site” means any land upon which there is any erection, installation, extension or material alteration or demolition of a building or part thereof and includes land being excavated;</p> <p>“construction debris” means waste material emanating from or relating to a construction site and includes earth and mud;</p> <p>“Corporation” means The Corporation of the City of North York.</p>	<p>(a) require each owner of a construction site to pay to the Corporation a deposit towards the costs the Corporation may incur if the owner fails to comply with the by-law and the Corporation is required to carry out the necessary work; and</p> <p>(b) establish the criteria for determining the amount of deposit required under clause (a).</p>
By-laws respecting construction debris	<p>2. The council of the Corporation may pass by-laws,</p> <p>(a) requiring owners of construction sites to erect and maintain fences to enclose the construction sites within such areas of the City of North York as may be specified in the by-law;</p> <p>(b) prescribing the height and description of fences required under clause (a); and</p> <p>(c) requiring owners of construction sites to clear away and dispose of all construction debris found on public highways or on other public or private property adjoining the construction sites.</p>	<p>(2) Upon the completion of the construction and upon application being made by the person who paid the deposit, the Corporation shall promptly refund the amount by which the sum deposited exceeds any cost incurred by the Corporation. Refund of deposit</p> <p>(3) If a deposit remains unclaimed for six years, the municipal treasurer may publish a notice of the unclaimed deposit, including the name of the depositor, and stating that all persons having a claim to the amount are required to prove their claim within ninety days from the date of publication of the notice. Unclaimed deposits</p> <p>(4) Upon the expiration of the ninety-day period, the treasurer may transfer all of the money against which no claim has been made to the general funds of the municipality free of all claims. Idem</p>
	<p>4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p>	<p>Commencement</p>
	<p>5. The short title of this Act is the <i>City of North York Act, 1991 (No. 2)</i>.</p>	<p>Short title</p>

CHAPTER Pr23

An Act respecting the Armenian Community Centre of Cambridge

Assented to November 25th, 1991

Preamble	<p>The Armenian Community Centre of Cambridge has applied for special legislation authorizing the City of Cambridge to exempt certain property from taxation for municipal and school purposes, other than local improvement rates.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>the land exempted from taxes is sold, leased or otherwise disposed of, the taxes foregone in the preceding period of ten years or in the period since the by-law was passed, whichever period is shorter, become payable immediately to the Corporation.</p>
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“Community Centre” means the Armenian Community Centre of Cambridge;</p> <p>“Corporation” means The Corporation of the City of Cambridge;</p> <p>“council” means the council of the Corporation.</p>	<p>(2) The Corporation may agree with the Community Centre that, if the Community Centre sells, leases or otherwise disposes of the exempted land and acquires other land in the City of Cambridge which it occupies and uses solely for the purposes of the Community Centre, the Corporation may postpone the collection of the taxes foregone until such time as the substituted land is disposed of by sale, lease or otherwise.</p> <p>Transfer of agreement</p>
Tax exemption	<p>2.—(1) The council may pass by-laws exempting from taxes for municipal or school purposes, other than local improvement rates, the land as defined in the <i>Assessment Act</i>, that is occupied and used solely for the purposes of the Community Centre.</p>	<p>(3) The agreement may be registered in the appropriate land registry office and, when registered, the amounts payable under the agreement constitute a lien against the land and may be added by the clerk of the Corporation to the collector's roll and collected in the same manner as real property taxes.</p> <p>Registration of agreement</p>
Limitation	<p>(2) The exemption is effective only if the facilities or services of the Community Centre are available to the citizens of the City of Cambridge without discrimination and without the exclusion of any person or group of persons.</p>	<p>(4) If land is substituted for the land described in the agreement, the agreement may be registered against the title of the substituted land and, upon the registration, the land described in the agreement is discharged from the lien and the amounts payable under the agreement become a lien against the substituted land.</p> <p>Idem</p>
Conditions	<p>(3) The exemption may be subject to such conditions as may be set out in the by-law.</p>	<p>(5) The council may repeal a by-law passed under subsection 2 (1) without affecting the validity of the agreement.</p> <p>Repeal</p>
Deemed exemption	<p>3. For the purposes of subsection 118 (10) of the <i>Regional Municipality of Waterloo Act</i>, the exemption from taxation granted under section 2 shall be deemed to be an exemption provided under section 3 of the <i>Assessment Act</i>.</p>	<p>(6) The repeal of the by-law does not accelerate the time under the agreement for the repayment of foregone taxes.</p> <p>Idem</p>
Agreement to repay where lands sold	<p>4.—(1) The council may provide that a by-law passed under subsection 2 (1) does not come into force unless the Community Centre agrees with the Corporation that, if</p>	<p>5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p> <p>Commencement</p>
	<p>6. The short title of this Act is the <i>Armenian Community Centre of Cambridge Act, 1991</i>.</p>	<p>Short title</p>

CHAPTER Pr24

An Act respecting the City of Toronto

Assented to December 19th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of Toronto, referred to in this Act as the Corporation, has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	
Composition of committee	<p>1.—(1) Despite subsection 5 (1) of the <i>Community Recreation Centres Act</i>, a committee of management composed of five or more persons appointed under that section may contain only one member of council.</p>	
Length of appointment	<p>(2) Despite subsection 5 (3) of the <i>Community Recreation Centres Act</i>, members of a committee of management appointed under subsection 5 (1) of that Act shall not hold office beyond the term of the council that appointed them and are eligible for reappointment.</p>	
Transition	<p>(3) Despite subsection (2), members of a committee of management in office on the day of a regular election shall continue in office until their successors are appointed by the newly elected council.</p>	
Conditions	<p>2.—(1) If a demolition permit is issued under section 33 of the <i>Planning Act, 1983</i>, or section 1 of the <i>City of Toronto Act, 1984</i>, the council of the Corporation may, in addition to any other conditions it may impose under those sections, impose as a condition of the demolition permit any condition that, in the opinion of council, is reasonable, having regard to the nature of the residential property to be demolished, including conditions,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) requiring the preservation of significant natural features; and (b) requiring the erection and maintenance of structures and enclosures around the residential property proposed to be demolished and for requiring the submission and approval of plans of the structures and enclosures. 	
Restriction	<p>(2) If there is a conflict between a condition imposed under this section and the</p>	
	<p><i>Rental Housing Protection Act, 1989</i>, the <i>Rental Housing Protection Act, 1989</i> prevails.</p>	
	<p>(3) If the council proposes to impose a condition under this Act, it shall allow the applicant for the demolition permit an opportunity to be heard before making its decision.</p>	Hearing
	<p>(4) A person who is not satisfied with a condition imposed by council may appeal to the Municipal Board for a variation of the condition.</p>	Appeal to O.M.B.
	<p>(5) The Municipal Board may dismiss the appeal or may direct that the conditions be varied in such manner as the Board considers appropriate.</p>	Idem
	<p>(6) The decision of the Municipal Board is final.</p>	Decision final
	<p>(7) If a person who has been issued a demolition permit subject to a condition imposed under subsection (1) considers that it is not possible to comply with that condition on economic or other grounds, the person may apply to the council for relief from the condition by sending notice of application to the clerk of the Corporation.</p>	Application to council
	<p>(8) The council shall consider an application under subsection (7) and may relieve the person from the condition or may refuse to do so.</p>	Relief from condition
	<p>(9) Any person who has made application under subsection (7) may appeal to the Municipal Board,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) from the decision of the council; or (b) from the refusal or neglect of council to make a decision thereon within thirty days after the receipt by the clerk of the application. 	Appeal to O.M.B.
	<p>(10) An appeal under subsection (9) shall be made within twenty days of the mailing of the notice of decision or after the expiration of the thirty-day period set out in clause (9) (b).</p>	Time for making appeal
	<p>(11) The Municipal Board on the appeal has the same powers as the council has under subsection (8).</p>	Powers of Board
	<p>(12) The decision of the Municipal Board is final.</p>	Decision final

Remedies for non-compliance	(13) If a person who has been issued a demolition permit subject to a condition imposed under subsection (1) fails to carry out the steps required to comply with the condition within a reasonable time of the issuance of the permit, the Corporation, in addition to any other remedies that it may have, may do such work and carry out such steps as may be necessary to satisfy and maintain satisfaction of the condition.	the building, lot or unit with the expense related to the numbering; and	
Entry	(14) For the purposes of subsection (13), the agents and employees of the Corporation may enter upon land and in any buildings or structures thereon, except any building or structure, or part thereof, used as a dwelling unit.	(b) for naming and renaming private roadways and for affixing the names at the corners thereof, and for charging the owner or, in the case of a condominium, the condominium corporation, with the expense related to the naming and renaming.	Where occupant pays
Lien	(15) The Corporation shall have a lien for any amount spent by or on behalf of the Corporation under subsections (13) and (14) and for a fee covering the reasonable administrative costs of the Corporation, together with interest thereon at a rate to be fixed by the Corporation.	(2) If the amount of the expense under clause (1) (a) is paid by an occupant of land, subject to any agreement between the occupant and the owner, the amount may be deducted from the rent payable to the owner.	
Certificate of clerk	(16) A certificate of the clerk of the Corporation as to the amount of the lien is final and the amount may be added to the collector's roll to be collected in one year or to the proper collector's rolls to be collected by instalments over a period of not more than five years and the total of each instalment shall be deemed to be real property taxes and may be collected in the same manner as municipal taxes.	(3) An expense under subsection (1) may be collected in the same manner as municipal taxes.	Collection as taxes
Offence	(17) Every person who fails to carry out the steps required to comply with a condition imposed on the issuance of a demolition permit under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.	(4) The Corporation shall keep a record of the names and locations of the private roadways and of the numbers of the buildings and lots or units for public inspection.	Record
Notice	(18) Any notice required to be given under this section is sufficiently given if delivered personally or sent by registered mail addressed to the person to whom delivery is required at that person's last known address.	(5) A by-law under subsection (1) may require that the owner of a private roadway or a condominium corporation enter into one or more agreements with the Corporation on such terms and conditions as council considers expedient respecting any of the matters referred to in clauses (1) (a) and (b).	Agreements with Corporation
When service effected	(19) If service is made by mail, the service shall be deemed to be made on the seventh day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that through absence, accident, illness or other cause beyond that person's control, the notice was not received until a later date.	(6) The agreement may require that the owner or the condominium corporation provide and maintain, at their own risk and expense and to the satisfaction of the Corporation, the matters referred to in clauses (1) (a) and (b).	Idem
By-laws respecting numbering, naming	3.—(1) The council of the Corporation may pass by-laws, <p>(a) for numbering the buildings, lots or units along private roadways and for affixing numbers to the buildings, and for charging the owner or occupant of</p>	(7) Any person appointed by the Corporation to enforce a by-law passed under subsection (1) may enter and inspect the property and affix the numbers and erect the signs, but shall not enter a room or place actually used as a dwelling.	Entry
	(19) If service is made by mail, the service shall be deemed to be made on the seventh day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that through absence, accident, illness or other cause beyond that person's control, the notice was not received until a later date.	(8) For the purpose of subsection (5), where a condominium corporation is charged with an expense related to the naming or renaming of a private roadway and such expense is collected in the same manner as taxes, the expense shall be apportioned and levied on each unit and common interest on the basis of the assessment of the individual units and the common interest appurtenant to the individual units.	Expense to condominium corporation
	4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.		Commencement
	5. The short title of this Act is the <i>City of Toronto Act, 1991 (No. 4)</i> .		Short title

CHAPTER Pr25

An Act respecting the City of Hamilton

Assented to December 19th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of Hamilton has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>(4) A by-law under subsection (1) may prescribe the method by which any notice is to be given to an owner of a building.</p>	Notice
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“council” means the council of The Corporation of the City of Hamilton;</p> <p>“dwelling unit” means a room or suite of rooms operated as a housekeeping unit that is used or intended to be used as a domicile by one or more persons and that contains cooking, eating, living, sleeping or sanitary facilities or any combination of them;</p> <p>“owner” includes any person managing or receiving rent for a building.</p>	<p>3. A smoke alarm installed under subsection 2 (1) shall be a battery or electrically powered combined smoke detection and audible alarm device that has been approved by the Underwriters’ Laboratories of Canada and, if electrically powered, by the Canadian Standards Association and that,</p> <p>(a) is designed to sound an alarm upon detection of products of combustion; and</p> <p>(b) is equipped with an indicator which provides a readily visible or audible indication that the device is in operating condition.</p>	Approved smoke alarms
By-laws respecting smoke alarms and emergency lighting	<p>2.—(1) The council may pass by-laws,</p> <p>(a) for requiring owners of buildings containing dwelling units to install smoke alarms in every dwelling unit, in accordance with the manufacturer’s instructions;</p> <p>(b) for requiring owners of buildings over three storeys in height containing dwelling units to install smoke alarms in every hallway of the building;</p> <p>(c) for requiring the owners of buildings over three storeys in height containing dwelling units to install an emergency lighting system in every means of egress;</p> <p>(d) for appointing inspectors.</p>	<p>4. The emergency lighting system described in clause 2 (1) (c) shall be designed and installed so that,</p> <p>(a) it provides illumination for at least the period of time prescribed in the building code for the classification of the building;</p> <p>(b) it is supplied by a source of energy which is separate from the primary electrical supply for the building;</p> <p>(c) it automatically commences when power to the building is interrupted; and</p> <p>(d) it provides illumination at an average level of at least 10 lux at floor level or 1 watt per m of floor space.</p>	Standards for emergency lighting
Special warning device	<p>(2) A by-law under clauses (1) (a) and (b) may require the owner to supply a device capable of warning tenants who are deaf or hard of hearing of the danger of fire.</p>	<p>5.—(1) For the enforcement of any by-law passed under this Act, an inspector may, at all reasonable hours, enter any building or premise containing a dwelling unit.</p>	Power of entry
Type of device	<p>(3) The by-law may prescribe the type of device required under subsection (2).</p>	<p>(2) In exercising the power of entry, the inspector shall produce his or her identification upon request.</p> <p>(3) An inspector shall not, except under the authority of a warrant issued under section 6, enter a place used as a dwelling unit without the consent of the occupier.</p>	Proof of identification Dwelling unit

Expert
assistance

(4) An inspector may call upon any expert he or she considers necessary to assist in carrying out an inspection.

(2) A warrant shall specify the hours and days during which it may be executed and name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after its issue.

Execution
and expiry

Obstruction

(5) No person shall hinder or obstruct an inspector lawfully carrying out the enforcement of a by-law passed under this Act.

(3) A warrant shall be executed between the hours of 7 a.m. and 9 p.m., unless it provides otherwise.

Time of
execution

Warrant

6.—(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector to enter any place if satisfied by information upon oath that,

(4) A warrant authorizes the inspector,

Inspection
authorized by
warrant

(a) it is reasonably necessary for the inspector to enter the place in order to determine whether this Act is being complied with; and

(a) to use whatever force is necessary to execute the warrant; and

(b) to call on police officers as necessary to assist in executing the warrant.

(b) the inspector has been denied entry or obstructed in his or her attempt to enter the building or dwelling unit.

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commence-
ment

8. The short title of this Act is the *City of Hamilton Act, 1991*.

Short title

CHAPTER Pr26

An Act respecting the Town of Whitchurch-Stouffville

Assented to December 19th, 1991

Preamble

The Corporation of the Town of Whitchurch-Stouffville, referred to in this Act as the Corporation, has applied for special legislation regulating the dumping of fill.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act, “fill” means earth, sand, rock or waste of a similar nature.

By-laws respecting dumping of fill

2.—(1) The council of the Corporation may pass by-laws,

- (a) for prohibiting or regulating the placing or dumping of fill in any defined areas in the Town of Whitchurch-Stouffville, other than those areas subject to regulations made under clause 28 (1) (f) of the *Conservation Authorities Act*;
- (b) for requiring that a permit be obtained for the placing or dumping of fill, other than in those areas subject to regulations made under clause 28 (1) (f) of the *Conservation Authorities Act*;
- (c) for prescribing conditions under which the placing or dumping of fill may be carried out under a permit issued pursuant to a by-law passed under this section; and
- (d) for requiring that fill dumped or placed contrary to a by-law passed or permit issued under this section be removed by the person who dumped or placed it or who caused or permitted it to be dumped or placed.

By-law ceases to have effect

(2) If a regulation is made under clause 28 (1) (f) of the *Conservation Authorities Act* respecting the placing or dumping of fill in any area of the Town of Whitchurch-Stouffville, a by-law passed under subsection (1) ceases to have effect in that area of the Town upon the coming into force of the regulation.

3. A by-law passed under section 2 does not apply to, By-law not applicable

- (a) the use, operation, establishment, alteration, enlargement or extension of a waste management system or waste disposal site within the meaning of Part V of the *Environmental Protection Act*;
- (b) the construction, extension, alteration, maintenance or operation of works under section 26 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*;
- (c) emergency measures taken by the Corporation or The Regional Municipality of York to prevent erosion, slipping of soil or damage to trees;
- (d) the activities of the Corporation, the Regional Council of The Regional Municipality of York or The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority related to the establishment or maintenance of utilities and services, roads, bridges, flood and erosion control facilities, walkways, bicycle paths, fences, retaining walls, steps and lighting;
- (e) aggregate, as defined in the *Aggregate Resources Act, 1989*, brought onto a pit or quarry operating under a licence or wayside permit issued under that Act as part of the operations of that pit or quarry; or
- (f) any rehabilitation activity in a pit or quarry licensed under the *Aggregate Resources Act, 1989* and specifically addressed on the approved site plan.

4.—(1) Where the Corporation refuses or neglects to issue a permit under clause 2 (1) (b) within forty-five days after the application is received by the clerk of the Corporation or an owner of land on which it is proposed that fill be placed or dumped objects to a condition in the permit, the applicant for the permit or the owner may appeal to the Ontario Municipal Board within 180 days from the expiration of the Appeal

forty-five days, or the issuance of the permit, as the case may be.

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

Decision

(2) The decision of the Board is final.

No petition

(3) Section 94 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision of the Board under subsection (1).

6. The short title of this Act is the *Town of Whitchurch-Stouffville Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr27

An Act respecting the City of Toronto

Assented to December 19th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of Toronto has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p> <p>1. Section 5 of <i>An Act respecting the Town of East Toronto and Balmy Beach Park</i>, being chapter 50 of the Statutes of Ontario, 1903, is repealed and the following substituted:</p>	<p>council but who are qualified to be elected as members of the council.</p> <p>(2) The six persons must reside in that part of the City of Toronto bounded on the south by Lake Ontario, on the north by the southerly limits of Gerrard Street East, on the east by the easterly boundary of the City of Toronto and on the west by the eastern limits of Woodbine Avenue and its southerly extension to Lake Ontario.</p> <p>(3) The six persons shall be appointed by the council of the Corporation on the nomination of the mayor.</p>	Residence
Composition of Board	<p>5.—(1) The board is a body corporate and shall be composed of the mayor of The Corporation of the City of Toronto and six other persons who are not members of the</p>	<p>2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p> <p>3. The short title of this Act is the <i>City of Toronto Act, 1991 (No. 5)</i>.</p>	Appointments Commence- ment Short title

CHAPTER Pr28

An Act respecting the City of Windsor

Assented to December 19th, 1991

Preamble

The Corporation of the City of Windsor, referred to in this Act as the Corporation, hereby represents that it has acquired certain land in the City of Windsor for the purpose of constructing and operating on it a multi-use facility. The Corporation considers it desirable that it be enabled to exempt the land from property taxes and lease the land at below market rates. The Corporation has applied for special legislation for such purposes.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

By-laws respecting leased land

1. Despite section 112 of the *Municipal Act*, the council of the Corporation may by by-law,

- (a) lease the land described in the Schedule to any person at less than fair market value; and
- (b) exempt the land described in the Schedule, when leased, from all or part of taxes for municipal or school purposes other than,
 - (i) municipal and school taxes levied on the business assessment,
 - (ii) local improvement rates, and
 - (iii) rates under sections 215, 217 and 218 of the *Municipal Act*.

Reserve fund

2.—(1) Despite section 165 of the *Municipal Act*, the council of the Corporation may establish a reserve fund to be used for the exclusive purpose of renovating, maintaining and repairing the buildings or structures located on the land described in the Schedule and maintaining and repairing the machinery and other components located on it.

(2) The council of the Corporation may enter into agreements with any person with respect to the reserve fund.

Agreements

3.—(1) Despite sections 126 and 126a of the *Education Act*, the business assessment calculated under section 7 of the *Assessment Act* for each person occupying or using the land described in the Schedule shall be divided equally and shall be entered and assessed on the assessment roll in equal proportions for public school purposes and separate school purposes.

Business assessment

(2) Despite sections 126 and 126a of the *Education Act*, the Corporation's treasurer may in each year adjust the amount of the requisition of The Board of Education for the City of Windsor and the Windsor Roman Catholic Separate School Board so that the aggregate business tax proceeds in that year payable in respect of the land for school purposes are distributed equally between the two school boards.

Adjustment

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commencement

5. This Act is repealed on the 31st day of December, 2026.

Repeal

6. The short title of this Act is the *City of Windsor Act, 1991*.

Short title

SCHEDULE

Lots 1 to 14 and part of Alley, Block C, Lots 1 to 4, Block D, Part of Chatham Street, Registered Plan 120.

Lots 1 to 7, Part of Lot 8, Part of Alley, and Part of Chatham Street (east side of Bruce Avenue), Registered Plan 77 designated as Parts 1 to 26, inclusive on Reference Plan 12R-10363 in the City of Windsor in the County of Essex.

All as filed in the Land Registry Office for the Land Registry Division of Essex (No.12).

CHAPTER Pr29

An Act to revive The Church of the Torontonians*Assented to December 19th, 1991*

Preamble

Paul J. Onica and Gregory Spencer have applied for special legislation to revive The Church of the Torontonians. The applicants represent that they are directors of the ongoing organization carried on in the name of the corporation. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 17th day of July, 1979 for default in filing annual returns. The applicants represent that this default was inadvertent, that they were not aware of the dissolution until more than two years after it had occurred, and that activity has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assem-

bly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Church of the Torontonians is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Corporation revived

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Church of the Torontonians Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr30

**An Act to revive
Federated Women's Institutes of Ontario,
Bay of Quinte Branch**

Assented to December 19th, 1991

Preamble

Anne Packard and Helen Jean Stickle have applied for special legislation to revive Federated Women's Institutes of Ontario, Bay of Quinte Branch. The applicants represent that they are directors of the ongoing organization carried on in the name of the corporation. The Minister of Consumer and Commercial Relations dissolved the corporation on the 17th day of July, 1979 for default in complying with the *Corporations Information Act, 1976*. The applicants represent that the directors of the corporation did not receive the notice of default that was mailed to the corporation, that they were not aware of the dissolution until more than two years after it had occurred and that activity has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Federated Women's Institutes of Ontario, Bay of Quinte Branch is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Corporation revived

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Federated Women's Institutes of Ontario, Bay of Quinte Branch Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr31

An Act respecting the City of Nepean*Assented to December 19th, 1991*

Preamble

The Corporation of the City of Nepean has applied for special legislation to authorize it to establish the amount to be charged for licensing fees.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Licensing fees

1.—(1) The council of The Corporation of the City of Nepean may pass by-laws to fix the fee to be paid for a licence for those trades, callings, businesses, occupations, persons or things which it is authorized to license under section 3 of the *Bread Sales Act* and under the following provisions of the *Municipal Act*, by virtue of that Act or the *City of Nepean Act, 1984*:

1. Paragraphs 151 and 157 of section 210.

2. Paragraph 1 of section 228.
3. Paragraphs 5 and 6 of subsection 230 (1).
4. Paragraph 1 of section 231.
5. Paragraphs 4, 8 and 18 of section 232.
6. Paragraph 2 of section 234.

(2) The amount of the fee to be charged for the licences may be in excess of the amounts authorized under any other Act but shall not exceed the reasonable costs per licence in administering and enforcing the licensing by-laws of the municipality.

Criteria

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Commence-
ment

3. The short title of this Act is the *City of Nepean Act, 1991*.

Short title

CHAPTER Pr32

An Act to revive Hotstone Minerals Limited

Assented to December 19th, 1991

Preamble

Arthur White has applied for special legislation to revive Hotstone Minerals Limited. The applicant represents that the corporation was incorporated by letters patent dated the 25th day of March, 1946 and that the Minister of Consumer and Commercial Relations by order made under subsection 240 (3) of the *Business Corporations Act, 1982* cancelled the corporation's certificate of incorporation for default in filing annual returns and dissolved it on the 6th day of February, 1984. The applicant represents that he was a director and the holder of the common shares of the corporation at the time of its dissolution and that the default occurred because the corporation did not have the funds to pay for the preparation of the annual returns at the time that the filing of the returns was required.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Hotstone Minerals Limited is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Revival
2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement
3. The short title of this Act is the *Hotstone Minerals Limited Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr33

An Act to revive Tasmaque Gold Mines Limited

Assented to December 19th, 1991

Preamble

Arthur White has applied for special legislation to revive Tasmaque Gold Mines Limited. The applicant represents that the corporation was incorporated by letters patent dated the 20th day of June, 1944 and that the Minister of Financial and Commercial Affairs by order made under subsection 251 (3) of *The Business Corporations Act*, being chapter 53 of the Revised Statutes of Ontario, 1970, cancelled the corporation's certificate of incorporation for default in filing annual returns and dissolved it on the 22nd day of November, 1972. The applicant represents that he was a director and the holder of the common shares of the corporation at the time of its dissolution and that the default occurred because the corporation did not have the funds to pay for the preparation of the annual returns at the time that the filing of the returns was required.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Tasmaque Gold Mines Limited is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Revival

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Tasmaque Gold Mines Limited Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr34

**An Act to revive
Pittsonto Mining Company Limited**

Assented to December 19th, 1991

Preamble

Arthur White has applied for special legislation to revive Pittsonto Mining Company Limited. The applicant represents that the corporation was incorporated by letters patent dated the 10th day of November, 1948 and that it was dissolved under articles of dissolution filed on the 4th day of December, 1972. The applicant represents that he was a director and the holder of the common shares of the corporation at the time of its dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assem-

bly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Pittsonto Mining Company Limited is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Revival

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commence-
ment

3. The short title of this Act is the *Pittsonto Mining Company Limited Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr35

An Act to revive Sunbeam Exploration Company Limited

Assented to December 19th, 1991

Preamble

Arthur White has applied for special legislation to revive Sunbeam Exploration Company Limited. The applicant represents that the corporation was incorporated by letters patent dated the 27th day of May, 1946 and that the Minister of Financial and Commercial Affairs by order made under subsection 326 (2) of *The Corporations Act*, being chapter 71 of the Revised Statutes of Ontario, 1960, cancelled the corporation's letters patent for default in filing annual returns and dissolved it on the 30th day of December, 1970. The applicant represents that he was a director and the holder of the common shares of the corporation at the time of its dissolution and that the default occurred because the corporation did not have the funds to pay for the preparation of the annual returns at the time that the filing of the returns was required.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Sunbeam Exploration Company Limited is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Revival

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement

3. The short title of this Act is the *Sunbeam Exploration Company Limited Act, 1991.* Short title

CHAPTER Pr36

An Act to revive Petitclerc Mines Limited

Assented to December 19th, 1991

Preamble

Arthur White has applied for special legislation to revive Petitclerc Mines Limited. The applicant represents that the corporation was incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1945 and that the Minister of Financial and Commercial Affairs by order made under subsection 326 (2) of *The Corporations Act*, being chapter 71 of the Revised Statutes of Ontario, 1960, cancelled the corporation's letters patent for default in filing annual returns and dissolved it on the 29th day of April, 1970. The applicant represents that he was a director and the holder of the common shares of the corporation at the time of its dissolution and that the default occurred because the corporation did not have the funds to pay for the preparation of the annual returns at the time that the filing of the returns was required.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Petitclerc Mines Limited is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved. Revival
2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent. Commencement
3. The short title of this Act is the *Petitclerc Mines Limited Act, 1991*. Short title

CHAPTER Pr37

An Act respecting the City of Hamilton

Assented to December 19th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the City of Hamilton has applied for special legislation in respect of the matters set out in this Act.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p> <p>1. Section 9 of the <i>City of Hamilton Act, 1985</i>, being chapter Pr23, as re-enacted by 1988, chapter Pr31, section 1, is repealed and the following substituted:</p>	
Board	<p>9.—(1) The corporation shall have a board of directors who shall set policy and guide the corporation and its officers and employees according to the purposes and objects of the corporation.</p>	
Composition	<p>(2) The board shall be composed of the mayor of the City and such other members as council may by by-law determine, of whom not more than four shall be members of council.</p>	
Term	<p>(3) Members of council appointed as directors shall be appointed for a term not exceeding their term of office as members of council.</p>	
Idem	<p>(4) Directors who are not members of council shall be appointed for a term of three years or such lesser number of years so that one-third of them retires at the end of each year.</p>	
Removal	<p>(5) A director may be removed at any time from office by a resolution passed by a majority of the council.</p>	
	<p>(6) If the office of a director becomes vacant for any reason, the vacancy may be filled by council for the remainder of the unexpired term of the director whose office is vacant.</p>	Vacancy
	<p>(7) A director may be reappointed by council upon expiration of his or her term or otherwise.</p>	Reappointment
	<p>(8) Directors may serve without remuneration or with such remuneration as the council may determine.</p>	Remuneration
	<p>(9) The officers of the corporation shall administer and manage the general operation and affairs of the corporation in accordance with the policies of the board and with the practices and procedures of the City.</p>	Officers
	<p>2. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:</p>	
	<p>13.—(1) The board may appoint such committees as it determines necessary to conduct the business of the board.</p>	Committees
	<p>(2) Each committee appointed shall be composed of not less than three members of the board and shall perform such duties and undertake such responsibilities as the board specifies and shall report to the board.</p>	Idem
	<p>3. This Act comes into force on the 1st day of January, 1992.</p>	Commencement
	<p>4. The short title of this Act is the <i>City of Hamilton Act, 1991 (No. 2)</i>.</p>	Short title

CHAPTER Pr38

An Act to establish the West Nipissing Economic Development Corporation

Assented to December 19th, 1991

Preamble	<p>The Corporation of the Town of Sturgeon Falls, The Corporation of the Town of Cache Bay, The Corporation of the Township of Springer, The Corporation of the Township of Caldwell and The Corporation of the Township of Field wish to incorporate a non-profit economic development corporation to facilitate attracting economic development to the West Nipissing area. The participating municipalities have applied for special legislation for such purposes.</p> <p>It is appropriate to grant the application.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	
Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>"Corporation" means the West Nipissing Economic Development Corporation established under section 2;</p> <p>"participating municipalities" means The Corporation of the Town of Sturgeon Falls, The Corporation of the Town of Cache Bay, The Corporation of the Township of Springer, The Corporation of the Township of Caldwell and The Corporation of the Township of Field.</p>	
Corporation	<p>2. There is hereby established a corporation without share capital under the name "West Nipissing Economic Development Corporation" in English and "Société de développement économique de Nipissing Ouest" in French.</p>	
Objects	<p>3. The objects of the Corporation are,</p> <p>(a) to create and promote industrial and commercial development in the West Nipissing area or in areas contiguous thereto;</p> <p>(b) to create and promote tourism in the West Nipissing area.</p>	
Board	<p>4.—(1) The affairs of the Corporation shall be managed and controlled by a board of directors.</p>	
	<p>(2) The board shall be composed of,</p> <p>(a) one member appointed by and from each council of the participating municipalities; and</p> <p>(b) one member appointed by each council of the participating municipalities who need not be a member of council.</p>	Composition
	<p>5.—(1) The Corporation may,</p> <p>(a) incorporate a corporation under the <i>Business Corporations Act, 1982</i> jointly with other persons or create a limited partnership under the <i>Limited Partnerships Act</i> with other persons for the purpose of establishing and operating a cardboard recycling facility within the geographical limits of the participating municipalities; and</p> <p>(b) acquire, hold and dispose of an interest as a shareholder or a limited partner under clause (a).</p>	Powers
	<p>(2) Except as provided in subsection (1), the powers of the Corporation are limited to the powers of a municipality with respect to the promotion of tourism and industrial and commercial development.</p>	Limitation
	<p>(3) Despite section 112 of the <i>Municipal Act</i>, the Corporation may make contributions or provide financial assistance to the corporation or limited partnership established under clause (1) (a) in an amount not to exceed \$10,000.</p>	Financial assistance
	<p>6. The board may make by-laws setting out the terms of office of the members, quorum requirements, establishing committees and other matters necessary to carry out its powers and duties.</p>	By-laws
	<p>7. The board shall appoint one or more auditors licensed under the <i>Public Accountancy Act</i> to audit the accounts and transactions of the Corporation annually.</p>	Auditors

- Conflict **8.** In the event of a conflict between this Act and the *Corporations Act*, this Act prevails.
- Commence-
ment **9.** This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.
- 10.** The short title of this Act is the *West Nipissing Economic Development Corporation Act, 1991.* Short title

TABLE OF PUBLIC STATUTES

The following Table lists all of the public Acts contained in the Revised Statutes of Ontario, 1980 and all of the new public Acts enacted between January 1, 1981 and December 31, 1991 together with the amendments to and repeals of those Acts.

Except for those Acts which were enacted in both French and English, titles are given in English only.

TABLE DES LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC

La présente Table énumère toutes les lois d'intérêt public figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1980 et toutes les nouvelles lois d'intérêt public adoptées entre le 1^{er} janvier 1981 et le 31 décembre 1991. Elle indique aussi les modifications qui ont été apportées à ces lois, ainsi que les abrogations éventuelles.

Les titres ne figurent qu'en anglais, sauf dans le cas des lois adoptées en anglais et en français.

Abbreviations/Abréviations

chapter	c.	chapitre
section	s.	article
sections	ss.	articles
repealed	rep.	abrogé
Revised Statutes of Ontario, 1980	R.S.O. 1980	Lois refondues de l'Ontario de 1980
Schedule	Sched.	annexe

Table of Public Statutes
Table des lois d'intérêt public

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
A			
Abandoned Orchards Act	1		1989,c. 72,s. 6.
Absconding Debtors Act	2		
Absentees Act	3		1986,c. 64,s. 1.
Accès à l'information municipale et la protection de la vie privée, Loi de 1989 sur l' (Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1989)	...	1989,c.63	
Accidental Fires Act	4		
Accumulations Act	5		
Administration of Justice Act	6		
Adoption Disclosure Statute Law Amendment Act, 1987 .....	...	1987,c. 4	
Age of Majority and Accountability Act	7		
Aggregate Resources Act, 1989 .....	...	1989,c. 23	
Agricultural and Horticultural Organizations Act, 1988 ...	...	1988,c. 60	
Agricultural Associations Act	8		1988,c. 60,s. 42,rep.
Agricultural Committees Act	9		
Agricultural Development Finance Act	10		
Agricultural Rehabilitation and Development Act (Ontario)	11		

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Agricultural Representatives Act	12		
Agricultural Research Institute of Ontario Act	13		
Agricultural Societies Act	14		1982,c. 51; 1988,c. 60, s. 42,rep.
Agricultural Tile Drainage Installation Act	15		1989,c. 72,s. 6.
Airports Act	16		
Alcoholism and Drug Addiction Research Foundation Act	17		
Algonquin Forestry Authority Act	18		
Aliens' Real Property Act	19		
Ambulance Act	20		1989,c. 72,s. 40.
Amusement Devices Act, 1986	21	1986,c. 6	1989,c. 27 & c. 72,s. 26.
Anatomy Act	22		1989,c. 72,s. 6.
Animals for Research Act	23		
Apportionment Act	24		1986,c. 64,s. 2; 1989,c. 72, s. 87.
Apprenticeship and Tradesmen's Qualification Act	25		
Arbitrage, Loi de 1991 sur l' .....	...	1991,c. 17	
(Arbitration Act, 1991)			
Arbitrage commercial international, Loi de .....	...	1988,c. 30	
1988 sur l' .....	...	
(International Commercial Arbitration Act, 1988)			
Arbitration Act, 1991 .....	...	1991,c. 17	
(Loi de 1991 sur l'arbitrage)			
Arbitrations Act	25		1984,c. 11,s. 161; 1991,c. 17, s. 58,rep.
Arboreal Emblem Act, 1984 .....	...	1984,c. 7	
Architects Act	26		1984,c. 12,rep.
Architects Act, 1984 .....	...	1984,c. 12	1987,c. 13; 1989,c. 72,s. 18.
Archives Act	27		
Art Gallery of Ontario Act	28		
Artificial Insemination of Live Stock Act	29		1989,c. 72,s. 1.
Arts Council Act	30		
Assessment Act	31		1981,c. 47; 1982,c. 40,s. 3 & c. 56; 1983,c. 58; 1984, c. 28,c. 48,s. 22 & c. 49; 1985,c. 9; 1986,c. 69 & c. 71; 1988,c. 20,ss. 17-22 & c. 47,s. 80; 1989,c. 42, c. 65,s. 41 & c. 72, ss. 75,86; 1991, c. 11,ss. 1-3.
Assessment Appeals Procedure .....	...	
Statute Law Amendment Act, 1982 .....	...	1982,c. 40	
Assessment Review Board Act	32		1982,c. 40,s. 1.
Assessment Review Court Act .....	...	
(See/Voir Assessment Review Board Act)			
Assignments and Preferences Act	33		
Athletics Control Act	34		1989,c. 72,s. 21.
Audiologists et les orthophonistes, Loi de 1991 sur les .....	...	1991,c. 19	
(Audiology and Speech-Language Pathology Act, 1991)			
Audiology and Speech-Language Pathology Act, 1991 .....	...	1991,c. 19	
(Loi de 1991 sur les audiologistes et les orthophonistes)			
Audit Act	35		
Automobile Insurance Rates .....	...	
Control Act, 1989 .....	...	1989,c. 34	1990,c. 2,s. 81,rep.
B			
Bail Act	36		
Bailiffs Act	37		1984,c. 11,s. 162; 1989, c. 72,s. 26.
Barrie-Innisfil Annexation Act, 1981 .....	...	1981,c. 63	

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Barrie-Vespra Annexation Act, 1984	...	1984, c. 41	
Barristers Act	38		
Beach Protection Act	39		1989, c. 23, s. 77, rep.
(See/Voir Aggregate Resources Act, 1989)			
Beds of Navigable Waters Act	40		
Beef Cattle Marketing Act	41		1987, c. 28; 1989, c. 72, s. 6; 1991, c. 53, s. 1.
Bees Act	42		1987, c. 31, s. 26, rep.
Bees Act, 1987	...	1987, c. 31	1989, c. 72, s. 2.
Bills of Sale Act	43		1989, c. 16, s. 84, rep.
Blind Persons' Rights Act	44		1989, c. 72, s. 18.
Blind Workmen's Compensation Act	45		
Boilers and Pressure Vessels Act	46		
Boundaries Act	47		1983, c. 33; 1989, c. 72, s. 22.
Brantford-Brant Annexation Act, 1980	...	1980, c. 43	1982, c. 48.
Bread Sales Act	48		
Bridges Act	49		1985, c. 5, s. 1.
Brucellosis Act	50		1989, c. 61, s. 1, rep.
Brucellosis Repeal Act, 1989	...	1989, c. 61	
Building Code Act	51		1983, c. 83.
Bulk Sales Act	52		
Bull Owners' Liability Act	53		1989, c. 72, s. 6.
Business Corporations Act	54		1981, c. 66, Sched.; 1982, c. 4, rep.
Business Corporations Act, 1982	...	1982, c. 4	1986, c. 57 & c. 64, s. 3; 1989, c. 69, s. 1.
Business Information Statute Law Amendment Act, 1989	...	1989, c. 69	
Business Names Act, 1990	...	1990, c. 5	
Business Practices Act	55		1989, c. 72, s. 26.
Business Records Protection Act	56		
C			
Canadian Insurance Exchange Act, 1986	...	1986, c. 70	
Cancer Act	57		
Cancer Remedies Act	58		1989, c. 72, s. 37.
Capital Aid Corporations Repeal Act, 1985	...	1985, c. 14	
Cemeteries Act	59		1989, c. 56, s. 1 & c. 50, s. 89, rep.
Cemeteries Act, 1989	...	1989, c. 50	
Centennial Centre of Science and Technology Act	60		1989, c. 72, s. 27.
Central Trust Company Act, 1983	...	1983, c. 64	
Centre des congrès d'Ottawa, Loi de 1988 sur le	...	1988, c. 53	
(Ottawa Congress Centre Act, 1988)			
Certification of Titles Act	61		1982, c. 38.
Change of Name Act	62		1986, c. 7, s. 14, rep.
Change of Name Act, 1986	...	1986, c. 7	
(Loi de 1986 sur le changement de nom)			
Changement de nom, Loi de 1986 sur le	...	1986, c. 7	
(Change of Name Act, 1986)			
Charitable Gifts Act	63		1989, c. 72, s. 7.
Charitable Institutions Act	64		1984, c. 55, s. 207.
Charities Accounting Act	65		1982, c. 11; 1983, c. 61.
Child and Family Services Act, 1984	...	1984, c. 55	1987, c. 4, ss. 1-11; 1988, c. 36; 1989, c. 56, s. 2 & c. 72, s. 20.
Child Welfare Act	66		1981, c. 66, Sched.; 1983, c. 8, s. 17; 1984, c. 19, s. 9 & c. 55, s. 208, rep. (see/voir 1984, c. 19, s. 9 (4), (5)).
(See/Voir Child and Family Services Act, 1984)			1984, c. 55, s. 209, rep.
Children's Institutions Act	67		
(See/Voir Child and Family Services Act, 1984)			

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Children's Law Reform Act	68		1982,c. 20,s. 1; 1984,c. 11, s. 163; 1986,c. 8 & c. 64, s. 4; 1987,c. 1, s. 10; 1989, c. 22,c. 24,s. 3,c. 56,s. 3 & c. 72,s. 8.
Children's Mental Health Services Act (<i>See/Voir</i> Child and Family Services Act, 1984)	69		1984,c. 55,s. 211,rep.
Children's Probation Act (<i>See/Voir</i> Young Offenders Implementation Act, 1984 and Child and Family Services Act, 1984, Part IV (Young Offenders))	70		1984,c. 19,s. 10,rep.
Children's Residential Services Act (<i>See/Voir</i> Child and Family Services Act, 1984)	71		1984,c. 55,s. 210,rep.
Chiropractic Act	72		1989,c. 72,s. 40; 1991,c. 18, s. 45,rep.
Chiropractic Act, 1991 (Loi de 1991 sur les podologues)	...	1991,c. 20	
Chiropractic Act, 1991 (Loi de 1991 sur les chiropraticiens)	...	1991,c. 21	
Chiropraticiens, Loi de 1991 sur les (Chiropractic Act, 1991)	...	1991,c. 21	
City of Toronto 1981 Assessment Complaints Act, 1982 . . .	...	1982,c. 8	
Collection Agencies Act	73		1983,c. 32; 1989,c. 72,s. 26.
Colleges Collective Bargaining Act	74		1989,c. 72,s. 19.
Colleges of Applied Arts and Technology Labour Dispute Settlement Act, 1984 . . . . .	...	1984,c. 43	
Commercial Concentration Tax Act, 1989 . . . . .	...	1989,c. 75	
Commissioners for taking Affidavits Act	75		1989,c. 46,s. 23 & c. 72,s. 9.
Commodity Board Members Act	76		
Commodity Boards and Marketing Agencies Act	77		1989,c. 72,s. 6.
Commodity Futures Act	78		1985,c. 5,s. 2; 1989,c. 72, ss. 33,36.
Community Psychiatric Hospitals Act	79		
Community Recreation Centres Act	80		
Commuter Services Act	81		1989,c. 72,s. 94.
Compagnies de prêt et de fiducie, Loi de 1987 sur les (Loan and Trust Corporations Act, 1987)	...	1987,c. 33	
Compensation for Victims of Crime Act	82		1986,c. 37 & c. 64,s. 5; 1989,c. 72,s. 18.
Compulsory Automobile Insurance Act	83		1988,c. 18,s. 32; 1989, c. 17,s. 34 & c. 72,s. 34; 1990,c. 2,s. 82.
Condominium Act	84		1983,c. 67,s. 7; 1989,c. 72, s. 26.
Conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée, Loi de 1988 sur les (Members' Conflict of Interest Act, 1988)	...	1988,c. 17	
Conseil du Trésor, Loi de 1991 sur le (Treasury Board Act, 1991)	...	1991,c. 14	
Conseil scolaire de langue française d'Ottawa- Carleton, Loi de 1988 sur le (Ottawa-Carleton French-Language School Board Act, 1988)	...	1988,c. 47	1989,c. 66; 1990,c.25.
Conservation Authorities Act	85		1983,c. 8,s. 20.
Conservation Land Act, 1988 . . . . .	...	1988,c. 41	
Consolidated Hearings Act, 1981 . . . . .	...	1981,c. 20	1988,c. 71,s. 17.
Constitutional Questions Act (<i>See/Voir</i> Courts of Justice Act, 1984)	86		1984,c. 11,s. 164,rep.
Construction Lien Act, 1983 . . . . .	...	1983,c. 6	1983,c. 77; 1984,c. 11,s. 165; 1989,c. 56,s. 4 & c. 89; 1990,c. 17.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Consumer Protection Act	87		1989,c. 72,s. 26.
Consumer Protection Bureau Act	88		
Consumer Reporting Act	89		1988,c. 40; 1989,c. 72,s. 26.
Contrôle des cartes Santé et des numéros de cartes Santé. Loi de 1991 sur le .....	...	1991,c. 1.	
(Health Cards and Numbers Control Act, 1991)			
Conveyancing and Law of Property Act	90		1981,c. 66,Sched.; 1984, c. 32,s. 17; 1986,c. 64,s. 6; 1989,c. 56,s. 5.
Co-operative Corporations Act	91		1981,c. 61; 1986,c. 64,s. 7; 1989,c. 72,s. 36.
Co-operative Health Services of Ontario Assets Protection Act, 1981 .....	...	1981,c. 7	
Co-operative Loans Act	92		
Coroners Act	93		1984,c. 11,s. 166 & c. 55, s. 212; 1986,c. 64,s. 8; 1989,c. 56,s. 6.
Corporation Securities Registration Act	94		1989,c. 16,s. 84,rep.
Corporations Act	95		1984,c. 14,s. 26; 1986,c. 64, s. 9 & c. 70,s. 33; 1989,c. 69,s. 2.
Corporations Information Act	96		1982,c. 23; 1984,c. 3; 1989,c. 69,s. 3; 1990,c. 5,s. 13.
Corporations Tax Act	97		1981,c. 37; 1982,c. 19; 1983,c. 29; 1984,c. 29; 1985,c. 11; 1986,c. 33, s. 57 & c. 39; 1988,c. 42; 1989,c. 56,s. 7,c. 69,s. 4 & c. 72,s. 86; 1990,c. 2, s. 83 & c. 22.
Costs of Distress Act	98		
Cotisations de l'Ontario Medical Association, Loi de 1991 sur les .....	...	1991,c. 51.	
(Ontario Medical Association Dues Act, 1991)			
County Court Judges' Criminal Courts Act	99		1984,c. 11,s. 167,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
County Courts Act	100		1981,c. 24; 1984,c. 1 & c. 11,s. 168,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
County Judges Act	101		1984,c. 11,s. 169,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
County of Simcoe Act, 1990 .....	...	1990,c. 16	1991,c. 15,s. 91.
Court Reform Statute Law Amendment Act, 1989 .....	...	1989,c. 56	
Court Security Act	381		1989,c. 24,s. 1; 1990,c. 10, s. 148.
(Formerly/Anciennement Police Act)			
Courts of Justice Act, 1984 .....	...	1984,c. 11	1984,c. 19,s. 11 (2), c. 55, s. 213 & c. 64; 1985,c. 1, s. 4; 1986,c. 7,s. 15; 1987, c. 1; 1988,c. 69; 1989,c. 24, s. 4,c. 46,s. 24,c. 55,c. 67, c. 70,c. 72,s. 18 & c. 79; 1991, c. 17,s. 58 & c. 46.
Credit Unions and Caisses Populaires Act	102		1981,c. 62; 1983,c. 46; 1986,c. 64,s. 10; 1989,c. 72,s. 36; 1990,c. 2, s. 84.
Creditors' Relief Act	103		1985,c. 1 & c. 6, s. 15; 1989,c. 56,s. 9.
Crédits de 1989, Loi de .....	...	1989,c. 93	
(Supply Act, 1989)			
Crédits de 1991, Loi de .....	...	1991,c. 7 & c. 58	
(Supply Act, 1991)			

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Crop Insurance Act (Ontario)	104		1983,c. 54.
Crown Administration of Estates Act	105		
Crown Agency Act	106		
Crown Attorneys Act	107		1984,c. 11,s. 170; 1989,c. 56, s. 10.
Crown Employees Collective Bargaining Act	108		1984,c. 55,s. 214; 1989,c. 72, s. 48.
Crown Timber Act	109		1986,c. 64,s. 11.
Crown Trust Company Act, 1983 . . . . .	...	1983,c. 7	
Crown Witnesses Act	110		
D			
Dangerous Goods Transportation Act, 1981 . . . . .	...	1981,c. 69	
Day Nurseries Act	111		1984,c. 55,s. 215; 1987, c. 4, s. 12; 1989,c. 72,s. 20.
Dead Animal Disposal Act	112		1989,c. 72,s. 6.
Debt Collectors Act	113		
Degree Granting Act, 1983 . . . . .	...	1983,c. 36	
Dental Hygiene Act, 1991 . . . . .	...	1991,c. 22	
(Loi de 1991 sur les hygiénistes dentaires)			
Dental Technicians Act	114		1989,c. 72,s. 38; 1991,c. 18, s. 45,rep.
Dental Technology Act, 1991 . . . . .	...	1991,c. 23	
(Loi de 1991 sur les technologues dentaires)			
Dentistes, Loi de 1991 sur les . . . . .	...	1991,c. 24	
(Dentistry Act, 1991)			
Dentistry Act, 1991 . . . . .	...	1991,c. 24	
(Loi de 1991 sur les dentistes)			
Denture Therapists Act	115		1989,c. 72,s. 40; 1991,c. 18, s. 45,rep.
Denturism Act, 1991 . . . . .	...	1991,c. 25	
(Loi de 1991 sur les denturologistes)			
Denturologistes, Loi de 1991 sur les . . . . .	...	1991,c. 25	
(Denturism Act, 1991)			
Deposits Regulation Act	116		1989,c. 72,s. 36.
Destruction des mauvaises herbes, Loi de 1988 sur la . . . . .	...	1988,c. 51	1989,c. 72,s. 5.
(Weed Control Act, 1988)			
Development Charges Act, 1989 . . . . .	...	1989,c. 58	
Development Corporations Act	117		1982,c. 30 & c. 31,s. 15.
Developmental Services Act	118		1984,c. 11,s. 171.
Dietetics Act, 1991 . . . . .	...	1991,c. 26	
(Loi de 1991 sur les diététistes)			
Diététistes, Loi de 1991 sur les . . . . .	...	1991,c. 26	
(Dietetics Act, 1991)			
Discriminatory Business Practices Act	119		1989,c. 72,s. 26.
Disorderly Houses Act	120		1984,c. 11,s. 172; 1989,c. 72,s. 10.
District Municipality of Muskoka Act	121		1982,c. 5; 1983,c. 5,s. 12 & c. 65; 1984,c. 45,s. 14; 1986, c. 48; 1988,c. 31,s. 18; 1989,c. 8,c. 11,s. 12, c. 56,s. 11,c. 64,s. 2, c. 72,s. 50,c. 74 & c. 84,s. 8; 1990,c. 10, s. 137 & c. 28,s. 102; 1991,c. 15, ss. 7-14.
District Municipality of Muskoka Statute Law Amendment Act, 1989 . . . . .	...	1989,c. 74	
District of Parry Sound Local Government Act, 1979 . . . . .	...	1979,c. 61	1982,c. 34.
District Welfare Administration Boards Act	122		
Dog Licensing and Live Stock and Poultry Protection Act	123		1981,c. 31; 1989,c. 84,s. 22.
Dog Owners' Liability Act	124		1989,c. 72,s. 18 & c. 84,s. 20.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Dominion Courts Act (<i>See/Voir</i> Courts of Justice Act, 1984, s. 155)	125		1984,c. 11,s. 173,rep.
Dower and Miscellaneous Abolition Act	152		1982,c. 20,s. 3; 1983,c. 60; 1984,c. 11,s. 179 & c. 32, s. 18; 1986,c. 4,s. 71. 1989,c. 72,s. 6.
Drainage Act	126	1986,c. 4	1986,c. 35; 1989,c. 72,s. 18.
Droit de la famille, Loi de 1986 sur le (Family Law Act, 1986)	...		1989,c. 72,s. 40; 1991, c. 18,s. 47.
Drug and Pharmacies Regulation Act	196		1989,c. 72,s. 40.
(Formerly/Anciennement Health Disciplines Act)			
Drugless Practitioners Act	127		
E			
Easement Statute Law Amendment Act, 1990 .....	...	1990,c. 4	
Edible Oil Products Act	128		1989,c. 72,s. 6.
Education Act	129		1981,c. 47,ss. 17-21; 1982,c. 20,s. 2 & c. 32; 1984,c. 48,s. 21,c. 55,s. 216 & c. 60; 1986,c. 19,s. 2, c. 21,c. 29 & c. 64,s. 12; 1987,c. 17,s. 3; 1988,c. 23, s. 8,c.27,ss. 1-28,c.46 & c.47,s. 81; 1989,c. 1,c. 2, c. 33, c. 65,ss. 1-40,c. 72, s. 31 & c. 74,s. 6; 1990,c. 24; 1991,c. 10 & c. 15,s. 92.
Education Statute Law Amendment Act, 1988 .....	...	1988,c. 27	
Education Statute Law Amendment Act, 1989 .....	...	1989,c. 65	
Egress from Public Buildings Act	130		
Elderly Persons Centres Act	131		
Elderly Persons' Housing Aid Act	132		
Election Act	133		1984,c. 54,rep.
Election Act, 1984 .....	...	1984,c. 54	1986,c. 33,s. 59 & c. 64, s. 13; 1989,c. 46,s. 25 & c. 56,s. 12.
Election Finances Act, 1986 .....	...	1986,c. 33	1987,c. 5; 1988,c. 16.
Election Finances Reform Act	134		1986,c. 33,s. 56,rep.
Electronic Registration Act (Ministry of Consumer and Commercial Relations Statutes), 1991 .....	...	1991,c. 44	
(Loi de 1991 sur l'enregistrement électronique dans le cadre de lois relevant du ministère de la Consommation et du Commerce)			
Elevating Devices Act	135		1989,c. 28 & c. 72,s. 23.
Emergency Plans Act, 1983 .....	...	1983,c. 30	
Employee Share Ownership Plan Act, 1988 .....	...	1988,c. 3	1989,c. 72,s. 76.
Employer Health Tax Act, 1989 .....	...	1989,c. 76	
Employment Agencies Act	136		1989,c. 72,s. 43.
Employment Standards Act	137		1981,c. 22; 1983,c. 55; 1984,c. 31; 1986,c. 51 & c. 64,s. 14; 1987,c. 30; 1988,c. 7; 1989,c. 4 & c. 72, s. 48; 1990,c. 26; 1991,c. 5, ss. 14-18,c. 16 & c. 43,s. 2.
Emprunts de l'Ontario, Loi de 1990 sur les .....	...	1990,c. 21	
(Ontario Loan Act, 1990)			
Emprunts de l'Ontario, Loi de 1991 sur les .....	...	1991,c. 8	
(Ontario Loan Act, 1991)			
Endangered Species Act	138		1989,c. 72,s. 72.
Energy Act	139		1981,c. 66,Sched.; 1989,c. 29 & c. 72,s. 24.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Energy Efficiency Act, 1988 .....	...	1988,c. 32	
English and Wabigoon River Systems Mercury Contamination Settlement Agreement Act, 1986 .....	...	1986,c. 23	
Enregistrement électronique dans le cadre de lois relevant du ministère de la Consommation et du Commerce, Loi de 1991 sur l' .....	...	1991,c. 44	
(Electronic Registration Act (Ministry of Consumer and Commercial Relations Statutes), 1991)			
Environment Enforcement Statute Law Amendment Act, 1986 .....	...	1986,c. 68	
Environment Statute Law Amendment Act, 1988 .....	...	1988,c. 54	
Environmental Assessment Act	140		1988,c. 71,s. 18; 1989,c. 71, s. 3 & c. 72,s. 32.
Environmental Protection Act	141		1981,c. 49; 1983,c. 52; 1986,c. 68,ss. 1-17; 1988,c. 54,ss. 1-50 & c. 71,s. 19; 1989,c. 30 & c. 72,s. 32; 1990,c. 18, ss. 1-4,9-14,18-32.
Environmental Protection Statute Law Amendment Act, 1990 .....	...	1990,c. 18	
Equality Rights Statute Law Amendment Act, 1986 .....	...	1986,c. 64	1987,c. 14.
Équité salariale, Loi de 1987 sur l' .....	...	1987,c. 34	1989,c. 72,s. 48.
(Pay Equity Act, 1987)			
Ergothérapeutes, Loi de 1991 sur les .....	...	1991,c. 33	
(Occupational Therapy Act, 1991)			
Escheats Act	142		
Estates Act	491		1982,c. 10; 1984,c. 11,s. 215; 1986,c. 64,s. 66; 1989,c. 56,s. 48.
(Formerly/Anciennement Surrogate Courts Act)			
Estates Administration Act	143		1983,c. 23; 1984,c. 11,s. 174; 1989,c. 72,s. 18.
Estreats Act	144		1984,c. 11,s. 175,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
Evidence Act	145		1984,c. 11,s. 176; 1989,c. 56, s. 13,c. 68 & c. 84,s. 21.
Execution Act	146		1984,c. 11,s. 177; 1986,c. 64, s. 15; 1988,c. 37; 1989,c. 16, s. 83.
Exécution d'ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, Loi de 1985 sur l' .....	...	1985,c. 6	1991,c. 5,ss. 1-13.
(Support and Custody Orders Enforcement Act, 1985)			
(See/Voir Régime des obligations alimentaires envers la famille, Loi de 1985 sur le)			
Executive Council Act	147		1981,c. 28; 1983,c. 49; 1984,c. 35; 1985,c. 19; 1986,c. 73; 1988,c. 15; 1989,c. 20 & c. 86.
Expropriations Act	148		1983,c. 47.
Extra-Judicial Services Act	149		1984,c. 11,s. 178,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984, s. 99)			
Extra-Provincial Corporations Act, 1984 .....	...	1984,c. 14	
F			
Factors Act	150		
Family Benefits Act	151		1989,c. 72,s. 20.
Family Law Act, 1986 .....	...	1986,c. 4	1986,c. 35; 1989,c. 72,s. 18.
(Loi de 1986 sur le droit de la famille)			
Family Law Reform Act (See/Voir Family Law Act, 1986 & Dower and Miscellaneous Abolition Act)			

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Family Support Plan Act, 1985 (Loi de 1985 sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille) (Formerly/Anciennement Support and Custody Orders Enforcement Act, 1985)	...	1985, c. 6	1991, c. 5, ss. 1-13.
Farm Implements Act, 1988 .....	...	1988, c. 61	
Farm Income Stabilization Act	153		1989, c. 72, s. 6.
Farm Loans Act	154		1987, c. 3, s. 1, rep.
Farm Loans Adjustment Act	155		1987, c. 3, s. 1, rep.
Farm Loans and Farm Loans Adjustment Repeal Act, 1987 .....	...	1987, c. 3	
Farm Practices Protection Act, 1988 .....	...	1988, c. 62	
Farm Products Containers Act	156		1982, c. 53, rep.
Farm Products Containers Act, 1982 .....	...	1982, c. 53	1988, c. 68, s. 8, rep.
Farm Products Containers Act, 1988 .....	...	1988, c. 68	
Farm Products Grades and Sales Act	157		1984, c. 40.
Farm Products Marketing Act	158		1988, c. 13, s. 2.
Farm Products Payments Act	159		1984, c. 39.
Ferries Act	160		1989, c. 72, s. 94.
Financial Administration Act	161		1981, c. 66, Sched.; 1984, c. 37; 1988, c. 34; 1991, c. 55.
Fines and Forfeitures Act	162		1984, c. 11, s. 180.
Fire Accidents Act	163		
Fire Departments Act	164		
Fire Fighters Exemption Act	165		
Fire Marshals Act	166		1981, c. 8; 1989, c. 72, ss. 88, 89; 1991, c. 45.
Fish Inspection Act	167		
Fisheries Loans Act	168		
Flag Act	169		
Floral Emblem Act	170		
Fluoridation Act	171		
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, Loi de 1988 sur le .....	...	1988, c. 25	
(Northern Ontario Heritage Fund Act, 1988)			
Foreign Arbitral Awards Act, 1986 .....	...	1986, c. 25	1988, c. 30, s. 14, rep.
(Loi de 1986 sur les sentences arbitrales étrangères)			
Foreign Cultural Objects Immunity from Seizure Act	172		
Forest Fires Prevention Act	173		1986, c. 64, s. 16.
Forest Tree Pest Control Act	174		
Forestry Act	175		
Fraudulent Conveyances Act	176		
Fraudulent Debtors Arrest Act	177		1986, c. 64, s. 17; 1989, c. 56, s. 14; 1991, c. 42, s. 1, rep.
Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987 .....	...	1987, c. 25	1989, c. 64, s. 3 & c. 71.
French Language Services Act, 1986 .....	...	1986, c. 45	
(Loi de 1986 sur les services en français)			
Freshwater Fish Marketing Act (Ontario)	178		
Frustrated Contracts Act	179		
Fuel Tax Act, 1981 .....	...	1981, c. 59	1982, c. 1; 1983, c. 16; 1985, c. 23; 1989, c. 37, c. 56, s. 15 & c. 72, ss. 77, 86; 1991, c. 49.
Funeral Directors and Establishments Act, 1989 .....	...	1989, c. 49	
Funeral Services Act	180		1985, c. 5, s. 3; 1989, c. 49, s. 53, rep.
(See/Voir Funeral Directors and Establishments Act, 1989)			
Fur Farms Act	181		1989, c. 72, s. 6.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
G			
Game and Fish Act	182		1989,c. 72,s. 73.
Gaming Act	183		
Gas and Oil Leases Act	184		
Gasoline Handling Act	185		1988,c. 49; 1989,c. 72, ss. 25,26.
Gasoline Tax Act	186		1981,c. 11; 1985,c. 24; 1988, c. 66; 1989,c. 45,c 56, s. 16 & c. 72,ss.78,86; 1991,c. 13.
General Sessions Act	187		1984,c. 11,s. 181,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
General Welfare Assistance Act	188		1989,c. 72,s. 20.
Geographic Township of Hansen Act, 1986 .....	...	1986,c. 52	
George R. Gardiner Museum of Ceramic Art Act, 1981 ..	...	1981,c. 64	
Gold Clauses Act	189		1986,c. 44,rep.
Government Contracts Hours and Wages Act	190		1989,c. 72,s. 44.
Grain Corn Marketing Act, 1984 .....	...	1984,c. 26	1989,c. 72,s. 6.
Grain Elevator Storage Act	191		1983,c. 40,rep.
Grain Elevator Storage Act, 1983 .....	...	1983,c. 40	1988,c. 67.
Guarantee Companies Securities Act	192		
H			
Habeas Corpus Act	193		1984,c. 11,s. 182.
Haliburton Act	194		1982,c. 57,rep.
Haliburton (County of) Act, 1982 .....	...	1982,c. 57	1984,c. 45,s. 16; 1989,c. 56, s. 8.
Healing Arts Radiation Protection Act	195		1984,c. 9; 1989,c. 72,s. 40.
Health Cards and Numbers Control Act, 1991 .....	...	1991,c. 1	
(Loi de 1991 sur le contrôle des cartes Santé et des numéros de cartes Santé)			
Health Care Accessibility Act, 1986 .....	...	1986,c. 20	1989,c. 72,s. 40.
Health Disciplines Act .....	...	
(See/Voir Drug and Pharmacies Regulation Act)			
Health Facilities Special Orders Act, 1983 .....	...	1983,c. 43	1987,c. 21.
Health Insurance Act	197		1984,c. 55,s. 217; 1986,c. 20, s. 10; 1989,c. 59,s. 43,c. 72, s. 40 & c. 76,s. 41; 1990, c. 2,s. 85.
Health Protection and Promotion Act, 1983 .....	...	1983,c. 10	1984,c. 55,s. 227; 1987,c. 18 & c. 32.
Highway Traffic Act	198		1981,c. 48, c. 54 & c. 72; 1982,c. 15 & c. 28; 1983,c. 63; 1984,c. 11, s. 183, c. 21 & c. 61; 1985,c. 13; 1988,c. 44; 1989,c. 17,s. 35, c. 25,s. 2, c. 54,ss. 1-42,c. 72, ss. 91,94 & c. 87.
Historical Parks Act	199		
Homemakers and Nurses Services Act	200		1986,c. 58.
Homes for Retarded Persons Act	201		1984,c. 55,s. 218.
Homes for Special Care Act	202		
Homes for the Aged and Rest Homes Act	203		
Horticultural Societies Act	204		1982,c. 52; 1988,c. 60,s. 42, rep.
Hospital Labour Disputes Arbitration Act	205		
Hospitals and Charitable Institutions Inquiries Act	206		
Hotel Fire Safety Act	207		
Hotel Registration of Guests Act	208		1989,c. 72,ss. 11,18.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Housing Development Act	209		
Human Rights Code, 1981 .....	...	1981, c. 53	1984, c. 58, s. 39; 1986, c. 64, s. 18; 1990, c. 15, s. 65. 1986, c. 64, s. 19.
Human Tissue Gift Act	210		
Hunter Damage Compensation Act	211		
Hygiénistes dentaires, Loi de 1991 sur les (Dental Hygiene Act, 1991) .....	...	1991, c. 22	
Hypnosis Act	212		1989, c. 72, s. 40.
I			
IDEA Corporation Act, 1981 .....	...	1981, c. 34	
Immunization of School Pupils Act, 1982 .....	...	1982, c. 41	1983, c. 76; 1984, c. 62. 1981, c. 13 & c. 46; 1983, c. 37; 1984, c. 50; 1985, c. 12; 1986, c. 33, s. 58 & c. 40; 1987, c. 27; 1988, c. 73; 1989, c. 56, s. 17 & c. 91; 1990, c. 23; 1991, c. 47.
Income Tax Act	213		
Independent Health Facilities Act, 1989 .....	...	1989, c. 59	
Indian Lands Agreement Confirmation Act, 1989 .....	...	1989, c. 26	
Indian Welfare Services Act	214		
Industrial and Mining Lands Compensation Act	215		
Industrial Standards Act	216		1989, c. 56, s. 18 & c. 72, s. 45. 1987, c. 2, s. 1, rep.
Inflation Restraint Act, 1982 .....	...	1982, c. 55	
Inflation Restraint and Public Sector Prices and Compensation Review Repeal Act, 1987 .....	...	1987, c. 2	
Infirmières et infirmiers, Loi de 1991 sur les (Nursing Act, 1991) .....	...	1991, c. 32	
Inhalothérapeutes, Loi de 1991 sur les (Respiratory Therapy Act, 1991) .....	...	1991, c. 39	
Innkeepers Act	217		1989, c. 72, s. 18.
Insurance Act	218		1985, c. 5, s. 4; 1986, c. 67 & c. 70, s. 32; 1987, c. 8; 1989, c. 56, s. 19; 1990, c. 2, ss. 1-80.
Insurance Statute Law Amendment Act, 1990 .....	...	1990, c. 2	
International Bridges Municipal Payments Act, 1981 .....	...	1981, c. 60	
International Commercial Arbitration Act, 1988 (Loi de 1988 sur l'arbitrage commercial international) .....	...	1988, c. 30	
International Sale of Goods Act, 1988 (Loi de 1988 sur la vente internationale de marchandises) .....	...	1988, c. 45	
Interpretation Act	219		1984, c. 11, s. 184; 1989, c. 56, s. 20. 1984, c. 11, s. 185.
Interprovincial Subpoenas Act	220		
Intervenor Funding Project Act, 1988 (Loi de 1988 sur le projet d'aide financière aux intervenants) .....	...	1988, c. 71	
Investment Contracts Act	221		
J			
John Graves Simcoe Memorial Foundation Act, 1965 .....	...	1965, c. 125	1991, c. 40, s. 1, rep. 1984, c. 11, s. 186, rep.
Judges' Orders Enforcement Act	222		1981, c. 23; 1983, c. 3 & c. 78, s. 1; 1984, c. 11, s. 187, rep.
Judicature Act	223		1984, c. 11, s. 188.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
Judicial Review Procedure Act	224		
Juges de paix, Loi de 1989 sur les (Justices of the Peace Act, 1989) .....	...	1989, c. 46	

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Junior Farmer Establishment Act	225		1986,c. 64,s. 20.
Juries Act	226		1981,c. 47,s. 22; 1984,c. 11, s. 189; 1986,c. 64,s. 21; 1989,c. 10,c. 56,s. 21 & c. 72,s. 18.
Justices of the Peace Act	227		1984,c. 8; 1986,c. 64,s. 22; 1989,c. 46,s. 26,rep.
Justices of the Peace Act, 1989 (Loi de 1989 sur les juges de paix)	...	1989,c. 46	1989,c. 56,s. 22.
L			
Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act	409		1981,c. 66,Sched.; 1983, c. 10, s. 111 (1) & (2).
Labour Relations Act	228		1983,c. 42; 1984,c. 34; 1986,c. 17 & c. 64,s. 23; 1989,c. 72,s. 48; 1991,c. 56.
Lakes and Rivers Improvement Act	229		
Land Registration Reform Act, 1984 .....	...	1984,c. 32	
Land Titles Act	230		1982,c. 47; 1984,c. 11,s. 190 & c. 32,s. 19; 1986,c. 26, s. 12 & c. 61; 1991,c. 9,s. 2.
Land Transfer Tax Act	231		1983,c. 20; 1985,c. 21; 1989, c. 39,c. 56,s. 23,c.72,ss. 79, 86 & c. 77.
Landlord and Tenant Act	232		1981,c. 66,Sched.; 1983,c. 24; 1986,c. 64,s. 24; 1987,c. 23; 1989,c. 56,s. 24 & c. 72,ss. 12,18; 1990,c. 19.
(See/Voir Residential Tenancies Act)			1982,c. 60; 1986,c. 64,s. 25; 1989,c. 14 & c. 56,s. 25; 1990,c. 8,ss. 1-12 & c. 14; 1991,c. 41.
Law Society Act	233		1986,c. 43 & c. 64,s. 26.
Legal Aid Act	234		
Legal Profession Statute Law Amendment Act, 1990 .....	...	1990,c. 8	1981,c. 29; 1982,c. 43; 1983,c. 50; 1984,c. 36 & c. 54, s. 117; 1985,c. 18; 1986,c. 64,s. 27 & c. 72; 1988,c. 14 & c. 72; 1989, c. 19,c. 46,s. 27,c. 56,s. 26 & c. 85; 1991,c. 57.
Legislative Assembly Act	235		1984,c. 17; 1985,c. 20; 1986,c. 64,s. 28.
Legislative Assembly Retirement Allowances Act	236		1984,c. 11,s. 191; 1986, c. 64,s. 29; 1989,c. 56,s. 27.
Libel and Slander Act	237		1985,c. 5,s. 5.
Lieutenant Governor Act	238		
Lightning Rods Act	239		
Limitations Act	240		
Limited Partnerships Act	241		1989,c. 69,s. 5; 1990,c. 5, s. 14.
Line Fences Act	242		1986,c. 47; 1989,c. 72,s. 51.
Liquor Control Act	243		1986,c. 59.
Liquor Licence Act	244		1981,c. 1 & c. 66,Sched.; 1984,c. 4; 1986,c. 60; 1989, c. 72,s. 26; 1990,c. 15, s. 64,rep.
Liquor Licence Act, 1990 .....	...	1990,c. 15	
Live Stock and Live Stock Products Act	245		1984,c. 27.
Live Stock Branding Act	246		1981,c. 36; 1989,c. 72,s. 6.
Live Stock Community Sales Act	247		1981,c. 40; 1989,c. 72,s. 6.
Live Stock Medicines Act	248		1989,c. 72,s. 6.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Loan and Trust Corporations Act	249		1982, c. 62; 1986, c. 64, s. 30; 1987, c. 33, s. 230, rep.
Loan and Trust Corporations Act, 1987 .....	...	1987, c. 33	
(Loi de 1987 sur les compagnies de prêt et de fiducie)			
Local Improvement Act	250		1982, c. 40, s. 5; 1987, c. 10, s. 37.
Local Roads Boards Act	251		
Local Services Boards Act	252		1991, c. 15, s. 93.
London (City of) Act, 1990 .....	...	1990, c. 29	
Lord's Day (Ontario) Act	253		1986, c. 64, s. 31, rep.
M			
Management Board of Cabinet Act	254		1991, c. 14, s. 11.
Manitoulin, Barrie and Cockburn Islands Land Act, 1990 ..	...	1990, c. 27	
Marathon (Township of) Land Act, 1984 .....	...	1984, c. 53	
Marine Insurance Act	255		1984, c. 11, s. 192.
Marriage Act	256		
Massage Therapy Act, 1991 .....	...	1991, c. 27	
(Loi de 1991 sur les massothérapeutes)			
Massey-Ferguson Limited Act, 1981 .....	...	1981, c. 3	
Massothérapeutes, Loi de 1991 sur les .....	...	1991, c. 27	
(Massage Therapy Act, 1991)			
Master and Servant Act	257		1989, c. 56, s. 28.
Matrimonial Causes Act	258		1984, c. 11, s. 193, rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
McMichael Canadian Art Collection Act, 1989 .....	...	1989, c. 44	
McMichael Canadian Collection Act	259		1982, c. 3; 1986, c. 64, s. 32; 1989, c. 44, s. 16, rep.
Meat Inspection Act (Ontario)	260		1989, c. 72, s. 6.
Mechanics' Lien Act	261		1983, c. 6, s. 91; 1989, c. 17, s. 37, rep.
(See/Voir Construction Lien Act, 1983)			
Médecins, Loi de 1991 sur les .....	...	1991, c. 30	
(Medicine Act, 1991)			
Medical Laboratory Technology Act, 1991 .....	...	1991, c. 28	
(Loi de 1991 sur les technologistes de laboratoire médical)			
Medical Radiation Technology Act, 1991 .....	...	1991, c. 29	
(Loi de 1991 sur les technologues en radiation médicale)			
Medicine Act, 1991 .....	...	1991, c. 30	
(Loi de 1991 sur les médecins)			
Members' Conflict of Interest Act, 1988 .....	...	1988, c. 17	
(Loi de 1988 sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée)			
Mental Health Act	262		1981, c. 66, Sched.; 1983, c. 75; 1984, c. 11, s. 194; 1986, c. 64, s. 33; 1987, c. 37; 1989, c. 72, s. 40.
Mental Hospitals Act	263		1986, c. 64, s. 34; 1989, c. 72, s. 40.
Mental Incompetency Act	264		1984, c. 11, s. 195; 1986, c. 64, s. 35.
Mercantile Law Amendment Act	265		
Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981 ..	...	1981, c. 43	1984, c. 63, rep.
Metropolitan Toronto Convention Centre Corporation Act, 1988 .....	...	1988, c. 52	
Metropolitan Toronto Police Force Complaints Act, 1984 ..	...	1984, c. 63	1986, c. 31; 1989, c. 72, s. 18; 1990, c. 10, s. 148, rep.
Midwifery Act, 1991 .....	...	1991, c. 31	
(Loi de 1991 sur les sages-femmes)			
Milk Act	266		1981, c. 18 & c. 56; 1984, c. 25; 1988, c. 13, s. 3; 1991, c. 53, s. 2.
Mineral Emblem Act	267		

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Mining Act	268		1988,c. 48; 1989,c. 23,s. 77, c. 46,s. 28,c. 62 & c. 72, s. 74.
Mining Tax Act	269		1987,c. 11; 1988,c. 43; 1989, c. 72,ss. 80,86; 1990,c. 3.
Ministry of Agriculture and Food Act	270		1982,c. 54; 1988,c. 13,s. 1.
Ministry of Agriculture and Food Statute Law Amendment Act, 1988 .....	...	1988,c. 13	
Ministry of the Attorney General Act	271		
Ministry of Citizenship and Culture Act, 1982 .....	...	1982,c. 6	
Ministry of Colleges and Universities Act	272		1987,c. 33,s. 228; 1988,c. 11.
Ministry of Community and Social Services Act	273		1981,c. 39; 1984,c. 55,s. 220; 1989,c. 72,s. 20.
Ministry of Consumer and Commercial Relations Act	274		1981,c. 57; 1984,c. 5.
Ministry of Correctional Services Act	275		1984,c. 55,s. 221 & c. 66.
Ministry of Culture and Recreation Act	276		1982,c. 6,s. 15,rep.
(See/Voir Ministry of Citizenship and Culture Act, 1982 & Ministry of Tourism and Recreation Act, 1982)			
Ministry of Energy Act	277		1984,c. 15.
Ministry of the Environment Act	278		
Ministry of Government Services Act	279		1983,c. 35; 1990,c. 4,s. 3.
Ministry of Health Act	280		
Ministry of Housing Act	281		1981,c. 19,s. 16,rep.
(See/Voir Ministry of Municipal Affairs and Housing Act, 1981)			
Ministry of Industry and Tourism Act	282		1982,c. 31,s. 16,rep.
(See/Voir Ministry of Industry and Trade Act, 1982 & Ministry of Tourism and Recreation Act, 1982)			
Ministry of Industry and Trade Act, 1982 .....	...	1982,c. 31	1989,c. 72,s. 42.
Ministry of Intergovernmental Affairs Act	283		1981,c. 19,s. 15.
Ministry of Labour Act	284		1989,c. 72,ss. 46,48.
Ministry of Municipal Affairs and Housing Act, 1981 .....	...	1981,c. 19	1984,c. 45,s. 17.
Ministry of Natural Resources Act	285		
Ministry of Northern Affairs Act	286		
Ministry of Revenue Act	287		1988,c. 4.
Ministry of the Solicitor General Act	288		
Ministry of Tourism and Recreation Act, 1982 .....	...	1982,c. 7	1989,c. 72,s. 90.
Ministry of Transportation and Communications Act	289		
Ministry of Transportation and Communications Creditors Payment Act	290		1989,c. 88,rep.
Ministry of Transportation and Communications Creditors Payment Repeal Act, 1989 .....	...	1989,c. 88	
Ministry of Treasury and Economics Act	291		
Minors Act	292		1982,c. 20,s. 4,rep.
Minors' Protection Act	293		1989,c. 72,s. 13.
Mobility Rights Statute Law Amendment Act, 1985 .....	...	1985,c. 5	
Moosonee Development Area Board Act	294		
Mortgage Brokers Act	295		1989,c. 72,s. 36.
Mortgages Act	296		1981,c. 66,Sched.; 1984,c. 11, s. 196 & c. 32,s. 20; 1989,c. 72,s. 18; 1991,c. 6.
Mortmain and Charitable Uses Act	297		1982,c. 12,s. 1,rep.
(See/Voir R.S.O.1980,c. 65)			
Motor Vehicle Accident Claims Act	298		1981,c. 66,Sched.; 1983,c. 12; 1990,c. 2,s. 86.
Motor Vehicle Dealers Act	299		1983,c. 31; 1989,c. 72,s. 26.
Motor Vehicle Fuel Tax Act	300		1981,c. 12 & c. 59, s. 32,rep.
(See/Voir Fuel Tax Act, 1981)			

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Motor Vehicle Repair Act, 1988 .....	...	1988, c. 38	
Motorized Snow Vehicles Act	301		1981, c. 42; 1982, c. 13; 1986, c. 64, s. 36; 1989, c. 72, ss. 92, 94; 1990, c. 2, s. 87.
Municipal Act	302		1981, c. 47, s. 23 & c. 70, s. 23; 1982, c. 24, c. 40, s. 4 & c. 50; 1983, c. 5, s. 1, c. 8, s. 16 & c. 41; 1984, c. 45, s. 18, c. 48, s. 20, c. 55, s. 222 & c. 56, s. 23; 1986, c. 14, c. 24, c. 47, s. 14 & c. 64, s. 37; 1987, c. 10, ss. 1-36 & c. 17, ss. 1, 2; 1988, c. 31, ss. 1-16 & c. 33, ss. 13, 14; 1989, c. 11, ss. 1-11, c. 43, c. 54, s. 43, c. 56, s. 29, c. 64, s. 4, c. 65, s. 43, c. 72, ss. 52, 71 & c. 84, ss. 1-7; 1990, c. 4, s. 2 & c. 28, s. 101; 1991, c. 11, s. 5, c. 15, ss. 1-5, & c. 54, s. 9. 1984, c. 48, s. 19; 1989, c. 72, s. 53; 1991, c. 15, ss. 94, 95.
Municipal Affairs Act	303		
Municipal and School Board Payments Adjustment Act, 1989 .....	...	1989, c. 9	
Municipal Arbitrations Act	304		1984, c. 11, s. 197.
Municipal Boundary Negotiations Act, 1981 .....	...	1981, c. 70	1982, c. 33; 1991, c. 15, s. 96.
Municipal Conflict of Interest Act	305		1983, c. 8, rep.
Municipal Conflict of Interest Act, 1983 .....	...	1983, c. 8	1986, c. 64, s. 38; 1988, c. 31, s. 17.
Municipal Corporations Quieting Orders Act	306		
Municipal Elderly Resident's Assistance Act	307		1986, c. 64, s. 39.
Municipal Elections Act	308		1981, c. 47, s. 24; 1982, c. 2 & c. 37; 1985, c. 4 & c. 7; 1986, c. 29, s. 12 & c. 64, s. 40; 1987, c. 10, s. 38 & c. 12, s. 11; 1988, c. 20, ss. 1-16, c. 33, ss. 1-12 & c. 47, s. 82; 1989, c. 56, s. 30 & c. 72, s. 71; 1990, c. 28, ss. 1-100; 1991, c. 3, ss. 6, 7 & c. 15, s. 97.
Municipal Elections Statute Law Amendment Act, 1988 ..	...	1988, c. 20 & c. 33	
Municipal Extra-Territorial Tax Act, 1988 .....	...	1988, c. 56	
Municipal Franchises Act	309		
Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1989 .....	...	1989, c. 63	
(Loi de 1989 sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée)			
Municipal Freedom of Information Statute Law Amendment Act, 1989 .....	...	1989, c. 64	
Municipal Health Services Act	310		1986, c. 64, s. 41.
Municipal Interest and Discount Rates Act, 1981 .....	...	1981, c. 26	1982, c. 44, rep.
Municipal Interest and Discount Rates Act, 1982 .....	...	1982, c. 44	
Municipal Payments in Lieu of Taxes Statute Law Amendment Act, 1984 .....	...	1984, c. 45	
Municipal Private Acts Repeal Act, 1983 .....	...	1983, c. 73	
Municipal Private Acts Repeal Act, 1989 .....	...	1989, c. 6	
Municipal Statute Law Amendment Act, 1987 .....	...	1987, c. 10 & c. 17	
Municipal Statute Law Amendment Act, 1988 .....	...	1988, c. 31	

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Municipal Statute Law Amendment Act, 1989 .....	...	1989,c. 11 & c. 84	
Municipal Tax Assistance Act	311		1984,c. 45,s. 1.
Municipal Tax Sales Act, 1984 .....	...	1984,c. 48	
Municipal Unemployment Relief Act	312		
Municipal Works Assistance Act	313		
Municipality of Metropolitan Toronto Act	314		1981,c. 73; 1982,c. 29; 1983, c. 5,ss. 14,15, c. 9, c. 14, c. 39 & c. 56,s. 10; 1984, c. 10, c. 18 & c. 57,s. 44; 1985,c. 2; 1986,c. 21,s. 6, c. 29,s. 13;c. 50,c. 55 & c. 64, s. 42; 1987,c. 10,s. 39; 1988, c. 12,c. 19,c. 27,s. 29, c. 31, s. 19 & c. 70; 1989, c. 1,s. 30, c. 11,s. 13,c.56, s. 31,c. 72, s. 54,c. 78 & c. 84,s. 9; 1990,c. 10,s.138 & c. 28,s. 103; 1991,c. 15, ss. 15-20.
N			
Negligence Act	315		1984,c. 11,s. 198.
Niagara Escarpment Planning and Development Act	316		1981,c. 19,s. 14; 1989,c. 72, s. 55.
Niagara Parks Act	317		1983,c. 38; 1984,c. 45,s. 3; 1989,c. 17,s. 36 & c. 72, s. 90.
Non-resident Agricultural Land Interests Registration Act	318		1986,c. 64,s. 43.
Northern Ontario Heritage Fund Act, 1988 (Loi de 1988 sur le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario) .....	...	1988,c. 25	
North Pickering Development Corporation Act, 1974 .....	...	1974,c. 124	1989,c. 71,s. 4.
Notaries Act	319		1989,s. 72,s. 14 & c. 80.
Nursing Act, 1991 .....	...	1991,c. 32	
(Loi de 1991 sur les infirmières et infirmiers)			
Nursing Homes Act	320		1984,c. 55,s. 223; 1987,c. 20.
O			
Occupational Health and Safety Act	321		1984,c. 55,s. 224; 1986, c. 64,s. 44; 1987,c. 29; 1988,c. 58; 1990,c. 7, ss. 1-38.
Occupational Health and Safety Statute Law Amendment Act, 1990 .....	...	1990,c. 7	
Occupational Therapy Act, 1991 .....	...	1991,c. 33	
(Loi de 1991 sur les ergothérapeutes)			
Occupiers' Liability Act	322		
Official Notices Publication Act	323		
Off-Road Vehicles Act, 1983 .....	...	1983,c. 53	1984,c. 44; 1986,c. 54; 1989, c. 72,s. 94.
Oleomargarine Act	324		1986,c. 65; 1989,c. 72,s. 6.
Ombudsman Act	325		1984,c. 6 & c. 55,s. 225.
One Day's Rest in Seven Act	326		1989,c. 72,s. 48.
Ontario Agricultural Museum Act	327		
Ontario Automobile Insurance Board Act, 1988 .....	...	1988,c. 18	1990,c. 2,s. 88,rep.
Ontario Deposit Insurance Corporation Act	328		1985,c. 5,s. 6.
Ontario Dietetic Association Act, 1958 .....	...	1958,c. 147	1991,c. 18,s. 48,rep.
Ontario Drug Benefit Act, 1986 .....	...	1986,c. 27	1989,c. 72,s. 40.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Ontario Economic Council Act	329		
Ontario Education Capital Aid Corporation Act	330		1985, c. 14, s. 6, rep.
Ontario Educational Communications Authority Act	331		
Ontario Energy Board Act	332		1986, c. 64, s. 45; 1988, c. 71, s. 20.
Ontario Energy Corporation Act	333		1989, c. 72, s. 6; 1990, c. 6.
Ontario Food Terminal Act	334		
Ontario Geographic Names Board Act	335		1981, c. 44; 1989, c. 72, ss. 81, 86.
Ontario Guaranteed Annual Income Act	336		1989, c. 72, s. 28.
Ontario Heritage Act	337		1988, c. 63.
Ontario Highway Transport Board Act	338		1988, c. 73, s. 10; 1989, c. 72, ss. 82, 86; 1990, c. 9.
Ontario Home Ownership Savings Plan Act, 1988 .....	...	1988, c. 35	
Ontario Housing Corporation Act	339		
Ontario Human Rights Code	340		1981, c. 53, s. 48, rep.
(<i>See/Voir</i> Human Rights Code, 1981)			
Ontario Institute for Studies in Education Act	341		
Ontario Land Corporation Act	342		1989, c. 71, s. 5.
Ontario Law Reform Commission Act	343		
Ontario Loan Act, 1981 .....	...	1981, c. 10	
Ontario Loan Act, 1982 .....	...	1982, c. 16	
Ontario Loan Act, 1983 .....	...	1983, c. 28	
Ontario Loan Act, 1984 .....	...	1984, c. 33	
Ontario Loan Act, 1986 .....	...	1986, c. 2 & c. 18	
Ontario Loan Act, 1988 .....	...	1988, c. 1 & c. 26	
Ontario Loan Act, 1989 .....	...	1989, c. 35	
Ontario Loan Act, 1990 .....	...	1990, c. 21	
(<i>Loi de 1990 sur les emprunts de l'Ontario</i>)			
Ontario Loan Act, 1991 .....	...	1991, c. 8	
(<i>Loi de 1991 sur les emprunts de l'Ontario</i>)			
Ontario Lottery Corporation Act	344		1989, c. 90; 1990, c. 11.
Ontario Medical Association Dues Act, 1991 .....	...	1991, c. 51	
(<i>Loi de 1991 sur les cotisations de l'Ontario Medical Association</i>)			
Ontario Mental Health Foundation Act	345		
Ontario Mineral Exploration Program Act	346		1986, c. 64, s. 46; 1989, c. 40, s. 16, rep.
Ontario Mineral Exploration Program Act, 1989 .....	...	1989, c. 40	
Ontario Municipal Board Act	347		1982, c. 40, s. 6; 1984, c. 11, s. 199; 1989, c. 32.
Ontario Municipal Employees Retirement System Act	348		1986, c. 4, s. 72; 1991, c. 54, ss. 1-8.
Ontario Municipal Improvement Corporation Act	349		1989, c. 57.
Ontario New Home Warranties Plan Act	350		1989, c. 72, s. 26.
Ontario Northland Transportation Commission Act	351		
Ontario Pensioners Property Tax Assistance Act	352		1981, c. 14 & c. 45; 1984, c. 16; 1986, c. 64, s. 47; 1989, c. 72, s. 83.
Ontario Place Corporation Act	353		
Ontario Planning and Development Act	354		
Ontario School Trustees' Council Act	355		
Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act	356		
Ontario Telephone Development Corporation Act	357		
Ontario Transportation Development Corporation Act	358		
Ontario Unconditional Grants Act	359		1981, c. 9; 1982, c. 14; 1984, c. 23 & c. 52; 1988, c. 6; 1991, c. 11, s. 4.
Ontario Universities Capital Aid Corporation Act	360		1985, c. 14, s. 6, rep.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Ontario Waste Management Corporation Act, 1981 .....	...	1981, c. 21	
Ontario Water Resources Act	361		1981, c. 50; 1983, c. 51; 1986, c. 68, ss. 18-42; 1988, c. 54, ss. 51-88 & c. 71, s. 21; 1989, c. 72, s. 32; 1990, c. 18, ss. 5-8, 15-17, 33-38. 1986, c. 64, s. 48. 1982, c. 42; 1988, c. 10. 1986, c. 64, s. 49; 1989, c. 72, s. 40; 1991, c. 18, s. 45, rep.
Ontario Youth Employment Act	362		
Operating Engineers Act	363		
Ophthalmic Dispensers Act	364		
Opticianry Act, 1991 .....	...	1991, c. 34	
(Loi de 1991 sur les opticiens)			
Opticiens, Loi de 1991 sur les .....	...	1991, c. 34	
(Opticianry Act, 1991)			
Optométristes, Loi de 1991 sur les .....	...	1991, c. 35	
(Optometry Act, 1991)			
Optometry Act, 1991 .....	...	1991, c. 35	
(Loi de 1991 sur les optométristes)			
Ottawa-Carleton French-Language School Board Act, 1988 .....	...	1988, c. 47	1989, c. 66; 1990, c. 25.
(Loi de 1988 sur le Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton)			
Ottawa Congress Centre Act, 1988 .....	...	1988, c. 53	
(Loi de 1988 sur le Centre des congrès d'Ottawa)			
Ottawa (City of) Road Closing and Conveyance Validation Act, 1981 .....	...	1981, c. 52	
Oxford (County of) Act	365		1982, c. 25; 1983, c. 5, s. 13 & c. 66; 1984, c. 45, s. 15; 1987, c. 9; 1988, c. 27, s. 37 & c. 31, s. 20; 1989, c. 11, s. 14, c. 56, s. 32, c. 64, s. 1 & c. 72, s. 49; 1990, c. 28, s. 104; 1991, c. 15, ss. 21-26.
P			
Paperback and Periodical Distributors Act	366		1989, c. 72, s. 26.
Parks Assistance Act	367		
Parkway Belt Planning and Development Act	368		
Partition Act	369		1981, c. 66, Sched.; 1984, c. 11, s. 200. 1986, c. 64, s. 50. 1990, c. 5, s. 12, rep.
Partnerships Act	370		
Partnerships Registration Act	371		
(See/Voir Business Names Act, 1990)			
Pawnbrokers Act	372		1986, c. 64, s. 51; 1989, c. 72, s. 18. 1989, c. 72, s. 48.
Pay Equity Act, 1987 .....	...	1987, c. 34	
(Loi de 1987 sur l'équité salariale)			
Pension Benefits Act	373		1983, c. 2; 1986, c. 4, s. 73; 1987, c. 35, s. 117, rep.
Pension Benefits Act, 1987 .....	...	1987, c. 35	
Perpetuities Act	374		1986, c. 64, s. 52. 1981, c. 2 & c. 58; 1989, c. 16, s. 84, rep. 1991, c. 44, s. 7. 1981, c. 51; 1986, c. 68, ss. 43-50; 1988, c. 54, ss. 89-102; 1989, c. 72, s. 32.
Personal Property Security Act	375		
Personal Property Security Act, 1989 .....	...	1989, c. 16	
Pesticides Act	376		
Petroleum Resources Act	377		
Pharmaciens, Loi de 1991 sur les .....	...	1991, c. 36	
(Pharmacy Act, 1991)			

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Pharmacy Act, 1991 (Loi de 1991 sur les pharmaciens)	...	1991,c. 36	
Physiothérapeutes, Loi de 1991 sur les (Physiotherapy Act, 1991)	...	1991,c. 37	
Physiotherapy Act, 1991 (Loi de 1991 sur les physiothérapeutes)	...	1991,c. 37	
Pits and Quarries Control Act (See/Voir Aggregate Resources Act, 1989)	378		1988,c. 55; 1989,c. 23,s. 77, rep.
Placements sud-africains détenus en fiducie, Loi de 1988 sur les (South African Trust Investments Act, 1988)	...	1988,c. 59	
Planning Act	379		1981,c. 15; 1983,c. 1,rep.
Planning Act, 1983	...	1983,c. 1	1983,c. 82; 1984,c. 32,s. 21; 1985,c. 16; 1989,c. 5 & c. 72,ss. 56, 71; 1991,c. 9, s. 1 & c. 15,ss. 98,99.
Planning Statute Law Amendment Act, 1983	...	1983,c. 5	
Plant Diseases Act	380		1989,c. 72,s. 3.
Podologues, Loi de 1991 sur les (Chiropody Act, 1991)	...	1991,c. 20	
Police Act (See/Voir Court Security Act & Police Services Act, 1990)	381		1981,c. 55; 1983,c. 57; 1984, c. 11,s. 201; 1986,c. 64,s. 53; 1989,c. 24,s. 1; 1990,c. 10, s. 148,rep.
Police Services Act, 1990	...	1990,c. 10	1991,c. 12.
Police and Sheriffs Statute Law Amendment Act, 1989	...	1989,c. 24	
Policy and Priorities Board of Cabinet Act	382		
Pounds Act	383		1989,c. 72,s. 6.
Power Corporation Act	384		1981,c. 16 & c. 41; 1983, c. 15; 1989,c. 36 & c. 53.
Power Corporation Insurance Act	385		
Powers of Attorney Act	386		1983,c. 74; 1986,c. 49 & c. 64,s. 54.
Prearranged Funeral Services Act (See/Voir Funeral Directors and Establishments Act, 1989)	387		1989,c. 49,s. 53, rep.
Prepaid Hospital and Medical Services Act	388		1989,c. 72,s. 35; 1990,c. 2, s. 89.
Prepaid Services Act, 1988	...	1988,c. 39	
Prescription Drug Cost Regulation Act, 1986	...	1986,c. 28	1989,c. 72,s. 40.
Private Hospitals Act	389		1984,c. 55,s. 226; 1989,c. 72, s. 40.
Private Investigators and Security Guards Act	390		1986,c. 64,s. 55; 1989,c. 72, s. 89.
Private Sanitaria Act	391		1984,c. 11,s. 202; 1986, c. 64,s. 56,rep.
Private Vocational Schools Act	392		
Proceedings Against the Crown Act	393		1983,c. 88,s. 1; 1984,c. 11, s. 203; 1985,c. 6,s. 16; 1988,c. 29.
Professional Engineers Act	394		1984,c. 13,rep.
Professional Engineers Act, 1984	...	1984,c. 13	1989,c. 72,s. 18.
Professions de la santé réglementées, Loi de 1991 sur les (Regulated Health Professions Act, 1991)	...	1991,c. 18	
Projet d'aide financière aux intervenants, Loi de 1988 sur le (Intervenor Funding Project Act, 1988)	...	1988,c. 71	
Property and Civil Rights Act	395		
Provincial Auctioneers Act	396		
Provincial Court (Civil Division) Act (See/Voir Courts of Justice Act, 1984)	397		1982,c. 58; 1984,c. 11,s. 205, rep.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Provincial Courts Act (<i>See/Voir</i> Courts of Justice Act, 1984)	398		1982,c. 22; 1983,c. 18, c. 78, s. 2, c. 80,s. 2 & c. 85; 1984, c. 19,s. 11 (1) & c. 11,s. 204, rep.
Provincial Judges and Masters Statute Law Amendment Act, 1983 .....	...	1983,c. 78	
Provincial Land Tax Act	399		1982,c. 18; 1989,c. 56,s. 33 & c. 72,s. 86.
Provincial Offences Act	400		1983,c. 80,s. 1 & c. 87; 1984,c. 11,s. 206; 1986,c. 42; 1989,c. 25,s. 1,c. 56,s. 34 & c. 72,s. 18.
Provincial Offences Statute Law Amendment Act, 1983 ..	...	1983,c. 80	
Provincial Offences and Highway Traffic Amendment Act, 1989 .....	...	1989,c. 25	
Provincial Parks Act	401		1984,c. 45,s. 2; 1989,c. 72, s. 73.
Provincial Parks Municipal Tax Assistance Act	402		1984,c. 45,s. 19,rep.
Provincial Penalties Adjustment Act, 1989 .....	...	1989,c. 72	
Provincial Schools Negotiations Act	403		
Psychologists Registration Act	404		1988,c. 74; 1989,c. 72,s. 40; 1991,c. 18,s. 45,rep.
Psychologues, Loi de 1991 sur les .....	...	1991,c. 38	
(Psychology Act, 1991)			
Psychology Act, 1991 .....	...	1991,c. 38	
(Loi de 1991 sur les psychologues)			
Public Accountancy Act	405		1989,c. 72,s. 15.
Public Authorities Protection Act	406		1989,c. 46,s. 29.
Public Commercial Vehicles Act	407		1981,c. 71; 1983,c. 79; 1984, c. 20; 1986,c. 11; 1988,c. 64, s. 43,rep.
(<i>See/Voir</i> Truck Transportation Act, 1988)			1989,c. 72,s. 16.
Public Halls Act	408		
Public Health Act (<i>See/Voir</i> Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act & Health Protection and Promotion Act, 1983)			
Public Hospitals Act	410		1981,c. 25; 1989,c. 72,s. 40.
Public Inquiries Act	411		
Public Institutions Inspection Act	412		1989,c. 72,s. 18.
Public Lands Act	413		1986,c. 64,s. 57; 1988,c. 50.
Public Libraries Act	414		1984,c. 57,rep.
Public Libraries Act, 1984 .....	...	1984,c. 57	
Public Officers Act	415		1986,c. 64,s. 58.
Public Officers' Fees Act	416		1984,c. 11,s. 207,rep.
Public Parks Act	417		1989,c. 72,s. 57.
Public Sector Prices and Compensation Review Act, 1983 ..	...	1983,c. 70	1987,c. 2,s. 1,rep.
Public Service Act	418		1983,c. 88,s. 2; 1986,c. 64, s. 59; 1987,c. 25,s. 69.
Public Service Pension Act, 1989 .....	...	1989,c. 73	
Public Service Superannuation Act	419		1981,c. 66,Sched.; 1983,c. 44 & c. 78,s. 3; 1984,c. 22; 1986,c. 4,s. 74,c. 12 & c. 64,s. 60; 1989,c. 73, s. 17,rep.
(<i>See/Voir</i> Public Service Pension Act, 1989)			
Public Service Works on Highways Act	420		
Public Transportation and Highway Improvement Act	421		1981,c. 68; 1983,c. 8,s. 19; 1988,c. 24; 1989,c. 72,ss. 93, 94.
Public Trustee Act	422		
Public Utilities Act	423		1981,c. 16,s. 9; 1982,c. 45; 1989,c. 72,s. 58; 1991,c. 15, s. 100.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Public Utilities Corporations Act	424		
Public Vehicles Act	425		
Public Works Protection Act	426		1983,c. 62; 1989,c. 72,s. 94. 1989,c. 72,s. 89.
Q			
Quieting Titles Act	427		1984,c. 11,s. 208,rep.
R			
Race Tracks Tax Act	428		1981,c. 5; 1988,c. 2, s. 15,rep.
Race Tracks Tax Act, 1988 .....	...	1988,c. 2	1989,c. 72,s. 86.
Racing Commission Act	429		1981,c. 33.
Radiological Technicians Act	430		1989,c. 72,s. 39; 1991, c. 18,s. 45,rep.
Railways Act .....	...	R.S.O. 1950, c. 331	1986,c. 64,s. 61.
Real Estate and Business Brokers Act	431		1989,c. 72,s. 26.
Real Property (<i>An Act Respecting</i>) .....	...	R.S.O. 1897, c. 330	1982,c. 12,s. 2.
Reciprocal Enforcement of Judgments Act	432		1984,c. 11,s. 209.
Reciprocal Enforcement of Judgments (<i>U.K.</i>) Act, 1984 .....	...	1984,c. 24	
Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act	433		1982,c. 9,rep.
Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, 1982 Refonte des lois, Loi de 1989 sur la .....	...	1982,c. 9 1989,c. 81	
(Statutes Revision Act, 1989)	...		
Refonte des règlements, Loi de 1989 sur la .....	...	1989,c. 82	
(Regulations Revision Act, 1989)	...		
Régime des obligations alimentaires envers la famille, Loi de 1985 sur le .....	...	1985,c. 6	1991,c. 5,s. 1-13.
(Family Support Plan Act, 1985)	...		
(Formerly/ <i>Anciennement</i> Exécution d'ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, Loi de 1985 sur l')	...		
Regional and Metropolitan Municipalities Amendment Act, 1983 .....	...	1983,c. 56	
Regional Municipalities Amendment Act, 1982 .....	...	1982,c. 26 & c. 49	
Regional Municipalities Amendment Act, 1983 .....	...	1983,c. 72	
Regional Municipalities Amendment Act, 1986 .....	...	1986,c. 46	
Regional Municipalities Amendment Act, 1987 .....	...	1987,c. 22	
Regional Municipality of Durham Act	434		1982,c. 26,ss. 81-89 & c. 49, ss. 1-3; 1983,c. 5,s. 10, c. 56, s. 1 & c. 72,ss. 1-7; 1984, c. 45,s. 6; 1986,c. 46, s. 1; 1987,c. 22,s. 1; 1988, c. 27,s. 30 & c. 31, s. 21; 1989, c. 11,s. 15, c. 56, s. 35,c. 64,s. 5, c. 72,s. 59 & c. 84,s. 10; 1990,c. 10, s. 139 & c. 28, s. 105; 1991, c. 15,ss. 27-33.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act	435		1982,c. 26,ss. 90-98 & c. 49,ss. 4 & 5; 1983,c. 5, s. 11,c. 56,s. 2 & c. 72, ss. 8-13; 1984,c. 45,s. 7 & c. 46; 1986,c. 46,s. 2; 1987,c. 16 & c. 22,s. 2; 1988,c. 31,s. 22; 1989,c. 11, s. 16,c. 56,s. 36,c. 64,s. 6, c. 65,s. 44,c. 72,s. 60 & c. 84,s. 11; 1990,c. 10,s. 140 & c. 28,s. 106; 1991,c. 15, ss. 34-39.
Regional Municipality of Halton Act	436		1981,c. 66,Sched.; 1982,c. 26, ss. 63-71 & c. 49,ss. 6-9; 1983,c. 5, s. 8, c. 56,s. 3 & c. 72, ss. 14-19; 1984,c. 45,s. 8; 1986,c. 46,s. 3; 1987,c. 22, s. 3; 1988,c. 27,s. 31 & c. 31, s. 23; 1989,c. 11, s. 17, c. 56, s. 37,c. 64, s. 7,c. 72, s. 61 & c. 84,s. 12; 1990, c. 10, s. 141 & c. 28,s. 107; 1991, c. 15,ss. 40-45.
Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act	437		1982,c. 26,ss. 72-80 & c. 49, ss. 10 & 11; 1983,c. 5,s. 9, c. 13, c. 56,s. 4 & c. 72, ss. 20-25; 1984,c. 45,s. 9; 1985,c. 10; 1986,c. 46,s. 4; 1987,c. 12,ss. 1-10 & c. 22, s. 4; 1988,c. 27,s. 32 & c. 31, s. 24; 1989,c. 11,s. 18,c. 56, s. 38,c. 64,s. 8,c. 72,s. 62 & c. 84,s. 13; 1990,c. 10,s. 142 & c. 28,s. 108; 1991,c. 15, ss. 46-53.
Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Statute Law Amendment Act, 1987 . . . . .	...	1987,c. 12	
Regional Municipality of Niagara Act	438		1982,c. 26,ss. 15-25 & c. 49, ss. 12-14; 1983,c. 5,s. 3, c. 56,s. 5 & c. 72,ss. 26-32; 1986,c. 46,s. 5; 1987,c. 10, s. 40 & c. 22,s. 5; 1988,c. 31, s. 25; 1989,c. 11,s. 19,c. 56, s. 39,c. 64,s. 9,c. 72,s. 63 & c. 84,s. 14; 1990,c. 10,s. 143 & c. 28,s. 109; 1991,c. 15, ss. 54-59.
Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act	439		1982,c. 26,ss. 1-14 & c. 49, ss. 15-21; 1983,c. 5,s. 2 & c. 72,ss. 33-36; 1984,c. 45, s. 10; 1986,c. 21,s. 5 & c. 46,s. 6; 1987,c. 22,s. 6; 1988, c. 27,s. 33, c. 31,s. 26 & c. 53;s. 16; 1989,c. 11,s. 20, c. 56,s. 40,c. 64,s. 10,c. 72, s. 64 & c. 84,s. 15; 1990, c. 28,s. 110; 1991,c. 3,ss. 1-5, 7 & c. 15,ss. 60-66.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Regional Municipality of Peel Act	440		1982,c. 26,ss. 54-62 & c. 49, ss. 22 & 23; 1983,c. 5, s. 7, c. 56,s. 6 & c. 72, ss. 37-42; 1984,c. 45,s. 11; 1986,c. 46,s. 7; 1987,c. 22, s. 7; 1988,c. 27,s. 34 & c. 31,s. 27; 1989,c. 11,s. 21, c. 56,s. 41,c. 64,s. 11,c. 72, s. 65 & c. 84,s. 16; 1990, c. 10,s. 144 & c. 28,s. 111; 1991,c. 15,ss. 67-72.
Regional Municipality of Sudbury Act	441		1982,c. 26,ss. 45-53 & c. 49,ss. 24, 25; 1983,c. 5, s. 5,c. 56,s. 7 & c. 72, ss. 43-50; 1984,c. 45,s. 12 & c. 47; 1986,c. 19,s. 1 & c. 46,s. 8; 1987,c. 10,s. 41 & c. 22,s. 8; 1988,c. 27, s. 35 & c. 31,s. 28; 1989, c. 11,s. 22,c. 12,c. 56,s. 42, c. 64,s. 12,c. 65,s. 45,c. 72, s. 66 & c. 84,s. 17; 1990, c. 10,s. 145 & c. 28,s. 112; 1991, c. 15,ss. 73-78.
Regional Municipality of Sudbury Statute Law Amendment Act, 1986 .....	...	1986,c. 19	
Regional Municipality of Waterloo Act	442		1982,c. 26,ss. 35-44 & c. 49, ss. 26-29; 1983,c. 4, c. 5,s. 6, c. 56,s. 8 & c. 72, ss. 51-55; 1984,c. 45,s. 13; 1986,c. 46,s. 9; 1987,c. 22, s. 9; 1988,c. 23,ss. 1-5,c. 27, s. 36 & c. 31,s. 29; 1989, c. 11,s. 23,c. 56,s. 43,c. 64, s. 13,c. 65,s. 46,c. 72,s. 67 & c. 84,s. 18; 1990,c. 10, s. 146 & c. 28,s. 113; 1991, c. 15,ss. 79-84.
Regional Municipality of Waterloo Statute Law Amendment Act, 1988 .....	...	1988,c. 23	
Regional Municipality of York Act	443		1982,c. 26,ss. 26-34 & c. 49, ss. 30-32; 1983,c. 5,s. 4, c. 56, s. 9 & c. 72,ss. 56-61; 1986,c. 46,s. 10; 1987,c. 22, s. 10; 1988,c. 31,s. 30; 1989, c. 11,s. 24,c. 56,s. 44,c. 64, s. 14,c. 72,s. 68 & c. 84, s. 19; 1990,c. 10,s. 147 & c. 28,s. 114; 1991,c. 15, ss. 85-90.
Registered Insurance Brokers Act	444		1989,c. 72,s. 36; 1990,c. 2, s. 90.
Registry Act	445		1981,c. 17; 1982,c. 46; 1984, c. 32,s. 22; 1986,c. 62; 1990,c. 4,s. 1.
Regulated Health Professions Act, 1991 (Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées) .....	...	1991,c. 18	
Regulations Act	446		
Regulations Revision Act, 1989 (Loi de 1989 sur la refonte des règlements) .....	...	1989,c. 82	
Religious Freedom Act	447		

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Religious Organizations' Lands Act	448		
Rental Housing Protection Act, 1986 .....	...	1986, c. 26	1988, c. 22; 1989, c. 31, ss. 24, 26; 1986, c. 26, s. 13, rep.
Rental Housing Protection Act, 1989 .....	...	1989, c. 31	
Repair and Storage Liens Act, 1989 .....	...	1989, c. 17	
Replevin Act	449		1984, c. 11, s. 210, rep.
Representation Act	450		1986, c. 30, rep.
Representation Act, 1986 .....	...	1986, c. 30	1990, c. 1; 1991, c. 2.
Research Foundation Act	451		
Residential Complex Sales Representation Act, 1983 .....	...	1983, c. 67	
Residential Complexes Financing Costs Restraint Act, 1982 .....	...	1982, c. 59	1983, c. 69; 1984, c. 65; 1985, c. 15, s. 4; 1986, c. 63, s. 128.
Residential Rent Regulation Act, 1986 .....	...	1986, c. 63	1989, c. 72, s. 41; 1991, c. 4.
Residential Tenancies Act	452		1981, c. 66, Sched.; 1985, c. 15; 1986, c. 63, ss. 126, 127.
Respiratory Therapy Act, 1991 .....	...	1991, c. 39	
(Loi de 1991 sur les inhalothérapeutes)			
Retail Business Holidays Act	453		1986, c. 64, s. 62; 1987, c. 36; 1989, c. 3; 1991, c. 43, s. 1.
Retail Sales Tax Act	454		1981, c. 38; 1982, c. 36; 1983, c. 27, c. 48 & c. 81; 1986, c. 1 & c. 66; 1987, c. 26; 1989, c. 15, c. 38, c. 56, s. 45 & c. 72, s. 86; 1990, c. 20.
Revised Statutes Amendment Act, 1981 .....	...	1981, c. 66	
Revised Statutes Confirmation Act, 1981 .....	...	1981, c. 65	
Rideau Centre Mortgage Financing Act, 1982 .....	...	1982, c. 35	
Riding Horse Establishments Act	455		1989, c. 72, s. 6.
Rights of Labour Act	456		
Road Access Act	457		1989, c. 7 & c. 72, s. 69.
Royal Ontario Museum Act	458		
Rural Housing Assistance Act	459		
Rural Hydro-Electric Distribution Act	460		
Rural Power District Loans Act	461		
Ryerson Polytechnical Institute Act, 1977 .....	...	1977, c. 47	1989, c. 13.
S			
Sages-femmes, Loi de 1991 sur les .....	...	1991, c. 31	
(Midwifery Act, 1991)			
Sale of Goods Act	462		1984, c. 11, s. 211.
Sanatoria for Consumptives Act	463		1983, c. 10, s. 111 (3), rep.
Sarnia-Lambton Act, 1989 .....	...	1989, c. 41	1991, c. 15, s. 101.
School Boards and Teachers Collective Negotiations Act	464		1989, c. 72, s. 31.
School Trust Conveyances Act	465		
Science North Act, 1986 .....	...	1986, c. 5	1989, c. 72, s. 29.
Securities Act	466		1984, c. 59; 1985, c. 5, s. 7; 1986, c. 64, s. 63; 1987, c. 7 & c. 33, s. 229.
Seed Potatoes Act	467		1989, c. 72, s. 4.
Sentences arbitrales étrangères, Loi de 1986 sur les .....	...	1986, c. 25	1988, c. 30, s. 14, rep.
(Foreign Arbitral Awards Act, 1986)			
Services en français, Loi de 1986 sur les .....	...	1986, c. 45	
(French Language Services Act, 1986)			
Settled Estates Act	468		1986, c. 64, s. 64.
Settlers' Pulpwood Protection Act	469		
Sheep and Wool Marketing Act, 1981 .....	...	1981, c. 32	1989, c. 72, s. 6.
Sheriffs Act	470		1984, c. 11, s. 212; 1989, c. 24, s. 2 & c. 56, s. 46, rep.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Shoreline Property Assistance Act	471		1983,c. 8,s. 18; 1986,c. 22.
Short Forms of Conveyances Act	472		1984,c. 32,s. 23.
Short Forms of Leases Act	473		
Short Forms of Mortgages Act	474		1984,c. 32,s. 24.
Small Business Development Corporations Act	475		1981,c. 35; 1983,c. 26; 1984, c. 30; 1986,c. 3 & c. 38; 1989,c. 72,s. 84.
Small Claims Courts Act	476		1981,c. 66,Sched.; 1983,c. 22; 1984,c. 11,s. 213,rep.
(See/Voir Courts of Justice Act, 1984)			
Smoking in the Workplace Act, 1989 .....	...	1989,c. 48	
Snow Roads and Fences Act	477		1989,c. 72,s. 70.
Solicitors Act	478		1983,c. 21; 1984,c. 11,s. 214; 1990,c. 8,s. 13.
South African Trust Investments Act, 1988 .....	...	1988,c. 59	
(Loi de 1988 sur les placements sud-africains détenus en fiducie)			
South Dumfries (Township of) Act, 1989 .....	...	1989,c. 51	
Spruce Pulpwood Exportation Act	479		
Statistics Act	480		
Statute of Frauds	481		
Statute Labour Act	482		1986,c. 64,s. 65; 1989,c. 56, s. 47.
Statutes Act	483		
Statutes Revision Act, 1989 .....	...	1989,c. 81	
(Loi de 1989 sur la refonte des lois)			
Statutory Powers Procedure Act	484		
St. Clair Parkway Commission Act	485		1984,c. 45,s. 4; 1989,c. 72, s. 90.
St. Lawrence Parks Commission Act	486		1984,c. 45,s. 5; 1989,c. 72, s. 90.
Stock Yards Act	487		
Succession Law Reform Act	488		1981,c. 66,Sched.; 1986,c. 53; 1990,c. 9,s. 10.
Successor Rights (Crown Transfers) Act	489		
Sudbury (City of) Hydro-Electric Service Act, 1980 .....	...	1980,c. 59	1984,c. 51.
Superannuation Adjustment Benefits Act	490		
Supply Act, 1981 .....	...	1981,c. 74	
Supply Act, 1983 .....	...	1983,c. 17 & c. 89	
Supply Act, 1984 .....	...	1984,c. 67	
Supply Act, 1986 .....	...	1986,c. 15	
Supply Act, 1987 .....	...	1987,c. 15	
Supply Act, 1988 .....	...	1988,c. 28	
Supply Act, 1989 .....	...	1989,c. 21	
Supply Act, 1989 .....	...	1989,c. 93	
(Loi de crédits de 1989)			
Supply Act, 1991 .....	...	1991,c. 7 & c. 58	
(Loi de crédits de 1991)			
Support and Custody Orders			
Enforcement Act, 1985 .....	...	1985,c. 6	1991,c. 5,ss. 1-13.
(Loi de 1985 sur l'exécution d'ordonnances alimentaires et de garde d'enfants)			
(See/Voir Family Support Plan Act, 1985)			
Surrogate Courts Act			
(See/Voir Estates Act)			
Surveyors Act	492		1985,c. 5,s. 8; 1986, c. 64,s. 67; 1987,c. 6, s. 47,rep.
Surveyors Act, 1987 .....	...	1987,c. 6	
Surveys Act	493		1987,c. 10,s. 42.

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
T			
Teachers' Pension Act, 1989 .....	...	1989.c. 92	1991.c. 52.ss. 1-8.
Teachers' Superannuation Act	494		1983.c. 84.rep.
Teachers' Superannuation Act, 1983 .....	...	1983.c. 84	1986.c. 4.s. 75.c. 13 & c. 64.s. 68; 1987.c. 19; 1989.c. 92.s. 17.rep.
(See/Voir Teachers' Pension Act, 1989)			1989.c. 92.s. 16; 1991.c. 52.s. 9.
Teaching Profession Act	495		
Technologues de laboratoire médical, Loi de 1991 sur les ..		1991.c. 28	
(Medical Laboratory Technology Act, 1991)			
Technologues dentaires, Loi de 1991 sur les		1991.c. 23	
(Dental Technology Act, 1991)			
Technologues en radiation médicale, Loi de 1991 sur les ..	...	1991.c. 29	
(Medical Radiation Technology Act, 1991)			
Technology Centres Act, 1982 .....	...	1982.c. 39	
Telephone Act	496		1983.c. 71; 1989.c. 72.s. 30.
Territorial Division Act	497		1982.c. 57.s. 4; 1989.c. 56. s. 49; 1990.c. 16.s. 55.
Theatres Act	498		1984.c. 56; 1988.c. 8; 1989.c. 72.s. 26.
Thunder Bay (City of) Act, 1968-69 .....	...	1968-69, c. 56	1983.c. 11.
Ticket Speculation Act	499		1989.c. 72.s. 17.
Tile Drainage Act	500		1983.c. 8.s. 21.
Time Act	501		1986.c. 56.
Timmins-Porcupine (City of) Act, 1972 .....	...	1972.c. 117	1988.c. 27.s. 40.
Tobacco Tax Act	502		1981.c. 4; 1982.c. 17; 1983. c. 25; 1985.c. 22; 1986.c. 41; 1988.c. 65; 1989.c. 56.s. 50 & c. 72.s. 85; 1990.c. 13; 1991.c. 48.
Toll Bridges Act	503		1989.c. 72.s. 94.
Topsoil Preservation Act	504		
Toronto Area Transit Operating Authority Act	505		1981.c. 67; 1989.c. 72.s. 94.
Toronto Economic Summit Construction Act, 1988 .....	...	1988.c. 21	1988.c. 21.s. 4, rep.
Toronto Futures Exchange Act, 1983 .....	...	1983.c. 19	
Toronto Hospital Act, 1986 .....	...	1986.c. 36	
Toronto Islands Act, 1980 .....	...	1980.c. 60	1981.c. 6.
Toronto Stock Exchange Act	506		1982.c. 27.rep.
Toronto Stock Exchange Act, 1982 .....	...	1982.c. 27	
Toronto Transit Commission, Gray Coach Lines, Limited and GO Transit Labour Disputes Settlement Act, 1984 .....	...	1984.c. 42	
Toronto Transit Commission Labour Disputes Settlement Act, 1989 .....	...	1989.c. 52	1989.c. 52.s. 12.rep.
Tourism Act	507		1989.c. 72.s. 90.
Training Schools Act	508		1984.c. 19.s. 12.rep.
(See/Voir Young Offenders Implementation Act, 1984 & Child and Family Services Act, 1984 Part IV (Young Offenders))			
Transboundary Pollution Reciprocal Access Act, 1986 .....	...	1986.c. 10	
Travel Industry Act	509		1988.c. 5; 1989.c. 72.s. 26.
Treasury Board Act, 1991 .....	...	1991.c. 14	
(Loi de 1991 sur le Conseil du Trésor)			
Trees Act	510		
Trespass to Property Act	511		1989.c. 72.s. 18.
Truck Transportation Act, 1988 .....	...	1988.c. 64	1991.c. 50.
Trustee Act	512		1984.c. 11.s. 216.

Title of Act Titre de la loi	CITATIONS		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1990 -Chap.	Section Number	
Uninsured Amalgam Act (See <i>Voir Repair and Storage Liens Act, 1989</i>)	491		1989, c. 17 s. 37 rep.
Uninsured Inland Navigation Protection Act, 1989		1989, c. 17	
Uninsured Maritime Transportation Relief Act	514		1981, c. 90 Sched.
United Fruit Court Act	504		1982, c. 20 s. 5 & c. 21;
(See <i>Voir Courts of Justice Act, 1984</i>)			1983, c. 80 s. 3 & c. 86;
			1984, c. 19 s. 13 & c. 21,
			s. 217 rep.
Uninsured Exportation Program Act	516		
Uninsured and Insured Amalgam Act	517		1988, c. 9.
Urban Transportation Development (Compensation) Act, 1984	518		
V			
Vagrancy of Travel Act	519		
Vendors and Purchasers Act	520		1981, c. 66 Sched.
Veterans' Discharge Promotion Act	521		1983, c. 10 s. 111 (3) rep.
(See <i>Voir Health Protection and Promotion Act, 1983</i> , ss. 35, 36)			
Vente internationale de marchandises. Loi de 1988 sur la ... (International Sale of Goods Act, 1988)	...	1988, c. 45	
Veterinarians Act	522		1989, c. 60 s. 48 rep.
Veterinarians Act, 1985	...	1989, c. 60	
Veracious Proceedings Act	523		1984, c. 11 s. 215 rep.
(See <i>Voir Courts of Justice Act, 1984</i> , s. 150)			
Vital Statistics Act	524		1981, c. 66 Sched.; 1983, c. 34;
			1986, c. 9; 1987, c. 4 s. 13;
			1989, c. 56 s. 51; 1990, c. 12.
Vocational Rehabilitation Services Act	525		
W			
Wages Act	526		1983, c. 66.
War Veterans Burial Act	527		
Warehouse Receipts Act	528		1984, c. 11 s. 219.
Warehousemen's Lien Act	529		1980, c. 17 s. 37 rep.
(See <i>Voir Repair and Storage Liens Act, 1989</i>)			
Water Transfer Control Act, 1980	...	1980, c. 18	
Weed Control Act	530		1988, c. 51 s. 25 rep.
Weed Control Act, 1988	...	1988, c. 51	1989, c. 72 s. 5.
(Loi de 1988 sur la destruction des mauvaises herbes)			
Wellington County Board of Education and Teachers Dispute Settlement Act, 1985	...	1985, c. 5	
Wharfs and Harbours Act	531		
Wheel-Trans Labour Dispute Settlement Act, 1986	...	1986, c. 16	
Wild Rice Harvesting Act	532		
Wilderness Areas Act	533		
Wine Content Act	534		1982, c. 2; 1986, c. 32; 1987,
			c. 24; 1988, c. 57 s. 6 rep.
Wine Content Act, 1988	...	1988, c. 57	
Winegrowers' Insurance Act	535		
Woodmen's Employment Act	536		
Woodmen's Lien for Wages Act	537		1982, c. 11 s. 220; 1980, c. 56,
			s. 52.
Wool Marketing Act	538		1982, c. 32 s. 13 rep.
(See <i>Voir Sheep and Wool Marketing Act, 1980</i>)			

Title of Act Titre de la loi	CITATION		Amendments and Repeals to end of 1991 Modifications et abrogations jusqu'à fin 1991
	R.S.O. 1980 Chap.	Other Autre	
Workers' Compensation Act Workmen's Compensation Act (<i>See/Voir</i> Workers' Compensation Act)	539		1981,c. 30; 1982,c. 61; 1983,c. 45; 1984,c. 38 & c. 58; 1985,c. 3 & c. 17; 1986,c. 64,s. 69; 1989,c. 47,c. 56,s. 53 & c. 72,ss. 47, 48; 1990,c. 7,s. 39.
Workmen's Compensation Insurance Act	540		
Y			
Young Offenders Implementation Act, 1984 . . . . .	...	1984,c. 19	1984,c. 55,s. 228 & c. 66, s. 14.

TABLE OF PROCLAMATIONS

The following Table sets out the public Acts and parts of public Acts in the Revised Statutes of Ontario, 1980 and subsequent annual volumes that have been brought into force by Proclamation.

Except for those Acts which were enacted in both French and English, titles are given in English only.

Dates are listed by: Day/Month/Year, e.g. January 10, 1987 appears as 10/1/87.

TABLE DES PROCLAMATIONS

La présente Table énumère les lois d'intérêt public et les parties de lois d'intérêt public figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1980 et dans les volumes annuels des lois subséquents qui sont entrées en vigueur par voie de proclamation.

Les titres ne figurent qu'en anglais, sauf dans le cas des lois adoptées en anglais et en français.

Les dates sont indiquées comme suit :
Jour/Mois/Année; ainsi, le 10 janvier 1987 figure comme ceci : 10/1/87.

Abbreviations/Abréviations

chapter	c.	chapitre
section	s.	article
sections	ss.	articles
repealed	rep.	abrogé
Revised Statutes of Ontario, 1980	R.S.O. 1980	Lois refondues de l'Ontario de 1980

Table of Proclamations *Table des proclamations*

ADOPTION DISCLOSURE STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1987, c. 4 (6/7/87).

AGGREGATE RESOURCES ACT: 1989, c. 23 (1/1/90).

AMUSEMENT DEVICES ACT: 1986, c. 6, ss. 1, 2, 6-20 (1/5/86); 1986, c. 6, ss. 3, 4 & 5 (1/7/86).

ARBITRAGE, LOI SUR L' : 1991, c. 17 (1/1/92).

(ARBITRATION ACT, 1991)

ARBITRATION ACT: 1991, c. 17 (1/1/92).

(LOI DE 1991 SUR L'ARBITRAGE)

ARCHITECTS ACT: 1984, c. 12 (1/9/84).

ASSESSMENT APPEALS PROCEDURE STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1982, c. 40 (1/1/83).

BOILERS AND PRESSURE VESSELS AMENDMENT ACT: 1983, c. 33 (3/9/85).

BREAD SALES ACT: R.S.O. 1980, c. 48, s. 4 (3) (1/4/81).

BUILDING CODE ACT: R.S.O. 1980, c. 51, s. 1 (2) (30/11/83).

BUSINESS CORPORATIONS ACT: 1982, c. 4, ss. 1-151 (4) & 152-279 (29/7/83).

BUSINESS CORPORATIONS AMENDMENT ACT: 1986, c. 57, ss. 1-17, 19-22, 24 & 25 (1/1/87).

BUSINESS INFORMATION STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1989, c. 69, ss. 1 (1, 2), 2 (2, 3), 3-7 (28/1/91).

BUSINESS NAMES ACT: 1990, c. 5 (1/5/91).

- CENTRAL TRUST COMPANY ACT: 1983, c. 64 (9/12/83).
- CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA, LOI SUR LE: 1988, c. 53 (1/10/88).
(OTTAWA CONGRESS CENTRE ACT, 1988)
- CHANGE OF NAME ACT: 1986, c. 7 (1/4/87).
(LOI DE 1986 SUR LE CHANGEMENT DE NOM)
- CHANGEMENT DE NOM, LOI SUR LE...: 1986, c. 7 (1/4/87).
(CHANGE OF NAME ACT, 1986)
- CHILD AND FAMILY SERVICES ACT: 1984, c. 55, ss. 1-33, 37-108, 120-123, 127-156, 158-161, 175-230 (1/11/85); 1984, c. 55, ss. 34, 35 & 36 (1/1/86); 1987, c. 4, s. 7 [s. 158a (5)] (1/1/88); 1984, c. 55, ss. 109-119, 126 (1), (2) & (3) (3/4/89).
- CHILD AND FAMILY SERVICES AMENDMENT ACT: 1988, c. 36, ss. 1-18, 20-27 (3/4/89).
- CHILDREN'S LAW REFORM AMENDMENT ACT: 1982, c. 20, s. 1 [47] (1/7/82); 1982, c. 20, s. 1 [18-46, 48-79] & ss. 2-7 (1/10/82); 1986, c. 8 (1/9/86).
- COMPAGNIES DE PRÊT ET DE FIDUCIE, LOI SUR LES...: 1987, c. 33 (5/4/88).
(LOAN AND TRUST CORPORATIONS ACT, 1987)
- CONFLITS D'INTÉRÊTS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE, LOI SUR LES...: 1988, c. 17 (1/9/88).
(MEMBERS' CONFLICT OF INTEREST ACT, 1988)
- CONSEIL DU TRÉSOR, LOI SUR LE: 1991, c. 14 (16/8/91).
(TREASURY BOARD ACT, 1991)
- CONSTRUCTION LIEN AMENDMENT ACT: 1989, c. 89 (1/4/90).
- CORPORATIONS INFORMATION AMENDMENT ACT: 1984, c. 3 (1/7/85).
- COUNTY COURTS AMENDMENT ACT: 1981, c. 24 (8/9/81); 1984, c. 1 (25/6/84).
- COUNTY OF OXFORD AMENDMENT ACT: 1982, c. 25, ss. 4 & 9 (1/10/82); 1987, c. 9, ss. 6, 7 & 8 (1/4/87).
- COURT REFORM STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1989, c. 56 (1/9/90).
- COURTS OF JUSTICE ACT: 1984, c. 11, ss. 1, 73, 76, 85, 89, 90, 221 & 222 (1/6/84); 1984, c. 11, ss. 2-72, 74 & 75, 77-84, 86-88 & 91-220 (1/1/85).
- COURTS OF JUSTICE AMENDMENT ACT: 1984, c. 64, ss. 2, 3 (1), 5, 8, 9 & 10 (1/1/85); 1989, c. 55 (1/9/90); 1989, c. 67, s. 1 (1/9/90); 1989, c. 70, ss. 1-15, 17-27 (1/9/90); 1989, c. 70 *See/Voir* s. 16 [70 (3) for Repeal of 70 (1) & (2)] (1/9/90); 1989, c. 79 (1/2/90); 1991, c. 46 (1/1/92).
- CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT: R.S.O.1980, c. 102, s. 65 (1/12/81).
- CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES AMENDMENT ACT: 1983, c. 46, ss. 1, 8-11, 13-15 & 18-20 (1/8/83); 1983, c. 46, s. 3 (12/10/83); 1983, c. 46, ss. 4, 5, 6 & 7 (1/2/85); 1983, c. 46, s. 2 (28/6/85).
- DANGEROUS GOODS TRANSPORTATION ACT: 1981, c. 69 (1/7/85).
- DEGREE GRANTING ACT: 1983, c. 36 (30/6/84).
- DROIT DE LA FAMILLE, LOI SUR LE...: 1986, c. 4, ss. 1-71 (1), 71 (3)-77 (1/3/86).
(FAMILY LAW ACT, 1986)
- EDUCATION STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1989, c. 65, ss. 25, 26 & 27 (28/2/90).
- EMPLOYMENT STANDARDS AMENDMENT ACT: 1987, c. 30, ss. 2, 4 (2) & 6 (31/7/87); 1991, c. 16, ss. 1-5 & 7-18 (18/10/91); 1991, c. 16, s. 6 (20/1/92).
- ENERGY EFFICIENCY ACT: 1988, c. 32 (19/6/89).
- ENGLISH AND WABIGON RIVER SYSTEMS MERCURY CONTAMINATION SETTLEMENT AGREEMENT ACT: 1986, c. 23 (28/7/86).
- ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT: R.S.O.1980, c. 141, s. 137 (4) (4/3/84); Part IX (ss. 79-112) & s. 136 (7) (29/11/85).
- ENVIRONMENTAL PROTECTION AMENDMENT ACT: 1983, c. 52, ss. 1-6, 15-23 (1), 24-27 (1/1/84); 1983, c. 52, ss. 7-11 (5/2/84); 1983, c. 52, ss. 12-14 & s. 23 (2), (3) & (4) (4/3/84).
- EQUALITY RIGHTS STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1986, c. 64, s. 21 (3) & (4) (2/11/87); 1986, c. 64, s. 18 (8), (9), (10), (11), (15) & (16) (18/4/88).
- ÉQUITÉ SALARIALE, LOI SUR L'...: 1987, c. 34 (1/1/88).
(PAY EQUITY ACT, 1987)
- EXÉCUTION D'ORDONNANCES ALIMENTAIRES ET DE GARDE D'ENFANTS, LOI SUR L'...: 1985, c. 6, ss. 1, 2 (1) & (5), 6 (3) b), 6 (5) & (6), 7 (1), 8 & 9, 10 (1), (2) & (3); 11 (2)-(12), 12-15, 16 (2), 17 & 18 (1/3/86); 1985, c. 6, ss. 2 (2), (3), (4) & (6), 3 (1)-(4), 4,

5, 6 (1) & (2), 6 (3) a), 6 (4), 7 (2), 10 (4), 11 (1) & 16 (1) & (3) (2/7/87).

(SUPPORT AND CUSTODY ORDERS ENFORCEMENT ACT, 1985)

EXPROPRIATIONS AMENDMENT ACT: 1983, c. 47 (15/7/83).

EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS ACT: 1984, c. 14 (1/3/85).

FAMILY LAW ACT: 1986, c. 4, ss. 1-71 (1), 71 (3)-77 (1/3/86).

(LOI DE 1986 SUR LE DROIT DE LA FAMILLE)

FAMILY SUPPORT PLAN AMENDMENT ACT: 1991, c. 5 (1/3/92).

LOI DE 1991 MODIFIANT LA LOI SUR LE RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LA FAMILLE)

FARM IMPLEMENTS ACT: 1988, c. 61, ss. 1, 4, 35, 36 & 37 (1/4/89); 1988, c. 61, ss. 2, 3, 5-34 (1/1/90).

FARM PRODUCTS CONTAINERS ACT: 1982, c. 53 (30/6/83).

FARM PRODUCTS CONTAINERS ACT: 1988, c. 68 (3/5/89).

FARM PRODUCTS GRADES AND SALES AMENDMENT ACT: 1984, c. 40 (1/9/84).

FIRE MARSHALS AMENDMENT ACT: 1981, c. 8, ss. 2, 3 (2) (1/12/83).

FOREIGN ARBITRAL AWARDS ACT: 1986, c. 25 (10/8/86).

(LOI DE 1986 SUR LES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES)

FUEL TAX AMENDMENT ACT: 1989, c. 37, ss. 1, 3 & 4 (1/10/89).

FUNERAL DIRECTORS AND ESTABLISHMENTS ACT: 1989, c. 49 (1/6/90).

GASOLINE TAX AMENDMENT ACT: 1989, c. 45, s. 1 (2) & (3) & ss. 3, 4 (1/10/89).

GRAIN CORN MARKETING ACT: 1984, c. 26 (1/9/84).

GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT: 1983, c. 40 (1/7/84).

HEALING ARTS RADIATION PROTECTION ACT: R.S.O. 1980, c. 195, ss. 2, 15, 16, 17, 18 (1/8/81); ss. 1, 3, 4, 6, 8-14, 19-27 (1/2/84); ss. 5 & 7 (1/7/85).

HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT: 1986, c. 20 (20/6/86).

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT: 1983, c. 10 (1/7/84).

HIGHWAY TRAFFIC ACT: R.S.O. 1980, c. 198, ss. 195-198 (Part XV) (1/4/81); s. 18 (6) (1/1/86).

HIGHWAY TRAFFIC AMENDMENT ACT: 1981, c. 48, s. 8 (1/4/82); 1982, c. 28, s. 2 (1/10/82); 1982, c. 28, s. 3 (1/11/82); 1982, c. 28, s. 5 (3) & (4) (1/9/83); 1982, c. 15, ss. 1-7, 9, 10, 12-15 (1/12/82); 1984, c. 21, ss. 9-15, s. 16 [124 (1) & (4)-(29)] & ss. 17 & 18 (1/9/84); 1984, c. 21, s. 4 (1) (30/9/85); 1984, c. 21, s. 3 (1) (15/9/89); 1985, c. 13, s. 17 (23/5/86); 1988, c. 44, s. 1, s. 2 [15a (1), 15b, 15c & 15g], ss. 3-6, 8, 11, 13-17 (16/1/89); 1988, c. 44, s. 9 (1/3/89); 1988, c. 44, s. 7 (1/4/89); 1988, c. 44, s. 2 [15a (2)-(7)], ss. 15d, 15e & 15f], ss. 10 & 12 (1/7/89); 1989, c. 54, ss. 32 & 37 (15/12/89); 1989, c. 54, s. 41 (12/1/90); 1989, c. 54, ss. 9 & 22 (13/4/90); 1989, c. 54, ss. 3, 38 & 43 (1/5/90); 1989, c. 54, s. 33 (1/7/91); 1989, c. 87, s. 20 (12/1/90); 1989, c. 87, ss. 1-13, 15-19, 21-24 (1/3/90); 1989, c. 87, s. 14 (13/4/90).

HOMES FOR THE AGED AND REST HOMES ACT: R.S.O. 1980, c. 203, s. 12 (5) (1/3/82).

HUMAN RIGHTS CODE: 1981, c. 53 (15/6/82).

IMMUNIZATION OF SCHOOL PUPILS AMENDMENT ACT: 1983, c. 76, ss. 2-4 (15/1/84); 1983, c. 76, s. 1 (1/7/84).

INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT: 1989, c. 59 (23/4/90).

INNKEEPERS ACT: R.S.O. 1980, c. 217, *See/Voir* s. 8 (30/6/87).

INSURANCE ACT: R.S.O. 1980, c. 218, s. 404 (1/4/81); ss. 398-403, 405 (1/10/81).

INSURANCE AMENDMENT ACT: 1986, c. 67 (15/6/87).

INSURANCE STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1990, c. 2, ss. 1-14, 16-38, 41-43, 47, 66-79, 84, 88-93 (29/5/90); 1990, c. 2, ss. 15, 39, 40, 44-46, 48-65, 80-83, 85-87 (22/6/90); 1990, c. 2, *See/Voir* s. 74 [372b (4)] (22/6/90); 1990, c. 2, *See/Voir* s. 47 [208a (6)] (15/8/90).

INTERPROVINCIAL SUBPOENAS ACT: R.S.O. 1980, c. 220 (1/1/85).

INTERVENOR FUNDING PROJECT ACT: 1988, c. 71 (*See also* s. 16 for repeal of Part I) (1/4/89).

(LOI DE 1988 SUR LE PROJET D'AIDE FINANCIÈRE AUX INTERVENANTS)

JUDICATURE AMENDMENT ACT: 1981, c. 23 (27/7/81).

JUGES DE PAIX, LOI DE 1989 SUR LES: 1989, c. 46, ss. 1, 2 (1), (2), (3), 3, 4 (1), (3), (4), (5), 5-14, 17-31 (31/8/90).

(JUSTICES OF THE PEACE ACT, 1989)

JURIES AMENDMENT ACT: 1989, c. 10 (31/10/89).

JUSTICES OF THE PEACE ACT: 1989, c. 46, ss. 1, 2 (1), (2), (3), 3, 4 (1), (3), (4), (5), 5-14, 17-31 (31/8/90).

(LOI DE 1989 SUR LES JUGES DE PAIX)

LAND REGISTRATION REFORM ACT: 1984, c. 32, ss. 1-22 (25), 22 (27)-26 (1/11/84).

LANDLORD AND TENANT AMENDMENT ACT: 1987, c. 23 (30/6/87).

LINE FENCES AMENDMENT ACT: 1986, c. 47 (1/7/88).

LIQUOR LICENCE ACT: 1990, c. 15 (15/9/90).

LIQUOR LICENCE AMENDMENT ACT: 1984, c. 4 (18/5/84).

LIVE STOCK BRANDING AMENDMENT ACT: 1981, c. 36 (1/3/82).

LOAN AND TRUST CORPORATIONS ACT: 1987, c. 33 (5/4/88).

(LOI DE 1987 SUR LES COMPAGNIES DE PRÊT ET DE FIDUCIE)

MEMBERS' CONFLICT OF INTEREST ACT: 1988, c. 17 (1/9/88).

(LOI DE 1988 SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE)

MENTAL HEALTH ACT: R.S.O. 1980, c. 262, ss. 66 & 67 (1/3/84).

METROPOLITAN POLICE FORCE COMPLAINTS PROJECT ACT: 1981, c. 43 (21/12/81).

METROPOLITAN TORONTO CONVENTION CENTRE CORPORATION ACT: 1988, c. 52, ss. 1-9, 11-17 (1/10/88).

MINING AMENDMENT ACT: 1989, c. 62, ss. 1-33, 34 (1), (2) & (4), 35-50, 52-112 (3/6/91).

MINISTRY OF AGRICULTURE AND FOOD STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1988, c. 13 (22/1/88).

MINISTRY OF CONSUMER AND COMMERCIAL RELATIONS AMENDMENT ACT: 1984, c. 5 (18/5/84).

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES AMENDMENT ACT: 1984, c. 66, s. 12 (2), (4) & (6) (1/11/85).

MINISTRY OF TRANSPORTATION AND COMMUNICATIONS CREDITORS PAYMENT REPEAL ACT: 1989, c. 88 (1/4/90).

MOTORIZED SNOW VEHICLES AMENDMENT ACT: 1982, c. 13 (1/9/82).

MOTOR VEHICLE REPAIR ACT: 1988, c. 38 (1/10/88).

MUNICIPAL ACT: R.S.O. 1980, c. 302, *See/Voir* s. 502 (repeal of par. 152 of s. 210) (1/7/88).

MUNICIPAL AMENDMENT ACT: 1986, c. 14 (1/3/86).

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT: 1981, c. 70 (1/2/82).

MUNICIPAL CONFLICT OF INTEREST ACT: 1983, c. 8 (1/3/83).

MUNICIPAL STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1989, c. 84, ss. 4 (4), 7 & 22 (1/6/90).

MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO AMENDMENT ACT: 1982, c. 29, ss. 5 & 12 (1) (1/10/82).

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY AMENDMENT ACT: 1987, c. 29 (31/10/88).

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1990, c. 7, ss. 6, 7, 8, 35, 41 & 42 (15/8/90); 1990, c. 7, ss. 1-5, 9-34, 36-40 (1/1/91).

ONTARIO AUTOMOBILE INSURANCE BOARD ACT: 1988, c. 18, ss. 1-14, 16, 19, 21 (1), (2), (3), (6), (7), (8) & (9), 25, 26, 27, 29, 30, 31, 33, 34 & 35 (5/4/88); 1988, c. 18, ss. 15, 17, 18, 20, 21 (4) & (5), 22, 23, 24, 28, 32 (4/7/88)

AMENDMENTS PROCLAIMED: 1988, c. 18, ss. 19 (2), 20 (14), 29 (3) & 30 (3) (4/7/88); 1988, c. 18, s. 33 (2) (1/6/89).

ONTARIO DRUG BENEFIT ACT: 1986, c. 27 (1/12/86).

ONTARIO HIGHWAY TRANSPORT BOARD AMENDMENT ACT: 1988, c. 63, ss. 1-3, 4 [ss. 16a, 16b, 16d], ss. 5-10 (16/1/89); 1988, c. 63, s. 4 [s. 16c] (1/7/89).

ONTARIO WASTE MANAGEMENT CORPORATION ACT: 1981, c. 21, s. 5 (30/9/83); 1981, c. 21, *See/Voir* s. 15 (3) (21/7/85).

ONTARIO WATER RESOURCES AMENDMENT ACT: 1981, c. 50, ss. 3, 4, 5 (17/3/82); 1981, c. 50, ss. 1 & 2 (1/11/84); 1983, c. 51, s. 3 (4) & (5) (1/11/84).

OPERATING ENGINEERS AMENDMENT ACT: 1982, c. 42 (20/9/82).

OTTAWA CONGRESS CENTRE ACT: 1988, c. 53 (1/10/88).

(LOI DE 1988 SUR LE CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA)

- PAY EQUITY ACT: 1987, c. 34 (1/1/88).
 (LOI DE 1987 SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE)
- PENSION BENEFITS ACT: 1987, c. 35 (1/1/88).
- PERSONAL PROPERTY SECURITY ACT: 1989, c. 16 (10/10/89).
- PLANNING ACT: 1983, c. 1, ss. 1-39, 41-73 (1) & 74-76 (1/8/83); 1983, c. 1, ss. 40 & 73 (2) (1/3/86).
- PLANNING AMENDMENT ACT: 1989, c. 5, ss. 4; 5 (2) & 14 (5/9/89).
- PLANNING STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1983, c. 5 (1/8/83).
- POLICE AMENDMENT ACT: 1983, c. 57 (29/2/84).
- POLICE AND SHERIFFS STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1989, c. 24 (1/1/90).
- POLICE SERVICES ACT: 1990, c. 10, Part VII (8/8/90); 1990, c. 10, ss. 1, 2, Parts I-VI, VIII-X (31/12/90).
- POWER CORPORATION AMENDMENT ACT: 1989, c. 53 (15/11/89).
- PREPAID SERVICES ACT: 1988, c. 39 (1/10/88).
- PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT: 1986, c. 28 (1/12/86).
- PROCEEDINGS AGAINST THE CROWN AMENDMENT ACT: 1983, c. 88 (1/1/89); 1988, c. 29 (1/1/89).
- PROFESSIONAL ENGINEERS ACT: 1984, c. 13 (1/9/84).
- PROJET D'AIDE FINANCIÈRE AUX INTERVENANTS, LOI SUR LE: 1988, c. 71 (*Voir aussi* s. 16 pour l'abrogation de la partie I) (1/4/89).
 (INTERVENOR FUNDING PROJECT ACT, 1988)
- PROVINCIAL COURTS AMENDMENT ACT: 1983, c. 85 (2/4/84).
- PROVINCIAL OFFENCES ACT: R.S.O. 1980, c. 400, Part II (1/9/87).
- PROVINCIAL OFFENCES AMENDMENT ACT: 1986, c. 42, ss. 3, 4, 5 & 6 (1/9/87).
- PROVINCIAL OFFENCES STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1983, c. 80 (2/4/84).
- PROVINCIAL PENALTIES ADJUSTMENT ACT: 1989, c. 72, ss. 1-8 (1), 9-96 (31/3/90); 1989, c. 72, s. 8 (2) (1/9/90).
- PUBLIC COMMERCIAL VEHICLES AMENDMENT ACT: 1981, c. 71, ss. 1, 2 (2), 3, 9, 11, 12, 13 (1), 15 (3) (15/2/82); 1983, c. 79 (1/4/86);
 1984, c. 20 (1/4/86); 1986, c. 11 (1/4/86).
- PUBLIC LIBRARIES ACT: 1984, c. 57 (29/3/85).
- PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION AMENDMENT ACT: 1984, c. 22, ss. 1-11, s. 13 & ss. 15-19 (1/1/85); 1986, c. 12 (1/8/86).
- PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT AMENDMENT ACT: 1988, c. 24, s. 10 (14/10/88).
- RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ACT: 1982, c. 9 (1/10/82).
- RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LA FAMILLE, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE: 1991, c. 5 (1/3/92)
 (FAMILY SUPPORT PLAN AMENDMENT ACT, 1991)
- REGIONAL MUNICIPALITIES AMENDMENT ACT: 1982, c. 26, ss. 8, 12, 19, 24, 33, 43, 52, 57, 61, 66, 70, 75, 79, 84, 88, 93 & 97
 (1/10/82); 1986, c. 46, s. 6 (7) & (10) (1/1/87); 1987, c. 22, ss. 1 (3), 2 (3), 3 (4), 4 (5), 5 (4), 6 (5), 7 (3), 8 (4), 9 (3) & 10 (3)
 (15/8/87); 1987, c. 22, s. 4 (2) (1/7/88).
- REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT: R.S.O. 1980, c. 444, ss. 1, 4, 6, 8-12, 15-27, 30, 31, 33-35 (1/4/81); ss. 2, 3, 5, 7, 13, 14, 28,
 29, 32, 36 (1/10/81).
- REGISTRY AMENDMENT ACT: 1981, c. 17 (1/8/81).
- REPAIR AND STORAGE LIENS ACT: 1989, c. 17 (10/10/89).
- RESIDENTIAL COMPLEX SALES REPRESENTATION ACT: 1983, c. 67 (19/12/83).
- RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT: 1986, c. 63, ss. 1, 8, 12, 37-42, 44-46, 48-50, 52, 53, 71 (2) & (3), 118, 125, 129 (4), 130, 131
 & Schedule A (15/12/86); 1986, c. 63, ss. 2-7, 9-11, 13-36, 47, 51, 70, 71 (4), 72-74, 75 (a)-(h) & (j), 76-82, 83 (1), (2) & (3),
 84-90, 92 (1) (a), (b), (d) & (e), 92 (2)-(4), 94-116, 119-121, 122 (1) (a)-(f) & (h), 122 (2) & (3), 123, 124, 126, 127, 129 (1),
 (2) & (3) & Schedule B (1/1/87); 1986, c. 63, ss. 54-69, 122 (1) (g) (2/1/87).
- RETAIL BUSINESS ESTABLISHMENTS STATUTE LAW AMENDMENT ACT: 1991, c. 43 (1/12/91).
- SALE OF GOODS ACT: R.S.O. 1980, c. 462, s. 25 (3) (10/10/89).
- SECURITIES AMENDMENT ACT: 1987, c. 7, ss. 1-6, 8, 9, 11, 12, 13, 15 (1) & (3), 16 & 17 (30/6/87); 1987, c. 7, ss. 7, 10, 14 & 15 (2)
 (15/2/88).
- SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES, LOI SUR LES...: 1986, c. 25 (10/8/86).
 (FOREIGN ARBITRAL AWARDS ACT, 1986)
- SHEEP AND WOOL MARKETING ACT: 1981, c. 32 (15/3/82).

SHORELINE PROPERTY ASSISTANCE ACT: R.S.O.1980,c. 471,s. 15 (15/5/81).

SMALL CLAIMS COURTS AMENDMENT ACT: 1983,c. 22,s. 2 (2/8/83).

SMOKING IN THE WORKPLACE ACT: 1989,c. 48 (1/1/90).

SUPPORT AND CUSTODY ORDERS ENFORCEMENT ACT: 1985,c. 6,ss. 1, 2 (1) & (5), 6 (3) (b), 6 (5) & (6), 7 (1), 8 & 9, 10 (1), (2) & (3), 11 (2)-(12), 12-15, 16 (2), 17 & 18 (1/3/86); 1985,c. 6,ss. 2 (2), (3), (4) & (6), 3 (1)-(4), 4, 5, 6 (1) & (2), 6 (3) (a), 6 (4), 7 (2), 10 (4), 11 (1) & 16 (1) & (3) (2/7/87).

(LOI DE 1985 SUR L'EXÉCUTION D'ORDONNANCES ALIMENTAIRES ET DE GARDE D'ENFANTS)

SURVEYORS ACT: 1987,c. 6 (30/12/88).

THEATRES AMENDMENT ACT: 1984,c. 56,ss. 1-5, 7, 9-11, 13, 14, 16, 20-22, 24 & 25 (1/2/85); 1984,c. 56,ss. 8 & 23 (1/3/85); 1984,c. 56,ss. 6, 12, 15 [ss. 38, 39], 18 & 19 (1/10/88); 1984,c. 56,s. 17 (15/12/89).

THUNDER BAY (CITY OF) AMENDMENT ACT: 1983,c. 11,s. 1 (1/8/83).

TORONTO DISTRICT HEATING CORPORATION ACT: 1980,c. 73,s. 21 (9/7/82); ss. 2-15, 17-20, 22-28 & 30 (1/11/82).

TORONTO FUTURES EXCHANGE ACT: 1983,c. 19 (21/10/83).

TREASURY BOARD ACT: 1991,c. 14 (16/8/91).

(LOI DE 1991 SUR LE CONSEIL DU TRÉSOR)

TRUCK TRANSPORTATION ACT: 1988,c. 64 (30/1/89).

UNIFIED FAMILY COURT ACT: R.S.O.1980,c. 515,s. 3 (6) (1/10/82).

UNIFIED FAMILY COURT AMENDMENT ACT: 1982,c. 21,s. 4 (19/1/83); 1983,c. 86 (2/4/84).

VETERINARIANS ACT: 1989,c. 60 (4/4/90).

VITAL STATISTICS AMENDMENT ACT: 1986,c. 9,ss. 1-5, 7, 12-19 (1/8/86); 1986,c. 9,ss. 6, 8-11 (15/7/87); 1990,c. 12 (17/12/90).

WAGES AMENDMENT ACT: 1983,c. 68 (1/3/84).

WINE CONTENT ACT: 1988,c. 57 (1/9/88).

WORKERS' COMPENSATION AMENDMENT ACT: 1984,c. 58,ss. 1-6, 9-14, 33-37, 39-41 (1/4/85); 1984,c. 58,ss. 7, 8, 15-32 & 38 (1/10/85); 1985,c. 17,s. 2 (22/1/86); 1989,c. 47,ss. 1-27 & 29 (2/1/90).

TABLE OF PRIVATE ACTS

Cumulative Supplement

January 1, 1991 to December 31, 1991

This is a cumulative supplement to the Table of Private Acts published in Volume 12 of the Revised Statutes of Ontario, 1990 beginning at page 349. The supplement is arranged under the same headings as the table.

The listings in the table are set out in English only. The listings are abbreviations of the titles of the statutes which were enacted only in English.

TABLE DES LOIS D'INTÉRÊT PRIVÉ

Supplément cumulatif

Du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1991

Le présent supplément cumulatif met à jour la Table des lois d'intérêt privé publiée dans le volume 12 des Lois refondues de l'Ontario de 1990 (pages 349 et suivantes). La matière du supplément est répartie sous les mêmes rubriques que dans la table.

Les titres de lois inclus dans la table ne sont donnés qu'en anglais sous forme d'abréviation des titres des lois qui n'ont été adoptées qu'en anglais.

Part I Partie I

Municipal Private Acts *Lois d'intérêt privé sur les municipalités*

Name of Municipality <i>Nom de la municipalité</i>	Year and Chapter <i>Année et chapitre</i>
Chatham, City	1991,c.Pr19
Hamilton, City	1991,cc.Pr25,Pr37
London, City	1991,c.Pr2
Markham, Town	1991,c.Pr1
Nepean, City	1991,c.Pr31
North York, City	1991,cc.Pr6,Pr22
Oakville, Town	1991,cc.Pr4,Pr21
Ottawa, City	1991,cc.Pr8,Pr9,Pr14
Toronto, City	1991,cc.Pr10,Pr11,Pr13,Pr24,Pr27
Whitchurch-Stouffville, Town	1991,c.Pr26
Windsor, City	1991,c.Pr28

Part II
Partie II

Other Private Acts
Autres lois d'intérêt privé

Name <i>Nom</i>	Year and Chapter <i>Année et chapitre</i>
3. Clubs Clubs	
May Court Club of Oakville	1991,c.Pr16
4. Companies Compagnies	
4.1 General Compagnies diverses	
Lauramar Holdings Limited	1991,c.Pr3
Magnum International Productions, Inc.	1991,c.Pr12
Multimobile Corporation Limited	1991,c.Pr15
West Nipissing Economic Development Corporation	1991,c.Pr38
4.4 Mining Companies Compagnies minières	
Hotstone Minerals Limited	1991,c.Pr32
Petitclerc Mines Limited	1991,c.Pr36
Pittsonto Mining Company Limited	1991,c.Pr34
Sunbeam Exploration Company Limited	1991,c.Pr35
Tasmaque Gold Mines Limited	1991,c.Pr33
6. Educational Institutions Établissements d'enseignement	
Eastern Pentecostal Bible College	1991,c.Pr5
Royal Conservatory of Music	1991,c.Pr17
11. Institutes Instituts	
Federated Women's Institutes of Ontario, Bay of Quinte Branch	1991,c.Pr30

Name
Nom

Year and Chapter
Année et chapitre

14. Religious Institutions
Établissements religieux

Church of the Torontonians, The 1991,c.Pr29

15. Societies
Sociétés

15.3 Societies, Miscellaneous, including Community and Cultural Centres
Sociétés diverses, y compris les centres communautaires et culturels

Armenian Community Centre of Cambridge 1991,c.Pr23

17. Miscellaneous
Divers

Big Sisters Organization of The Regional
Municipality of Sudbury 1991,c.Pr7
London Foundation 1991,c.Pr18
South Ottawa Services Foundation, Inc. 1991,c.Pr8

TABLE OF REGULATIONS

The Table of Regulations shows the regulations contained in the Revised Regulations of Ontario, 1990 and those made after December 31, 1990 and before January 1, 1992. It also shows the amendments to those regulations.

The listings are in English only. As of the date of this Table (December 31, 1991) few regulations had an official French version. Bilingual regulations are indicated by a "B" in the right hand margin.

TABLE DES RÈGLEMENTS

La Table des règlements énumère tous les règlements contenus dans les Règlements révisés de l'Ontario de 1990 ou pris après le 31 décembre 1990, mais avant le 1^{er} janvier 1992. Elle indique également les modifications apportées à ces règlements.

Les entrées ne figurent qu'en anglais puisque seuls quelques règlements avaient une version officielle en français au moment de la compilation de la Table (31 décembre 1991). Le «B» dans la marge de droite indique que le règlement est bilingue.

R.R.O.
1990

1991

Consolidated
Gazette

A

ABANDONED ORCHARDS ACT

1990

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

Court Reporters and Court Monitors.....	709 89	Jan.	6 90
revised by 587 91			
Court Reporters and Court Monitors.....	587 91	Nov.	2 91
Fee Payable to Provincial Court Civil Division, Referees.....	612 85	Dec.	14 85
amended.....	692 87	Jan.	2 88
amended.....	709 88	Dec.	17 88
amended.....	440 90	Aug.	25 90
amended.....	586 91	Nov.	2 91
Fees and Allowances - Provincial Court Civil Division.....	795 84	Jan.	5 85
amended.....	601 85	Dec.	14 85
amended.....	691 87	Jan.	2 88
amended.....	707 88	Dec.	17 88
revised by 341 90			
Fees and Expenses - Court Reporters.....	2		
revised by 251 87			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Court Reporters and Court Monitors.....		36/84	Feb.	11/84
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		610/85	Dec.	14/85
amended.....		57/87	Feb.	21/87
amended.....		693/87	Jan.	2/88
amended.....		706/88	Dec.	17/88
amended.....		386/89	July	15/89
(revoked by 709/89)				
General.....	3			
amended.....		281/82	May	15/82
(revoked by 794/84)				
Jurors and Crown Witnesses.....	4			
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		607/85	Dec.	14/85
amended.....		178/89	Apr.	22/89
Justices of the Peace.....	5			
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		399/84	July	7/84
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		676/84	Nov.	10/84
amended.....		316/85	June	29/85
(revoked by 620/85)				
Justices of the Peace.....		620/85	Dec.	14/85
amended.....		22/86	Feb.	1/86
amended.....		188/86	Apr.	19/86
amended.....		456/86	Aug.	16/86
amended.....		725/86	Dec.	27/86
amended.....		695/87	Jan.	2/88
amended.....		175/88	Apr.	16/88
amended.....		176/88	Apr.	16/88
amended.....		708/88	Dec.	17/88
amended.....		195/89	Apr.	29/89
amended.....		387/89	July	15/89
amended.....		708/89	Jan.	6/90
amended.....		172/90	Apr.	28/90
amended.....		294/90	June	23/90
amended.....		518/91	Oct.	5/91
Non-Salaried Court Reporters and Court Monitors.....		282/82	May	15/82
(revoked by 36/84)				
Sheriff's Officers, Process Servers, Escorts and Municipal Police Forces.....		794/84	Jan.	5/85
amended.....		603/85	Dec.	14/85
amended.....		694/87	Jan.	2/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		710/89	Jan. 6/90
amended.....		588/91	Nov. 2/91
Fees -			
Construction Liens.....		158/83	Apr. 2/83
amended.....		405/84	July 14/84
amended.....		605/85	Dec. 14/85
Repair and Storage			
Liens Act, 1989.....		171/90	Apr. 28/90
Sheriffs.....	6		
amended.....		278/81	May 23/81
amended.....		281/82	May 15/82
amended.....		245/83	May 14/83
amended.....		404/84	July 14/84
(revoked by 811/84)			
Sheriffs.....		811/84	Jan. 5/85
amended.....		608/85	Dec. 14/85
(revoked by 609/86)			
Sheriffs.....		609/86	Oct. 25/86
(revoked by 392/90)			
Supreme Court and County Courts.....	7		
amended.....		281/82	May 15/82
amended.....		245/83	May 14/83
amended.....		404/84	July 14/84
(revoked by 812/84)			
Supreme Court and District			
Court.....		812/84	Jan. 5/85
amended.....		602/85	Dec. 14/85
(revoked by 608/86)			
Supreme Court and District			
Court.....		608/86	Oct. 25/86
(revoked by 393/90)			
Unified Family Court.....	8		
amended.....		281/82	May 15/82
amended.....		245/83	May 14/83
amended.....		37/84	Feb. 11/84
amended.....		404/84	July 14/84
amended.....		609/85	Dec. 14/85
amended.....		607/86	Oct. 25/86
Investigation Fee - Official Guardian.....	9		
(revoked by 495/81)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Investigation Fee - Official Guardian.....		495/81	Aug.	8/81
amended.....		244/83	May	14/83
amended.....		366/84	June	23/84
(revoked by 606/85)				
Investigation Fee - Official Guardian.....		606/85	Dec.	14/85
Justice of the Peace Night Court, Guilty Pleas, Fee.....		359/90	July	14/90
Kilometre Allowances.....		283/82	May	15/82
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		604/85	Dec.	14/85
amended.....		521/89	Oct.	14/89
Sheriffs - Fees.....		392/90	Aug.	4/90
Small Claims Court - Fees and Allowances.....		391/90	Aug.	4/90
(revoked by 585/91)				
Small Claims Court - Fees and Allowances.....		585/91	Nov.	2/91
Supreme Court and District Court - Fees.....		393/90	Aug.	4/90
Telewarrants.....		621/85	Dec.	14/85
(revoked by 188/86)				
To Amend Certain Regulations.....		281/82	May	15/82
AGGREGATE RESOURCES ACT, 1989				
General.....		702/89	Dec.	30/89 (B)
amended.....		512/91	Oct.	5/91
AGRICULTURAL AND HORTICULTURAL ORGANIZATIONS ACT, 1988				
General.....		200/89	May	6/89 (B)
amended.....		662/91	Nov.	16/91
Names.....		530/90	Sept.	22/90
AGRICULTURAL ASSOCIATIONS ACT				
Designation of Associations.....	10			
amended.....		611/81	Oct.	3/81
amended.....		852/82	Jan.	15/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		99/83	Mar. 5/83
amended.....		413/84	July 14/84
amended.....		12/85	Jan. 26/85
amended.....		427/85	Sept. 14/85
amended.....		114/87	Mar. 21/87

AGRICULTURAL DEVELOPMENT FINANCE ACT

Interest Rate.....	11		
amended.....		699/85	Jan. 11/86
amended.....		344/86	June 28/86
amended.....		287/88	May 28/88
amended.....		536/88	Sept. 10/88

AGRICULTURAL SOCIETIES ACT

General.....	12		
amended.....		107/83	Mar. 12/83
revoked.....		131/88	Mar. 26/88
General.....		130/88	Mar. 26/88

AGRICULTURAL TILE DRAINAGE INSTALLATION ACT

General.....	13		(B)
amended.....		85/83	Feb. 26/83
amended.....		571/91	Oct. 26/91

AMBULANCE ACT

General.....	14		(B)
amended.....		627/81	Oct. 10/81
amended.....		571/82	Sept. 11/82
amended.....		832/82	Jan. 8/83
amended.....		54/84	Feb. 18/84
amended.....		542/84	Sept. 8/84
amended.....		496/85	Oct. 26/85
amended.....		600/89	Nov. 18/89
amended.....		594/90	Dec. 1/90
amended.....		596/91	Nov. 2/91

AMUSEMENT DEVICES ACT, 1986

General.....		248/86	May 17/86
(revoked by 342/87)			
General.....		342/87	June 27/87
amended.....		351/88	June 18/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
ANATOMY ACT				
General.....	15			
amended.....		216/81	Apr.	25/81
amended.....		412/85	Aug.	31/85
ANIMALS FOR RESEARCH ACT				
General.....	16			
Pounds.....	17			
Research Facilities and Supply Facilities.....	18			
Transportation.....	19			
APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT				
Air Cooled and Marine Engine Mechanic.....	20			
Alignment and Brakes Mechanic.....	21			
Auto Body Repairer..... (revoked by 552/90)	22			
Auto Body Repairer.....		552/90	Oct.	6/90
amended.....		652/90	Dec.	29/90
Automatic Machinist		28/84	Feb.	4/84
Automotive Machinist.....	23			
Automotive Painter.....	24			
Baker..... (revoked by 498/81)	25			
Baker.....		498/81	Aug.	15/81
Brick and Stone Mason.....	26			
Cement Mason.....	27			
Construction Boilermaker.....	28			
Construction Millwright.....	29			
Cook.....	30			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Dry Cleaners.....	31			
Electrician.....	32			
amended.....		466/91	Sept.	7/91
Farm Equipment Mechanic.....	33			
Fitter (Structural Steel/Platework).....	34			
Fuel and Electrical Systems Mechanic.....	35			
General.....	36			
amended.....		246/81	May	9/81
amended.....		75/83	Feb.	12/83
amended.....		52/84	Feb.	18/84
amended.....		717/86	Dec.	27/86
amended.....		595/89	Nov.	11/89
amended.....		733/91	Dec.	28/91
General Carpenter.....	37			
General Machinist.....	38			
(revoked by 734/91)				
General Machinist.....		734/91	Dec.	28/91
Glazier and Metal Mechanic.....	39			
amended.....		161/86	Apr.	12/86
Hairstyling Schools.....	40			
amended.....		728/81	Nov.	14/81
(revoked by 478/91)				
Hairstyling Schools.....		478/91	Sept.	7/91
Hairstylist.....	41			
(revoked by 477/91)				
Hairstylist.....		477/91	Sept.	7/91
Heavy Duty Equipment Mechanic.....	42			
Hoisting Engineer.....		619/82	Oct.	9/82
(revoked by 553/90)				
Hoisting Engineer.....		553/90	Oct.	6/90
amended.....		609/90	Dec.	8/90
Horticulturist.....		656/86	Nov.	22/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Industrial Electrician.....		718/86	Dec.	27/86
Industrial Mechanic (Millwright).....	43			
Industrial Woodworker.....		873/81	Jan.	16/82
Ironworkers.....	44			
Lather.....	45			
Lineman.....	46			
amended.....		150/82	Apr.	3/82
Motor Vehicle Mechanic.....	47			
Motorcycle Mechanic.....	48			
Mould Maker.....	49			
(revoked by 735/91)				
Mould Maker.....		735/91	Dec.	28/91
Painter and Decorator.....	50			
amended.....		378/81	June	20/81
amended.....		160/86	Apr.	12/86
amended.....		475/86	Aug.	30/86
Pattern Maker.....		737/91	Dec.	28/91
Plasterers.....	51			
Plumbers.....	52			
Printer.....	53			
Radio and Television Service Technician.....	54			
Refrigeration and Air-Conditioning Mechanic.....	55			
Service Station Attendant.....	56			
revoked.....		100/84	Mar.	3/84
Sheet Metal Worker.....	57			
Sprinkler and Fire Protection Installer.....	58			
Steamfitters.....	59			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Tool and Die Maker..... (revoked by 736/91)	60		
Tool and Die Maker.....		736/91	Dec. 28/91
Transmission Mechanic.....	61		
Truck-Trailer Repairer.....	62		
Watch Repairers.....	63		

ARBITRATIONS ACT

Fees Chargeable by Arbitrators.....	64
-------------------------------------	----

ARCHITECTS ACT(See now Architects Act, 1984)

Complaints..... (revoked by 517/84)	65
--	----

ARCHITECTS ACT, 1984

General.....	517/84	Sept.	1/84
amended.....	810/84	Jan.	5/85
amended.....	156/85	Apr.	20/85
amended.....	160/85	Apr.	20/85
amended.....	599/85	Dec.	14/85
amended.....	58/86	Feb.	22/86
amended.....	368/86	July	12/86
amended.....	149/87	Apr.	11/87
amended.....	671/87	Dec.	26/87
amended.....	672/87	Dec.	26/87
amended.....	688/87	Jan.	2/88
amended.....	37/88	Feb.	6/88
amended.....	661/88	Nov.	12/88
amended.....	179/89	Apr.	22/89
amended.....	365/89	July	8/89
amended.....	71/90	Mar.	3/90

ARTIFICIAL INSEMINATION OF LIVE STOCK ACT

General.....	66
--------------	----

ASSESSMENT ACT

Alternative Period for Census.....	305/85	June	22/85
Application for Direction of School Support..... (revoked by 798/82)	641/82	Oct.	16/82

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Application for Direction of School Support..... (revoked by 295/86)		798/82	Dec. 25/82
Application for Direction of School Support..... (revoked by 627/88)		295/86	June 7/86
Application for Direction of School Support.....		627/88	Oct. 22/88
amended.....		398/89	July 22/89
amended.....		249/90	June 2/90
Assessment Areas and Regions..... (revoked by 144/82)	67		
Assessment Areas and Regions.....		144/82	Mar. 27/82
Assessment Notices..... revoked.....	68	97/82	Dec. 25/82
Assessment Notices.....		3/87	Jan. 24/87
Assessment Notices of Supplementary or Omitted Assessment.....		466/87	Aug. 22/87
Enumeration.....		411/89	July 29/89
Enumeration.....		210/91	May 25/91
Enumeration, 1990.....		578/90	Nov. 17/90
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		4/81	Jan. 24/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		5/81	Jan. 24/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		32/81	Feb. 14/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		760/81	Nov. 28/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		866/81	Jan. 19/82
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		867/81	Jan. 19/82

TABLE DES RÈGLEMENTS

517

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		787/82	Dec. 18/82
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		9/83	Jan. 22/83
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		51/83	Feb. 5/83
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		15/84	Jan. 28/84
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		95/84	Mar. 3/84
amended.....	360/85	July	13/85
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		74/85	Feb. 23/85
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		89/85	Mar. 9/85
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		4/86	Jan. 25/86
amended.....	66/86	Feb.	22/86
amended.....	100/86	Mar.	15/86
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		35/87	Feb. 14/87
amended.....	90/87	Mar.	7/87
amended.....	229/87	May	16/87
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		127/88	Mar. 19/88
amended.....	283/88	May	21/88
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		110/89	Mar. 18/89
amended.....	203/89	May	6/89
Equalization of Assessments (Various Municipalities) Under Subsection 63(3) of the Act (See 283/91)			
Equalization of 1989 Assessments for the 1990 Tax Year (Various Municipalities) Under Subsection 63(3) of the Act.....		486/90	Sept. 1/90
amended.....	283/91	June	29/91

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Equalization of 1990 Assessments for the 1991 Tax Year (Various Municipalities) Under Subsection 63(3) of the Act.....		281/91	June 29/91
Interior Information Questionnaire.....	69		
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 594/82)	70		
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 487/85)		594/82	Sept. 18/82
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 345/88)		487/85	Oct. 19/85
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 137/89)		345/88	June 18/88
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 210/91)		137/89	Apr. 1/89
Pipe Line Rates.....	71		
Pipe Line Rates.....		316/83	June 11/83
amended.....		529/85	Nov. 9/85
amended.....		73/86	Mar. 1/86
Pipe Line Rates.....		34/87	Feb. 14/87
amended.....		228/87	May 16/87
Pipe Line Rates.....		414/88	July 16/88
Pipe Line Rates.....		108/89	Mar. 18/89
Pipe Line Rates in Muskoka and Parry Sound.....	72		
Pipe Line Rates in Part of the District of Algoma and Part of The Regional Municipality of Ottawa-Carleton.....		684/86	Dec. 13/86
Pipe Line Rates in Parts of the Counties of Hastings and Simcoe and Parts of the United Counties of Prescott and Russell and Stormont, Dundas and Glengarry.....		193/89	Apr. 29/89
Pipe Line Rates in Parts of the Counties of Peterborough, Simcoe and Victoria and in Parts of the Districts of Sudbury and Algoma.....		89/87	Mar. 7/87
amended.....		267/87	May 30/87

TABLE DES RÉGLEMENTS

829

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Pipe Line Rates in the County of Huron and Parts of the counties of Haliburton, Hastings, Peterborough, Simcoe and Victoria and Part of the District of Timiskaming.....		469/88	Aug.	6/88
Pipe Line Rates in The Regional Municipality of Sudbury.....		375/86	July	12/86
Pipe Line Rates under Subsection 24(16) of the Act.....		529/90	Sept.	22/90
amended.....		387/91	July	20/91
Pipe Line Rates under Subsection 24(16a) of the Act.....		485/90	Sept.	1/90
amended.....		282/91	June	29/91
Pipe Line Rates under Subsection 24(17) of the Act.....		284/91	June	29/91
Postponement of 1981 Census.....		589/81	Sept.	12/81
Property Income Questionnaire.....	73			
School Tax Support (Voluntary Election).....		156/91	Apr.	27/91
Voter Identification Notice Under the <u>Municipal Elections Act</u>		488/88	Aug.	13/88
(revoked by 210/91)				

ASSESSMENT REVIEW COURT ACT

(See now Assessment Review Board Act)

Procedure.....	74
(revoked by 419/84)	

ASSESSMENT REVIEW BOARD ACT

Procedure.....	419/84	July	14/84
----------------	--------	------	-------

ATHLETICS CONTROL ACT

Amount of Tax	75		
General.....	76		
(revoked by 544/85)			
General.....	544/85	Nov.	16/85
amended.....	194/91	May	18/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
B			
BAILIFFS ACT			
General.....	77		
amended.....		610/83	Oct. 15/83
amended.....		267/86	May 24/86
amended.....		689/91	Nov. 30/91
BARRIE-INNISFIL ANNEXATION ACT, 1981			
Wards and Composition of Council.....		298/82	May 22/82
BARRIE-VESPRA ANNEXATION ACT, 1984			
Wards and Composition of Council.....		142/85	Apr. 20/85
BEACH PROTECTION ACT			
General.....	78		
BEEF CATTLE MARKETING ACT			
Licence Fees.....	79		
amended.....		651/81	Oct. 17/81
amended.....		276/82	May 8/82
amended.....		555/88	Sept. 24/88
Weighing of Beef Carcasses now Weighing of Carcasses (See 17/90)			
Weighing of Carcasses.....	80		
amended.....		341/82	June 12/82
amended.....		129/86	Apr. 5/86
amended.....		17/90	Feb. 3/90
Weighing of Live Cattle.....		340/82	June 12/82
amended.....		128/86	Apr. 5/86
BEEES ACT			
General.....	81		
amended.....		567/85	Nov. 23/85
amended.....		721/88	Dec. 24/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
BILLS OF SALE ACT				
General.....	82			
amended.....		138/84	Mar.	17/84
BLIND PERSONS' RIGHTS ACT				
Dog Guides.....	83			
amended.....		102/85	Mar.	16/85
amended.....		459/86	Aug.	16/86
amended.....		52/89	Feb.	18/89
BOILERS AND PRESSURE VESSELS ACT				
General.....	84			
amended.....		179/82	Apr.	10/82
amended.....		640/83	Oct.	29/83
amended.....		451/85	Sept.	28/85
amended.....		531/86	Sept.	20/86
amended.....		450/89	Aug.	12/89
BOUNDARIES ACT				
General.....	85			
amended.....		133/84	Mar.	17/84
amended.....		263/86	May	24/86
amended.....		66/88	Feb.	20/88
amended.....		322/91	July	13/91
BRANTFORD-BRANT ANNEXATION ACT, 1980				
Brantford (Township of), City of Brantford Boundary.....		696/90	Jan.	12/91
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1982.....		531/82	Aug.	21/82
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1983.....		575/83	Sept.	24/83
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1984.....		380/84	June	30/84
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1985.....		419/85	Sept.	7/85
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1986.....		467/86	Aug.	23/86
Transportation and Service Corridor		669/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Wards and Composition of Council and Public Utilities Commission.....		153/82	Apr.	3/82
BRUCELLOSIS ACT				
Vaccination.....	86			
BUILDING CODE ACT				
General.....	87			
amended.....		103/81	Mar.	14/81
amended.....		230/81	Apr.	25/81
amended.....		720/81	Nov.	14/81
(revoked by 583/83)				
General.....		583/83	Oct.	8/83
amended.....		549/84	Sept.	8/84
(revoked by 419/86)				
General.....		419/86	Aug.	9/86
amended.....		183/88	Apr.	23/88
amended.....		581/88	Oct.	8/88
amended.....		114/89	Mar.	18/89
amended.....		115/89	Mar.	18/89
(revoked by 413/90)				
General.....		413/90	Aug.	18/90
amended.....		400/91	Aug.	3/91
BUSINESS CORPORATIONS ACT				
(See now <u>Business Corporations Act, 1982</u>)				
Names.....	88			
(revoked by 446/83)				
BUSINESS CORPORATIONS ACT, 1982				
General.....		446/83	July	30/83
amended.....		678/83	Nov.	12/83
amended.....		199/84	Apr.	14/84
amended.....		669/84	Nov.	10/84
amended.....		778/84	Dec.	22/84
amended.....		148/85	Apr.	20/85
amended.....		495/85	Oct.	19/85
amended.....		681/85	Jan.	4/86
amended.....		159/87	Apr.	11/87
amended.....		452/88	July	30/88
amended.....		748/88	Dec.	31/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		358/89	July	8/89
amended.....		360/90	July	14/90
amended.....		578/91	Oct.	26/91

BUSINESS NAMES ACT, 1990

General.....	121/91	Apr.	13/91	(B)
amended.....	579/91	Oct.	26/91	
Restrictions Respecting Names.....	122/91	Apr.	13/91	(B)

C**CANADIAN INSURANCE EXCHANGE ACT, 1986**

General.....	751/86	Jan.	10/87	
--------------	--------	------	-------	--

CEMETERIES ACT

Closings and Removals.....	89			
amended.....	472/81	Aug.	1/81	
amended.....	824/82	Jan.	1/83	
amended.....	839/82	Jan.	8/83	
amended.....	179/83	Apr.	16/83	
amended.....	240/83	May	14/83	
amended.....	763/83	Dec.	24/83	
amended.....	176/84	Apr.	7/84	
amended.....	403/84	July	14/84	
amended.....	109/87	Mar.	14/87	
amended.....	189/87	Apr.	18/87	
amended.....	625/87	Dec.	5/87	
amended.....	63/88	Feb.	20/88	
amended.....	331/88	June	4/88	
amended.....	427/88	July	23/88	
amended.....	523/88	Sept.	3/88	
amended.....	56/89	Feb.	18/89	
amended.....	278/89	June	3/89	
amended.....	541/89	Oct.	21/89	
amended.....	51/90	Feb.	17/90	
amended.....	103/90	Mar.	24/90	
amended.....	325/90	June	30/90	
amended.....	562/90	Oct.	20/90	
amended.....	214/91	June	8/91	
General.....	90			
Trust Funds.....	91			
amended.....	222/81	Apr.	25/81	
amended.....	223/81	Apr.	25/81	
amended.....	215/91	June	8/91	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
CENTENNIAL CENTRE OF SCIENCE AND TECHNOLOGY ACT				
Fees.....	92			
amended.....		211/82	Apr.	24/82
amended.....		77/84	Feb.	25/84
amended.....		294/84	May	19/84
amended.....		381/86	July	12/86
amended.....		294/87	June	13/87
amended.....		575/89	Oct.	28/89
CERTIFICATION OF TITLES ACT				
General.....	93			
amended.....		595/82	Sept.	18/82
amended.....		134/84	Mar.	17/84
amended.....		581/84	Sept.	29/84
amended.....		264/86	May	24/86
amended.....		67/88	Feb.	20/88
amended.....		323/91	July	13/91
CHANGE OF NAME ACT				
Fees and Forms.....	94			
revoked.....		307/88	May	28/88
CHANGE OF NAME ACT, 1986				
General.....		64/87	Feb.	28/87 (B)
amended.....		371/90	July	21/90
amended.....		371/90	July	21/90
amended.....		326/91	July	13/91
CHARITABLE INSTITUTIONS ACT				
General.....	95			
amended.....		49/81	Feb.	21/81
amended.....		187/81	Apr.	11/81
amended.....		271/81	May	16/81
amended.....		481/81	Aug.	1/81
amended.....		615/81	Oct.	3/81
amended.....		698/81	Nov.	7/81
amended.....		814/81	Dec.	26/81
amended.....		69/82	Feb.	20/82
amended.....		311/82	May	22/82
amended.....		455/82	July	17/82
amended.....		549/82	Aug.	21/82
amended.....		553/82	Aug.	21/82
amended.....		720/82	Nov.	13/82
amended.....		71/83	Feb.	12/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	274/83	May	21/83
amended.....	461/83	Aug.	6/83
amended.....	580/83	Oct.	1/83
amended.....	648/83	Oct.	29/83
amended.....	697/83	Nov.	19/83
amended.....	729/83	Dec.	10/83
amended.....	766/83	Dec.	24/83
amended.....	63/84	Feb.	18/84
amended.....	79/84	Feb.	25/84
amended.....	310/84	June	2/84
amended.....	327/84	June	9/84
amended.....	496/84	Aug.	18/84
amended.....	627/84	Oct.	20/84
amended.....	704/84	Nov.	17/84
amended.....	27/85	Feb.	9/85
amended.....	209/85	May	25/85
amended.....	351/85	July	6/85
amended.....	400/85	Aug.	17/85
amended.....	553/85	Nov.	16/85
amended.....	47/86	Feb.	15/86
amended.....	138/86	Apr.	5/86
amended.....	246/86	May	17/86
amended.....	366/86	July	12/86
amended.....	442/86	Aug.	16/86
amended.....	641/86	Nov.	15/86
amended.....	38/87	Feb.	14/87
amended.....	224/87	May	9/87
amended.....	382/87	July	11/87
amended.....	451/87	Aug.	15/87
amended.....	591/87	Nov.	14/87
amended.....	48/88	Feb.	13/88
amended.....	267/88	May	14/88
amended.....	482/88	Aug.	13/88
amended.....	509/88	Aug.	27/88
amended.....	648/88	Nov.	12/88
amended.....	43/89	Feb.	18/89
amended.....	167/89	Apr.	15/89
amended.....	226/89	May	13/89
amended.....	429/89	Aug.	5/89
amended.....	605/89	Nov.	18/89
amended.....	52/90	Feb.	17/90
amended.....	212/90	May	12/90
amended.....	256/90	June	2/90
amended.....	428/90	Aug.	25/90
amended.....	571/90	Nov.	10/90
amended.....	619/90	Dec.	15/90
amended.....	678/90	Jan.	5/91
amended.....	17/91	Feb.	16/91
amended.....	189/91	May	11/91
amended.....	340/91	July	13/91
amended.....	414/91	Aug.	10/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		594/91	Nov. 2/91
amended.....		651/91	Nov. 16/91
amended.....		719/91	Dec. 14/91
CHILD AND FAMILY SERVICES ACT, 1984			
General.....		550/85	Nov. 16/85
amended.....		269/87	June 6/87
amended.....		347/87	July 4/87
amended.....		400/87	July 25/87
amended.....		624/87	Dec. 5/87
amended.....		219/88	Apr. 30/88
amended.....		162/89	Apr. 15/89
amended.....		551/89	Oct. 21/89
amended.....		177/90	Apr. 28/90
amended.....		139/91	Apr. 13/91
General.....		551/85	Nov. 16/85
CHILD WELFARE ACT (See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	96		
amended.....		72/81	Mar. 7/81
amended.....		787/81	Dec. 5/81
amended.....		102/82	Mar. 6/82
amended.....		484/82	July 31/82
(revoked by 550/85)			
Practice and Procedure of Societies.....	97		
(revoked by 550/85)			
CHILDREN'S INSTITUTIONS ACT (See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	98		
amended.....		815/81	Dec. 26/81
amended.....		730/83	Dec. 10/83
(revoked by 550/85)			
CHILDREN'S LAW REFORM ACT			
Forms.....	99		
amended.....		458/86	Aug. 16/86
CHILDREN'S MENTAL HEALTH SERVICES ACT (See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	100		
amended.....		816/81	Dec. 26/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		145/83	Mar. 26/83
amended.....		521/83	Sept. 3/83
(revoked by 550/85)			

CHILDREN'S RESIDENTIAL SERVICES ACT(See now Child and Family Services Act, 1984)

General.....	101		
amended.....		817/81	Dec. 26/81
amended.....		760/82	Dec. 4/82
amended.....		29/83	Feb. 5/83
(revoked by 28/83 But SEE section 59(2) of O.Reg. 28/83)			
General.....		28/83	Feb. 5/83
(revoked by 550/85)			

CHIROPODY ACT

General.....	102		
amended.....		169/81	Apr. 11/81
amended.....		590/81	Sept. 12/81
amended.....		24/83	Jan. 29/83
amended.....		18/84	Jan. 28/84
amended.....		94/85	Mar. 9/85
amended.....		103/87	Mar. 14/87
amended.....		583/88	Oct. 8/88
amended.....		688/90	Jan. 5/91

**CITY OF TORONTO 1981 ASSESSMENT
COMPLAINTS ACT, 1982**

Property Omitted from Schedule.....	812/82	Jan. 1/83
-------------------------------------	--------	-----------

COLLECTION AGENCIES ACT

General.....	103		
amended.....		137/81	Mar. 28/81
amended.....		701/81	Nov. 7/81
amended.....		147/82	Apr. 3/82
amended.....		346/82	June 12/82
amended.....		590/83	Oct. 1/83
amended.....		615/83	Oct. 15/83
amended.....		268/86	May 24/86
amended.....		690/91	Nov. 30/91

COMMERCIAL CONCENTRATION TAX ACT, 1989

Forms.....	577/90	Nov. 17/90
General.....	526/90	Sept. 22/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
COMMISSIONERS FOR TAKING AFFIDAVITS ACT				
Fees.....	104			
amended.....		368/84	June	23/84
amended.....		611/85	Dec.	14/85
COMMODITY BOARDS AND MARKETING AGENCIES ACT				
Levies -				
Cream.....	105			
amended.....		379/82	June	19/82
amended.....		855/82	Jan.	15/83
amended.....		482/83	Aug.	20/83
Milk.....	106			
Levies or Charges -				
Chicken.....	107			
amended.....		106/83	Mar.	12/83
amended.....		779/83	Dec.	31/83
amended.....		687/88	Jan.	2/88
amended.....		729/88	Dec.	31/88
amended.....		664/89	Dec.	23/89
Chicken (Over Quota).....	108			
amended.....		33/81	Feb.	14/81
amended.....		773/84	Dec.	22/84
Cream.....	109			
Eggs.....	110			
amended.....		462/81	July	25/81
amended.....		98/83	Mar.	5/83
amended.....		713/83	Nov.	26/83
amended.....		760/86	Jan.	17/87
amended.....		467/88	Aug.	6/88
amended.....		243/89	May	20/89
amended.....		83/90	Mar.	17/90
amended.....		524/90	Sept.	15/90
(revoked by 785/91)				
Eggs.....		785/91	Jan.	18/92
Eggs (Over Quota).....		759/86	Jan.	17/87
Fowl.....	111			
Hatching Eggs.....		367/87	July	11/87
Hatching Eggs and Chicks (Overquota).....		95/90	Mar.	17/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Milk.....	112			
amended.....		275/82	May	8/82
amended.....		518/82	Aug.	14/82
amended.....		814/82	Jan.	1/83
amended.....		514/83	Aug.	27/83
amended.....		512/84	Aug.	25/84
amended.....		426/85	Sept.	14/85
amended.....		505/86	Sept.	13/86
amended.....		96/90	Mar.	17/90
Tobacco.....		619/86	Nov.	1/86
Turkeys.....	113			
COMMODITY FUTURES ACT				
General.....	114			
amended.....		226/81	Apr.	25/81
amended.....		809/82	Dec.	25/82
amended.....		622/84	Oct.	20/84
amended.....		684/85	Jan.	4/86
amended.....		685/85	Jan.	4/86
amended.....		382/86	July	12/86
amended.....		289/89	June	10/89
COMMUNITY PSYCHIATRIC HOSPITALS ACT				
General.....	115			(B)
amended.....		345/91	July	13/91
Grants.....	116			(B)
amended.....		597/91	Nov.	2/91
COMMUNITY RECREATION CENTRES ACT				
General.....	117			
COMMUTER SERVICES ACT				
Dial-A-Bus Service.....	118			
COMPULSORY AUTOMOBILE INSURANCE ACT				
Certificate of Insurance..... (revoked by 402/81)	119			
Certificate of Insurance.....		402/81	July	4/81
Exemptions.....	120			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
CONDOMINIUM ACT				
General.....	121			
amended.....		348/82	June	12/82
amended.....		165/83	Apr.	9/83
amended.....		582/84	Sept.	29/84
amended.....		179/91	May	11/91
Surveys and The Description.....	122			
amended.....		133/81	Mar.	28/81
amended.....		349/82	June	12/82
amended.....		237/85	June	1/85
amended.....		446/90	Aug.	25/90
amended.....		180/91	May	11/91
CONSERVATION AUTHORITIES ACT				
Conservation Areas				
Ausable - Bayfield.....	123			
(revoked by 330/88)				
Ausable - Bayfield.....		330/88	June	4/88
Cataraqui Region.....	124			
(revoked by 197/88)				
Cataraqui Region.....		197/88	Apr.	23/88
Catfish Creek.....	125			
(revoked by 86/88)				
Catfish Creek.....		86/88	Mar.	5/88
Central Lake Ontario.....	126			
(revoked by 198/88)				
Central Lake Ontario.....		198/88	Apr.	23/88
Credit Valley.....	127			
(revoked by 199/88)				
Credit Valley.....		199/88	Apr.	23/88
Crowe Valley.....	128			
(revoked by 292/88)				
Crowe Valley.....		292/88	May	28/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Essex Region..... (revoked by 200/88)	129			
Essex Region.....		200/88	Apr.	23/88
Ganaraska Region..... (revoked by 623/89)	130			
Ganaraska Region.....		623/89	Nov.	25/89
Grand River..... (revoked by 293/88)	131			
Grand River.....		293/88	May	28/88
Grey Sauble.....		294/88	May	28/88
Hamilton Region..... (revoked by 114/88)	132			
Hamilton Region.....		114/88	Mar.	12/88
Halton Region..... (revoked by 365/88)	133			
Halton Region.....		365/88	June	25/88
Kawartha Region.....		295/88	May	28/88
Kettle Creek Region..... (revoked by 201/88)	134			
Kettle Creek.....		201/88	Apr.	23/88
Lake Simcoe Region.....		366/88	June	25/88
Lakehead Region.....		296/88	May	28/88
Long Point Region..... (revoked by 54/88)	135			
Long Point Region.....		54/88	Feb.	13/88
Lower Thames Valley..... (revoked by 297/88)	136			
Lower Thames Valley.....		297/88	May	28/88
Lower Trent Region.....		115/88	Mar.	12/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Maitland Valley..... (revoked by 55/88)	137			
Maitland Valley.....		55/88	Feb.	13/88
Mattagami Valley..... (revoked by 367/88)	138			
Mattagami Region.....		367/88	June	25/88
Metropolitan Toronto and Region..... (revoked by 593/88)	139			
Metropolitan Toronto and Region.....		593/88	Oct.	15/88
Mississippi Valley.....		202/88	Apr.	23/88
Moira River.....		594/88	Oct.	15/88
Napanee Region..... (revoked by 116/88)	140			
Napanee Region.....		116/88	Mar.	12/88
Niagara Peninsula..... (revoked by 298/88)	141			
Niagara Peninsula.....		298/88	May	28/88
Nickel District.....		203/88	Apr.	23/88
North Bay-Mattawa.....		204/88	Apr.	23/88
North Grey Region.....	142			
Nottawasaga Valley..... (revoked by 56/88)	143			
Nottawasaga Valley.....		56/88	Feb.	13/88
Otonabee Region..... (revoked by 595/88)	144			
Otonabee Region.....		595/88	Oct.	15/88
Prince Edward Region..... (revoked by 118/88)	145			
Prince Edward Region.....		118/88	Mar.	12/88

TABLE DES RÈGLEMENTS

S-13

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rideau Valley..... (revoked by 205/88)	146		
Rideau Valley.....		205/88	Apr. 23/88
St. Clair Region..... (revoked by 117/88)	147		
St. Clair Region.....		117/88	Mar. 12/88
Sauble Valley.....	148		
Saugeen Valley..... (revoked by 545/89)	149		
Saugeen Valley.....		545/89	Oct. 21/89
Sault Ste. Marie Region..... (revoked by 206/88)	150		
Sault Ste. Marie Region.....		206/88	Apr. 23/88
South Lake Simcoe.....	151		
South Nation River.....		628/88	Oct. 22/88
Upper Thames River..... (revoked by 57/88)	152		
Upper Thames River.....		57/88	Feb. 13/88
Fill -			
Ausable River..... (revoked by 544/84)	153		
Grand Valley.....	154		
Moira River.....	155		
Spencer Creek.....	156		
Fill and Alteration to Waterways -			
Long Point Region..... (revoked by 545/84)	157		
Raisin Region.....	158		
Sault Ste. Marie Region.....		683/81	Oct. 31/81
Fill, Construction and Alteration to Waterways -			
Ausable-Bayfield.....		544/84	Sept. 8/84

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Cataraqui Region.....	159			
Catfish Creek.....	160			
Central Lake Ontario.....	161			
Credit Valley.....	162			
amended.....		655/89	Dec.	23/89
Essex Region.....		730/82	Nov.	20/82
amended.....		784/84	Dec.	29/84
amended.....		437/85	Sept.	14/85
amended.....		535/91	Oct.	12/91
Ganaraska Region Conservation Authority.....		576/84	Sept.	29/84
amended.....		544/89	Oct.	21/89
Grand River.....	163			
(revoked by 154/86)				
Grand River.....		154/86	Apr.	12/86
amended.....		631/88	Nov.	5/88
Halton Region.....	164			
(revoked by 253/89)				
Halton Region.....		253/89	May	27/89
Hamilton Region.....	165			
amended.....		73/85	Feb.	23/85
(revoked by 617/86)				
Hamilton Region.....		617/86	Nov.	1/86
Kettle Creek.....	166			
(revoked by 446/86)				
Kettle Creek.....		446/86	Aug.	16/86
Lakehead Region.....	167			
(revoked by 152/91)				
Lakehead Region.....		152/91	Apr.	27/91
Long Point Region Conservation Authority.....		545/84	Sept.	8/84
amended.....		491/85	Oct.	19/85
Lower Thames Valley.....	168			
Lower Trent Region.....		194/89	Apr.	29/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Maitland Valley.....		503/81	Aug.	15/81
amended.....		313/84	June	2/84
(revoked by 22/91)				
Maitland Valley Conservation Authority.....		22/91	Feb.	16/91
Mattagami Region.....	169			
(revoked by 611/86)				
Mattagami Region.....		611/86	Oct.	25/86
Metropolitan Toronto and Region.....	170			
(revoked by 293/86)				
Metropolitan Toronto and Region.....		293/86	June	7/86
Mississippi Valley (The).....		211/88	Apr.	23/88
Napanee Region Conservation Authority.....		436/85	Sept.	14/85
Niagara Peninsula.....		220/81	Apr.	25/81
(revoked by 82/86)				
Niagara Peninsula.....		82/86	Mar.	8/86
(revoked by 99/91)				
Niagara Peninsula Conservation Authority.....		99/91	Apr.	6/91
Nickel District.....	171			
North Bay-Mattawa.....		278/85	June	15/85
North Grey.....	172			
Nottawasaga Valley.....	173			
amended.....		423/83	July	16/83
Otonabee Region.....	174			
(revoked by 60/89)				
Otonabee Region.....		60/89	Feb.	18/89
Rideau Valley.....	175			
St. Clair Region.....	176			
Sauble Valley.....	177			
Saugeen Valley.....	178			
amended.....		349/85	July	6/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
South Lake Simcoe.....	179			
amended.....		534/91	Oct.	12/91
Upper Thames River.....	180			
amended.....		395/84	July	7/84
(revoked by 171/88)				
Upper Thames River.....		171/88	Apr.	16/88
amended.....		303/88	May	28/88
CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981				
Aggregate Resources Act, 1989.....		201/90	May	12/90
amended.....		783/91	Jan.	11/92
Conservation Authorities Act.....		194/84	Apr.	14/84
amended.....		8/87	Jan.	14/87
amended.....		578/89	Oct.	28/89
amended.....		265/91	June	22/91
amended.....		781/91	Jan.	11/92
Hearings.....		688/81	Oct.	31/81
amended.....		200/82	Apr.	17/82
Lakes and Rivers Improvement Act.....		174/89	Apr.	15/89
amended.....		577/89	Oct.	28/89
amended.....		782/91	Jan.	11/92
Pits and Quarries Control Act.....		173/89	Apr.	15/89
Redhill Creek Expressway now Conservation Authorities Act (see 8/87)				
Regional Municipality of Durham Act.....		161/90	Apr.	21/90
Subsections 137(3) and (4) of the <u>Regional Municipality of Halton Act</u>		784/91	Jan.	11/92
CONSTRUCTION LIEN ACT, 1983				
General.....		159/83	Apr.	2/83
CONSUMER PROTECTION ACT				
General.....	181			
amended.....		102/81	Mar.	14/81
amended.....		702/81	Nov.	7/81
amended.....		614/83	Oct.	15/83
amended.....		269/86	May	24/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		366/90	July	14/90
amended.....		691/91	Nov.	30/91
CONSUMER REPORTING ACT				
General.....	182			
amended.....		345/82	June	12/82
amended.....		616/83	Oct.	15/83
amended.....		270/86	May	24/86
amended.....		692/91	Nov.	30/91
CO-OPERATIVE CORPORATIONS ACT				
General.....	183			
amended.....		144/86	Apr.	5/86
CO-OPERATIVE LOANS ACT				
General.....	184			
CORONERS ACT				
General.....	185			
amended.....		648/81	Oct.	17/81
amended.....		533/82	Aug.	21/82
amended.....		67/84	Feb.	18/84
amended.....		302/84	May	26/84
amended.....		292/86	May	31/86
amended.....		589/86	Oct.	18/86
amended.....		521/87	Sept.	19/87
amended.....		611/88	Oct.	15/88
amended.....		609/89	Nov.	18/89
amended.....		687/90	Jan.	5/91
CORPORATION SECURITIES REGISTRATION ACT				
Fees.....	190			
amended.....		676/83	Nov.	12/83
amended.....		201/84	Apr.	14/84
amended.....		670/84	Nov.	10/84
amended.....		162/87	Apr.	11/87
amended.....		455/88	July	30/88
CORPORATIONS ACT				
Evidence of Bona Fides on Applications..... (revoked by 152/82)	186			
General..... (revoked by 152/82)	187			

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General.....		152/82	Apr. 3/82
amended.....		519/82	Aug. 14/82
amended.....		674/82	Oct. 23/82
amended.....		677/83	Nov. 12/83
amended.....		200/84	Apr. 14/84
amended.....		668/84	Nov. 10/84
amended.....		779/84	Dec. 22/84
amended.....		42/85	Feb. 9/85
amended.....		116/85	Mar. 23/85
amended.....		682/85	Jan. 4/86
amended.....		160/87	Apr. 11/87
amended.....		217/87	May 9/87
amended.....		453/88	July 30/88
amended.....		359/89	July 8/89
amended.....		361/90	July 14/90
amended.....		580/91	Oct. 26/91
Insider Trading and Proxy Solicitation..... (revoked by 152/82)	188		

CORPORATIONS INFORMATION ACT

General.....	189		
amended.....		838/82	Jan. 8/83
amended.....		202/84	Apr. 14/84
amended.....		231/85	June 1/85
amended.....		161/87	Apr. 11/87
amended.....		454/88	July 30/88
amended.....		698/88	Dec. 3/88
amended.....		360/89	July 8/89
amended.....		362/90	July 14/90
amended.....		12/91	Feb. 16/91
amended.....		123/91	Apr. 13/91

CORPORATIONS TAX ACT

General.....	191		
amended.....		36/82	Feb. 13/82
amended.....		245/82	May 1/82
amended.....		254/82	May 1/82
amended.....		268/82	May 8/82
amended.....		466/83	Aug. 6/83
amended.....		511/83	Aug. 27/83
amended.....		756/83	Dec. 17/83
amended.....		647/84	Oct. 27/84
amended.....		191/85	May 11/85
amended.....		763/86	Jan. 17/87
amended.....		126/87	Mar. 28/87
amended.....		215/89	May 13/89
amended.....		60/90	Feb. 17/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		645/90	Dec.	29/90
amended.....		714/91	Dec.	14/91
COSTS OF DISTRESS ACT				
Costs.....	192			
amended.....		689/87	Jan.	2/88
COUNTY COURTS ACT				
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)				
Sittings of the County Court for the Judicial District of Waterloo..... (expired)		10/81	Jan.	31/81
Sittings of the County Court for the Judicial District of Haldimand..... (expired)		11/81	Jan.	31/81
Sittings of the County Court for the Judicial District of Peel..... (expired)		341/81	June	6/81
Sittings of the County Court for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)		853/81	Jan.	9/82
Sittings of the District Court for the District of Muskoka..... (expired)		385/82	June	19/82
Sittings of the County and District Courts for the Judicial District of Peel..... (expired)		386/82	June	19/82
Sittings of the County Court for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)		828/82	Jan.	8/83
Sitting of the County Court for the Judicial District of Hamilton-Wentworth..... (expired)		27/83	Jan.	29/83
Sittings of the District Court for the District of Kenora..... (expired)		174/83	Apr.	16/83
Sittings of the County Court for the Judicial District of York..... (expired)		338/83	June	25/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Sittings of the County Court for the Judicial District of Peel..... (expired)		339/83	June 25/83
Sittings of the County Court for the District of Parry Sound..... (expired)		433/83	July 23/83
Sittings of the County Court for the County of Perth..... (expired)		434/83	July 23/83
Sittings of the County Court for the Districts and Counties of Ontario..... (expired)		764/83	Dec. 24/83
Sittings of the County Court for the Counties of Peterborough, Prescott and Russell, Lambton and Wellington..... (expired)		16/84	Jan. 28/84
Sittings of the County Court for the Judicial District of Peel..... (expired)		17/84	Jan. 28/84
Sittings of the County Court for the County of Perth..... (expired)		373/84	June 30/84
COUNTY JUDGES ACT			
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
County and District Court Districts..... (expired)	193		
COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990			
Amalgamated Town - Change of Name.....		776/91	Jan. 11/92
Ward System for the Hydro-Electric Power Commission.....		273/91	June 22/91
Rates of Taxation, 1991.....		709/91	Dec. 14/91
Urban Services.....		682/90	Jan. 5/91
Ward System.....		149/91	Apr. 20/91

COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Designated Courts..... (revoked by 12/87)	392/86	July	12/86 (B)
Designated Courts.....	12/87	Jan.	31/87 (B)
Designated Courts - Bilingual Proceedings.....	806/84	Jan.	5/85
amended.....	432/87	Aug.	8/87
Designation of Regions.....	705/89	Jan.	6/90
District Court of Ontario.....	785/84	Dec.	29/84
amended.....	138/87	Apr.	4/87
amended.....	404/87	July	25/87
District of Algoma Civil Case Management Rules.....	442/90	Aug.	25/90 (B)
Duties of Clerks and Bailiffs of the Provincial Court (Civil Division).....	796/84	Jan.	5/85
Essex Civil Case Management Rules.....	443/90	Aug.	25/90 (B)
amended.....	397/91	Aug.	3/91
High Court - Composition..... (revoked by 204/85)	684/83	Nov.	12/83
High Court - Composition.....	204/85	May	25/85
Money Paid Into Court.....	295/90	June	23/90
amended.....	391/91	July	27/91
amended.....	619/91	Nov.	2/91
Number of Judges.....	296/90	June	23/90
amended.....	91/91	Mar.	30/91
Part-time Provincial Judges Authorized to Practise Law.....	808		
amended.....	81/81	Mar.	14/81
amended.....	719/81	Nov.	14/81
amended.....	574/82	Sept.	11/82
amended.....	566/83	Sept.	24/83
amended.....	332/84	June	16/84
(revoked by 228/85)			
Part-Time Provincial Judges Authorized to Practise Law.....	228/85	June	1/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Provincial Judges Benefits.....		332/84	June 16/84
amended.....		803/84	Jan. 5/85
amended.....		270/85	June 15/85
amended.....		696/86	Dec. 13/86
amended.....		335/87	June 27/87
amended.....		122/90	Apr. 7/90
amended.....		291/90	June 23/90
amended.....		293/90	June 23/90
amended.....		374/90	July 21/90
amended.....		269/91	June 22/91
Rules of Civil Procedure.....		560/84	Sept. 22/84 (B)
amended.....		786/84	Dec. 29/84
amended.....		478/85	Oct. 5/85
amended.....		221/86	May 10/86
amended.....		323/86	June 21/86
amended.....		484/86	Aug. 30/86
amended.....		366/87	July 11/87
amended.....		212/88	Apr. 23/88
amended.....		364/89	July 8/89
amended.....		422/89	Aug. 5/89
amended.....		711/89	Jan. 6/90
amended.....		328/90	July 7/90
amended.....		357/90	July 14/90
amended.....		441/90	Aug. 25/90
amended.....		219/91	June 8/91
amended.....		396/91	Aug. 3/91
Rules of Practice - Surrogate Court.....	925		
amended.....		845/82	Jan. 8/83
amended.....		501/84	Aug. 18/84
amended.....		213/88	Apr. 23/88
amended.....		242/89	May 20/89
amended.....		356/90	July 14/90
amended.....		398/91	Aug. 3/91
Rules of Practice and Procedure of the Provincial Offences Courts.....	809		
amended.....		651/82	Oct. 16/82
amended.....		519/87	Sept. 19/87
amended.....		148/90	Apr. 14/90
Rules of Practice and Procedure - Unified Family Court.....	939		
amended.....		653/82	Oct. 16/82
amended.....		807/84	Jan. 5/85
amended.....		104/85	Mar. 16/85
amended.....		571/85	Nov. 23/85
amended.....		93/86	Mar. 8/86
amended.....		324/86	June 21/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		388/87	July	18/87
amended.....		327/90	July	7/90
Rules of the Provincial Court				
(Civil Division).....		797/84	Jan.	5/85
amended.....		158/85	Apr.	20/85
amended.....		754/86	Jan.	10/87
Rules of the Provincial Court				
(Family Division).....	810			
amended.....		652/82	Oct.	16/82
amended.....		808/84	Jan.	5/85
amended.....		103/85	Mar.	16/85
amended.....		570/85	Nov.	23/85
amended.....		94/86	Mar.	8/86
amended.....		387/87	July	18/87
amended.....		37/89	Feb.	11/89
amended.....		705/91	Dec.	7/91
Salaries and Benefits of Masters.....				
	539			
amended.....		427/81	July	11/81
amended.....		576/82	Sept.	11/82
amended.....		371/83	July	9/83
amended.....		567/83	Sept.	24/83
amended.....		333/84	June	16/84
amended.....		805/84	Jan.	5/85
amended.....		229/85	June	1/85
amended.....		463/85	Sept.	28/85
amended.....		672/85	Jan.	4/86
amended.....		571/86	Oct.	11/86
amended.....		62/88	Feb.	20/88
amended.....		336/89	June	24/89
amended.....		124/90	Apr.	7/90
amended.....		289/90	June	23/90
amended.....		292/90	June	23/90
amended.....		420/90	Aug.	25/90
amended.....		406/91	Aug.	10/91
Salaries and Benefits of Provincial				
Judges.....	811			
amended.....		426/81	July	11/81
amended.....		177/82	Apr.	10/82
amended.....		573/82	Sept.	11/82
amended.....		372/83	July	9/83
amended.....		565/83	Sept.	24/83
amended.....		332/84	June	16/84
amended.....		804/84	Jan.	5/85
amended.....		227/85	June	1/85
amended.....		547/85	Nov.	16/85
amended.....		514/86	Sept.	13/86
amended.....		61/88	Feb.	20/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		337/89	June 24/89
amended.....		123/90	Apr. 7/90
amended.....		287/90	June 23/90
amended.....		290/90	June 23/90
amended.....		421/90	Aug. 25/90
amended.....		405/91	Aug. 10/91
Small Claims Court Jurisdiction.....		706/89	Jan. 6/90
Territorial Divisions for the Provincial Court (Civil Division).....		159/85	Apr. 20/85
amended.....		566/85	Nov. 23/85
amended.....		346/88	June 18/88
Toronto Civil Case Management Rules.....		703/91	Dec. 7/91 (B)
Toronto Family Case Management Rules.....		704/91	Dec. 7/91 (B)
CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT			
Annual Premium.....		150/87	Apr. 11/87
amended.....		45/88	Feb. 13/88
amended.....		159/89	Apr. 15/89
Credit Union Leagues.....	194		(B)
amended.....		59/81	Feb. 21/81
amended.....		481/90	Sept. 1/90
Designations Under Section 84 of the Act.....		802/82	Dec. 25/82
General.....	195		(B)
amended.....		744/83	Dec. 17/83
amended.....		145/86	Apr. 5/86
amended.....		96/89	Mar. 11/89
amended.....		631/90	Dec. 29/90
General.....		62/85	Feb. 23/85 (B)
amended.....		484/90	Sept. 1/90
Membership in Credit Unions.....	196		(B)
amended.....		482/90	Sept. 1/90
Membership in Credit Union Leagues.....		58/81	Feb. 21/81 (B)
amended.....		483/90	Sept. 1/90
Stabilization Funds.....		151/87	Apr. 11/87
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)			
Arbitration Proceedings.....	197		
amended.....		81/84	Feb. 25/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Crop Insurance Plan -				
Apples.....	198			
amended.....		768/81	Dec.	5/81
amended.....		37/83	Feb.	5/83
amended.....		754/83	Dec.	17/83
amended.....		796/83	Jan.	7/84
amended.....		82/84	Feb.	25/84
amended.....		6/85	Jan.	26/85
amended.....		647/85	Dec.	28/85
amended.....		675/86	Dec.	13/86
amended.....		222/88	Apr.	30/88
amended.....		730/88	Dec.	31/88
amended.....		15/90	Feb.	3/90
Asparagus.....		353/84	June	23/84
amended.....		659/87	Dec.	19/87
amended.....		460/90	Aug.	25/90
amended.....		488/91	Sept.	14/91
Beets.....	199			
(revoked by 313/81)				
Black Tobacco.....	200			
amended.....		376/81	June	20/81
amended.....		307/83	June	4/83
amended.....		573/83	Sept.	24/83
amended.....		464/84	Aug.	4/84
amended.....		490/87	Sept.	12/87
amended.....		307/89	June	10/89
amended.....		339/90	July	7/90
amended.....		551/91	Oct.	19/91
Burley Tobacco.....	201			
amended.....		375/81	June	20/81
amended.....		308/83	June	4/83
amended.....		572/83	Sept.	24/83
amended.....		463/84	Aug.	4/84
amended.....		491/87	Sept.	12/87
Cabbage and Carrots.....	202			
(revoked by 313/81)				
Carrots.....		217/82	Apr.	24/82
amended.....		271/83	May	21/83
amended.....		461/84	Aug.	4/84
amended.....		293/85	June	22/85
amended.....		508/86	Sept.	13/86
amended.....		326/87	June	27/87
amended.....		324/88	June	4/88
amended.....		300/89	June	10/89

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		469/90	Aug.	25/90
amended.....		552/91	Oct.	19/91
Cauliflower..... (revoked by 313/81)	203			
Coloured Beans.....	204			
amended.....		304/81	May	23/81
amended.....		92/82	Mar.	6/82
amended.....		215/82	Apr.	24/82
amended.....		44/83	Feb.	5/83
amended.....		141/84	Mar.	17/84
amended.....		288/85	June	22/85
amended.....		320/87	June	27/87
amended.....		223/88	Apr.	30/88
amended.....		303/89	June	10/89
amended.....		475/90	Aug.	25/90
amended.....		570/91	Oct.	26/91
Corn.....	205			
amended.....		310/81	May	30/81
amended.....		89/82	Mar.	6/82
amended.....		45/83	Feb.	5/83
amended.....		147/84	Mar.	17/84
amended.....		298/85	June	22/85
amended.....		319/87	June	27/87
amended.....		276/88	May	21/88
amended.....		297/89	June	10/89
amended.....		474/90	Aug.	25/90
Cucumbers.....		462/84	Aug.	4/84
amended.....		294/85	June	22/85
amended.....		291/86	May	31/86
amended.....		323/87	June	27/87
amended.....		226/88	Apr.	30/88
amended.....		466/90	Aug.	25/90
amended.....		489/91	Sept.	14/91
Flue-Cured Tobacco.....	206			
amended.....		311/81	May	30/81
amended.....		94/82	Mar.	6/82
amended.....		630/82	Oct.	9/82
amended.....		388/83	July	9/83
amended.....		359/84	June	23/84
amended.....		511/84	Aug.	25/84
amended.....		524/85	Nov.	2/85
amended.....		600/86	Oct.	25/86
amended.....		471/89	Aug.	19/89
amended.....		401/90	Aug.	4/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Forage Seeding Establishment.....	211			
amended.....		146/84	Mar.	17/84
amended.....		300/85	June	22/85
amended.....		224/88	Apr.	30/88
amended.....		302/89	June	10/89
amended.....		456/90	Aug.	25/90
amended.....		307/91	July	6/91
Fresh Market Crops.....	207			
(revoked by 313/81)				
Fruit and Vegetables now Specialty Crops (see 465/84)				
Grapes.....	208			
amended.....		769/81	Dec.	5/81
amended.....		793/82	Dec.	18/82
amended.....		7/85	Jan.	26/85
amended.....		650/85	Dec.	28/85
amended.....		68/88	Feb.	20/88
amended.....		120/89	Mar.	25/89
amended.....		465/90	Aug.	25/90
amended.....		331/91	July	13/91
Green and Wax Beans.....	209			
amended.....		504/82	Aug.	7/82
amended.....		263/83	May	21/83
amended.....		355/84	June	23/84
amended.....		289/85	June	22/85
amended.....		205/86	May	3/86
amended.....		318/87	June	27/87
amended.....		319/88	June	4/88
amended.....		324/89	June	17/89
amended.....		454/90	Aug.	25/90
amended.....		550/91	Oct.	19/91
Greenhouse Vegetables.....		310/89	June	10/89
amended.....		448/90	Aug.	25/90
Hay and Pasture.....	210			
amended.....		50/83	Feb.	5/83
amended.....		145/84	Mar.	17/84
amended.....		466/84	Aug.	4/84
amended.....		461/90	Aug.	25/90
amended.....		79/91	Mar.	23/91
Honey.....		605/88	Oct.	15/88
amended.....		313/89	June	10/89
amended.....		468/90	Aug.	25/90
amended.....		492/91	Sept.	14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Lima Beans.....	212			
amended.....		350/81	June	13/81
amended.....		503/82	Aug.	7/82
amended.....		358/84	June	23/84
amended.....		206/86	May	3/86
amended.....		317/87	June	27/87
amended.....		457/90	Aug.	25/90
amended.....		485/91	Sept.	14/91
Oil Seed.....		297/84	May	26/84
amended.....		295/85	June	22/85
amended.....		312/87	June	27/87
amended.....		279/88	May	21/88
amended.....		299/89	June	10/89
amended.....		453/90	Aug.	25/90
amended.....		553/91	Oct.	19/91
Onions.....		541/86	Sept.	20/86
amended.....		322/87	June	27/87
amended.....		326/88	June	4/88
amended.....		314/89	June	10/89
amended.....		477/90	Aug.	25/90
amended.....		491/91	Sept.	14/91
Onions Grown from Seed.....	213			
amended.....		287/81	May	23/81
amended.....		220/82	Apr.	24/82
amended.....		750/82	Nov.	27/82
amended.....		265/83	May	21/83
amended.....		460/84	Aug.	4/84
amended.....		304/85	June	22/85
(revoked by 541/86)				
Onions Grown from Sets.....	214			
amended.....		286/81	May	23/81
amended.....		221/82	Apr.	24/82
amended.....		751/82	Nov.	27/82
amended.....		264/83	May	21/83
amended.....		361/84	June	23/84
(revoked by 541/86)				
Peaches.....	215			
amended.....		770/81	Dec.	5/81
amended.....		794/82	Dec.	18/82
amended.....		38/83	Feb.	5/83
amended.....		794/83	Jan.	7/84
amended.....		676/86	Dec.	13/86
amended.....		34/89	Feb.	11/89
Peanuts.....		606/88	Oct.	15/88
amended.....		311/89	June	10/89
amended.....		459/90	Aug.	25/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Pears.....	216			
amended.....		771/81	Dec.	5/81
amended.....		753/82	Nov.	27/82
amended.....		39/83	Feb.	5/83
amended.....		795/83	Jan.	7/84
amended.....		8/85	Jan.	26/85
amended.....		648/85	Dec.	28/85
amended.....		69/88	Feb.	20/88
amended.....		119/89	Mar.	25/89
amended.....		464/90	Aug.	25/90
Peas.....	217			
amended.....		289/81	May	23/81
amended.....		307/82	May	22/82
amended.....		273/83	May	21/83
amended.....		357/84	June	23/84
amended.....		299/85	June	22/85
amended.....		208/86	May	3/86
amended.....		321/87	June	27/87
amended.....		320/88	June	4/88
amended.....		443/89	Aug.	12/89
amended.....		473/90	Aug.	25/90
Peppers.....	218			
amended.....		404/81	July	4/81
amended.....		95/82	Mar.	6/82
amended.....		270/83	May	21/83
amended.....		459/84	Aug.	4/84
amended.....		303/85	June	22/85
amended.....		85/86	Mar.	8/86
amended.....		227/88	Apr.	30/88
amended.....		306/89	June	10/89
amended.....		472/90	Aug.	25/90
Plums.....	219			
amended.....		772/81	Dec.	5/81
amended.....		754/82	Nov.	27/82
amended.....		40/83	Feb.	5/83
amended.....		797/83	Jan.	7/84
amended.....		9/85	Jan.	26/85
amended.....		649/85	Dec.	28/85
amended.....		36/89	Feb.	11/89
amended.....		184/91	May	11/91
Popping Corn.....		312/81	May	30/81
amended.....		96/82	Mar.	6/82
amended.....		218/82	Apr.	24/82
amended.....		269/83	May	21/83
amended.....		291/85	June	22/85
amended.....		225/88	Apr.	30/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		304/89	June 10/89
amended.....		450/90	Aug. 25/90
amended.....		712/91	Dec. 14/91
Potatoes.....		314/81	May 30/81
amended.....		97/82	Mar. 6/82
amended.....		49/83	Feb. 5/83
amended.....		142/84	Mar. 17/84
amended.....		159/86	Apr. 12/86
amended.....		328/87	June 27/87
amended.....		516/88	Sept. 3/88
amended.....		301/89	June 10/89
amended.....		451/90	Aug. 25/90
Pumpkins and Squash.....		287/85	June 22/85
amended.....		209/86	May 3/86
amended.....		313/87	June 27/87
amended.....		325/88	June 4/88
amended.....		312/89	June 10/89
amended.....		338/90	July 7/90
amended.....		490/91	Sept. 14/91
Red Beets.....		434/88	July 23/88
amended.....		298/89	June 10/89
amended.....		470/90	Aug. 25/90
Red Spring Wheat.....		607/88	Oct. 15/88
amended.....		308/89	June 10/89
amended.....		467/90	Aug. 25/90
amended.....		493/91	Sept. 14/91
Rutabagas.....		315/81	May 30/81
amended.....		98/82	Mar. 6/82
amended.....		223/82	Apr. 24/82
amended.....		268/83	May 21/83
amended.....		510/84	Aug. 25/84
amended.....		296/85	June 22/85
amended.....		327/87	June 27/87
amended.....		323/88	June 4/88
amended.....		305/89	June 10/89
amended.....		452/90	Aug. 25/90
amended.....		494/91	Sept. 14/91
Seed Corn.....	220		
amended.....		509/86	Sept. 13/86
amended.....		316/87	June 27/87
amended.....		321/88	June 4/88
amended.....		473/89	Aug. 19/89
amended.....		455/90	Aug. 25/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Sour Cherries.....	221			
amended.....		773/81	Dec.	5/81
amended.....		755/82	Nov.	27/82
amended.....		42/83	Feb.	5/83
amended.....		798/83	Jan.	7/84
amended.....		646/85	Dec.	28/85
amended.....		31/88	Feb.	6/88
amended.....		118/89	Mar.	25/89
amended.....		463/90	Aug.	25/90
Soybeans.....	222			
amended.....		309/81	May	30/81
amended.....		90/82	Mar.	6/82
amended.....		46/83	Feb.	5/83
amended.....		144/84	Mar.	17/84
(revoked by 297/84)				
Spanish Onions.....		316/81	May	30/81
amended.....		222/82	Apr.	24/82
amended.....		752/82	Nov.	27/82
amended.....		267/83	May	21/83
amended.....		360/84	June	23/84
(revoked by 541/86)				
Specialty Crops.....		313/81	May	30/81
amended.....		219/82	Apr.	24/82
amended.....		266/83	May	21/83
amended.....		465/84	Aug.	4/84
amended.....		286/85	June	22/85
amended.....		204/86	May	3/86
amended.....		329/87	June	27/87
amended.....		278/88	May	21/88
amended.....		294/89	June	10/89
amended.....		78/91	Mar.	23/91
amended.....		487/91	Sept.	14/91
Spring Grain.....	223			
amended.....		306/81	May	23/81
amended.....		91/82	Mar.	6/82
amended.....		47/83	Feb.	5/83
amended.....		140/84	Mar.	17/84
amended.....		302/85	June	22/85
amended.....		325/87	June	27/87
amended.....		277/88	May	21/88
amended.....		296/89	June	10/89
amended.....		449/90	Aug.	25/90
amended.....		569/91	Oct.	26/91
Strawberries.....		566/91	Oct.	26/91

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Sunflowers.....		478/87	Aug.	29/87
amended.....		327/88	June	4/88
amended.....		309/89	June	10/89
amended.....		471/90	Aug.	25/90
amended.....		306/91	July	6/91
Sweet Cherries.....	224			
amended.....		774/81	Dec.	5/81
amended.....		795/82	Dec.	18/82
amended.....		41/83	Feb.	5/83
amended.....		799/83	Jan.	7/84
amended.....		10/85	Jan.	26/85
amended.....		35/89	Feb.	11/89
Sweet Corn.....	225			
amended.....		290/81	May	23/81
amended.....		308/82	May	22/82
amended.....		272/83	May	21/83
amended.....		362/84	June	23/84
amended.....		207/86	May	3/86
amended.....		315/87	June	27/87
amended.....		444/89	Aug.	12/89
amended.....		458/90	Aug.	25/90
amended.....		567/91	Oct.	26/91
Tomatoes.....	226			
amended.....		291/81	May	23/81
amended.....		309/82	May	22/82
amended.....		309/83	June	4/83
amended.....		356/84	June	23/84
amended.....		292/85	June	22/85
amended.....		683/86	Dec.	13/86
amended.....		314/87	June	27/87
amended.....		322/88	June	4/88
amended.....		472/89	Aug.	19/89
amended.....		494/90	Sept.	1/90
amended.....		486/91	Sept.	14/91
Vine Crops.....	227			
(revoked by 313/81)				
White Beans.....	228			
amended.....		305/81	May	23/81
amended.....		93/82	Mar.	6/82
amended.....		216/82	Apr.	24/82
amended.....		48/83	Feb.	5/83
amended.....		139/84	Mar.	17/84
amended.....		301/85	June	22/85
amended.....		324/87	June	27/87
amended.....		189/88	Apr.	23/88

TABLE DES RÈGLEMENTS

263

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		295/89	June	10/89
amended.....		476/90	Aug.	25/90
amended.....		568/91	Oct.	26/91
Winter Wheat.....	229			
amended.....		99/82	Mar.	6/82
amended.....		571/83	Sept.	24/83
amended.....		635/84	Oct.	27/84
amended.....		619/85	Dec.	14/85
amended.....		695/86	Dec.	13/86
amended.....		681/87	Dec.	26/87
amended.....		201/89	May	6/89
amended.....		462/90	Aug.	25/90
amended.....		629/91	Nov.	9/91
Designation of Insurable Crops.....	230			
amended.....		288/81	May	23/81
amended.....		306/82	May	22/82
amended.....		305/83	June	4/83
amended.....		298/84	May	26/84
amended.....		354/84	June	23/84
amended.....		297/85	June	22/85
amended.....		296/87	June	20/87
amended.....		433/88	July	23/88
amended.....		16/90	Feb.	3/90
General.....	231			
amended.....		43/83	Feb.	5/83
amended.....		143/84	Mar.	17/84
amended.....		363/84	June	23/84
amended.....		290/85	June	22/85
amended.....		330/87	June	27/87
amended.....		228/88	Apr.	30/88
CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT				
General.....	232			
amended.....		252/85	June	8/85
amended.....		41/87	Feb.	14/87
amended.....		351/89	July	1/89
amended.....		181/90	Apr.	28/90
amended.....		201/91	May	18/91
amended.....		708/91	Dec.	14/91
Rules of Procedure.....	233			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
CROWN TIMBER ACT				
General.....	234			
amended.....		175/81	Apr.	11/81
amended.....		621/81	Oct.	10/81
amended.....		853/82	Jan.	15/83
amended.....		854/82	Jan.	15/83
amended.....		248/83	May	14/83
amended.....		151/84	Mar.	24/84
amended.....		166/84	Mar.	31/84
amended.....		393/84	July	7/84
amended.....		476/84	Aug.	18/84
amended.....		64/85	Feb.	23/85
amended.....		203/85	May	25/85
amended.....		117/86	Mar.	29/86
amended.....		373/86	July	12/86
amended.....		131/87	Mar.	28/87
amended.....		463/88	Aug.	6/88
D				
DANGEROUS GOODS TRANSPORTATION ACT, 1981				
General.....		363/85	July	13/85
amended.....		22/89	Feb.	4/89
(revoked by 460/89)				
General.....		460/89	Aug.	12/89
DAY NURSERIES ACT				
General.....	235			
amended.....		818/81	Dec.	26/81
amended.....		166/82	Apr.	3/82
amended.....		298/83	June	4/83
amended.....		401/83	July	16/83
(revoked by 760/83)				
General.....		760/83	Dec.	17/83 (B)
amended.....		500/84	Aug.	18/84
amended.....		533/84	Sept.	1/84
amended.....		592/84	Sept.	29/84
amended.....		499/85	Oct.	26/85
amended.....		119/86	Mar.	29/86
amended.....		144/87	Apr.	4/87
amended.....		467/87	Aug.	22/87
amended.....		621/87	Dec.	5/87
amended.....		24/88	Feb.	6/88
amended.....		143/88	Mar.	26/88
amended.....		439/89	Aug.	12/89
amended.....		383/90	July	28/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		50/91	Mar.	9/91
amended.....		218/91	June	8/91
amended.....		458/91	Sept.	7/91
DEAD ANIMAL DISPOSAL ACT				
General.....	236			
amended.....		572/91	Oct.	26/91 (B)
DENTAL TECHNICIANS ACT				
General.....	237			
amended.....		710/82	Nov.	13/82
amended.....		75/86	Mar.	8/86
amended.....		48/87	Feb.	14/87
amended.....		12/88	Jan.	30/88
amended.....		446/89	Aug.	12/89
amended.....		597/90	Dec.	1/90
amended.....		746/91	Jan.	4/92
DENTURE THERAPISTS ACT				
General.....	238			
amended.....		667/81	Oct.	24/81
amended.....		562/82	Aug.	28/82
amended.....		46/84	Feb.	11/84
amended.....		291/84	May	19/84
amended.....		143/85	Apr.	20/85
amended.....		584/88	Oct.	8/88
amended.....		672/90	Jan.	5/91
amended.....		658/91	Nov.	16/91
DEPOSITS REGULATION ACT				
General.....	239			
DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1989				
Development Charges.....		725/89	Jan.	13/90
Education Development Charges.....		722/89	Jan.	6/90
amended.....		242/90	May	26/90
DEVELOPMENT CORPORATIONS ACT				
Approval of Loans and Guarantees..... (revoked by 738/88)	240			
Approval of Loans and Guarantees..... (revoked by 77/91)		738/88	Dec.	31/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Approval of Loans and Guarantees.....		77/91	Mar.	23/91
Innovation Ontario Corporation.....		550/86	Oct.	4/86
amended.....		512/90	Sept.	15/90
amended.....		246/91	June	15/91
Ontario Film Development Corporation (The).....		37/86	Feb.	15/86
amended.....		678/87	Dec.	26/87
amended.....		82/89	Mar.	4/89
amended.....		145/91	Apr.	20/91
Ontario International Corporation.....	241			
amended.....		325/83	June	11/83
amended.....		755/83	Dec.	17/83
amended.....		113/84	Mar.	10/84
amended.....		97/89	Mar.	11/89
amended.....		703/89	Dec.	30/89
amended.....		768/91	Jan.	11/92

DEVELOPMENTAL SERVICES ACT

General.....	242			
amended.....		608/81	Sept.	26/81
amended.....		80/84	Feb.	25/84
amended.....		334/84	June	16/84
amended.....		50/85	Feb.	16/85
amended.....		52/85	Feb.	16/85
amended.....		502/85	Oct.	26/85
amended.....		165/89	Apr.	15/89

DISTRICT OF PARRY SOUND LOCAL GOVERNMENT ACT, 1979

Authority to Acquire Land - Township of The Archipelago.....		750/81	Nov.	28/81
Order of the Minister..... (this Reg. amends O.Reg. 199/80 see Schedule to R.R.O. 1980)		66/81	Feb.	28/81

DISTRICT WELFARE ADMINISTRATION BOARDS ACT

Application for Grant Under Section 10 of the Act.....	243			
amended.....		609/83	Oct.	15/83
amended.....		688/89	Dec.	30/89

DOG LICENSING AND LIVE STOCK AND POULTRY PROTECTION ACT

Application for Payment of a Grant..... 244

Dogs at Large in Unorganized Areas..... 245

DRAINAGE ACT

Forms.....	246				(B)
amended.....		300/81	May	23/81	
amended.....		573/91	Oct.	26/91	

Rules of Practice and Procedure
to be followed in all Proceedings
before the Referee..... 247

DRUGLESS PRACTITIONERS ACT

Chiropractors.....	248				(B)
amended.....		860/81	Jan.	9/82	
amended.....		521/82	Aug.	14/82	
amended.....		762/82	Dec.	4/82	
amended.....		20/84	Jan.	28/84	
amended.....		515/84	Aug.	25/84	
amended.....		223/85	June	1/85	
amended.....		256/85	June	8/85	
amended.....		557/85	Nov.	16/85	
amended.....		104/87	Mar.	14/87	
amended.....		35/88	Feb.	6/88	
amended.....		516/91	Oct.	5/91	

Classifications.....	249				(B)
amended.....		738/83	Dec.	17/83	
amended.....		515/91	Oct.	5/91	

General.....	250				
amended.....		242/81	May	9/81	
amended.....		19/84	Jan.	28/84	
amended.....		22/85	Feb.	9/85	
amended.....		696/85	Jan.	11/86	
amended.....		13/88	Jan.	30/88	

Masseurs.....	251				
amended.....		859/81	Jan.	9/82	
amended.....		277/82	May	8/82	
amended.....		711/82	Nov.	13/82	
amended.....		224/85	June	1/85	
amended.....		580/85	Nov.	23/85	
amended.....		618/87	Dec.	5/87	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		352/89	July	1/89
amended.....		648/90	Dec.	29/90
amended.....		706/91	Dec.	7/91
Osteopaths.....	252			
amended.....		239/83	May	14/83
Physiotherapists.....	253			
amended.....		513/81	Aug.	15/81
amended.....		638/83	Oct.	15/83
amended.....		126/84	Mar.	17/84
amended.....		614/84	Oct.	13/84
amended.....		23/85	Feb.	9/85
amended.....		640/85	Dec.	28/85
amended.....		502/86	Sept.	13/86
amended.....		636/86	Nov.	15/86
amended.....		619/87	Dec.	5/87
amended.....		654/88	Nov.	12/88
amended.....		522/89	Oct.	14/89
amended.....		598/90	Dec.	1/90

E

EDIBLE OIL PRODUCTS ACT

General.....	254			
amended.....		296/84	May	26/84

EDUCATION ACT

Apportionment 1980 Requisitions..... (this Reg. amends O.Reg. 230/80 - see Schedule to R.R.O. 1980)	344/81	June	6/81
Apportionment 1981 Requisitions.....	129/81	Mar.	28/81
amended.....	414/81	July	4/81
Apportionment 1982 Requisitions.....	199/82	Apr.	17/82
Apportionment 1983 Requisitions.....	223/83	Apr.	30/83
Apportionment 1984 Requisitions.....	43/84	Feb.	11/84
Apportionment 1985 Requisitions.....	129/85	Apr.	13/85
Apportionment 1986 Requisitions.....	114/86	Mar.	22/86
amended.....	597/86	Oct.	18/86
Apportionment 1987 Requisitions.....	99/87	Mar.	14/87
amended.....	216/88	Apr.	30/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Apportionment 1988 Requisitions..... amended.....		162/88 305/90	Apr. June	9/88 23/90
Apportionment 1989 Requisitions.....		156/89	Apr.	15/89
Apportionment 1990 Requisitions.....		143/90	Apr.	14/90
Apportionment 1991 Requisitions.....		87/91	Mar.	23/91
Assessment and Tax Adjustments..... amended.....		724/89 653/90	Jan. Dec.	6/90 29/90
Assessment and Tax Adjustments - 1991.....		68/91	Mar.	16/91
Calculation of Amount of Reserve or Reduction in Requirement Resulting from Strike or Lock-out.....	255			
Calculation of Average Daily Enrolment..... (revoked by 89/91)	256			
Calculation of Average Daily Enrolment..... amended..... (revoked by 89/91)		127/85 113/86	Apr. Mar.	13/85 22/86
Calculation of Average Daily Enrolment.....		89/91	Mar.	23/91
Calculation of Enrolment in Part XI-A of the Act.....		7/91	Feb.	2/91(B)
Calculation of Fees for Pupils, 1981.....		128/81	Mar.	28/81
Calculation of Fees for Pupils, 1982.....		198/82	Apr.	17/82
Calculation of Fees for Pupils, 1983..... amended.....		222/83 279/84	Apr. May	30/83 19/84
Calculation of Fees for Pupils..... amended.....		42/84 131/85	Feb. Apr.	11/84 13/85
Calculation of Fees for Pupils..... amended.....		130/85 467/85	Apr. Oct.	13/85 5/85
Calculation of Fees for Pupils..... amended.....		115/86 595/86	Mar. Oct.	22/86 18/86
Calculation of Fees for Pupils, 1987..... amended.....		100/87 217/88	Mar. Apr.	14/87 30/88
Calculation of Fees for Pupils, 1988.....		163/88	Apr.	9/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Calculation of Fees for Pupils, 1989.....		157/89	Apr.	15/89
Calculation of Fees for Pupils, 1990.....		142/90	Apr.	14/90
Calculation of Fees for Pupils, 1991.....		88/91	Mar.	23/91
Conditions for Extended Funding.....		102/87	Mar.	14/87
Continuing Education.....		154/89	Apr.	15/89
amended.....		415/89	July	29/89
County Combined Separate School Zones.....	257			
amended.....		418/81	July	4/81
amended.....		454/86	Aug.	16/86
amended.....		718/89	Jan.	6/90
Designation of School Divisions.....		720/89	Jan.	6/90
amended.....		314/90	June	30/90
Designation of School Divisions in Territorial Districts.....	258			
amended.....		706/83	Nov.	19/83
amended.....		563/84	Sept.	15/84
amended.....		735/84	Dec.	1/84
amended.....		174/86	Apr.	12/86
amended.....		623/87	Dec.	5/87
amended.....		231/88	Apr.	30/88
(revoked by 720/89)				
Designation of Support Staff.....		509/89	Oct.	7/89
Designation of Teachers.....		71/87	Feb.	28/87
District Combined Separate School Zones.....	259			
amended.....		556/81	Sept.	5/81
amended.....		858/81	Jan.	9/82
amended.....		879/81	Jan.	16/82
amended.....		419/82	July	3/82
amended.....		568/82	Sept.	4/82
amended.....		74/83	Feb.	12/83
amended.....		637/83	Oct.	15/83
amended.....		124/84	Mar.	10/84
amended.....		316/84	June	2/84
amended.....		671/84	Nov.	10/84
amended.....		242/85	June	1/85
amended.....		60/87	Feb.	21/87
amended.....		232/88	Apr.	30/88
amended.....		621/88	Oct.	22/88
(revoked by 719/89)				
District Combined Separate School Zones.....		719/89	Jan.	6/90
amended.....		313/90	June	30/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
District School Areas.....	260			
amended.....		636/83	Oct.	15/83
amended.....		690/85	Jan.	4/86
Early School Leaving.....	261			
(revoked by 532/83)				
Elementary and Secondary Schools and Schools for Trainable Retarded Pupils - General now Operation of Schools - General (See 233/88)				
Fees for Ministry Courses.....	263			
amended.....		713/81	Nov.	7/81
amended.....		573/84	Sept.	29/84
amended.....		689/85	Jan.	4/86
Fees for Transcripts and Statements of Standing and for Duplicates of Diplomas, Certificates and Letters of Standing.....	264			
(revoked by 436/89)				
Fees for Transcripts and Statements of Standing and for Duplicates of Diplomas, Certificates and Letters of Standing.....		436/89	Aug.	5/89
General Legislative Grants, 1979.....		342/81	June	6/81
(this Reg. amends O.Reg. 108/79 - see Schedule to R.R.O. 1980)				
General Legislative Grants, 1980.....		343/81	June	6/81
(this Reg. amends O.Reg. 228/80 - see Schedule to R.R.O. 1980)				
General Legislative Grants, 1980.....		55/83	Feb.	5/83
(this Reg. amends O.Reg. 228/80 - see Schedule to R.R.O. 1980)				
General Legislative Grants, 1981.....		127/81	Mar.	27/81
amended.....		56/83	Feb.	5/83
amended.....		415/83	July	16/83
General Legislative Grants, 1982.....		197/82	Apr.	17/82
amended.....		416/83	July	16/83
General Legislative Grants, 1983.....		221/83	Apr.	30/83
amended.....		280/84	May	19/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General Legislative Grants, 1984.....		44/84	Feb.	11/84
amended.....		241/85	June	1/85
amended.....		355/85	July	13/85
amended.....		636/85	Dec.	21/85
amended.....		512/86	Sept.	13/86
General Legislative Grants, 1985.....		128/85	Apr.	13/85
amended.....		466/85	Oct.	5/85
amended.....		112/86	Mar.	22/86
amended.....		511/86	Sept.	13/86
amended.....		513/86	Sept.	13/86
amended.....		702/87	Jan.	2/88
General Legislative Grants, 1986.....		116/86	Mar.	22/86
amended.....		596/86	Oct.	18/86
amended.....		704/87	Jan.	2/88
amended.....		306/90	June	23/90
General Legislative Grants, 1987.....		98/87	Mar.	14/87
amended.....		215/88	Apr.	30/88
amended.....		307/90	June	23/90
General Legislative Grants, 1988.....		160/88	Apr.	9/88
amended.....		698/89	Dec.	30/89
amended.....		308/90	June	23/90
General Legislative Grants, 1989.....		155/89	Apr.	15/89
amended.....		140/91	Apr.	13/91
General Legislative Grants, 1990.....		141/90	Apr.	14/90
amended.....		141/91	Apr.	13/91
General Legislative Grants, 1991.....		86/91	Mar.	23/91
James Bay Lowlands Secondary School Board.....	265			
amended.....		739/82	Nov.	20/82
Legislative Grants.....	266			
(revoked by 112/90)				
Northern District School Area Board.....		738/82	Nov.	20/82
North of Superior District Roman Catholic Separate School Board.....	267			
amended.....		418/82	July	3/82
amended.....		277/85	June	15/85
amended.....		669/86	Dec.	6/86
amended.....		384/88	July	2/88
revoked.....		721/89	Jan.	6/90
Ontario Schools for the Blind and the Deaf.....	268			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ontario Teacher's Qualifications.....	269			
amended.....		415/81	July	4/81
amended.....		417/81	July	4/81
amended.....		567/82	Sept.	4/82
amended.....		288/83	May	28/83
amended.....		27/84	Feb.	4/84
amended.....		231/84	Apr.	28/84
amended.....		451/84	July	28/84
amended.....		474/84	Aug.	18/84
amended.....		194/85	May	11/85
amended.....		111/86	Mar.	22/86
amended.....		175/86	Apr.	12/86
amended.....		222/86	May	10/86
amended.....		157/87	Apr.	11/87
amended.....		703/87	Jan.	2/88
amended.....		415/88	July	16/88
amended.....		34/91	Feb.	23/91
amended.....		415/91	Aug.	10/91
Operation of Schools - General	262			(B)
amended.....		416/81	July	4/81
amended.....		555/81	Sept.	5/81
amended.....		617/81	Oct.	3/81
amended.....		785/81	Dec.	5/81
amended.....		761/82	Dec.	4/82
amended.....		465/85	Oct.	5/85
amended.....		195/87	Apr.	25/87
amended.....		233/88	Apr.	30/88
amended.....		6/89	Jan.	28/89
amended.....		154/89	Apr.	15/89
amended.....		677/90	Jan.	5/91
amended.....		339/91	July	13/91
Payment of Legislative Grants.....		112/90	Mar.	24/90
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1987.....		101/87	Mar.	14/87
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1988.....		161/88	Apr.	9/88
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1989.....		158/89	Apr.	15/89
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1990.....		144/90	Apr.	14/90
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1991.....		90/91	Mar.	23/91
Practice and Procedure - Boards of Reference.....	270			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Prescott and Russell County Roman Catholic French-Language and English- Language Separate School Boards.....		479/91	Sept.	7/91 (B)
amended.....		759/91	Jan.	11/92
Pupil Records.....	271			
amended.....		380/86	July	12/86
recorded.....		212/91	May	25/91
Purchase of Milk.....	272			
Regional Tribunals.....		71/84	Feb.	18/84 (B)
amended.....		666/91	Nov.	16/91
School Year and School Holidays..... (revoked by 822/82)	273			
School Year and School Holidays.....		822/82	Jan.	1/83 (B)
amended.....		664/91	Nov.	16/91
Special Education Identification Placement and Review Committees and Appeals.....		554/81	Sept.	5/81 (B)
amended.....		663/91	Nov.	16/91
Special Education Programs and Services.....	274			
amended.....		553/81	Sept.	5/81
amended.....		62/82	Feb.	20/82
amended.....		77/86	Mar.	8/86
Special Grant.....	275			
Supervised Alternative Learning for Excused Pupils.....		532/83	Sept.	3/83 (B)
amended.....		665/91	Nov.	16/91
Supervisory Officers.....	276			
amended.....		495/83	Aug.	20/83
amended.....		473/84	Aug.	18/84
amended.....		668/86	Dec.	6/86
Teachers' Contracts.....	277			
amended.....		153/89	Apr.	15/89
Territory Without Municipal Organization Attached to a District Municipality.....		691/85	Jan.	4/86
Training Assistance.....		705/87	Jan.	2/88
Trustee Distribution.....		384/88	July	2/88
amended.....		47/91	Mar.	2/91

TABLE DES RÈGLEMENTS

S-75

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
EDUCATION STATUTE LAW AMENDMENT ACT, 1988				
Order Under Subsection 41(4).....		506/88	Aug.	27/88
ELDERLY PERSONS CENTRES ACT				
General.....	278			(B)
amended.....		47/81	Feb.	21/81
amended.....		819/81	Dec.	26/81
amended.....		500/85	Oct.	26/85
amended.....		711/87	Jan.	2/88
amended.....		595/91	Nov.	2/91
ELECTION ACT				
Fees and Expenses..... (revoked by 722/83)	279			
Fees and Expenses..... (revoked by 120/87)		722/83	Dec.	3/83
ELECTION ACT, 1984				
Fees and Expenses..... (revoked by 216/90)		120/87	Mar.	21/87
Fees and Expenses.....		216/90	May	12/90
ELEVATING DEVICES ACT				
General.....		229/81	Apr.	25/81
amended.....		803/82	Dec.	25/82
amended.....		463/86	Aug.	16/86
amended.....		451/89	Aug.	12/89
EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP PLAN ACT, 1988				
Forms.....		362/88	June	25/88
amended.....		643/91	Nov.	16/91
General.....		242/88	May	7/88
EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989				
General.....		640/90	Dec.	29/90
EMPLOYMENT AGENCIES ACT				
General.....	280			
amended.....		225/81	Apr.	25/81
amended.....		203/90	May	12/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
EMPLOYMENT STANDARDS ACT			
Agricultural Industry Advisory Committee.....		48/91	Mar. 2/91
Ambulance Service Industry.....	281		
amended.....		94/81	Mar. 14/81
amended.....		803/83	Jan. 7/84
revoked.....		568/86	Oct. 11/86
Amending Certain Regulations.....		568/86	Oct. 11/86
Benefit Plans.....	282		
amended.....		443/88	July 30/88
Consolidated Hearings.....		591/91	Nov. 2/91
Domestics and Nannies	283		
amended.....		75/84	Feb. 25/84
amended.....		39/85	Feb. 9/85
amended.....		568/86	Oct. 11/86
(revoked by 308/87)			
Domestics, Nannies and Sitters.....		308/87	June 27/87
amended.....		533/87	Oct. 3/87
Employee Wage Protection Program.....		590/91	Nov. 2/91
Forms.....		444/87	Aug. 15/87
Fruit, Vegetable and Tobacco Harvesters.....	284		
amended.....		241/81	May 9/81
amended.....		342/84	June 16/84
amended.....		307/85	June 22/85
amended.....		568/86	Oct. 11/86
amended.....		300/87	June 20/87
amended.....		444/88	July 30/88
amended.....		377/89	July 15/89
amended.....		490/90	Sept. 1/90
amended.....		509/91	Oct. 5/91
General.....	285		
amended.....		93/81	Mar. 14/81
amended.....		299/82	May 22/82
amended.....		802/83	Jan. 7/84
amended.....		189/84	Apr. 14/84
amended.....		2/86	Jan. 25/86
amended.....		568/86	Oct. 11/86
amended.....		301/87	June 20/87
amended.....		309/87	June 27/87
amended.....		534/87	Oct. 3/87
amended.....		445/88	July 30/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		288/89	June	3/89
amended.....		378/89	July	15/89
amended.....		409/90	Aug.	11/90
amended.....		489/90	Sept.	1/90
amended.....		508/91	Oct.	5/91
Residential Care Workers.....		440/82	July	10/82
Termination of Employment.....	286			
amended.....		495/82	Aug.	7/82
amended.....		531/83	Sept.	3/83
amended.....		301/84	May	26/84
amended.....		120/85	Mar.	23/85
amended.....		200/91	May	18/91

ENDANGERED SPECIES ACT

Endangered Species.....	287			
amended.....		153/81	Apr.	4/81
amended.....		322/84	June	9/84
amended.....		252/87	May	30/87
amended.....		195/88	Apr.	23/88
amended.....		299/90	June	23/90

ENERGY ACT

Fuel Oil Code.....	288			
amended.....		453/89	Aug.	12/89
amended.....		679/91	Nov.	23/91
Gas Pipeline Systems.....	289			
(revoked by 450/84)				
Gas Pipeline Systems.....		450/84	July	28/84
amended.....		627/87	Dec.	5/87
amended.....		454/89	Aug.	12/89
amended.....		680/91	Nov.	23/91
Gas Utilization Code.....	290			
(revoked by 826/82)				
Gas Utilization Code.....		826/82	Jan.	1/83
(revoked by 244/89)				
Gas Utilization Code.....		244/89	May	20/89
amended.....		452/89	Aug.	12/89
amended.....		92/90	Mar.	17/90
amended.....		399/91	Aug.	3/91
amended.....		681/91	Nov.	23/91
Oil Pipeline Systems.....		626/87	Dec.	5/87
amended.....		682/91	Nov.	23/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Oil Pipeline Transportation Systems.....	291			
amended.....		104/81	Mar.	14/81
amended.....		754/84	Dec.	15/84
(revoked by 626/87)				
Propane Storage, Handling and Utilization Code.....	292			
amended.....		135/81	Mar.	28/81
(revoked by 825/82)				
Propane Storage, Handling and Utilization Code.....		825/82	Jan.	1/83
amended.....		295/83	June	4/83
amended.....		522/84	Sept.	1/84
amended.....		838/84	Jan.	19/85
amended.....		619/88	Oct.	22/88
amended.....		99/89	Mar.	11/89
amended.....		455/89	Aug.	12/89
amended.....		683/91	Nov.	23/91
amended.....		707/91	Dec.	7/91
ENERGY EFFICIENCY ACT, 1988				
Standards.....		340/89	July	1/89
amended.....		689/89	Dec.	30/89
amended.....		355/90	July	14/90
(revoked by 480/91)				
Standards.....		480/91	Sept.	14/91
ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT				
Compliance Order - Ministry of Natural Resources - MNR-C-1.....		3/90	Jan.	20/90
Compliance Order - Ministry of Natural Resources - MNR-C-2.....		493/90	Sept.	1/90
Designation - Browning-Ferris Industries Limited.....		576/89	Oct.	28/89
Designation - Fighting Island Rehabilitation.....		807/82	Dec.	25/82
Designation - Handling of Dangerous Goods at Morton Terminal.....		244/90	May	26/90
Designation - KAM 1 Hydro-Electric Project.....		335/88	June	11/88
Designation - Laidlaw Waste System Inc.....		457/91	Sept.	7/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Designation - Lake Ontario Steel Company - A Division of Co-Steel Inc.....		13/91	Feb. 16/91
Designation - Mines at Stevens Island, Cameron Island and Shoal Lake.....		486/89	Sept. 9/89
Designation - Petro-Sun International Inc. and SNC Inc.....		204/87	May 2/87
Designation - Reclamation Systems Inc.....		17/89	Feb. 4/89
Designation - St. Lawrence Cement Inc.....		417/90	Aug. 25/90
Designation - Steetley Quarry Products Inc.....		283/89	June 3/89
Designation - Tricil Limited.....		640/89	Dec. 9/89
Designation - TSI Trintek Systems Inc.....		710/87	Jan. 2/88
amended.....		85/89	Mar. 4/89
Designation - Unitec Disposal Inc.....		641/89	Dec. 9/89
Exemption -			
Adelaide, The Corporation of the Township of -ADEL-TP-1.....		776/82	Dec. 11/82
Association of Conservation Authorities of Ontario, The - ACAO-1.....		660/90	Jan. 5/91
Black River-Matheson, The Township of -BLAC-TWP-1.....		553/86	Oct. 4/86
Brantford, City of - BRAN-C-1.....		78/90	Mar. 10/90
Brockville, The Corporation of the City of -BROC-C-2.....		779/82	Dec. 11/82
Chapleau, The Corporation of the Township of -CHAP-TP-1.....		418/83	July 16/83
La Cité collégiale - PR-CC-04.....		312/90	June 30/90
Cobourg, The Corporation of the Town of -COBG-T-1.....		239/88	May 7/88
- COBG-T-1/2.....		413/89	July 29/89
Credit Valley Conservation Authority - CDV-01.....		484/83	Aug. 20/83
- CDV-02.....		324/84	June 9/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Disposition of Land for the Taunton Road/Steeles Avenue Bridge Crossing at West Duffin Creek - MGS-104.....		416/91	Aug. 10/91
Drayton, The Corporation of the Village of - DRAY-V-1.....		810/83	Jan. 14/84
Dubreuilville, The Corporation of the Improvement District of - DUBR-1D-1.....		3/83	Jan. 22/83
- DUBR-1D-2.....		653/83	Oct. 29/83
Durham, The Regional Municipality of - DURH-RG-1..... (Suspended by 659/90)		396/90	Aug. 4/90
Dysart et al, The Corporation of the Township of - DYSA-TWP-1.....		494/86	Sept. 6/86
Essa, The Corporation of the Township of - ESSA-TP-1.....		1/83	Jan. 22/83
Essex Region Conservation Authority - ESR-01.....		115/85	Mar. 23/85
Essex, The Corporation of the County of - ESSE-CT-1.....		70/87	Feb. 28/87
- ESSE-CT-2.....		119/88	Mar. 19/88
Fort Erie, The Corporation of the Town of - FORT E-T-1..... (revoked by 723/91)		192/86	Apr. 26/86
Fort Erie, The Corporation of the Town of - FORT E-T-2.....		723/91	Dec. 14/91
Frontenac and Lennox and Addington (Counties of).....		433/86	Aug. 16/86
Ganaraska Region Conservation Authority and The Corporation of the Town of Port Hope - PHOP-2.....		483/83	Aug. 20/83
Gloucester Hydro - GLOU-C-1.....		371/84	June 30/84
Gloucester Hydro-Electric Commission - GLOU-C-2.....		567/87	Oct. 24/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Goderich, The Corporation of the Township of The Corporation of the Town of Goderich, The Corporation of the Town of Clinton, and The Corporation of the Township of Colborne - GODE-T-1.....		309/91	July 6/91
Grimsby, The Corporation of the Town of - GRIM-T-1.....		258/86	May 24/86
- GRIM-T-1/1.....		598/89	Nov. 11/89
Guelph, The Corporation of the City of - GUEL-C-1.....		148/91	Apr. 20/91
Haldimand-Norfolk, The Regional Municipality of - RMHN - 1.....		432/86	Aug. 16/86
Halton, The Regional Municipality of - HALT-RG-01.....		240/84	May 5/84
Hamilton, The Corporation of the City of - HAMI-C-1.....		257/83	May 21/83
Hamilton Region Conservation Authority - HMR-01.....		468/82	July 24/82
Hamilton-Wentworth, The Regional Municipality of - HW-RG-01.....		563/90	Oct. 20/90
Hearst, Town of - HRST-T-1.....		576/86	Oct. 11/86
Highway No. 404.....		352/81	June 13/81
Huron, Township of - HUR-1.....		407/81	July 4/81
Ingersoll, Town of, Township of South- West Oxford - ING-1.....		762/86	Jan. 17/87
Johnson, Township of - JOHN-TWP-1.....		386/86	July 12/86
Kanata Hydro-Electric Commission - KANA-C-1.....		492/86	Sept. 6/86
Kapuskasing, The Corporation of the Town of - MUN-TWN-KAP-1.....		367/83	July 9/83
Keewatin, The Corporation of the Town of - KEEW-T-1.....		697/91	Nov. 30/91
Kenora, The Corporation of the Town of - KENO-T-1.....		270/90	June 9/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Kingston, Township of			
- MUN-1.....	123/81	Mar.	21/81
Kirkland Lake, The Corporation of the Town of, Community of Swastika			
- KIRK-T-1.....	601/84	Oct.	6/84
Kitchener-Wilmot Hydro.....	498/88	Aug.	20/88
Laidlaw Waste Systems - Storrington Township - LAL-ST-01.....	702/90	Jan.	12/91
Markham Hydro			
- MARK-T-1.....	641/84	Oct.	27/84
- Electric Commission - MARK-T-2.....	372/86	July	12/86
Michipicoten, The Township of			
- MICH-TP-1.....	372/84	June	30/84
Ministry of Citizenship and Culture			
- MCC-1.....	279/82	May	15/82
Ministry of Energy - Energy-1.....	655/81	Oct.	17/81
Ministry of the Environment			
- MOE-21.....	659/81	Oct.	17/81
- MOE-22.....	762/81	Nov.	28/81
- MOE-24.....	832/81	Jan.	2/82
- MOE-23.....	880/81	Jan.	16/82
- MOE-24/2.....	646/82	Oct.	16/82
- MOE-25.....	237/83	May	7/83
- MOE-26.....	664/83	Oct.	29/83
- MOE-27.....	179/84	Apr.	14/84
- MOE-28.....	358/85	July	13/85
- MOE-29.....	386/85	Aug.	10/85
- MOE-30.....	632/85	Dec.	21/85
- MOE-32.....	334/86	June	28/86
- MOE-31.....	370/86	July	12/86
(revoked by 16/89)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
- MOE-33.....		411/87	July	25/87
- MOE-33/1.....		576/87	Oct.	31/87
- MOE-32/1.....		410/88	July	16/88
- MOE-34.....		497/88	Aug.	20/88
- MOE-35.....		547/88	Sept.	17/88
- MOE-36.....		715/88	Dec.	17/88
- MOE-37.....		722/88	Dec.	24/88
- MOE-31/1..... (revoked by 101/90)		16/89	Feb.	4/89
- MOE-38.....		475/89	Aug.	19/89
- MOE-39.....		627/89	Nov.	25/89
- MOE-40.....		668/89	Dec.	23/89
- MOE-41.....		1/90	Jan.	20/90
- MOE-31/2.....		101/90	Mar.	17/90
- MOE-42.....		102/90	Mar.	17/90
- MOE-43.....		336/90	July	7/90
- MOE-31/3.....		469/91	Sept.	7/91
- MOE-45.....		549/91	Oct.	19/91
- MOE-44.....		626/91	Nov.	9/91
- MOE-31/4.....		764/91	Jan.	11/92
Ministry of Government Services				
- MGS-43.....		23/81	Feb.	14/81
- MGS-44.....		318/81	May	30/81
- MGS-45.....		430/81	July	11/81
- MGS-46.....		658/81	Oct.	17/81
- MGS-47.....		761/81	Nov.	28/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
- MGS-49.....		170/82	Apr.	3/82
- MGS-48.....		263/82	May	8/82
- MGS-50.....		780/82	Dec.	11/82
- MGS-51.....		781/82	Dec.	11/82
- MGS-52.....		14/83	Jan.	22/83
- MGS-53.....		366/83	July	9/83
- MGS-54.....		35/84	Feb.	11/84
- MGS-55.....		34/84	Feb.	11/84
- MGS-56.....		273/84	May	19/84
- MGS-57.....		439/84	July	28/84
- MGS-58.....		440/84	July	28/84
- MGS-59.....		441/84	July	28/84
- MGS-62.....		112/85	Mar.	23/85
- MGS-61.....		113/85	Mar.	23/85
- MGS-66.....		448/85	Sept.	21/85
- MGS-65.....		471/85	Oct.	5/85
- MGS-67.....		125/86	Mar.	29/86
- MGS-64.....		257/86	May	24/86
- MGS-68.....		371/86	July	12/86
- MGS-63.....		385/86	July	12/86
- MGS-71.....		493/86	Sept.	6/86
- MGS-70.....		495/86	Sept.	6/86
- MGS-72.....		624/86	Nov.	15/86
- MGS-73.....		659/86	Nov.	22/86
- MGS-76.....		552/87	Oct.	17/87
- MGS-78.....		608/87	Nov.	28/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MGS-75.....	614/87	Dec.	5/87
- MGS-79.....	73/88	Feb.	20/88
- MGS-82.....	209/88	Apr.	23/88
- MGS-83.....	337/88	June	11/88
- MGS-84.....	411/88	July	16/88
- MGS-86.....	499/88	Aug.	20/88
- MGS-90.....	563/88	Oct.	1/88
- MGS-88.....	564/88	Oct.	1/88
- MGS-91.....	645/88	Nov.	12/88
- MGS-89.....	683/88	Nov.	26/88
- MGS-81.....	711/88	Dec.	17/88
- MGS-93.....	18/89	Feb.	4/89
- MGS-74.....	113/89	Mar.	18/89
- MGS-80.....	134/89	Apr.	1/89
- MGS-92.....	170/89	Apr.	15/89
- MGS-98.....	285/89	June	3/89
- MGS-99.....	393/89	July	15/89
- MGS-85.....	410/89	July	29/89
- MGS-100.....	474/89	Aug.	19/89
- MGS-101.....	593/89	Nov.	4/89
- MGS-95.....	666/89	Dec.	23/89
- MGS-103.....	667/89	Dec.	23/89
- MGS-102.....	2/90	Jan.	20/90
Ministry of Natural Resources			
- MNR-33.....	164/81	Apr.	4/81
- MNR-11/3.....	284/81	May	23/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
- MNR-17/2.....		347/81	June	6/81
- MNR-35.....		373/81	June	20/81
- MNR-19/3.....		431/81	July	11/81
- MNR-34.....		433/81	July	11/81
- MNR-32/2.....		653/81	Oct.	17/81
- MNR-36.....		710/81	Nov.	7/81
- MNR-31/2.....		882/81	Jan.	16/82
- MNR-19/4.....		883/81	Jan.	16/82
- MNR-37.....		194/82	Apr.	17/82
- MNR-11/4.....		261/82	May	8/82
- MNR-30/2.....		264/82	May	8/82
- MNR-39..... (revoked by 320/83)		467/82	July	24/82
- MNR-38.....		614/82	Oct.	2/82
- MNR-40.....		681/82	Oct.	30/82
- MNR-35/2.....		10/83	Jan.	22/83
- MNR-19/5.....		11/83	Jan.	22/83
- MNR-41.....		12/83	Jan.	22/83
- MNR-11/5.....		13/83	Jan.	22/83
- MNR-39/2.....		320/83	June	11/83
- MNR-30/3.....		348/83	June	25/83
- MNR-43..... (revoked by 684/88)		364/83	July	9/83
- MNR-11/6.....		417/83	July	16/83
- MNR-28/2.....		654/83	Oct.	29/83
- MNR-26/2.....		655/83	Oct.	29/83
- MNR-29/2.....		656/83	Oct.	29/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MNR-30/4.....		723/83	Dec. 3/83
- MNR-11/7.....		2/84	Jan. 21/84
- MNR-26/3.....		221/84	Apr. 28/84
- MNR-46.....		226/84	Apr. 28/84
- MNR-47.....		338/84	June 16/84
- MNR-11/8.....		442/84	July 21/84
- MNR-26/4.....		444/84	July 28/84
- MNR-50..... (revoked by 243/88)		536/84	Sept. 1/84
- MNR-49.....		613/84	Oct. 13/84
- MNR-39/3.....		660/84	Nov. 3/84
- MNR-30/5.....		710/84	Nov. 17/84
- MNR-35/3.....		711/84	Nov. 17/84
- MNR-11/9.....		2/85	Jan. 26/85
- MNR-44..... (revoked by 684/88)		3/85	Jan. 26/85
- MNR-42.....		109/85	Mar. 23/85
- MNR-39/4.....		470/85	Oct. 5/85
- MNR-30/6.....		576/85	Nov. 23/85
- MNR-39/5.....		193/86	Apr. 26/86
- MNR-30/7.....		657/86	Nov. 22/86
- MNR-39/6.....		193/87	Apr. 18/87
- MNR-52.....		369/87	July 11/87
- MNR-30/8..... (revoked by 87/89)		607/87	Nov. 28/87
- MNR-50/2.....		243/88	May 7/88
- MNR-52/2.....		481/88	Aug. 13/88
- MNR-44/2.....		684/88	Nov. 26/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MNR-30/9..... (revoked by 381/90)		87/89	Mar. 11/89
- MNR-26/5.....		172/89	Apr. 15/89
- MNR-52/3..... (expired)		498/89	Sept. 23/89
- MNR-39/7.....		499/89	Sept. 23/89
- MNR-26/6.....		596/89	Nov. 11/89
- MNR-54.....		597/89	Nov. 11/89
- MNR-55.....		24/90	Feb. 3/90
- MNR-26/7.....		145/90	Apr. 14/90
- MNR-56.....		310/90	June 30/90
- MNR-30/10.....		381/90	July 28/90
- MNR-57.....		279/91	June 29/91
- MNDM/MNR-1 (See Ministry of Northern Development and Mines)			
Ministry of Northern Development and Mines			
- MNDM-1..... (revoked by 371/89)		284/88	May 21/88
- MNDM-1/2.....		371/89	July 8/89
Ministry of Northern Development and Mines and Ministry of Natural Resources			
- MNDM/MNR-1.....		15/87	Feb. 7/87
Ministry of Transportation			
- MTC-56.....		311/90	June 30/90
- MTC-58.....		407/90	Aug. 11/90
- MTC-59.....		280/91	June 29/91
Ministry of Transportation and Communications			
- MTC-37.....		115/81	Mar. 14/81
- MTC-38.....		191/81	Apr. 18/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MTC-39.....		257/81	May 16/81
- MTC-40.....		406/81	July 4/81
- MTC-42.....		465/81	July 25/81
- MTC-43.....		654/81	Oct. 17/81
- MTC-41.....		657/81	Oct. 17/81
- MTC-44.....		660/81	Oct. 17/81
- MTC-45.....		735/81	Nov. 21/81
- MTC-47.....		736/81	Nov. 21/81
- MTC-46.....		737/81	Nov. 21/81
- MTC-48.....		739/81	Nov. 21/81
- MTC-50.....		16/83	Jan. 22/83
- MTC-51.....		148/83	Apr. 2/83
- MTC-52.....		707/83	Nov. 19/83
- MTC-53.....		809/83	Jan. 14/84
- MTC-55.....		110/85	Mar. 23/85
- MTC-54.....		168/85	Apr. 20/85
- MTC-56.....		148/87	Apr. 11/87
Marathon, The Corporation of the Township of - MARN-TP-1.....		658/86	Nov. 22/86
Mississauga, The Corporation of the City of - MISS-C-1.....		32/84	Feb. 4/84
Municipality of Metropolitan Toronto and Toronto Transit Commission-TTC-2.....		554/86	Oct. 4/86
Nepean Hydro			
- NEPE-C-1.....		111/85	Mar. 23/85
- NEPE-C-2.....		577/85	Nov. 23/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Niagara, The Regional Municipality of			
- NIAG-RG-1.....		496/86	Sept. 6/86
North Bay, The Corporation of the City of			
- NORT-C-1.....		222/87	May 9/87
Ontario Energy Corporation			
- OEC-2/2.....		656/81	Oct. 17/81
- OEC-5.....		884/81	Jan. 16/82
Ontario Hydro			
- OH-23/2.....		875/81	Jan. 16/82
- OH-25.....		169/82	Apr. 3/82
- OH-26.....		539/82	Aug. 21/82
- OH-26/2.....		682/82	Oct. 30/82
- OH-27.....		2/83	Jan. 22/83
- OH-28.....		342/83	June 25/83
- OH-29.....		319/84	June 9/84
- OH-30.....		320/84	June 9/84
- OH-31.....		747/84	Dec. 8/84
- OH-32.....		359/85	July 13/85
- OH-13/2.....		578/85	Nov. 23/85
(revoked by 409/89)			
- OH-30/2.....		664/85	Jan. 4/86
- OH-29/2.....		665/85	Jan. 4/86
- OH-33.....		17/86	Feb. 1/86
(revoked by 392/89)			
- OH-24/2.....		14/87	Feb. 7/87
- OH-29/3.....		20/87	Feb. 7/87
- OH-30/3.....		21/87	Feb. 7/87
- OH-34.....		392/89	July 15/89
- OH-13/3.....		409/89	July 29/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ontario, Municipalities of				
- MUNI-1.....		300/84	May	26/84
- MUNI-2.....		114/85	Mar.	23/85
- MUNI-1/2.....		333/86	June	28/86
Ontario Northland Transportation Commission				
- MNA-4.....		285/81	May	23/81
- MNA-5.....		106/82	Mar.	13/82
- MNA-6.....		107/82	Mar.	13/82
- MNA-7.....		54/83	Feb.	5/83
Orillia, The Corporation of the City of				
- ORIL-C-1.....		271/90	June	9/90
Oshawa, The Corporation of the City of				
- OSH-1.....		163/81	Apr.	4/81
Ottawa-Carleton, The Regional Municipality of				
- RMOC-RG-1.....		194/87	Apr.	18/87
Owen Sound, The Corporation of the City of				
- OWEN-C-1.....		680/82	Oct.	30/82
Owens, Williamson and Idington, Township of				
- OWEN-TP-1.....		365/83	July	9/83
Oxford, County of				
- OXFO-CT-1.....		410/82	July	3/82
- OXFO-CT-2.....		443/84	July	28/84
Peel, The Regional Municipality of				
- PEEL-RG-1.....		397/90	Aug.	4/90
(Suspended by 658/90)				
Peterborough, The Corporation of the City of				
- PETE-C-1.....		222/90	May	12/90
Port Hope, The Corporation of the Town of				
- PHOP-T-1.....		788/81	Dec.	5/81
Richmond Hill Hydro-Electric Commission (The)				
- RICH-T-1.....		221/90	May	12/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rutherford and George Island, Township of - RUTH-1.....		44/86	Feb. 15/86
St. Catharines Hydro-Electric Commission - STCA-C-1.....		431/86	Aug. 16/86
St. Clair College of Applied Arts and Technology - MCU-2.....		19/81	Feb. 7/81
South Lake Simcoe Conservation Authority - CA-SLS-1.....		379/81	June 20/81
- SLS-02.....		341/83	June 25/83
- SLS-03.....		340/83	June 25/83
Sydenham, The Corporation of the Township of - SYDE-TP-1.....		196/83	Apr. 16/83
- SYDE-TP-2.....		600/84	Oct. 6/84
Tiny, The Corporation of the Township of - TINY-TP-1.....		599/84	Oct. 6/84
Toronto Area Transit Operating Authority - MTC-49.....		532/82	Aug. 21/82
- MTC-57.....		337/90	July 7/90
Toronto Area Transit Operating Authority (GO TRANSIT) - GT-1.....		551/87	Oct. 17/87
Toronto, City of - TOR-2.....		256/81	May 16/81
- TOR-2/1.....		647/82	Oct. 16/82
- TOR-3.....		15/83	Jan. 22/83
Toronto, The Corporation of the City of - TOR-C-4.....		446/88	July 30/88
Toronto, The Corporation of the City of - TORO-C-5.....		627/91	Nov. 9/91
Toronto, (City of) and The City of Toronto Non-Profit Housing Corporation - TOR-1.....		126/81	Mar. 28/81
- TOR-3.....		434/81	July 11/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Toronto, The Metropolitan Toronto Housing Company Limited - METR-M-1.....		50/82	Feb. 20/82
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		225/84	Apr. 28/84
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority - MTRC-A-1.....		623/91	Nov. 2/91
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority - MTRCA-2.....		43/86	Feb. 15/86
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority - MTRCA-3.....		97/86	Mar. 15/86
Toronto, Municipality of Metropolitan -MERO-1.....		881/81	Jan. 16/82
-MERO-1/2.....		215/83	Apr. 30/83
-METR-M-3.....		613/87	Dec. 5/87
-METR-M-5.....		171/89	Apr. 15/89
-METRO-M-2.....		578/87	Nov. 7/87
Toronto Transit Commission -TTC-01.....		321/84	June 9/84
Urban Transportation Development Corporation Ltd. Metro Canada Limited -UTDC-2.....		405/81	July 4/81
Vaughan Hydro-Electric Commission - VAUG-T-1.....		368/87	July 11/87
Victoria Hospital Corporation - VHC - 1.....		74/88	Feb. 20/88
Waterloo, The Regional Municipality of and The Corporation of the City of Cambridge - WATE-RG-1.....		387/86	July 12/86
Waterloo, The Corporation of the Regional Municipality of - WATE-RG-2.....		243/90	May 26/90
Waterloo North Hydro - WATE-C-1.....		23/90	Feb. 3/90
Windsor, City of - WIND-C-2.....		622/91	Nov. 2/91
Windsor Utilities Commission - WIND-C-1.....		325/86	June 21/86
York, The Corporation of The Regional Municipality of - YORK-RG-1.....		124/86	Mar. 29/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	293			
amended.....		383/81	June	20/81
amended.....		841/81	Jan.	2/82
amended.....		140/82	Mar.	27/82
amended.....		466/82	July	24/82
amended.....		775/82	Dec.	11/82
amended.....		414/83	July	16/83
amended.....		783/83	Dec.	31/83
amended.....		108/85	Mar.	23/85
amended.....		149/86	Apr.	5/86
amended.....		13/87	Feb.	7/87
(revoked by 205/87)				
General.....		205/87	May	2/87
amended.....		72/88	Feb.	20/88
amended.....		521/90	Sept.	15/90
Limited Exemption - Construction of a Hydro- Electric Generating Facility, Transmission Line and Ancillary Facilities on the Kaministiquia River - KAM 1.....		336/88	June	11/88
Malvern Waste.....		710/83	Nov.	19/83
Rules of Practice - Environmental Assessment Board.....		4/88	Jan.	23/88
South Cayuga Sewage Works and Waste Disposal Sites.....	294			
revoked.....		522/81	Aug.	22/81
Suspension -				
Durham, The Regional Municipality of.....		659/90	Jan.	5/91
Peel, The Regional Municipality of.....		658/90	Jan.	5/91
ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT				
Air Contaminants from Ferrous Foundries.....	295			
Algoma Sinter Operation - 1986/94.....		663/85	Jan.	4/86
Ambient Air Quality Criteria.....	296			
Asphalt Paving Plants.....	297			
(revoked by 469/87)				
Boilers.....		16/86	Feb.	1/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Carbonated Soft Drink Cans Temporary Exemption..... (revoked by 633/85)		633/85	Dec. 21/85
Classes of Contaminants - Exemptions.....	298		
Containers..... (revoked by 622/85)	299		
Containers.....		623/85	Dec. 14/85
amended.....		150/86	Apr. 5/86
amended.....		236/87	May 16/87
Containers for Carbonated Soft Drinks..... (revoked by 622/85)	300		
Copper Cliff Smelter Complex..... (revoked by 660/85)	301		
Crown Waste Disposal Sites..... revoked	302	521/81	Aug. 22/81
Deep Well Disposal..... amended.....	303	596/88	Oct. 15/88
Designation of Waste..... amended.....	304	652/81	Oct. 17/81
Discharge of Sewage From Pleasure Boats.....	305		
Disposable Containers for Milk..... amended..... amended.....	306	172/83 532/85	Apr. 9/83 Nov. 9/85
Disposable Paper Containers for Milk.....	307		
Effluent Monitoring -			
Electric Power Generation Sector.....		726/89	Jan. 13/90
General..... (revoked by 695/88)		358/88	June 25/88
General..... amended.....		695/88 533/89	Dec. 3/88 Oct. 14/89
Industrial Minerals Sector.....		91/90	Mar. 17/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Inorganic Chemical Sector.....		395/89	July 15/89
amended.....		649/89	Dec. 16/89
amended.....		269/90	June 9/90
amended.....		418/90	Aug. 25/90
Iron and Steel Manufacturing Sector.....		321/89	June 17/89
amended.....		602/89	Nov. 18/89
amended.....		139/90	Apr. 14/90
Metal Casting Sector.....		648/89	Dec. 16/89
amended.....		232/90	May 26/90
amended.....		419/90	Aug. 25/90
Ontario Mineral Industry Sector: Group A.....		491/89	Sept. 16/89
amended.....		44/90	Feb. 10/90
Organic Chemical Manufacturing Sector.....		209/89	May 13/89
amended.....		532/89	Oct. 14/89
amended.....		45/90	Feb. 10/90
amended.....		416/90	Aug. 25/90
Petroleum Refining Sector.....		359/88	June 25/88
amended.....		696/88	Dec. 3/88
amended.....		642/89	Dec. 9/89
Pulp and Paper Sector.....		435/89	Aug. 5/89
amended.....		202/90	May 12/90
Falconbridge Smelter Complex - 1994.....		661/85	Jan. 4/86
Gasoline Volatility.....		389/89	July 15/89
(revoked by 389/89)			
Gasoline Volatility.....		231/90	May 26/90
(revoked by 231/90)			
Gasoline Volatility.....		271/91	June 22/91
General - Air Pollution.....	308		
amended.....		107/85	Mar. 23/85
amended.....		389/88	July 9/88
amended.....		90/90	Mar. 17/90
General - Waste Management.....	309		
amended.....		175/83	Apr. 16/83
amended.....		574/84	Sept. 29/84
amended.....		322/85	July 6/85
amended.....		464/85	Sept. 28/85
amended.....		460/88	July 30/88
amended.....		597/88	Oct. 15/88
amended.....		750/88	Jan. 7/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		138/90	Apr. 14/90
amended.....		162/90	Apr. 21/90
amended.....		520/90	Sept. 15/90
Hauled Liquid Industrial Waste Disposal Sites.....		808/81	Dec. 19/81
amended.....		599/88	Oct. 15/88
Hot Mix Asphalt Facilities.....		469/87	Aug. 22/87
Inco Sudbury Smelter Complex - 1994.....		660/85	Jan. 4/86
Lambton Industry Meteorological Alert.....		151/81	Apr. 4/81
Malvern Waste.....		711/83	Nov. 19/83
Marinas.....	310		
Mobile PCB Destruction Facilities.....		148/86	Apr. 5/86
amended.....		600/88	Oct. 15/88
Motor Vehicles.....	311		
Municipal Sewage and Water and Roads Class Environmental Assessment Projects.....		206/87	May 2/87
Ontario Hydro..... (revoked by 7/82)		73/81	Mar. 7/81
Ontario Hydro..... (revoked by 662/85)		7/82	Jan. 30/82
Ontario Hydro..... (revoked by 281/87)		662/85	Jan. 4/86
Ontario Hydro.....		281/87	June 13/87
Ozone Depleting Substances - General.....		394/89	July 15/89
amended.....		518/90	Sept. 15/90
amended.....		519/90	Sept. 15/90
amended.....		476/91	Sept. 7/91
Refillable Containers for Carbonated Soft Drink.....		622/85	Dec. 14/85
amended.....		237/87	May 16/87
Sewage Systems..... (revoked by 374/81)		429/81	July 11/81
Sewage Systems.....		374/81	June 20/81
amended.....		842/81	Jan. 2/82
amended.....		139/82	Mar. 27/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		515/82	Aug. 14/82
amended.....		290/83	May 28/83
amended.....		130/84	Mar. 17/84
amended.....		71/85	Feb. 23/85
amended.....		546/85	Nov. 16/85
amended.....		598/88	Oct. 15/88
Sewage Systems - Exemptions.....		21/83	Jan. 29/83
Spills.....		618/85	Dec. 14/85
Sulphur Content of Fuels.....	312		
Transfers of Liquid Industrial Waste..... (revoked by 322/85)	313		
Waste Management - PCB's.....		11/82	Jan. 30/82
amended.....		575/84	Sept. 29/84

EXECUTIVE COUNCIL ACT

Assignment of Powers and Duties Minister of Citizenship and Culture.....		134/82	Mar. 20/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Industry and Trade Development.....		135/82	Mar. 20/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Tourism and Recreation.....		136/82	Mar. 20/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Intergovernmental Affairs.....		400/82	June 26/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Community and Social Services.....		660/83	Oct. 29/83
Assignment of Powers and Duties Minister of Health.....		671/83	Nov. 5/83
Assignment of Powers and Duties Minister of Municipal Affairs.....		375/85	Aug. 3/85
Assignment of Powers and Duties Minister of Industry, Trade and Technology.....		388/85	Aug. 17/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Transfer of Administration of Act <u>Partnerships Act</u> transferred from Attorney General to Minister of Consumer and Commercial Relations.....		56/81	Feb. 21/81
Transfer of Administration of Act Administration of sections 161 and 162 of the <u>Mining Act</u> transferred to the Minister of Natural Resources.....		57/81	Feb. 21/81
Transfer of Administration of Act <u>Municipal Conflict of Interest Act</u> transferred from Attorney General to Ministry of Intergovernmental Affairs.....		150/81	Apr. 4/81
Transfer of Administration Administration and Control of the Council (Conseil des Affaires Franco-Ontariennes) transferred to the Minister of Intergovernmental Affairs.....		620/81	Oct. 10/81
Transfer of Administration of Act <u>Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981</u> transferred from Solicitor General to Attorney General.....		133/82	Mar. 20/82
Transfer of Administration of Acts <u>Building Code Act</u> and part of <u>Ontario Water Resources Act</u> transferred from Minister of Consumer and Commercial Relations to Minister of Municipal Affairs and Housing.....		82/83	Feb. 19/83
Transfer of Administration of Act <u>Teachers' Superannuation Act, 1983</u> transferred to the Treasurer of Ontario and Minister of Economics..... (revoked by 202/87)		173/84	Apr. 7/84
Transfer of Administration of Act <u>Apprenticeship and Tradesmen's Qualification Act</u> transferred to Minister of Skills Development.....		170/85	Apr. 20/85
Transfer of Administration of Acts <u>Residential Tenancies Act</u> and <u>Residential Complexes Financing Costs Restraint Act, 1982</u> transferred to Minister of Municipal Affairs and Housing.....		264/85	June 8/85

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Transfer of Administration of Acts to Minister of Housing.....		374/85	Aug. 3/85
Transfer of Administration of Acts <u>Mining Tax Act, Ontario Mineral Exploration Program Act</u> and <u>Mining Act</u> transferred to Minister of Northern Affairs and Mines..... (revoked by 631/85)		394/85	Aug. 17/85
Transfer of Administration of Acts <u>Ministry of Northern Affairs Act,</u> <u>Ontario Northland Transportation</u> <u>Commission Act, Local Services Boards</u> <u>Act</u> and duties under subsection 2(5) of <u>Road Access Act</u> transferred to Minister of Northern Affairs and Mines..... (revoked by 631/85)		396/85	Aug. 17/85
Transfer of Administration of Act <u>Niagara Escarpment Planning and</u> <u>Development Act</u> transferred to Minister of Municipal Affairs.....		422/85	Sept. 7/85
Transfer of Administration of Act <u>Mining Act</u> , (part).....		505/85	Oct. 26/85
Transfer of Administration of Act <u>Public Service Superannuation Act</u>		616/85	Dec. 14/85
Transfer of Administration of Acts <u>Mining Act</u> (part), <u>Mining Tax Act,</u> <u>Ontario Mineral Exploration Program Act,</u> <u>Ministry of Northern Affairs Act, Ontario</u> <u>Northland Transportation Commission Act,</u> <u>Local Services Boards Act, Road Access</u> <u>Act</u> (part)..... (expired)		631/85	Dec. 21/85
Transfer of Administration of Acts Minister of Financial Institutions.....		417/86	Aug. 2/86
Transfer of Administration of Act <u>Mining Tax Act</u>		418/86	Aug. 2/86
Transfer of Administration of Acts Minister of Government Services.....		166/87	Apr. 11/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Consumer and Commercial Relations.....		181/87	Apr. 18/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Transfer of Administration of Acts Minister of Education.....		202/87	Apr. 25/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Municipal Affairs.....		536/87	Oct. 10/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Culture and Communications.....		563/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Culture and Communications.....		564/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Act Minister of Citizenship.....		565/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Transportation.....		566/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Northern Development and Minister of Mines.....		571/87	Oct. 31/87
Transfer of Administration of Program Ministry of Skills Development.....		572/87	Oct. 31/87
Transfer of Administration of Act <u>Parks Assistance Act</u> transferred to Minister of Tourism and Recreation.....		579/88	Oct. 1/88
Transfer of Administration of Act <u>Niagara Escarpment Planning and Development Act</u> transferred to Minister of the Environment.....		408/90	Aug. 11/90

EXPROPRIATIONS ACT

Co-operative Development - North Pickering.....	314
Forms.....	315
Rules of Practice and Procedure of the Land Compensation Board..... (revoked by 537/87)	316
Rules to be applied for the Purposes of Subsection 34(1) of the Act.....	317

EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS ACT, 1984

General.....	43/85	Feb.	9/85
amended.....	683/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	163/87	Apr.	11/87
amended.....	456/88	July	30/88
amended.....	361/89	July	8/89
amended.....	363/90	July	14/90
amended.....	581/91	Oct.	26/91
F			
FAMILY BENEFITS ACT			
General.....	318		
amended.....	51/81	Feb.	21/81
amended.....	273/81	May	16/81
amended.....	483/81	Aug.	1/81
amended.....	634/81	Oct.	17/81
amended.....	700/81	Nov.	7/81
amended.....	721/81	Nov.	14/81
amended.....	71/82	Feb.	20/82
amended.....	121/82	Mar.	20/82
amended.....	314/82	May	22/82
amended.....	404/82	June	26/82
amended.....	424/82	July	3/82
amended.....	459/82	July	17/82
amended.....	551/82	Aug.	21/82
amended.....	654/82	Oct.	16/82
amended.....	721/82	Nov.	13/82
amended.....	727/82	Nov.	13/82
amended.....	847/82	Jan.	8/83
amended.....	73/83	Feb.	12/83
amended.....	276/83	May	21/83
amended.....	360/83	July	9/83
amended.....	462/83	Aug.	6/83
amended.....	480/83	Aug.	13/83
amended.....	557/83	Sept.	17/83
amended.....	690/83	Nov.	12/83
amended.....	700/83	Nov.	19/83
amended.....	784/83	Jan.	7/84
amended.....	65/84	Feb.	18/84
amended.....	216/84	Apr.	28/84
amended.....	312/84	June	2/84
amended.....	498/84	Aug.	18/84
amended.....	706/84	Nov.	17/84
amended.....	709/84	Nov.	17/84
amended.....	748/84	Dec.	15/84
amended.....	825/84	Jan.	19/85
amended.....	29/85	Feb.	9/85
amended.....	136/85	Apr.	20/85
amended.....	207/85	May	25/85
amended.....	402/85	Aug.	17/85
amended.....	484/85	Oct.	19/85
amended.....	555/85	Nov.	16/85
amended.....	595/85	Dec.	7/85
amended.....	676/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	49/86	Feb.	15/86
amended.....	165/86	Apr.	12/86
amended.....	245/86	May	17/86
amended.....	396/86	July	12/86
amended.....	444/86	Aug.	16/86
amended.....	504/86	Sept.	13/86
amended.....	638/86	Nov.	15/86
amended.....	643/86	Nov.	15/86
amended.....	740/86	Jan.	3/87
amended.....	742/86	Jan.	3/87
amended.....	40/87	Feb.	14/87
amended.....	169/87	Apr.	18/87
amended.....	227/87	May	9/87
amended.....	379/87	July	11/87
amended.....	380/87	July	11/87
amended.....	453/87	Aug.	15/87
amended.....	589/87	Nov.	14/87
amended.....	592/87	Nov.	14/87
amended.....	683/87	Dec.	26/87
amended.....	712/87	Jan.	2/88
amended.....	49/88	Feb.	13/88
amended.....	268/88	May	14/88
amended.....	483/88	Aug.	13/88
amended.....	548/88	Sept.	17/88
amended.....	649/88	Nov.	12/88
amended.....	703/88	Dec.	10/88
amended.....	746/88	Dec.	31/88
amended.....	44/89	Feb.	18/89
amended.....	163/89	Apr.	15/89
amended.....	227/89	May	13/89
amended.....	338/89	June	24/89
amended.....	430/89	Aug.	5/89
amended.....	526/89	Oct.	14/89
amended.....	528/89	Oct.	14/89
amended.....	553/89	Oct.	21/89
amended.....	606/89	Nov.	18/89
amended.....	686/89	Dec.	30/89
amended.....	46/90	Feb.	10/90
amended.....	53/90	Feb.	17/90
amended.....	213/90	May	12/90
amended.....	429/90	Aug.	25/90
amended.....	572/90	Nov.	10/90
amended.....	627/90	Dec.	22/90
amended.....	680/90	Jan.	5/91
amended.....	16/91	Feb.	16/91
amended.....	190/91	May	11/91
amended.....	407/91	Aug.	10/91
amended.....	631/91	Nov.	9/91
amended.....	652/91	Nov.	16/91
amended.....	766/91	Jan.	11/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
FAMILY LAW ACT, 1986			
Designation of Matrimonial Home - Forms.....		95/86	Mar. 8/86
Election of Surviving Spouse.....		606/86	Oct. 25/86(B)
FAMILY LAW REFORM ACT			
(See now <u>Family Law Act, 1986</u>)			
Designation of Matrimonial Home - Forms..... (revoked by 95/86)	319		
FAMILY SUPPORT PLAN ACT			
Practices and Procedures.....		765/91	Jan. 11/92 (B)
FARM IMPLEMENTS ACT, 1988			
General.....		223/90	May 19/90 (B)
amended.....		402/90	Aug. 4/90
amended.....		100/91	Apr. 6/91
FARM INCOME STABILIZATION ACT			
Apple Stabilization, 1983-1987 - Plan.....		431/83	July 23/83
amended.....		285/85	June 22/85
amended.....		656/85	Jan. 4/86
amended.....		657/85	Jan. 4/86
amended.....		190/86	Apr. 26/86
amended.....		510/86	Sept. 13/86
amended.....		187/87	Apr. 18/87
amended.....		492/87	Sept. 12/87
amended.....		660/87	Dec. 19/87
amended.....		102/88	Mar. 5/88
amended.....		90/89	Mar. 11/89
Barley Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		668/82	Oct. 23/82
amended.....		596/83	Oct. 15/83
amended.....		750/83	Dec. 17/83
amended.....		793/83	Jan. 7/84
amended.....		554/84	Sept. 8/84
(revoked by 580/87)			
Corn - 1981 Crop Year (Base prices, etc.).....		36/83	Feb. 5/83
(revoked by 580/87)			
Corn Stabilization, 1977 - Plan.....		293/81	May 23/81
(this Reg. amends O.Reg. 365/78)			
(revoked by 580/87)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Corn Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	320			
amended.....		294/81	May	23/81
(revoked by 669/82)				
Corn Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		669/82	Oct.	23/82
amended.....		598/83	Oct.	15/83
amended.....		749/83	Dec.	17/83
amended.....		791/83	Jan.	7/84
amended.....		218/84	April	28/84
amended.....		555/84	Sept.	8/84
(revoked by 580/87)				
Enrolment in Plans and Transfer of Credits.....		292/81	May	23/81
Fresh Market Potato Stabilization, 1986-1989 - Plan.....		585/86	Oct.	18/86
amended.....		493/87	Sept.	12/87
amended.....		638/89	Dec.	9/89
Fresh Market Potato Stabilization, 1989-1992 - Plan.....		479/90	Aug.	25/90
Grain Stabilization, 1985-1988 - Plan.....		509/85	Oct.	26/85
amended.....		586/86	Oct.	18/86
amended.....		587/86	Oct.	18/86
amended.....		183/87	Apr.	18/87
amended.....		477/87	Aug.	29/87
amended.....		530/87	Sept.	26/87
amended.....		229/88	Apr.	30/88
amended.....		432/88	July	23/88
amended.....		91/89	Mar.	11/89
Grain Stabilization, 1988-1990 - Plan.....		181/89	Apr.	22/89
amended.....		29/90	Feb.	10/90
amended.....		169/91	May	4/91
Soybeans - 1981 Crop Year (Base prices, etc.).....		35/83	Feb.	5/83
(revoked by 580/87)				
Soybean Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	321			
amended.....		295/81	May	23/81
(revoked by 672/82)				
Soybean Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		672/82	Oct.	23/82
amended.....		597/83	Oct.	15/83
amended.....		748/83	Dec.	17/83
amended.....		792/83	Jan.	7/84
amended.....		558/84	Sept.	8/84
amended.....		645/85	Dec.	28/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
To revoke Certain Regulations.....		580/87	Nov.	7/87
Weaner Pig Stabilization, 1980-1985 - Plan.....	322			
amended.....		460/82	July	17/82
amended.....		792/82	Dec.	18/82
amended.....		132/83	Mar.	26/83
amended.....		97/84	Mar.	3/84
amended.....		482/84	Aug.	18/84
amended.....		722/84	Nov.	24/84
amended.....		11/85	Jan.	26/85
(revoked by 580/87)				
White Bean Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	323			
amended.....		296/81	May	23/81
(revoked by 670/82)				
White Bean Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		670/82	Oct.	23/82
amended.....		599/83	Oct.	15/83
amended.....		752/83	Dec.	17/83
amended.....		98/84	Mar.	3/84
amended.....		557/84	Sept.	8/84
(revoked by 580/87)				
Winter Wheat Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	324			
amended.....		297/81	May	23/81
(revoked by 671/82)				
Winter Wheat Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		671/82	Oct.	23/82
amended.....		600/83	Oct.	15/83
amended.....		751/83	Dec.	17/83
amended.....		556/84	Sept.	8/84
amended.....		48/85	Feb.	16/85
(revoked by 580/87)				
FARM PRODUCTS CONTAINERS ACT				
(See now <u>Farm Products Containers Act, 1982</u>)				
Fruit and Vegetables.....	325			
(revoked by 428/83)				
FARM PRODUCTS CONTAINERS ACT, 1982				
Containers - Fruit and Vegetables.....		428/83	July	16/83
amended.....		470/89	Aug.	19/89
FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT				
Burley Tobacco.....	326			
(revoked by 417/87)				
Burley Tobacco.....		417/87	Aug.	1/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Dairy Products.....	327			
revoked.....		629/84	Oct.	20/84
Flue-Cured Tobacco.....	328			
amended.....		659/83	Oct.	29/83
(revoked by 653/87)				
Flue-Cured Tobacco.....		653/87	Dec.	19/87
amended.....		632/88	Nov.	5/88
Fruit-Controlled Atmosphere Storage.....	329			
amended.....		257/91	June	15/91
Grades -				
Beef Carcasses.....	330			
amended.....		765/81	Dec.	5/81
Christmas Trees.....	331			
amended.....		151/91	Apr.	27/91
Fruit and Vegetables.....	332			
amended.....		764/81	Dec.	5/81
amended.....		114/83	Mar.	19/83
amended.....		702/83	Nov.	19/83
amended.....		217/84	Apr.	28/84
amended.....		433/84	July	21/84
amended.....		460/85	Sept.	28/85
amended.....		583/86	Oct.	18/86
amended.....		529/87	Sept.	26/87
amended.....		532/88	Sept.	3/88
amended.....		255/89	May	27/89
amended.....		347/90	July	14/90
amended.....		480/90	Aug.	25/90
amended.....		637/90	Dec.	29/90
amended.....		727/91	Dec.	14/91
Hog Carcasses.....	333			
Lamb and Mutton Carcasses.....	334			
amended.....		766/81	Dec.	5/81
Poultry.....	335			
Veal Carcasses.....	336			
amended.....		767/81	Dec.	5/81
Grain.....		653/84	Nov.	3/84
amended.....		351/86	June	28/86
amended.....		405/89	July	22/89
amended.....		183/90	May	5/90
amended.....		33/91	Feb.	23/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Honey..... (revoked by 399/82)	337			
Honey..... amended.....		399/82 237/88	June May	26/82 7/88
Licences..... (revoked by 253/86)	338			
Licences.....		253/86	May	24/86
Maple Products..... amended.....	339	72/85	Feb.	23/85
Potatoes..... revoked.....		527/87 274/89	Sept. June	26/87 3/89

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

Apples - Plan.....	340			
amended.....		490/82	Aug.	7/82
amended.....		735/86	Jan.	3/87
amended.....		501/88	Aug.	27/88
amended.....		663/90	Jan.	5/91
Marketing.....	341			
amended.....		331/82	June	5/82
amended.....		385/84	July	7/84
amended.....		618/84	Oct.	20/84
amended.....		68/85	Feb.	23/85
amended.....		260/85	June	8/85
amended.....		194/86	Apr.	26/86
amended.....		736/86	Jan.	3/87
amended.....		431/88	July	23/88
amended.....		604/88	Oct.	15/88
amended.....		513/89	Oct.	7/89
amended.....		628/89	Dec.	2/89
amended.....		188/90	May	5/90
amended.....		400/90	Aug.	4/90
amended.....		589/91	Nov.	2/91
Arbitration of Disputes.....	342			
Asparagus - Plan.....	343			
amended.....		633/88	Nov.	5/88
amended.....		536/90	Sept.	22/90
Marketing.....	344			
amended.....		569/81	Sept.	12/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		173/82	Apr.	10/82
amended.....		170/84	Apr.	7/84
amended.....		190/85	May	11/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		757/88	Jan.	7/89
amended.....		225/89	May	13/89
amended.....		537/90	Sept.	22/90
amended.....		537/91	Oct.	12/91
Beans -				
Plan.....	345			
amended.....		665/82	Oct.	23/82
amended.....		647/87	Dec.	19/87
amended.....		648/87	Dec.	19/87
Marketing.....	346			
amended.....		408/84	July	14/84
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		649/87	Dec.	19/87
Berries for Processing -				
Plan.....	347			
Marketing.....	348			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		543/91	Oct.	12/91
Broiler Chickens and Roaster Chickens -				
Plan.....	349			
(revoked by 736/84)				
Marketing.....	350			
amended.....		366/82	June	12/82
amended.....		330/83	June	18/83
(revoked by 737/84)				
Broiler Hatching Eggs and Chicks -				
Plan.....		429/83	July	16/83
amended.....		98/90	Mar.	17/90
Marketing.....		436/83	July	23/83
amended.....		22/84	Jan.	28/84
amended.....		70/85	Feb.	23/85
amended.....		118/90	Mar.	31/90
amended.....		277/90	June	16/90
amended.....		394/91	Aug.	3/91
amended.....		744/91	Jan.	4/92
Burley Tobacco -				
Plan.....	351			
amended.....		259/85	June	8/85
amended.....		31/89	Feb.	4/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Marketing.....	352			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		758/88	Jan.	7/89
By-Laws for Local Boards.....	353			
amended.....		283/85	June	22/85
amended.....		350/90	July	14/90
amended.....		36/91	Feb.	23/91
Chicken - Extension of Powers.....	354			
Chickens -				
Plan.....		736/84	Dec.	1/84
amended.....		297/87	June	20/87
amended.....		97/90	Mar.	17/90
Marketing.....		737/84	Dec.	1/84
amended.....		245/91	June	15/91
Designation -				
Ontario Canola Growers' Association.....		429/88	July	23/88
Ontario Coloured Bean Growers' Association.....		430/88	July	23/88
Eggs -				
Extension of Powers.....	355			
(revoked by 786/91)				
Eggs -				
Extension of Powers.....		786/91	Jan.	18/92
Plan.....	356			
amended.....		570/81	Sept.	12/81
amended.....		31/82	Feb.	13/82
amended.....		430/83	July	16/83
Marketing.....	357			
amended.....		610/81	Oct.	3/81
amended.....		687/81	Oct.	31/81
amended.....		435/83	July	23/83
Marketing Limitations.....	358			
Fresh Grapes -				
Plan.....	359			
amended.....		713/91	Dec.	14/91
Marketing.....	360			
amended.....		692/84	Nov.	17/84
amended.....		538/91	Oct.	12/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Fresh Potatoes -				
Plan.....	361			
Marketing.....	362			
amended.....		526/81	Aug.	22/81
amended.....		419/83	July	16/83
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		759/88	Jan.	7/89
Grapes for Processing -				
Plan.....	363			
amended.....		478/90	Aug.	25/90
Marketing.....	364			
amended.....		189/85	May	11/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		96/91	Apr.	6/91
amended.....		539/91	Oct.	12/91
Greenhouse Vegetables -				
Appointment of Trustee.....		558/90	Oct.	6/90
amended.....		186/91	May	11/91
Plan.....	365			
amended.....		634/88	Nov.	5/88
amended.....		185/91	May	11/91
Marketing.....	366			
amended.....		772/83	Dec.	24/83
amended.....		473/85	Oct.	5/85
amended.....		612/88	Oct.	15/88
Hogs -				
Plan.....	367			
amended.....		179/85	May	4/85
amended.....		93/88	Mar.	5/88
Marketing.....	368			
amended.....		180/85	May	4/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		22/88	Feb.	6/88
amended.....		629/89	Dec.	2/89
Local Boards.....	369			
amended.....		322/83	June	11/83
amended.....		284/85	June	22/85
Potatoes -				
Plan.....	370			
Marketing.....	371			
amended.....		108/81	Mar.	14/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		96/84	Mar.	3/84
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		195/86	Apr.	26/86
amended.....		291/88	May	28/88
amended.....		760/88	Jan.	7/89
amended.....		79/89	Mar.	4/89
amended.....		272/89	June	3/89
Processing Tomato Seedling Plants -				
Plan.....	372			
Marketing.....	373			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		196/86	Apr.	26/86
Rutabagas -				
Dissolution of Local Board.....		650/84	Nov.	3/84
Plan.....	374			
revoked.....		386/87	July	18/87
Marketing.....	375			
Seed-Corn -				
Plan.....	376			
amended.....		66/83	Feb.	12/83
Marketing.....	377			
amended.....		114/82	Mar.	13/82
amended.....		67/83	Feb.	12/83
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		81/89	Mar.	4/89
amended.....		542/91	Oct.	12/91
Sheep -				
Plan.....		262/85	June	8/85
Marketing.....		263/85	June	8/85
amended.....		584/87	Nov.	14/87
Soybeans -				
Plan.....	378			
amended.....		34/83	Feb.	5/83
amended.....		650/86	Nov.	15/86
amended.....		538/90	Sept.	22/90
Marketing.....	379			
amended.....		640/84	Oct.	27/84
amended.....		163/85	Apr.	20/85
amended.....		117/90	Mar.	31/90
amended.....		539/90	Sept.	22/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Sugar Beets - Dissolution of Local Board.....		474/82	July	24/82
Tender Fruit -				
Plan.....	380			
amended.....		610/90	Dec.	8/90
Marketing.....	381			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		613/86	Nov.	1/86
amended.....		611/90	Dec.	8/90
amended.....		540/91	Oct.	12/91
To Amend Certain Regulations.....		506/85	Oct.	26/85
Tobacco -				
Plan.....	382			
amended.....		21/86	Feb.	1/86
amended.....		531/87	Sept.	26/87
Marketing.....	383			
amended.....		321/83	June	11/83
amended.....		619/84	Oct.	20/84
amended.....		652/85	Dec.	28/85
amended.....		23/86	Feb.	8/86
amended.....		298/87	June	20/87
amended.....		138/88	Mar.	26/88
Turkeys -				
Plan.....	384			
amended.....		100/83	Mar.	5/83
Marketing.....	385			
amended.....		325/81	May	30/81
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		541/91	Oct.	12/91
Marketing Limitations.....	386			
Vegetables for Processing -				
Plan.....	387			
amended.....		389/83	July	9/83
amended.....		560/85	Nov.	16/85
amended.....		649/86	Nov.	15/86
amended.....		650/87	Dec.	19/87
amended.....		624/89	Nov.	25/89
Marketing.....	388			
amended.....		115/82	Mar.	13/82
amended.....		20/83	Jan.	29/83
amended.....		116/84	Mar.	10/84
amended.....		69/85	Feb.	23/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		174/85	Apr.	27/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		108/86	Mar.	22/86
amended.....		123/86	Mar.	29/86
amended.....		86/87	Mar.	7/87
amended.....		583/87	Nov.	14/87
amended.....		32/88	Feb.	6/88
amended.....		70/88	Feb.	20/88
amended.....		80/89	Mar.	4/89
amended.....		82/90	Mar.	17/90
amended.....		46/91	Mar.	2/91
amended.....		177/91	May	11/91
Wheat -				
Plan.....	389			
amended.....		224/82	Apr.	24/82
Marketing.....	390			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
FARM PRODUCTS PAYMENTS ACT				
Amending Certain Regulations.....		99/90	Mar.	17/90
Fund for Egg Producers.....		828/81	Dec.	26/81
amended.....		491/82	Aug.	7/82
amended.....		513/84	Aug.	25/84
amended.....		99/90	Mar.	17/90
amended.....		576/90	Nov.	17/90
Fund for Live Stock Producers.....		368/82	June	12/82
amended.....		525/82	Aug.	21/82
amended.....		347/84	June	16/84
amended.....		182/89	Apr.	22/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
Fund for Milk and Cream Producers.....	391			
amended.....		275/85	June	15/85
amended.....		561/85	Nov.	16/85
amended.....		99/90	Mar.	17/90
amended.....		256/91	June	15/91
Fund for Producers of Canola.....		404/89	July	22/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
Fund for Producers of Grain Corn.....		651/84	Nov.	3/84
amended.....		139/87	Apr.	4/87
amended.....		494/87	Sept.	12/87
amended.....		378/88	July	2/88
amended.....		245/89	May	20/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		546/89	Oct.	21/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
Fund for Producers of Potatoes				
for Processing.....		528/87	Sept.	26/87
amended.....		273/89	June	3/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
amended.....		664/90	Jan.	5/91
Fund for Producers of Soya-Beans.....				
amended.....		652/84	Nov.	3/84
amended.....		140/87	Apr.	4/87
amended.....		495/87	Sept.	12/87
amended.....		556/88	Sept.	24/88
amended.....		246/89	May	20/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
amended.....		531/90	Sept.	22/90
Fund for Producers of				
Vegetables For Processing.....		348/84	June	16/84
amended.....		241/88	May	7/88
amended.....		380/88	July	2/88
amended.....		99/90	Mar.	17/90
FINANCIAL ADMINISTRATION ACT				
Destruction of Securities.....		31/91	Feb.	23/91
FIRE DEPARTMENTS ACT				
Filing in Supreme Court Decision of Arbitrator or Arbitration Board.....	392			
Standards for Pumpers.....	393			
FIRE MARSHALS ACT				
Fire Code.....		730/81	Nov.	21/81
amended.....		251/83	May	14/83
amended.....		425/84	July	14/84
(revoked by 67/87)				
Fire Code.....		67/87	Feb.	28/87
amended.....		281/90	June	23/90
General.....	394			
amended.....		840/84	Jan.	19/85
FISH INSPECTION ACT				
Quality Control.....	395			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
FOREST FIRES PREVENTION ACT				
Fire Regions.....	396			
amended.....		207/84	Apr.	28/84
amended.....		13/86	Feb.	1/86
amended.....		322/89	June	17/89
Restricted Fire Zone..... (expired)		283/81	May	23/81
Restricted Fire Zone.....		348/81	June	6/81
revoked.....		353/81	June	13/81
Restricted Fire Zone..... (expired)		469/81	Aug.	1/81
Restricted Fire Zone.....		514/81	Aug.	15/81
revoked.....		524/81	Aug.	22/81
Restricted Fire Zone..... (expired)		523/81	Aug.	22/81
Restricted Fire Zone..... (expired)		287/82	May	15/82
Restricted Fire Zone..... (expired)		227/83	May	7/83
Restricted Fire Zone..... (revoked by 409/83)		397/83	July	9/83
Restricted Fire Zone.....		398/83	July	9/83
revoked.....		409/83	July	16/83
Restricted Fire Zone..... (expired)		317/84	June	2/84
Restricted Fire Zone..... (expired)		567/84	Sept.	15/84
Restricted Fire Zone..... (expired)		572/84	Sept.	29/84
Restricted Fire Zone..... (expired)		178/85	May	4/85
Restricted Fire Zone..... (expired)		304/86	June	7/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		305/86	June	7/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zone.....		306/86	June	7/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		308/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		309/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		310/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		311/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... revoked.....		314/86 321/86	June June	14/86 21/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		315/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... revoked.....		316/86 321/86	June June	14/86 21/86
Restricted Fire Zone..... revoked.....		317/86 321/86	June June	14/86 21/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		326/86	June	28/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		329/86	June	28/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		363/86	July	5/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		221/87	May	9/87
Restricted Fire Zone..... (expired)		232/87	May	16/87
Restricted Fire Zone..... revoked.....		244/87 273/87	May June	23/87 6/87
Restricted Fire Zone..... (expired)		185/88	Apr.	23/88
Restricted Fire Zone..... (expired)		273/88	May	21/88
Restricted Fire Zone..... revoked.....		281/88 289/88	May May	21/88 28/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zone.....		288/88	May	28/88
revoked.....		314/88	May	28/88
Restricted Fire Zone.....		338/88	June	11/88
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		348/88	June	18/88
(revoked by 356/88)				
Restricted Fire Zone.....		356/88	June	25/88
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		369/88	June	25/88
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		428/88	July	23/88
revoked.....		441/88	July	30/88
Restricted Fire Zone.....		438/88	July	23/88
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		440/88	July	30/88
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		202/89	May	6/89
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		280/89	June	3/89
revoked.....		284/89	June	3/89
Restricted Fire Zone.....		445/89	Aug.	12/89
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		477/89	Aug.	19/89
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		478/89	Aug.	26/89
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		484/89	Sept.	2/89
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		119/90	Mar.	31/90
Restricted Fire Zone.....		495/90	Sept.	1/90
revoked.....		502/90	Sept.	1/90
Restricted Fire Zone.....		92/91	Mar.	30/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		232/91	June	8/91
revoked.....		243/91	June	15/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zone.....		336/91	July	13/91
amended.....		373/91	July	13/91
amended.....		385/91	July	20/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		447/91	Aug.	24/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		448/91	Aug.	31/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		449/91	Aug.	31/91
revoked.....		461/91	Sept.	7/91
Restricted Fire Zone.....		450/91	Aug.	31/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		459/91	Sept.	7/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		460/91	Sept.	7/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		499/91	Sept.	14/91
amended.....		501/91	Sept.	21/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		503/91	Sept.	21/91
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		254/87	May	30/87
amended.....		259/87	May	30/87
amended.....		274/87	June	6/87
amended.....		279/87	June	6/87
amended.....		280/87	June	6/87
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		351/87	July	4/87
amended.....		385/87	July	11/87
amended.....		395/87	July	18/87
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		355/88	June	25/88
amended.....		357/88	June	25/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		372/88	July	2/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		383/88	July	2/88
(expired)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zones.....		385/88	July	9/88
amended.....		401/88	July	9/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		388/88	July	9/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		408/88	July	16/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		426/88	July	23/88
amended.....		439/88	July	23/88
revoked.....		442/88	July	30/88
Restricted Fire Zones.....		442/89	Aug.	12/89
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		463/89	Aug.	19/89
revoked.....		476/89	Aug.	19/89
FORESTRY ACT				
Nurseries.....	397			
amended.....		30/83	Feb.	5/83
amended.....		514/84	Aug.	25/84
amended.....		466/86	Aug.	23/86
amended.....		590/88	Oct.	8/88
amended.....		142/91	Apr.	20/91
FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT, 1987				
Disposal of Personal Information.....		15/89	Feb.	4/89
General.....		532/87	Sept.	26/87
amended.....		601/87	Nov.	21/87
amended.....		677/87	Dec.	26/87
amended.....		286/88	May	28/88
amended.....		436/88	July	23/88
amended.....		180/89	Apr.	22/89
amended.....		270/89	May	27/89
amended.....		320/89	June	10/89
amended.....		704/89	Jan.	6/90
amended.....		182/90	Apr.	28/90
amended.....		332/90	July	7/90
amended.....		398/90	Aug.	4/90
(revoked by 516/90)				
General.....		516/90	Sept.	15/90 (B)
amended.....		655/90	Jan.	5/91
amended.....		371/91	July	13/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT, 1986				
Exemptions.....		540/89	Oct.	21/89 (B)
General.....		505/89	Sept.	30/89 (B)
amended.....		632/89	Dec.	2/89
amended.....		676/90	Jan.	5/91
amended.....		742/91	Jan.	4/92
FRESHWATER FISH MARKETING ACT (ONTARIO)				
General.....	398			
amended.....		777/81	Dec.	5/81
FUEL TAX ACT, 1981				
General.....		772/82	Dec.	11/82
amended.....		140/83	Mar.	26/83
amended.....		381/83	July	9/83
amended.....		387/83	July	9/83
amended.....		267/84	May	12/84
amended.....		602/84	Oct.	6/84
amended.....		775/84	Dec.	22/84
amended.....		185/85	May	11/85
amended.....		243/85	June	8/85
amended.....		104/86	Mar.	15/86
amended.....		546/86	Sept.	20/86
amended.....		197/87	Apr.	25/87
amended.....		251/87	May	30/87
amended.....		340/87	June	27/87
amended.....		372/87	July	11/87
amended.....		187/88	Apr.	23/88
amended.....		425/88	July	16/88
amended.....		471/88	Aug.	6/88
amended.....		608/88	Oct.	15/88
amended.....		1/89	Jan.	21/89
amended.....		643/89	Dec.	16/89
amended.....		74/90	Mar.	3/90
amended.....		644/91	Nov.	16/91
amended.....		732/91	Dec.	21/91
General.....		778/82	Dec.	11/82
amended.....		426/83	July	16/83
amended.....		510/83	Aug.	27/83
amended.....		604/83	Oct.	15/83
amended.....		643/83	Oct.	29/83
amended.....		266/84	May	12/84
amended.....		255/85	June	8/85
amended.....		448/86	Aug.	16/86
amended.....		303/87	June	20/87
amended.....		676/87	Dec.	26/87

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	334/88	June	11/88
amended.....	10/89	Feb.	4/89
amended.....	301/91	July	6/91
Grants for Farm Fuel Storage Tanks.....	689/82	Oct.	30/82
Grants for Fuel Storage and Transportation Tanks and Other Facilities.....	225/82	May	1/82
amended.....	771/82	Dec.	11/82
Refunds.....	470/88	Aug.	6/88
Taxable Price and Tax Payable on Fuel to Propel Motor Vehicles and Railway Equipment.....	579/82	Sept.	11/82
amended.....	638/82	Oct.	16/82
amended.....	843/82	Jan.	8/83
amended.....	187/83	Apr.	16/83
amended.....	411/83	July	16/83
amended.....	631/83	Oct.	15/83
amended.....	805/83	Jan.	14/84
amended.....	180/84	Apr.	14/84
amended.....	414/84	July	14/84
revoked.....	296/86	June	7/86

FUNERAL DIRECTORS AND ESTABLISHMENTS ACT, 1989

Board - Composition and Remuneration.....	280/90	June	16/90
amended.....	367/90	July	14/90
Compensation Fund.....	369/90	July	14/90
Equipment and Premises.....	370/90	July	14/90
Licensing and Business Practices.....	368/90	July	14/90

FUNERAL SERVICES ACT

General.....	399		
amended.....	558/81	Sept.	5/81
amended.....	560/83	Sept.	17/83
amended.....	675/83	Nov.	5/83
amended.....	362/86	July	5/86
(revoked by 368/90)			

FUR FARMS ACT

General.....	400		
amended.....	321/81	May	30/81

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

G

GAME AND FISH ACT

Amphibians.....		470/81	Aug.	1/81	
amended.....		264/90	June	2/90	
Animals Declared to be Fur-Bearing					
Animals.....	401				(B)
amended.....		692/81	Nov.	7/81	
amended.....		359/91	July	13/91	
Aylmer Hunting Area.....		29/81	Feb.	14/81	
Aylmer Lagoon Hunting Area.....	402				
Bag Limit for Black Bear.....	403				(B)
amended.....		360/91	July	13/91	
Beaver Meadow Hunting Area.....		477/85	Oct.	5/85	
Black Bear Management Areas.....		348/89	July	1/89	
amended.....		81/91	Mar.	23/91	
Bobwhite Quail, Wild Turkey and Pheasant - Propagation and Sales.....	404				
amended.....		446/81	July	18/81	
amended.....		517/86	Sept.	20/86	
(revoked by 578/86)					
Bows and Arrows.....	405				(B)
amended.....		9/90	Feb.	3/90	
amended.....		361/91	July	13/91	
Bullfrogs.....	406				
amended.....		565/81	Sept.	12/81	
(revoked by 694/81)					
Bullfrogs.....		694/81	Nov.	7/81	(B)
amended.....		522/86	Sept.	20/86	
amended.....		622/89	Nov.	18/89	
amended.....		89/90	Mar.	17/90	
amended.....		607/90	Dec.	1/90	
amended.....		133/91	Apr.	13/91	
amended.....		557/91	Oct.	19/91	
Calton Swamp Hunting Area.....		30/81	Feb.	14/81	
Camden Lake Hunting Area.....	407				
Copeland Forest Hunting Area.....	408				
(revoked by 693/81)					

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Copeland Forest Hunting Area.....		693/81	Nov.	7/81
amended.....		563/83	Sept.	24/83
Crown Game Preserves.....	409			
amended.....		27/82	Feb.	13/82
amended.....		517/85	Nov.	2/85
amended.....		345/89	July	1/89
amended.....		85/91	Mar.	23/91
Discharge of Fire-Arms From or Across Highways and Roads.....	410			
amended.....		113/81	Mar.	14/81
amended.....		388/81	June	27/81
(revoked by 603/89)				
Discharge of Fire-Arms From or Across Highways and Roads.....		603/89	Nov.	18/89
Discharge of Fire-Arms on Sunday.....	411			(B)
amended.....		350/91	July	13/91
Fingal Hunting Area.....		28/81	Feb.	14/81
Fire-Arms - Aulneau Peninsula.....	412			(B)
amended.....		428/82	July	3/82
amended.....		523/86	Sept.	20/86
amended.....		82/91	Mar.	23/91
amended.....		362/91	July	13/91
Fishing Huts.....	413			
amended.....		753/81	Nov.	28/81
amended.....		24/82	Feb.	13/82
amended.....		380/85	Aug.	10/85
amended.....		71/86	Mar.	1/86
amended.....		574/86	Oct.	11/86
amended.....		129/90	Apr.	7/90
Fishing Licences	414			
amended.....		218/81	Apr.	25/81
amended.....		647/81	Oct.	17/82
amended.....		835/81	Jan.	2/82
amended.....		629/82	Oct.	9/82
amended.....		645/83	Oct.	29/83
amended.....		41/84	Feb.	11/84
amended.....		254/84	May	12/84
amended.....		756/84	Dec.	15/84
amended.....		15/85	Feb.	9/85
(revoked by 526/86)				
Fishing Licences.....		526/86	Sept.	20/86
amended.....		211/89	May	13/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		620/89	Nov.	18/89
amended.....		435/90	Aug.	25/90
amended.....		103/91	Apr.	6/91
Furs.....	415			
amended.....		154/81	Apr.	4/81
amended.....		857/81	Jan.	9/82
amended.....		203/82	Apr.	24/82
amended.....		627/82	Oct.	9/82
amended.....		621/83	Oct.	15/83
amended.....		700/84	Nov.	17/84
amended.....		701/84	Nov.	17/84
amended.....		4/85	Jan.	26/85
amended.....		519/85	Nov.	2/85
amended.....		521/85	Nov.	2/85
amended.....		518/86	Sept.	20/86
amended.....		598/86	Oct.	18/86
amended.....		573/87	Oct.	31/87
amended.....		628/87	Dec.	5/87
amended.....		15/88	Jan.	30/88
amended.....		664/88	Nov.	12/88
amended.....		613/89	Nov.	18/89
amended.....		656/89	Dec.	23/89
amended.....		602/90	Dec.	1/90
amended.....		84/91	Mar.	23/91
amended.....		520/91	Oct.	5/91
amended.....		638/91	Nov.	16/91
Fur Harvest, Fur Management and Conservation Course.....		154/82	Apr.	3/82 (B)
amended.....		365/91	July	13/91
Game Bird Hunting Preserves.....	416			(B)
amended.....		447/81	July	18/84
amended.....		614/89	Nov.	18/89
amended.....		603/90	Dec.	1/90
amended.....		363/91	July	13/91
Game Birds - Captivity, Propagation or Sale.....		578/86	Oct.	11/86 (B)
amended.....		673/86	Dec.	6/86
amended.....		621/89	Nov.	18/89
amended.....		606/90	Dec.	1/90
amended.....		369/91	July	13/91
Guides.....	417			(B)
amended.....		500/81	Aug.	15/81
amended.....		272/88	May	14/88
amended.....		601/90	Dec.	1/90
amended.....		294/91	June	29/91
Horwood Lake Hunting Area.....		26/81	Feb.	14/81
amended.....		124/82	Mar.	20/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		497/82	Aug.	7/82
revoked.....		128/83	Mar.	26/83
Hullett Hunting Area.....		628/82	Oct.	9/82
amended.....		594/83	Oct.	15/83
amended.....		547/84	Sept.	8/84
Hunter Safety Training Course.....	418			
amended.....		364/91	July	13/91 (B)
Hunting in Lake Superior Provincial Park.....	419			
amended.....		125/82	Mar.	20/82
amended.....		130/83	Mar.	26/83
amended.....		220/85	June	1/85
Hunting in Larose Forest.....		476/85	Oct.	5/85
(revoked by 537/89)				
Hunting in Long Point National Wildlife Area....		564/89	Oct.	28/89
Hunting Licences.....	420			
amended.....		217/81	Apr.	25/81
amended.....		502/81	Aug.	15/81
amended.....		187/82	Apr.	10/82
amended.....		397/82	June	26/82
amended.....		499/82	Aug.	7/82
amended.....		683/82	Oct.	30/82
amended.....		127/83	Mar.	26/83
amended.....		138/83	Mar.	26/83
amended.....		155/83	Apr.	2/83
amended.....		376/83	July	9/83
amended.....		492/83	Aug.	20/83
amended.....		184/84	Apr.	14/84
amended.....		185/84	Apr.	14/84
amended.....		186/84	Apr.	14/84
amended.....		699/84	Nov.	17/84
amended.....		781/84	Dec.	29/84
amended.....		219/85	June	1/85
amended.....		221/85	June	1/85
amended.....		624/85	Dec.	14/85
amended.....		84/86	Mar.	8/86
amended.....		335/86	June	28/86
amended.....		519/86	Sept.	20/86
amended.....		520/86	Sept.	20/86
amended.....		524/86	Sept.	20/86
amended.....		525/86	Sept.	20/86
amended.....		688/86	Dec.	13/86
amended.....		27/87	Feb.	7/87
amended.....		62/87	Feb.	21/87
amended.....		132/87	Mar.	28/87
amended.....		410/87	July	25/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		464/87	Aug.	22/87
amended.....		499/87	Sept.	12/87
amended.....		629/87	Dec.	5/87
amended.....		719/87	Jan.	9/88
amended.....		58/88	Feb.	13/88
amended.....		554/88	Sept.	24/88
amended.....		571/88	Oct.	1/88
amended.....		725/88	Dec.	24/88
amended.....		261/89	May	27/89
amended.....		615/89	Nov.	18/89
amended.....		616/89	Nov.	18/89
amended.....		608/90	Dec.	1/90
amended.....		24/91	Feb.	16/91
amended.....		83/91	Mar.	23/91
amended.....		102/91	Apr.	6/91
Hunting on Crown Lands in the Geographic Townships of Bruton and Clyde.....	421			(B)
amended.....		247/83	May	14/83
amended.....		600/90	Dec.	1/90
amended.....		511/91	Oct.	5/91
Hunting on Designated Crown Land and in Provincial Parks.....	422			
amended.....		127/82	Mar.	20/82
amended.....		347/83	June	25/83
amended.....		681/83	Nov.	12/83
amended.....		323/84	June	9/84
amended.....		411/84	July	14/84
amended.....		624/84	Oct.	20/84
amended.....		44/85	Feb.	16/85
amended.....		83/85	Mar.	9/85
amended.....		280/85	June	15/85
amended.....		516/85	Nov.	2/85
amended.....		10/86	Feb.	1/86
amended.....		398/86	July	19/86
amended.....		521/86	Sept.	20/86
amended.....		565/86	Oct.	11/86
amended.....		636/87	Dec.	19/87
amended.....		573/88	Oct.	1/88
amended.....		213/89	May	13/89
amended.....		258/89	May	27/89
amended.....		292/89	June	10/89
amended.....		433/89	Aug.	5/89
amended.....		617/89	Nov.	18/89
amended.....		605/90	Dec.	1/90
Lake St. Lawrence Hunting Area.....	423			
amended.....		551/90	Sept.	29/90

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Licence to Chase Raccoon at Night and Fox, Coyote or Wolf During the Day.....		233/82	May	1/82
Licence to Possess Nets.....	424			
amended.....		470/91	Sept.	7/91 (B)
Luther Marsh Hunting Area.....	425			
Moose Hunting in Larose Forest..... (expired)		537/89	Oct.	21/89
Moose Hunting in Larose Forest.....		550/90	Sept.	29/90
Nashville Tract Hunting Area.....		487/86	Aug.	30/86
Navy Island Hunting Area.....		645/81	Oct.	17/81
amended.....		156/83	Apr.	2/83
Opasatika Hunting Area.....		27/81	Feb.	14/81
amended.....		126/82	Mar.	20/82
amended.....		496/82	Aug.	7/82
revoked.....		129/83	Mar.	26/83
Open Seasons -				
Black Bear.....	426			
amended.....		339/82	June	12/82
amended.....		493/83	Aug.	20/83
amended.....		327/85	July	6/85
amended.....		118/86	Mar.	29/86
amended.....		28/87	Feb.	7/87
amended.....		133/87	Mar.	28/87
amended.....		262/89	May	27/89
amended.....		387/90	July	28/90
amended.....		80/91	Mar.	23/91
Fur Bearing Animals.....	427			
amended.....		671/81	Oct.	24/81
amended.....		146/83	Apr.	2/83
amended.....		306/83	June	4/83
amended.....		308/84	June	2/84
amended.....		381/85	Aug.	10/85
amended.....		518/89	Oct.	14/89
amended.....		28/90	Feb.	10/90
Game Birds.....		501/81	Aug.	15/81 (B)
amended.....		156/82	Apr.	3/82
amended.....		192/83	Apr.	16/83
amended.....		508/84	Aug.	25/84
amended.....		782/84	Dec.	29/84
amended.....		218/85	June	1/85
amended.....		328/85	July	6/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		687/86	Dec. 13/86
amended.....		673/87	Dec. 26/87
amended.....		404/88	July 16/88
amended.....		663/88	Nov. 12/88
amended.....		260/89	May 27/89
amended.....		631/89	Dec. 2/89
amended.....		175/90	Apr. 28/90
amended.....		101/91	Apr. 6/91
amended.....		228/91	June 8/91
amended.....		615/91	Nov. 2/91
Moose and Deer.....	428		
amended.....		471/81	Aug. 1/81
amended.....		591/81	Sept. 19/81
amended.....		644/81	Oct. 17/81
amended.....		157/82	Apr. 3/82
amended.....		297/82	May 22/82
amended.....		498/82	Aug. 7/82
amended.....		684/82	Oct. 30/82
amended.....		137/83	Mar. 26/83
amended.....		219/83	Apr. 30/83
amended.....		331/83	June 18/83
amended.....		494/83	Aug. 20/83
amended.....		229/84	Apr. 28/84
amended.....		507/84	Aug. 25/84
amended.....		14/85	Feb. 9/85
amended.....		217/85	June 1/85
amended.....		326/85	July 6/85
amended.....		83/86	Mar. 8/86
amended.....		336/86	June 28/86
amended.....		486/86	Aug. 30/86
amended.....		516/86	Sept. 20/86
amended.....		209/87	May 2/87
amended.....		409/87	July 25/87
amended.....		210/88	Apr. 23/88
amended.....		271/88	May 14/88
amended.....		512/88	Aug. 27/88
amended.....		570/88	Oct. 1/88
amended.....		53/89	Feb. 18/89
amended.....		76/89	Mar. 4/89
amended.....		346/89	July 1/89
amended.....		347/89	July 1/89
amended.....		539/89	Oct. 21/89
amended.....		630/89	Dec. 2/89
amended.....		329/90	July 7/90
amended.....		434/90	Aug. 25/90
amended.....		586/90	Nov. 24/90
amended.....		333/91	July 13/91
amended.....		335/91	July 13/91
amended.....		521/91	Oct. 5/91
amended.....		523/91	Oct. 5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Rabbits and Squirrels.....		421/81	July	11/81 (B)
amended.....		171/82	Apr.	3/82
amended.....		150/83	Apr.	2/83
amended.....		213/85	June	1/85
amended.....		321/85	June	29/85
amended.....		528/91	Oct.	5/91
Snapping Turtles.....		88/90	Mar.	17/90
amended.....		134/91	Apr.	13/91
Orangeville Reservoir Hunting Area.....	429			
amended.....		595/83	Oct.	15/83
Permit to Export Game.....	430			
amended.....		618/89	Nov.	18/89
amended.....		604/90	Dec.	1/90
(revoked by 229/91)				
Permit to Export Game.....		229/91	June	8/91
Petroglyphs Provincial Park Hunting Area.....		646/81	Oct.	17/81
revoked.....		524/91	Oct.	5/91
Polar Bears.....	431			
amended.....		454/91	Sept.	7/91 (B)
Possession and Use of Fire-Arms in Darlington Provincial Park.....	432			
revoked.....		11/86	Feb.	1/86
Prohibition of Hunting and Possession of Fire-Arms.....		637/87	Dec.	19/87
(revoked by 614/88)				
Prohibition of Hunting and Possession of Fire-Arms.....		614/88	Oct.	15/88
amended.....		604/89	Nov.	18/89
Reporting and Registering Possession of Certain Game.....		217/86	May	10/86 (B)
amended.....		368/91	July	13/91
Reptiles.....		397/84	July	7/84 (B)
amended.....		113/88	Mar.	12/88
amended.....		87/90	Mar.	17/90
amended.....		263/90	June	2/90
amended.....		367/91	July	13/91
amended.....		779/91	Jan.	11/92
Sale of Bass and Trout and Fishing Preserves.....	433			
amended.....		755/84	Dec.	15/84 (B)

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		619/89	Nov.	18/89
amended.....		25/91	Feb.	16/91
amended.....		555/91	Oct.	19/91
Snares.....		156/81	Apr.	4/81
amended.....		579/86	Oct.	11/86
amended.....		674/87	Dec.	26/87
Stag Island Hunting Area.....	434			
Tiny Marsh Hunting Area.....	435			
amended.....		520/85	Nov.	2/85
amended.....		399/86	July	19/86
amended.....		572/88	Oct.	1/88
Trade In Game Animal Hides and Cast Antlers.....		541/90	Sept.	29/90
Trap-Line Areas.....	436			
amended.....		338/82	June	12/82
amended.....		475/84	Aug.	18/84
amended.....		149/89	Apr.	15/89
Traps.....		673/82	Oct.	23/82 (B)
amended.....		377/83	July	9/83
amended.....		5/85	Jan.	26/85
amended.....		329/85	July	6/85
amended.....		136/89	Apr.	1/89
amended.....		11/90	Feb.	3/90
amended.....		12/90	Feb.	3/90
amended.....		366/91	July	13/91
Traps - Order under Subsection 30(4) of the Act.....		155/81	Apr.	4/81 (B)
amended.....		685/91	Nov.	23/91
Waters Set Apart - Frogs.....	437			
Wildlife Management Units.....		155/82	Apr.	3/82
amended.....		685/82	Oct.	30/82
amended.....		509/84	Aug.	25/84
amended.....		325/85	July	6/85
amended.....		518/85	Nov.	2/85
amended.....		337/86	June	28/86
amended.....		488/86	Aug.	30/86
amended.....		638/87	Dec.	19/87
amended.....		304/88	May	28/88
amended.....		344/89	July	1/89
amended.....		538/89	Oct.	21/89
amended.....		563/89	Oct.	28/89
amended.....		10/90	Feb.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		585/90	Nov.	24/90
amended.....		334/91	July	13/91
amended.....		522/91	Oct.	5/91
amended.....		639/91	Nov.	16/91
Wolves and Black Bears in Captivity.....	438			
amended.....		556/91	Oct.	19/91 (B)
GASOLINE HANDLING ACT				
Gasoline Handling Code.....	439			
amended.....		136/81	Mar.	28/81
amended.....		436/82	July	10/82
amended.....		561/83	Sept.	17/83
amended.....		568/88	Oct.	1/88
amended.....		620/88	Oct.	22/88
amended.....		67/89	Feb.	25/89
amended.....		458/89	Aug.	12/89
amended.....		678/91	Nov.	23/91
GASOLINE TAX ACT				
General.....	440			
amended.....		179/81	Apr.	11/81
amended.....		547/81	Sept.	5/81
amended.....		626/81	Oct.	10/81
amended.....		37/82	Feb.	13/82
amended.....		246/82	May	1/82
amended.....		269/82	May	8/82
amended.....		386/83	July	9/83
amended.....		509/83	July	27/83
amended.....		603/83	Oct.	15/83
amended.....		648/84	Oct.	27/84
amended.....		254/85	June	8/85
amended.....		542/86	Sept.	20/86
amended.....		685/86	Dec.	13/86
amended.....		472/88	Aug.	6/88
amended.....		88/89	Mar.	11/89
amended.....		105/90	Mar.	24/90
amended.....		302/91	July	6/91
General.....		648/86	Nov.	15/86
amended.....		186/88	Apr.	23/88
amended.....		473/88	Aug.	6/88
amended.....		25/90	Feb.	10/90
amended.....		75/90	Mar.	3/90
amended.....		645/91	Nov.	16/91
Taxable Prices and Tax on Gasoline and Aviation Fuel.....		441/81	July	11/81
amended.....		631/81	Oct.	10/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	872/81	Jan.	16/82
amended.....	184/82	Apr.	10/82
amended.....	449/82	July	17/82
amended.....	639/82	Oct.	16/82
amended.....	842/82	Jan.	8/83
amended.....	186/83	Apr.	16/83
amended.....	412/83	July	16/83
amended.....	632/83	Oct.	15/83
amended.....	806/83	Jan.	14/84
amended.....	181/84	Apr.	14/84
amended.....	415/84	July	14/84
(revoked by 648/86)			

GENERAL SESSIONS ACT

(See now Courts of Justice Act, 1984)

Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Haldimand..... (expired)	11/81	Jan.	31/81
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Peterborough..... (expired)	340/81	June	6/81
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)	341/81	June	6/81
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)	853/81	Jan.	9/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the District of Muskoka..... (expired)	385/82	June	19/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)	386/82	June	19/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Peterborough..... (expired)	423/82	July	3/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)	828/82	Jan.	8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Hamilton-Wentworth..... (expired)		27/83	Jan. 29/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the District of Kenora..... (expired)		174/83	Apr. 16/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of York..... (expired)		338/83	June 25/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)		339/83	June 25/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the District of Parry Sound..... (expired)		433/83	July 23/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Perth..... (expired)		434/83	July 23/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Districts and Counties of Ontario..... (expired)		764/83	Dec. 24/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Counties of Peterborough, Prescott and Russell, Lambton and Wellington..... (expired)		16/84	Jan. 28/84
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)		17/84	Jan. 28/84
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Perth..... (expired)		373/84	June 30/84
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Perth..... (expired)		678/84	Nov. 10/84
GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT			
Civil Legal Aid.....		829/82	Jan. 8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Dental Services.....		131/90	Apr.	14/90
General.....	441			
amended.....		48/81	Feb.	21/81
amended.....		186/81	Apr.	11/81
amended.....		270/81	May	16/81
amended.....		480/81	Aug.	1/81
amended.....		697/81	Nov.	7/81
amended.....		722/81	Nov.	14/81
amended.....		68/82	Feb.	20/82
amended.....		312/82	May	22/82
amended.....		456/82	July	17/82
amended.....		548/82	Aug.	21/82
amended.....		655/82	Oct.	16/82
amended.....		656/82	Oct.	16/82
amended.....		722/82	Nov.	13/82
amended.....		728/82	Nov.	13/82
amended.....		786/82	Dec.	18/82
amended.....		69/83	Feb.	12/83
amended.....		277/83	May	21/83
amended.....		361/83	July	9/83
amended.....		463/83	Aug.	6/83
amended.....		558/83	Sept.	17/83
amended.....		649/83	Oct.	29/83
amended.....		657/83	Oct.	29/83
amended.....		691/83	Nov.	12/83
amended.....		698/83	Nov.	19/83
amended.....		785/83	Jan.	7/84
amended.....		62/84	Feb.	18/84
amended.....		214/84	Apr.	28/84
amended.....		309/84	June	2/84
amended.....		402/84	July	14/84
amended.....		495/84	Aug.	18/84
amended.....		703/84	Nov.	17/84
amended.....		708/84	Nov.	17/84
amended.....		823/84	Jan.	19/85
amended.....		824/84	Jan.	19/85
amended.....		26/85	Feb.	9/85
amended.....		137/85	Apr.	20/85
amended.....		210/85	May	25/85
amended.....		399/85	Aug.	17/85
amended.....		552/85	Nov.	16/85
amended.....		677/85	Jan.	4/86
amended.....		46/86	Feb.	15/86
amended.....		139/86	Apr.	5/86
amended.....		244/86	May	17/86
amended.....		395/86	July	12/86
amended.....		441/86	Aug.	16/86
amended.....		503/86	Sept.	13/86
amended.....		639/86	Nov.	15/86
amended.....		640/86	Nov.	15/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	681/86	Dec.	13/86
amended.....	741/86	Jan.	3/87
amended.....	743/86	Jan.	3/87
amended.....	37/87	Feb.	14/87
amended.....	170/87	Apr.	18/87
amended.....	226/87	May	9/87
amended.....	381/87	July	11/87
amended.....	450/87	Aug.	15/87
amended.....	489/87	Sept.	12/87
amended.....	590/87	Nov.	14/87
amended.....	593/87	Nov.	14/87
amended.....	713/87	Jan.	2/88
amended.....	50/88	Feb.	13/88
amended.....	269/88	May	14/88
amended.....	484/88	Aug.	13/88
amended.....	549/88	Sept.	17/88
amended.....	650/88	Nov.	12/88
amended.....	713/88	Dec.	17/88
amended.....	747/88	Dec.	31/88
amended.....	45/89	Feb.	18/89
amended.....	164/89	Apr.	15/89
amended.....	169/89	Apr.	15/89
amended.....	228/89	May	13/89
amended.....	339/89	June	24/89
amended.....	431/89	Aug.	5/89
amended.....	438/89	Aug.	12/89
amended.....	525/89	Oct.	14/89
amended.....	527/89	Oct.	14/89
amended.....	554/89	Oct.	21/89
amended.....	607/89	Nov.	18/89
amended.....	637/89	Dec.	2/89
amended.....	687/89	Dec.	30/89
amended.....	47/90	Feb.	10/90
amended.....	54/90	Feb.	17/90
amended.....	214/90	May	12/90
amended.....	257/90	June	2/90
amended.....	430/90	Aug.	25/90
amended.....	445/90	Aug.	25/90
amended.....	573/90	Nov.	10/90
amended.....	625/90	Dec.	22/90
amended.....	626/90	Dec.	22/90
amended.....	681/90	Jan.	5/91
amended.....	15/91	Feb.	16/91
amended.....	191/91	May	11/91
amended.....	248/91	June	15/91
amended.....	341/91	July	13/91
amended.....	408/91	Aug.	10/91
amended.....	409/91	Aug.	10/91
amended.....	546/91	Oct.	12/91
amended.....	630/91	Nov.	9/91
amended.....	653/91	Nov.	16/91
amended.....	767/91	Jan.	11/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Indian Bands.....	442		
amended.....		122/82	Mar. 20/82
amended.....		572/82	Sept. 11/82
amended.....		822/84	Jan. 19/85
amended.....		352/85	July 6/85
amended.....		564/86	Oct. 11/86
amended.....		642/87	Dec. 19/87
amended.....		318/88	June 4/88
amended.....		166/89	Apr. 15/89
amended.....		76/91	Mar. 23/91
GRAIN CORN MARKETING ACT, 1984			
Licence Fees.....		559/84	Sept. 8/84
amended.....		379/88	July 2/88
amended.....		547/89	Oct. 21/89
GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT			
(See now <u>Grain Elevator Storage Act, 1983</u>)			
General.....	443		
(revoked by 420/84)			
GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT, 1983			
General.....		420/84	July 14/84
amended.....		548/89	Oct. 21/89
amended.....		184/90	May 5/90
GUARANTEE COMPANIES SECURITIES ACT			
Approved Guarantee Companies.....	444		
amended.....		21/81	Feb. 14/81
amended.....		106/81	Mar. 14/81
amended.....		107/81	Mar. 14/81
amended.....		568/81	Sept. 12/81
amended.....		759/81	Nov. 28/81
amended.....		562/83	Sept. 17/83
amended.....		125/84	Mar. 17/84
amended.....		93/85	Mar. 9/85
amended.....		230/85	June 1/85
amended.....		404/85	Aug. 24/85
amended.....		536/85	Nov. 9/85
amended.....		46/88	Feb. 13/88
amended.....		699/88	Dec. 10/88

H

HEALING ARTS RADIATION PROTECTION ACT

Hospitals Prescribed For The Installation and Operation of Computerized Axial Tomography Scanners.....	344/84	June	16/84
--	--------	------	-------

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		237/86	May 17/86
amended.....		557/86	Oct. 4/86
amended.....		24/87	Feb. 7/87
amended.....		241/87	May 23/87
amended.....		461/88	July 30/88
amended.....		107/91	Apr. 6/91
X-Ray Safety Code.....		45/84	Feb. 11/84
amended.....		511/85	Oct. 26/85
amended.....		722/87	Jan. 9/88
amended.....		352/90	July 14/90
HEALTH CARDS AND NUMBERS CONTROL ACT, 1991			
General.....		147/91	Apr. 20/91 (B)
amended.....		337/91	July 13/91
HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT, 1986			
Administrative Charge.....		703/86	Dec. 20/86 (B)
amended.....		598/91	Nov. 2/91
HEALTH DISCIPLINES ACT			
Child Resistant Packages.....	445		
Dental Hygienists.....	446		
amended.....		681/84	Nov. 10/84
amended.....		705/86	Dec. 20/86
amended.....		655/88	Nov. 12/88
amended.....		580/89	Oct. 28/89
amended.....		587/90	Nov. 24/90
amended.....		659/91	Nov. 16/91
Dentistry.....	447		
amended.....		71/81	Mar. 7/81
amended.....		194/81	Apr. 18/81
amended.....		504/81	Aug. 15/81
amended.....		720/83	Dec. 3/83
amended.....		682/84	Nov. 10/84
amended.....		581/85	Nov. 23/85
amended.....		379/86	July 12/86
amended.....		637/86	Nov. 15/86
amended.....		657/87	Dec. 19/87
amended.....		11/88	Jan. 30/88
amended.....		245/88	May 7/88
amended.....		656/88	Nov. 12/88
amended.....		579/89	Oct. 28/89
amended.....		596/90	Dec. 1/90
amended.....		660/91	Nov. 16/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Medicine.....	448		
amended.....		205/82	Apr. 24/82
amended.....		823/82	Jan. 1/83
amended.....		851/82	Jan. 15/83
amended.....		112/83	Mar. 19/83
amended.....		192/84	Apr. 14/84
amended.....		344/85	July 6/85
amended.....		72/87	Feb. 28/87
amended.....		445/87	Aug. 15/87
amended.....		206/89	May 6/89
amended.....		154/90	Apr. 21/90
Nursing.....	449		
amended.....		665/81	Oct. 24/81
amended.....		355/82	June 12/82
amended.....		588/83	Oct. 1/83
amended.....		144/85	Apr. 20/85
amended.....		556/86	Oct. 4/86
amended.....		11/87	Jan. 31/87
amended.....		134/88	Mar. 26/88
amended.....		340/88	June 11/88
amended.....		585/88	Oct. 8/88
amended.....		63/89	Feb. 18/89
amended.....		523/89	Oct. 14/89
amended.....		259/90	June 2/90
amended.....		509/90	Sept. 15/90
Optometry.....	450		
amended.....		478/82	July 31/82
amended.....		47/87	Feb. 14/87
amended.....		586/88	Oct. 8/88
amended.....		353/90	July 14/90
Parcost C.D.I.....		18/81	Feb. 7/81
amended.....		44/81	Feb. 21/81
amended.....		210/81	Apr. 25/81
(revoked by 413/81)			
Parcost C.D.I.....		413/81	July 4/81
amended.....		640/81	Oct. 17/81
(revoked by 829/81)			
Parcost C.D.I.....		829/81	Dec. 26/81
(revoked by 425/82)			
Parcost C.D.I.....		425/82	July 3/82
amended.....		613/82	Sept. 25/82
(revoked by 836/82)			
Parcost C.D.I.....		836/82	Jan. 8/83
amended.....		103/83	Mar. 12/83
(revoked by 427/83)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Parcost C.D.I..... (revoked by 107/84)		427/83	July	16/83
Parcost C.D.I..... amended..... (revoked by 421/84)		107/84 172/84	Mar. Apr.	3/84 7/84
Parcost C.D.I..... (revoked by 839/84)		421/84	July	14/84
Parcost C.D.I..... amended..... amended..... (revoked by 690/86)		839/84 63/85 224/86	Jan. Feb. May	19/85 23/85 10/86
Pharmacy.....	451			
amended.....		505/81	Aug.	15/81
amended.....		356/82	June	12/82
amended.....		835/82	Jan.	8/83
amended.....		422/84	July	14/84
amended.....		817/84	Jan.	19/85
amended.....		671/86	Dec.	6/86
amended.....		719/86	Dec.	27/86
amended.....		512/87	Sept.	19/87
amended.....		595/87	Nov.	21/87
amended.....		657/88	Nov.	12/88
amended.....		62/89	Feb.	18/89
amended.....		116/89	Mar.	25/89
amended.....		428/89	Aug.	5/89
amended.....		581/89	Oct.	28/89
amended.....		510/90	Sept.	15/90
amended.....		747/91	Jan.	4/92

HEALTH INSURANCE ACT

General.....	452			
amended.....		36/81	Feb.	14/81
amended.....		37/81	Feb.	14/81
amended.....		38/81	Feb.	14/81
amended.....		61/81	Feb.	28/81
amended.....		120/81	Mar.	21/81
amended.....		121/81	Mar.	21/81
amended.....		122/81	Mar.	21/81
amended.....		139/81	Mar.	28/81
amended.....		168/81	Apr.	11/81
amended.....		231/81	May	2/81
amended.....		232/81	May	2/81
amended.....		253/81	May	16/81
amended.....		254/81	May	16/81
amended.....		298/81	May	23/81
amended.....		331/81	June	6/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	332/81	June	6/81
amended.....	363/81	June	20/81
amended.....	395/81	June	27/81
amended.....	423/81	July	11/81
amended.....	459/81	July	25/81
amended.....	478/81	Aug.	1/81
amended.....	479/81	Aug.	1/81
amended.....	525/81	Aug.	22/81
amended.....	576/81	Sept.	12/81
amended.....	581/81	Sept.	12/81
amended.....	642/81	Oct.	17/81
amended.....	685/81	Oct.	31/81
amended.....	742/81	Nov.	21/81
amended.....	743/81	Nov.	21/81
amended.....	751/81	Nov.	28/81
amended.....	794/81	Dec.	12/81
amended.....	810/81	Dec.	19/81
amended.....	12/82	Jan.	30/82
amended.....	53/82	Feb.	20/82
amended.....	82/82	Mar.	6/82
amended.....	83/82	Mar.	6/82
amended.....	235/82	May	1/82
amended.....	256/82	May	1/82
amended.....	260/82	May	8/82
amended.....	293/82	May	22/82
amended.....	294/82	May	22/82
amended.....	295/82	May	22/82
amended.....	335/82	June	5/82
amended.....	336/82	June	12/82
amended.....	337/82	June	12/82
amended.....	393/82	June	26/82
amended.....	412/82	July	3/82
amended.....	430/82	July	10/82
amended.....	431/82	July	10/82
amended.....	489/82	Aug.	7/82
amended.....	527/82	Aug.	21/82
amended.....	528/82	Aug.	21/82
amended.....	529/82	Aug.	21/82
amended.....	564/82	Sept.	4/82
amended.....	609/82	Sept.	25/82
amended.....	633/82	Oct.	9/82
amended.....	716/82	Nov.	13/82
amended.....	717/82	Nov.	13/82
amended.....	733/82	Nov.	20/82
amended.....	833/82	Jan.	8/83
amended.....	834/82	Jan.	8/83
amended.....	77/83	Feb.	19/83
amended.....	94/83	Feb.	26/83
amended.....	122/83	Mar.	26/83
amended.....	161/83	Apr.	9/83
amended.....	197/83	Apr.	16/83

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	233/83	May	7/83
amended.....	242/83	May	14/83
amended.....	259/83	May	21/83
amended.....	281/83	May	28/83
amended.....	282/83	May	28/83
amended.....	285/83	May	28/83
amended.....	368/83	July	9/83
amended.....	458/83	Aug.	6/83
amended.....	460/83	Aug.	6/83
amended.....	497/83	Aug.	27/83
amended.....	540/83	Sept.	10/83
amended.....	651/83	Oct.	29/83
amended.....	704/83	Nov.	19/83
amended.....	721/83	Dec.	3/83
amended.....	789/83	Jan.	7/84
amended.....	808/83	Jan.	14/84
amended.....	3/84	Jan.	21/84
amended.....	33/84	Feb.	11/84
amended.....	53/84	Feb.	18/84
amended.....	56/84	Feb.	18/84
amended.....	93/84	Mar.	3/84
amended.....	168/84	Mar.	31/84
amended.....	209/84	Apr.	28/84
amended.....	288/84	May	19/84
amended.....	290/84	May	19/84
amended.....	351/84	June	23/84
amended.....	386/84	July	7/84
amended.....	387/84	July	7/84
amended.....	388/84	July	7/84
amended.....	389/84	July	7/84
amended.....	390/84	July	7/84
amended.....	391/84	July	7/84
amended.....	478/84	Aug.	18/84
amended.....	479/84	Aug.	18/84
amended.....	480/84	Aug.	18/84
amended.....	518/84	Sept.	1/84
amended.....	548/84	Sept.	8/84
amended.....	610/84	Oct.	13/84
amended.....	611/84	Oct.	13/84
amended.....	615/84	Oct.	20/84
amended.....	637/84	Oct.	27/84
amended.....	638/84	Oct.	27/84
amended.....	662/84	Nov.	10/84
amended.....	663/84	Nov.	10/84
amended.....	717/84	Nov.	24/84
amended.....	751/84	Dec.	15/84
amended.....	752/84	Dec.	15/84
amended.....	799/84	Jan.	5/85
amended.....	826/84	Jan.	19/85
amended.....	827/84	Jan.	19/85
amended.....	828/84	Jan.	19/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	829/84	Jan.	19/85
amended.....	18/85	Feb.	9/85
amended.....	19/85	Feb.	9/85
amended.....	20/85	Feb.	9/85
amended.....	60/85	Feb.	23/85
amended.....	145/85	Apr.	20/85
amended.....	206/85	May	25/85
amended.....	226/85	June	1/85
amended.....	274/85	June	15/85
amended.....	330/85	July	6/85
amended.....	345/85	July	6/85
amended.....	346/85	July	6/85
amended.....	347/85	July	6/85
amended.....	348/85	July	6/85
amended.....	408/85	Aug.	24/85
amended.....	515/85	Nov.	2/85
amended.....	535/85	Nov.	9/85
amended.....	565/85	Nov.	23/85
amended.....	697/85	Jan.	11/86
amended.....	18/86	Feb.	1/86
amended.....	19/86	Feb.	1/86
amended.....	20/86	Feb.	1/86
amended.....	32/86	Feb.	8/86
amended.....	33/86	Feb.	8/86
amended.....	41/86	Feb.	15/86
amended.....	42/86	Feb.	15/86
amended.....	78/86	Mar.	8/86
amended.....	90/86	Mar.	8/86
amended.....	121/86	Mar.	29/86
amended.....	156/86	Apr.	12/86
amended.....	157/86	Apr.	12/86
amended.....	158/86	Apr.	12/86
amended.....	179/86	Apr.	19/86
amended.....	180/86	Apr.	19/86
amended.....	215/86	May	3/86
amended.....	241/86	May	17/86
amended.....	288/86	May	31/86
amended.....	341/86	June	28/86
amended.....	342/86	June	28/86
amended.....	388/86	July	12/86
amended.....	389/86	July	12/86
amended.....	390/86	July	12/86
amended.....	391/86	July	12/86
amended.....	438/86	Aug.	16/86
amended.....	455/86	Aug.	16/86
amended.....	558/86	Oct.	11/86
amended.....	559/86	Oct.	11/86
amended.....	610/86	Oct.	25/86
amended.....	645/86	Nov.	15/86
amended.....	646/86	Nov.	15/86
amended.....	647/86	Nov.	15/86

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		704/86	Dec. 20/86
amended.....		721/86	Dec. 27/86
amended.....		722/86	Dec. 27/86
amended.....		744/86	Jan. 3/87
amended.....		745/86	Jan. 3/87
amended.....		746/86	Jan. 3/87
amended.....		25/87	Feb. 7/87
amended.....		51/87	Feb. 14/87
amended.....		76/87	Feb. 28/87
amended.....		105/87	Mar. 14/87
amended.....		118/87	Mar. 21/87
amended.....		212/87	May 9/87
amended.....		213/87	May 9/87
amended.....		283/87	June 13/87
amended.....		405/87	July 25/87
amended.....		425/87	Aug. 8/87
amended.....		426/87	Aug. 8/87
amended.....		427/87	Aug. 8/87
amended.....		457/87	Aug. 15/87
amended.....		458/87	Aug. 15/87
amended.....		471/87	Aug. 29/87
amended.....		472/87	Aug. 29/87
amended.....		596/87	Nov. 21/87
amended.....		616/87	Dec. 5/87
amended.....		617/87	Dec. 5/87
amended.....		36/88	Feb. 6/88
amended.....		43/88	Feb. 13/88
amended.....		126/88	Mar. 19/88
amended.....		137/88	Mar. 26/88
amended.....		192/88	Apr. 23/88
amended.....		214/88	Apr. 23/88
amended.....		240/88	May 7/88
amended.....		247/88	May 14/88
amended.....		265/88	May 14/88
amended.....		491/88	Aug. 20/88
amended.....		574/88	Oct. 1/88
amended.....		613/88	Oct. 15/88
amended.....		622/88	Oct. 22/88
amended.....		652/88	Nov. 12/88
amended.....		689/88	Nov. 26/88
amended.....		704/88	Dec. 10/88
amended.....		33/89	Feb. 11/89
amended.....		39/89	Feb. 11/89
amended.....		78/89	Mar. 4/89
amended.....		94/89	Mar. 11/89
amended.....		130/89	Apr. 1/89
amended.....		191/89	Apr. 22/89
amended.....		192/89	Apr. 22/89
amended.....		196/89	May 6/89
amended.....		231/89	May 13/89
amended.....		233/89	May 20/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	369/89	July	8/89
amended.....	447/89	Aug.	12/89
amended.....	480/89	Sept.	2/89
amended.....	481/89	Sept.	2/89
amended.....	531/89	Oct.	14/89
amended.....	557/89	Oct.	21/89
amended.....	583/89	Oct.	28/89
amended.....	584/89	Oct.	28/89
amended.....	610/89	Nov.	18/89
amended.....	653/89	Dec.	23/89
amended.....	654/89	Dec.	23/89
amended.....	681/89	Dec.	30/89
amended.....	717/89	Jan.	6/90
amended.....	36/90	Feb.	10/90
amended.....	40/90	Feb.	10/90
amended.....	126/90	Apr.	7/90
amended.....	156/90	Apr.	21/90
amended.....	209/90	May	12/90
amended.....	255/90	June	2/90
amended.....	283/90	June	23/90
amended.....	315/90	June	30/90
amended.....	414/90	Aug.	25/90
amended.....	511/90	Sept.	15/90
amended.....	515/90	Sept.	15/90
amended.....	569/90	Nov.	10/90
amended.....	595/90	Dec.	1/90
amended.....	599/90	Dec.	1/90
amended.....	9/91	Feb.	9/91
amended.....	28/91	Feb.	16/91
amended.....	42/91	Mar.	2/91
amended.....	64/91	Mar.	16/91
amended.....	104/91	Apr.	6/91
amended.....	146/91	Apr.	20/91
amended.....	161/91	Apr.	27/91
amended.....	209/91	May	25/91
amended.....	291/91	June	29/91
amended.....	312/91	July	6/91
amended.....	435/91	Aug.	17/91
amended.....	616/91	Nov.	2/91
amended.....	617/91	Nov.	2/91
amended.....	656/91	Nov.	16/91
amended.....	754/91	Jan.	11/92
Special Payments for Physiotherapy Services.....	755/91	Jan.	11/92
Special Payments to Physicians.....	278/91	June	29/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

Areas Comprising Health Units.....	236/84	Apr.	28/84 (B)
------------------------------------	--------	------	-----------

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		58/85	Feb.	16/85
amended.....		239/87	May	23/87
amended.....		447/87	Aug.	15/87
amended.....		80/88	Feb.	27/88
amended.....		327/89	June	17/89
amended.....		422/91	Aug.	17/91
Camps in Unorganized Territory.....	193/84	Apr.	14/84	(B)
amended.....	601/91	Nov.	2/91	
Capital Assistance Grants for Boards of Health.....	234/84	Apr.	28/84	(B)
amended.....	421/91	Aug.	17/91	
Clinics for Sexually Transmitted Diseases.....	237/84	Apr.	28/84	(B)
amended.....	602/91	Nov.	2/91	
Communicable Diseases - General.....	292/84	May	19/84	(B)
amended.....	471/91	Sept.	7/91	
Designation of Communicable Diseases.....	161/84	Mar.	24/84	
amended.....	698/86	Dec.	20/86	
amended.....	666/88	Nov.	12/88	
(revoked by 558/91)				
Designation of Municipal Members of Boards of Health.....	235/84	Apr.	28/84	
amended.....	57/85	Feb.	16/85	
amended.....	240/87	May	23/87	
amended.....	446/87	Aug.	15/87	
amended.....	79/88	Feb.	27/88	
amended.....	317/89	June	10/89	
amended.....	326/89	June	17/89	
amended.....	524/89	Oct.	14/89	
amended.....	547/91	Oct.	12/91	
Designation of Reportable Diseases.....	162/84	Mar.	24/84	
amended.....	699/86	Dec.	20/86	
amended.....	667/88	Nov.	12/88	
(revoked by 559/91)				
Exemption - Subsection 37a(2) of the Act.....	587/88	Oct.	8/88	
amended.....	582/89	Oct.	28/89	
amended.....	671/90	Jan.	5/91	
amended.....	748/91	Jan.	4/92	
Food Premises.....	243/84	May	5/84	
Grants for Health Promotion Projects and Initiatives.....	479/87	Aug.	29/87	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Grants to Boards of Health.....	382/84	June	30/84
amended.....	636/84	Oct.	27/84
amended.....	257/85	June	8/85
amended.....	515/87	Sept.	19/87
amended.....	604/87	Nov.	21/87
amended.....	246/88	May	7/88
amended.....	354/90	July	14/90
amended.....	750/91	Jan.	4/92
Public Pools.....	381/84	June	30/84
amended.....	146/85	Apr.	20/85
amended.....	569/88	Oct.	1/88
Qualifications of Boards of Health Staff.....	164/84	Mar.	24/84 (B)
amended.....	600/91	Nov.	2/91
Rabies - Immunization.....	594/85	Dec.	7/85 (B)
amended.....	120/86	Mar.	29/86
amended.....	287/86	May	31/86
amended.....	501/86	Sept.	13/86
amended.....	622/86	Nov.	8/86
amended.....	660/86	Nov.	22/86
amended.....	720/86	Dec.	27/86
amended.....	117/87	Mar.	21/87
amended.....	248/87	May	30/87
amended.....	416/87	Aug.	1/87
amended.....	581/87	Nov.	7/87
amended.....	135/88	Mar.	26/88
amended.....	341/88	June	11/88
amended.....	612/89	Nov.	18/89
amended.....	673/90	Jan.	5/91
amended.....	109/91	Apr.	6/91
amended.....	346/91	July	13/91
Recreational Camps.....	242/84	May	5/84 (B)
amended.....	603/91	Nov.	2/91
Reports.....	490/85	Oct.	19/85 (B)
amended.....	175/89	Apr.	15/89
amended.....	606/91	Nov.	2/91
amended.....	749/91	Jan.	4/92
School Health Services and Programs.....	516/84	Aug.	25/84 (B)
amended.....	605/91	Nov.	2/91
amended.....	724/91	Dec.	14/91
Slaughterhouses and Meat Processing Plants.....	293/84	May	19/84 (B)
amended.....	604/91	Nov.	2/91
Specification of Communicable Diseases.....	558/91	Oct.	19/91
Specification of Reportable Diseases.....	559/91	Oct.	19/91
Warrant.....	163/84	Mar.	24/84 (B)
amended.....	599/91	Nov.	2/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
HIGHWAY TRAFFIC ACT				
Allowable Gross Weight for Designated Class of Vehicle.....	453			
amended.....		199/87	Apr.	25/87
Appeals.....	454			
amended.....		117/81	Mar.	14/81
Commercial Motor Vehicle Inspections.....		86/89	Mar.	4/89
Commercial Vehicle Operator's Registration Certificates.....		23/89	Feb.	4/89
amended.....		397/89	July	22/89
Covering of Loads.....	455			
Dangerous Loads.....	456			
revoked.....		364/85	July	13/85
Demerit Point System.....	457			
(revoked by 359/81)				
Demerit Point System.....		359/81	June	20/81
amended.....		360/81	June	20/81
amended.....		202/82	Apr.	24/82
amended.....		599/82	Sept.	18/82
amended.....		276/84	May	19/84
amended.....		633/84	Oct.	20/84
amended.....		67/86	Mar.	1/86
amended.....		724/86	Dec.	27/86
amended.....		316/91	July	6/91
Designation of Highways.....	458			
Designation of Termination Date of Freeze-Up Periods under Subsection 102(2) of the Act.....		116/81	Mar.	14/81
(expired)				
Designation of Paved Shoulders on King's Highway.....	459			
amended.....		16/81	Feb.	7/81
Disabled Person Parking Permits.....		166/90	Apr.	21/90
Driver Improvement Program.....	460			
Driver Licence Examinations.....	461			
amended.....		729/82	Nov.	20/82
amended.....		275/84	May	19/84
amended.....		641/85	Dec.	28/85
amended.....		526/91	Oct.	5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		332/81	June 6/81
amended.....		363/81	June 20/81
amended.....		395/81	June 27/81
amended.....		423/81	July 11/81
amended.....		459/81	July 25/81
amended.....		478/81	Aug. 1/81
amended.....		479/81	Aug. 1/81
amended.....		525/81	Aug. 22/81
amended.....		576/81	Sept. 12/81
amended.....		581/81	Sept. 12/81
amended.....		642/81	Oct. 17/81
amended.....		685/81	Oct. 31/81
amended.....		742/81	Nov. 21/81
amended.....		743/81	Nov. 21/81
amended.....		751/81	Nov. 28/81
amended.....		794/81	Dec. 12/81
amended.....		810/81	Dec. 19/81
amended.....		12/82	Jan. 30/82
amended.....		53/82	Feb. 20/82
amended.....		82/82	Mar. 6/82
amended.....		83/82	Mar. 6/82
amended.....		235/82	May 1/82
amended.....		256/82	May 1/82
amended.....		260/82	May 8/82
amended.....		293/82	May 22/82
amended.....		294/82	May 22/82
amended.....		295/82	May 22/82
amended.....		335/82	June 5/82
amended.....		336/82	June 12/82
amended.....		337/82	June 12/82
amended.....		393/82	June 26/82
amended.....		412/82	July 3/82
amended.....		430/82	July 10/82
amended.....		431/82	July 10/82
amended.....		489/82	Aug. 7/82
amended.....		527/82	Aug. 21/82
amended.....		528/82	Aug. 21/82
amended.....		529/82	Aug. 21/82
amended.....		564/82	Sept. 4/82
amended.....		609/82	Sept. 25/82
amended.....		633/82	Oct. 9/82
amended.....		716/82	Nov. 13/82
amended.....		717/82	Nov. 13/82
amended.....		733/82	Nov. 20/82
amended.....		833/82	Jan. 8/83
amended.....		834/82	Jan. 8/83
amended.....		77/83	Feb. 19/83
amended.....		94/83	Feb. 26/83
amended.....		122/83	Mar. 26/83
amended.....		161/83	Apr. 9/83
amended.....		197/83	Apr. 16/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		233/83	May 7/83
amended.....		242/83	May 14/83
amended.....		259/83	May 21/83
amended.....		281/83	May 28/83
amended.....		282/83	May 28/83
amended.....		285/83	May 28/83
amended.....		368/83	July 9/83
amended.....		458/83	Aug. 6/83
amended.....		460/83	Aug. 6/83
amended.....		497/83	Aug. 27/83
amended.....		540/83	Sept. 10/83
amended.....		651/83	Oct. 29/83
amended.....		704/83	Nov. 19/83
amended.....		721/83	Dec. 3/83
amended.....		789/83	Jan. 7/84
amended.....		808/83	Jan. 14/84
amended.....		3/84	Jan. 21/84
amended.....		33/84	Feb. 11/84
amended.....		53/84	Feb. 18/84
amended.....		56/84	Feb. 18/84
amended.....		93/84	Mar. 3/84
amended.....		168/84	Mar. 31/84
amended.....		209/84	Apr. 28/84
amended.....		288/84	May 19/84
amended.....		290/84	May 19/84
amended.....		351/84	June 23/84
amended.....		386/84	July 7/84
amended.....		387/84	July 7/84
amended.....		388/84	July 7/84
amended.....		389/84	July 7/84
amended.....		390/84	July 7/84
amended.....		391/84	July 7/84
amended.....		478/84	Aug. 18/84
amended.....		479/84	Aug. 18/84
amended.....		480/84	Aug. 18/84
amended.....		518/84	Sept. 1/84
amended.....		548/84	Sept. 8/84
amended.....		610/84	Oct. 13/84
amended.....		611/84	Oct. 13/84
amended.....		615/84	Oct. 20/84
amended.....		637/84	Oct. 27/84
amended.....		638/84	Oct. 27/84
amended.....		662/84	Nov. 10/84
amended.....		663/84	Nov. 10/84
amended.....		717/84	Nov. 24/84
amended.....		751/84	Dec. 15/84
amended.....		752/84	Dec. 15/84
amended.....		799/84	Jan. 5/85
amended.....		826/84	Jan. 19/85
amended.....		827/84	Jan. 19/85
amended.....		828/84	Jan. 19/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		829/84	Jan. 19/85
amended.....		18/85	Feb. 9/85
amended.....		19/85	Feb. 9/85
amended.....		20/85	Feb. 9/85
amended.....		60/85	Feb. 23/85
amended.....		145/85	Apr. 20/85
amended.....		206/85	May 25/85
amended.....		226/85	June 1/85
amended.....		274/85	June 15/85
amended.....		330/85	July 6/85
amended.....		345/85	July 6/85
amended.....		346/85	July 6/85
amended.....		347/85	July 6/85
amended.....		348/85	July 6/85
amended.....		408/85	Aug. 24/85
amended.....		515/85	Nov. 2/85
amended.....		535/85	Nov. 9/85
amended.....		565/85	Nov. 23/85
amended.....		697/85	Jan. 11/86
amended.....		18/86	Feb. 1/86
amended.....		19/86	Feb. 1/86
amended.....		20/86	Feb. 1/86
amended.....		32/86	Feb. 8/86
amended.....		33/86	Feb. 8/86
amended.....		41/86	Feb. 15/86
amended.....		42/86	Feb. 15/86
amended.....		78/86	Mar. 8/86
amended.....		90/86	Mar. 8/86
amended.....		121/86	Mar. 29/86
amended.....		156/86	Apr. 12/86
amended.....		157/86	Apr. 12/86
amended.....		158/86	Apr. 12/86
amended.....		179/86	Apr. 19/86
amended.....		180/86	Apr. 19/86
amended.....		215/86	May 3/86
amended.....		241/86	May 17/86
amended.....		288/86	May 31/86
amended.....		341/86	June 28/86
amended.....		342/86	June 28/86
amended.....		388/86	July 12/86
amended.....		389/86	July 12/86
amended.....		390/86	July 12/86
amended.....		391/86	July 12/86
amended.....		438/86	Aug. 16/86
amended.....		455/86	Aug. 16/86
amended.....		558/86	Oct. 11/86
amended.....		559/86	Oct. 11/86
amended.....		610/86	Oct. 25/86
amended.....		645/86	Nov. 15/86
amended.....		646/86	Nov. 15/86
amended.....		647/86	Nov. 15/86

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		704/86	Dec. 20/86
amended.....		721/86	Dec. 27/86
amended.....		722/86	Dec. 27/86
amended.....		744/86	Jan. 3/87
amended.....		745/86	Jan. 3/87
amended.....		746/86	Jan. 3/87
amended.....		25/87	Feb. 7/87
amended.....		51/87	Feb. 14/87
amended.....		76/87	Feb. 28/87
amended.....		105/87	Mar. 14/87
amended.....		118/87	Mar. 21/87
amended.....		212/87	May 9/87
amended.....		213/87	May 9/87
amended.....		283/87	June 13/87
amended.....		405/87	July 25/87
amended.....		425/87	Aug. 8/87
amended.....		426/87	Aug. 8/87
amended.....		427/87	Aug. 8/87
amended.....		457/87	Aug. 15/87
amended.....		458/87	Aug. 15/87
amended.....		471/87	Aug. 29/87
amended.....		472/87	Aug. 29/87
amended.....		596/87	Nov. 21/87
amended.....		616/87	Dec. 5/87
amended.....		617/87	Dec. 5/87
amended.....		36/88	Feb. 6/88
amended.....		43/88	Feb. 13/88
amended.....		126/88	Mar. 19/88
amended.....		137/88	Mar. 26/88
amended.....		192/88	Apr. 23/88
amended.....		214/88	Apr. 23/88
amended.....		240/88	May 7/88
amended.....		247/88	May 14/88
amended.....		265/88	May 14/88
amended.....		491/88	Aug. 20/88
amended.....		574/88	Oct. 1/88
amended.....		613/88	Oct. 15/88
amended.....		622/88	Oct. 22/88
amended.....		652/88	Nov. 12/88
amended.....		689/88	Nov. 26/88
amended.....		704/88	Dec. 10/88
amended.....		33/89	Feb. 11/89
amended.....		39/89	Feb. 11/89
amended.....		78/89	Mar. 4/89
amended.....		94/89	Mar. 11/89
amended.....		130/89	Apr. 1/89
amended.....		191/89	Apr. 22/89
amended.....		192/89	Apr. 22/89
amended.....		196/89	May 6/89
amended.....		231/89	May 13/89
amended.....		233/89	May 20/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	369/89	July	8/89
amended.....	447/89	Aug.	12/89
amended.....	480/89	Sept.	2/89
amended.....	481/89	Sept.	2/89
amended.....	531/89	Oct.	14/89
amended.....	557/89	Oct.	21/89
amended.....	583/89	Oct.	28/89
amended.....	584/89	Oct.	28/89
amended.....	610/89	Nov.	18/89
amended.....	653/89	Dec.	23/89
amended.....	654/89	Dec.	23/89
amended.....	681/89	Dec.	30/89
amended.....	717/89	Jan.	6/90
amended.....	36/90	Feb.	10/90
amended.....	40/90	Feb.	10/90
amended.....	126/90	Apr.	7/90
amended.....	156/90	Apr.	21/90
amended.....	209/90	May	12/90
amended.....	255/90	June	2/90
amended.....	283/90	June	23/90
amended.....	315/90	June	30/90
amended.....	414/90	Aug.	25/90
amended.....	511/90	Sept.	15/90
amended.....	515/90	Sept.	15/90
amended.....	569/90	Nov.	10/90
amended.....	595/90	Dec.	1/90
amended.....	599/90	Dec.	1/90
amended.....	9/91	Feb.	9/91
amended.....	28/91	Feb.	16/91
amended.....	42/91	Mar.	2/91
amended.....	64/91	Mar.	16/91
amended.....	104/91	Apr.	6/91
amended.....	146/91	Apr.	20/91
amended.....	161/91	Apr.	27/91
amended.....	209/91	May	25/91
amended.....	291/91	June	29/91
amended.....	312/91	July	6/91
amended.....	435/91	Aug.	17/91
amended.....	616/91	Nov.	2/91
amended.....	617/91	Nov.	2/91
amended.....	656/91	Nov.	16/91
amended.....	754/91	Jan.	11/92
Special Payments for Physiotherapy Services.....	755/91	Jan.	11/92
Special Payments to Physicians.....	278/91	June	29/91
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983			
Areas Comprising Health Units.....	236/84	Apr.	28/84 (B)

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....	58/85	Feb.	16/85	
amended.....	239/87	May	23/87	
amended.....	447/87	Aug.	15/87	
amended.....	80/88	Feb.	27/88	
amended.....	327/89	June	17/89	
amended.....	422/91	Aug.	17/91	
Camps in Unorganized Territory.....	193/84	Apr.	14/84	(B)
amended.....	601/91	Nov.	2/91	
Capital Assistance Grants for Boards of Health.....	234/84	Apr.	28/84	(B)
amended.....	421/91	Aug.	17/91	
Clinics for Sexually Transmitted Diseases.....	237/84	Apr.	28/84	(B)
amended.....	602/91	Nov.	2/91	
Communicable Diseases - General.....	292/84	May	19/84	(B)
amended.....	471/91	Sept.	7/91	
Designation of Communicable Diseases.....	161/84	Mar.	24/84	
amended.....	698/86	Dec.	20/86	
amended.....	666/88	Nov.	12/88	
(revoked by 558/91)				
Designation of Municipal Members of Boards of Health.....	235/84	Apr.	28/84	
amended.....	57/85	Feb.	16/85	
amended.....	240/87	May	23/87	
amended.....	446/87	Aug.	15/87	
amended.....	79/88	Feb.	27/88	
amended.....	317/89	June	10/89	
amended.....	326/89	June	17/89	
amended.....	524/89	Oct.	14/89	
amended.....	547/91	Oct.	12/91	
Designation of Reportable Diseases.....	162/84	Mar.	24/84	
amended.....	699/86	Dec.	20/86	
amended.....	667/88	Nov.	12/88	
(revoked by 559/91)				
Exemption - Subsection 37a(2) of the Act.....	587/88	Oct.	8/88	
amended.....	582/89	Oct.	28/89	
amended.....	671/90	Jan.	5/91	
amended.....	748/91	Jan.	4/92	
Food Premises.....	243/84	May	5/84	
Grants for Health Promotion Projects and Initiatives.....	479/87	Aug.	29/87	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Grants to Boards of Health.....	382/84	June	30/84
amended.....	636/84	Oct.	27/84
amended.....	257/85	June	8/85
amended.....	515/87	Sept.	19/87
amended.....	604/87	Nov.	21/87
amended.....	246/88	May	7/88
amended.....	354/90	July	14/90
amended.....	750/91	Jan.	4/92
Public Pools.....	381/84	June	30/84
amended.....	146/85	Apr.	20/85
amended.....	569/88	Oct.	1/88
Qualifications of Boards of Health Staff.....	164/84	Mar.	24/84 (B)
amended.....	600/91	Nov.	2/91
Rabies - Immunization.....	594/85	Dec.	7/85 (B)
amended.....	120/86	Mar.	29/86
amended.....	287/86	May	31/86
amended.....	501/86	Sept.	13/86
amended.....	622/86	Nov.	8/86
amended.....	660/86	Nov.	22/86
amended.....	720/86	Dec.	27/86
amended.....	117/87	Mar.	21/87
amended.....	248/87	May	30/87
amended.....	416/87	Aug.	1/87
amended.....	581/87	Nov.	7/87
amended.....	135/88	Mar.	26/88
amended.....	341/88	June	11/88
amended.....	612/89	Nov.	18/89
amended.....	673/90	Jan.	5/91
amended.....	109/91	Apr.	6/91
amended.....	346/91	July	13/91
Recreational Camps.....	242/84	May	5/84 (B)
amended.....	603/91	Nov.	2/91
Reports.....	490/85	Oct.	19/85 (B)
amended.....	175/89	Apr.	15/89
amended.....	606/91	Nov.	2/91
amended.....	749/91	Jan.	4/92
School Health Services and Programs.....	516/84	Aug.	25/84 (B)
amended.....	605/91	Nov.	2/91
amended.....	724/91	Dec.	14/91
Slaughterhouses and Meat Processing Plants.....	293/84	May	19/84 (B)
amended.....	604/91	Nov.	2/91
Specification of Communicable Diseases.....	558/91	Oct.	19/91
Specification of Reportable Diseases.....	559/91	Oct.	19/91
Warrant.....	163/84	Mar.	24/84 (B)
amended.....	599/91	Nov.	2/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
HIGHWAY TRAFFIC ACT				
Allowable Gross Weight for Designated Class of Vehicle.....	453			
amended.....		199/87	Apr.	25/87
Appeals.....	454			
amended.....		117/81	Mar.	14/81
Commercial Motor Vehicle Inspections.....		86/89	Mar.	4/89
Commercial Vehicle Operator's Registration Certificates.....		23/89	Feb.	4/89
amended.....		397/89	July	22/89
Covering of Loads.....	455			
Dangerous Loads.....	456			
revoked.....		364/85	July	13/85
Demerit Point System..... (revoked by 359/81)	457			
Demerit Point System.....		359/81	June	20/81
amended.....		360/81	June	20/81
amended.....		202/82	Apr.	24/82
amended.....		599/82	Sept.	18/82
amended.....		276/84	May	19/84
amended.....		633/84	Oct.	20/84
amended.....		67/86	Mar.	1/86
amended.....		724/86	Dec.	27/86
amended.....		316/91	July	6/91
Designation of Highways.....	458			
Designation of Termination Date of Freeze-Up Periods under Subsection 102(2) of the Act..... (expired)		116/81	Mar.	14/81
Designation of Paved Shoulders on King's Highway.....	459			
amended.....		16/81	Feb.	7/81
Disabled Person Parking Permits.....		166/90	Apr.	21/90
Driver Improvement Program.....	460			
Driver Licence Examinations.....	461			
amended.....		729/82	Nov.	20/82
amended.....		275/84	May	19/84
amended.....		641/85	Dec.	28/85
amended.....		526/91	Oct.	5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Remuneration of Chairmen and Members of Arbitration Boards.....		338/87	June	27/87
amended.....		8/89	Jan.	28/89
amended.....		199/91	May	18/91
Rules of Procedure.....	504			
HOTEL FIRE SAFETY ACT				
General..... (revoked by 223/84)	505			
General.....		223/84	Apr.	28/84
HOUSING DEVELOPMENT ACT				
General.....	506			
amended.....		780/83	Dec.	31/83
amended.....		227/84	Apr.	28/84
amended.....		452/84	July	28/84
amended.....		243/86	May	17/86
HUMAN RIGHTS CODE, 1981				
Search and Entry Warrants.....		252/90	June	2/90
HUNTER DAMAGE COMPENSATION ACT				
General.....	507			
HYPNOSIS ACT				
Application of Section 2 of the Act.....	508			
I				
IDEA CORPORATION ACT, 1981				
Termination of IDEA Corporation.....		203/86	May	3/86
IMMUNIZATION OF SCHOOL PUPILS ACT, 1982				
General.....		23/83	Jan.	29/83
amended.....		543/84	Sept.	8/84
amended.....		24/85	Feb.	9/85
amended.....		541/85	Nov.	16/85
amended.....		542/85	Nov.	16/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
INCOME TAX ACT			
General.....	509		
amended.....		346/81	June 6/81
amended.....		848/81	Jan. 9/82
amended.....		527/85	Nov. 2/85
amended.....		131/86	Apr. 5/86
amended.....		191/87	Apr. 18/87
amended.....		572/89	Oct. 28/89
Ontario Tax Credit System Regulation.....		90/81	Mar. 14/81
Ontario Tax Credit System Regulation.....		52/82	Feb. 20/82
Ontario Tax Credit System.....		63/83	Feb. 12/83
amended.....		302/83	June 4/83
Ontario Tax Credit System.....		249/84	May 12/84
Ontario Tax Credit System.....		119/85	Mar. 23/85
amended.....		361/85	July 13/85
Ontario Tax Credit System.....		132/86	Apr. 5/86
Ontario Tax Credit System.....		127/87	Mar. 28/87
Ontario Tax Credit System.....		391/88	July 9/88
Ontario Tax Credit System.....		570/89	Oct. 28/89
(revoked by 642/90)			
Ontario Tax Credit System.....		642/90	Dec. 29/90
(revoked by 468/91)			
Ontario Tax Credit System.....		468/91	Sept. 7/91
Ontario Tax Reduction.....		569/89	Oct. 28/89
amended.....		72/91	Mar. 23/91
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		89/81	Mar. 14/81
revoked.....		588/81	Sept. 12/81
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		253/82	May 1/82
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		301/83	June 4/83
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		248/84	May 12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		362/85	July 13/85
Taxable Income - Amounts Prescribed under Section 6 of the Act.....		130/86	Apr. 5/86
Taxable Income - Amounts Prescribed under Section 6 of the Act.....		192/87	Apr. 18/87
Tax Table for Individuals..... (revoked by 571/89)		864/81	Jan. 16/82
Tax Table for Individuals.....		571/89	Oct. 28/89
Temporary Surcharge - Prescribed Amount.....		512/83	Aug. 20/83

INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT, 1989

Application and Exemptions.....	157/90	Apr.	21/90
General.....	158/90	Apr.	21/90
amended.....	173/91	May	4/91
amended.....	618/91	Nov.	2/91

INDUSTRIAL STANDARDS ACT

Designation of Industries and Zones.....	510		
Duties of Employers and Advisory Committees.....	511		
Interprovincially Competitive Industries.....	512		
Publication Costs.....	513		
Schedule -			
Bricklaying and Stonemasonry Industry - Ottawa.....	514		
Bricklaying and Stonemasonry - Toronto.....	515		
Electrical Repair and Construction Industry - Ottawa.....	516		
Electrical Repair and Construction Industry - Toronto.....	517		
Fur Industry - Ontario.....	518		
amended.....	674/83	Nov.	5/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ladies' Cloak and Suit Industry				
- Ontario.....	519			
amended.....		846/81	Jan.	2/82
Ladies' Dress and Sportswear Industry.....	520			
amended.....		401/82	June	26/82
amended.....		458/84	Aug.	4/84
Lathing Industry - Ottawa.....	521			
Men's and Boys' Clothing Industry				
- Ontario.....	522			
amended.....		736/83	Dec.	10/83
amended.....		42/87	Feb.	14/87
amended.....		642/88	Nov.	5/88
Painting and Decorating Industry				
- Ottawa.....	523			
Plastering Industry - Ottawa.....	524			
Plumbing and Heating Industry				
- Ottawa.....	525			
Plumbing and Heating Industry				
- Toronto.....	526			
Sheet-Metal Work Construction Industry				
- Ottawa.....	527			

INFLATION RESTRAINT ACT, 1982

First Collective Agreements of Newly Certified Bargaining Units.....	57/83	Feb.	5/83
amended.....	490/83	Aug.	20/83
(expired)			
General.....	819/82	Jan.	1/83
amended.....	844/82	Jan.	8/83
amended.....	144/83	Mar.	26/83
amended.....	236/83	May	7/83
amended.....	719/83	Dec.	3/83
(expired)			
Increase in Minimum Wages Under The Employment Standards Act.....	83/84	Feb.	25/84
(expired)			
Ontario Dairy Herd Improvement Corporation.....	91/83	Feb.	26/83
(expired)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Ontario Municipal Employees Retirement System..... (expired)		92/83	Feb. 26/83

INSURANCE ACT

Agents' Licences..... amended.....	528	479/86	Aug. 30/86
Assessment of Commission Expenses and Expenditures.....		220/91	June 8/91
Assessment Under Section 6h of the Act..... amended..... (revoked by 220/91)		386/90 423/90	July 28/90 Aug. 25/90
Automobile Insurance..... amended..... amended.....		275/90 385/90 422/90	June 16/90 July 28/90 Aug. 25/90
Calculations Under Clause 39a(1)(b) of the Act.....		740/88	Dec. 31/88
Classes of Insurance.....	529		
Compensation Corporations.....		530/88	Sept. 3/88
Fault Determination Rules.....		276/90	June 16/90
Financial Statements.....		691/90	Jan. 12/91
General..... amended.....	530	837/84	Jan. 19/85
Life Companies Special Shares - Investment.....	531		
No-Fault Benefits Schedule.....		273/90	June 16/90
Order under Paragraph 1 of subsection 85(2) of the Act - Rates of Interest..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended.....	532	559/81 639/81 178/83 232/85 135/87 208/87 99/88 181/88 190/89 159/90 120/91	Sept. 5/81 Oct. 17/81 Apr. 16/83 June 1/85 Apr. 4/87 May 2/87 Mar. 5/88 Apr. 16/88 Apr. 22/89 Apr. 21/90 Apr. 6/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Replacement of Life Insurance Contracts..... (revoked by 8/86)	533			
Replacement of Life Insurance Contracts.....		8/86	Jan.	25/86
Schedule of Fees..... amended.....	534	142/86	Apr.	5/86
Uninsured Automobile Coverage..... amended.....	535	274/90	June	16/90
Variable Insurance Contracts of Life Insurers.....	536			
INTERPRETATION ACT				
Fees Payable under Various Acts.....	537			
amended.....		497/86	Sept.	6/86
amended.....		682/88	Nov.	19/88
amended.....		593/90	Dec.	1/90
amended.....		21/91	Feb.	16/91
amended.....		687/91	Nov.	30/91
INVESTMENT CONTRACTS ACT				
Registration.....	538			
amended.....		143/86	Apr.	5/86
J				
JUDICATURE ACT				
(See now - <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)				
High Court - Composition..... (revoked by 329/82)		494/81	Aug.	8/81
High Court - Composition..... (revoked by 448/83)		329/82	June	5/82
High Court - Composition..... (revoked by 684/83)		448/83	July	30/83
JUDICATURE ACT AND MATRIMONIAL CAUSES ACT				
(See now - <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)				
Rules of Practice and Procedure of the Supreme Court of Ontario.....	540			
amended.....		734/81	Nov.	21/81
amended.....		411/82	July	3/82
amended.....		709/82	Nov.	13/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended..... (revoked by 560/84)		141/83	Mar. 26/83

JUNIOR FARMER ESTABLISHMENT ACT

Application for Bank Loan.....	541		
General.....	542		

JURIES ACT

General.....	543		
amended.....		541/83	Sept. 10/83
amended.....		364/87	July 11/87
amended.....		418/88	July 16/88
amended.....		520/89	Oct. 14/89

JUSTICES OF THE PEACE ACT

(See now Justices of the Peace Act, 1989)

JUSTICES OF THE PEACE ACT, 1989

Salaries and Benefits.....	398/84	July	7/84
amended.....	675/84	Nov.	10/84
amended.....	673/85	Jan.	4/86
amended.....	189/86	April	19/86
amended.....	696/87	Jan.	2/88
amended.....	710/88	Dec.	17/88
amended.....	92/89	Mar.	11/89
amended.....	707/89	Jan.	6/90
amended.....	174/90	Apr.	28/90
amended.....	297/90	June	23/90
amended.....	519/91	Oct.	5/91

L

LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION
CENTRE LICENSING ACT

Laboratories.....	845			(B)
amended.....		551/83	Sept.	10/83
amended.....		95/89	Mar.	11/89
amended.....		404/91	Aug.	3/91
amended.....		607/91	Nov.	2/91
Specimen Collection Centres.....	854			(B)
amended.....		552/83	Sept.	10/83
amended.....		403/91	Aug.	3/91
amended.....		472/91	Sept.	7/91
amended.....		608/91	Nov.	2/91

LABOUR RELATIONS ACT

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	544			
amended.....		408/81	July	4/81
amended.....		175/84	Apr.	7/84
amended.....		234/86	May	17/86
amended.....		337/87	June	27/87
amended.....		7/89	Jan.	28/89
amended.....		204/90	May	12/90
Office of the Board.....	545			
amended.....		513/91	Oct.	5/91 (B)
Rules of Procedure.....	546			
amended.....		123/87	Mar.	28/87
amended.....		443/87	Aug.	15/87

LANDLORD AND TENANT ACT

Classes of Accommodation Deemed Not to be Residential Premises.....	547			
amended.....		393/87	July	18/87
Forms.....	548			
amended.....		496/81	Aug.	8/81
amended.....		317/85	June	29/85
amended.....		391/85	Aug.	17/85
amended.....		394/87	July	18/87
Summary of Part IV of the Act.....	549			
amended.....		392/87	July	18/87

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

General.....	580/84	Sept.	29/84
amended.....	35/85	Feb.	9/85
amended.....	134/85	Apr.	20/85
amended.....	452/85	Sept.	28/85
amended.....	163/86	Apr.	12/86
amended.....	422/86	Aug.	2/86
amended.....	440/86	Aug.	16/86
amended.....	30/87	Feb.	14/87
amended.....	176/87	Apr.	18/87
amended.....	77/89	Mar.	4/89
amended.....	251/89	May	27/89
amended.....	416/89	Aug.	5/89
amended.....	568/89	Oct.	28/89
amended.....	669/89	Dec.	30/89
amended.....	670/89	Dec.	30/89
amended.....	671/89	Dec.	30/89
amended.....	63/90	Mar.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Remuneration of Chairmen and Members of Arbitration Boards.....		338/87	June	27/87
amended.....		8/89	Jan.	28/89
amended.....		199/91	May	18/91
Rules of Procedure.....	504			
HOTEL FIRE SAFETY ACT				
General..... (revoked by 223/84)	505			
General.....		223/84	Apr.	28/84
HOUSING DEVELOPMENT ACT				
General.....	506			
amended.....		780/83	Dec.	31/83
amended.....		227/84	Apr.	28/84
amended.....		452/84	July	28/84
amended.....		243/86	May	17/86
HUMAN RIGHTS CODE, 1981				
Search and Entry Warrants.....		252/90	June	2/90
HUNTER DAMAGE COMPENSATION ACT				
General.....	507			
HYPNOSIS ACT				
Application of Section 2 of the Act.....	508			
I				
IDEA CORPORATION ACT, 1981				
Termination of IDEA Corporation.....		203/86	May	3/86
IMMUNIZATION OF SCHOOL PUPILS ACT, 1982				
General.....		23/83	Jan.	29/83
amended.....		543/84	Sept.	8/84
amended.....		24/85	Feb.	9/85
amended.....		541/85	Nov.	16/85
amended.....		542/85	Nov.	16/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
INCOME TAX ACT			
General.....	509		
amended.....		346/81	June 6/81
amended.....		848/81	Jan. 9/82
amended.....		527/85	Nov. 2/85
amended.....		131/86	Apr. 5/86
amended.....		191/87	Apr. 18/87
amended.....		572/89	Oct. 28/89
Ontario Tax Credit System Regulation.....		90/81	Mar. 14/81
Ontario Tax Credit System Regulation.....		52/82	Feb. 20/82
Ontario Tax Credit System.....		63/83	Feb. 12/83
amended.....		302/83	June 4/83
Ontario Tax Credit System.....		249/84	May 12/84
Ontario Tax Credit System.....		119/85	Mar. 23/85
amended.....		361/85	July 13/85
Ontario Tax Credit System.....		132/86	Apr. 5/86
Ontario Tax Credit System.....		127/87	Mar. 28/87
Ontario Tax Credit System.....		391/88	July 9/88
Ontario Tax Credit System.....		570/89	Oct. 28/89
(revoked by 642/90)			
Ontario Tax Credit System.....		642/90	Dec. 29/90
(revoked by 468/91)			
Ontario Tax Credit System.....		468/91	Sept. 7/91
Ontario Tax Reduction.....		569/89	Oct. 28/89
amended.....		72/91	Mar. 23/91
Taxable Income - Amount Prescribed			
under Section 6 of the Act.....		89/81	Mar. 14/81
revoked.....		588/81	Sept. 12/81
Taxable Income - Amount Prescribed			
under Section 6 of the Act.....		253/82	May 1/82
Taxable Income - Amount Prescribed			
under Section 6 of the Act.....		301/83	June 4/83
Taxable Income - Amount Prescribed			
under Section 6 of the Act.....		248/84	May 12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		362/85	July 13/85
Taxable Income - Amounts Prescribed under Section 6 of the Act.....		130/86	Apr. 5/86
Taxable Income - Amounts Prescribed under Section 6 of the Act.....		192/87	Apr. 18/87
Tax Table for Individuals..... (revoked by 571/89)		864/81	Jan. 16/82
Tax Table for Individuals.....		571/89	Oct. 28/89
Temporary Surcharge - Prescribed Amount.....		512/83	Aug. 20/83

INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT, 1989

Application and Exemptions.....	157/90	Apr.	21/90
General.....	158/90	Apr.	21/90
amended.....	173/91	May	4/91
amended.....	618/91	Nov.	2/91

INDUSTRIAL STANDARDS ACT

Designation of Industries and Zones.....	510		
Duties of Employers and Advisory Committees.....	511		
Interprovincially Competitive Industries.....	512		
Publication Costs.....	513		
Schedule -			
Bricklaying and Stonemasonry Industry - Ottawa.....	514		
Bricklaying and Stonemasonry - Toronto.....	515		
Electrical Repair and Construction Industry - Ottawa.....	516		
Electrical Repair and Construction Industry - Toronto.....	517		
Fur Industry - Ontario.....	518		
amended.....	674/83	Nov.	5/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ladies' Cloak and Suit Industry				
- Ontario.....	519			
amended.....		846/81	Jan.	2/82
Ladies' Dress and Sportswear Industry.....	520			
amended.....		401/82	June	26/82
amended.....		458/84	Aug.	4/84
Lathing Industry - Ottawa.....	521			
Men's and Boys' Clothing Industry				
- Ontario.....	522			
amended.....		736/83	Dec.	10/83
amended.....		42/87	Feb.	14/87
amended.....		642/88	Nov.	5/88
Painting and Decorating Industry				
- Ottawa.....	523			
Plastering Industry - Ottawa.....	524			
Plumbing and Heating Industry				
- Ottawa.....	525			
Plumbing and Heating Industry				
- Toronto.....	526			
Sheet-Metal Work Construction Industry				
- Ottawa.....	527			

INFLATION RESTRAINT ACT, 1982

First Collective Agreements of Newly Certified Bargaining Units.....	57/83	Feb.	5/83
amended.....	490/83	Aug.	20/83
(expired)			
General.....	819/82	Jan.	1/83
amended.....	844/82	Jan.	8/83
amended.....	144/83	Mar.	26/83
amended.....	236/83	May	7/83
amended.....	719/83	Dec.	3/83
(expired)			
Increase in Minimum Wages Under The Employment Standards Act.....	83/84	Feb.	25/84
(expired)			
Ontario Dairy Herd Improvement Corporation.....	91/83	Feb.	26/83
(expired)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ontario Municipal Employees Retirement System..... (expired)		92/83	Feb.	26/83
INSURANCE ACT				
Agents' Licences..... amended.....	528	479/86	Aug.	30/86
Assessment of Commission Expenses and Expenditures.....		220/91	June	8/91
Assessment Under Section 6h of the Act..... amended..... (revoked by 220/91)		386/90 423/90	July Aug.	28/90 25/90
Automobile Insurance..... amended..... amended.....		275/90 385/90 422/90	June July Aug.	16/90 28/90 25/90
Calculations Under Clause 39a(1)(b) of the Act.....		740/88	Dec.	31/88
Classes of Insurance.....	529			
Compensation Corporations.....		530/88	Sept.	3/88
Fault Determination Rules.....		276/90	June	16/90
Financial Statements.....		691/90	Jan.	12/91
General..... amended.....	530	837/84	Jan.	19/85
Life Companies Special Shares - Investment.....	531			
No-Fault Benefits Schedule.....		273/90	June	16/90
Order under Paragraph 1 of subsection 85(2) of the Act - Rates of Interest..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended.....	532	559/81 639/81 178/83 232/85 135/87 208/87 99/88 181/88 190/89 159/90 120/91	Sept. Oct. Apr. June Apr. May Mar. Apr. Apr. Apr. Apr.	5/81 17/81 16/83 1/85 4/87 2/87 5/88 16/88 22/89 21/90 6/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Replacement of Life Insurance Contracts..... (revoked by 8/86)	533			
Replacement of Life Insurance Contracts.....		8/86	Jan.	25/86
Schedule of Fees.....	534			
amended.....		142/86	Apr.	5/86
Uninsured Automobile Coverage.....	535			
amended.....		274/90	June	16/90
Variable Insurance Contracts of Life Insurers.....	536			

INTERPRETATION ACT

Fees Payable under Various Acts.....	537			
amended.....		497/86	Sept.	6/86
amended.....		682/88	Nov.	19/88
amended.....		593/90	Dec.	1/90
amended.....		21/91	Feb.	16/91
amended.....		687/91	Nov.	30/91

INVESTMENT CONTRACTS ACT

Registration.....	538			
amended.....		143/86	Apr.	5/86

J

JUDICATURE ACT

(See now - Courts of Justice Act, 1984)

High Court - Composition..... (revoked by 329/82)		494/81	Aug.	8/81
High Court - Composition..... (revoked by 448/83)		329/82	June	5/82
High Court - Composition..... (revoked by 684/83)		448/83	July	30/83

JUDICATURE ACT AND MATRIMONIAL CAUSES ACT

(See now - Courts of Justice Act, 1984)

Rules of Practice and Procedure of the Supreme Court of Ontario.....	540			
amended.....		734/81	Nov.	21/81
amended.....		411/82	July	3/82
amended.....		709/82	Nov.	13/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended..... (revoked by 560/84)		141/83	Mar.	26/83
JUNIOR FARMER ESTABLISHMENT ACT				
Application for Bank Loan.....	541			
General.....	542			
JURIES ACT				
General.....	543			
amended.....		541/83	Sept.	10/83
amended.....		364/87	July	11/87
amended.....		418/88	July	16/88
amended.....		520/89	Oct.	14/89
JUSTICES OF THE PEACE ACT (See now <u>Justices of the Peace Act, 1989</u>)				
JUSTICES OF THE PEACE ACT, 1989				
Salaries and Benefits.....	398/84	July	7/84	
amended.....	675/84	Nov.	10/84	
amended.....	673/85	Jan.	4/86	
amended.....	189/86	April	19/86	
amended.....	696/87	Jan.	2/88	
amended.....	710/88	Dec.	17/88	
amended.....	92/89	Mar.	11/89	
amended.....	707/89	Jan.	6/90	
amended.....	174/90	Apr.	28/90	
amended.....	297/90	June	23/90	
amended.....	519/91	Oct.	5/91	
L				
LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION CENTRE LICENSING ACT				
Laboratories.....	845			(B)
amended.....	551/83	Sept.	10/83	
amended.....	95/89	Mar.	11/89	
amended.....	404/91	Aug.	3/91	
amended.....	607/91	Nov.	2/91	
Specimen Collection Centres.....	854			(B)
amended.....	552/83	Sept.	10/83	
amended.....	403/91	Aug.	3/91	
amended.....	472/91	Sept.	7/91	
amended.....	608/91	Nov.	2/91	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of .Gazette	
LABOUR RELATIONS ACT				
General.....	544			
amended.....		408/81	July	4/81
amended.....		175/84	Apr.	7/84
amended.....		234/86	May	17/86
amended.....		337/87	June	27/87
amended.....		7/89	Jan.	28/89
amended.....		204/90	May	12/90
Office of the Board.....	545			
amended.....		513/91	Oct.	5/91 (B)
Rules of Procedure.....	546			
amended.....		123/87	Mar.	28/87
amended.....		443/87	Aug.	15/87
LANDLORD AND TENANT ACT				
Classes of Accommodation Deemed Not to be Residential Premises.....	547			
amended.....		393/87	July	18/87
Forms.....	548			
amended.....		496/81	Aug.	8/81
amended.....		317/85	June	29/85
amended.....		391/85	Aug.	17/85
amended.....		394/87	July	18/87
Summary of Part IV of the Act.....	549			
amended.....		392/87	July	18/87
LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984				
General.....		580/84	Sept.	29/84
amended.....		35/85	Feb.	9/85
amended.....		134/85	Apr.	20/85
amended.....		452/85	Sept.	28/85
amended.....		163/86	Apr.	12/86
amended.....		422/86	Aug.	2/86
amended.....		440/86	Aug.	16/86
amended.....		30/87	Feb.	14/87
amended.....		176/87	Apr.	18/87
amended.....		77/89	Mar.	4/89
amended.....		251/89	May	27/89
amended.....		416/89	Aug.	5/89
amended.....		568/89	Oct.	28/89
amended.....		669/89	Dec.	30/89
amended.....		670/89	Dec.	30/89
amended.....		671/89	Dec.	30/89
amended.....		63/90	Mar.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	64/90	Mar.	3/90
amended.....	76/90	Mar.	10/90
amended.....	130/90	Apr.	14/90
amended.....	191/90	May	12/90
amended.....	192/90	May	12/90
amended.....	193/90	May	12/90
amended.....	198/90	May	12/90
amended.....	199/90	May	12/90
amended.....	229/90	May	26/90
amended.....	230/90	May	26/90
amended.....	342/90	July	14/90
amended.....	343/90	July	14/90
amended.....	406/90	Aug.	11/90
amended.....	559/90	Oct.	13/90
amended.....	580/90	Nov.	24/90
amended.....	581/90	Nov.	24/90
amended.....	685/90	Jan.	5/91
amended.....	5/91	Feb.	2/91
amended.....	54/91	Mar.	16/91
amended.....	55/91	Mar.	16/91
amended.....	56/91	Mar.	16/91
amended.....	57/91	Mar.	16/91
amended.....	58/91	Mar.	16/91
amended.....	59/91	Mar.	16/91
amended.....	60/91	Mar.	16/91
amended.....	125/91	Apr.	13/91
amended.....	195/91	May	18/91
amended.....	239/91	June	15/91
amended.....	240/91	June	15/91
amended.....	241/91	June	15/91
amended.....	277/91	June	29/91
amended.....	329/91	July	13/91
amended.....	418/91	Aug.	17/91
amended.....	634/91	Nov.	9/91
amended.....	635/91	Nov.	16/91
amended.....	686/91	Nov.	30/91
amended.....	699/91	Dec.	7/91
amended.....	778/91	Jan.	11/92

LAND TITLES ACT

Application of Act..... 550
(revoked by 550/81)

Fees..... 551

amended.....	806/81	Dec.	19/81
amended.....	324/83	June	11/83
amended.....	135/84	Mar.	17/84
amended.....	233/85	June	1/85
amended.....	265/86	May	24/86
amended.....	256/87	May	30/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		655/87	Dec. 19/87
amended.....		496/89	Sept. 23/89
amended.....		265/90	June 9/90
amended.....		324/91	July 13/91
Forms, Records and Procedures.....		75/82	Feb. 27/82
amended.....		323/82	May 29/82
amended.....		350/82	June 12/82
amended.....		170/83	Apr. 9/83
amended.....		278/83	May 21/83
amended.....		284/84	May 19/84
amended.....		551/84	Sept. 8/84
amended.....		579/84	Sept. 29/84
amended.....		33/85	Feb. 9/85
amended.....		133/85	Apr. 20/85
amended.....		234/85	June 1/85
amended.....		238/85	June 1/85
amended.....		239/85	June 1/85
amended.....		454/85	Sept. 28/85
amended.....		79/86	Mar. 8/86
amended.....		212/86	May 3/86
amended.....		225/86	May 10/86
amended.....		79/87	Feb. 28/87
amended.....		80/87	Feb. 28/87
amended.....		360/87	July 4/87
amended.....		525/87	Sept. 19/87
amended.....		585/87	Nov. 14/87
amended.....		669/87	Dec. 26/87
amended.....		373/88	July 2/88
amended.....		73/89	Feb. 25/89
amended.....		400/89	July 22/89
General.....	552		
amended.....		583/81	Sept. 12/81
(revoked by 75/82)			
Land Titles Divisions.....	553		
(revoked by 550/81)			
Land Titles Divisions.....		550/81	Sept. 5/81
amended.....		166/83	Apr. 9/83
amended.....		449/84	July 28/84
(revoking 449/84).....		149/85	Apr. 20/85
amended.....		150/85	Apr. 20/85
amended.....		539/85	Nov. 9/85
amended.....		164/86	Apr. 12/86
amended.....		64/88	Feb. 20/88
amended.....		237/91	June 15/91
amended.....		531/91	Oct. 12/91
amended.....		632/91	Nov. 9/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Surveys and Descriptions of Land.....	554			
Transfer of Functions.....		415/87	Aug.	1/87
LAND TRANSFER TAX ACT				
Affidavits.....	555			
revoked.....		570/83	Sept.	24/83
Commercial Recreational Property.....	556			
(revoked by 623/83)				
Consolidated Affidavit of Residence and Value of Consideration.....	557			
(revoked by 613/81)				
Consolidated Affidavit of Residence and Value of Consideration.....		613/81	Oct.	3/81
amended.....		10/84	Jan.	21/84
amended.....		358/86	July	5/86
(revoked by 157/91)				
Consolidated Affidavit of Residence and Value of Consideration.....		157/91	Apr.	27/91
Delegation of Authority.....	558			
amended.....		335/83	June	18/83
amended.....		625/83	Oct.	15/83
amended.....		345/86	June	28/86
Exemption(s):				
Disposition of Land By Employee to Employer.....		71/91	Mar.	23/91
For Certain Final Orders of Foreclosure and for Inter-corporate Transfers of Land.....	559			
amended.....		628/83	Oct.	15/83
For Certain Easements Granted to Oil or Gas Pipe Lines.....	560			
For Certain Insurance Companies.....	561			
(revoked by 623/83)				
For Certain Inter-Spousal Transfers.....	562			
amended.....		627/83	Oct.	15/83
For Conveyance to Family Farm Corporation or Family Business Corporation.....	563			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
For Conveyance to Non-Resident Persons and Persons who are not Non-Resident Persons.....	564		
Exemptions From Tax Under Section 2a of the Act.....		70/91	Mar. 23/91
Final Orders of Foreclosure..... (revoked by 623/83)	565		
Forms.....	566		
amended.....		270/82	May 8/82
amended.....		385/83	July 9/83
amended.....		607/83	Oct. 15/83
amended.....		9/84	Jan. 21/84
amended.....		603/84	Oct. 6/84
amended.....		545/86	Sept. 20/86
amended.....		552/86	Oct. 4/86
amended.....		644/89	Dec. 16/89
amended.....		646/91	Nov. 16/91
Leases.....	567		
Minister Authorized to Exempt and Refund..... (revoked by 623/83)	568		
Notice of Purchaser's Lien for Default.....	569		
Rates of Interest..... (revoked by 38/82)	570		
Rates of Interest..... (revoked by 247/82)		38/82	Feb. 13/82
Rates of Interest..... (revoked by 516/83)		247/82	May 1/82
Rates of Interest.....		516/83	Aug. 27/83
amended.....		624/83	Oct. 15/83
amended.....		428/86	Aug. 16/86
Regulation to revoke Regulations 556, 561, 565 and 568 of R.R.O.1980.....		623/83	Oct. 15/83
Taxation of Mineral Lands.....	571		
Transfers Between Related Corporations.....	572		
amended.....		626/83	Oct. 15/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
LAW SOCIETY ACT				
General.....	573			
amended.....		296/83	June	4/83
amended.....		297/83	June	4/83
amended.....		407/83	July	16/83
amended.....		365/84	June	23/84
amended.....		200/86	Apr.	26/86
amended.....		292/87	June	13/87
amended.....		388/89	July	15/89
amended.....		219/90	May	12/90
Law Foundation.....	574			
amended.....		520/87	Sept.	19/87
LEGAL AID ACT				
General.....	575			
amended.....		109/82	Mar.	13/82
amended.....		830/82	Jan.	8/83
amended.....		108/83	Mar.	12/83
amended.....		157/83	Apr.	2/83
amended.....		408/83	July	16/83
amended.....		121/85	Mar.	30/85
amended.....		674/85	Jan.	4/86
(revoked by 59/86)				
General.....		59/86	Feb.	22/86
amended.....		126/86	Mar.	29/86
amended.....		726/86	Dec.	27/86
amended.....		699/87	Jan.	2/88
amended.....		72/90	Mar.	3/90
LEGISLATIVE ASSEMBLY RETIREMENT ALLOWANCES ACT				
General.....	576			
LIGHTNING RODS ACT				
General.....	577			
LIMITED PARTNERSHIPS ACT				
General.....	578			
amended.....		443/82	July	10/82
amended.....		203/84	Apr.	14/84
amended.....		164/87	Apr.	11/87
amended.....		457/88	July	30/88
amended.....		362/89	July	8/89
amended.....		364/90	July	14/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		11/91	Feb.	16/91
amended.....		582/91	Oct.	26/91
LINE FENCES ACT				
Appeals.....		412/88	July	16/88
Forms.....	579			
amended.....		371/88	June	25/88
amended.....		32/89	Feb.	4/89
Forms.....		10/82	Jan.	30/82 (B)
amended.....		370/88	June	25/88
amended.....		390/91	July	27/91
Lands Situate in Territory Without Municipal Organization.....		9/82	Jan.	30/82
amended.....		413/88	July	16/88
LIQUOR CONTROL ACT				
General.....	580			
amended.....		85/82	Mar.	6/82
amended.....		391/82	June	26/82
amended.....		601/82	Sept.	25/82
amended.....		384/84	July	7/84
amended.....		583/85	Nov.	23/85
amended.....		486/88	Aug.	13/88
amended.....		544/88	Sept.	10/88
LIQUOR LICENCE ACT				
General.....	581			
amended.....		20/81	Feb.	14/81
amended.....		105/81	Mar.	14/81
amended.....		358/81	June	20/81
amended.....		560/81	Sept.	5/81
amended.....		805/81	Dec.	19/81
amended.....		845/81	Jan.	2/82
amended.....		30/82	Feb.	13/82
amended.....		72/82	Feb.	27/82
amended.....		352/82	June	12/82
amended.....		353/82	June	12/82
amended.....		407/82	June	26/82
amended.....		408/82	June	26/82
amended.....		487/82	Aug.	7/82
amended.....		520/82	Aug.	14/82
amended.....		534/82	Aug.	21/82
amended.....		580/82	Sept.	11/82
amended.....		625/82	Oct.	9/82
amended.....		840/82	Jan.	8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	591/83	Oct.	1/83
amended.....	148/84	Mar.	17/84
amended.....	239/84	May	5/84
amended.....	251/84	May	12/84
amended.....	282/84	May	19/84
amended.....	318/84	June	9/84
amended.....	383/84	July	7/84
amended.....	446/84	July	28/84
amended.....	585/84	Sept.	29/84
amended.....	598/84	Oct.	6/84
amended.....	792/84	Dec.	29/84
amended.....	249/85	June	8/85
amended.....	315/85	June	29/85
amended.....	324/85	July	6/85
amended.....	537/85	Nov.	9/85
amended.....	584/85	Nov.	23/85
amended.....	70/86	Mar.	1/86
amended.....	277/86	May	31/86
amended.....	278/86	May	31/86
amended.....	483/86	Aug.	30/86
amended.....	651/86	Nov.	22/86
amended.....	693/86	Dec.	13/86
amended.....	713/86	Dec.	20/86
amended.....	1/87	Jan.	24/87
amended.....	16/87	Feb.	7/87
amended.....	17/87	Feb.	7/87
amended.....	78/87	Feb.	28/87
amended.....	95/87	Mar.	14/87
amended.....	134/87	Apr.	4/87
amended.....	266/87	May	30/87
amended.....	311/87	June	27/87
amended.....	553/87	Oct.	17/87
amended.....	679/87	Dec.	26/87
amended.....	706/87	Jan.	2/88
amended.....	83/88	Feb.	27/88
amended.....	84/88	Feb.	27/88
amended.....	122/88	Mar.	19/88
amended.....	275/88	May	21/88
amended.....	332/88	June	4/88
amended.....	352/88	June	18/88
amended.....	353/88	June	18/88
amended.....	459/88	July	30/88
amended.....	543/88	Sept.	10/88
amended.....	697/88	Dec.	3/88
amended.....	702/88	Dec.	10/88
amended.....	716/88	Dec.	17/88
amended.....	57/89	Feb.	18/89
amended.....	75/89	Feb.	25/89
amended.....	329/89	June	17/89
amended.....	375/89	July	8/89
amended.....	376/89	July	8/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	399/89	July	22/89
amended.....	408/89	July	22/89
amended.....	535/89	Oct.	21/89
amended.....	566/89	Oct.	28/89
amended.....	660/89	Dec.	23/89
amended.....	661/89	Dec.	23/89
amended.....	66/90	Mar.	3/90
amended.....	197/90	May	12/90
amended.....	341/90	July	7/90
(revoked by 546/90)			
Possession of Liquor in Charles Daley Park..... (revoked by 148/82)	328/81	May	30/81
Possession of Liquor in Conservation Areas Operated by the Halton Region Conservation Authority.....	724/83	Dec.	3/83
Possession of Liquor in Parks Managed or Controlled by The Niagara Parks Commission and The St. Clair Parkway Commission.....	290/88	May	28/88
Possession of Liquor in Provincial Parks..... (revoked by 148/82)	134/81	Mar.	28/81
Possession of Liquor in Provincial Parks.....	190/88	Apr.	23/88
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Clair Parkway Commission, The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 94/87)	122/86	Mar.	29/86
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by the St. Lawrence Parks Commission..... (revoked by 190/88)	94/87	Mar.	14/87
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 151/83)	148/82	Apr.	3/82
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 160/84)	151/83	Apr.	2/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 151/85)		160/84	Mar. 24/84
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 122/86)		151/85	Apr. 20/85

LIQUOR LICENCE ACT, 1990

General.....	547/90	Sept.	29/90
amended.....	700/90	Jan.	12/91
Licences to Sell Liquor.....	546/90	Sept.	29/90
amended.....	74/91	Mar.	23/91
Manufacturers' Licences.....	548/90	Sept.	29/90
amended.....	699/90	Jan.	12/91
amended.....	236/91	June	15/91
Special Occasion Permits.....	549/90	Sept.	29/90
amended.....	332/91	July	13/91
(revoked by 389/91)			
Special Occasion Permits.....	389/91	July	20/91

LIVE STOCK AND LIVE STOCK PRODUCTS ACT

Eggs.....	582		
amended.....	301/81	May	23/81
amended.....	571/81	Sept.	12/81
Live Stock.....	367/82	June	12/82 (B)
amended.....	526/82	Aug.	21/82
amended.....	589/82	Sept.	18/82
amended.....	574/91	Oct.	26/91
Processed Egg.....	583		
amended.....	302/81	May	23/81
Wool.....	584		
amended.....	303/81	May	23/81

LIVE STOCK BRANDING ACT

Forms.....	585		
amended.....	88/82	Mar.	6/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
LIVE STOCK COMMUNITY SALES ACT			
General.....	586		
amended.....		775/81	Dec. 5/81
amended.....		258/85	June 8/85
amended.....		725/87	Jan. 16/88
amended.....		330/91	July 13/91
LIVE STOCK MEDICINES ACT			
General.....	587		
amended.....		320/81	May 30/81
amended.....		259/82	May 8/82
amended.....		667/82	Oct. 23/82
amended.....		115/84	Mar. 10/84
amended.....		780/84	Dec. 22/84
amended.....		359/86	July 5/86
amended.....		115/87	Mar. 21/87
amended.....		410/90	Aug. 11/90
amended.....		636/91	Nov. 16/91
LOAN AND TRUST CORPORATIONS ACT			
Approved Trust Companies.....	588		
amended.....		347/82	June 12/82
amended.....		650/82	Oct. 16/82
amended.....		730/84	Dec. 1/84
(revoked by 18/87)			
Approved Trust Companies.....		18/87	Feb. 7/87
(revoked by 167/88)			
Common Trust Funds.....	589		
amended.....		784/82	Dec. 18/82
(revoked by 167/88)			
Financial Standards			
- Loan Corporations.....	590		
amended.....		667/84	Nov. 10/84
(revoked by 167/88)			
- Trust Companies.....	591		
amended.....		666/84	Nov. 10/84
(revoked by 167/88)			
Financial Statements.....	592		
(revoked by 167/88)			
Loan Corporations Special Shares			
- Investment.....	593		
(revoked by 167/88)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Schedule of Fees.....	594			
amended.....		146/86	Apr.	5/86
(revoked by 167/88)				
Subordinated Notes				
- Loan Corporation.....	595			
(revoked by 167/88)				
- Trust Company.....	596			
(revoked by 167/88)				
Trust Company Special Shares				
- Investment.....	597			
(revoked by 167/88)				

LOAN AND TRUST CORPORATIONS ACT, 1987

General.....	167/88	Apr.	9/88
--------------	--------	------	------

LOCAL ROADS BOARDS ACT

Establishment of Local Roads Areas - Northern and Eastern Regions.....	598			
amended.....		78/81	Mar.	7/81
amended.....		88/81	Mar.	14/81
amended.....		235/81	May	2/81
amended.....		259/81	May	16/81
amended.....		546/81	Sept.	5/81
amended.....		77/82	Mar.	6/82
amended.....		265/82	May	8/82
amended.....		360/82	June	12/82
amended.....		22/83	Jan.	29/83
amended.....		76/83	Feb.	19/83
amended.....		193/83	Apr.	16/83
amended.....		214/83	Apr.	30/83
amended.....		314/83	June	4/83
amended.....		422/83	July	16/83
amended.....		670/83	Nov.	5/83
amended.....		241/84	May	5/84
amended.....		656/84	Nov.	3/84
amended.....		80/85	Mar.	9/85
amended.....		169/85	Apr.	20/85
amended.....		312/85	June	22/85
amended.....		342/85	July	6/85
amended.....		651/85	Dec.	28/85
amended.....		55/86	Feb.	22/86
amended.....		166/86	Apr.	12/86
amended.....		220/86	May	10/86
amended.....		255/86	May	24/86
amended.....		318/86	June	21/86
amended.....		477/86	Aug.	30/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	604/86	Oct.	25/86
amended.....	33/87	Feb.	14/87
amended.....	399/87	July	18/87
amended.....	545/87	Oct.	17/87
amended.....	602/87	Nov.	21/87
amended.....	191/88	Apr.	23/88
amended.....	535/88	Sept.	10/88
amended.....	665/88	Nov.	12/88
amended.....	752/88	Jan.	7/89
amended.....	223/89	May	13/89
amended.....	224/89	May	13/89
amended.....	247/89	May	20/89
amended.....	591/89	Nov.	4/89
amended.....	50/90	Feb.	17/90
amended.....	58/90	Feb.	17/90
amended.....	69/90	Mar.	3/90
amended.....	228/90	May	19/90
amended.....	333/90	July	7/90
amended.....	345/90	July	14/90
amended.....	582/90	Nov.	24/90
amended.....	97/91	Apr.	6/91
amended.....	244/91	June	15/91
Northwestern Region.....	599		
amended.....	452/81	July	18/81
amended.....	625/81	Oct.	10/81
amended.....	66/82	Feb.	20/82
amended.....	258/82	May	1/82
amended.....	310/82	May	22/82
amended.....	7/83	Jan.	22/83
amended.....	87/83	Feb.	26/83
amended.....	254/83	May	14/83
amended.....	355/83	July	2/83
amended.....	132/84	Mar.	17/84
amended.....	274/84	May	19/84
amended.....	657/84	Nov.	3/84
amended.....	17/85	Feb.	9/85
amended.....	182/85	May	4/85
amended.....	201/85	May	25/85
amended.....	389/85	Aug.	17/85
amended.....	483/85	Oct.	12/85
amended.....	178/86	Apr.	19/86
amended.....	284/86	May	31/86
amended.....	374/86	July	12/86
amended.....	588/86	Oct.	18/86
amended.....	723/86	Dec.	27/86
amended.....	168/87	Apr.	18/87
amended.....	371/87	July	11/87
amended.....	47/88	Feb.	13/88
amended.....	333/88	June	11/88
amended.....	495/88	Aug.	20/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		199/89	May	6/89
amended.....		412/89	July	29/89
amended.....		376/90	July	28/90
amended.....		175/91	May	11/91
amended.....		505/91	Sept.	28/91
amended.....		710/91	Dec.	14/91
General.....	600			
amended.....		18/91	Feb.	16/91

LOCAL SERVICES BOARDS ACT

Dissolution of Local Services Board - Croft Local Services Board.....		2/87	Jan.	24/87
Establishment of Local Services Board Community of Alban.....		607/81	Sept.	26/81
Community of Armstrong.....	601			
amended.....		764/84	Dec.	15/84
Community of Aweres.....		342/88	June	11/88
Community of Bourkes.....		525/85	Nov.	2/85
Community of Britt.....		274/82	May	8/82
Community of Byng Inlet.....		513/90	Sept.	15/90
Community of Campbell Township.....		727/81	Nov.	14/81
Community of Caramat.....		597/81	Sept.	19/81
Community of Cartier.....		326/82	May	29/82
Community of Croft..... (revoked by 2/87)		778/83	Dec.	31/83
Community of Drayton.....		96/81	Mar.	14/81
amended.....		301/88	May	28/88
Community of Ferguson.....		435/85	Sept.	14/85
Community of Foleyet.....	602			
Community of Gogama.....	603			
amended.....		850/81	Jan.	9/82
amended.....		288/87	June	13/87
Community of Goulais River.....		642/85	Dec.	28/85
amended.....		739/86	Jan.	3/87
amended.....		275/87	June	6/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Community of Hallebourg.....		688/85	Jan. 4/86
Community of Hawk Junction.....		85/81	Mar. 14/81
amended.....		115/90	Mar. 31/90
Community of Heron Bay.....		259/86	May 24/86
Community of Hudson.....	604		
amended.....		131/82	Mar. 20/82
amended.....		649/84	Oct. 27/84
Community of Hurkett.....		119/81	Mar. 14/81
Community of Jogues.....		459/85	Sept. 28/85
amended.....		706/86	Dec. 20/86
Community of Kaministiquia.....		410/85	Aug. 31/85
Community of Kenogami.....		687/88	Nov. 26/88
Community of King - Lebel.....		806/82	Dec. 25/82
Community of Lac Ste. Therese.....		302/88	May 28/88
Community of Lappe.....		556/82	Aug. 28/82
amended.....		548/87	Oct. 17/87
Community of Laurier.....		673/88	Nov. 19/88
Community of Lee Valley.....		458/85	Sept. 28/85
Community of Madawaska.....		741/82	Nov. 20/82
Community of Madsen.....	605		
Community of Maisonville.....		542/87	Oct. 10/87
Community of Maple Island.....		514/90	Sept. 15/90
Community of Marter.....		87/87	Mar. 7/87
Community of McGregor Bay.....		378/90	July 28/90
Community of Mills.....		688/88	Nov. 26/88
Community of Minaki.....		212/83	Apr. 30/83
Community of Missanabie.....		471/82	July 24/82
amended.....		800/83	Jan. 7/84
Community of Monetville.....		671/88	Nov. 19/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Community of Moose Factory.....		664/86	Nov.	29/86
amended.....		287/87	June	13/87
Community of Nestor Falls.....		795/81	Dec.	12/81
Community of Oba.....		849/82	Jan.	15/83
Community of Peace Tree.....		289/87	June	13/87
Community of Pearson.....		472/82	July	24/82
Community of Redbridge.....		674/88	Nov.	19/88
Community of Redditt.....		796/81	Dec.	12/81
Community of Restoule.....		633/81	Oct.	17/81
amended.....		92/85	Mar.	9/85
Community of Robinson.....		333/81	June	6/81
Community of Rossport.....		782/82	Dec.	11/82
Community of Round Lake and Area.....		268/91	June	22/91
Community of Savant Lake.....		592/86	Oct.	18/86
Community of Savard and Area.....		528/83	Sept.	3/83
Community of Searchmont.....		596/81	Sept.	19/81
Community of Shakespeare.....		527/83	Sept.	3/83
Community of Shebandowan.....		545/88	Sept.	10/88
Community of Sultan.....		473/82	July	24/82
Community of Thorne.....		58/82	Feb.	20/82
amended.....		503/84	Aug.	25/84
Community of Tilden Lake.....		686/88	Nov.	26/88
Community of Wabigoon.....		7/81	Jan.	31/81
amended.....		549/87	Oct.	17/87
Community of Wharncliffe and Kynoch.....		672/88	Nov.	19/88
Community of Willisville and Whitefish Falls.....		327/82	May	29/82
amended.....		445/82	July	17/82
amended.....		765/84	Dec.	15/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
M				
MARRIAGE ACT				
General.....	606			
amended.....		331/86	June	28/86
amended.....		630/88	Nov.	5/88
amended.....		372/90	July	21/90
amended.....		327/91	July	13/91
amended.....		726/91	Dec.	14/91
MEAT INSPECTION ACT (ONTARIO)				
General.....	607			
amended.....		132/90	Apr.	14/90
MECHANICS' LIEN ACT				
(See now <u>Construction Lien Act, 1983</u>)				
General.....	608			
amended.....		733/81	Nov.	21/81
(superseded)				
MEMBERS' CONFLICT OF INTEREST ACT, 1988				
General.....		551/88	Sept.	17/88 (B)
MENTAL HEALTH ACT				
Application of Act.....	609			
amended.....		173/81	Apr.	11/81
amended.....		454/81	July	18/81
amended.....		463/81	July	25/81
amended.....		207/82	Apr.	24/82
amended.....		225/82	May	1/82
amended.....		524/82	Aug.	14/82
amended.....		745/82	Nov.	27/82
amended.....		162/83	Apr.	9/83
amended.....		241/83	May	14/83
amended.....		542/83	Sept.	10/83
amended.....		543/83	Sept.	10/83
amended.....		673/83	Nov.	5/83
amended.....		154/84	Mar.	24/84
amended.....		155/84	Mar.	24/84
amended.....		261/84	May	12/84
amended.....		138/85	Apr.	20/85
amended.....		439/85	Sept.	21/85
amended.....		440/85	Sept.	21/85
amended.....		480/85	Oct.	12/85
amended.....		61/86	Feb.	22/86
amended.....		354/86	July	5/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		489/86	Aug. 30/86
amended.....		694/86	Dec. 13/86
amended.....		702/86	Dec. 20/86
amended.....		734/86	Jan. 3/87
amended.....		348/87	July 4/87
amended.....		391/87	July 18/87
amended.....		582/87	Nov. 7/87
amended.....		186/89	Apr. 22/89
amended.....		155/90	Apr. 21/90
amended.....		108/91	Apr. 6/91
amended.....		163/91	Apr. 27/91
Grants.....	610		
amended.....		174/81	Apr. 11/81
amended.....		215/81	Apr. 25/81
amended.....		226/82	May 1/82
amended.....		804/82	Dec. 25/82
amended.....		522/83	Sept. 3/83
amended.....		153/84	Mar. 24/84
amended.....		262/84	May 12/84
amended.....		139/85	Apr. 20/85
amended.....		349/87	July 4/87
amended.....		162/91	Apr. 27/91
MENTAL HOSPITALS ACT			
Application of Section 10 of the Public Hospitals Act.....		214/81	Apr. 25/81 (B)
amended.....		514/91	Oct. 5/91
General.....	611		
amended.....		172/81	Apr. 11/81
amended.....		682/81	Oct. 31/81
amended.....		237/82	May 1/82
amended.....		231/83	May 7/83
amended.....		210/84	Apr. 28/84
amended.....		665/84	Nov. 10/84
amended.....		272/85	June 15/85
amended.....		92/86	Mar. 8/86
amended.....		407/87	July 25/87
amended.....		576/88	Oct. 1/88
amended.....		133/89	Apr. 1/89
amended.....		37/90	Feb. 10/90
amended.....		253/90	June 2/90
amended.....		315/91	July 6/91

**METROPOLITAN POLICE FORCE COMPLAINTS
PROJECT ACT, 1981**

(See now Metropolitan Toronto Police
Force Complaints Act, 1984)

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
METROPOLITAN TORONTO POLICE FORCE COMPLAINTS ACT, 1984			
General..... (revoked by 494/85)		854/81	Jan. 9/82
General..... amended.....		494/85 690/87	Oct. 19/85 Jan. 2/88
MILK ACT			
By-Laws for Marketing Boards.....	612		
Cheese			
- Exchange.....		531/84	Sept. 1/84
- Exchanges..... amended (revoked by 531/84)	613	757/81	Nov. 28/81
- Information to be Furnished.....	614		
- Marketing.....	615		
- Marketing - Exemptions..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended.....	616	197/81 196/82 322/82 200/83 195/84 165/85 177/86 179/87 172/88 161/89 146/90 138/91	Apr. 18/81 Apr. 17/82 May 29/82 Apr. 16/83 Apr. 14/84 Apr. 20/85 Apr. 19/86 Apr. 18/87 Apr. 16/88 Apr. 15/89 Apr. 14/90 Apr. 13/91
Cream for Processing			
- Plan..... amended..... amended..... amended.....	617	507/86 685/88 304/91	Sept. 13/86 Nov. 26/88 July 6/91
- Marketing..... amended.....	618	599/81	Sept. 19/81
Cream Producers			
- Licences..... amended..... amended.....	619	855/81 380/82	Jan. 9/82 June 19/82

TABLE DES RÈGLEMENTS

691

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		701/85	Jan. 18/86
amended.....		243/87	May 23/87
amended.....		4/90	Jan. 20/90
amended.....		632/90	Dec. 29/90
amended.....		777/91	Jan. 11/92
Grade A Milk - Marketing.....	620		
amended.....		40/81	Feb. 14/81
amended.....		195/81	Apr. 18/81
amended.....		266/81	May 16/81
amended.....		515/81	Aug. 15/81
(revoked by 541/81)			
Grade A Milk - Producers.....	621		
(revoked by 45/82)			
Grades, Standards, Designations, Classes, Packing and Marking.....	622		
amended.....		732/82	Nov. 20/82
amended.....		31/84	Feb. 4/84
amended.....		630/84	Oct. 20/84
amended.....		584/86	Oct. 18/86
amended.....		277/89	June 3/89
amended.....		663/89	Dec. 23/89
amended.....		57/90	Feb. 17/90
amended.....		346/90	July 14/90
amended.....		545/91	Oct. 12/91
amended.....		787/91	Jan. 18/92
Industrial Milk - Marketing.....	623		
amended.....		41/81	Feb. 14/81
amended.....		196/81	Apr. 18/81
amended.....		267/81	May 16/81
amended.....		516/81	Aug. 15/81
amended.....		594/81	Sept. 19/81
amended.....		650/81	Oct. 17/81
amended.....		877/81	Jan. 16/82
amended.....		47/82	Feb. 20/82
amended.....		522/82	Aug. 14/82
amended.....		559/82	Aug. 28/82
amended.....		592/82	Sept. 18/82
amended.....		725/82	Nov. 13/82
amended.....		857/82	Jan. 15/83
amended.....		81/83	Feb. 19/83
amended.....		199/83	Apr. 16/83
amended.....		253/83	May 14/83
amended.....		479/83	Aug. 13/83
amended.....		556/83	Sept. 17/83
amended.....		812/83	Jan. 14/84
amended.....		60/84	Feb. 18/84
amended.....		197/84	Apr. 14/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		272/84	May 12/84
amended.....		493/84	Aug. 18/84
amended.....		571/84	Sept. 15/84
amended.....		166/85	Apr. 20/85
amended.....		418/85	Aug. 31/85
amended.....		433/85	Sept. 14/85
amended.....		488/85	Oct. 19/85
amended.....		508/85	Oct. 26/85
amended.....		453/86	Aug. 16/86
amended.....		481/86	Aug. 30/86
amended.....		499/86	Sept. 13/86
amended.....		454/87	Aug. 15/87
amended.....		60/88	Feb. 13/88
amended.....		120/88	Mar. 19/88
amended.....		106/89	Mar. 18/89
amended.....		263/89	May 27/89
amended.....		465/89	Aug. 19/89
amended.....		492/89	Sept. 16/89
amended.....		436/90	Aug. 25/90
amended.....		523/90	Sept. 15/90
amended.....		434/91	Aug. 17/91
amended.....		495/91	Sept. 14/91
amended.....		756/91	Jan. 11/92
Levies - Milk.....		484/81	Aug. 1/81
Marketing Boards.....	624		
Marketing of Milk to Fluid Milk Processors.....		541/81	Sept. 5/81
amended.....		593/81	Sept. 19/81
amended.....		649/81	Oct. 17/81
amended.....		723/81	Nov. 14/81
amended.....		876/81	Jan. 16/82
amended.....		46/82	Feb. 20/82
amended.....		523/82	Aug. 14/82
amended.....		558/82	Aug. 28/82
amended.....		591/82	Sept. 18/82
amended.....		679/82	Oct. 23/82
amended.....		724/82	Nov. 13/82
amended.....		856/82	Jan. 15/83
amended.....		79/83	Feb. 19/83
amended.....		198/83	Apr. 16/83
amended.....		252/83	May 14/83
amended.....		478/83	Aug. 13/83
amended.....		555/83	Sept. 17/83
amended.....		811/83	Jan. 14/84
amended.....		21/84	Jan. 28/84
amended.....		59/84	Feb. 18/84
amended.....		105/84	Mar. 3/84
amended.....		196/84	Apr. 14/84
amended.....		270/84	May 12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		271/84	May	12/84
amended.....		492/84	Aug.	18/84
amended.....		570/84	Sept.	15/84
amended.....		801/84	Jan.	5/85
amended.....		164/85	Apr.	20/85
amended.....		417/85	Aug.	31/85
amended.....		434/85	Sept.	14/85
amended.....		489/85	Oct.	19/85
amended.....		507/85	Oct.	26/85
amended.....		452/86	Aug.	16/86
amended.....		482/86	Aug.	30/86
amended.....		500/86	Sept.	13/86
amended.....		455/87	Aug.	15/87
amended.....		59/88	Feb.	13/88
amended.....		121/88	Mar.	19/88
amended.....		253/88	May	14/88
amended.....		105/89	Mar.	18/89
amended.....		264/89	May	27/89
amended.....		464/89	Aug.	19/89
amended.....		493/89	Sept.	16/89
amended.....		437/90	Aug.	25/90
amended.....		522/90	Sept.	15/90
amended.....		433/91	Aug.	17/91
amended.....		496/91	Sept.	14/91
amended.....		757/91	Jan.	11/92
Milk				
- Marketing.....	625			
amended.....		475/81	Aug.	1/81
amended.....		5/82	Jan.	23/82
- Marketing - Classes 3,4,4a,4b,4c,5, 5a and 6..... (revoked by 45/82)	626			
- Transportation..... (revoked by 442/81)	627			
- Transportation.....		442/81	July	11/81
amended.....		553/88	Sept.	24/88
Milk and Cheese				
- Plan.....	628			
amended.....		488/87	Sept.	12/87
amended.....		71/88	Feb.	20/88
amended.....		305/91	July	6/91
amended.....		410/91	Aug.	10/91
Milk and Milk Products.....				
amended.....	629			
amended.....		595/81	Sept.	19/81
amended.....		746/81	Nov.	28/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		145/82	Mar.	27/82
amended.....		291/82	May	15/82
amended.....		113/83	Mar.	19/83
amended.....		658/83	Oct.	29/83
(revoked by 250/87)				
amended.....		506/86	Sept.	13/86
(revoked by 275/89)				
Milk and Milk Products.....		250/87	May	30/87
amended.....		508/88	Aug.	27/88
amended.....		275/89	June	3/89
amended.....		276/89	June	3/89
amended.....		18/90	Feb.	3/90
amended.....		196/91	May	18/91
amended.....		641/91	Nov.	16/91
amended.....		788/91	Jan.	18/92
Milk Producers				
- Licences.....	630			
amended.....		42/81	Feb.	14/81
(revoked by 45/82)				
Milk Producers, Licences, Quotas, Pools and Transportation.....		45/82	Feb.	20/82
amended.....		80/83	Feb.	19/83
amended.....		58/84	Feb.	18/84
amended.....		54/85	Feb.	16/85
amended.....		53/86	Feb.	15/86
amended.....		52/87	Feb.	14/87
amended.....		58/89	Feb.	18/89
amended.....		56/90	Feb.	17/90
amended.....		272/90	June	16/90
amended.....		29/91	Feb.	16/91
Milk Products - Extension of Powers.....		80/81	Mar.	14/81
Reconstituted Milk				
- General.....	631			
MINING ACT				
Assay Coupons.....	632			
Assessment Work.....		116/91	Apr.	6/91 (B)
amended.....		251/91	June	15/91
amended.....		263/91	June	15/91
Claims Staking.....		115/91	Apr.	6/91 (B)
amended.....		252/91	June	15/91
amended.....		262/91	June	15/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Exploratory Licences and Leases for Oil and Natural Gas North of the Fifty-First Parallel of Latitude.....	633		
Exploratory Licences and Production Leases For Natural Gas in Lake Erie.....	634		
amended.....		34/82	Feb. 13/82
Fees.....		112/91	Apr. 6/91 (B)
amended.....		259/91	June 15/91
Forms.....	635		
(revoked by 111/91)			
Forms.....		111/91	Apr. 6/91 (B)
amended.....		254/91	June 15/91
amended.....		258/91	June 15/91
General.....		113/91	Apr. 6/91 (B)
amended.....		253/91	June 15/91
amended.....		260/91	June 15/91
Mine Development and Closure under Part IX of the Act.....		114/91	Apr. 6/91 (B)
amended.....		261/91	June 15/91
Mining Divisions.....	636		
amended.....		222/85	June 1/85
(revoked by 83/87)			
Mining Divisions.....		83/87	Mar. 7/87
Refinery Licences.....	637		
(revoked by 250/91)			
Refinery Licences.....		250/91	June 15/91 (B)
Special Case Regulation under Section 190 of the Act.....		260/86	May 24/86
Surveys of Mining Claims.....	638		

MINING TAX ACT

General.....	639		
amended.....		782/83	Dec. 31/83
amended.....		310/88	May 28/88
amended.....		250/89	May 20/89
amended.....		573/89	Oct. 28/89
amended.....		61/90	Feb. 17/90
amended.....		644/90	Dec. 29/90
amended.....		715/91	Dec. 14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
MINISTRY OF AGRICULTURE AND FOOD ACT			
Farm Tax Reduction Program.....		716/83	Nov. 26/83
revoked.....		538/86	Sept. 20/86
MINISTRY OF COLLEGES AND UNIVERSITIES ACT			
Colleges of Applied Arts and Technology - Boards of Governors and Council of Regents.....	640		(B)
amended.....		201/82	Apr. 24/82
amended.....		196/87	Apr. 25/87
amended.....		390/88	July 9/88
amended.....		286/89	June 3/89
amended.....		94/90	Mar. 17/90
amended.....		338/91	July 13/91
- Colleges.....	641		
amended.....		287/89	June 3/89
amended.....		207/91	May 18/91
Graduate Scholarships.....	642		
amended.....		387/81	June 27/81
amended.....		577/82	Sept. 11/82
amended.....		725/83	Dec. 10/83
amended.....		430/84	July 14/84
amended.....		441/85	Sept. 21/85
amended.....		476/86	Aug. 30/86
amended.....		253/87	May 30/87
(revoked by 237/90)			
Graduate Scholarship Awards.....		237/90	May 26/90
amended.....		439/91	Aug. 17/91
Ontario Special Bursary Program.....	643		
amended.....		108/87	Mar. 14/87
amended.....		105/88	Mar. 12/88
amended.....		234/90	May 26/90
Ontario Student Loans.....	644		
amended.....		451/82	July 17/82
amended.....		29/84	Feb. 4/84
amended.....		107/87	Mar. 14/87
amended.....		106/88	Mar. 12/88
amended.....		236/90	May 26/90
amended.....		441/91	Aug. 17/91
Ontario Student Loans.....	645		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ontario Study Grant Plan.....	646			
amended.....		151/82	Apr.	3/82
amended.....		30/84	Feb.	4/84
amended.....		106/87	Mar.	14/87
amended.....		107/88	Mar.	12/88
amended.....		93/90	Mar.	17/90
amended.....		235/90	May	26/90
amended.....		440/91	Aug.	17/91
MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES ACT				
Institutions under Control of Minister.....		26/84	Feb.	4/84
Institutions under Control of Minister.....		653/85	Dec.	28/85
Social Assistance Review Board.....	647			
amended.....		103/82	Mar.	6/82
amended.....		278/82	May	15/82
amended.....		709/83	Nov.	19/83
amended.....		624/90	Dec.	22/90
MINISTRY OF CONSUMER AND COMMERCIAL RELATIONS ACT				
Fees.....	648			
MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT				
General.....	649			(B)
amended.....		556/85	Nov.	16/85
amended.....		591/86	Oct.	18/86
amended.....		2/89	Jan.	28/89
amended.....		561/90	Oct.	20/90
amended.....		510/91	Oct.	5/91
Intermittent Sentences.....	650			(B)
amended.....		517/91	Oct.	5/91
MINISTRY OF CULTURE AND RECREATION ACT (See now <u>Ministry of Tourism and Recreation Act</u> , 1982)				
MINISTRY OF THE ENVIRONMENT ACT				
Assignment of Administration of <u>Ontario</u> <u>Waste Management Corporation Act, 1981</u> to the Minister of the Environment.....		510/81	Aug.	15/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Assignment of Administration of <u>Consolidated Hearings Act, 1981</u> to the Minister of the Environment.....		511/81	Aug.	15/81
MINISTRY OF HEALTH ACT				
Bursaries and Fellowships for Health Study.....	654			(B)
amended.....		423/91	Aug.	17/91
Chest Diseases Control Clinics.....	655			(B)
amended.....		347/91	July	13/91
Chiropody Bursaries.....		424/87	Aug.	8/87
Dental Bursaries.....		438/83	July	23/83 (B)
amended.....		165/88	Apr.	9/88
amended.....		612/91	Nov.	2/91
District Health Councils.....	656			(B)
amended.....		424/91	Aug.	17/91
Grant - Special.....	657			(B)
amended.....		425/91	Aug.	17/91
Grant to University of Toronto Faculty of Medicine - Fiscal Year Commencing April 1, 1987.....		73/87	Feb.	28/87
Grant to University of Toronto Faculty of Medicine - Fiscal Year Commencing April 1, 1987.....		74/87	Feb.	28/87
Grant to University of Toronto Faculty of Medicine - April 1, 1988 - September 30, 1988.....		64/89	Feb.	18/89
Grants for the Transportation of Patients in Northern Ontario.....		311/91	July	6/91
Grants - Health Resources.....	658			(B)
amended.....		401/81	July	4/81
amended.....		61/87	Feb.	21/87
amended.....		242/87	May	23/87
amended.....		419/87	Aug.	8/87
amended.....		420/87	Aug.	8/87
amended.....		234/89	May	20/89
amended.....		383/89	July	15/89
amended.....		609/91	Nov.	2/91
Grants to Accredited Nursing Homes.....		462/86	Aug.	16/86
amended.....		408/87	July	25/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		577/88	Oct.	1/88
amended.....		131/89	Apr.	1/89
amended.....		39/90	Feb.	10/90
amended.....		313/91	July	6/91
Grants to University Faculties of				
Medicine.....		536/82	Aug.	21/82 (B)
amended.....		443/83	July	23/83
amended.....		494/84	Aug.	18/84
amended.....		429/85	Sept.	14/85
amended.....		350/86	June	28/86
amended.....		592/88	Oct.	8/88
amended.....		679/89	Dec.	30/89
amended.....		649/90	Dec.	29/90
amended.....		610/91	Nov.	2/91
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Comprehensive Internships and Rotating Internships.....		66/89	Feb.	18/89
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Fiscal Year Commencing April 1, 1987.....		75/87	Feb.	28/87
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Internships.....		382/89	July	15/89
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Internships.....		674/90	Jan.	5/91
amended.....		66/91	Mar.	16/91
(revoked by 167/91)				
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Internships.....		167/91	May	4/91
amended.....		533/91	Oct.	12/91
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-Internship Programs.....		65/89	Feb.	18/89
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-Internship Programs.....		675/90	Jan.	5/91
amended.....		65/91	Mar.	16/91
(revoked by 166/91)				
Grants to the University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-internship Programs		166/91	May	4/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-internship Programs (1989).....		381/89	July 15/89
Medical Bursaries.....	437/83	July	23/83 (B)
amended.....	164/88	Apr.	9/88
amended.....	611/91	Nov.	2/91
Nursing Bursaries.....	629/90	Dec.	22/90
Nursing Innovation Fund.....	628/90	Dec.	22/90
Occupational Therapy Bursaries.....	289/84	May	19/84 (B)
amended.....	421/87	Aug.	8/87
amended.....	614/91	Nov.	2/91
Physiotherapy Bursaries.....	488/82	Aug.	7/82
amended.....	769/82	Dec.	11/82
amended.....	211/84	Apr.	28/84
amended.....	423/87	Aug.	8/87
Special Grant.....	659		(B)
amended.....		426/91	Aug. 17/91
Special Grant.....	660		(B)
amended.....		348/91	July 13/91
Special Grant.....		175/87	Apr. 18/87
Speech Pathology and Audiology Bursaries.....	440/83	July	23/83 (B)
amended.....	212/84	Apr.	28/84
amended.....	422/87	Aug.	8/87
amended.....	530/89	Oct.	14/89
amended.....	613/91	Nov.	2/91
Standard Ward Accommodation.....	661		(B)
amended.....		233/81	May 2/81
amended.....		349/91	July 13/91
Transportation of Patients.....	596/85	Dec.	14/85
amended.....	188/87	Apr.	18/87
amended.....	511/87	Sept.	19/87
amended.....	620/87	Dec.	5/87
(revoked by 311/91)			

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES ACT

Assignment of Powers and Duties of Minister

Mining and Lands Commissioner to Hear and
Determine the appeal of Margaret Lonsdale
against The Otonabee Region Conservation
Authority.....

24/81 Feb. 14/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of Victor Debbert against The South Lake Simcoe Conservation Authority.....		25/81	Feb. 14/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Mr. Milton A. Chomyn against The South Lake Simcoe Conservation Authority; Mr. A. Evans against The Lakehead Region Conservation Authority; Mr. Guy E. Muschett against The Credit Valley Conservation Authority; Mr. Roger Ross against The Metropolitan Toronto Region Conservation Authority..... amended.....		114/81 219/81	Mar. 14/81 Apr. 25/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Edith and Rita Martin against The Rideau Valley Conservation Authority; W. Takahashi against The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		368/81	June 20/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Mr. E. Bauman against The Grand River Conservation Authority; Edith and Rita Martin against The Rideau Valley Conservation Authority.....		389/81	June 27/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: B. Bisaro against The South Lake Simcoe Conservation Authority; Frank Morriello against The South Lake Simcoe Conservation Authority; Sugarbush Holdings Limited against The Grand River Conservation Authority.....		448/81	July 18/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Michael Hosinec against The Credit Valley Conservation Authority; Leon G. Laroche against The Rideau Valley Conservation Authority.....		609/81	Sept. 26/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Donald J. Rashotte against the Moira River Conservation Authority; Tadeusz Trynda against The Rideau Valley Conservation Authority; Amadale Company Limited against the South Lake Simcoe Conservation Authority; Reg Prince against the South Lake Simcoe Conservation Authority.....		622/81	Oct. 10/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: George W. Aregers against The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		695/81	Nov. 7/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Harold and Jacqueline Zavitz against the Upper Thames River Conservation Authority; Hans Snippe against The Rideau Valley Conservation Authority; Lionel Edwards against The Otonabee Region Conservation Authority.....		744/81	Nov. 28/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Frank Moreano against The South Lake Simcoe Conservation Authority.....		4/82	Jan. 23/82
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Polish Army Veterans Association against Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		128/82	Mar. 20/82
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Steven Ruddy against The Halton Region Conservation Authority; Michele Recchia against The Halton Region Conservation Authority.....		129/82	Mar. 20/82
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Graham Double against South Lake Simcoe Conservation Authority.....		204/82	Apr. 24/82

TABLE DES RÈGLEMENTS

713

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine appeals under subsection 28(5) of the Conservation Authorities Act.....		364/82	June	12/82
MINISTRY OF TOURISM AND RECREATION ACT, 1982				
Grants for Non-Profit Camps.....	651			
amended.....		83/81	Mar.	14/81
amended.....		801/83	Jan.	7/84
Municipal Recreation Directors' Certificates and Arena Managers' Certificates.....	652			
revoked.....		634/84	Oct.	27/84
Programs of Recreation.....	653			
(revoked by 517/83)				
Recreation Programs.....		517/83	Aug.	27/83
amended.....		112/84	Mar.	10/84
MOOSONEE DEVELOPMENT AREA BOARD ACT				
Amendment to Schedule B to the Act.....		142/89	Apr.	1/89
MORTGAGE BROKERS ACT				
General.....	662			
amended.....		704/81	Nov.	7/81
amended.....		613/83	Oct.	15/83
amended.....		582/85	Nov.	23/85
amended.....		271/86	May	24/86
amended.....		699/89	Dec.	30/89
MORTMAIN AND CHARITABLE USES ACT (Act repealed by S.O. 1982, c.12, s.1)				
Licences and Fees.....	663			
(expired)				
MOTOR VEHICLE ACCIDENT CLAIMS ACT				
Designated Insurers.....		152/83	Apr.	2/83
(revoked by 72/84)				
Designated Insurers.....		72/84	Feb.	18/84
amended.....		135/89	Apr.	1/89
General.....	664			
amended.....		529/89	Oct.	14/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
MOTOR VEHICLE DEALERS ACT				
General.....	665			
amended.....		703/81	Nov.	7/81
amended.....		617/83	Oct.	15/83
amended.....		54/86	Feb.	15/86
amended.....		272/86	May	24/86
amended.....		718/88	Dec.	17/88
amended.....		749/88	Dec.	31/88
amended.....		20/91	Feb.	16/91
amended.....		693/91	Nov.	30/91
MOTOR VEHICLE FUEL TAX ACT (See now <u>Fuel Tax Act, 1981</u>)				
Forms.....	666			
amended.....		271/82	May	8/82
General.....	667			
amended.....		181/81	Apr.	11/81
amended.....		847/81	Jan.	9/82
amended.....		39/82	Feb.	13/82
amended.....		248/82	May	1/82
Taxable Price and Tax Payable on Motor Vehicle Fuel and Fuel to Propel Railway Equipment.....				
amended.....		440/81	July	11/81
amended.....		630/81	Oct.	10/81
amended.....		871/81	Jan.	16/82
amended.....		186/82	Apr.	10/82
amended.....		448/82	July	17/82
MOTOR VEHICLE REPAIR ACT, 1988				
General.....		566/88	Oct.	1/88
MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT				
Designations.....	668			
amended.....		111/82	Mar.	13/82
amended.....		91/84	Mar.	3/84
amended.....		84/85	Mar.	9/85
amended.....		585/85	Nov.	30/85
amended.....		472/86	Aug.	23/86
amended.....		159/88	Apr.	9/88
Extending Validity of Motorized Snow Vehicle Permits.....				
		379/83	July	9/83
General.....	669			
amended.....		454/83	July	30/83
amended.....		48/84	Feb.	18/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		637/85	Dec.	21/85
amended.....		45/87	Feb.	14/87
amended.....		33/88	Feb.	6/88
amended.....		41/89	Feb.	11/89
amended.....		240/89	May	20/89
amended.....		731/91	Dec.	21/91
Motorized Snow Vehicle Operators' Licences.....	670			
amended.....		527/91	Oct.	5/91

MUNICIPAL ACT

Designation(s)				
Agricultural Research Stations.....	671			
Correctional Institutions.....	672			
Facilities under the Developmental Services Act.....	673			
Municipalities.....	674			
Provincial Education Institutions.....	675			
Provincial Mental Health Facilities and Public Hospitals.....	676			
amended.....		417/82	July	3/82
Universities.....	677			
Equalization of Assessments (Brant County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		285/91	June	29/91
Equalization of Assessments (Dufferin County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		286/91	June	29/91
Equalization of Assessments (Kent County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		487/90	Sept.	1/90
Equalization of Assessments (Renfrew County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		287/91	June	29/91
Equalization of Assessments Made Under Section 368b of the Municipal Act..... (revoked by 285/91)		434/87	Aug.	8/87
Pension Plan for Municipal Employees.....	678			
Revision and Certification of Assessment Commissioner's List.....	679			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Small Business Programs.....	686/86	Dec.	13/86 (B)
amended.....	223/91	June	8/91
amended.....	358/91	July	13/91
amended.....	456/91	Sept.	7/91
Waste Management.....	388/90	July	28/90

MUNICIPAL AFFAIRS ACT

Municipal Auditors.....	680		
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 228/81)	6/81	Jan.	24/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 451/81)	228/81	Apr.	25/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 754/81)	451/81	July	18/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 158/82)	754/81	Nov.	28/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 416/82)	158/82	Apr.	3/82
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 25/83)	416/82	July	3/82
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 304/83)	25/83	Jan.	29/83
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 641/83)	304/83	June	4/83
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 13/84)	641/83	Oct.	29/83
Tax Arrears and Tax Sale Procedures.....	13/84	Jan.	28/84

**MUNICIPAL AND SCHOOL BOARD PAYMENTS
ADJUSTMENT ACT, 1989**

General.....	424/90	Aug.	25/90
--------------	--------	------	-------

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

Alexandria (Town of), Township of Kenyon, Township of Lochiel Boundary.....	239/86	May	17/86
Alliston (Town of), Township of Adjala Boundary.....	670/85	Jan.	4/86

TABLE DES RÈGLEMENTS

707

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Alliston (Town of), Township of Essa Boundary.....	557/88	Sept.	24/88
Alliston (Town of), Township of Tosorontio Boundary.....	716/89	Jan.	6/90
Almonte (Town of), Township of Ramsay Boundary.....	246/84	May	5/84
Arnprior (Town of), Township of McNab Boundary.....	716/87	Jan.	9/88
Athol (Township of), Township of Hallowell Boundary.....	417/88	July	16/88
Aylmer (Town of), Township of Malahide Boundary.....	757/86	Jan.	10/87
Beeton (Village of), Township of Tecumseth Boundary.....	815/83	Jan.	14/84
Belleville (City of), Township of Thurlow- County of Hastings Boundary.....	397/85	Aug.	17/85
Belmont (Village of), Township of Yarmouth Boundary.....	624/88	Oct.	22/88
Blenheim (Town of), Township of Harwich Boundary.....	49/87	Feb.	14/87
Brockville (City of), Township of Elizabethtown Boundary.....	429/86	Aug.	16/86
Bruce Mines (Town of), Township of Plummer Additional Boundary.....	693/90	Jan.	12/91
Cambridge (City of), Township of North Dumfries Boundary.....	100/89	Mar.	18/89
Carleton Place (Town of), Township of Beckwith Boundary.....	141/89	Apr.	1/89
Chatham (City of), Dover Township Boundary.....	102/83	Mar.	5/83
Chatham (City of), Township of Chatham Boundary.....	581/86	Oct.	18/86
Chatham (City of), Township of Chatham Boundary.....	718/87	Jan.	9/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Chatham (City of), Township of Chatham Boundary.....	771/91	Jan.	11/92
Chatham (City of), Township of Dover Boundary.....	736/88	Dec.	31/88
Chatham (City of), Township of Harwich Boundary.....	714/89	Jan.	6/90
Chatham (City of), Township of Raleigh Boundary.....	712/89	Jan.	6/90
Cobourg (Town of), Hamilton Township Boundary.....	692/82	Oct.	30/82
Cookstown (Village of), Township of East Boundary.....	738/84	Dec.	8/84
Cookstown (Village of), Township of Tecumseth Boundary.....	835/84	Jan.	19/85
Cookstown (Village of), Township of Tecumseth Boundary.....	152/87	Apr.	11/87
Drayton (Village of), Township of Peel Boundary.....	393/88	July	9/88
Drayton (Village of), Township of Peel Boundary.....	519/89	Oct.	14/89
Eganville (Village of), Township of Wilberforce Boundary.....	713/89	Jan.	6/90
Elora (Village of), Township of Nichol Boundary.....	554/83	Sept.	17/83
Erieau (Village of), Township of Harwich Boundary.....	559/88	Sept.	24/88
Essex (County of), City of Windsor - Township of Sandwich South Boundary.....	615/87	Dec.	5/87
Fenelon Falls (Village of), Township of Fenelon Boundary.....	692/85	Jan.	11/86
Fergus (Town of), Township of West Garafraxa, Township of Nichol Boundary.....	217/90	May	12/90
Forest (Town of), Township of Warwick Boundary.....	756/86	Jan.	10/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Glencoe (Village of), Township of Ekfrid Boundary.....	335/85	July	6/85
Glencoe (Village of), Township of Ekfrid Boundary.....	634/90	Dec.	29/90
Glencoe (Village of), Township of Ekfrid- Township of Mosa Boundary.....	220/84	Apr.	28/84
Goderich (Town of), Township of Goderich Boundary.....	364/86	July	12/86
Guelph (City of), Township of Guelph Boundary.....	153/87	Apr.	11/87
Guelph (City of), Township of Guelph Boundary.....	316/89	June	10/89
Hamilton (City of), City of Stoney Creek Boundary.....	558/88	Sept.	24/88
Harriston (Town of), Township of Minto Boundary.....	480/86	Aug.	30/86
Harrow (Town of), Township of Colchester South Boundary.....	558/85	Nov.	16/85
Havelock (Village of), Township of Belmont and Methuen Boundary.....	692/90	Jan.	12/91
Hensall (Village of), Township of Tuckersmith Boundary.....	739/84	Dec.	8/84
Hensall (Village of), Township of Tuckersmith Boundary.....	694/90	Jan.	12/91
Hilton Beach (Village of), Township of Hilton Boundary.....	694/85	Jan.	11/86
Ingersoll (Town of), Township of South-West Oxford Boundary.....	315/89	June	10/89
Iroquois (Village of), Township of Matilda Boundary.....	683/83	Nov.	12/83
Killaloe (Village of), Township of Hagarty and Richards Boundary.....	134/90	Apr.	14/90
Kingston (City of), Township of Kingston Boundary.....	756/88	Jan.	7/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Lancaster (Village of), Township of Lancaster Boundary.....	813/83	Jan.	14/84
Leamington (Town of), Township of Mersea Boundary.....	369/84	June	23/84
Leamington (Town of), Township of Mersea Boundary.....	695/90	Jan.	12/91
Little Current (Town of), Township of Howland Boundary.....	394/84	July	7/84
London (City of), Township of London Boundary.....	143/89	Apr.	1/89
Madoc (Village of), Township of Madoc Boundary.....	635/90	Dec.	29/90
Merrickville (Village of), Township of Montague, Township of Wolford Boundary.....	530/84	Sept.	1/84
Millbrook (Village of), Township of Cavan Boundary.....	633/90	Dec.	29/90
Mississauga (City of), City of Brampton Boundary.....	336/85	July	6/85
Neebing (Municipality of), City of Thunder Bay Boundary.....	700/86	Dec.	20/86
Orangeville (Town of), Town of Caledon Boundary.....	437/89	Aug.	12/89
Orillia (City of), Township of Orillia Boundary.....	380/89	July	15/89
Owen Sound (City of), Township of Sydenham Boundary.....	331/87	June	27/87
Oxford (County of), Town of Tillsonburg, Township of South - West Oxford Boundary.....	832/84	Jan.	19/85
Palmerston (Town of), Township of Minto Boundary.....	629/85	Dec.	21/85
Palmerston (Town of), Township of Wallace Boundary.....	560/88	Sept.	24/88
Papineau (Township of), Improvement District of Cameron Amalgamation.....	481/91	Sept.	14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Paris (Town of), Township of Brantford Boundary.....		626/88	Oct. 22/88
Penetanguishene (Town of), Township of Tiny Boundary.....		376/87	July 11/87
Perth (Town of), Township of Bathurst Boundary.....		770/91	Jan. 11/92
Peterborough (City of), Township of North Monaghan Boundary.....	482/91	Sept.	14/91
amended.....	772/91	Jan.	11/92
Petrolia (Town of), Township of Enniskillen Boundary.....		553/83	Sept. 17/83
Picton (Town of), Township of Hallowell Boundary.....		325/84	June 9/84
Picton (Town of), Township of Hallowell Boundary.....		667/86	Dec. 6/86
Port Hope (Town of), Township of Hope Boundary.....		160/90	Apr. 21/90
Port Stanley (Village of), Township of Southwold Boundary.....		625/88	Oct. 22/88
Port Stanley (Village of), Township of Yarmouth Boundary.....		49/90	Feb. 17/90
Red Rock (Township of), Township of Nipigon Boundary.....		636/90	Dec. 29/90
Regional Municipality of Ottawa-Carleton, City of Ottawa - City of Nepean Boundary.....		834/84	Jan. 19/85
Ridgetown (Town of), Township of Howard Boundary.....		601/83	Oct. 15/83
Ridgetown (Town of), Township of Howard Boundary.....		755/86	Jan. 10/87
Ridgetown (Town of), Township of Howard Boundary.....		605/87	Nov. 28/87
Rockland (Town of), Township of Clarence Boundary.....		814/83	Jan. 14/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rockland (Town of), Township of Clarence Boundary.....	68/90	Mar.	3/90
St. Thomas (City of), Township of Yarmouth Boundary.....	331/90	July	7/90
Shallow Lake (Village of), Township of Keppel Boundary.....	833/84	Jan.	19/85
Shelburne (Town of), Township of Amaranth Boundary.....	211/86	May	3/86
Smiths Falls (Town of), Township of Montague Boundary.....	769/91	Jan.	11/92
South Plantagenet (Township of), Village of St. Isidore de Prescott.....	582/86	Oct.	18/86
Sydenham (Township of), City of Owen Sound Boundary.....	671/85	Jan.	4/86
Tilbury (Town of), Township of Tilbury North Boundary.....	831/84	Jan.	19/85
Tilbury (Town of), Township of Tilbury North Boundary.....	717/87	Jan.	9/88
Tilbury (Town of), Township of Tilbury North, Township of Tilbury East Boundary.....	326/84	June	9/84
Trenton (City of), Township of Sidney - County of Hastings Boundary.....	630/85	Dec.	21/85
Tweed (Village of), Township of Hungerford Boundary.....	761/84	Dec.	15/84
Victoria Harbour (Village of), Township of Tay Boundary.....	715/89	Jan.	6/90
Walkerton (Town of), Township of Brant Boundary.....	482/85	Oct.	12/85
Watford (Village of), Township of Warwick Boundary..... amended.....	735/88 152/89	Dec. Apr.	31/88 15/89
Wellsand (City of), Town of Pelham Boundary.....	693/85	Jan.	11/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Wheatley (Village of), Township of Romney Boundary.....		668/85	Jan. 4/86
Winchester (Village of), Township of Winchester Boundary.....		602/83	Oct. 15/83
Windsor (City of), Township of Sandwich South Boundary.....		218/90	May 12/90
Woodstock (City of), Township of Blandford-Blenheim Boundary.....		50/87	Feb. 14/87

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

Forms.....	681			
amended.....		475/82	July	24/82
amended.....		409/88	July	16/88
amended.....		539/88	Sept.	10/88
amended.....		541/88	Sept.	10/88
amended.....		591/88	Oct.	8/88
amended.....		681/88	Nov.	19/88
amended.....		712/88	Dec.	17/88
amended.....		26/91	Feb.	16/91
(revoked by 473/91)				
Forms.....		473/91	Sept.	7/91 (B)
amended.....		698/91	Nov.	30/91
Use of Central Vote Tabulators.....		675/88	Nov.	19/88
amended.....		667/91	Nov.	16/91
Use of Vote Tabulators.....		562/87	Oct.	24/87
amended.....		680/88	Nov.	19/88
amended.....		506/91	Sept.	28/91
(revoked by 669/91)				
Use of Vote Tabulators.....		669/91	Nov.	16/91
Use of Voting Recorders.....	682			
amended.....		555/82	Aug.	28/82
amended.....		561/87	Oct.	24/87
amended.....		679/88	Nov.	19/88
amended.....		668/91	Nov.	16/91

MUNICIPAL EXTRA-TERRITORIAL TAX ACT, 1988

Assessment Equalization Factor.....	637/88	Nov.	5/88
General.....	623/88	Oct.	22/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
MUNICIPAL FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT, 1989				
General.....	517/90	Sept.	15/90	(B)
amended.....	656/90	Jan.	5/91	
amended.....	395/91	Aug.	3/91	
Institutions.....	432/90	Aug.	25/90	
(revoked by 372/91)				
Institutions.....	372/91	July	13/91	
MUNICIPAL TAX SALES ACT, 1984				
Forms.....	830/84	Jan.	19/85	
(revoked by 444/85)				
Municipal Tax Sales Rules.....	444/85	Sept.	21/85	(B)
amended.....	233/86	May	17/86	
MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT				
Order - Borough of Etobicoke.....	394/83	July	9/83	
Order - Borough of Scarborough.....	395/83	July	9/83	
Order - Borough of York.....	396/83	July	9/83	
Ward Boundaries.....	188/88	Apr.	23/88	
amended.....	513/88	Sept.	3/88	
amended.....	603/88	Oct.	15/88	
N				
NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT				
Designation of Area of Development Control.....	683			
amended.....	493/81	Aug.	8/81	
amended.....	799/81	Dec.	12/81	
amended.....	874/81	Jan.	16/82	
amended.....	740/82	Nov.	20/82	
amended.....	790/82	Dec.	18/82	
amended.....	6/83	Jan.	22/83	
amended.....	8/83	Jan.	22/83	
amended.....	84/83	Feb.	19/83	
amended.....	176/83	Apr.	16/83	
amended.....	177/83	Apr.	16/83	
amended.....	665/83	Oct.	29/83	
amended.....	666/83	Oct.	29/83	
amended.....	667/83	Oct.	29/83	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		668/83	Oct. 29/83
amended.....		669/83	Oct. 29/83
amended.....		233/84	Apr. 28/84
amended.....		247/84	May 12/84
amended.....		343/84	June 16/84
amended.....		434/84	July 21/84
amended.....		106/85	Mar. 23/85
amended.....		365/85	July 13/85
amended.....		369/85	July 20/85
amended.....		588/85	Dec. 7/85
amended.....		289/86	May 31/86
amended.....		343/86	June 28/86
amended.....		563/86	Oct. 11/86
amended.....		573/86	Oct. 11/86
amended.....		750/86	Jan. 10/87
amended.....		182/87	Apr. 18/87
amended.....		230/87	May 16/87
amended.....		558/87	Oct. 17/87
amended.....		560/87	Oct. 17/87
amended.....		610/87	Dec. 5/87
amended.....		630/87	Dec. 12/87
amended.....		645/87	Dec. 19/87
amended.....		646/87	Dec. 19/87
amended.....		1/88	Jan. 23/88
amended.....		111/89	Mar. 18/89
amended.....		187/89	Apr. 22/89
amended.....		626/89	Nov. 25/89
amended.....		727/89	Jan. 13/90
amended.....		169/90	Apr. 21/90
amended.....		185/90	May 5/90
amended.....		508/90	Sept. 15/90
amended.....		646/90	Dec. 29/90
amended.....		661/90	Jan. 5/91
amended.....		193/91	May 18/91
amended.....		650/91	Nov. 16/91
Designation of Planning Area.....	684		
amended.....		9/81	Jan. 31/81
amended.....		849/81	Jan. 9/82
amended.....		506/90	Sept. 15/90
amended.....		507/90	Sept. 15/90
Development Within the Development Control Area.....	685		
amended.....		836/81	Jan. 2/82
amended.....		181/82	Apr. 10/82
amended.....		694/82	Nov. 6/82
amended.....		729/84	Dec. 1/84
amended.....		469/85	Oct. 5/85
amended.....		98/86	Mar. 15/86
amended.....		290/86	May 31/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		716/86	Dec.	27/86
amended.....		77/90	Mar.	10/90
amended.....		662/90	Jan.	5/91
amended.....		739/91	Jan.	4/92
NIAGARA PARKS ACT				
General.....	686			
amended.....		390/81	June	27/81
amended.....		103/84	Mar.	3/84
amended.....		68/86	Mar.	1/86
amended.....		183/86	Apr.	19/86
amended.....		195/90	May	12/90
amended.....		49/91	Mar	9/91
amended.....		203/91	May	18/91
NON-RESIDENT AGRICULTURAL LAND INTERESTS REGISTRATION ACT				
General.....	687			(B)
amended.....		753/83	Dec.	17/83
amended.....		187/91	May	11/91
NORTH PICKERING DEVELOPMENT CORPORATION ACT				
North Pickering Planning Area.....	688			
NOTARIES ACT				
Fees.....	689			
amended.....		424/81	July	11/81
amended.....		367/84	June	23/84
(revoked by 613/85)				
Fees.....		613/85	Dec.	14/85
NURSING HOMES ACT				
General.....	690			
amended.....		39/81	Feb.	14/81
amended.....		299/81	May	23/81
amended.....		489/81	Aug.	8/81
amended.....		668/81	Oct.	24/81
amended.....		686/81	Oct.	31/81
amended.....		793/81	Dec.	12/81
amended.....		54/82	Feb.	20/82
amended.....		234/82	May	1/82
amended.....		296/82	May	22/82
amended.....		530/82	Aug.	21/82
amended.....		608/82	Sept.	25/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		734/82	Nov.	20/82
amended.....		78/83	Feb.	19/83
amended.....		258/83	May	21/83
amended.....		459/83	Aug.	6/83
amended.....		550/83	Sept.	10/83
amended.....		703/83	Nov.	19/83
amended.....		790/83	Jan.	7/84
amended.....		61/84	Feb.	18/84
amended.....		287/84	May	19/84
amended.....		481/84	Aug.	18/84
amended.....		564/84	Sept.	15/84
amended.....		718/84	Nov.	24/84
amended.....		21/85	Feb.	9/85
amended.....		205/85	May	25/85
amended.....		407/85	Aug.	24/85
amended.....		564/85	Nov.	23/85
amended.....		31/86	Feb.	8/86
amended.....		40/86	Feb.	15/86
amended.....		240/86	May	17/86
amended.....		439/86	Aug.	16/86
amended.....		644/86	Nov.	15/86
amended.....		26/87	Feb.	7/87
amended.....		214/87	May	9/87
amended.....		299/87	June	20/87
amended.....		358/87	July	4/87
amended.....		456/87	Aug.	15/87
amended.....		597/87	Nov.	21/87
amended.....		633/87	Dec.	12/87
amended.....		44/88	Feb.	13/88
amended.....		266/88	May	14/88
amended.....		437/88	July	23/88
amended.....		492/88	Aug.	20/88
amended.....		578/88	Oct.	1/88
amended.....		653/88	Nov.	12/88
amended.....		40/89	Feb.	11/89
amended.....		232/89	May	13/89
amended.....		448/89	Aug.	12/89
amended.....		501/89	Sept.	23/89
amended.....		611/89	Nov.	18/89
amended.....		680/89	Dec.	30/89
amended.....		35/90	Feb.	10/90
amended.....		210/90	May	12/90
amended.....		415/90	Aug.	25/90
amended.....		570/90	Nov.	10/90
amended.....		618/90	Dec.	15/90
amended.....		8/91	Feb.	9/91
amended.....		160/91	Apr.	27/91
amended.....		436/91	Aug.	17/91
amended.....		657/91	Nov.	16/91
amended.....		725/91	Dec.	14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
0			
OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT			
Amending Certain Regulations.....		23/87	Feb. 7/87
Constructions Projects.....	691		
amended.....		156/84	Mar. 24/84
amended.....		635/86	Nov. 15/86
amended.....		528/88	Sept. 3/88
(Revoked by 213/91)			
Construction Projects.....		213/91	June 1/91
Control of Exposure to Biological or Chemical Agents.....		654/86	Nov. 22/86
amended.....		707/86	Dec. 20/86
amended.....		339/87	June 27/87
Critical Injury - Defined.....		714/82	Nov. 13/82 (B)
amended.....		351/91	July 13/91
Designated Substance -			
Acrylonitrile.....		733/84	Dec. 1/84
amended.....		23/87	Feb. 7/87
Arsenic.....		176/86	Apr. 12/86 (B)
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		378/91	July 20/91
Asbestos.....		570/82	Sept. 4/82 (B)
amended.....		655/85	Jan. 4/86
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		382/91	July 20/91
Asbestos on Construction Projects and in Buildings and Repair Operations.....		654/85	Jan. 4/86
amended.....		529/88	Sept. 3/88
Benzene.....		732/84	Dec. 1/84
amended.....		23/87	Feb. 7/87
Coke Oven Emissions.....		517/82	Aug. 14/82 (B)
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		381/91	July 20/91
Ethylene Oxide.....		146/87	Apr. 11/87 (B)
amended.....		379/91	July 20/91
Isocyanates.....		455/83	July 30/83 (B)
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		377/91	July 20/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Lead.....		536/81	Aug.	29/81 (B)
amended.....		23/87	Feb.	7/87
amended.....		374/91	July	20/91
Mercury.....		141/82	Mar.	27/82 (B)
amended.....		23/87	Feb.	7/87
amended.....		375/91	July	20/91
Silica.....		769/83	Dec.	24/83
amended.....		23/87	Feb.	7/87
Vinyl Chloride.....		516/82	Aug.	14/82 (B)
amended.....		23/87	Feb.	7/87
amended.....		376/91	July	20/91
Designations Under Clause 10c(1)(n) of the Act.....		690/90	Jan.	12/91
amended.....		741/91	Jan.	4/92
Diving Operations.....		634/86	Nov.	15/86
Exemptions Under Subsection 8(5f) of the Act.....		689/90	Jan.	12/91
Fire Fighters - Protective Equipment.....		125/83	Mar.	26/83 (B)
amended.....		249/91	June	15/91
amended.....		289/91	June	29/91
Hazardous Materials Inventories.....		643/88	Nov.	5/88 (B)
amended.....		584/90	Nov.	24/90
amended.....		355/91	July	13/91
Industrial Establishments.....	692			
amended.....		654/86	Nov.	22/86
amended.....		525/88	Sept.	3/88
amended.....		549/89	Oct.	21/89
amended.....		205/90	May	12/90
amended.....		433/90	Aug.	25/90
Inventory of Agents or Combinations of Agents for the Purpose of Section 21 of the Act.....	693			
amended.....		208/91	May	25/91 (B)
Mines and Mining Plants.....	694			
amended.....		626/82	Oct.	9/82
amended.....		226/83	Apr.	30/83
amended.....		569/83	Sept.	24/83
amended.....		769/83	Dec.	24/83
amended.....		190/84	Apr.	14/84
amended.....		306/85	June	22/85
amended.....		365/86	July	12/86

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	450/86	Aug.	16/86
amended.....	569/86	Oct.	11/86
amended.....	654/86	Nov.	22/86
amended.....	258/87	May	30/87
amended.....	526/88	Sept.	3/88
amended.....	206/90	May	12/90
amended.....	583/91	Nov.	2/91
amended.....	584/91	Nov.	2/91
Oil and Gas - Offshore.....	633/86	Nov.	15/86
Roll-Over Protective Structures.....	524/88	Sept.	3/88 (B)
amended.....	357/91	July	13/91
Teachers.....	191/84	Apr.	14/84 (B)
amended.....	352/91	July	13/91
University Academics and Teaching Assistants.....	307/84	May	26/84 (B)
amended.....	353/91	July	13/91
Window Cleaning.....	527/88	Sept.	3/88 (B)
amended.....	380/91	July	20/91
Workplace Hazardous Materials Information System.....	644/88	Nov.	5/88 (B)
amended.....	356/91	July	13/91
X-Ray Safety.....	632/86	Nov.	15/86
X-Ray Safety, Registration and Plan Review	263/84	May	12/84
(revoked by 632/86)			

OFFICIAL NOTICES PUBLICATION ACT

Rates.....	695		
amended.....	97/81	Mar.	14/81
amended.....	190/82	Apr.	10/82
(revoked by 149/83)			
Rates.....	149/83	Apr.	2/83
amended.....	206/84	Apr.	28/84
(revoked by 167/85)			
Rates.....	167/85	Apr.	20/85
(revoked by 219/86)			
Rates.....	219/86	May	10/86
(revoked by 136/87)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rates.....		136/87	Apr. 4/87
amended.....		182/88	Apr. 16/88
amended.....		694/89	Dec. 30/89
amended.....		695/89	Dec. 30/89
amended.....		701/90	Jan. 12/91
OFF-ROAD VEHICLES ACT, 1983			
General.....		47/84	Feb. 18/84
amended.....		426/84	July 14/84
amended.....		239/89	May 20/89
OLEOMARGARINE ACT			
General.....	696		
amended.....		295/84	May 26/84
OMBUDSMAN ACT			
General Rules.....	697		
ONTARIO AGRICULTURAL MUSEUM ACT			
Fees.....	698		
amended.....		322/81	May 30/81
General.....	699		
ONTARIO AUTOMOBILE INSURANCE BOARD ACT, 1988			
Classification System.....		406/88	July 16/88
Increase in the Capped Rate for Automobile Insurance..... (revoked by 405/88)		166/88	Apr. 9/88
Increase in the Capped Rates for Automobile Insurance.....		405/88	July 16/88
Information Filing.....		697/89	Dec. 30/89
Information Filing (March, 1990).....		111/90	Mar. 24/90
Information Filing - Optional Benefits Coverage.....		110/90	Mar. 24/90
ONTARIO DRUG BENEFIT ACT, 1986			
General.....	689/86	Dec.	13/86
amended.....	738/86	Jan.	3/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	747/86	Jan	3/87
amended.....	55/87	Feb.	21/87
amended.....	56/87	Feb.	21/87
amended.....	141/87	Apr.	4/87
amended.....	185/87	Apr.	18/87
amended.....	186/87	Apr.	18/87
amended.....	270/87	June	6/87
amended.....	271/87	June	6/87
amended.....	352/87	July	4/87
amended.....	354/87	July	4/87
amended.....	356/87	July	4/87
amended.....	373/87	July	11/87
amended.....	513/87	Sept.	19/87
amended.....	661/87	Dec.	19/87
amended.....	9/88	Jan.	30/88
amended.....	10/88	Jan.	30/88
amended.....	255/88	May	14/88
amended.....	256/88	May	14/88
amended.....	258/88	May	14/88
amended.....	259/88	May	14/88
amended.....	261/88	May	14/88
amended.....	263/88	May.	14/88
amended.....	395/88	July	9/88
amended.....	396/88	July	9/88
amended.....	397/88	July	9/88
amended.....	676/88	Nov.	19/88
amended.....	677/88	Nov.	19/88
amended.....	741/88	Dec.	31/88
amended.....	742/88	Dec.	31/88
amended.....	744/88	Dec.	31/88
amended.....	128/89	Apr.	1/89
amended.....	268/89	May	27/89
amended.....	330/89	June	17/89
amended.....	331/89	June	17/89
amended.....	333/89	June	17/89
amended.....	417/89	Aug.	5/89
amended.....	418/89	Aug.	5/89
amended.....	555/89	Oct.	21/89
amended.....	585/89	Oct.	28/89
amended.....	633/89	Dec.	2/89
amended.....	634/89	Dec.	2/89
amended.....	682/89	Dec.	30/89
amended.....	684/89	Dec.	30/89
amended.....	239/90	May	26/90
amended.....	240/90	May	26/90
amended.....	282/90	June	23/90
amended.....	316/90	June	30/90
amended.....	317/90	June	30/90
amended.....	318/90	June	30/90
amended.....	319/90	June	30/90
amended.....	321/90	June	30/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		351/90	July	14/90
amended.....		588/90	Nov.	24/90
amended.....		43/91	Mar.	2/91
amended.....		45/91	Mar.	2/91
amended.....		158/91	Apr.	27/91
amended.....		290/91	June	29/91
amended.....		437/91	Aug.	17/91
amended.....		575/91	Oct.	26/91

ONTARIO ENERGY BOARD ACT

General.....	700			
amended.....		330/81	June	6/81
amended.....		805/82	Dec.	25/82
amended.....		820/82	Jan.	1/83
amended.....		816/84	Jan.	19/85
amended.....		97/87	Mar.	14/87
amended.....		598/87	Nov.	21/87
amended.....		670/87	Dec.	26/87
amended.....		254/88	May	14/88
amended.....		312/88	May	28/88
amended.....		313/88	May	28/88
amended.....		465/88	Aug.	6/88
amended.....		248/89	May	20/89
amended.....		690/89	Dec.	30/89
amended.....		224/91	June	8/91
amended.....		225/91	June	8/91
amended.....		780/91	Jan.	11/92
Rules of Procedure.....	701			
Uniform System of Accounts for Gas Utilities Class A.....	702			

ONTARIO FOOD TERMINAL ACT

Composition and Procedure of Board.....	703			
Conduct of Business.....	704			
Rental Fees for Delivering or Discharging Produce.....	705			
revoked.....		198/85	May	18/85

ONTARIO GUARANTEED ANNUAL INCOME ACT

Forms..... (revoked by 231/81)	706			
Forms.....		231/82	May	1/82
amended.....		432/83	July	23/83
amended.....		5/90	Feb.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	707			
amended.....		412/81	July	4/81
amended.....		230/82	May	1/82
amended.....		333/83	June	18/83
amended.....		758/83	Dec.	17/83
amended.....		298/91	July	6/91
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 345/81)	708			
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 432/81)		345/81	June	6/81
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 681/81)		432/81	July	11/81
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 865/81)		681/81	Oct.	31/81
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 252/82)		865/81	Jan.	19/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 480/82)		252/82	May	1/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 687/82)		480/82	July	31/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 62/83)		687/82	Oct.	30/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 465/83)		62/83	Feb.	12/83
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 759/83)		465/83	Aug.	6/83
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 40/84)		759/83	Dec.	17/83
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 264/84)		40/84	Feb.	11/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 529/84)		264/84	May	12/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 712/84)		529/84	Sept.	1/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 769/84)		712/84	Nov.	17/84

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 118/85)		769/84	Dec. 22/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 310/85)		118/85	Mar. 23/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 411/85)		310/85	June 22/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 543/85)		411/85	Aug. 31/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 133/86)		543/85	Nov. 16/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 285/86)		133/86	Apr. 5/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 409/86)		285/86	May. 31/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 599/86)		409/86	Aug. 2/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 46/87)		599/86	Oct. 25/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 277/87)		46/87	Feb. 14/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 413/87)		277/87	June 6/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 588/87)		413/87	Aug. 1/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 299/88)		588/87	Nov. 14/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 360/88)		299/88	May 28/88
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 537/88)		360/88	June 25/88
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 670/88)		537/88	Sept. 10/88
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 11/89)		670/88	Nov. 19/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 265/89)		11/89	Feb. 4/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 542/89)		265/89	May 27/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 639/89)		542/89	Oct. 21/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 13/90)		639/89	Dec. 9/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 300/90)		13/90	Feb. 3/90
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 641/90)		300/90	June 23/90
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 30/91)		641/90	Dec. 29/90
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 197/91)		30/91	Feb. 23/91
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 417/91)		197/91	May 18/91
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 625/91)		417/91	Aug. 10/91
Guaranteed Income Limit.....		625/91	Nov. 9/91

ONTARIO HERITAGE ACT

Archaeological Sites.....	709		
Historic Sites.....	710		
Grants and Loans.....	711		
Grants to Incorporated Historical Societies and Associations..... (revoked by 418/84)	712		
Grants to Incorporated Historical Societies and Associations.....		418/84	July 14/84
Grants for Museums.....	713		
revoked.....		689/81	Oct. 13/81
Grants for Museums.....		398/81	July 4/81
amended.....		729/81	Nov. 14/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		224/83	Apr.	30/83
amended.....		417/84	July	14/84
Grants for Plaquing.....	714			
Licences..... (revoked by 212/82)	715			
Licences.....		212/82	Apr.	24/82
ONTARIO HIGHWAY TRANSPORT BOARD ACT				
Rules of Procedure.....	716			
amended.....		120/82	Mar.	20/82
amended.....		546/82	Aug.	21/82
amended.....		170/86	Apr.	12/86
amended.....		436/86	Aug.	16/86
ONTARIO HOME OWNERSHIP SAVINGS PLAN ACT, 1988				
General.....		13/89	Feb.	4/89
amended.....		527/90	Sept.	22/90
amended.....		639/90	Dec.	29/90
amended.....		235/91	June	15/91
amended.....		716/91	Dec.	14/91
ONTARIO HUMAN RIGHTS CODE (See now <u>Human Rights Code, 1981</u> - S.O. 1981, c. 53)				
Form of Complaint..... (expired)	717			
ONTARIO INSTITUTE FOR STUDIES IN EDUCATION ACT				
General.....	718			
ONTARIO LOTTERY CORPORATION ACT				
General.....	719			
ONTARIO MINERAL EXPLORATION PROGRAM ACT				
General.....	720			
amended.....		82/81	Mar.	14/81
General.....	721			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
ONTARIO MINERAL EXPLORATION PROGRAM ACT, 1989			
Ontario Mineral Incentive Program.....	558/89	Oct.	21/89
amended.....	533/90	Sept.	22/90
amended.....	69/91	Mar.	16/91
amended.....	721/91	Dec.	14/91
Ontario Prospectors' Assistance Program.....	559/89	Oct.	21/89
amended.....	532/90	Sept.	22/90
ONTARIO MUNICIPAL BOARD ACT			
Fees.....	642/84	Oct.	27/84
(revoked by 330/86)			
Fees.....	330/86	June	28/86
amended.....	177/88	Apr.	16/88
amended.....	419/88	July	16/88
Procedure.....	722		
(revoked by 537/87)			
Rules of Procedure.....	537/87	Oct.	10/87
amended.....	536/89	Oct.	21/89
Tariff of Fees.....	723		
amended.....	623/81	Oct.	10/81
amended.....	330/82	June	5/82
amended.....	61/83	Feb.	12/83
(revoked by 642/84)			
ONTARIO MUNICIPAL EMPLOYEES RETIREMENT SYSTEM ACT			
General.....	724		
amended.....	641/81	Oct.	17/81
amended.....	389/82	June	19/82
amended.....	70/83	Feb.	12/83
amended.....	359/83	July	2/83
amended.....	349/84	June	16/84
amended.....	250/85	June	8/85
amended.....	393/86	July	12/86
amended.....	92/87	Mar.	7/87
amended.....	343/87	July	4/87
amended.....	721/87	Jan.	9/88
amended.....	394/88	July	9/88
amended.....	68/89	Feb.	25/89
amended.....	379/89	July	15/89
amended.....	622/90	Dec.	22/90
amended.....	775/91	Jan.	11/92

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

ONTARIO MUNICIPAL IMPROVEMENT CORPORATION ACT

Procedure.....	725			
amended.....		455/91	Sept.	(B) 7/91

ONTARIO NEW HOME WARRANTIES PLAN ACT

Administration of the Plan.....	726			
amended.....		142/81	Mar.	28/81
amended.....		289/82	May	15/82
amended.....		120/83	Mar.	19/83
amended.....		78/84	Feb.	25/84
amended.....		677/84	Nov.	10/84
amended.....		219/87	May	9/87
amended.....		295/87	June	13/87
amended.....		308/88	May	28/88
amended.....		647/90	Dec.	29/90
amended.....		117/91	Apr.	6/91
amended.....		118/91	Apr.	6/91
amended.....		165/91	Apr.	27/91
amended.....		624/91	Nov.	9/91
Designation of Corporation.....	727			
amended.....		777/84	Dec.	22/84
Terms and Conditions of Registration of Builders and Vendors.....	728			
amended.....		362/87	July	4/87
Warranty..... (revoked by 308/88)		218/87	May	9/87

ONTARIO PENSIONERS PROPERTY TAX ASSISTANCE ACT

Amount - Clause 2(2)(a) of the Act.....		363/87	July	4/87
Definition - "Rent Paid".....	729			
revoked.....		363/82	June	12/82
General..... (revoked by 776/81)	730			
General.....		776/81	Dec.	5/81
amended.....		688/82	Oct.	30/82
amended.....		757/83	Dec.	17/83
amended.....		713/84	Nov.	17/84
amended.....		286/86	May	31/86
amended.....		299/91	July	6/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General..... (revoked by 726/81)	731			
General..... (revoked by 635/82)		726/81	Nov.	14/81
General.....		635/82	Oct.	9/82
amended.....		393/83	July	9/83
amended..... (revoked by 695/83)		513/83	Aug.	27/83
General..... (revoked by 654/84)		695/83	Nov.	19/83
General.....		654/84	Nov.	3/84
amended.....		438/85	Sept.	21/85
amended.....		6/90	Feb.	3/90

ONTARIO PLACE CORPORATION ACT

Fees.....	732			
amended.....		255/81	May	16/81
amended.....		784/81	Dec.	5/81
amended.....		726/82	Nov.	13/82
amended.....		287/83	May	28/83
amended.....		746/83	Dec.	17/83
amended.....		258/84	May	12/84
amended.....		836/84	Jan.	19/85
amended.....		216/85	June	1/85
amended.....		338/85	July	6/85
amended.....		398/85	Aug.	17/85
amended.....		635/85	Dec.	21/85
amended.....		153/86	Apr.	12/86
amended.....		555/86	Oct.	4/86
amended.....		246/87	May	30/87
amended.....		170/88	Apr.	16/88
amended.....		354/88	June	25/88
amended.....		144/89	Apr.	1/89
amended.....		334/89	June	17/89
amended.....		211/90	May	12/90
amended.....		204/91	May	18/91

ONTARIO PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

Amendment to Local Plan - Vaughan Planning Area.....	76/81	Mar.	7/81
---	-------	------	------

ONTARIO TELEPHONE DEVELOPMENT CORPORATION ACT

Composition and Procedures of Corporation.....	733
--	-----

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

ONTARIO UNCONDITIONAL GRANTS ACT

Determination of Apportionments, Levies and Requisitions, 1981.....	579/81	Sept.	12/81
amended.....	104/82	Mar.	6/82
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1982.....	648/82	Oct.	16/82
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1983.....	289/83	May	28/83
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1984.....	255/84	May	12/84
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1985.....	251/85	June	8/85
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1986.....	360/86	July	5/86
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1987.....	501/87	Sept.	12/87
amended.....	643/87	Dec.	19/87
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1988.....	582/88	Oct.	8/88
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1989.....	552/89	Oct.	21/89
amended.....	67/90	Mar.	3/90
(revoked by 638/90)			
Determination of Apportionments and Levies, 1990.....	638/90	Dec.	29/90
(revoked by 272/91)			
Determination of Apportionments and Levies, 1991.....	272/91	June	22/91
Determination of Apportionments and Levies, for District Boards, 1987.....	577/87	Nov.	7/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General..... (revoked by 578/81)	734		
General..... amended..... amended..... (revoked by 565/82)		578/81 105/82 413/82	Sept. 12/81 Mar. 6/82 July 3/82
General..... (revoked by 246/83)		565/82	Sept. 4/82
General..... (revoked by 453/84)		246/83	May 14/83
General..... (revoked by 339/85)		453/84	July 28/84
General..... amended..... (revoked by 527/86)		339/85 568/85	July 6/85 Nov. 23/85
General..... (revoked by 14/88)		527/86	Sept. 20/86
General..... (revoked by 252/88)		14/88	Jan. 30/88
General..... (revoked by 151/89)		252/88	May 14/88
General..... (revoked by 170/90)		151/89	Apr. 15/89
General..... (revoked by 143/91)		170/90	Apr. 28/90
General.....		143/91	Apr. 20/91

ONTARIO UNIVERSITIES CAPITAL AID CORPORATION ACT

Designated Universities.....	735
------------------------------	-----

ONTARIO WATER RESOURCES ACT

Honda Sewage Works.....	332/85	July	6/85
Municipal Sewage and Water and Roads Class Environmental Assessment Projects.....	207/87	May	2/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Plumbing Code.....	736			
amended.....		567/81	Sept.	12/81
amended.....		58/83	Feb.	5/83
(revoked by 815/84)				
Plumbing Code.....		815/84	Jan.	12/85
amended.....		675/85	Jan.	4/86
amended.....		588/88	Oct.	8/88
amended.....		734/88	Dec.	31/88
amended.....		401/91	Aug.	3/91
Rate of Interest.....	737			
South Cayuga Sewage Works.....	738			
revoked.....		520/81	Aug.	22/81
St. Thomas Aquinas School Sewage Works.....		531/85	Nov.	9/85
Water Wells.....	739			
amended.....		160/82	Apr.	3/82
(revoked by 612/84)				
Wells.....		612/84	Oct.	13/84
amended.....		132/85	Apr.	13/85
amended.....		601/88	Oct.	15/88

ONTARIO YOUTH EMPLOYMENT ACT

General.....	183/81	Apr.	11/81
(expired)			
General.....	195/82	Apr.	17/82
(expired)			
General.....	163/83	Apr.	9/83
(expired)			
General.....	256/84	May	12/84
(expired)			
General.....	176/85	May	4/85
(revoked by 231/86)			
General.....	231/86	May	17/86
(revoked by 502/87)			
General.....	502/87	Sept.	12/87
(revoked by 464/88)			
General.....	464/88	Aug.	6/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
OPERATING ENGINEERS ACT			
General.....	740		
amended.....		180/82	Apr. 10/82
amended.....		406/82	June 26/82
amended.....		639/83	Oct. 29/83
amended.....		745/83	Dec. 17/83
amended.....		283/84	May 19/84
amended.....		532/86	Sept. 20/86
amended.....		265/87	May 30/87
amended.....		85/88	Feb. 27/88
amended.....		456/89	Aug. 12/89
OPHTHALMIC DISPENSERS ACT			
General.....	741		
amended.....		401/84	July 7/84
amended.....		334/87	June 27/87
amended.....		658/87	Dec. 19/87
amended.....		449/89	Aug. 12/89
OTTAWA-CARLETON FRENCH-LANGUAGE SCHOOL BOARD ACT, 1988			
Order Under Subsection 36(2).....		514/88	Sept. 3/88 (B)
Order Under Subsection 36(3).....		515/88	Sept. 3/88 (B)
Proportions of Assessment - 1990.....		723/89	Jan. 6/90
Proportions of Assessment - 1991.....		67/91	Mar. 16/91 (B)
amended.....		344/91	July 13/91
P			
PAPERBACK AND PERIODICAL DISTRIBUTORS ACT			
General.....	742		
amended.....		611/83	Oct. 15/83
amended.....		273/86	May 24/86
amended.....		688/91	Nov. 30/91
PARKS ASSISTANCE ACT			
General.....	743		

TABLE DES RÈGLEMENTS

738

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

(An asterisk (*) denotes that the Regulation has been amended prior to January 1, 1981 but the amendments are not shown.)

(- for amendments to the end of 1980

- see Table of Regulations published in The Ontario Gazette dated March 14, 1981 or in the Statutes of Ontario, 1980.)

Land Use Regulations -

County of Halton (now The Regional Municipality of Halton), City of

Burlington.....	*482/73		
amended.....	55/81	Feb.	21/81
amended.....	87/81	Mar.	14/81
amended.....	145/81	Mar.	28/81
amended.....	147/81	Apr.	4/81
amended.....	275/81	May	16/81
amended.....	420/81	July	11/81
amended.....	468/81	July	25/81
amended.....	544/81	Sept.	5/81
amended.....	604/81	Sept.	19/81
amended.....	605/81	Sept.	19/81
amended.....	724/81	Nov.	14/81
amended.....	725/81	Nov.	14/81
amended.....	826/81	Dec.	26/81
amended.....	25/82	Feb.	13/82
amended.....	32/82	Feb.	13/82
amended.....	482/82	July	31/82
amended.....	566/82	Sept.	4/82
amended.....	757/82	Dec.	4/82
amended.....	818/82	Jan.	1/83
amended.....	201/83	Apr.	23/83
amended.....	202/83	Apr.	23/83
amended.....	318/83	June	11/83
amended.....	346/83	June	25/83
amended.....	578/83	Oct.	1/83
amended.....	767/83	Dec.	24/83
amended.....	106/84	Mar.	3/84
amended.....	159/84	Mar.	24/84
amended.....	304/84	May	26/84
amended.....	341/84	June	16/84
amended.....	457/84	Aug.	4/84
amended.....	504/84	Aug.	25/84
amended.....	539/84	Sept.	8/84
amended.....	561/84	Sept.	15/84
amended.....	53/85	Feb.	16/85
amended.....	173/85	Apr.	27/85
amended.....	199/85	May	25/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	428/85	Sept.	14/85
amended.....	28/86	Feb.	8/86
amended.....	96/86	Mar.	8/86
amended.....	99/86	Mar.	15/86
amended.....	327/86	June	28/86
amended.....	328/86	June	28/86
amended.....	562/86	Oct.	11/86
amended.....	682/86	Dec.	13/86
amended.....	255/87	May	30/87
amended.....	344/87	July	4/87
amended.....	461/87	Aug.	22/87
amended.....	611/87	Dec.	5/87
amended.....	132/88	Mar.	26/88
amended.....	218/88	Apr.	30/88
amended.....	220/88	Apr.	30/88
amended.....	328/88	June	4/88
amended.....	376/88	July	2/88
amended.....	392/88	July	9/88
amended.....	480/88	Aug.	13/88
amended.....	660/88	Nov.	12/88
amended.....	720/88	Dec.	24/88
amended.....	38/89	Feb.	11/89
amended.....	59/89	Feb.	18/89
amended.....	147/89	Apr.	8/89
amended.....	189/89	Apr.	22/89
amended.....	385/89	July	15/89
amended.....	510/89	Oct.	7/89
amended.....	19/90	Feb.	3/90
amended.....	121/90	Apr.	7/90
amended.....	133/90	Apr.	14/90
amended.....	268/90	June	9/90
amended.....	348/90	July	14/90
amended.....	504/90	Sept.	8/90
amended.....	505/90	Sept.	8/90
amended.....	525/90	Sept.	15/90
amended.....	564/90	Oct.	20/90
amended.....	616/90	Dec.	15/90
amended.....	231/91	June	8/91
amended.....	577/91	Oct.	26/91
County of Halton (now The Regional Municipality of Halton), Town of Milton.....	*480/73		
revoked.....	261/86	May	24/86
County of Halton (now part of the regional municipalities of Halton and Peel), Town of Oakville (now part of the towns of Halton Hills, Milton, Oakville and the City of Mississauga).....	*481/73		
amended.....	15/81	Feb.	7/81
amended.....	146/81	Apr.	4/81

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	184/81	Apr.	11/81
amended.....	192/81	Apr.	18/81
amended.....	258/81	May	16/81
amended.....	265/81	May	16/81
amended.....	317/81	May	30/81
amended.....	386/81	June	27/81
amended.....	419/81	July	11/81
amended.....	449/81	July	18/81
amended.....	598/81	Sept.	19/81
amended.....	709/81	Nov.	7/81
amended.....	362/82	June	12/82
amended.....	377/82	June	19/82
amended.....	505/82	Aug.	7/82
amended.....	704/82	Nov.	6/82
amended.....	705/82	Nov.	6/82
amended.....	706/82	Nov.	6/82
amended.....	707/82	Nov.	6/82
amended.....	817/82	Jan.	1/83
amended.....	88/83	Feb.	26/83
amended.....	116/83	Mar.	19/83
amended.....	136/83	Mar.	26/83
amended.....	356/83	July	2/83
amended.....	363/83	July	9/83
amended.....	444/83	July	23/83
amended.....	471/83	Aug.	13/83
amended.....	635/83	Oct.	15/83
amended.....	715/83	Nov.	26/83
amended.....	232/84	Apr.	28/84
amended.....	305/84	May	26/84
amended.....	306/84	May	26/84
amended.....	586/84	Sept.	29/84
amended.....	643/84	Oct.	27/84
amended.....	690/84	Nov.	17/84
amended.....	341/85	July	6/85
amended.....	461/85	Sept.	28/85
amended.....	615/85	Dec.	14/85
amended.....	15/86	Feb.	1/86
amended.....	27/86	Feb.	8/86
amended.....	199/86	Apr.	26/86
amended.....	356/86	July	5/86
amended.....	408/86	July	26/86
amended.....	377/88	July	2/88
amended.....	659/88	Nov.	12/88
amended.....	188/89	Apr.	22/89
amended.....	20/90	Feb.	3/90
County of Peel (now The Regional Municipality of Peel), Town of Mississauga (now part of the cities of Brampton and Mississauga).....			
amended.....	*479/73		
amended.....	60/81	Feb.	21/81
amended.....	198/81	Apr.	18/81

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		240/81	May	9/81
amended.....		244/81	May	9/81
amended.....		245/81	May	9/81
amended.....		319/81	May	30/81
amended.....		329/81	June	6/81
amended.....		464/81	July	25/81
amended.....		537/81	Aug.	29/81
amended.....		715/82	Nov.	13/82
amended.....		119/83	Mar.	19/83
amended.....		203/83	Apr.	23/83
amended.....		370/84	June	30/84
amended.....		772/84	Dec.	22/84
amended.....		383/85	Aug.	10/85
amended.....		617/85	Dec.	14/85
amended.....		407/86	July	26/86
County of Peel (now The Regional Municipality of Peel), Township of Toronto				
Gore (now the City of Brampton).....		*476/73		
amended.....		763/81	Nov.	28/81
amended.....		33/82	Feb.	13/82
amended.....		726/83	Dec.	10/83
revoked.....		32/85	Feb.	9/85
County of Peel (now The Regional Municipality of Peel), Township of Chinguacousy (now the City of Brampton).....				
amended.....		*477/73		
		691/81	Nov.	7/81
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Town of Dundas.....				
amended.....		*486/73		
amended.....		354/81	June	13/81
amended.....		1/82	Jan.	23/82
amended.....		693/82	Nov.	6/82
amended.....		26/83	Jan.	29/83
amended.....		728/83	Dec.	10/83
amended.....		432/84	July	21/84
amended.....		313/85	June	22/85
amended.....		187/86	Apr.	19/86
amended.....		171/87	Apr.	18/87
amended.....		247/87	May	30/87
amended.....		724/87	Jan.	16/88
amended.....		640/88	Nov.	5/88
amended.....		198/89	May	6/89
amended.....		402/89	July	22/89
amended.....		507/89	Sept.	30/89
amended.....		665/89	Dec.	23/89
amended.....		377/90	July	28/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		560/90	Oct.	13/90
amended.....		274/91	June	22/91
amended.....		621/91	Nov.	2/91
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Township of East Flamborough (now the Township of Flamborough).....	*483/73			
amended.....	90/83	Feb.	26/83	
amended.....	439/83	July	23/83	
amended.....	787/84	Dec.	29/84	
amended.....	197/85	May	18/85	
amended.....	375/88	July	2/88	
amended.....	5/89	Jan.	28/89	
amended.....	197/89	May	6/89	
amended.....	335/90	July	7/90	
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Township of West Flamborough (now the Township of Flamborough).....	*484/73			
amended.....	483/82	July	31/82	
amended.....	617/82	Oct.	2/82	
amended.....	133/83	Mar.	26/83	
amended.....	134/83	Mar.	26/83	
amended.....	135/83	Mar.	26/83	
amended.....	213/83	Apr.	30/83	
amended.....	485/83	Aug.	20/83	
amended.....	582/83	Oct.	1/83	
amended.....	727/83	Dec.	10/83	
amended.....	90/85	Mar.	9/85	
amended.....	314/85	June	22/85	
amended.....	528/85	Nov.	9/85	
amended.....	12/86	Feb.	1/86	
amended.....	228/86	May	17/86	
amended.....	406/86	July	26/86	
amended.....	48/89	Feb.	18/89	
amended.....	593/91	Nov.	2/91	
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Village of Waterdown (now the Township of Flamborough).....	*485/73			
amended.....	652/86	Nov.	22/86	
amended.....	95/91	Apr.	6/91	
amended.....	592/91	Nov.	2/91	
Municipality of Metropolitan Toronto, Borough of Etobicoke (now the City of Etobicoke).....	*478/73			
amended.....	506/82	Aug.	7/82	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		95/83	Mar. 5/83
amended.....		328/83	June 18/83
amended.....		523/83	Sept. 3/83
amended.....		655/84	Nov. 3/84
amended.....		227/86	May 17/86
amended.....		697/86	Dec. 20/86
Regional Municipality of York,			
Town of Markham.....	*473/73		
amended.....	282/81	May	23/81
amended.....	443/81	July	11/81
amended.....	582/81	Sept.	12/81
amended.....	432/82	July	3/82
amended.....	437/82	July	10/82
amended.....	470/82	July	24/82
amended.....	513/82	Aug.	14/82
amended.....	593/82	Sept.	18/82
amended.....	317/83	June	11/83
amended.....	489/83	Aug.	20/83
amended.....	491/83	Aug.	20/83
amended.....	634/83	Oct.	10/83
amended.....	718/83	Dec.	3/83
amended.....	770/83	Dec.	24/83
amended.....	11/84	Jan.	28/84
amended.....	171/84	Apr.	7/84
amended.....	689/84	Nov.	17/84
amended.....	442/85	Sept.	21/85
amended.....	498/85	Oct.	26/85
amended.....	533/85	Nov.	9/85
amended.....	586/85	Nov.	30/85
amended.....	639/85	Dec.	21/85
amended.....	30/86	Feb.	8/86
amended.....	36/86	Feb.	15/86
amended.....	218/86	May	10/86
amended.....	355/86	July	5/86
amended.....	361/86	July	5/86
amended.....	401/86	July	19/86
amended.....	465/86	Aug.	23/86
amended.....	534/86	Sept.	20/86
amended.....	601/86	Oct.	25/86
amended.....	625/86	Nov.	15/86
amended.....	137/87	Apr.	4/87
amended.....	201/87	Apr.	25/87
amended.....	535/87	Oct.	3/87
amended.....	600/87	Nov.	21/87
amended.....	282/88	May	21/88
amended.....	641/88	Nov.	5/88
amended.....	501/90	Sept.	1/90
amended.....	591/90	Dec.	1/90
amended.....	700/91	Dec.	7/91

TABLE DES RÈGLEMENTS

741

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Regional Municipality of York, Town of Richmond Hill.....		*474/73	
amended.....	508/82	Aug.	7/82
amended.....	472/84	Aug.	11/84
amended.....	521/84	Sept.	1/84
amended.....	472/85	Oct.	5/85
amended.....	183/89	Apr.	22/89
Regional Municipality of York, Town of Vaughan.....		*475/73	
amended.....	79/81	Mar.	7/81
amended.....	49/82	Feb.	20/82
amended.....	189/82	Apr.	10/82
amended.....	376/82	June	19/82
amended.....	387/82	June	19/82
amended.....	433/82	July	10/82
amended.....	434/82	July	10/82
amended.....	469/82	July	24/82
amended.....	507/82	Aug.	7/82
amended.....	620/82	Oct.	9/82
amended.....	104/83	Mar.	12/83
amended.....	413/83	July	16/83
amended.....	546/83	Sept.	10/83
revoked.....	315/84	June	2/84
Parkway Belt Planning Area.....	744		

PARTNERSHIPS REGISTRATION ACT

General.....	745		
amended.....	204/84	Apr.	14/84
amended.....	165/87	Apr.	11/87
amended.....	458/88	July	30/88
amended.....	363/89	July	8/89
amended.....	365/90	July	14/90
revoked.....	124/91	Apr.	13/91

PENSION BENEFITS ACT

Exemption..... (revoked by 723/87)	166/81	Apr.	4/81
Exemption..... (revoked by 323/85)	315/82	May	22/82
Exemption..... (revoked by 723/87)	323/85	July	6/85
General.....	746		
amended.....	101/81	Mar.	14/81
amended.....	262/82	May	8/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		500/83	Aug.	27/83
amended.....		73/84	Feb.	18/84
amended.....		620/84	Oct.	20/84
amended.....		680/85	Jan.	4/86
amended.....		353/86	June	28/86
amended.....		692/86	Dec.	13/86
amended.....		31/87	Feb.	14/87
amended.....		238/87	May	23/87
amended.....		486/87	Sept.	5/87
amended.....		707/87	Jan.	2/88
(revoked by 723/87)				
To Revoke Certain Regulations.....		723/87	Jan.	9/88
PENSION BENEFITS ACT, 1987				
General.....		708/87	Jan.	2/88
amended.....		100/88	Mar.	5/88
amended.....		101/88	Mar.	5/88
amended.....		112/88	Mar.	12/88
amended.....		422/88	July	16/88
amended.....		423/88	July	16/88
amended.....		424/88	July	16/88
amended.....		737/88	Dec.	31/88
amended.....		160/89	Apr.	15/89
amended.....		589/89	Oct.	28/89
amended.....		651/89	Dec.	16/89
amended.....		700/89	Dec.	30/89
amended.....		701/89	Dec.	30/89
amended.....		412/90	Aug.	11/90
amended.....		650/90	Dec.	29/90
amended.....		651/90	Dec.	29/90
amended.....		402/91	Aug.	3/91
amended.....		740/91	Jan.	4/92
amended.....		743/91	Jan.	4/92
amended.....		760/91	Jan.	11/92
PERSONAL PROPERTY SECURITY ACT				
Branch Offices.....	747			
amended.....		616/84	Oct.	20/84
Fees Concerning Security Documents.....	748			
amended.....		137/84	Mar.	17/84
amended.....		249/86	May	17/86
amended.....		680/87	Dec.	26/87
(revoked by 502/89)				
General.....	749			
amended.....		838/81	Jan.	2/82
amended.....		264/87	May	30/87
(revoked by 372/89)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Personal Property Security Assurance Fund..... (revoked by 503/89)	750		

PERSONAL PROPERTY SECURITY ACT, 1989

Fees.....	502/89	Sept.	30/89
amended.....	443/91	Aug.	24/91
General.....	372/89	July	8/89
Personal Property Security Assurance Fund.....	503/89	Sept.	30/89

PESTICIDES ACT

General.....	751		
amended.....	252/81	May	16/81
amended.....	616/81	Oct.	3/81
amended.....	756/81	Nov.	28/81
amended.....	161/82	Apr.	3/82
amended.....	70/84	Feb.	18/84
amended.....	731/84	Dec.	1/84
amended.....	269/85	June	15/85
amended.....	545/85	Nov.	16/85
amended.....	562/85	Nov.	23/85
amended.....	147/86	Apr.	5/86
amended.....	173/86	Apr.	12/86
amended.....	223/86	May	10/86
amended.....	238/86	May	17/86
amended.....	25/88	Feb.	6/88
amended.....	78/88	Feb.	27/88
amended.....	602/88	Oct.	15/88
amended.....	714/88	Dec.	17/88
amended.....	717/88	Dec.	17/88
amended.....	9/89	Jan.	28/89
amended.....	249/89	May	20/89
amended.....	42/90	Feb.	10/90
amended.....	43/90	Feb.	10/90
amended.....	163/90	Apr.	21/90
amended.....	250/90	June	2/90
amended.....	251/90	June	2/90
amended.....	358/90	July	14/90
amended.....	27/91	Feb.	16/91
amended.....	119/91	Apr.	6/91

PETROLEUM RESOURCES ACT

Exploration, Drilling and Production.....	752		
amended.....	35/82	Feb.	13/82
Protection of Designated Gas Storage Areas.....	666/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Spacing Units -				
Arthur Pool.....	753			
Blandford 3-7-VIII Pool..... (revoked by 330/90)		103/88	Mar.	5/88
Blandford 3-7-VIII Pool.....		330/90	July	7/90
Camden 6-10-IX Gore Pool.....		16/88	Jan.	30/88
Camden 6-2-VI Gore Pool.....		292/91	June	29/91
Charlotteville 7-2-VII Pool.....		667/90	Jan.	5/91
Clearville.....	754			
revoked		353/89	July	8/89
Colchester South.....	755			
(revoked by 658/89)				
Colchester South 5-15-V Pool.....		668/90	Jan.	5/91
Colchester South 81-I Pool.....		658/89	Dec.	23/89
Courtright Pool.....	756			
revoked.....		354/89	July	8/89
Coveny Pool.....	757			
revoked		52/88	Feb.	13/88
Dawn 2-30-XIV Pool.....		248/88	May	14/88
Dawn 4-28-111 Pool.....	758			
revoked.....		53/88	Feb.	13/88
Dawn and Sombra (Townships of).....	759			
revoked.....		355/89	July	8/89
Dover 1-II-V-E Pool.....		318/85	June	29/85
Dover 7-2-V E Pool.....		320/91	July	6/91
Dover 7-5-V Pool.....		622/83	Oct.	15/83
(revoked by 104/88)				
Dover 7-5-V E Pool.....		104/88	Mar.	5/88
Dungannon Pool.....	760			
Dunwich 8-22-A B.F. Pool.....		357/89	July	8/89

TABLE DES RÈGLEMENTS

75

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Egremont (Township of).....	761			
Ekfrid Pool.....	762			
Enniskillen 2-21-II Pool.....		84/90	Mar.	17/90
Enniskillen 6-15-II.....		485/86	Aug.	30/86
amended.....		577/86	Oct.	11/86
Enniskillen 7-30-IX Pool.....		283/86	May	31/86
General Dawn 5-27-111 Pool.....	763			
Gosfield North 2-21-VI Pool.....		168/91	May	4/91
Gosfield South 8-7-V Pool.....		17/88	Jan.	30/88
Gosfield South (Township of).....	764			
Hemlock Pool.....	765			
Innerkip East Pool.....	766			
Innerkip Pool.....	767			
Ladysmith Pool.....	768			
Maidstone 7-17-V Pool.....		18/88	Jan.	30/88
Malden (Township of).....	769			
(revoked by 230/91)				
Malden Township.....		230/91	June	8/91
amended.....		640/91	Nov.	16/91
Mersea 1-15-B Pool.....		584/84	Sept.	29/84
(revoked by 1/85)				
Mersea 1-15-B Pool.....		1/85	Jan.	26/85
(revoked by 249/88)				
Mersea 2-15-B Pool.....		249/88	May	14/88
Mersea 4-14-I Pool.....		293/91	June	29/91
Mersea 6-16-B Pool.....		19/88	Jan.	30/88
Mersea 6-23-VII Pool.....		20/88	Jan.	30/88
(revoked by 136/90)				
Mersea 6-23-VII Pool.....		136/90	Apr.	14/90
(revoked by 23/91)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Mersea 6-23-VII Pool.....		23/91	Feb.	16/91
Mersea 8-16-VIII Pool.....		493/88	Aug.	20/88
Moore (Township of).....	770			
Moore 5-50-Front Pool.....		669/90	Jan.	5/91
Osborne Pool.....	771			
Otter Creek East Pool.....	772			
Otter Creek Pool.....	773			
Oxley Field.....	774			
revoked.....		356/89	July	8/89
Plympton 5-19-VI Pool.....	775			
PPC/RAM 20, Dover 3-7-III E Pool.....		657/89	Dec.	23/89
Raleigh 1-17-XIII Pool.....		670/90	Jan.	5/91
Raleigh 2-14-XIV Pool.....		86/90	Mar.	17/90
Revallee, Rochester 1-20-V (EBR) Pool.....		14/86	Feb.	1/86
Romney 3-8-II Pool.....		306/88	May	28/88
Romney 5-15-I Pool.....		137/90	Apr.	14/90
Romney 6-13-III Pool..... (revoked by 54/89)		305/88	May	28/88
Romney 6-13-III Pool.....		54/89	Feb.	18/89
Romney 6-13-IV Pool.....		55/89	Feb.	18/89
amended.....		395/90	Aug.	4/90
Ruscom River Pool.....	776			
St. Patrick's Pool.....	777			
Sarnia 5-3-II Pool.....		511/88	Aug.	27/88
revoked.....		659/89	Dec.	23/89
Sombra 3-26-VI Pool.....		77/87	Feb.	28/87
Sombra 5-11-XII Pool.....		85/90	Mar.	17/90
Stephen 2-23-XVI Pool.....		261/90	June	2/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Terminus North Pool.....	778		
Tilbury East 1-24-IX Pool.....		21/88	Jan. 30/88
Townsend Pool.....	779		
Venison Creek Pool.....	780		
Verschoyle West Pool.....	781		
Wilsonville Pool.....	782		
Wilsonville South Pool.....	783		

PITS AND QUARRIES CONTROL ACT

General.....	784			
amended.....		157/81	Apr.	4/81
amended.....		323/81	May	30/81
amended.....		424/84	July	14/84
amended.....		29/86	Feb.	8/86
amended.....		155/86	Apr.	12/86

PLANNING ACT

(See now Planning Act, 1983)

Delegation of Authority of Minister under Section 53 of the Planning Act				
- Condominium Plans..... (revoked by 475/83)	324/81	May	30/81	
- Condominium Plans..... (revoked by 475/83)	147/83	Apr.	2/83	
- Subdivision Plans..... (revoked by 476/83)	78/82	Mar.	6/82	

NOTE: For Delegation of Authority Withdrawals
see "Withdrawals of Delegation of
Authority of Minister under....."

Notice Requirements -

Restricted Area By-Laws..... (revoked by 404/83)	785
---	-----

Order of the Minister under Section 30
of the Planning Act

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, Lot 15 and parts of lots 14 and 16, Plan Number 32.....		2/81	Jan. 24/81
City of London in the County of Middlesex, Lot 35, Plan Number 630.....		3/81	Jan. 24/81
Township of Aldborough in the County of Elgin, Lot 7, Concession XII, Plan Number D-320.....		8/81	Jan. 31/81
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19, Concession IV, Plan Number 51R-478.....		12/81	Feb. 7/81
Town of Bracebridge in the District Municipality of Muskoka, Lot 20 in Concession IX, Plan Number BR-1624.....		17/81	Feb. 7/81
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, Lot 40, Plan Number 1088 and Lot 57, Plan Number 200.....		34/81	Feb. 14/81
Town of Blind River in the Territorial District of Algoma, Lot 376, Plan Number 487.....		54/81	Feb. 21/81
Town of Goderich in the County of Huron, lots 865 and 866, lots 888 and 889, Plan Number 7.....		74/81	Mar. 7/81
City of Hamilton in The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth, lots 6, 7, 8 and part of Lot 9 Plan Number 62R-423.....		86/81	Mar. 14/81
Township of Bedford in the County of Frontenac, Lot 31, Concession VII, Plan Number R-95		124/81	Mar. 21/81
Township of Paipoonge in the Territorial District of Thunder Bay, Lot 25, Concession III, Parcel 2094.....		189/81	Apr. 11/81
Township of Snowdon in the Provisional County of Haliburton, Plan Number 19R-538.....		211/81	Apr. 25/81

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Newcastle, formerly in the Township of Darlington, in the County of Durham, Lot 23, Concession III.....		234/81	May 2/81
Township of Dunwich in the County of Elgin, Lot 8, Concession VII.....		260/81	May 16/81
Township of Rama in the County of Simcoe, formerly in the County of Ontario, Lot 19, Concession F..... (revoked by 486/81)		261/81	May 16/81
Township of Rama in the County of Simcoe, Lot 19, Concession F.....		262/81	May 16/81
Town of Wasaga Beach formerly in the Village of Wasaga Beach, in the County of Simcoe, Lot 2, Concession XV, Plan Number 815.....		263/81	May 16/81
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Plan Number 518942 and Plan Number 815.....		264/81	May 16/81
Township of Verulam in the County of Victoria, Lot 11, Concession IV, Plan Number RD60.....		351/81	June 13/81
Borough of York in The Municipality of Metropolitan Toronto, Parts of Lots 314 and 315, Plan Number 1813.....		356/81	June 13/81
Borough of York in The Municipality of Metropolitan Toronto, Parts of Lots 17 and 18, Plan Number 847.....		357/81	June 13/81
Township of Essa in the County of Simcoe, Part of the East Half of Lot 19, Concession IV, Plan Number 51R-478..... amended.....		391/81 530/86	June 27/81 Sept. 20/86
Township of Wainfleet in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the County of Welland, Parts of Lots 19 and 20, Concession III, Plan Number 778A.....		392/81	June 27/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the County of Welland, Part of Block F, Corporation Plan No. 24, now known as Plan 525.....	393/81	June	27/81
Township of Amaranth in the County of Dufferin, Lot 1, Concession IX.....	403/81	July	4/81
Township of Carden in the County of Victoria, Lot 2, Concession IV, Plan Number 57R-228.....	411/81	July	4/81
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the Township of Bertie in the County of Welland, Lot 4, Cross Concession.....	450/81	July	18/81
City of Toronto in The Municipality of Metropolitan Toronto, Lot 1, Plan Number 128E.....	485/81	Aug.	8/81
Township of Rama in the County of Simcoe, formerly in the County of Ontario, Lot 19, Concession F.....	486/81	Aug.	8/81
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, formerly in the Township of Toronto in the County of Peel, Lot 128, Plan Number 745.....	488/81	Aug.	8/81
Town of Wasaga Beach, formerly the Village of Wasaga Beach, in the County of Simcoe, Lot 5, Sixteenth Concession.....	528/81	Aug.	29/81
City of North York, formerly in the Borough of York, in The Municipality of Metropolitan Toronto, Plan Number 2056.....	542/81	Sept.	5/81
Town of East Gwillimbury in The Regional Municipality of York, Block E, Part I, Plan Number 402..... (revoked by 585/81)	577/81	Sept.	12/81
Town of East Gwillimbury in The Regional Municipality of York, Block E, Part I, Plan Number 402.....	585/81	Sept.	12/81

TABLE DES RÈGLEMENTS

781

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Tay in the County of Simcoe, Lot 13, Plan Number 87 designated as Part 14, Plan Number 51R-1278.....		612/81	Oct. 3/81
City of Orillia, formerly in the Township of South Orillia, in the County of Simcoe, Lot 5, Concession IV, Parts 1, 2, 3 and 4 Plan Number 51R-1130.....		618/81	Oct. 10/81
Geographic Township of Casgrain in the Territorial District of Cochrane, Lot 25, Concession VII.....		632/81	Oct. 17/81
Township of Rama in the County of Simcoe, Lot 5, Concession L.....		674/81	Oct. 24/81
Township of Nottawasaga in the County of Simcoe, Lot 32, Concession IV and V.....		676/81	Oct. 31/81
Town of Markham in The Regional Municipality of York, formerly in the Township of Markham in the County of York, Parcel 6-1, Section MA-2..... (revoked by 861/81)		677/81	Oct. 31/81
City of Toronto and partly in the Borough of York, formerly in the Township of York, Plan No. 1885.....		714/81	Nov. 7/81
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the Township of Bertie in the County of Welland, Lot 2, Concession II.....		780/81	Dec. 5/81
Township of Tay in the County of Simcoe, Lot 14, Plan Number 87, Part 5, Plan Number 51R-1278.....		782/81	Dec. 5/81
Township of Mariposa in the County of Victoria, lots 7 and 8, Concession A, Part 54, Plan Number R.D. 187 and Lot 98, Plan Number 553.....		783/81	Dec. 5/81
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Lot 26, Plan Number 1576.....		797/81	Dec. 12/81

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Wasaga Beach, formerly in the Village of Wasaga Beach, in the County of Simcoe, part of Lot 6, Concession XVI, Plan Number 51R-553.....		840/81	Jan. 2/82
Town of Markham in The Regional Municipality of York, formerly in the Township of Markham in the County of York, Parcel 6-7 for Section MA-2.....		861/81	Jan. 9/82
Township of Lindsay in the County of Bruce, Lot 15, Concession VIII, Plan Number R-174.....		869/81	Jan. 16/82
Township of Emily in the County of Victoria, Lot 13, Concession I, Plan Number RD-44.....		6/82	Jan. 30/82
Township of Tay in the County of Simcoe, part of Lot 112, Concession II, Plan Number 51R-1231.....		51/82	Feb. 20/82
Geographic Township of Monteith in the Territorial District of Parry Sound, part of Lot 31, Concession VIII, Plan Number PSR 1700.....		64/82	Feb. 20/82
Geographic Township of Monteith in the Territorial District of Parry Sound, part of Lot 31, Concession VIII, Plan Number PSR 1700.....		65/82	Feb. 20/82
Township of Tay in the County of Simcoe, part of Lot 13, Plan Number 51R-1278.....		80/82	Mar. 6/82
Township of Cardiff in the Provisional County of Haliburton, part of Lot 24, Concession VI.....		81/82	Mar. 6/82
Township of Bedford in the County of Frontenac, part of Lot 31, Concession VII.....		87/82	Mar. 6/82
City of North York in The Municipality of Metropolitan Toronto, part of Lot 64, Plan Number 7611.....		112/82	Mar. 13/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
City of North York in The Municipality of Metropolitan Toronto, Lot 65, Plan Number 7611.....		113/82	Mar. 13/82
Township of Uxbridge in The Regional Municipality of Durham in the County of Ontario, part of Lot 14, Concession VII, Plan Number 414.....		143/82	Mar. 27/82
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Lot 43, Plan Number 1700.....		163/82	Apr. 3/82
Township of Tay in the County of Simcoe, Lot 83, Concession 1, Plan Number 51R-10463..... (revoked by 453/82)		164/82	Apr. 3/82
Township of Scugog in The Regional Municipality of Durham, Lot 5, Concession X, Plan Number 40R-4747.....		175/82	Apr. 10/82
Township of Tay in the County of Simcoe, lots 13 and 14, Plan Number 51R-1278.....		192/82	Apr. 17/82
Township of Georgina in The Regional Municipality of York, Lot 11, Concession III, Plan Number 86766B.....		193/82	Apr. 17/82
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, Lot 162, Plan Number 774.....		280/82	May 15/82
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, Lot 5, Concession I, Plan Number 43R-9820.....		292/82	May 22/82
Town of Wasaga Beach, County of Simcoe, Lot 6, Concession XVI, Plan Number RD469.....		301/82	May 22/82
Township of Smith in the County of Peterborough, Lot 27, Concession XIV, Plan Number 45R-4201.....		316/82	May 29/82

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Parry Sound, Territorial District of Parry Sound, Lots 114 and 115 on Westside of Highview Street, Plan Number 135.....		332/82	June 5/82
Township of Mariposa, County of Victoria, Lot 40, Plan Number 553.....		371/82	June 19/82
Township of Southwold, County of Elgin, Lot 45, Plan Number D-911.....		372/82	June 19/82
Township of Mariposa, County of Victoria, Part 19 on Reference Plan, Lot 40, Plan Number 553.....	381/82	June	19/82
revoked.....	435/82	July	10/82
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19 in Concession IV, Plan Number 478.....		402/82	June 26/82
Town of Wasaga Beach, formerly in the Township of Sunnidale, in the County of Simcoe, Lot 5, Concession XV, Plan Number 51R-1316.....		420/82	July 3/82
Township of Adelaide, County of Middlesex, Concession III, Lot 19, Plan Number 295.....		421/82	July 3/82
Township of Adelaide, County of Middlesex, Concession III, Lot 20, Plan Number 295.....		422/82	July 3/82
Township of Normandy, County of Grey, Lot 30, Concession XIII.....		427/82	July 3/82
Township of Beaucage in the Territorial District of Nipissing, Lot 12, Concession I, Plan Number P-2259.....		446/82	July 17/82
Township of Lindsay, County of Bruce, Lot 15, Concession VIII, Plan Number R-174.....		452/82	July 17/82
Township of Tay, County of Simcoe, Lot 83, Concession I, Plan Number 51R-10463.....		453/82	July 17/82

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Township of Leamington, County of Essex, Lot 10, Plan Number 198.....		461/82	July 24/82
Village of Elora, County of Wellington Wellington South (No.61), Plan Number 181.....		481/82	July 31/82
Township of London, County of Middlesex, Concession XI.....		493/82	Aug. 7/82
Township of Matchedash, County of Simcoe, Lot 20, Concession VIII.....		510/82	Aug. 14/82
Village of Elora, County of Wellington, Wellington South (No.61) as Number 181, Plan Number WGR-14.....		511/82	Aug. 14/82
Township of Himsworth South, District of Parry Sound, Lot 11, Concession XVII, Number PSR, Plan 290.....		512/82	Aug. 14/82
Township of Cardiff, Provisional County of Haliburton, Lot 24, Concession VI.....		578/82	Sept. 11/82
Town of Halton Hills, The Regional Municipality of Halton (formerly the Town of Acton in the County of Halton) Lot 40, Plan Number 772.....		603/82	Sept. 25/82
Township of West Lincoln, The Regional Municipality of Niagara (Formerly in the Township of Gainsborough, County of Lincoln) Lot 19, Concession IV.....		605/82	Sept. 25/82
Township of Cardiff, Provisional County of Haliburton, Lot 24, Concession VI.....		666/82	Oct. 23/82
Township of Innisfil, County of Simcoe, Lot 30, Concession XIII, Plan Number 660..... (revoked by 4/83)		675/82	Oct. 23/82
Township of Adjala in the County of Simcoe, Plan Number RD-622.....		691/82	Oct. 30/82
Township of Innisfil in the County of Simcoe, Lot 26, Concession XI.....		699/82	Nov. 6/82

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Township of Bayham in the County of Elgin.....		735/82	Nov. 20/82
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19, Concession IV.....		756/82	Dec. 4/82
Township of Tudhope in the Territorial District of Timiskaming, Lot 11, Concession 1, Plan Number 54R-1327.....		759/82	Dec. 4/82
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19, Concession IV, Plan Number 51R-11213.....		763/82	Dec. 4/82
Township of Lindsay in the County of Bruce, Lot 15, Concession VIII, Plan Number R-174.....		764/82	Dec. 4/82
Township of Cramahe in the County of Northumberland, Lots 14, 15 and 16 in Concession IV.....		788/82	Dec. 4/82
Township of Brant in the County of Bruce, Lot 30, Concession II.....		811/82	Jan. 1/83
Township of Innisfil in the County of Simcoe, Part of Broken, Lot 30, Concession XIII and Part of Lot 39 and Block G, Plan Number 660.....		4/83	Jan. 22/83
Town of Wasaga Beach (formerly in the township of Sunnidale) in the County Simcoe, Lot 6, Concession XVI, Plan Number 534.....		18/83	Jan. 29/83
Town of Rayside - Balfour in The Regional Municipality of Sudbury, Lot 1, Concession III, Plan Number 53R-3792.....		52/83	Feb. 5/83
Town of Lindsay, formerly in the Township of Ops, in the County of Victoria, east half of Lot 20 in Concession IV, Plan Number 97956; Lot 20, Concession IV, Plan Number 13415.....		59/83	Feb. 5/83

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Onaping Falls formerly in the Township of Dowling, in The Regional Municipality of Sudbury, Lot 10, Concession IV.....		89/83	Feb. 26/83
Town of Wasaga Beach, formerly in the Township of Nottawasaga, County of Simcoe, Lot 8, Plan Number 862.....		105/83	Mar. 12/83
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, parts of Lots 13 and 14, Plan Number 328 for the Town of Fort Erie and Plan Number 2371 for the former Township of Bertie, now known as Plan Number 992.....		109/83	Mar. 12/83
City of Cornwall in the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry, Lot 7, Concession 1.....		110/83	Mar. 19/83
Township of Welford in the United Counties of Leeds and Grenville, Lot 10, Concession II.....		111/83	Mar. 19/83
Township of Orillia in the County of Simcoe, Lot 2 Concession 1, Plan Number 478.....		115/83	Mar. 19/83
Township of Dack, in the Territorial District of Timiskaming, Parcel 17567, South Section Timiskaming.....		143/83	Mar. 26/83
Township of Tay in the County of Simcoe, part of Lot 13 Plan Number 51R-1278.....		181/83	Apr. 16/83
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Lot 40 Plan Number 1700.....		182/83	Apr. 16/83
Township of Croft in the Territorial District of Parry Sound, Lots 21 and 22, Concession III, Plan Number P5R 1904.....		207/83	Apr. 23/83

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, formerly in the Township of Toronto in the County of Peel, part of Lot 125 Plan Number 774.....		216/83	Apr. 30/83
Township of Hagerman in the Territorial District of Parry Sound, parts of Lots 28, 29 and 30 in Concession VII Plan Number 260.....		217/83	Apr. 30/83
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the Village of Crystal Beach in the County of Welland, part of Block P Plan Number 544.....		243/83	May 14/83
Township of Evanturel in the Territorial District of Timiskaming, part of the south half of Lot 7 in Concession I.....		249/83	May 14/83
Townships of Belmont and Methuen, formerly in the Township of Methuen, in the County of Peterborough, parts of Lot 30 in Concession IX.....		315/83	June 11/83
Township of Mariposa in the County of Victoria, part of Lot 1 in Concession C, part 6 Number R.D. 200 Lot 11 Number 547.....		327/83	June 18/83
Township of Howard in the County of Kent, half Lot 93, Number 219087.....		329/83	June 18/83
Township of Mariposa in the County of Victoria part of Lot 8 in Concession A Number R.D. 187.....		352/83	June 25/83
Town of Goderich in the County of Huron West half of Lot 376 Plan Number 457.....		357/83	July 2/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Town of Huntsville in the District Municipality of Muskoka, formerly in the Township of Chaffey in the District of Muskoka, Part of Lot 11, Concession III Township of Chaffey Part 18, Plan Number BR-1048.....		420/83	July	16/83
Town of Aylmer in the County of Elgin Lots 1, 2, 3, 4 and 5 of Plan 301.....		421/83	July	16/83
Town of Rayside-Balfour in The Regional Municipality of Sudbury, part of Lot 1 in Concession III, Plan Number 53R-3792.....		467/83	Aug.	6/83
Town of Rayside-Balfour in The Regional Municipality of Sudbury, part of Lot 1 in Concession III, Plan Number 53R-3792.....		468/83	Aug.	6/83
Township of Fenelon in the County of Victoria part of Lot 30 in Concession VII.....		472/83	Aug.	13/83
Township of Georgina, in The Regional Municipality of York, formerly in the County of York, part of Lot Numbers 22 and 23 in Concession 1.....		518/83	Aug.	27/83
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel (formerly in the Township of Toronto, in the County of Peel) part of Block B, Plan Number 680.....		519/83	Aug.	27/83
(An asterisk (*) denotes that the Regulation has been amended prior to January 1, 1981 but the amendments are not shown.) (- for amendments to the end of 1980 - see Table of Regulations published in The Ontario Gazette dated March 14, 1981 or in the Statutes of Ontario, 1980.)				
Restricted Areas - (now zoning)				
County of Brant,				
Township of Brantford.....		*295/74		
revoked.....		44/87	Feb.	14/87

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Township of Brantford (revoking Reg.).....		695/82	Nov.	6/82
County of Bruce,				
Township of Brant (revoking Reg.).....		747/82	Nov.	27/82
Township of Carrick.....		*274/74		
amended.....		358/83	July	2/83
Township of Huron (revoking Reg.).....		746/82	Nov.	27/82
Town of Kincardine (revoking Reg.).....		748/82	Nov.	27/82
County of Elgin,				
Township of Bayham (*284/74)				
amended.....		738/81	Nov.	21/81
revoked.....		799/82	Dec.	25/82
Township of Malahide (revoking Reg.).....		588/82	Sept.	18/82
County of Essex,				
Township of Colchester South (revoking Reg.).....		176/82	Apr.	10/82
Township of Mersea (revoking Reg.).....		632/82	Oct.	9/82
Township of Tilbury North.....		*674 of R.R.O. 1970		
amended.....		701/83	Nov.	19/83
County of Frontenac,				
Township of Bedford (revoking Reg.).....		159/81	Apr.	4/81
County of Grey,				
Township of Glenelg.....		*294/74		
County of Haliburton,				
Township of Cardiff (revoking Reg.).....		604/82	Sept.	25/82
County of Hastings,				
Township of Sidney (revoking Reg.).....		305/82	May	22/82
Township of Thurlow.....		*318/74		
amended.....		218/83	Apr.	30/83
amended.....		593/84	Oct.	6/84
revoked.....		112/89	Mar.	18/89
County of Huron,				
Township of East Wawanosh (revoking Reg.).....		238/82	May	1/82
Township of Hay (revoking Reg.).....		241/82	May	1/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Township of Morris (revoking Reg.).....		239/82	May	1/82
Township of Stephen.....	*289/74			
amended.....	410/81	July		4/81
Township of Turnberry (revoking Reg.).....	240/82	May		1/82
Township of Usborne.....	*287/74			
County of Kent,				
Township of Camden (revoking Reg.).....	214/82	Apr.		24/82
Township of Chatham (*10/73)				
amended.....	752/81	Nov.		28/81
amended.....	809/81	Dec.		19/81
amended.....	587/82	Sept.		18/82
revoked.....	642/82	Oct.		16/82
Township of Harwich.....	69/81	Mar.		7/81
Township of Raleigh (revoking Reg.).....	68/81	Mar.		7/81
Township of Raleigh.....	70/81	Mar.		7/81
County of Lambton,				
Township of Bosanquet (revoking Reg.).....	100/82	Mar.		6/82
Township of Moore.....	250/83	May		14/83
(revoking Reg.).....	211/85	June		1/85
Township of Warwick.....	*281/74			
amended.....	851/81	Jan.		9/82
County of Lanark,				
Township of Drummond (revoking Reg.).....	531/81	Aug.		29/81
County of Leeds and Grenville,				
Township of Front of Leeds and Lansdowne (revoking Reg.).....	547/82	Aug.		21/82
Township of Oxford (on Rideau).....	372/77			
amended.....	22/81	Feb.		14/81
revoked.....	708/86	Dec.		20/86
Township of South Elmsley.....	*310/74			
Township of South Gower.....	371/77			

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
County of Northumberland, Township of Murray (revoking Reg.).....		862/81	Jan. 16/82
County of Ontario (now The Regional Municipality of Durham), Township of Pickering (now the Town of Pickering).....		*102/72	
amended.....	208/81	Apr.	18/81
amended.....	209/81	Apr.	25/81
amended.....	833/81	Jan.	2/82
amended.....	852/81	Jan.	9/82
amended.....	165/82	Apr.	3/82
amended.....	492/82	Aug.	7/82
amended.....	64/83	Feb.	12/83
amended.....	93/83	Feb.	26/83
amended.....	194/83	Apr.	16/83
amended.....	283/83	May	28/83
amended.....	291/83	May	28/83
amended.....	310/83	June	4/83
amended.....	311/83	June	4/83
amended.....	469/83	Aug.	6/83
amended.....	114/84	Mar.	10/84
amended.....	608/84	Oct.	13/84
amended.....	66/85	Feb.	23/85
amended.....	67/85	Feb.	23/85
amended.....	202/85	May	25/85
amended.....	372/85	July	27/85
amended.....	390/85	Aug.	17/85
amended.....	393/85	Aug.	17/85
amended.....	468/85	Oct.	5/85
amended.....	522/85	Nov.	2/85
amended.....	34/86	Feb.	15/86
amended.....	74/86	Mar.	1/86
amended.....	101/86	Mar.	15/86
amended.....	110/86	Mar.	22/86
amended.....	235/86	May	17/86
amended.....	236/86	May	17/86
amended.....	262/86	May	24/86
amended.....	403/86	July	26/86
amended.....	404/86	July	26/86
amended.....	469/86	Aug.	23/86
amended.....	535/86	Sept.	20/86
amended.....	612/86	Oct.	25/86
amended.....	732/86	Jan.	3/87
amended.....	129/87	Mar.	28/87
amended.....	468/87	Aug.	22/87
amended.....	483/87	Sept.	5/87
amended.....	538/87	Oct.	10/87
amended.....	546/87	Oct.	17/87
amended.....	81/88	Feb.	27/88
amended.....	144/88	Apr.	2/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		267/89	May	27/89
amended.....		421/89	Aug.	5/89
amended.....		180/90	Apr.	28/90
amended.....		503/90	Sept.	8/90
amended.....		63/91	Mar.	16/91
Township of Uxbridge.....		*103/72		
amended.....		538/81	Aug.	29/81
amended.....		426/82	July	3/82
amended.....		584/83	Oct.	1/83
revoked.....		506/84	Aug.	25/84
County of Oxford, Township of Tillsonburg.....		*347/74		
County of Perth, Township of Elma (revoking Reg.).....		182/82	Apr.	10/82
Township of Wallace (revoking Reg.).....		183/82	Apr.	10/82
County of Peterborough, Township of North Monaghan.....		377/77		
revoked.....		670/91	Nov.	16/91
Township of Smith.....		720/79		
amended.....		319/85	June	29/85
revoked.....		590/85	Dec.	7/85
Township of Smith.....		879/79		
amended.....		320/85	June	29/85
revoked.....		589/85	Dec.	7/85
County of Prescott and Russell, Township of West Hawkesbury.....		*321/74		
revoked		721/84	Nov.	24/84
County of Prince Edward, Township of North Marysburgh (revoking Reg.).....		812/81	Dec.	19/81
Township of Sophiasburgh (revoking Reg.).....		696/82	Nov.	6/82
County of Renfrew, Township of Admaston.....		*316/74		
revoked.....		731/86	Dec.	27/86
Township of Alice and Fraser.....		*314/74		
revoked.....		730/86	Dec.	27/86

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Township of Horton.....		*317/74		
revoked.....		520/84	Sept.	1/84
Township of McNab.....		*311/74		
amended.....		437/81	July	11/81
revoked.....		728/86	Dec.	27/86
Township of Pembroke.....		*315/74		
revoked.....		519/84	Sept.	1/84
Township of Rolph, Buchanan, Wylie and McKay.....		*312/74		
revoked.....		729/86	Dec.	27/86
Township of Stafford (revoking Reg.).....		697/82	Nov.	6/82
County of Simcoe,				
Township of Essa.....		*299/74		
Township of Innisfil.....		1034/80		
amended.....		20/82	Feb.	6/82
amended.....		5/84	Jan.	21/84
revoked.....		425/85	Sept.	14/85
Township of Innisfil.....		675/81	Oct.	24/81
amended.....		438/82	July	10/82
amended.....		621/82	Oct.	9/82
amended.....		719/82	Nov.	13/82
amended.....		284/83	May	28/83
amended.....		319/83	June	11/83
amended.....		498/83	Aug.	20/83
amended.....		786/83	Jan.	7/84
amended.....		39/84	Feb.	11/84
amended.....		76/84	Feb.	25/84
amended.....		673/84	Nov.	10/84
amended.....		740/84	Dec.	8/84
amended.....		25/85	Feb.	9/85
amended.....		340/85	July	6/85
amended.....		377/85	Aug.	3/85
revoked.....		415/85	Aug.	31/85
Township of Nor'awasaga.....		*675 of R.R.O. 1970		
amended.....		185/81	Apr.	11/81
amended.....		237/81	May	2/81
amended.....		366/81	June	20/81
amended.....		367/81	June	20/81
amended.....		474/81	Aug.	1/81
amended.....		518/81	Aug.	22/81
amended.....		545/81	Sept.	5/81
amended.....		624/81	Oct.	10/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	684/81	Oct.	31/81
amended.....	878/81	Jan.	16/82
amended.....	56/82	Feb.	20/82
amended.....	101/82	Mar.	6/82
amended.....	142/82	Mar.	27/82
amended.....	373/82	June	19/82
amended.....	378/82	June	19/82
amended.....	395/82	June	26/82
amended.....	462/82	July	24/82
amended.....	509/82	Aug.	14/82
amended.....	557/82	Aug.	28/82
amended.....	585/82	Sept.	18/82
amended.....	586/82	Sept.	18/82
amended.....	631/82	Oct.	9/82
amended.....	662/82	Oct.	23/82
amended.....	703/82	Nov.	6/82
amended.....	65/83	Feb.	12/83
amended.....	117/83	Mar.	19/83
amended.....	262/83	May	21/83
amended.....	312/83	June	4/83
amended.....	313/83	June	4/83
amended.....	354/83	July	2/83
amended.....	390/83	July	9/83
amended.....	391/83	July	9/83
amended.....	449/83	July	30/83
amended.....	534/83	Sept.	10/83
amended.....	535/83	Sept.	10/83
amended.....	536/83	Sept.	10/83
amended.....	537/83	Sept.	10/83
amended.....	574/83	Sept.	24/83
amended.....	694/83	Nov.	19/83
amended.....	111/84	Mar.	10/84
amended.....	118/84	Mar.	10/84
amended.....	119/84	Mar.	10/84
amended.....	213/84	Apr.	28/84
amended.....	330/84	June	9/84
amended.....	336/84	June	9/84
amended.....	483/84	Aug.	18/84
amended.....	484/84	Aug.	18/84
amended.....	485/84	Aug.	18/84
amended.....	505/84	Aug.	25/84
amended.....	609/84	Oct.	13/84
amended.....	646/84	Oct.	27/84
amended.....	672/84	Nov.	10/84
amended.....	727/84	Nov.	24/84
amended.....	793/84	Dec.	29/84
amended.....	800/84	Jan.	5/85
amended.....	16/85	Feb.	9/85
amended.....	141/85	Apr.	20/85
amended.....	175/85	May	4/85
amended.....	195/85	May	18/85

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		200/85	May 25/85
amended.....		244/85	June 8/85
amended.....		368/85	July 20/85
amended.....		384/85	Aug. 10/85
amended.....		385/85	Aug. 10/85
amended.....		392/85	Aug. 17/85
amended.....		455/85	Sept. 28/85
amended.....		456/85	Sept. 28/85
amended.....		457/85	Sept. 28/85
amended.....		485/85	Oct. 19/85
amended.....		486/85	Oct. 19/85
amended.....		587/85	Nov. 30/85
amended.....		5/86	Jan. 25/86
amended.....		107/86	Mar. 22/86
amended.....		185/86	Apr. 19/86
amended.....		186/86	Apr. 19/86
amended.....		230/86	May 17/86
amended.....		312/86	June 14/86
amended.....		313/86	June 14/86
amended.....		346/86	June 28/86
amended.....		347/86	June 28/86
amended.....		348/86	June 28/86
amended.....		349/86	June 28/86
amended.....		378/86	July 12/86
amended.....		405/86	July 26/86
amended.....		415/86	Aug. 2/86
amended.....		471/86	Aug. 23/86
amended.....		515/86	Sept. 20/86
amended.....		529/86	Sept. 20/86
amended.....		560/86	Oct. 11/86
amended.....		561/86	Oct. 11/86
amended.....		593/86	Oct. 18/86
amended.....		626/86	Nov. 15/86
amended.....		627/86	Nov. 15/86
amended.....		653/86	Nov. 22/86
amended.....		678/86	Dec. 13/86
amended.....		679/86	Dec. 13/86
amended.....		43/87	Feb. 14/87
amended.....		113/87	Mar. 21/87
amended.....		125/87	Mar. 28/87
amended.....		145/87	Apr. 11/87
amended.....		231/87	May 16/87
amended.....		290/87	June 13/87
amended.....		310/87	June 27/87
amended.....		332/87	June 27/87
amended.....		350/87	July 4/87
amended.....		390/87	July 18/87
amended.....		441/87	Aug. 15/87
amended.....		473/87	Aug. 29/87
amended.....		482/87	Sept. 5/87
amended.....		485/87	Sept. 5/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....	503/87	Sept.	12/87	
amended.....	507/87	Sept.	19/87	
amended.....	522/87	Sept.	19/87	
amended.....	539/87	Oct.	10/87	
amended.....	555/87	Oct.	17/87	
amended.....	556/87	Oct.	17/87	
amended.....	557/87	Oct.	17/87	
revoked.....	609/87	Dec.	5/87	
Township of Nottawasaga.....	302/82	May	22/82	
Township of Tay (revoking Reg.).....	148/81	Apr.	4/81	
Township of Tecumseth.....	*300/74			
amended.....	616/82	Oct.	2/82	
revoked.....	314/84	June	2/84	
Township of Tiny.....	190/81	Apr.	11/81	
amended.....	728/84	Dec.	1/84	
revoked.....	126/85	Apr.	13/85	
Township of Vespra.....	*62/73			
amended.....	202/81	Apr.	18/81	
amended.....	274/81	May	16/81	
amended.....	307/81	May	23/81	
amended.....	491/81	Aug.	8/81	
amended.....	492/81	Aug.	8/81	
amended.....	519/81	Aug.	22/81	
amended.....	374/82	June	19/82	
amended.....	375/82	June	19/82	
amended.....	765/82	Dec.	4/82	
amended.....	5/83	Jan.	22/83	
amended.....	761/83	Dec.	17/83	
amended.....	771/83	Dec.	24/83	
amended.....	528/84	Sept.	1/84	
amended.....	770/84	Dec.	22/84	
amended.....	771/84	Dec.	22/84	
amended.....	125/85	Apr.	13/85	
amended.....	196/85	May	18/85	
amended.....	387/85	Aug.	10/85	
amended.....	643/85	Dec.	28/85	
amended.....	106/86	Mar.	22/86	
amended.....	357/86	July	5/86	
amended.....	470/86	Aug.	23/86	
amended.....	733/86	Jan.	3/87	
revoked.....	753/88	Jan.	7/89	
County of Victoria, Township of Ops (revoking Reg.).....	715/81	Nov.	7/81	

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
District of Algoma,			
Geographic townships of Cobden,			
Striker, Scarfe and Mack.....	409/82	June	26/82
amended.....	332/83	June	18/83
amended.....	376/85	Aug.	3/85
amended.....	389/87	July	18/87
amended.....	462/87	Aug.	22/87
amended.....	309/88	May	28/88
amended.....	390/90	July	28/90
amended.....	672/91	Nov.	16/91
Geographic townships of Lewis,			
Long, Shedden, Spragge and Striker.....	*662 of R.R.O. 1970		
amended.....	370/82	June	12/82
amended.....	409/82	June	26/82
revoked.....	299/84	May	26/84
Geographic Township of West.....	182/81	Apr.	11/81
amended.....	308/81	May	30/81
amended.....	395/85	Aug.	17/85
Sault Ste. Marie North Planning Area.....	279/80		
amended.....	161/81	Apr.	4/81
amended.....	281/81	May	23/81
amended.....	380/81	June	20/81
amended.....	497/81	Aug.	15/81
amended.....	716/81	Nov.	7/81
amended.....	863/81	Jan.	16/82
amended.....	2/82	Jan.	23/82
amended.....	63/82	Feb.	20/82
amended.....	159/82	Apr.	3/82
amended.....	266/82	May	8/82
amended.....	333/82	June	5/82
amended.....	514/82	Aug.	14/82
amended.....	583/82	Sept.	11/82
amended.....	118/83	Mar.	19/83
amended.....	139/83	Mar.	26/83
amended.....	204/83	Apr.	23/83
amended.....	529/83	Sept.	3/83
amended.....	548/83	Sept.	10/83
amended.....	593/83	Oct.	15/83
amended.....	50/84	Feb.	18/84
amended.....	51/84	Feb.	18/84
amended.....	92/84	Mar.	3/84
amended.....	268/84	May	12/84
amended.....	269/84	May	12/84
amended.....	51/91	Mar.	9/91
amended.....	671/91	Nov.	16/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	537/84	Sept.	8/84
amended.....	762/84	Dec.	15/84
amended.....	416/85	Aug.	31/85
amended.....	659/85	Jan.	4/86
amended.....	303/86	June	7/86
amended.....	445/86	Aug.	16/86
amended.....	478/86	Aug.	30/86
amended.....	666/86	Nov.	29/86
amended.....	302/87	June	20/87
amended.....	463/87	Aug.	22/87
amended.....	559/87	Oct.	17/87
amended.....	90/88	Mar.	5/88
amended.....	91/88	Mar.	5/88
amended.....	519/88	Sept.	3/88
amended.....	520/88	Sept.	3/88
amended.....	521/88	Sept.	3/88
amended.....	617/88	Oct.	22/88
amended.....	618/88	Oct.	22/88
amended.....	646/88	Nov.	12/88
amended.....	769/88	Jan.	14/89
amended.....	124/89	Mar.	25/89
amended.....	125/89	Mar.	25/89
amended.....	318/89	June	10/89
amended.....	319/89	June	10/89
amended.....	120/90	Apr.	7/90
amended.....	187/90	May	5/90
amended.....	304/90	June	23/90
amended.....	543/90	Sept.	29/90
amended.....	590/90	Nov.	24/90
amended.....	266/91	June	22/91
amended.....	386/91	July	20/91
amended.....	564/91	Oct.	26/91
District of Cochrane,			
Town of Kapuskasing.....	*669 of R.R.O. 1970		
revoked.....	469/84	Aug.	11/84
Town of Kapuskasing.....			
revoked.....	172/75		
	477/84	Aug.	18/84
Township of Glackmeyer.....			
	*271/74		
Geographic townships of Casgrain,			
Hanlan, Kendall, Lowther and Way.....	*493/78		
amended.....	63/81	Feb.	28/81
amended.....	486/82	July	31/82
amended.....	230/83	May	7/83
amended.....	326/83	June	18/83
amended.....	281/84	May	19/84
amended.....	337/84	June	16/84
amended.....	631/84	Oct.	20/84

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		741/84	Dec.	8/84
amended.....		78/85	Mar.	2/85
amended.....		91/85	Mar.	9/85
amended.....		162/85	Apr.	20/85
amended.....		245/85	June	8/85
amended.....		479/85	Oct.	12/85
amended.....		667/85	Jan.	4/86
amended.....		700/85	Jan.	18/86
amended.....		181/86	Apr.	19/86
Geographic townships of O'Brien, Owen and Teetzel.....		423/78		
amended.....		276/86	May	31/86
Sunday Lake Area and Lower Detour Lake Area.....		280/81	May	23/81
District of Kenora, Geographic Township of Baird..... (revoked by 85/84)		12/78		
Geographic Township of Baird.....		162/82	Apr.	3/82
Geographic townships of Brownridge, Ewart, Glass, Kirkup and Pelican.....		482/71		
Geographic Township of Forgie.....		798/81	Dec.	12/81
Geographic Township of Pellatt.....		783/82	Dec.	18/82
amended.....		636/88	Nov.	5/88
Geographic Township of Pettypiece.....		177/80		
amended.....		403/89	July	22/89
Geographic Township of Van Horne.....		343/82	June	12/82
revoked.....		110/84	Mar.	10/84
Geographic Township of Wainwright.....		797/79		
Geographic Township of Wainwright.....		326/81	May	30/81
amended.....		89/89	Mar.	11/89
Territorial District of Kenora (Part of Summer Resort Location L.K. 324 - Parcel 15400 - District of Kenora Freehold).....		327/81	May	30/81
Territorial District of Kenora.....		718/82	Nov.	13/82
amended.....		470/84	Aug.	11/84
amended.....		485/89	Sept.	2/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson (*153/74)			
amended.....	144/81	Mar.	28/81
amended.....	158/81	Apr.	4/81
amended.....	435/81	July	11/81
amended.....	530/81	Aug.	29/81
(revoked by 672/81)			
District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson.....	672/81	Oct.	24/81
amended.....	206/82	Apr.	24/82
amended.....	267/82	May	8/82
amended.....	369/82	June	12/82
amended.....	444/82	July	17/82
amended.....	610/82	Sept.	25/82
amended.....	205/83	Apr.	23/83
amended.....	206/83	Apr.	23/83
amended.....	652/83	Oct.	29/83
amended.....	692/83	Nov.	12/83
amended.....	717/83	Dec.	3/83
amended.....	14/84	Jan.	28/84
amended.....	562/84	Sept.	15/84
amended.....	99/85	Mar.	16/85
amended.....	183/85	May	4/85
amended.....	423/85	Sept.	7/85
amended.....	591/85	Dec.	7/85
amended.....	109/86	Mar.	22/86
amended.....	307/86	June	14/86
amended.....	536/86	Sept.	20/86
amended.....	537/86	Sept.	20/86
amended.....	615/86	Nov.	1/86
amended.....	616/86	Nov.	1/86
amended.....	701/86	Dec.	20/86
amended.....	66/87	Feb.	28/87
amended.....	401/87	July	25/87
amended.....	412/87	Aug.	1/87
amended.....	437/87	Aug.	8/87
amended.....	474/87	Aug.	29/87
amended.....	484/87	Sept.	5/87
amended.....	547/87	Oct.	17/87
amended.....	587/87	Nov.	14/87
amended.....	663/87	Dec.	19/87
amended.....	715/87	Jan.	9/88
amended.....	5/88	Jan.	30/88
amended.....	23/88	Feb.	6/88
amended.....	92/88	Mar.	5/88
amended.....	124/88	Mar.	19/88
amended.....	128/88	Mar.	19/88
amended.....	152/88	Apr.	9/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	153/88	Apr.	9/88
amended.....	154/88	Apr.	9/88
amended.....	344/88	June	18/88
amended.....	609/88	Oct.	15/88
amended.....	727/88	Dec.	31/88
amended.....	728/88	Dec.	31/88
amended.....	754/88	Jan.	7/89
amended.....	3/89	Jan.	28/89
amended.....	4/89	Jan.	28/89
amended.....	98/89	Mar.	11/89
amended.....	145/89	Apr.	8/89
amended.....	185/89	Apr.	22/89
amended.....	266/89	May	27/89
amended.....	279/89	June	3/89
amended.....	406/89	July	22/89
amended.....	461/89	Aug.	12/89
amended.....	500/89	Sept.	23/89
amended.....	511/89	Oct.	7/89
amended.....	512/89	Oct.	7/89
amended.....	599/89	Nov.	18/89
amended.....	601/89	Nov.	18/89
amended.....	662/89	Dec.	23/89
amended.....	672/89	Dec.	30/89
amended.....	79/90	Mar.	10/90
amended.....	80/90	Mar.	10/90
amended.....	116/90	Mar.	31/90
amended.....	165/90	Apr.	21/90
amended.....	220/90	May	12/90
amended.....	262/90	June	2/90
amended.....	284/90	June	23/90
amended.....	303/90	June	23/90
amended.....	379/90	July	28/90
amended.....	380/90	July	28/90
amended.....	382/90	July	28/90
amended.....	404/90	Aug.	4/90
amended.....	496/90	Sept.	1/90
amended.....	497/90	Sept.	1/90
amended.....	555/90	Oct.	6/90
amended.....	556/90	Oct.	6/90
amended.....	557/90	Oct.	6/90
amended.....	612/90	Dec.	15/90
amended.....	613/90	Dec.	15/90
amended.....	52/91	Mar.	9/91
amended.....	53/91	Mar.	9/91
amended.....	62/91	Mar.	16/91
amended.....	93/91	Apr.	6/91
amended.....	94/91	Apr.	6/91
amended.....	128/91	Apr.	13/91
amended.....	129/91	Apr.	13/91
amended.....	130/91	Apr.	13/91

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....	216/91	June	8/91	
amended.....	267/91	June	22/91	
amended.....	445/91	Aug.	24/91	
amended.....	446/91	Aug.	24/91	
amended.....	464/91	Sept.	7/91	
amended.....	465/91	Sept.	7/91	
amended.....	544/91	Oct.	12/91	
District of Nipissing,				
Geographic townships of Askin,				
Gladman, Joan and Macpherson.....	486/71			
amended.....	675/91	Nov.	23/91	
Geographic Township of Phyllis.....	811/81	Dec.	19/81	
Geographic Township of Strathy.....	*666 of R.R.O. 1970			
revoked.....	813/84	Jan.	5/85	
part of the District.....	*540/74			
(see Schedule to the Regulation)				
amended.....	35/81	Feb.	14/81	
amended.....	75/81	Mar.	7/81	
amended.....	397/81	June	27/81	
amended.....	457/81	July	25/81	
amended.....	562/81	Sept.	12/81	
amended.....	563/81	Sept.	12/81	
amended.....	564/81	Sept.	12/81	
amended.....	673/81	Oct.	24/81	
amended.....	740/81	Nov.	21/81	
amended.....	745/81	Nov.	28/81	
amended.....	758/81	Nov.	28/81	
amended.....	830/81	Dec.	26/81	
amended.....	831/81	Dec.	26/81	
amended.....	57/82	Feb.	20/82	
amended.....	149/82	Apr.	3/82	
amended.....	209/82	Apr.	24/82	
amended.....	210/82	Apr.	24/82	
amended.....	334/82	June	5/82	
amended.....	361/82	June	12/82	
amended.....	383/82	June	19/82	
amended.....	463/82	July	24/82	
amended.....	464/82	July	24/82	
amended.....	485/82	July	31/82	
amended.....	500/82	Aug.	7/82	
amended.....	581/82	Sept.	11/82	
amended.....	582/82	Sept.	11/82	
amended.....	678/82	Oct.	23/82	
amended.....	702/82	Nov.	6/82	
amended.....	708/82	Nov.	13/82	
amended.....	777/82	Dec.	11/82	
amended.....	846/82	Jan.	8/83	

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	337/83	June	25/83
amended.....	680/83	Nov.	12/83
amended.....	712/83	Nov.	26/83
amended.....	775/83	Dec.	31/83
amended.....	776/83	Dec.	31/83
amended.....	777/83	Dec.	31/83
amended.....	1/84	Jan.	21/84
amended.....	224/84	Apr.	28/84
amended.....	331/84	June	9/84
amended.....	400/84	July	7/84
amended.....	436/84	July	21/84
amended.....	437/84	July	21/84
amended.....	553/84	Sept.	8/84
amended.....	594/84	Oct.	6/84
amended.....	595/84	Oct.	6/84
amended.....	596/84	Oct.	6/84
amended.....	597/84	Oct.	6/84
amended.....	742/84	Dec.	8/84
amended.....	744/84	Dec.	8/84
amended.....	757/84	Dec.	15/84
amended.....	774/84	Dec.	22/84
amended.....	798/84	Jan.	5/85
(revoked by 40/85)			
Township of Temagami.....	*667 of R.R.O. 1970		
amended.....	561/81	Sept.	12/81
amended.....	454/82	July	17/82
amended.....	535/82	Aug.	21/82
amended.....	17/83	Jan.	22/83
revoked.....	583/84	Sept.	29/84
District of Parry Sound,			
Geographic Township of Croft.....	153/80		
amended.....	674/91	Nov.	23/91
Geographic Township of Croft.....	1110/80		
Geographic Township of East Mills.....	1133/80		
Geographic Township of Ferguson.....	1109/80		
amended.....	396/81	June	27/81
Geographic Township of Ferguson (Plan M-478).....	537/82	Aug.	21/82
Geographic Township of Ferguson (Plan M-512).....	538/82	Aug.	21/82
amended.....	250/84	May	12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Geographic Townships of McKenzie and Patterson.....		*484/71		
amended.....	74/82		Feb.	27/82
amended.....	405/82		June	26/82
amended.....	676/91		Nov.	23/91
District of Rainy River, Geographic Township of Miscampbell.....	449/74			
amended.....	575/81		Sept.	12/81
amended.....	603/81		Sept.	19/81
amended.....	712/81		Nov.	7/81
Registered Plan No. SM-293 (south of the Geographic Township of Trottier).....	483/71			
Township of Alberton.....		*268/74		
District of Sudbury, Geographic Townships of Emo and Strathearn.....	485/71			
Geographic Township of Ivanhoe.....	831/82		Jan.	8/83
Part of the District (*568/72)				
amended.....	1/81		Jan.	24/81
amended.....	14/81		Feb.	7/81
amended.....	384/81		June	27/81
amended.....	385/81		June	27/81
amended.....	477/81		Aug.	1/81
amended.....	487/81		Aug.	8/81
amended.....	509/81		Aug.	15/81
amended.....	532/81		Aug.	29/81
amended.....	543/81		Sept.	5/81
amended.....	572/81		Sept.	12/81
(revoked by 834/81)				
Territorial District of Sudbury.....	834/81		Jan.	2/82
amended.....	67/82		Feb.	20/82
amended.....	79/82		Mar.	6/82
amended.....	110/82		Mar.	13/82
amended.....	116/82		Mar.	20/82
amended.....	117/82		Mar.	20/82
amended.....	118/82		Mar.	20/82
amended.....	242/82		May	1/82
amended.....	243/82		May	1/82
amended.....	257/82		May	1/82
amended.....	450/82		July	17/82
amended.....	476/82		July	24/82
amended.....	501/82		Aug.	7/82
amended.....	563/82		Sept.	4/82

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		584/82	Sept.	11/82
amended.....		611/82	Sept.	25/82
amended.....		700/82	Nov.	6/82
amended.....		701/82	Nov.	6/82
amended.....		53/83	Feb.	5/83
amended.....		183/83	Apr.	16/83
amended.....		208/83	Apr.	23/83
amended.....		261/83	May	21/83
amended.....		292/83	May	28/83
amended.....		293/83	May	28/83
amended.....		349/83	June	25/83
amended.....		473/83	Aug.	13/83
amended.....		488/83	Aug.	20/83
amended.....		547/83	Sept.	10/83
amended.....		564/83	Sept.	24/83
amended.....		577/83	Oct.	1/83
amended.....		585/83	Oct.	1/83
amended.....		586/83	Oct.	1/83
amended.....		714/83	Nov.	26/83
amended.....		94/84	Mar.	3/84
amended.....		99/84	Mar.	3/84
amended.....		766/84	Dec.	15/84
amended.....		767/84	Dec.	15/84
amended.....		768/84	Dec.	15/84
amended.....		41/85	Feb.	9/85
amended.....		75/85	Feb.	23/85
amended.....		76/85	Feb.	23/85
amended.....		77/85	Feb.	23/85
amended.....		123/85	Apr.	6/85
amended.....		187/85	May	11/85
amended.....		424/85	Sept.	7/85
amended.....		462/85	Sept.	28/85
amended.....		549/85	Nov.	16/85
amended.....		703/85	Jan.	18/86
amended.....		69/86	Mar.	1/86
amended.....		105/86	Mar.	15/86
amended.....		191/86	Apr.	26/86
amended.....		229/86	May	17/86
amended.....		394/86	July	12/86
amended.....		427/86	Aug.	16/86
amended.....		662/86	Nov.	22/86
amended.....		663/86	Nov.	22/86
amended.....		677/86	Dec.	13/86
amended.....		761/86	Jan.	17/87
amended.....		5/87	Jan.	31/87
amended.....		6/87	Jan.	31/87
amended.....		7/87	Jan.	31/87
amended.....		284/87	June	13/87
amended.....		285/87	June	13/87
amended.....		439/87	Aug.	8/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		541/87	Oct.	10/87
amended.....		664/87	Dec.	19/87
amended.....		665/87	Dec.	19/87
amended.....		666/87	Dec.	19/87
amended.....		6/88	Jan.	30/88
amended.....		76/88	Feb.	20/88
amended.....		109/88	Mar.	12/88
amended.....		110/88	Mar.	12/88
amended.....		129/88	Mar.	19/88
amended.....		146/88	Apr.	2/88
amended.....		280/88	May	21/88
amended.....		300/88	May	28/88
amended.....		329/88	June	4/88
amended.....		339/88	June	11/88
amended.....		349/88	June	18/88
amended.....		363/88	June	25/88
amended.....		477/88	Aug.	13/88
amended.....		479/88	Aug.	13/88
amended.....		565/88	Oct.	1/88
amended.....		733/88	Dec.	31/88
amended.....		328/89	June	17/89
amended.....		420/89	Aug.	5/89
amended.....		466/89	Aug.	19/89
amended.....		550/89	Oct.	21/89
amended.....		567/89	Oct.	28/89
amended.....		673/89	Dec.	30/89
amended.....		26/90	Feb.	10/90
amended.....		186/90	May	5/90
amended.....		334/90	July	7/90
amended.....		617/90	Dec.	15/90
amended.....		654/90	Dec.	29/90
amended.....		3/91	Jan.	26/91
amended.....		61/91	Mar.	16/91
amended.....		73/91	Mar.	23/91
amended.....		131/91	Apr.	13/91
amended.....		172/91	May	4/91
amended.....		222/91	June	8/91
amended.....		295/91	July	6/91
amended.....		497/91	Sept.	14/91
amended.....		498/91	Sept.	14/91
Township of Baldwin.....		*270/74		
revoked.....		602/86	Oct.	25/86
District of Thunder Bay, Geographic townships of Ashmore, Errington, Fulford and McQuesten.....		364/81	June	20/81
amended.....		441/83	July	23/83
amended.....		696/84	Nov.	17/84
amended.....		574/87	Oct.	31/87
amended.....		732/88	Dec.	31/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Geographic townships of Gorham				
and Ware.....		*109/75		
amended.....	288/82	May	15/82	
amended.....	664/82	Oct.	23/82	
amended.....	690/82	Oct.	30/82	
amended.....	796/82	Dec.	18/82	
amended.....	362/83	July	9/83	
amended.....	576/83	Oct.	1/83	
amended.....	6/84	Jan.	21/84	
amended.....	84/84	Feb.	25/84	
amended.....	167/84	Mar.	31/84	
amended.....	228/84	Apr.	28/84	
amended.....	456/84	Aug.	4/84	
amended.....	502/84	Aug.	18/84	
amended.....	541/84	Sept.	8/84	
amended.....	589/84	Sept.	29/84	
amended.....	590/84	Sept.	29/84	
amended.....	607/84	Oct.	6/84	
amended.....	623/84	Oct.	20/84	
amended.....	644/84	Oct.	27/84	
amended.....	645/84	Oct.	27/84	
amended.....	745/84	Dec.	8/84	
amended.....	758/84	Dec.	15/84	
amended.....	759/84	Dec.	15/84	
amended.....	760/84	Dec.	15/84	
amended.....	373/85	July	27/85	
amended.....	443/85	Sept.	21/85	
amended.....	447/85	Sept.	21/85	
amended.....	481/85	Oct.	12/85	
amended.....	530/85	Nov.	9/85	
amended.....	658/85	Jan.	4/86	
amended.....	63/86	Feb.	22/86	
amended.....	64/86	Feb.	22/86	
amended.....	65/86	Feb.	22/86	
(revoked by 413/86)				
Geographic Township of Lyon.....		897/79		
Geographic townships of Pearson				
and Scoble.....		*219/75		
amended.....	442/83	July	23/83	
amended.....	545/83	Sept.	10/83	
amended.....	566/84	Sept.	15/84	
amended.....	35/86	Feb.	15/86	
amended.....	402/86	July	19/86	
amended.....	603/86	Oct.	25/86	
amended.....	714/86	Dec.	27/86	
amended.....	178/87	Apr.	18/87	
amended.....	307/87	June	27/87	
amended.....	622/87	Dec.	5/87	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....	145/88	Apr.	2/88	
amended.....	403/88	July	16/88	
amended.....	488/89	Sept.	9/89	
amended.....	615/90	Dec.	15/90	
Geographic Township of Upsala.....	296/80			
Geographic Township of Upsala.....	64/81	Feb.	28/81	
amended.....	533/81	Aug.	29/81	
Savant Lake Townsite (Registered Part M-56).....	131/80			
District of Timiskaming, Town of Charlton, the Township of Chamberlain and the geographic townships of Boston, Dack, Evanturel, Lebel, Marquis, Marter, McElroy, Otto and Pacaud.....	*671 of R.R.O. 1970			
amended.....	143/81	Mar.	28/81	
amended.....	243/81	May	9/81	
amended.....	355/81	June	13/81	
amended.....	458/81	July	25/81	
amended.....	490/81	Aug.	8/81	
amended.....	527/81	Aug.	22/81	
amended.....	539/81	Aug.	29/81	
amended.....	172/82	Apr.	10/82	
amended.....	208/82	Apr.	24/82	
amended.....	403/82	June	26/82	
amended.....	643/82	Oct.	16/82	
amended.....	645/82	Oct.	16/82	
amended.....	749/82	Nov.	27/82	
amended.....	83/83	Feb.	19/83	
amended.....	486/83	Aug.	20/83	
amended.....	487/83	Aug.	20/83	
amended.....	672/83	Nov.	5/83	
amended.....	329/84	June	9/84	
amended.....	438/84	July	21/84	
amended.....	454/84	Aug.	4/84	
amended.....	455/84	Aug.	4/84	
amended.....	565/84	Sept.	15/84	
amended.....	124/85	Apr.	6/85	
revoked.....	370/85	July	20/85	
Town of Charlton.....	*356/80			
amended.....	673/91	Nov.	23/91	
Geographic Township of Haultain.....	467/80			

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Municipality of Metropolitan Toronto, the Borough of Scarborough (now the City of Scarborough).....		* 20/74		
amended.....		431/85	Sept.	14/85
Regional Municipality of Durham,				
Town of Ajax.....		* 18/74		
revoked.....		523/85	Nov.	2/85
Town of Pickering.....		* 19/74		
amended.....		779/81	Dec.	9/81
amended.....		394/82	June	26/82
amended.....		160/83	Apr.	9/83
amended.....		195/83	Apr.	16/83
amended.....		702/91	Dec.	7/91
Township of Uxbridge (formerly the Township of Scott in the County of Ontario).....		* 634/77		
amended.....		701/91	Dec.	7/91
Town of Whitby.....		* 467/74		
revoked.....		694/88	Dec.	3/88
Regional Municipality of Haldimand-Norfolk, townships of Delhi and Norfolk (formerly in the Township of Middleton).....		* 347/74		
Regional Municipality of Niagara, Township of West Lincoln (revoking Reg.).....		165/81	Apr.	4/81
Regional Municipality of Ottawa-Carleton,				
Township of Cumberland.....		* 323/74		
amended.....		152/81	Apr.	4/81
amended.....		606/84	Oct.	4/84
Township of West Carleton (formerly in the Township of Fitzroy).....	670 of R.R.O. 1970			
Township of West Carleton (formerly in the Township of Fitzroy).....		* 325/74		
revoked.....		720/84	Nov.	24/84
Regional Municipality of Waterloo, City of Cambridge (formerly in the Township of North Dumfries).....		535/79		
revoked.....		13/85	Feb.	2/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Regional Municipality of York,				
Town of Markham.....		*104/72		
amended.....	125/81		Mar.	21/81
amended.....	207/81		Apr.	18/81
amended.....	349/81		June	13/81
amended.....	436/81		July	11/81
amended.....	444/81		July	18/81
amended.....	540/81		Sept.	5/81
amended.....	670/81		Oct.	24/81
amended.....	789/81		Dec.	12/81
amended.....	8/82		Jan.	30/82
amended.....	138/82		Mar.	27/82
amended.....	388/82		June	19/82
amended.....	663/82		Oct.	23/82
amended.....	770/82		Dec.	11/82
amended.....	850/82		Jan.	15/83
amended.....	737/83		Dec.	10/83
amended.....	747/83		Dec.	17/83
amended.....	57/84		Feb.	18/84
amended.....	540/84		Sept.	8/84
amended.....	563/85		Nov.	23/85
amended.....	416/86		Aug.	2/86
amended.....	451/86		Aug.	16/86
amended.....	575/86		Oct.	11/86
amended.....	333/87		June	27/87
amended.....	271/89		June	3/89
amended.....	403/90		Aug.	4/90
amended.....	492/90		Sept.	1/90
amended.....	565/90		Nov.	10/90
Town of Markham.....	269/81		May	16/81
revoked.....	317/82		May	29/82
Town of Richmond Hill.....	268/81		May	16/81
Town of Whitchurch-Stouffville.....		*101/72		
amended.....	369/81		June	20/81
amended.....	182/86		Apr.	19/86
amended.....	294/86		June	7/86
revoked.....	612/87		Dec.	5/87
Rules of Procedure				
- Consent Applications.....	786			
amended.....		467/81	July	25/81
amended.....		28/82	Feb.	13/82
amended.....		439/82	July	10/82
(revoked by 406/83)				
- Minor Variance Applications.....	787			
amended.....		466/81	July	25/81
amended.....		554/82	Aug.	28/82
(revoked by 447/83)				

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Subdivision Control, County of Hastings - Plan No. 38.....	673 of R.R.O. 1970		
District of Algoma - Plan M-51.....		216/72	
District of Algoma - Plan R-812.....		357/80	
District of Cochrane - Plan M-13.....		402/72	
District of Kenora - Plans M-133 and M-134.....		308/79	
amended.....		494/82	Aug. 7/82
District of Manitoulin - Plans 46 and 49.....		711/81	Nov. 7/81
District of Nipissing - Plans M-66, M-251 and M-269.....	668 of R.R.O. 1970		
District of Thunder Bay - Plans 431 and 619.....		362/75	
District of Thunder Bay - Plan M-56.....		343/79	
District of Thunder Bay - Plan M-103.....		221/80	
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under Section 53 of the Planning Act.....		785/82	Dec. 18/82
(revoked by 789/82)			
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under Section 53 of the Planning Act.....		789/82	Dec. 18/82

PLANNING ACT, 1983

Delegation of Authority of Minister under Section 4 of the Planning Act, 1983 - Approvals under Subsection 298(11) of the <u>Municipal Act</u>	55/85	Feb.	16/85
Condominium Plans.....	475/83	Aug.	13/83
amended.....	250/86	May	24/86
amended.....	282/86	May	31/86
amended.....	737/86	Jan.	3/87
Condominium Plans.....	367/85	July	13/85
amended.....	256/86	May	24/86
amended.....	280/86	May	31/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Condominium Plans.....	72/86	Mar.	1/86
amended.....	251/86	May	24/86
amended.....	281/86	May	31/86
Condominium Plans.....	391/89	July	15/89
Condominium Plans.....	517/89	Oct.	14/89
Condominium Plans - Huron County.....	222/89	May	13/89
Consents.....	474/83	Aug.	13/83
amended.....	104/84	Mar.	3/84
amended.....	693/84	Nov.	17/84
amended.....	38/86	Feb.	15/86
amended.....	758/86	Jan.	10/87
amended.....	516/87	Sept.	19/87
amended.....	104/89	Mar.	18/89
amended.....	534/89	Oct.	14/89
General.....	548/85	Nov.	16/85
General - Halton.....	400/88	July	9/88
General - Huron County.....	221/89	May	13/89
General - Waterloo.....	668/88	Nov.	12/88
Official Plans.....	477/83	Aug.	13/83
Official Plans - Halton.....	399/88	July	9/88
Official Plans - Hamilton-Wentworth.....	661/86	Nov.	22/86
Subdivision Plans.....	476/83	Aug.	13/83
Subdivision Plans.....	366/85	July	13/85
Subdivision Plans.....	390/89	July	15/89
Subdivision Plans.....	516/89	Oct.	14/89
Subdivision Plans - Huron County.....	220/89	May	13/89
Notice Requirements - Interim Control By-Laws.....	405/83	July	16/83
Official Plans and Community Improvement Plans.....	402/83	July	16/83

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Removal of Holding Symbol from			
Zoning By-law.....	403/83	July	16/83 (B)
amended.....	453/91	Sept.	7/91
Zoning By-Laws.....	404/83	July	16/83
amended.....	535/84	Sept.	1/84
amended.....	125/88	Mar.	19/88
Planning Board Fees.....	481/83	Aug.	13/83
Rules of Procedure			
- Consent Applications.....	406/83	July	16/83
amended.....	715/86	Dec.	27/86
- Minor Variance Applications.....	447/83	July	30/83
Subdivision Control -			
District of Nipissing -			
Plan M-414.....	261/85	June	8/85
Plan M-418.....	266/85	June	15/85
District of Rainy River.....	447/86	Aug.	16/86
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983.....	425/86	Aug.	16/86
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983.....	399/90	Aug.	4/90
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983 - Condominium Plans - Municipality of Metropolitan Toronto.....	81/90	Mar.	10/90
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983 - Subdivision and Condominium Plans - Regional Municipality of Peel.....	132/91	Apr.	13/91
Withdrawal of Minister's Delegation under Section 4 of the Planning Act, 1983 - Official Plans.....	177/87	Apr.	18/87
Zoning Areas -			
County of Lanark,			
Township of Beckwith.....	393/91	Aug.	3/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
County of Oxford,			
Town of Ingersoll and Township			
of Southwest Oxford.....	498/86	Sept.	13/86
revoked.....	550/87	Oct.	17/87
District of Algoma,			
Geographic townships of Abotossaway,			
Aguonie, Andre, Bird, Bostwick,			
Bruyere, Chenard, Corbiere, Cowie,			
Dambrossio, Dumas, Esquega, Fiddler,			
Finan, Franchere, Groseilliers,			
Huotari, Jacobson, Keating, Killins,			
Knicely, Lalibert, Lastheels, Leclair,			
Legarde, Leguerrier, Levesque,			
Macaskill, Maness, Menzies, Michano,			
Musquash, Nebonaionquet, Pearkes, Riggs,			
St. Germain, St. Julien and Warpula.....	102/89	Mar.	18/89
amended.....	467/89	Aug.	19/89
District of Kenora,			
Geographic Township of Drayton.....	421/85	Sept.	7/85
Geographic Township of Kirkup.....	411/91	Aug.	10/91
Geographic Township of Pellatt.....	62/86	Feb.	22/86
Geographic Township of Pellatt.....	309/90	June	30/90
Geographic Township of Pellatt, Dufresne			
Island.....	219/89	May	13/89
revoked.....	467/91	Sept.	7/91
Geographic Township of Pettypiece.....	247/90	May	26/90
Geographic Township of Pettypiece.....	575/90	Nov.	17/90
Geographic Township of Southworth.....	628/86	Nov.	15/86
Geographic Township of Wainwright.....	734/84	Dec.	1/84
Geographic Township of Wainwright.....	3/86	Jan.	25/86
Part of the Sioux Lookout Planning			
Area.....	25/86	Feb.	8/86
amended.....	614/86	Nov.	1/86
amended.....	119/87	Mar.	21/87
amended.....	198/87	Apr.	25/87
amended.....	442/87	Aug.	15/87
amended.....	575/87	Oct.	31/87
amended.....	41/88	Feb.	13/88
amended.....	42/88	Feb.	13/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		350/88	June	18/88
amended.....		364/88	June	25/88
amended.....		540/88	Sept.	10/88
amended.....		546/88	Sept.	17/88
amended.....		658/88	Nov.	12/88
amended.....		767/88	Jan.	7/89
amended.....		146/89	Apr.	8/89
amended.....		281/89	June	3/89
amended.....		468/89	Aug.	19/89
amended.....		469/89	Aug.	19/89
amended.....		693/89	Dec.	30/89
amended.....		176/90	Apr.	28/90
amended.....		200/90	May	12/90
amended.....		326/90	July	7/90
amended.....		554/90	Oct.	6/90
amended.....		621/90	Dec.	15/90
amended.....		164/91	Apr.	27/91
amended.....		310/91	July	6/91
amended.....		504/91	Sept.	28/91
Part of the Sioux Lookout Planning Area.....		26/86	Feb.	8/86
Part of the Geographic Township of Zealand.....		84/89	Mar.	4/89
Territorial District of Kenora.....		662/83	Oct.	29/83
amended.....		471/84	Aug.	11/84
Territorial District of Kenora.....		663/83	Oct.	29/83
Territorial District of Kenora.....		753/84	Dec.	15/84
Territorial District of Kenora.....		450/85	Sept.	21/85
Territorial District of Kenora.....		377/86	July	12/86
Territorial District of Kenora.....		549/86	Sept.	27/86
amended.....		476/88	Aug.	13/88
Unorganized Parts of the Red Lake and Area Planning Area.....		85/84	Feb.	25/84
amended.....		174/87	Apr.	18/87
amended.....		462/89	Aug.	12/89
amended.....		692/89	Dec.	30/89
amended.....		59/90	Feb.	17/90
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		1/86	Jan.	25/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		561/88	Oct. 1/88
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora..... (Revoked by 113/90)		506/89	Sept. 30/89
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		113/90	Mar. 31/90
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora..... (Revoked by 114/90)		514/89	Oct. 14/89
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		114/90	Mar. 31/90
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		661/91	Nov. 16/91
District of Nipissing, Geographic Township of Phelps.....		774/83	Dec. 31/83
Part of the District of Nipissing.....		580/86	Oct. 18/86
amended.....		75/88	Feb. 20/88
amended.....		154/91	Apr. 27/91
Part of the Districts of Nipissing and Sudbury.....		40/85	Feb. 9/85
amended.....		177/85	May 4/85
amended.....		371/85	July 27/85
amended.....		709/86	Dec. 20/86
amended.....		710/86	Dec. 20/86
amended.....		711/86	Dec. 20/86
amended.....		712/86	Dec. 20/86
amended.....		84/87	Mar. 7/87
amended.....		85/87	Mar. 7/87
amended.....		124/87	Mar. 28/87
amended.....		466/88	Aug. 6/88
amended.....		394/90	Aug. 4/90
amended.....		255/91	June 15/91
amended.....		677/91	Nov. 23/91
Part of the Districts of Nipissing and Sudbury (see under District of Nipissing O. Reg. 40/85)			

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
District of Parry Sound, Part of the Geographic Township of Croft.....		579/87	Nov. 7/87
Part of the Geographic Township of Pringle.....		561/91	Oct. 19/91
Part of the Geographic Township of Spence.....		755/88	Jan. 7/89
District of Rainy River, Geographic Unorganized District of Rainy River, Mining Location E-238 and Location FD101.....		565/91	Oct. 26/91
Territorial District of Rainy River, Geographic Township of Watten.....		38/88	Feb. 13/88
Township of Emo.....		616/88	Oct. 22/88
District of Sudbury, Part of the District of Sudbury.....		22/87	Feb. 7/87
amended.....		7/88	Jan. 30/88
amended.....		88/88	Mar. 5/88
amended.....		89/88	Mar. 5/88
amended.....		221/88	Apr. 30/88
amended.....		478/88	Aug. 13/88
amended.....		407/89	July 22/89
District of Thunder Bay, Geographic Township of Bomby.....		257/84	May 12/84
Geographic Township of Bomby.....		339/84	June 16/84
Geographic Township of Bomby.....		350/84	June 23/84
Geographic Township of Brothers.....		86/84	Feb. 25/84
Geographic Township of Pic.....		688/84	Nov. 17/84
amended.....		413/85	Aug. 31/85
amended.....		430/86	Aug. 16/86
Geographic Township of Upsala.....		606/87	Nov. 28/87
Geographic Township of Upsala.....		103/89	Mar. 18/89
Geographic Township of Upsala.....		405/90	Aug. 4/90
Territorial District of Thunder Bay.....		340/84	June 16/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Territorial District of Thunder Bay.....		697/84	Nov.	17/84
Territorial District of Thunder Bay.....	257/87		May	30/87
amended.....	315/88		June	4/88
amended.....	489/88		Aug.	13/88
revoked.....	184/89		Apr.	22/89
Territorial District of Thunder Bay, City of Thunder Bay.....		384/89	July	15/89
Territorial District of Thunder Bay, Geographic Township of Gorham.....	413/86		Aug.	2/86
amended.....	465/87		Aug.	22/87
amended.....	506/87		Sept.	19/87
amended.....	720/87		Jan.	9/88
amended.....	108/88		Mar.	12/88
amended.....	264/88		May	14/88
amended.....	282/89		June	3/89
amended.....	487/89		Sept.	9/89
amended.....	155/91		Apr.	27/91
Geographic Township of Ware.....	414/86		Aug.	2/86
amended.....	235/87		May	16/87
amended.....	509/87		Sept.	19/87
amended.....	236/88		May	7/88
amended.....	204/89		May	6/89
Part of Pays Plat Bay.....		70/89	Feb.	25/89
Township of Terrace Bay.....	462/88		July	30/88
revoked.....	515/89		Oct.	14/89
Territorial District of Thunder Bay, geographic townships of Bomby, Brothers, Bryant, Cecile, Knowles, Laberge, Lecours and McCron, and Part of the Unorganized Lands lying North of the geographic townships of Bomby, Brothers, Laberge, and lying West of the Geographic Township of Bryant.....	698/85		Jan.	11/86
amended.....	260/87		May	30/87
amended.....	211/91		May	25/91
District of Timiskaming, Geographic Township of Grenfell.....	647/83		Oct.	29/83
Geographic Township of Grenfell.....	679/83		Nov.	12/83
Geographic Township of Otto.....	252/84		May	12/84
Geographic Township of Robillard.....	670/86		Dec.	6/86

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Municipality of Englehart, Township of Evanturel.....		526/87	Sept.	26/87
revoked.....		635/88	Nov.	5/88
Municipality of Metropolitan Toronto, City of Toronto.....		674/89	Dec.	30/89
amended.....		37/91	Mar.	2/91
amended.....		38/91	Mar.	2/91
amended.....		39/91	Mar.	2/91
Municipality of Metropolitan Toronto, City of Toronto.....		226/90	May	19/90
revoked.....		630/90	Dec.	29/90
Regional Municipality of Peel, Town of Caledon.....		58/87	Feb.	21/87
Regional Municipality of Waterloo, City of Cambridge.....		60/86	Feb.	22/86
revoked.....		551/86	Oct.	4/86
PLANT DISEASES ACT				
General.....	788			
amended.....		121/89	Mar.	25/89
POLICE ACT				
Arbitration.....	789			
Equipment.....	790			
amended.....		336/81	June	6/81
amended.....		816/82	Jan.	1/83
amended.....		364/84	June	23/84
amended.....		173/88	Apr.	16/88
General - Discipline.....	791			
amended.....		74/84	Feb.	25/84
amended.....		702/85	Jan.	18/86
Members' Duty to Prepare Informations.....		174/88	Apr.	16/88
Municipal Police Forces.....	792			
Responsibility of Policing.....	793			
amended.....		837/82	Jan.	8/83
amended.....		715/84	Nov.	17/84
amended.....		716/84	Nov.	17/84

POLICE SERVICES ACT, 1990

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Employment Equity Plans.....	153/91	Apr.	27/91
Oaths and Affirmations.....	144/91	Apr.	20/91 (B)
Political Activities of Municipal Police Officers.....	554/91	Oct.	19/91

POWER CORPORATION ACT

Debt Guarantee Fees.....	691/89	Dec.	30/89
amended.....	98/91	Apr.	6/91

Electrical Safety Code..... (revoked by 183/84)	794		
--	-----	--	--

Electrical Safety Code..... (revoked by 10/91)	183/84	Apr.	21/84
---	--------	------	-------

Elliot Lake Region Economic Development Program.....	296/91	July	6/91
---	--------	------	------

Electrical Safety Code.....	10/91	Feb.	9/91
-----------------------------	-------	------	------

Fees..... (revoked by 384/82)	795		
----------------------------------	-----	--	--

Fees..... (revoked by 746/84)	384/82	June	19/82
----------------------------------	--------	------	-------

Fees..... (revoked by 496/88)	746/84	Dec.	8/84
----------------------------------	--------	------	------

Fees..... (revoked by 614/90)	496/88	Aug.	20/88
----------------------------------	--------	------	-------

Fees..... (revoked by 722/91)	614/90	Dec.	15/90
----------------------------------	--------	------	-------

Fees.....	722/91	Dec.	14/91
-----------	--------	------	-------

Pension and Insurance Plan.....	796		
amended.....	442/82	July	10/82
amended.....	173/83	Apr.	9/83
amended.....	530/83	Sept.	3/83
amended.....	768/83	Dec.	24/83
amended.....	802/84	Jan.	5/85
amended.....	432/85	Sept.	14/85
amended.....	141/86	Apr.	5/86
amended.....	339/86	June	28/86

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		59/87	Feb.	21/87
amended.....		91/87	Mar.	7/87
amended.....		346/87	July	4/87
amended.....		510/87	Sept.	19/87
revoked.....		246/90	May	26/90
Water Heaters.....	797			
PREARRANGED FUNERAL SERVICES ACT				
Trust Accounts.....	798			
amended.....		352/84	June	23/84
(revoked by 368/90)				
PREPAID SERVICES ACT, 1988				
General.....		567/88	Oct.	1/88
PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT, 1986				
General.....		690/86	Dec.	13/86
amended.....		748/86	Jan.	3/87
amended.....		54/87	Feb.	21/87
amended.....		184/87	Apr.	18/87
amended.....		272/87	June	6/87
amended.....		353/87	July	4/87
amended.....		355/87	July	4/87
amended.....		357/87	July	4/87
amended.....		514/87	Sept.	19/87
amended.....		662/87	Dec.	19/87
amended.....		8/88	Jan.	30/88
amended.....		257/88	May	14/88
amended.....		260/88	May	14/88
amended.....		262/88	May	14/88
amended.....		398/88	July	9/88
amended.....		678/88	Nov.	19/88
amended.....		743/88	Dec.	31/88
amended.....		745/88	Dec.	31/88
amended.....		269/89	May	27/89
amended.....		332/89	June	17/89
amended.....		419/89	Aug.	5/89
amended.....		556/89	Oct.	21/89
amended.....		635/89	Dec.	2/89
amended.....		636/89	Dec.	2/89
amended.....		683/89	Dec.	30/89
amended.....		685/89	Dec.	30/89
amended.....		241/90	May	26/90
amended.....		320/90	June	30/90
amended.....		322/90	June	30/90
amended.....		589/90	Nov.	24/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		44/91	Mar.	2/91
amended.....		159/91	Apr.	27/91
amended.....		438/91	Aug.	17/91
amended.....		576/91	Oct.	26/91
Notice to Patients.....		691/86	Dec.	13/86 (B)
amended.....		684/91	Nov.	23/91
PRIVATE HOSPITALS ACT				
General.....	799			(B)
amended.....		628/81	Oct.	10/81
amended.....		427/91	Aug.	17/91
PRIVATE INVESTIGATORS AND SECURITY GUARDS ACT				
General.....	800			
PRIVATE VOCATIONAL SCHOOLS ACT				
General.....	801			
amended.....		499/81	Aug.	15/81
amended.....		184/83	Apr.	16/83
amended.....		194/88	Apr.	23/88
amended.....		752/91	Jan.	4/92
PROCEEDINGS AGAINST THE CROWN ACT				
Garnishment.....		723/88	Dec.	24/88
PROFESSIONAL ENGINEERS ACT				
<u>(See now Professional Engineers Act, 1984)</u>				
Consulting Engineers..... (revoked by 538/84)	802			
Designation of Specialists..... (revoked by 538/84)	803			
General..... (revoked by 538/84)	804			
Practice and Procedure for Hearings..... (revoked by 538/84)	805			
PROFESSIONAL ENGINEERS ACT, 1984				
General.....		538/84	Sept.	8/84
amended.....		809/84	Jan.	5/85
amended.....		96/85	Mar.	9/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	157/85	Apr.	20/85
amended.....	57/86	Feb.	22/86
amended.....	420/86	Aug.	2/86
amended.....	421/86	Aug.	2/86
amended.....	88/87	Mar.	7/87
amended.....	365/87	July	11/87
amended.....	179/88	Apr.	16/88
amended.....	71/89	Feb.	25/89
amended.....	72/89	Feb.	25/89
amended.....	73/90	Mar.	3/90
PROVINCIAL COURT (CIVIL DIVISION) PROJECT ACT AND PROVINCIAL COURT (CIVIL DIVISION) ACT			
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
Rules of the Provincial Court (Civil Division).....	806		
amended.....	732/81	Nov.	21/81
amended.....	284/82	May	15/82
amended.....	450/83	July	30/83
amended.....	453/83	July	30/83
amended.....	406/84	July	14/84
amended.....	685/84	Nov.	10/84
(revoked by 797/84)			
PROVINCIAL COURTS ACT			
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
Destruction of Records Made by Court Reporter..... (expired)	60/83	Feb.	12/83
Observation and Detention Homes..... (revoked by 550/85)	807		
Stenographic Reporters..... (expired)	812		
PROVINCIAL LAND TAX ACT			
Exemption..... (revoked by 411/86)	813		
Forms.....	303/83	June	4/83
amended.....	12/84	Jan.	28/84
amended.....	412/86	Aug.	2/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	814			
amended.....		508/83	Aug.	27/83
amended.....		549/83	Sept.	10/83
amended.....		79/85	Mar.	2/85

PROVINCIAL OFFENCES ACT

Approval of Part II By-laws.....		429/87	Aug.	8/87
Approval of Part II By-laws.....		475/87	Aug.	29/87
Approval of Part II By-laws.....		568/87	Oct.	31/87
Approval of Part II By-laws.....		697/87	Jan.	2/88
Approval of Part II By-laws.....		698/87	Jan.	2/88
Approval of Part II By-laws.....		94/88	Mar.	5/88
Approval of Part II By-laws.....		347/88	June	18/88
Approval of Part II By-laws.....		435/88	July	23/88
Approval of Part II By-laws.....		500/88	Aug.	27/88
Approval of Part II By-laws.....		534/88	Sept.	3/88
Approval of Part II By-laws.....		647/88	Nov.	12/88
Approval of Part II By-laws.....		705/88	Dec.	17/88
Approval of Part II By-laws.....		739/88	Dec.	31/88
Approval of Part II By-laws.....		51/89	Feb.	18/89
Approval of Part II By-laws.....		93/89	Mar.	11/89
Approval of Part II By-laws.....		214/89	May	13/89
Approval of Part II By-laws.....		241/89	May	20/89
Costs.....	815			
amended.....		285/82	May	15/82
amended.....		614/85	Dec.	14/85
amended.....		508/87	Sept.	19/87
Extensions of Prescribed Times.....	816			
Fee for Late Payment of Fine.....		173/87	Apr.	18/87

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Fine Option Program.....		142/83	Mar.	26/83
amended.....		500/91	Sept.	14/91
Parking Infractions.....		428/87	Aug.	8/87
amended.....		251/88	May	14/88
amended.....		421/88	July	16/88
amended.....		126/91	Apr.	13/91
amended.....		127/91	Apr.	13/91
Proceedings Commenced by Certificate of Offence.....	817			
amended.....		517/81	Aug.	15/81
amended.....		382/82	June	19/82
amended.....		686/82	Oct.	30/82
amended.....		713/82	Nov.	13/82
amended.....		766/82	Dec.	11/82
amended.....		33/83	Feb.	5/83
amended.....		65/85	Feb.	23/85
amended.....		161/85	Apr.	20/85
amended.....		271/85	June	15/85
amended.....		331/85	July	6/85
amended.....		356/85	July	13/85
amended.....		512/85	Oct.	26/85
amended.....		513/85	Oct.	26/85
amended.....		514/85	Oct.	26/85
amended.....		201/86	Apr.	26/86
amended.....		457/86	Aug.	16/86
amended.....		460/86	Aug.	16/86
amended.....		572/86	Oct.	11/86
amended.....		674/86	Dec.	6/86
amended.....		172/87	Apr.	18/87
amended.....		430/87	Aug.	8/87
amended.....		238/88	May	7/88
amended.....		250/88	May	14/88
amended.....		420/88	July	16/88
amended.....		50/89	Feb.	18/89
amended.....		366/89	July	8/89
amended.....		367/89	July	8/89
amended.....		368/89	July	8/89
amended.....		27/90	Feb.	10/90
amended.....		173/90	Apr.	28/90
amended.....		233/90	May	26/90
amended.....		260/90	June	2/90
amended.....		438/90	Aug.	25/90
amended.....		439/90	Aug.	25/90
amended.....		491/90	Sept.	1/90
amended.....		392/91	Aug.	3/91
amended.....		620/91	Nov.	2/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rules of Practice and Procedure on Appeals in the Court of Appeal under the Provincial Offences Act.....	818		
Rules of Practice and Procedure on Appeals in the District Court and the Provincial Court (Criminal Division) under Section 99 of the Act.....	819		
Rules of Practice and Procedure on Appeals in the Provincial Court (Criminal Division) under Section 118 of the Act.....	820		

PROVINCIAL PARKS ACT

Designation of Parks.....	821		
amended.....	279/81	May	23/81
amended.....	429/82	July	3/82
amended.....	768/82	Dec.	11/82
amended.....	154/83	Apr.	30/83
amended.....	220/83	Apr.	30/83
amended.....	343/83	June	25/83
amended.....	378/83	July	9/83
amended.....	68/84	Feb.	18/84
amended.....	69/84	Feb.	18/84
amended.....	129/84	Mar.	17/84
amended.....	152/84	Mar.	24/84
amended.....	187/84	Apr.	14/84
amended.....	409/84	July	14/84
amended.....	410/84	July	14/84
amended.....	625/84	Oct.	20/84
amended.....	680/84	Nov.	10/84
amended.....	45/85	Feb.	16/85
amended.....	81/85	Mar.	9/85
amended.....	279/85	June	15/85
amended.....	493/85	Oct.	19/85
amended.....	52/86	Feb.	15/86
amended.....	566/86	Oct.	11/86
amended.....	639/87	Dec.	19/87
amended.....	675/87	Dec.	26/87
amended.....	210/89	May	13/89
amended.....	256/89	May	27/89
amended.....	259/89	May	27/89
amended.....	290/89	June	10/89
amended.....	100/90	Mar.	17/90
amended.....	136/91	Apr.	13/91
amended.....	137/91	Apr.	13/91
amended.....	226/91	June	8/91
amended.....	227/91	June	8/91
amended.....	412/91	Aug.	10/91

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	822			
amended.....		251/81	May	16/81
amended.....		188/82	Apr.	10/82
amended.....		191/82	Apr.	10/82
amended.....		569/82	Sept.	4/82
amended.....		612/82	Sept.	25/82
amended.....		211/83	Apr.	23/83
amended.....		344/83	June	25/83
amended.....		644/83	Oct.	29/83
amended.....		128/84	Mar.	17/84
amended.....		188/84	Apr.	14/84
amended.....		546/84	Sept.	3/84
amended.....		702/84	Nov.	17/84
amended.....		783/84	Dec.	29/84
amended.....		47/85	Feb.	16/85
amended.....		147/85	Apr.	20/85
amended.....		282/85	June	15/85
amended.....		492/85	Oct.	19/85
amended.....		534/85	Nov.	9/85
amended.....		9/86	Feb.	1/86
amended.....		51/86	Feb.	15/86
amended.....		338/86	June	28/86
amended.....		400/86	July	19/86
amended.....		424/86	Aug.	16/86
amended.....		167/87	Apr.	18/87
amended.....		500/87	Sept.	12/87
amended.....		640/87	Dec.	19/87
amended.....		87/88	Mar.	5/88
amended.....		196/88	Apr.	23/88
amended.....		150/89	Apr.	15/89
amended.....		212/89	May	13/89
amended.....		257/89	May	27/89
amended.....		291/89	June	10/89
amended.....		65/90	Mar.	3/90
amended.....		128/90	Apr.	7/90
amended.....		298/90	June	23/90
amended.....		32/91	Feb.	23/91
amended.....		135/91	Apr.	13/91
amended.....		383/91	July	20/91
amended.....		462/91	Sept.	7/91
Guides in Quetico Provincial Park.....	823			
Mining in Provincial Parks.....		345/83	June	25/83
amended.....		46/85	Feb.	16/85
amended.....		82/85	Mar.	9/85
amended.....		281/85	June	15/85
Mining - Ojibway Prairie Provincial Nature Reserve.....	824			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
PSYCHOLOGISTS REGISTRATION ACT			
General.....	825		
amended.....		227/81	Apr. 25/81
amended.....		255/83	May 21/83
amended.....		661/84	Nov. 3/84
amended.....		225/85	June 1/85
amended.....		249/87	May 30/87
amended.....		448/87	Aug. 15/87
amended.....		136/88	Mar. 26/88
amended.....		117/89	Mar. 25/89
amended.....		106/91	Apr. 6/91
PUBLIC ACCOUNTANCY ACT			
Licence Fee.....	826		
PUBLIC COMMERCIAL VEHICLES ACT			
Carrying Goods in Bond.....	827		
amended.....		87/86	Mar. 8/86
amended.....		618/86	Nov. 1/86
Conditions of Carriage - Freight Forwarders.....	828		
General Freight Carriers.....	829		
Livestock Carriers.....	830		
Used Household Goods Carriers.....	831		
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		206/81	Apr. 18/81
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		84/82	Mar. 6/82
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		86/83	Feb. 26/83
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		123/84	Mar. 10/84
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences.....		97/85	Mar. 16/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	832			
amended.....		205/81	Apr.	18/81
amended.....		663/81	Oct.	24/81
amended.....		778/81	Dec.	5/81
amended.....		88/86	Mar.	8/86
amended.....		171/86	Apr.	12/86
amended.....		98/88	Mar.	5/88
amended.....		47/89	Feb.	18/89
Intercompany Exemption.....		76/82	Mar.	6/82
amended.....		167/86	Apr.	12/86
Section 10b - Certificates.....		172/86	Apr.	12/86
amended.....		437/86	Aug.	16/86
amended.....		291/87	June	13/87
amended.....		24/89	Feb.	4/89
PUBLIC HEALTH ACT				
(See now <u>Laboratory and Specimen</u>				
<u>Collection Centre Licensing Act</u>				
and see <u>Health Protection and</u>				
<u>Promotion Act, 1983</u>)				
Application of Schedule B to the Public Health Act to Unorganized Townships.....	833			
(expired)				
Camps in Unorganized Territory.....	834			
(revoked by 193/84)				
Capital Grants for Community Health Facilities.....	835			
(revoked by 234/84)				
Communicable Diseases.....	836			
amended.....		219/84	Apr.	28/84
(revoked by 292/84)				
Community Health Services.....	837			
amended.....		131/81	Mar.	28/81
amended.....		781/81	Dec.	5/81
(expired)				
Designation of Communicable Diseases.....	838			
amended.....		210/83	Apr.	23/83
amended.....		496/83	Aug.	20/83
(revoked by 161/84)				
Designation of Human Ailments.....	839			
(expired)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Food Premises..... (revoked by 243/84)	840			
Grants to Boards of Health..... amended..... amended..... (revoked by 382/84)	841	174/82 346/84	Apr. June	10/82 16/84
Health Units - Areas that may be Included in Health Units..... (revoked by 236/84)	842			
Health Units - General..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... (revoked by 235/84)	843	130/81 394/81 747/81 560/82 712/82 587/83 345/84	Mar. June Nov. Aug. Nov. Oct. June	28/81 27/81 28/81 28/82 13/82 1/83 16/84
Indigent Patients..... revoked.....	844	748/81	Nov.	28/81
Laboratories (See now <u>Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act</u>)				
Pasteurization Areas..... (revoked by 243/84)	846			
Pasteurization Plants..... (revoked by 243/84)	847			
Plumbing in Unorganized Territory..... (Expired)	848			
Public Swimming Pools..... amended..... amended..... (revoked by 381/84)	849	669/81 561/82	Oct. Aug.	24/81 28/82
Qualifications of Medical Officers of Health, Public Health Inspectors and Public Health Nurses..... (revoked by 164/84)	850			
Recreational Camps..... (revoked by 242/84)	851			
Sanitary Code for Unorganized Territory..... (Expired)	852			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Slaughterhouses and Meat Processing Plants.....	853			
amended.....		749/81	Nov.	28/81
(revoked by 293/84)				
Specimen Collection Centres (See now <u>Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act</u>)				
X-Ray Safety.....	855			
amended.....		45/84	Feb.	11/84
(superseded) See now O. Reg. 344/84 made under <u>Healing Arts Radiation Protection Act</u>)				
PUBLIC HOSPITALS ACT				
Capital Grants for the Amalgamation of Hospital Services.....	856			
Capital Grants for Ambulance Facilities.....	857			
Capital Grants for Capital Expenditures that will Produce Savings in Operating Costs.....	858			
Capital Grants for Hospital Construction and Renovation.....	859			
amended.....		245/90	May	26/90
Capital Grants for Local Rehabilitation and Crippled Children's Centres.....	860			
Capital Grants for Regional Rehabilitation Hospitals.....	861			
Capital Grants for Teaching Hospitals.....	862			
Classification of Hospitals.....	863			
amended.....		32/83	Feb.	5/83
amended.....		705/83	Nov.	19/83
amended.....		639/84	Oct.	27/84
amended.....		674/84	Nov.	10/84
amended.....		695/84	Nov.	17/84
amended.....		353/85	July	6/85
amended.....		354/85	July	6/85
amended.....		569/85	Nov.	23/85
amended.....		110/87	Mar.	21/87
amended.....		282/87	June	13/87
amended.....		436/87	Aug.	8/87
amended.....		615/88	Oct.	15/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		207/89	May	13/89
amended.....		652/89	Dec.	23/89
amended.....		105/91	Apr.	6/91
amended.....		354/91	July	13/91
amended.....		370/91	July	13/91
Grants to Certain Hospitals for Laboratory Investigations.....	864			
amended.....		580/81	Sept.	12/81
Hospital Management.....	865			
amended.....		77/88	Feb.	27/88
(revoked by 518/88)				
Hospital Management.....		518/88	Sept.	3/88
amended.....		83/89	Mar.	4/89
amended.....		127/89	Apr.	1/89
amended.....		34/90	Feb.	10/90
amended.....		500/90	Sept.	1/90
Oil Conversion Grants.....		229/82	May	1/82
Special Grant - Hawkesbury and District General Hospital.....		43/81	Feb.	21/81
James Bay General Hospital.....		445/83	July	30/83
amended.....		497/85	Oct.	26/85
Management of Biomedical Waste.....		461/86	Aug.	16/86
Public Hospitals in Ontario.....		170/81	Apr.	11/81
Public Hospitals in Ontario.....		184/86	Apr.	19/86

PUBLIC INSTITUTIONS INSPECTION ACT

Fees and Allowances to Panel Members.....	866
---	-----

PUBLIC LANDS ACT

Crown Land Camping Permit.....	208/84	Apr.	28/84
Fees For Certificate and Orders.....	48/90	Feb.	17/90
Land Use Permits.....	867		
Restricted Areas - District of Algoma.....	868		
District of Kenora.....	869		

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
District of Kenora.....	870			
District of Kenora.....		224/90	May	19/90
District of Kenora, Patricia Portion.....	871			
revoked.....		475/91	Sept.	7/91
Districts of Manitoulin and Sudbury.....	872			
revoked.....		844/81	Jan.	2/82
District of Nipissing.....	873			
District of Nipissing.....	874			
revoked.....		53/87	Feb.	21/87
District of Parry Sound.....	875			
District of Rainy River.....	876			
amended.....		474/91	Sept.	7/91
District of Sudbury - Townships of Kapland and Wakami.....	877			
revoked.....		148/89	Apr.	15/89
District of Thunder Bay - Townships of Blackwell, Conacher, Forbes, Goldie, Hagey, Haines, Laurie and the Dawson Road Lots.....	878			
(revoked by 278/87)				
District of Thunder Bay - Townships of Conacher, Hagey and Haines and Unorganized Territory West of Township of Haines.....		278/87	June	6/87
Sale and Lease of Public Lands.....	879			
amended.....		188/83	Apr.	16/83
Work Permits.....		254/89	May	27/89

PUBLIC LIBRARIES ACT

(See now Public Libraries Act, 1984)

Grants for Public Libraries.....	880			
(revoked by 160/81)				
Grants for Public Libraries.....		160/81	Apr.	4/81
(revoked by 290/82)				
Grants for Public Libraries.....		290/82	May	15/82
amended.....		354/82	June	12/82
amended.....		470/83	Aug.	6/83
amended.....		617/84	Oct.	20/84
(revoked by 100/85)				

TABLE DES RÈGLEMENTS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
PUBLIC LIBRARIES ACT, 1984			
Grants for Public Libraries.....		100/85	Mar. 16/85
PUBLIC SECTOR PRICES AND COMPENSATION REVIEW ACT, 1983			
General.....		131/84	Mar. 17/84
PUBLIC SERVICE ACT			
General.....	881		
amended.....		77/81	Mar. 7/81
amended.....		162/81	Apr. 4/81
amended.....		26/82	Feb. 13/82
amended.....		328/82	June 5/82
amended.....		96/83	Mar. 5/83
amended.....		260/83	May 21/83
amended.....		286/83	May 28/83
amended.....		38/84	Feb. 11/84
amended.....		431/84	July 21/84
amended.....		686/84	Nov. 17/84
amended.....		88/85	Mar. 9/85
amended.....		246/85	June 8/85
amended.....		337/85	July 6/85
amended.....		24/86	Feb. 8/86
amended.....		533/86	Sept. 20/86
amended.....		36/87	Feb. 14/87
amended.....		154/87	Apr. 11/87
amended.....		304/87	June 20/87
amended.....		523/87	Sept. 19/87
amended.....		667/87	Dec. 19/87
amended.....		610/88	Oct. 15/88
amended.....		129/89	Apr. 1/89
amended.....		650/89	Dec. 16/89
amended.....		41/90	Feb. 10/90
amended.....		125/90	Apr. 7/90
amended.....		288/90	June 23/90
amended.....		411/90	Aug. 11/90
amended.....		686/90	Jan. 5/91
amended.....		181/91	May 11/91
amended.....		442/91	Aug. 17/91
PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT			
Designation - Re Subection 29(2) of the Act.....		490/88	Aug. 13/88
Designations under Section 31 of the Act.....	882		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Designations - General.....	883			
amended.....		502/83	Aug.	27/83
amended.....		247/85	June	8/85
amended.....		308/85	June	22/85
amended.....		56/86	Feb.	22/86
amended.....		340/86	June	28/86
Low Pensions.....		203/87	May	2/87
Salary.....		248/85	June	8/85
Supplementary Benefit - Deputy Ministers				
Service.....		59/85	Feb.	16/85
revoked.....		727/86	Dec.	27/86
Supplementary Benefit - Ontario Provincial Police Force Early Retirement.....		38/85	Feb.	9/85
Supplementary Benefit for Retiring Employees.....		223/87	May	9/87
PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT ACT				
Intersections in Unorganized Territory.....	884			
Permits.....	885			
Use of Rest, Service or Other Areas.....	886			
PUBLIC TRUSTEE ACT				
General.....	887			
amended.....		827/81	Dec.	26/81
amended.....		48/82	Feb.	20/82
amended.....		256/83	May	21/83
amended.....		375/83	July	9/83
amended.....		620/83	Oct.	15/83
amended.....		244/84	May	5/84
amended.....		683/84	Nov.	10/84
amended.....		95/85	Mar.	9/85
amended.....		101/85	Mar.	16/85
amended.....		600/85	Dec.	14/85
amended.....		369/86	July	12/86
amended.....		293/87	June	13/87
amended.....		178/88	Apr.	16/88
amended.....		533/88	Sept.	3/88
amended.....		550/88	Sept.	17/88
amended.....		662/88	Nov.	12/88
amended.....		325/89	June	17/89
amended.....		396/89	July	15/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		149/90	Apr. 14/90
amended.....		150/90	Apr. 14/90
amended.....		340/90	July 7/90
amended.....		264/91	June 22/91

PUBLIC VEHICLES ACT

General.....	888		
amended.....		65/81	Feb. 28/81
amended.....		399/81	July 4/81
amended.....		662/81	Oct. 24/81
amended.....		398/82	June 26/82
amended.....		379/84	June 30/84
amended.....		397/86	July 12/86
amended.....		652/87	Dec. 19/87

R

RACE TRACKS TAX ACT

Rate of Tax.....	889		
amended.....		180/81	Apr. 11/81
amended.....		548/81	Sept. 5/81
amended.....		40/82	Feb. 13/82
amended.....		507/83	Aug. 27/83

RACE TRACKS TAX ACT, 1988

Forms.....		731/88	Dec. 31/88
amended.....		645/89	Dec. 16/89
amended.....		647/91	Nov. 16/91
General.....		14/89	Feb. 4/89
amended.....		321/91	July 13/91
amended.....		717/91	Dec. 14/91

RADIOLOGICAL TECHNICIANS ACT

General.....	890		
amended.....		479/82	July 31/82
amended.....		818/84	Jan. 19/85
amended.....		510/85	Oct. 26/85
amended.....		76/86	Mar. 8/86
amended.....		202/86	Apr. 26/86
amended.....		416/88	July 16/88
amended.....		427/89	Aug. 5/89
amended.....		738/91	Jan. 4/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
REAL ESTATE AND BUSINESS BROKERS ACT			
General.....	891		
amended.....		705/81	Nov. 7/81
amended.....		23/82	Feb. 6/82
amended.....		618/83	Oct. 15/83
amended.....		87/84	Mar. 3/84
amended.....		198/84	Apr. 14/84
amended.....		274/86	May 24/86
amended.....		402/88	July 16/88
amended.....		552/88	Sept. 17/88
amended.....		719/88	Dec. 17/88
amended.....		19/91	Feb. 16/91
amended.....		694/91	Nov. 30/91
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDGMENTS ACT			
Application of Act.....	892		
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ACT (See now <u>Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, 1982</u>)			
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ACT, 1982			
Reciprocating States.....	893		
amended.....		212/81	Apr. 25/81
amended.....		245/84	May 5/84
amended.....		592/89	Nov. 4/89
amended.....		147/90	Apr. 14/90
amended.....		174/91	May 4/91
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM ACT			
City of Oshawa - Representation on Regional Council.....		409/85	Aug. 24/85
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		606/82	Sept. 25/82
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		209/83	Apr. 23/83
Town of Ajax - Representation on Regional Council.....		644/87	Dec. 19/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALDIMAND-NORFOLK ACT			
Equalization of Assessments made under Section 82 of The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act..... (revoked by 276/91)		435/87	Aug. 8/87
Equalization of Assessments under subsection 82(1) of the Act.....		276/91	June 29/91
REGIONAL MUNICIPALITY OF HAMILTON-WENTWORTH ACT			
Alteration of Status - Township of Flamborough.....		814/84	Jan. 5/85
Order of the Minister..... (this Reg. amends O.Reg. 148/78 see Schedule to R.R.O., 1980)		353/83	June 25/83
Order - Town of Stoney Creek.....		781/83	Dec. 31/83
REGIONAL MUNICIPALITY OF OTTAWA-CARLETON ACT			
City of Gloucester - Representation on Regional Council..... (revoked by 275/91)		475/85	Oct. 5/85
Method of Selecting Regional Representatives - City of Gloucester.....		275/91	June 22/91
REGIONAL MUNICIPALITY OF SUDBURY ACT			
Equalization of Assessments made under Section 74 of The Regional Municipality of Sudbury Act..... (revoked by 488/90)		376/86	July 12/86
Equalization of Assessments under Subsection 74(1) of the Act.....		488/90	Sept. 1/90
Order of the Minister-Rates of Taxation.....		392/82	June 26/82
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		607/82	Sept. 25/82
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		501/83	Aug. 27/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		445/84	July 28/84
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		265/85	June 8/85
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		357/85	July 13/85
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT			
City of Cambridge - Representation on Regional Council.....		276/85	June 15/85
City of Waterloo - Representation on Regional Council.....		540/90	Sept. 22/90
Equalization of Assessments Made Under Section 121 of The Regional Municipality of Waterloo Act.....		407/88	July 16/88
Township of Woolwich - Representation on Regional Council.....		343/85	July 6/85
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT			
Town of Vaughan - Alteration of Status.....		444/90	Aug. 25/90
amended.....		560/91	Oct. 19/91
Township of Georgina - Alteration of Status.....		252/86	May 24/86
REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT			
Composition and Election of Council.....		447/84	July 28/84
Exemption..... (revoked by 636/82)		636/81	Oct. 17/81
Exemptions.....		636/82	Oct. 9/82
General.....		637/81	Oct. 17/81
amended.....		624/82	Oct. 9/82
amended.....		447/84	July 28/84
amended.....		698/84	Nov. 17/84
REGISTRY ACT			
Canada Lands.....	894		
amended.....		168/83	Apr. 9/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Certification Areas.....		825/81	Dec.	26/81
Fees.....	895			
amended.....		807/81	Dec.	19/81
amended.....		323/83	June	11/83
amended.....		136/84	Mar.	17/84
amended.....		235/85	June	1/85
amended.....		266/86	May	24/86
amended.....		656/87	Dec.	19/87
amended.....		497/89	Sept.	23/89
amended.....		266/90	June	9/90
amended.....		325/91	July	13/91
Forms and Records.....	896			
amended.....		512/81	Aug.	15/81
amended.....		584/81	Sept.	12/81
amended.....		638/81	Oct.	17/81
amended.....		324/82	May	29/82
amended.....		351/82	June	12/82
amended.....		171/83	Apr.	9/83
amended.....		279/83	May	21/83
amended.....		559/83	Sept.	17/83
amended.....		787/83	Jan.	7/84
amended.....		285/84	May	19/84
amended.....		552/84	Sept.	8/84
amended.....		578/84	Sept.	29/84
amended.....		135/85	Apr.	20/85
amended.....		236/85	June	1/85
amended.....		240/85	June	1/85
amended.....		453/85	Sept.	28/85
amended.....		213/86	May	3/86
amended.....		226/86	May	10/86
amended.....		81/87	Feb.	28/87
amended.....		82/87	Feb.	28/87
amended.....		361/87	July	4/87
amended.....		524/87	Sept.	19/87
amended.....		586/87	Nov.	14/87
amended.....		668/87	Dec.	26/87
amended.....		374/88	July	2/88
amended.....		74/89	Feb.	25/89
amended.....		401/89	July	22/89
Hours..... (expired)		147/87	Apr.	11/87
Hours..... (expired)		268/87	June	6/87
Hours..... (expired)		554/87	Oct.	17/87
Hours.....		244/88	May	7/88

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Hours.....		107/89	Mar.	18/89
Hours.....		135/90	Apr.	14/90
Office Hours..... (expired)		692/88	Dec.	3/88
Office Hours..... (expired)		69/89	Feb.	25/89
Office Hours..... (expired)		14/90	Feb.	3/90
Office Hours..... (expired)		286/90	June	23/90
Office Hours..... (expired)		217/91	June	8/91
Office Hours..... (expired)		242/91	June	15/91
Office Hours..... (expired)		463/91	Sept.	7/91
Office Hours..... (expired)		628/91	Nov.	9/91
Office Hours..... (expired)		745/91	Jan.	4/92
Registry Divisions..... (revoked by 551/81)	897			
Registry Divisions.....		551/81	Sept.	5/81
amended.....		167/83	Apr.	9/83
amended.....		448/84	July	28/84
amended.....		152/85	Apr.	20/85
amended.....		153/85	Apr.	20/85
amended.....		538/85	Nov.	9/85
amended.....		162/86	Apr.	12/86
amended.....		65/88	Feb.	20/88
amended.....		543/89	Oct.	21/89
amended.....		238/91	June	15/91
amended.....		452/91	Sept.	7/91
amended.....		532/91	Oct.	12/91
amended.....		562/91	Oct.	19/91
amended.....		633/91	Nov.	9/91
amended.....		728/91	Dec.	14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Surveys, Plans and Descriptions of Land.....	898			
amended.....		552/81	Sept.	5/81
amended.....		169/83	Apr.	9/83
amended.....		577/84	Sept.	29/84
amended.....		34/85	Feb.	9/85
amended.....		638/85	Dec.	21/85
amended.....		190/87	Apr.	18/87
amended.....		447/90	Aug.	25/90
amended.....		178/91	May	11/91
Transfer of Functions.....		414/87	Aug.	1/87
REGULATIONS ACT				
General.....	899			
amended.....		592/83	Oct.	15/83
RENTAL HOUSING PROTECTION ACT, 1986				
General.....		434/86	Aug.	16/86
amended.....		570/86	Oct.	11/86
amended.....		594/86	Oct.	18/86
amended.....		605/86	Oct.	25/86
amended.....		672/86	Dec.	6/86
amended.....		29/87	Feb.	7/87
amended.....		116/87	Mar.	21/87
amended.....		130/87	Mar.	28/87
amended.....		220/87	May	9/87
amended.....		378/87	July	11/87
amended.....		487/87	Sept.	12/87
amended.....		634/87	Dec.	12/87
amended.....		635/87	Dec.	12/87
amended.....		700/87	Jan.	2/88
amended.....		274/88	May	21/88
(revoked by 586/89)				
RENTAL HOUSING PROTECTION ACT, 1989				
Application.....		414/89	July	29/89
(revoked by 586/89)				
General.....		586/89	Oct.	28/89
amended.....		684/90	Jan.	5/91
amended.....		763/91	Jan.	11/92
REPAIR AND STORAGE LIENS ACT, 1989				
Fees.....		504/89	Sept.	30/89
amended.....		444/91	Aug.	24/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Forms.....		459/89	Aug.	12/89
amended.....		590/89	Nov.	4/89
General.....		373/89	July	8/89
RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986				
General.....		749/86	Jan.	3/87
amended.....		9/87	Jan.	31/87
amended.....		143/87	Apr.	4/87
amended.....		211/87	May	9/87
amended.....		233/87	May	16/87
amended.....		305/87	June	27/87
amended.....		306/87	June	27/87
amended.....		336/87	June	27/87
amended.....		359/87	July	4/87
amended.....		476/87	Aug.	29/87
amended.....		481/87	Aug.	29/87
amended.....		682/87	Dec.	26/87
amended.....		133/88	Mar.	26/88
amended.....		343/88	June	18/88
amended.....		507/88	Aug.	27/88
amended.....		101/89	Mar.	18/89
amended.....		479/89	Aug.	26/89
amended.....		189/90	May	12/90
amended.....		384/90	July	28/90
amended.....		182/91	May	11/91
amended.....		451/91	Aug.	31/91
Regions.....		4/87	Jan.	31/87 (B)
amended.....		215/87	May	9/87
amended.....		507/91	Sept.	28/91
Rent Determination.....		93/87	Mar.	14/87
amended.....		142/87	Apr.	4/87
amended.....		210/87	May	9/87
(revoked by 440/87)				
Rent Determination.....		440/87	Aug.	8/87
amended.....		459/87	Aug.	15/87
amended.....		496/87	Sept.	12/87
amended.....		498/87	Sept.	12/87
amended.....		518/87	Sept.	19/87
amended.....		450/88	July	30/88
amended.....		451/88	July	30/88
amended.....		494/88	Aug.	20/88
amended.....		589/88	Oct.	8/88
amended.....		587/89	Oct.	28/89
amended.....		190/90	May	12/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rent Determination under Part VI-A of the Act.....		183/91	May 11/91
amended.....		343/91	July 13/91
Rent Registry.....		10/87	Jan. 31/87
amended.....		234/87	May 16/87
amended.....		480/87	Aug. 29/87
amended.....		497/87	Sept. 12/87
amended.....		517/87	Sept. 19/87
amended.....		449/88	July 30/88
amended.....		588/89	Oct. 28/89
amended.....		534/90	Sept. 22/90
amended.....		548/91	Oct. 19/91
Rental Housing Maintenance Standards.....		768/88	Jan. 14/89
amended.....		579/90	Nov. 17/90
amended.....		655/91	Nov. 16/91
amended.....		751/91	Jan. 4/92
Rules under Sections 61, 62 and 63 of the Act for Applications and Justifications.....		535/90	Sept. 22/90
Suite Hotel.....		184/88	Apr. 23/88
RESIDENTIAL TENANCIES ACT			
Exemption.....	900		
revoked.....		691/84	Nov. 17/84
Fees and Forms.....	901		
amended.....		824/81	Dec. 26/81
amended.....		153/83	Apr. 2/83
Regions.....	902		
RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT			
Time Limitation.....		730/91	Dec. 21/91
Tourism Criteria.....		711/91	Dec. 14/91
RETAIL SALES TAX ACT			
Definitions.....		52/81	Feb. 21/81
Definitions by Minister (now Definitions by Minister, Exemptions, Forms and Rebates).....	903		
amended.....		53/81	Feb. 21/81
amended.....		111/81	Mar. 14/81
amended.....		141/81	Mar. 28/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		606/81	Sept.	26/81
amended.....		837/81	Jan.	2/82
amended.....		868/81	Jan.	19/82
amended.....		55/82	Feb.	20/82
amended.....		273/82	May	8/82
amended.....		303/82	May	22/82
amended.....		590/82	Sept.	18/82
amended.....		737/82	Nov.	20/82
amended.....		821/82	Jan.	1/83
amended.....		126/83	Mar.	26/83
amended.....		238/83	May	14/83
amended.....		568/83	Sept.	24/83
amended.....		7/84	Jan.	21/84
amended.....		165/84	Mar.	31/84
amended.....		222/84	Apr.	28/84
amended.....		604/84	Oct.	6/84
amended.....		723/84	Nov.	24/84
amended.....		186/85	May	11/85
amended.....		543/86	Sept.	20/86
amended.....		32/87	Feb.	14/87
amended.....		396/87	July	18/87
amended.....		690/88	Dec.	3/88
amended.....		109/89	Mar.	18/89
amended.....		508/89	Sept.	30/89
amended.....		646/89	Dec.	16/89
amended.....		168/90	Apr.	21/90
amended.....		178/90	Apr.	28/90
amended.....		179/90	Apr.	28/90
amended.....		592/90	Dec.	1/90
amended.....		35/91	Feb.	23/91
amended.....		176/91	May	11/91
amended.....		288/91	June	29/91
amended.....		420/91	Aug.	17/91
amended.....		648/91	Nov.	16/91
amended.....		789/91	Jan.	18/92
Extension of Delivery Date for Furniture..... (expired)		382/81	June	20/81
General.....	904			
amended.....		91/81	Mar.	14/81
amended.....		92/81	Mar.	14/81
amended.....		140/81	Mar.	28/81
amended.....		178/81	Apr.	11/81
amended.....		381/81	June	20/81
amended.....		476/81	Aug.	1/81
amended.....		586/81	Sept.	12/81
amended.....		619/81	Oct.	10/81
amended.....		718/81	Nov.	14/81
amended.....		813/81	Dec.	19/81
amended.....		41/82	Feb.	13/82
amended.....		167/82	Apr.	3/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		168/82	Apr.	3/82
amended.....		232/82	May	1/82
amended.....		244/82	May	1/82
amended.....		249/82	May	1/82
amended.....		342/82	June	12/82
amended.....		634/82	Oct.	9/82
amended.....		731/82	Nov.	20/82
amended.....		334/83	June	18/83
amended.....		503/83	Aug.	27/83
amended.....		619/83	Oct.	15/83
amended.....		8/84	Jan.	21/84
amended.....		265/84	May	12/84
amended.....		591/84	Sept.	29/84
amended.....		714/84	Nov.	17/84
amended.....		311/85	June	22/85
amended.....		232/86	May	17/86
amended.....		449/86	Aug.	16/86
amended.....		655/86	Nov.	22/86
amended.....		128/87	Mar.	28/87
amended.....		276/87	June	6/87
amended.....		403/87	July	25/87
amended.....		438/87	Aug.	8/87
amended.....		504/87	Sept.	12/87
amended.....		631/87	Dec.	12/87
amended.....		2/88	Jan.	23/88
amended.....		639/88	Nov.	5/88
amended.....		766/88	Jan.	7/89
amended.....		126/89	Mar.	25/89
amended.....		62/90	Feb.	17/90
amended.....		225/90	May	19/90
amended.....		528/90	Sept.	22/90
amended.....		643/90	Dec.	29/90
amended.....		150/91	Apr.	27/91
amended.....		300/91	July	6/91
amended.....		718/91	Dec.	14/91
Rebate for Eligible 1981 Motor Vehicles.....		755/81	Nov.	28/81
Tax Rebate for New Light Trucks or Vans.....		177/81	Apr.	11/81
(this Reg. amends O.Reg. 1010/80				
see Schedule to R.R.O. 1980)				

RIDING HORSE ESTABLISHMENTS ACT

General..... 905

S

ST. CLAIR PARKWAY COMMISSION ACT

General..... 906

amended..... 149/81 Apr. 4/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		383/83	July 9/83
amended.....		259/84	May 12/84
amended.....		215/85	June 1/85
amended.....		151/86	Apr. 12/86
amended.....		261/87	May 30/87
amended.....		168/88	Apr. 16/88
amended.....		140/89	Apr. 1/89
amended.....		196/90	May 12/90
amended.....		205/91	May 18/91

ST. LAWRENCE PARKS COMMISSION ACT

Controlled Access Highways.....	907		
Highway Vested in the Commission.....	908		
Parks.....	909		
amended.....		31/81	Feb. 14/81
amended.....		3/82	Jan. 23/82
amended.....		130/82	Mar. 20/82
amended.....		225/83	Apr. 30/83
amended.....		260/84	May 12/84
amended.....		212/85	June 1/85
amended.....		198/86	Apr. 26/86
amended.....		426/86	Aug. 16/86
amended.....		263/87	May 30/87
amended.....		180/88	Apr. 16/88
amended.....		139/89	Apr. 1/89
amended.....		238/90	May 26/90
amended.....		206/91	May 18/91

SARNIA-LAMBTON ACT, 1989

Clearwater (Town of), Township of Moore Boundary.....	697/90	Jan.	12/91
Forest (Town of), Townships of Bosanquet, Plympton and Warwick Boundary.....	774/91	Jan.	11/92
Plympton (Township of), Village of Wyoming Boundary.....	773/91	Jan.	11/92
Protection of Employees.....	698/90	Jan.	12/91
Transfer of Assets and Liabilities.....	389/90	July	28/90
Urban Services.....	665/90	Jan.	5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
SECURITIES ACT			
General.....	910		
amended.....		84/81	Mar. 14/81
amended.....		224/81	Apr. 25/81
amended.....		238/81	May 2/81
amended.....		637/82	Oct. 9/82
amended.....		649/82	Oct. 16/82
amended.....		808/82	Dec. 25/82
amended.....		180/83	Apr. 16/83
amended.....		205/84	Apr. 14/84
amended.....		286/84	May 19/84
amended.....		420/85	Sept. 7/85
amended.....		686/85	Jan. 4/86
amended.....		687/85	Jan. 4/86
amended.....		214/86	May 3/86
amended.....		383/86	July 12/86
amended.....		19/87	Feb. 7/87
amended.....		345/87	July 4/87
amended.....		374/87	July 11/87
amended.....		82/88	Feb. 27/88
amended.....		448/88	July 30/88
SEED POTATOES ACT			
General.....	911		
SHEEP AND WOOL MARKETING ACT, 1981			
Licence Fees.....		146/82	Mar. 27/82
amended.....		68/83	Feb. 12/83
amended.....		515/83	Aug. 27/83
revoked.....		559/85	Nov. 16/85
SHORELINE PROPERTY ASSISTANCE ACT			
General.....	912		
amended.....		276/81	May 23/81
amended.....		213/82	Apr. 24/82
amended.....		445/85	Sept. 21/85
amended.....		590/86	Oct. 18/86
SMALL BUSINESS DEVELOPMENT CORPORATIONS ACT			
Additional Material to be Furnished with Grant Applications.....		24/84	Feb. 4/84
Delegation of Powers.....	913		
amended.....		164/83	Apr. 9/83
amended.....		297/86	June 7/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		158/87	Apr.	11/87
amended.....		470/87	Aug.	29/87
revoked.....		247/91	June	15/91
Forms.....	914			
amended.....		392/83	July	9/83
amended.....		157/84	Mar.	24/84
amended.....		528/86	Sept.	20/86
amended.....		7/90	Feb.	3/90
General.....	915			
amended.....		587/81	Sept.	12/81
amended.....		42/82	Feb.	13/82
amended.....		300/83	June	4/83
amended.....		506/83	Aug.	27/83
amended.....		25/84	Feb.	4/84
amended.....		632/84	Oct.	20/84
amended.....		410/86	Aug.	2/86
amended.....		620/86	Nov.	8/86
amended.....		216/87	May	9/87
amended.....		632/87	Dec.	12/87
amended.....		297/91	July	6/91
Terms and Conditions Relating to Beneficial Ownership of Equity Shares.....		299/83	June	4/83
SMALL CLAIMS COURTS ACT				
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)				
Courts.....	916			
amended.....		373/83	July	9/83
amended.....		374/83	July	9/83
amended.....		127/84	Mar.	17/84
amended.....		150/84	Mar.	24/84
(revoked by 159/85)				
Rules of Procedure.....	917			
amended.....		540/82	Aug.	21/82
amended.....		452/83	July	30/83
amended.....		392/84	July	7/84
(revoked by 797/84)				
Small Claims Courts Judges.....	918			
amended.....		112/81	Mar.	14/81
amended.....		425/81	July	11/81
amended.....		178/82	Apr.	10/82
amended.....		575/82	Sept.	11/82
revoked.....		370/83	July	9/83
Tariff of Fees.....	919			
amended.....		731/81	Nov.	21/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		286/82	May 15/82
amended.....		451/83	July 30/83
amended.....		407/84	July 14/84
amended.....		684/84	Nov. 10/84
(revoked by 797/84)			
STOCK YARDS ACT			
Management.....	920		
SUCCESSION DUTY ACT			
General.....		43/82	Feb. 13/82
amended.....		250/82	May 1/82
amended.....		505/83	Aug. 27/83
amended.....		700/88	Dec. 10/88
(these Regs. amend Reg. 804 of R.R.O.1970 - See Schedule to R.R.O.1980)			
SUCCESSION DUTY ACT SUPPLEMENTARY PROVISIONS ACT, 1980			
Delegation of Authority.....		816/80	
amended.....		701/88	Dec. 10/88
SUPERANNUATION ADJUSTMENT BENEFITS ACT			
Designation and Review Committee - Caucus Employees Retirement Plan.....	921		
Public Service Superannuation Fund.....	922		
Retirement Pension Plan of Ryerson Polytechnical Institute.....	923		
Teachers' Superannuation Fund.....	924		
SURROGATE COURTS ACT (See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
SURVEYORS ACT			
General.....	926		
(revoked by 726/88)			
SURVEYORS ACT, 1987			
Certificates of Registration.....		434/89	Aug. 5/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....		726/88	Dec.	24/88
SURVEYS ACT				
Monuments..... (revoked by 221/81)	927			
Monuments.....		221/81	Apr.	25/81
amended.....		566/81	Sept.	12/81
amended.....		767/82	Dec.	11/82
amended.....		396/84	July	7/84
amended..... (revoked by 525/91)		96/87	Mar.	14/87
Monuments.....		525/91	Oct.	5/91
Ontario Co-ordinate System.....	929			
Survey Methods.....	928			
T				
TEACHERS' SUPERANNUATION ACT				
(See now <u>Teachers' Superannuation Act, 1983</u>)				
General.....	930			
amended.....		557/81	Sept.	5/81
amended.....		690/81	Nov.	7/81
amended.....		101/83	Mar.	5/83
amended.....		533/83	Sept.	3/83
amended..... (revoked by 423/84)		788/83	Jan.	7/84
TEACHERS' SUPERANNUATION ACT, 1983				
General.....		423/84	July	14/84
amended.....		568/84	Sept.	15/84
amended.....		776/84	Dec.	22/84
amended.....		430/85	Sept.	14/85
amended.....		540/85	Nov.	9/85
amended.....		695/85	Jan.	11/86
amended.....		197/86	Apr.	26/86
amended.....		279/86	May	31/86
amended.....		322/86	June	21/86
amended.....		464/86	Aug.	23/86
amended.....		112/87	Mar.	21/87
amended.....		155/87	Apr.	11/87
amended.....		517/88	Sept.	3/88
amended.....		489/89	Sept.	9/89
amended.....		490/89	Sept.	9/89
amended.....		594/89	Nov.	11/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Low Pensions.....		156/87	Apr. 11/87
TECHNOLOGY CENTRES ACT, 1982			
Ontario Centre for Advanced Manufacturing.....	773/82	Dec.	11/82
amended.....	151/88	Apr.	9/88
amended.....	764/88	Jan.	7/89
Ontario Centre for Automotive Parts Technology.....	810/82	Dec.	25/82
amended.....	149/88	Apr.	9/88
amended.....	761/88	Jan.	7/89
Ontario Centre for Farm Machinery and Food Processing Technology.....	848/82	Jan.	15/83
amended.....	150/88	Apr.	9/88
amended.....	762/88	Jan.	7/89
Ontario Centre for Microelectronics.....	618/82	Oct.	2/82
amended.....	147/88	Apr.	9/88
amended.....	763/88	Jan.	7/89
Ontario Centre for Resource Machinery..... (revoked by 685/83)	774/82	Dec.	11/82
Ontario Centre for Resource Machinery Technology.....	685/83	Nov.	12/83
amended.....	148/88	Apr.	9/88
amended.....	765/88	Jan.	7/89
amended.....	625/89	Nov.	25/89
THEATRES ACT			
General.....	931		
amended.....	138/81	Mar.	28/81
amended.....	438/81	July	11/81
amended.....	600/81	Sept.	19/81
amended.....	29/82	Feb.	18/82
amended.....	538/83	Sept.	10/83
amended.....	56/85	Feb.	16/85
amended.....	61/85	Feb.	23/85
amended.....	679/85	Jan.	4/86
(revoked by 487/88)			
General.....	487/88	Aug.	13/88
amended.....	696/91	Nov.	30/91

TILE DRAINAGE ACT

General.....	932
--------------	-----

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
TOBACCO TAX ACT				
Forms.....	933			
amended.....		272/82	May	8/82
amended.....		384/83	July	9/83
amended.....		605/84	Oct.	6/84
amended.....		544/86	Sept.	20/86
amended.....		474/88	Aug.	6/88
amended.....		647/89	Dec.	16/89
amended.....		8/90	Feb.	3/90
amended.....		649/91	Nov.	16/91
General.....	934			
amended.....		44/82	Feb.	13/82
amended.....		251/82	May	1/82
amended.....		504/83	Aug.	27/83
amended.....		605/83	Oct.	15/83
amended.....		743/84	Dec.	8/84
amended.....		117/85	Mar.	23/85
amended.....		309/85	June	22/85
amended.....		526/85	Nov.	2/85
amended.....		134/86	Apr.	5/86
amended.....		300/86	June	7/86
amended.....		539/86	Sept.	20/86
amended.....		540/86	Sept.	20/86
amended.....		63/87	Feb.	21/87
amended.....		245/87	May	23/87
amended.....		311/88	May	28/88
amended.....		361/88	June	25/88
amended.....		475/88	Aug.	6/88
amended.....		538/88	Sept.	10/88
amended.....		638/88	Nov.	5/88
amended.....		669/88	Nov.	19/88
amended.....		691/88	Dec.	3/88
amended.....		12/89	Feb.	4/89
amended.....		574/89	Oct.	28/89
amended.....		696/89	Dec.	30/89
amended.....		303/91	July	6/91
amended.....		388/91	July	20/91
Refunds.....		606/83	Oct.	15/83
amended.....		502/88	Aug.	27/88
Taxable Prices and Tax Payable on				
Cigarettes and Other Tobacco Products.....		439/81	July	11/81
amended.....		629/81	Oct.	10/81
amended.....		870/81	Jan.	19/82
amended.....		185/82	Apr.	10/82
amended.....		447/82	July	17/82
amended.....		640/82	Oct.	16/82
amended.....		841/82	Jan.	8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		185/83	Apr. 16/83
amended.....		410/83	July 16/83
amended.....		633/83	Oct. 15/83
amended.....		807/83	Jan. 14/84
amended.....		182/84	Apr. 14/84
amended.....		416/84	July 14/84
revoked.....		298/86	June 7/86

TORONTO AREA TRANSIT OPERATING AUTHORITY ACT

General.....	935		
amended.....		400/81	July 4/81
amended.....		441/82	July 10/82
amended.....		380/83	July 9/83
amended.....		375/84	June 30/84
amended.....		171/85	Apr. 27/85
amended.....		333/85	July 6/85
amended.....		491/86	Sept. 6/86
amended.....		341/87	June 27/87
amended.....		505/87	Sept. 12/87
amended.....		709/87	Jan. 2/88
amended.....		34/88	Feb. 6/88
amended.....		386/88	July 9/88
amended.....		208/89	May 13/89
amended.....		341/89	July 1/89
amended.....		33/90	Feb. 10/90
amended.....		164/90	Apr. 21/90
amended.....		285/90	June 23/90
amended.....		323/90	June 30/90
amended.....		683/90	Jan. 5/91
amended.....		110/91	Apr. 6/91
amended.....		270/91	June 22/91

TOURISM ACT

General.....	936		
amended.....		786/81	Dec. 5/81

TRAINING SCHOOLS ACT

General.....	937		
amended.....		822/81	Dec. 26/81
amended.....		734/83	Dec. 10/83
amended.....		550/85	Nov. 16/85

TRANSBOUNDARY POLLUTION RECIPROCAL ACCESS ACT, 1986

Reciprocating Jurisdictions.....		623/86	Nov. 15/86
amended.....		431/87	Aug. 8/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
--	----------------	--------	--------------------

TRAVEL INDUSTRY ACT

General.....	938		
amended.....		239/81	May 2/81
amended.....		706/81	Nov. 7/81
amended.....		304/82	May 22/82
amended.....		815/82	Jan. 1/83
amended.....		589/83	Oct. 1/83
amended.....		612/83	Oct. 15/83
amended.....		149/84	Mar. 17/84
amended.....		275/86	May 24/86
amended.....		95/88	Mar. 5/88
amended.....		374/89	July 8/89
amended.....		227/90	May 19/90
amended.....		695/91	Nov. 30/91

TRUCK TRANSPORTATION ACT, 1988

Conditions of Carriage -			
Carriers of 01 41 - Live stock and			
01 92 - Animal Specialties.....		28/89	Feb. 4/89
General Freight Carriers.....		26/89	Feb. 4/89
amended.....		31/90	Feb. 10/90
Household Goods Carriers.....		27/89	Feb. 4/89
amended.....		441/89	Aug. 12/89
Intermediaries.....		29/89	Feb. 4/89
Obligations of Licensees.....		30/89	Feb. 4/89
amended.....		32/90	Feb. 10/90
amended.....		542/90	Sept. 29/90
Operating Licences.....		25/89	Feb. 4/89
amended.....		440/89	Aug. 12/89
amended.....		30/90	Feb. 10/90

U**UNIFIED FAMILY COURT ACT**(See now Courts of Justice Act, 1984)**UPHOLSTERED AND STUFFED ARTICLES ACT**

General.....	940		
amended.....		294/83	June 4/83
amended.....		621/84	Oct. 20/84
amended.....		352/86	June 28/86
amended.....		641/87	Dec. 19/87
amended.....		1988 c. 9, s.5	Jan. 7/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		457/89	Aug. 12/89
amended.....		729/91	Dec. 21/91

V

VENEREAL DISEASES PREVENTION ACT

(See now Health Protection and Promotion Act, 1983.)

General.....	941		
amended.....		499/83	Aug. 27/83
(revoked by 237/84)			

VETERINARIANS ACT, 1989

General.....		140/90	Apr. 14/90
amended.....		308/91	July 6/91

VITAL STATISTICS ACT

General.....	942		
amended.....		365/81	June 20/81
amended.....		539/83	Sept. 10/83
amended.....		332/86	June 28/86
amended.....		384/86	July 12/86
amended.....		402/87	July 25/87
amended.....		335/89	June 24/89
amended.....		373/90	July 21/90
amended.....		657/90	Jan. 5/91
amended.....		328/91	July 13/91
amended.....		484/91	Sept. 14/91

VOCATIONAL REHABILITATION SERVICES ACT

General.....	943		
amended.....		247/81	May 16/81
amended.....		422/81	July 11/81
amended.....		635/81	Oct. 17/81
amended.....		823/81	Dec. 26/81
amended.....		108/82	Mar. 13/82
amended.....		735/83	Dec. 10/83
amended.....		215/84	Apr. 28/84
amended.....		335/84	June 16/84
amended.....		467/84	Aug. 4/84
amended.....		534/84	Sept. 1/84
amended.....		626/84	Oct. 20/84
amended.....		763/84	Dec. 15/84
amended.....		51/85	Feb. 16/85
amended.....		140/85	Apr. 20/85
amended.....		446/85	Sept. 21/85
amended.....		501/85	Oct. 26/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		644/85	Dec.	28/85
amended.....		45/86	Feb.	15/86
amended.....		135/86	Apr.	5/86
amended.....		680/86	Dec.	13/86
amended.....		200/87	Apr.	25/87
amended.....		654/87	Dec.	19/87
amended.....		230/88	Apr.	30/88
W				
WEED CONTROL ACT, 1988				
General.....	944			(B)
amended.....		254/86	May	24/86
amended.....		531/88	Sept.	3/88
amended.....		188/91	May	11/91
WILD RICE HARVESTING ACT				
General.....	945			
WILDERNESS AREAS ACT				
Wilderness Areas.....	946			
amended.....		412/84	July	14/84
WINE CONTENT ACT				
General.....	947			
amended.....		86/82	Mar.	6/82
amended.....		602/82	Sept.	25/82
amended.....		369/83	July	9/83
WINE CONTENT ACT, 1988				
Wine Blending Requirements.....		542/88	Sept.	10/88
amended.....		384/91	July	20/91
WOODLANDS IMPROVEMENT ACT				
General.....	948			
WOOL MARKETING ACT				
(See now <u>Sheep and Wool Marketing Act, 1981</u>)				
Licence Fees.....	949			
(revoked by 146/82)				
WORKMEN'S COMPENSATION ACT				
(See now <u>Workers' Compensation Act</u>)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
WORKERS' COMPENSATION ACT				
First-Aid Requirements.....	950			
amended.....		525/83	Sept.	3/83
General.....	951			
amended.....		526/83	Sept.	3/83
amended.....		253/85	June	8/85
amended.....		122/87	Mar.	28/87
amended.....		6/91	Feb.	2/91
amended.....		758/91	Jan.	11/92
Pension Benefits for Board Members and Employees.....		753/91	Jan.	11/92
Pension Plan.....	952			
amended.....		409/81	July	4/81
amended.....		813/82	Jan.	1/83
amended.....		66/84	Feb.	16/84
amended.....		719/84	Nov.	24/84
amended.....		301/86	June	7/86
amended.....		468/86	Aug.	23/86
amended.....		286/87	June	13/87
amended.....		177/89	Apr.	15/89
amended.....		324/90	June	30/90
amended.....		536/91	Oct.	12/91
(revoked by 753/91)				



3 1761 11548707 6